This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

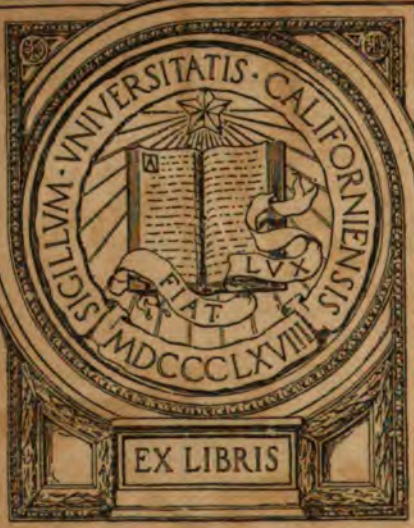
+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

$B 22 515

Digitized by Google



EX LIBRIS

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

L'ANGLETERRE
RADICALE

Digitized by Google

OUVRAGES DE M. JACQUES BARDOUX

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine.

I. *Les crises belliqueuses (1815-1900).* 1 vol. in-8 de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine.* 1906 . . . . . 7 fr. 50

Ouvrage récompensé par l'Académie française (Prix Marcellin Guérin).

II. *Les crises politiques. Protectionnisme et radicalisme (1900-1905).* 1 vol. in-8 de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine.* 1907. . . . 5 fr. »

La fondation universitaire de Belleville, avec une introduction de Charles Gide. 1 vol. in-12. 1902. . . . . 2 fr. »

Ouvrage récompensé par l'Académie des Sciences morales et politiques (Prix Maisondieu).

Le Socialisme en Angleterre, dans le **Socialisme à l'étranger.** 1909. 1 vol. in-16 de la *Bibliothèque d'histoire contemporaine.* . . . . 3 fr. 50

Souvenirs d'Oxford. 1898. Brodard. Coulommiers. (Épuisé).

Oxford memories. Traduction de W. Barker. London. Robinson. 1900.

John Ruskin. 2e édition. 1901. Calmann-Lévy.

Ouvrage récompensé par l'Académie française (Prix Montyon).

La Reine Victoria *d'après sa correspondance inédite,* publiée en français avec une introduction et des notes. 3 vol. 1907. Hachette.

Ouvrage récompensé par l'Académie française (Prix Langlois).

La Reine Victoria. *Pages choisies de sa correspondance (1837-1861).* 1 vol. 1909. Hachette.

Silhouettes d'Outre-Manche. *John Burns, D. Lloyd-George, H. H. Asquith, W. Sp. Churchill, Sir Edward Grey, A. J. Balfour, etc.* 1 vol. orné de 8 photographies. 1909. Hachette.

Silhouettes royales d'Outre-Manche. *Victoria I, Edouard VII, Georges V.* 2e édit. 1 vol. 1911. Hachette.

Ouvrage récompensé par l'Académie des Sciences morales et politiques (Prix Michel Perret).

Croquis d'Outre-Manche. *Plateaux de Cornouailles, Falaises du Devon, Vallées du Somerset, Visions de guerre, Couronnement de Roi,* etc. 1 vol. orné de gravures. Hachette. 1913.

Digitized by Google

L'ANGLETERRE

RADICALE

ESSAI DE PSYCHOLOGIE SOCIALE

(1906-1913)

PAR

JACQUES BARDOUX

Professeur à l'École des Sciences politiques.

PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1913

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

Digitized by Google

Digitized by Google

A Monsieur Eugène D'EICHTHAL.

Membre de l'Institut.
Directeur de l'École des Sciences Politiques.

Respectueux témoignage de mon profond attachement.

J. B.

280953

Digitized by Google

Digitized by Google

PRÉFACE

L'esprit français a besoin de cadres et de bornes. Il transporte dans le domaine de la pensée le goût héréditaire pour les lignes nettes et les délimitations précises. C'est ainsi que se traduit dans la vie intellectuelle la double hérédité latine et paysanne.

Si l'on cherche une date dans l'histoire récente de l'Angleterre contemporaine, Janvier 1906 surgit hors de la masse des faits politiques, avec la netteté d'une démarcation. Les élections radicales constituent, à n'en pas douter, le point de départ d'une ère nouvelle. Quel en sera le terme? Il est impossible de le découvrir encore. Le 16 janvier 1913, le vote du *Home Rule Bill* par les Communes, ne forme point une date décisive. La bataille du *Home Rule* n'est pas encore gagnée. Lorsque la guillotine du *Parliament Act* aura assuré la promulgation de la loi irlandaise, la majorité radicale peut se trouver trop faible moralement pour courir le risque, — même improbable, — d'une guerre civile, même localisée, et être obligée de chercher une transaction, d'ouvrir des pourparlers. La victoire de 1913 n'est pas plus décisive que celle remportée contre le veto des Lords. Le *Parliament Act* de 1911 a tous les caractères d'une solution provisoire. Il laisse subsister une chambre aristocratique, sans caractère représen-

Digitized by Google

tatif et sans autorité réelle. L'Angleterre bénéficie, à la fois, des inconvénients qu'ont les législatures à chambre unique et à deux chambres, sans jouir des avantages de l'un ou l'autre de ces systèmes. Et d'autre part, seule une réaction Conservatrice constituerait un jalon aussi net, que la borne qui porte la date de Janvier 1906. Les statistiques électorales ne trahissent qu'un fléchissement apparent dans la poussée démocratique. Le parti unioniste est divisé et impuissant. Il n'a ni chef populaire, ni programme précis. Le réveil libre-échangiste liquide, — provisoirement, — la *Tariff Reform*. La présence du *Labour Party* rend impossibles les surenchères législatives. Le socialisme agraire risque d'affaiblir les résistances rurales. L'accalmie anglo-allemande ne facilite pas les diversions patriotiques. La diminution du nombre des députés irlandais, prévue par le *Home Rule Bill*, suffira-t-elle pour assurer *ipso facto* l'avènement dans le prochain Parlement d'un Cabinet conservateur? A la borne « Janvier 1906 », faudra-t-il opposer une autre, portant le millésime de 1915? Nul n'oserait l'affirmer à l'heure où j'écris.

Est-ce à dire qu'il soit trop tôt pour étudier l'Angleterre radicale? Nous ne le croyons pas. Sept années d'action politique et sociale fournissent assez de documents, pour qu'il soit possible de caractériser la seule poussée démocratique qui, par sa violence et sa durée, puisse être comparée à celle de 1832, au 1789 britannique.

*
* *

L'armature religieuse et économique de la majorité parlementaire est la même aujourd'hui qu'il y a

Digitized by Google

quatre-vingt-un ans. La foi libre-échangiste et la foi puritaine sont aussi vivaces. La collaboration des prières protestantes et des dividendes industriels n'est pas moins nécessaire au Cabinet Asquith, qu'elle ne l'était jadis aux ministères whigs. La victoire de 1906 eût été sans lendemain, si elle n'avait pas coïncidé avec le double réveil des consciences non conformistes et de la prospérité commerciale.

Mais derrière cette action concordante des mêmes causes, à un demi-siècle d'intervalle, que de différences dans les hommes et dans les idées ! Les gentilshommes whigs n'ont plus en mains les rênes de l'État : elles leur ont échappé. Ils ne gardent, — à l'exception des Affaires Étrangères et de la Marine, — que les fonctions décoratives et les titres honorifiques : les réalités du pouvoir ne leur appartiennent plus. Il est monopolisé par des hommes, qui se sont faits eux-mêmes et qui, hier encore, appartenaient aux rangs les plus modestes de la petite bourgeoisie. La classe moyenne, celle des boutiquiers et des avoués, des petits avocats et des petits industriels, des professeurs et des journalistes, accapare les portefeuilles. Et l'heure est proche, où elle devra faire sa part à la masse ouvrière : un seul ne suffira plus à son appétit. Il y a dix ans, elle n'était représentée, sur les bancs des Communes, que par quelques isolés. Le *Labour Party* est devenu, en 1906, une force parlementaire. Il a rallié les indépendants, absorbé les *Liberal Labour Members*, réalisé l'unité ouvrière. Et demain, quand les élections de 1915 l'auront porté de 42 à 100 membres, il pourra faire payer son appui aussi cher, que l'ont fait les nationalistes irlandais.

Cette ruée d'appétits nouveaux a bouleversé le cadre

Digitized by Google

des idées. Quelques anciennes subsistent encore, mais retouchées et atténuées. Le libre-échange, aux yeux des vainqueurs de 1906, est moins une philosophie économique qu'une nécessité anglaise. Le protestantisme puritain, bien qu'il constitue beaucoup plus une discipline morale, qu'une certitude religieuse laisse en dehors de son action une partie croissante de la masse ouvrière : les provinces celtiques, la corporation minière, la petite bourgeoisie restent seules fidèles aux leçons de Knox et de Wesley. L'armature économique et biblique du libéralisme orthodoxe fléchit. Toute une doctrine socialisante surgit. Depuis longtemps déjà l'action syndicale et l'interventionnisme législatif en constituaient les premiers articles. Le socialisme municipal y figure aujourd'hui en bonne place. Le contrôle du marché du travail par l'État est admis. Le pouvoir central enregistre les offres et les demandes d'emplois et par l'intermédiaire de Commissions mixtes, dont il désigne souvent le Président et fait respecter les décisions, fixe le taux des salaires, dans un nombre croissant d'industries. La socialisation des voies ferrées est discutée. La nationalisation de la terre a été solennellement proclamée et partiellement appliquée. Le libéralisme orthodoxe a vécu.

Certes, une minorité ardente et nombreuse reste encore fidèle à ses conceptions internationales, « au splendide isolement », aux économies militaires et à la décentralisation coloniale. Mais l'Impérialisme a trouvé, sur les bancs des radicaux, des interprètes aussi enthousiastes que les derniers gentilshommes whigs, lord Rosebery et sir Edward Grey. Si le Parlement démocratique, élu en Janvier 1906, a approuvé les efforts tentés pour réaliser une détente dans les

Digitized by Google

relations anglo-allemandes, il a consenti, — malgré les protestations des disciples de R. Cobden et de John Bright, — tous les sacrifices nécessaires, afin d'assurer la suprématie indiscutée des flottes anglaises. Jamais le budget de la marine n'a atteint un chiffre aussi élevé, que depuis qu'il est confié aux défenseurs traditionnels des « économies militaires ». Jamais, sauf au temps où les Conservateurs étaient au pouvoir, les questions impériales n'ont tenu autant de place et reçu d'aussi judicieuses solutions. L'Afrique du Sud est pacifiée et loyale. La crise indienne paraît vaincue. Entre les mains de lord Kitchener, l'Égypte est paisible et prospère. La périodicité des « Conférences impériales » a été maintenue, leur prestige accru, leur importance augmentée. S'il n'appartenait pas aux radicaux d'organiser le Zollverein, ils ont du moins réalisé le Kriegsverein. L'unité militaire du monde anglo-saxon est presque un fait accompli. Il est possible que, dans un avenir lointain, Socialisme et Impérialisme entrent en conflit.

Ce choc n'est point à la veille de se produire. Les deux forces, passagèrement conciliées par les néo-radicaux, ont brisé les cadres de l'orthodoxie libérale. Le libéralisme abstrait et logique, bourgeois et individualiste, hostile aux sacrifices militaires et indifférent aux expansions coloniales, n'est plus, de l'autre côté de la Manche, une réalité vivante, un facteur politique. Il appartient au passé. Un radicalisme concret et utilitaire, fidèle aux convictions libre-échangistes et aux traditions puritaines de la boutique et de la mine anglaises, essaie, sous la menace de la poussée ouvrière et de la marine allemande, de rapprocher ces deux termes, — qui n'ont rien de contradictoire, — Socialisme et Impérialisme.

Digitized by Google

*
* *

A cet effort sont consacrées les pages qui suivent. Je me suis efforcé beaucoup moins de le raconter en historien que de l'analyser en psychologue.

Je n'ai pas songé à tracer un tableau à peu près complet de la vie politique du monde anglo-saxon, depuis la défaite conservatrice. La tâche me paraissait impossible, parce que immense et prématurée. J'ai tenté de dégager d'une masse énorme de faits, patiemment recueillis au cours d'une lecture quotidienne de la presse anglaise et vérifiés sur place, à la suite d'enquêtes annuelles, les éléments d'une psychologie politique de l'Angleterre radicale. Par une étude des statistiques commerciales et des événements parlementaires, des discours et des lois, des hommes et des choses, j'aurais voulu éclairer l'évolution des idées et des mœurs politiques, expliquer la disparition du libéralisme et les progrès du radicalisme, préciser les conséquences et les limites d'une poussée sociale, analyser un courant d'opinion. Cet objectif a-t-il été etteint ?

Dans deux livres antérieurs, le même essai a été tenté [1]. Des liens étroits et nombreux les unissent à ce nouveau volume. La méthode est la même. Les sujets se complètent : ces trois ouvrages constituent une étude sur les oscillations, rarement concordantes dans l'Angleterre moderne, du mouvement démocratique et de l'expansion nationale, de l'activité sociale et de l'action impériale, depuis 1815 jusqu'à nos jours. Si l'on

1. *Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine. Les crises belliqueuses* (1815-1900), Félix Alcan, 1906.
Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine. Les crises politiques. Protectionnisme et radicalisme (1900-1906), Félix Alcan, 1907.

Digitized by Google

veut éclairer les pages qui suivent, il est nécessaire de se reporter à celles, qui précisent la doctrine sociale du libéralisme[1], les premières manifestations du radicalisme[2], la violente poussée de 1906[3], autant qu'aux chapitres consacrés aux paniques francophobes d'autrefois[4] et aux manifestations anti-allemandes d'aujourd'hui[5], au fédéralisme impérial[6] et à la stagnation industrielle[7]. Pour rendre un peu vivant et concret cet essai de psychologie sociale, il m'a paru nécessaire d'évoquer des silhouettes parlementaires. Ici elles ne sont qu'esquissées : je les ai dessinées ailleurs[8]. Ainsi complétée par quatre volumes antérieurs, cette enquête sur l'Angleterre radicale paraîtra, — je l'espère, — solide et consciencieuse.

Elle est, je crois, impartiale. Je me suis interdit l'admiration et le dénigrement. La distance permet de regarder avec calme et de juger sans fièvre. Le recul de l'espace vaut celui du temps. Un détroit, quand on veut essayer d'observer et de comprendre, est aussi précieux qu'un siècle. Il assure, il doit assurer la lucidité de l'œil et la sérénité de l'esprit.

Paris, 14 avril 1913.

1. *Crises belliqueuses*, ch. VII.
2. *Crises politiques*, ch. IV-V-VI.
3. *Crises politiques*, ch. X.
4. *Crises belliqueuses*, ch. VI.
5. *Crises politiques*. ch. III.
6. *Crises belliqueuses*, ch. VIII.
7. *Crises belliqueuses*, ch. IX et *Crises politiques*, p. 27 et 200.
8. J'ai tracé le portrait des principaux hommes d'Etat du Parti radical : Sir Henry Campbell-Bannerman et M. H. H. Asquith, D. Lloyd George et John Burns, Winston Churchill et sir Edward Grey, dans *Silhouettes d'Outre-Manche*, Hachette et Cie, 1909. D'autre part, je suis obligé de renvoyer à un autre volume, *Victoria I, Edouard VII et George V*, Hachette et Cie, 2e édit., 1911, pour tout ce qui concerne les rapports du Parti radical avec la monarchie et spécialement p. 205 à p. 230.

Digitized by Google

Digitized by Google

UNIV. OF CALIFORNIA

L'ANGLETERRE RADICALE

ESSAI DE PSYCHOLOGIE SOCIALE

1906-1913

LIVRE PREMIER

LA POUSSÉE SOCIALE

CHAPITRE PREMIER

LE PARLEMENT DÉMOCRATIQUE DE 1906

La Chambre des Communes, au mois de juin 1907. Une transformation dans l'aspect des couloirs et de la salle. Les modifications du recrutement parlementaire.

I. Les *Dissenters*. D. Lloyd George, J. Massie, J.-A. Simon. Les caractères de leurs convictions politiques et de leur foi religieuse. La chapelle du Dr Clifford.

II. Les doctrinaires. Deux générations qui diffèrent par leurs maîtres, leurs méthodes et leurs conclusions. Quelques noms.

III. Les *Liberal-Labour members* : Sir Randal Cremer, John Burns, Ch. Fenwick, Vivian.

IV. Les politiques. Winston Churchill. Une conversation avec Winston Churchill. Sir Edward Grey. Sa lutte contre l'idéalisme radical. L'attitude de l'extrême-gauche vis-à-vis de la rivalité allemande. Une menace pour l'avenir.

La contradiction est chose anglaise. Le lecteur n'est point indigné de la retrouver dans son ouvrage préféré. Le citoyen la justifie, quand elle éclate dans les actes d'un parlementaire, dans les décisions d'un parti. Le passant voit, sans sourciller, les constructions gothiques envahir la capitale la plus complètement industrielle qu'il y ait au monde.

Digitized by Google

C'est enfin dans une abbaye médiévale que siège en 1906 le plus démocratique des Parlements, qu'ait connus l'Angleterre. Les couloirs — *the lobbies* — des Communes révèlent, d'une manière saisissante, l'importance, la gravité de la poussée radicale. L'aspect de la rotonde, où les électeurs attendent leurs députés, au-dessous des vitraux éclatants, s'est complètement modifié depuis deux ans. On croit assister au lendemain d'une révolution.

J'entends bien que les mesures de police, prises à la suite des manifestations des *suffragettes*, suffiraient pour modifier la physionomie du hall. Les personnes du sexe féminin sont tenues à une prudente distance des législateurs. Dès qu'un jupon apparaît dans la rotonde, le *policeman* se précipite, et invite l'intruse à aller retrouver ses coreligionnaires dans une partie spéciale des couloirs. Là, mélancoliquement assises sur deux rangs, serrées les unes contre les autres, ouvrières, bourgeoises et grandes dames attendent qu'un député vienne les délivrer, et leur fasse visiter le palais, dont les *suffragettes*, par leurs luttes à mains plates, leurs coups de poings et leurs coups de pieds, ont troublé la paix et compromis la majesté.

Mais le va-et-vient, dans le *lobby*, des groupes de dames, prudemment escortées par de galants parlementaires, l'absence de toute silhouette féminine dans la rotonde, ne suffiraient pas pour donner aux couloirs un caractère démocratique qu'ils n'ont jamais eu. Peu de chapeaux hauts de forme ; plus de redingotes. Des melons et des jaquettes ; des casquettes et même des vestons. Les délégations ouvrières sont nombreuses. Par groupes de trois ou quatre, en habits du dimanche, parfois une fleur à la boutonnière, silencieux et graves, ces ouvriers attendent leurs mandataires. Ils regardent passer les députés et les lords. Ils jettent un coup d'œil sur la porte de la Chambre des Pairs, par où s'engouffrent d'élégantes toilettes. Et dans l'attitude de ces hommes, frustes et vigoureux, dans leur immobilité silencieuse, perce un extraordinaire mélange de timidité et d'orgueil. Docilement, ils suivent leurs députés. Ils visitent le palais gothique. Ils s'assoient sur la longue terrasse.

Digitized by Google

Ils regardent et ils écoutent. Ils parlent bas et peu. On leur montre des hommes connus : ils les suivent des yeux avec une déférente curiosité. On leur signale le va-et-vient des tramways municipaux sur le pont de Westminster : il fallut lutter seize ans avant d'obtenir des Lords l'autorisation nécessaire. Le souvenir de cette victoire éveille un rapide sourire sur les lèvres des visiteurs ouvriers. Ils se lèvent ; serrent vigoureusement la main ; s'en vont... Ils reviendront. Les travailleurs manuels ont pris pied dans Westminster. Ils entendent y rester.

Dans la salle des séances, la transformation est aussi saisissante que dans les couloirs. Des usages séculaires ont disparu. Le privilège de rester tête nue était, il y a deux ans, réservé aux ministres, aux whips : les nouveaux députés, d'un commun accord, ont généralisé l'exception. On ne voit plus de chapeaux hauts de forme, que sur la tête de quelques conservateurs, graves et âgés, fidèlement attachés aux traditions, quelles qu'elles soient. Disparu, aussi, l'usage de s'incliner profondément devant le *Speaker*. Oubliée, la coutume de suspendre la séance, pour permettre au Président de se reposer : grâce à la désignation de suppléants, les Communes fonctionnent sans interruption. Les radicaux sont des gens pressés : ils ne laissent pas à la machine législative le temps de souffler. Et sur les bancs, d'où l'on assiste à son fonctionnement — passablement saccadé — les spectateurs, je veux dire les députés, ont arboré des uniformes démocratiques. La redingote est aussi rare que l'habit. La jaquette paraît élégante. Le veston est admis. Peu de profils aristocratiques ; beaucoup de silhouettes vulgaires. Les vieillards, enfin, sont rares dans cette Assemblée d'hommes jeunes.

Le personnel politique s'est renouvelé. Dans le dernier Parlement conservateur, on comptait 97 propriétaires fonciers et 54 fils de pairs ; dans les Communes radicales, il n'y en a plus que 49 et 34. Les représentants de l'armée régulière et des troupes de réserve, qui se recrutent dans l'aristocratie, sont également moins nombreux : 46 au lieu de 66 ; 68 au lieu de

Digitized by Google

109. Les financiers ont aussi diminué : ils étaient 61, ils ne sont plus que 23. Les avocats et les avoués n'accroissent pas leur prépondérance (183 en 1900 ; 173 en 1907). Le nombre des commerçants et des industriels a légèrement augmenté. Les mandats, perdus par l'aristocratie de naissance ou de fortune, ont été conquis par les intellectuels et les ouvriers. L'effectif des éditeurs passe de 6 à 13 et celui des publicistes de 57 à 81. Les travailleurs manuels étaient au nombre de 10 : ils sont aujourd'hui 56.

I

Il y a quelque chose de changé dans la vie politique du peuple anglais. Ce n'est pas seulement l'aspect du Parlement, des couloirs, de la salle, qui s'est modifié. Pour s'en convaincre, il suffisait d'assister, en juin 1907, aux séances consacrées à la discussion de la question des Lords. Elle n'est plus posée comme elle l'était par Gladstone, sous la forme d'un problème d'ordre juridique ou politique. Tous les orateurs paraissent envisager le conflit entre les deux Chambres, comme une question sociale : la lutte « des pauvres » contre la « coalition des privilégiés », la bataille contre le monopole de la terre, la religion d'État, l'exploitation de l'alcoolisme, dont, affirment les radicaux, la Chambre Haute constitue le dernier rempart. Sans doute, ils profitent des querelles récentes, ils invoquent des arguments politiques. Néanmoins, les mêmes violences, les mêmes formules se retrouvent, plus ou moins voilées, dans tous les discours. Si la Chambre Haute n'accepte ni de modifier son attitude, ni de limiter son *veto*, ni de procéder à une réorganisation, on menace d'une lutte directe cette aristocratie britannique, moins populaire depuis le jour où elle a cessé d'être une noblesse terrienne, pour assimiler financiers et distillateurs.

Dans cette troupe qui monte à l'assaut, il est facile de découvrir plusieurs groupes distincts.

Digitized by Google

*
* *

Le plus nombreux est formé par les représentants des non-conformistes, des protestants dissidents. Jamais, depuis le temps de Cromwell, les puritains n'ont été aussi nombreux sur les bancs des Communes. Ils sont plus de 170, dont 65 congrégationalistes, 30 wesleyens, 22 presbytériens, 14 unitairiens, 14 baptistes. Unis pour réclamer la neutralité, sinon la laïcité de l'école publique, la dénonciation du lien qui unit à l'État l'Église anglicane, l'organisation du contrôle populaire sur les débits de boisson, réglementés et limités, ils n'en comptent pas moins, dans leurs rangs, des radicaux avancés et des libéraux modérés.

D. Lloyd George est le représentant le plus connu de l'aile gauche. Presque français d'aspect, les cheveux bruns, rejetés en arrière, au-dessus du front prématurément ridé, les yeux ardents et mobiles, la bouche ombragée d'une moustache noire, ce Celte gallois partage le goût de notre race, dont il connaît l'histoire et admire les orateurs, pour les gestes ardents et les périodes cadencées. Fils d'un maître d'école de Manchester, élevé, dans un petit village, par un oncle charitable, un savetier instruit, formé par l'école primaire et les lectures solitaires, D. Lloyd George a enlevé toutes les places et tous les honneurs, depuis son étude d'avoué jusqu'à son portefeuille de ministre, à la pointe de l'épée, à force de travail et de talent. Et cette longue lutte contre lui-même et contre les autres, loin de le rendre insensible aux revendications démocratiques, n'a fait qu'accroître sa soif de justice et d'égalité. Il faut l'avoir entendu parler aux mineurs gallois leur dialecte celtique, enlever à Londres un auditoire ouvrier grisé par son ardente éloquence, pour bien comprendre les caractères de son radicalisme religieux. D. Lloyd George sert avec une passion égale les intérêts des méthodistes, ses coreligionnaires, et ceux des trade-unionistes, ses électeurs.

La note religieuse est encore plus accentuée chez un

Digitized by Google

homme comme J. Massie, le député du Wiltshire. Petit et correct, vêtu de sombre, à la fois timide et cordial, la barbe en pointe et les yeux bleus, le président du *Free Churçh Council* du district d'Oxford ressemble à s'y méprendre à l'un de ces *local preachers*, de ces prédicateurs laïques, dont l'ardeur et la piété sont la force des Églises dissidentes. Personne ne se douterait que J. Massie est un des exégètes les plus distingués de l'Angleterre. Auteur de plusieurs ouvrages de théologie, titulaire de la chaire du Nouveau Testament au collège de Mansfield (Oxford), il s'attache surtout à défendre la cause des dissidents lésés par une loi sectaire, hostiles aux privilèges de l'Église anglicane. Quand il accepte de suivre son parti dans la campagne contre les Lords, il cède moins aux exigences d'un programme démocratique qu'aux scrupules d'une conscience protestante. J. Massie représente au Parlement les classes moyennes, hostiles aux expériences socialistes et amies des prudentes réformes.

Plus modérées, encore, seraient les tendances d'un autre non-conformiste comme J.-A. Simon. Écossais d'origine, fils d'un pasteur congrégationaliste, il a trente ans à peine. Ses succès universitaires, le titre de *fellow* d'All Souls (Oxford), des débuts éclatants au barreau de Londres, l'attrait d'une parole classique et grave lui ont ouvert de bonne heure les portes du Parlement. Grand et svelte, il a la beauté romaine qu'on retrouve souvent ici sur les masques calmes, au profil régulier. J.-A. Simon (depuis : Sir) représente dans son parti la sage modération et les scrupules juridiques d'une aristocratie, celle du barreau.

Mais quelles que soient les nuances politiques qui séparent ces députés radicaux, ils n'en sont pas moins, au même degré, les interprètes de la poussée puritaine, qui s'est révélée au cours des élections de 1906, les représentants des groupements non-conformistes, qui depuis des siècles ont toujours formé les troupes les plus sûres — la vieille garde — de l'armée libérale. Pour comprendre les caractères de ce mouvement religieux, il faut aller un dimanche matin assister

Digitized by Google

au service que préside, à Westbourne Park Chapel, le Dr Clifford.

*
* *

Dans une église, coquette et vernie, mais sobre et grave, se réunit un petit groupe d'auditeurs, ardents et fidèles. Les quartiers élégants sont loin. Par delà la station de Paddington s'étendent des files de maisonnettes, correctes et propres, mais d'où sont bannis les portiques à colonnes. Plus de *terraces* ni de *squares*. Les rues, d'une tenue moins élégante, s'étendent tout droit, sans autre verdure que les fleurs des fenêtres. Ce n'est pas encore le faubourg des pauvres; mais nous avons dépassé la frontière de la cité des riches. Nous sommes dans la ville des petits bourgeois. Je les retrouve autour de moi, correctement vêtus, gantés et fleuris, escortés de leurs femmes et de leurs enfants. Çà et là, un travailleur manuel, d'ordinaire un vieil ouvrier, se reconnaît à la rudesse de ses mains calleuses, au collier de barbe qui entoure son visage aux lèvres rasées. Ni autel, ni service. Du haut d'une tribune placée dans le chœur, tour à tour le Dr Clifford, en redingote, un assistant de bonne volonté, s'adressent à l'auditoire. Ni gestes, ni récitations. Les chants, dirigés par un chœur de 200 voix, et repris par tous les assistants, alternent avec des prières improvisées, une courte lecture de l'Évangile, un sermon. Pas d'hymnes rituels : des poèmes sur la beauté de la nature et la splendeur du printemps, sur la toute-puissance de Dieu et la paix de la méditation. Point de prières écrites : des improvisations lyriques, souvent très belles, murmurées à mi-voix par l'officiant, les yeux mi-clos, et auxquelles s'associent, avec une extraordinaire ferveur, les auditeurs légèrement courbés. Pas de sermon dogmatique : l'exposé d'une question de morale individuelle ou sociale, éclairé par des faits précis, et terminé par un appel, singulièrement prenant, aux confessions publiques, aux déclarations individuelles. Ce que l'analyse ne saurait rendre, ce que les mots ne sauraient traduire, c'est

Digitized by Google

l'impression de force morale qui se dégage de ce christianisme civique, simple et rude, sans prétentions métaphysiques ni aspirations artistiques, fait pour des pensées pratiques, des sensibilités équilibrées et des consciences sereines.

II

Le groupe des doctrinaires est d'origine aussi ancienne que celui des non-conformistes et des politiques. Mais il révèle d'une façon plus saisissante, par les modifications de son programme et de sa méthode, l'évolution sociale et intellectuelle qui a successivement transformé les Whigs en libéraux, les libéraux en radicaux, créé en 1832 et en 1906, avec des classes et des idées nouvelles, des partis nouveaux.

Aujourd'hui même, dans les rangs de la majorité ministérielle, dans le bataillon serré des journalistes, des romanciers, des sociologues, il est possible de discerner deux écoles, deux générations différentes. L'une appartient au passé et occupe, grâce au double prestige de l'âge et de la notoriété, les postes les plus importants du Cabinet. L'autre a l'avenir pour elle. Composée d'hommes jeunes et actifs, elle n'agit pas seulement dans les couloirs et dans les commissions, mais, par les sous-secrétaires d'État et les chefs de cabinet, exerce sur les décisions ministérielles un contrôle, dont l'efficacité a été démontrée par l'abandon de projets trop modérés et le dépôt de propositions nettement socialistes.

Le plus illustre représentant du premier groupe est John Morley (depuis : Lord). Le secrétaire d'État pour les Indes est un vétéran : il est né à Blackburn, le 24 décembre 1838. Les rides n'ont pu altérer la beauté d'un visage, dont il faudrait s'inspirer pour sculpter le buste d'un penseur antique. L'âge n'a pu éteindre la flamme idéaliste des yeux bleus. Le ministre des Indes est resté, pour ceux qui savent l'attirer dans un des recoins paisibles et silencieux de l'Athenæum Club, le causeur charmant d'autrefois, quand, assis dans sa bibliothèque, au

Digitized by Google

pied de ses livres, son chien favori sur les genoux, il dévidait, d'une main alerte, devant quelques amis intimes, l'écheveau de sa philosophie politique. Ce goût pour les analyses lumineuses, conçues suivant une méthode logique, exposées dans un style classique, aux phrases courtes, éclairées par de rares images ; cette empreinte, qu'avait donnée à John Morley l'étude de nos philosophes du XVIIIe siècle, se retrouvent encore dans les discours, universellement admirés, où il étudie la crise traversée par les Indes. Le biographe de R. Cobden, l'adversaire des Trade-Unions et de la législation interventionniste, l'héritier de Bentham, le théoricien de l'individualisme social, ne partage pas seulement les convictions positives des premiers doctrinaires libéraux, mais aussi leurs opinions économiques. Interrogé, récemment, sur la question du chômage, par une délégation ouvrière, John Morley s'est refusé à accepter les mesures préconisées par le *Labour Party* et a fait à ses auditeurs une petite conférence sur la limite des pouvoirs de l'État. Lorsque le premier Ministre, cédant aux sommations des jeunes radicaux, décida de jeter par-dessus bord le projet de loi sur la responsabilité syndicale et de reprendre, purement et simplement, celui du groupe ouvrier, le secrétaire d'État pour les Indes se refusa à sanctionner de son vote la théorie de l'insaisissabilité des Trade-Unions.

John Morley —, s'il faut en croire les bruits de couloirs, — aurait été approuvé par le second philosophe, que compte le Cabinet libéral et qui gère — lui aussi — un de ces départements, où les préoccupations idéalistes et les subtilités logiques ne paraissent jouer qu'un rôle des plus restreints : le ministère de la Guerre. La politique a de ces exigences et de ces ironies. Je reconnais que lorsqu'on voit le Très Honorable Richard B. Haldane, (aujourd'hui : lord Haldane), inspecter dans le parc de Saint-James un corps de volontaires, il est difficile de ne pas prendre ce personnage, au masque napoléonien, grand et large, sanglé dans sa redingote, qui passe, raide et droit, devant les soldats, escorté par un brillant état-major, pour un général en civil. Cette silhouette, un Bonaparte

Digitized by Google

grandi et grossi, est cependant celle du traducteur de Schopenhauer. L'auteur des *Essais de critique philosophique* remplit ses fonctions militaires avec une gravité impeccable et une compétence reconnue. Mais cette carrière nouvelle n'empêche pas M. R.-B. Haldane de rester le disciple d'Adam Smith, dont il a écrit la vie avec la double ferveur d'un élève et d'un compatriote. Il est un partisan aussi passionné de la liberté économique et de l'individualisme social que son collègue, le biographe de R. Cobden. Et lorsque une polémique s'engagea entre des libéraux écossais et des députés ouvriers, le ministre de la Guerre, mettant à profit ses souvenirs universitaires, fit une violente sortie contre les utopies socialistes, condamna la nationalisation de la terre, revendiqua les droits de l'individu sacrifié.

Ces formules ne se retrouvent plus sous la plume, ni sur les lèvres des radicaux de la nouvelle école.

*
* *

Lisez le recueil d'articles publiés par le *Speaker*, aujourd'hui la *Nation*, sous ce titre significatif : *Vers un programme social ;* feuilletez ces volumes : *Six Etudes libérales, le Cœur de l'Empire*, dus à la collaboration de plusieurs jeunes hommes ; parcourez l'ouvrage de M. H. Samuel sur le *Libéralisme ;* regardez quelques numéros de la *Tribune*, le nouveau quotidien de Londres ; et vous trouverez qu'au parti de R. Cobden et de E. Gladstone, — que représentent encore les John Morley et les Haldane, — tend, de plus en plus, à se substituer un groupe nouveau, qui inscrit sur son drapeau des revendications différentes et recrute ses soldats sur les bancs d'écoles nouvelles.

Les traités des biologues anglais, les ouvrages des économistes allemands ont pris la place, hérité de l'autorité, qui appartenaient aux juristes et aux psychologues de la fin du XVIIIe et des débuts du XIXe siècle. Dociles aux leçons de leurs maîtres, les néo-radicaux ont changé de méthode. Ils ne cher-

Digitized by Google

chent point à poser des idées générales, mais à recueillir des documents. Ils ne songent pas à donner de l'homme-en-soi une définition d'où on puisse tirer, par une série de déductions, une doctrine politique et un programme électoral. Ils s'efforcent, au contraire, d'étudier, par une série d'enquêtes, la vie économique et morale de l'organisme national. Leur méthode n'est plus abstraite ni individualiste, mais concrète et sociale. Ce n'est point à réaliser le libre jeu de certaines lois scientifiques, que tendent leurs activités, mais à provoquer, par des groupements disciplinés, par des réformes législatives, par un contrôle administratif, un meilleur fonctionnement de la société tout entière, considérée comme un organisme vivant. Son existence peut être également compromise, — ils le croient du moins, — par des usines insalubres et un labeur excessif, par des monopoles de fait et par un paupérisme croissant. Pour combattre ces « maladies sociales », ils revendiquent les pouvoirs du chirurgien, et prétendent tailler à vif dans les droits individuels. Ils renforcent le Code et les agents de l'interventionnisme législatif. Ils frappent d'impôts confiscateurs les héritages supérieurs à un taux déterminé. Ils ne reconnaissent plus aux propriétaires fonciers, qu'un droit d'occupation. Ils sacrifient l'individu à la collectivité.

Les doctrinaires de cet utilitarisme social sont nombreux. Au sein du Parlement, ils dirigent l'aile gauche de la majorité ministérielle. G. Peabody Gooch, l'ancien secrétaire de J. Bryce, le député de Bath, a le physique d'un apôtre religieux : grand et blond, la moustache tombante, les yeux bleus. Il se dégage de toute sa personne, de son visage et de ses attitudes, de sa voix et de ses gestes, l'impression d'un idéalisme profond et sincère. Formé à l'école des Universités allemandes, G.-P. Gooch consacre tout le temps, que n'absorbent pas ses travaux sur la méthode historique, à des enquêtes sur le paupérisme et à des campagnes pour la paix. Ch. Fred. Masterman, avant d'entrer dans le journalisme et dans la politique, s'était signalé, à Cambridge, par ses succès dans l'étude des sciences naturelles et, plus tard, des sciences

Digitized by Google

morales. Fixé dans les faubourgs de Londres, à Camberwell, il s'occupe de l'assistance publique, fait des enquêtes et nous donne, coup sur coup, trois volumes : *le Cœur de l'Empire*, *Voix de l'abîme*, *A la veille d'un changement*, qui constituent des documents précieux, pour les amateurs de psychologie sociale. Citons encore L.-G. Chiozza-Money, dont le bel ouvrage, *Richesse et paupérisme*, constitue le livre de chevet et l'arme de guerre des députés ouvriers ; Herbert Samuel, le sous-secrétaire d'État à l'Intérieur, qui a résumé dans son travail sur *le Libéralisme, ses principes et son programme*, la doctrine des néo-radicaux. En dehors du Parlement, ils sont légion ; sociologues, comme M. J.-A. Hobson ; financiers ou historiens, formés sur les bancs des Universités allemandes, comme Francis-W. Hirst, J.-L. Hammond ; polémistes, comme W. Massingham, ils dirigent tous les organes, quotidiens ou hebdomadaires, de leur parti. Leur propagande agit. Leurs idées gagnent. Le jour approche, où l'ancienne armée libérale ne comptera plus dans ses rangs que des radicaux.

*
* *

Lorsque cette heure aura sonné, le parti, qui confie aujourd'hui les portefeuilles les plus importants à un J. Morley et à un Haldane, ne sera séparé du *Labour Party* que par quelques épithètes et quelques formules. C'est là une barrière particulièrement fragile, dans un pays qui, depuis des siècles, a l'horreur de l'idée abstraite et le culte de l'opportunisme utilitaire.

III

Quand, du haut de la tribune, on parcourt d'un œil attentif les rangs serrés de la majorité libérale, on aperçoit, sur le dernier banc, tout en haut, sous le couronnement de bois sculpté, qui donne à cette travée l'aspect de stalles réservées à un Chapitre, des silhouettes particulières : elles éveillent l'at-

Digitized by Google

tention et attirent le regard. Les tenues sont plus négligées, les visages sont plus frustes. Quand un orateur se lève, son attitude et ses vêtements, sa diction et ses gestes rappellent invinciblement des images entrevues, au cours de meetings ouvriers.

Ce sont ici, en effet, les sièges réservés aux représentants des travailleurs manuels, qui acceptent l'étiquette radicale et sont inscrits dans l'armée ministérielle. Du haut de leur banc, ils dominent la majorité. Et, en choisissant cette travée, le *Groupe trade-unioniste* révèle au spectateur, sous une forme symbolique, une réalité parlementaire : il exerce une autorité prépondérante. La majorité obéit à ses impulsions et réalise son programme. La présence, dans les rangs du parti libéral, d'un noyau de 23 à 24 députés ouvriers, constitue un fait sans précédent et suffit pour transformer le caractère de la victoire radicale. Sans doute, dès 1874, les soldats de Gladstone ont cessé de se recruter, exclusivement, dans les classes moyennes. Mais que sont les deux députés ouvriers, ou mêmes les onze élus de 1885, comparés au groupe actif et nombreux, qui siège, aujourd'hui, au-dessus des bancs libéraux, dans la travée supérieure, dans les stalles des chanoines ?

*
* *

Ces députés « de la montagne », les *Liberal-Labour members*, ainsi nommés pour les distinguer du *Labour Party*, du parti ouvrier, qui occupe les bancs de l'opposition à côté des nationalistes irlandais, se recrutent dans des milieux différents. Les uns sont des vétérans, qui ont pris part aux luttes des radicaux d'autrefois pour le suffrage universel et le *home rule*. Les autres sont des jeunes hommes, rebelles à la discipline rigide et au dogmatisme intellectuel, que quelques doctrinaires socialistes, formés à l'école de la France et de l'Allemagne, s'efforcent d'imposer au *Labour Party*.

W. Randal Cremer (depuis : Sir) est le plus connu de ces ouvriers radicaux, des *Liberal-Labourmen*. Mon regard

Digitized by Google

avait été attiré, dans les couloirs de Westminster, par ce vieillard, petit, à la moustache pacifique, à l'œil bleu, qui arborait à sa boutonnière, contrairement à l'usage anglais, le ruban de la Légion d'honneur. L'accueil, que fait aux Français le survivant des batailles électorales de 1868 et 1874, l'âge héroïque du libéralisme anglais, est particulièrement cordial. Il se plaît à rappeler ses relations avec Victor Hugo, son intimité avec Louis Blanc. Et, en effet, dans la conversation éloquente, dans l'idéalisme serein de W.-R. Cremer, on retrouve les caractères des hommes de 1848. Comme eux, il est un « pacifique » ; mais un de ces « pacifiques », qui concilient le culte du droit avec le respect des patries. Secrétaire, depuis trente-six ans, de la *Ligue pour l'arbitrage international*, il a été le promoteur du traité d'arbitrage entre les États-Unis et l'Angleterre, et un des titulaires du prix Nobel. Comme les vétérans de 1848, il revendique l'épithète de *démocrate ;* mais, en bon Anglais, il ne croit pas trahir ses convictions politiques quand il accepte le titre de chevalier. Sir W.-R. Cremer, enfin, se sépare des hommes de notre première République, pour adopter le programme des *Practical socialists*. Cette formule, dont la contradiction intrinsèque échappe tout naturellement aux cerveaux anglais, désigne les radicaux avancés d'outre-Manche, ceux qui empruntent leurs promesses électorales à la fois à Bentham et Stuart Mill, et à H. George ou Karl Marx. Sir W.-R. Cremer croit que la nationalisation du sol, des voies fluviales et ferrées, et, d'autre part, des impôts progressifs sur les revenus et sur les successions constituent les seuls moyens pratiques d'enrayer, dans une certaine mesure, l'inégalité économique.

A côté de cette étrange figure de charpentier de 1848, de chevalier démocrate, il faudrait dessiner d'autres portraits de vétérans. La plus conservatrice des corporations ouvrières, celle des mineurs, en fournit à elle seule plusieurs, Charles Fenwick, par exemple. Après avoir travaillé, un quart de siècle, dans les galeries souterraines, il aura bientôt passé une autre période de vingt-cinq ans dans celles plus salubres

Digitized by Google

de Westminster. Lors de la lutte contre la réaction protectionniste, il apporta à la cause libérale le précieux appoint de ses souvenirs vécus et de ses poumons inlassables. Sa silhouette massive, aux épaules carrées, au cou musclé, à la taille courte, est une de celles que l'on aperçoit le plus souvent dans le groupe des *Liberal-Labour members*, où sir Charles Dilke prêche l'évangile radical.

Plus intéressante, plus symptomatique encore est l'entrée officielle, dans les rangs de la majorité libérale, d'hommes jeunes, qui ont assisté à la naissance du courant marxiste, et n'ont point connu le temps où, en 1868, 1874, ouvriers et libéraux, coudes à coudes, livraient la même bataille.

La plus connue de ces récentes recrues du radicalisme est le Très Honorable John Burns[1], qui, après avoir dirigé, il y a quelques vingt ans, les manifestations tumultueuses de Trafalgar square, aux côtés des premiers marxistes : William Morris, Hyndman, etc., a récemment foudroyé, d'une écrasante riposte, Keir Hardie, le doctrinaire socialiste, le leader du *Labour Party*. « S'il est des hommes qui n'ont pas le droit de parler au nom des ouvriers anglais, ce sont ceux qui n'ont jamais organisé un Syndicat, dirigé une grève, conduit une municipalité. » A l'excommunication majeure, lancée par un Celte idéaliste, le Saxon répond, en revendiquant la supériorité de l'homme d'action sur l'homme d'études, du résultat sur la théorie, du fait sur l'idée. Un soir, nous étions assis ensemble sur la terrasse de Westminster. Le va-et-vient des bateaux s'était arrêté sur le fleuve, en même temps que celui des visiteurs, sur la large promenade. Le palais dressait, au-dessus des têtes, ses murs percés de fenêtres ogivales et couronnés de clochetons gothiques. Les eaux de la Tamise coulaient lentement avec des reflets cuivrés. Et tout en haut de la tour, la lumière du phare rappelait à tous que le Parlement impérial siégeait encore. Seul, le passage des tramways

1. J'ai étudié plus longuement les personnalités de D. Lloyd George John Burns, Winston Churchill, et de sir Edward Grey, dans *Silhouettes d'outre-Manche*, Hachette, 1911.

Digitized by Google

électriques, sur le pont de Westminster, trahissait le voisinage de la cité tapageuse. Tout à coup, J. Burns, interrompant une longue conversation sur les avantages du socialisme municipal et les causes de la défaite progressive, se lève. Et, dans sa position favorite, les poings sur la hanche, avec un mouvement dans ses robustes épaules, et un éclair dans ses yeux, à peine visibles sous les sourcils touffus : « Si vous saviez avec quelle joie je les vois passer, ces trams sur le pont : il m'a fallu quinze ans d'efforts pour arriver à ce résultat, pour relier, ainsi, les deux réseaux municipaux. »

Le coopérateur Vivian est un autre de ces transfuges du marxisme. Quand cet admirable athlète, un vrai Saxon, par la taille et la carrure, le teint et le regard, m'exposait, dans un coin paisible du restaurant des Communes, l'évolution radicale, qui avait progressivement détaché les ouvriers du collectivisme intégral, pour les amener à fonder des groupements de moins en moins marxistes, il me semblait que mon interlocuteur retraçait l'histoire de sa conversion politique. Vivian en est arrivé à saisir le vice fondamental de la solution collectiviste : la nationalisation ou la municipalisation d'une industrie ne résout point la question sociale. Elle crée quelques propriétaires de moins et quelques salariés de plus. Le patronat subsiste intact, d'autant plus puissant et dangereux, qu'il est anonyme et insaisissable. Vivian, en fondant sa *Société coopérative des tenanciers*, s'est efforcé de montrer que l'idée coopérative fournit le seul moyen de résoudre le problème. Des ouvriers se réunissent pour acheter de la terre et construire des maisons. Ce capital foncier, bâti ou non bâti, est morcelé, sous forme de titres, entre chaque coopérateur. Qu'il habite ou non la cité, qu'il soit présent ou absent, il n'en reste pas moins co-propriétaire, touche sa part des revenus. Il est propriétaire indivis d'un domaine inaliénable.

*
* *

C'est ainsi que chacun de ces ouvriers radicaux, dans la mesure où le lui permettent les circonstances et ses aptitudes,

Digitized by Google

s'efforce de réaliser des améliorations, d'obtenir un résultat. Sir W. Cremer est l'apôtre de l'arbitrage et Ch. Fenwick, mandataire des mineurs. John Burns est un partisan du socialisme municipal et Vivian un disciple de l'idée coopérative. Ils répondent aux attaques de leurs adversaires à coups de réformes. Il n'est pas de méthode plus politique, ni de tactique plus anglaise.

IV

Si les protestants non conformistes, les puritains, forment l'âme, la conscience du parti radical, les « politiques » sont le bras qui agit. Pendant tout le cours du XIXe siècle, des gentilshommes de vieille souche, des bourgeois de forte race, — lord Aberdeen et sir Edward Grey, E. Gladstone et sir Henry Campbell-Bannerman, — ont apporté à la cause du progrès démocratique le précieux appoint de leur prestige historique et de leur patriotisme héréditaire, de leur autorité morale et de leur libéralisme désintéressé.

Dans ce petit groupe, l'une des personnalités la plus intéressante est celle de ce ministre de trente ans, du petit-fils des Marlborough, de Winston-Leonard-Spencer Churchill. Petit, légèrement voûté, le visage irrégulier, éclairé de deux yeux gris intelligents et fureteurs, il tient de son père, lord Randolph, le fondateur de « la démocratie conservatrice », non seulement le geste oratoire et l'éloquence lyrique, mais une ardente combativité. Avant de la dépenser dans les luttes politiques, il l'a assouvie sur les champs de bataille. Le père chassait les lions. Le fils préféra le sport de la guerre. Lieutenant de hussards à vingt et un ans, il s'ennuie à la caserne. Et pendant cinq années, il court se battre, partout où l'on fait le coup de feu. Il débute à Cuba dans les rangs espagnols. Il tiraille sur la frontière des Indes. Il charge à Khartoum. Il défend des trains au Transvaal. Américain par sa mère, petit-fils d'un journaliste, il doit à ce croisement de race,

Digitized by Google

les traits mobiles, l'accent *yankee*, qui achèvent de le caractériser, et aussi une facilité littéraire, qui le classe au prèmier rang des narrateurs anglais. Qu'il s'agisse de décrire un combat ou de camper un portrait, le jeune ministre a le don de la vie : il évoque la bataille ; il cisèle un masque.

Winston Churchill apporte au parti radical un nom populaire et des souvenirs respectés, une parole éloquente et une plume facile, un passé de soldat vaillant et l'avenir d'un homme de trente ans, — tout ce qu'il faut, de l'autre côté du détroit, pour faire un homme d'État.

Nul n'était mieux qualifié, pour révéler à un observateur étranger la mesure dans laquelle le petit groupe des « politiques », qui dirige la majorité, est imprégné d'idées radicales.

*
* *

Avec une charmante bonne grâce, le Très Honorable Winston Churchill a bien voulu m'autoriser à reproduire, pour éclairer l'opinion française, l'entretien qu'il avait accordé, en juin 1907, à un étudiant des choses anglaises. Je suis seul responsable des inexactitudes de détail, qui auraient pu se glisser dans les lignes qui suivent.

La conversation s'engagea sur le socialisme.

« Le courant d'idées socialistes est, en Angleterre, plus fort qu'il n'a jamais été. Il n'y a là d'ailleurs rien de surprenant. Toutes les forces démocratiques triomphent et succombent en même temps : les mêmes causes, qui déterminent une poussée radicale, tendent à provoquer un mouvement collectiviste. Il est nécessaire qu'il soit représenté au Parlement. Tous les courants d'opinion, toutes les forces politiques et sociales doivent avoir des mandataires, des défenseurs sur les bancs de Westminster. — Les doctrinaires socialistes n'aiment guère les radicaux? — Cette méfiance se comprend. Nous occupons dans la démocratie anglaise une place, où ils aimeraient se hisser. Notre méthode nous assure la reconnaissance populaire. Tandis qu'ils prêchent des idées, nous, nous réalisons des réformes substantielles. D'ailleurs, cette tension des rapports

Digitized by Google

entre quelques individualités et la masse du parti libéral ne doit pas être exagérée. Il n'y a de notre part aucune animosité contre eux, et si, un jour, les socialistes devenaient assez puissants, pour qu'il fût nécessaire de les combattre, ce ne serait point à notre parti qu'il appartiendrait de diriger la bataille. Les conservateurs seraient mieux qualifiés que nous pour cette tâche. D'ailleurs, ce danger est encore lointain. Le *Labour Party* groupe des éléments très dissemblables : des conservateurs, des radicaux, des socialistes. Ces derniers sont les moins nombreux. Et, si leurs prétentions devenaient excessives, ils compromettraient singulièrement l'unité et la durée du parti. — Quelle est l'attitude des radicaux vis-à-vis du problème ouvrier ? — Nous nous refusons à trouver, que la situation actuelle de notre société soit satisfaisante. Et nous croyons nécessaire de faire un effort, vers plus de justice économique et plus de bonheur social.

« — Pourquoi votre loi agraire ne crée-t-elle pas de paysans propriétaires, mais de simples usufruitiers, des fermiers de l'État ? — Pour deux raisons. D'abord, nous ne reconnaissons aux individus, quand il s'agit de la propriété foncière rurale, qu'un droit d'occupation. Ensuite, nous ne travaillons pas uniquement pour le présent, mais aussi pour l'avenir. Nous ne voulons pas avoir à racheter, une seconde fois, des domaines hypothéqués ou vendus par leurs premiers concessionnaires. Nous posons le principe de l'expropriation, bien que nous soyons convaincus, qu'on n'aura guère besoin d'y recourir, parce que nous voulons proclamer le droit qu'a la collectivité d'exproprier qui il lui plaît.

« Et si les Lords rejettent le *land Bill ?* — Nous ferons probablement appel au pays et nous dissoudrons les Communes. Mais la Chambre Haute s'en gardera bien : le courant d'opinion est trop net et trop fort. Si nous entrons en conflit avec les Pairs, c'est qu'ils ne luttent pas contre nous d'une façon loyale. La manière, dont ils comprennent l'opposition, n'est pas honnête. Ils ne rejettent pas une loi parce qu'elle est mauvaise, mais parce que cet échec peut provoquer des scissions dans la majorité ministérielle, hâter le retour des Conservateurs au pouvoir. La Chambre Haute accepte une loi radicale sur les syndicats, après l'avoir formellement condamnée. Mais elle repousse la réforme scolaire, alors qu'un homme, aussi modéré que le duc de Devonshire, croyait une transaction possible, simplement parce qu'on espère brouiller le Cabinet avec les

Digitized by Google

non-conformistes ou avec les catholiques. Limiter le veto des Lords, c'est continuer l'évolution, qui leur a successivement enlevé le droit de trancher les questions financières, de renverser les ministères. Une réorganisation de la seconde Assemblée peut être une bonne chose, mais ce n'est point à nous de mener à bien cette réforme. »

La conversation dévie. Nous parlons de la France ; et c'est, pour le Très Honorable Winston Churchill, l'occasion de révéler encore ses préoccupations sociales : « N'est-il pas possible que vous alliez vers une réaction conservatrice ? Il est toujours dangereux d'entrer en conflits prolongés avec les Églises : elles mesurent le temps par siècles ; les Cabinets, par sessions. Ce ne sera point la France, qui nous donnera la solution de la question sociale, mais les États-Unis. L'Angleterre a résolu le problème de la liberté politique, il y a des siècles. La France a résolu le problème de la démocratie politique, il y a cent ans. L'Amérique trouvera la solution de la question ouvrière bientôt. »

Et revenant à notre pays, mon interlocuteur continua : « Je suis heureux de l'Entente cordiale. Les forces qui rapprochent nos pays sont trop fortes, la préoccupation d'assurer le maintien de l'équilibre européen trop profonde, pour qu'il soit possible à un ministre de dénouer les liens qui nous unissent. »

*
* *

Sur ces paroles se termina l'entretien. Il révélait, d'une façon précise, l'importance de la poussée démocratique, de l'autre côté du détroit. Elle est assez puissante pour attirer à elle un politique avisé, un vrai gentilhomme, un soldat vaillant, le fils de l'organisateur de la victoire conservatrice, l'héritier de lord Randolph Churchill.

*
* *

De tous les collègues de sir Henry Campbell-Bannerman, sir Edward Grey est un de ceux qui mènent la vie la plus

Digitized by Google

retirée et l'existence la moins tapageuse. Il ne prononce pas, au cours de réunions publiques, ces allocutions ardentes, qui déchaînent les passions démocratiques. Au Parlement, il se borne, dans des discours d'une sobriété juridique, à exposer, en homme d'affaires, les résultats de ses négociations : il s'interdit les idées générales, les mouvements oratoires et les images éclatantes. Frappé dans ses affections les plus chères, privé d'une compagne, qui n'était pas seulement un grand cœur, mais une belle intelligence, le ministre des Affaires étrangères décline les invitations, évite les fêtes et vit retiré, aux abords de Westminter, tout près de son ministère, loin des quartiers élégants, dans une maison modeste, dont les fenêtres, masquées par des stores épais, donnent sur une rue écartée, où le piaffement des chevaux résonne avec une étrange sonorité.

Ce gentilhomme, qui ne recherche ni la vie mondaine, ni les succès oratoires, ni les manifestations populaires, n'en est pas moins un grand politique. Aux diverses étapes de sa carrière parlementaire, en 1894 à propos de la mission Marchand, en 1903 lors de l'affaire du Venezuela, en 1905 à la veille de la victoire libérale, sir Edward Grey a prononcé ces paroles décisives, qui créent une opinion, rassurent un pays, et auxquelles on reconnaît l'homme d'État. Ce n'est, ni sur les bancs de Winchester ou de Balliol, ni dans les ouvrages des théoriciens, ni dans les manuscrits des archives, que le collègue de sir H. Campbell-Bannerman a puisé cette science politique. Il n'a jamais écrit que sur l'art de pêcher à la mouche volante. Il n'a pas remporté d'autres couronnes académiques, que celles décernées dans les « matches » de cricket et de tennis. L'instinct politique et le sens national sont chez sir Edward Grey une tradition de famille.

Il appartient à la dynastie des Grey de Howick. Fondés par un soldat héroïque, immortalisés par un gentilhomme, qui sacrifia en 1832 les privilèges politiques de l'aristocratie anglaise, continués par un philanthrope généreux, qui est aussi un impérialiste ardent, les Grey de Howick sont bien

Digitized by Google

une des familles types de la noblesse whig. Le petit-neveu du premier ministre, le cousin germain du gouverneur du Canada, sir Edward Grey, élevé dans ces traditions d'opportunisme libéral et de fierté nationale, les a continuées. Il est le type accompli du *gentleman* anglais. Il en a le masque impérial et l'élégante robustesse, la distinction aristocratique et le geste rare, l'accueil hospitalier et la bienveillance courtoise. Mais, ce qui est personnel à sir Edward Grey, c'est la hauteur morale, que révèle un regard, dont l'intensité, la profondeur et la loyauté saisissent et captivent. Dans ces yeux scintillent une lumière intérieure, qui force l'attention et impose le respect.

Adversaires et amis subissent également le charme de cette personnalité. Son prestige moral triomphe des obstacles et fait taire les objections. Depuis qu'il est au pouvoir, sir Edward Grey n'a point cessé, un seul jour, de contrecarrer les visées diplomatiques des radicaux avancés, qui, inconsciemment, sacrifieraient des intérêts primordiaux du peuple anglais aux scrupules de leurs consciences religieuses, ou aux conséquences de leurs doctrines politiques. Vaincus autant par la distinction de ce gentilhomme accompli, que par le charme de cette conscience morale, ils lui pardonnent, — j'ai recueilli cet aveu, — leurs défaites. Elles sont cependant nombreuses. En juillet 1907, sir Edward Grey, malgré la sommation de certains meetings démocratiques, continue et termine ses négociations avec la Russie. Vis-à-vis des affaires de Macédoine et du Congo, il s'est refusé victorieusement à adopter une politique intransigeante, qui eût développé en Turquie et en Belgique, aux dépens de celle de l'Angleterre, l'influence de l'Allemagne. Qui sait même — l'histoire le dira — si le ministre des Affaires étrangères n'a pas eu à défendre le pacte franco-anglais contre certaines exigences d'extrême-gauche ?

*
* *

Certes, les radicaux anglais n'ont point d'hostilité contre la France moderne. Ils lui témoignent une sincère sympathie.

Digitized by Google

Ils aiment à interroger leurs voisins d'outre-Manche, sur la répartition du capital immobilier et mobilier dans leur pays. Et, quand on raconte dans un couloir de Westminster, que, dans tel village d'Auvergne que je pourrais citer, et qui compte 230 électeurs, il n'y a pas d'homme qui ne soit propriétaire et qu'une statistique minutieuse révèle la présence de 200 livrets de caisses d'épargne et de 2 millions de titres, les parlementaires anglais déclarent que, dans cet heureux coin de terre, le problème social est résolu. Les idées directrices de notre organisation scolaire, certains caractères de notre vie sociale, la méthode universitaire et l'école laïque, la capacité des femmes du peuple et le goût des ouvriers d'art provoquent l'admiration des démocrates d'outre-Manche. Ils vont même, entraînés par leur sympathie, jusqu'à considérer M. Combes comme un disciple de Luther, le général André comme l'organisateur de la victoire et M. Pelletan comme un élève de Nelson. M. Jaurès leur paraît être le dernier des « bardes » antiques, habile dans l'art de prévoir l'avenir, de balancer les strophes et de conduire les peuples.

Mais ces sentiments ne sont point assez intenses, pour absorber toutes les forces affectives et toutes les curiosités intellectuelles des radicaux anglais. Le groupe de jeunes hommes, qui a formulé le programme et précisé la doctrine, dont s'inspire aujourd'hui la majorité ministérielle, a passé sur les bancs des Universités allemandes. Economistes et philosophes d'outre-Rhin ont fortement imprégné leur pensée et nettement dicté leur méthode. Dociles à l'exemple de leur donnaient deux *leaders* respectés, Bryce et Haldane, des journalistes et des députés de trente ans, P. Gooch, F.-W. Hirst, J.-A. Hobson, d'autres encore, sont allés chercher leurs maîtres, dans les cours, dans les bibliothèques et les laboratoires des Universités germaines. Et cette reconnaissance scientifique restreint singulièrement l'action des sympathies politiques, qu'ils éprouvent pour les républicains d'outre-Manche, d'ailleurs trop protectionnistes et trop impérialistes, au gré de leurs amis anglais.

Digitized by Google

Quand ceux-ci sont arrivés au pouvoir, ils se sont trouvés en présence d'une crise aiguë de germanophobie. Elle avait ses origines dans les colères éveillées par la rivalité commerciale et dans la méfiance provoquée par les ambitions navales.

Des radicaux, ardemment libre-échangistes et pacifiques, ont voulu réagir contre ces deux courants. Ils ne pouvaient nier la constitution progressive d'un organisme industriel formidable, muni de rouages neufs, dirigé par des cerveaux instruits, manié par des bras disciplinés, servi par des diplomates hardis. Ils ont, du moins, affirmé que la concurrence de ce nouveau rival ne portait point atteinte à la prospérité du Royaume-Uni. Ils ont répondu, avec une inlassable énergie, aux statistiques, aux articles et aux volumes des néo-protectionnistes. Hier encore, Lloyd George publiait un *blue-book*, à seule fin de mettre en relief la supériorité écrasante du commerce britannique sur les marchés sud-américain et chinois. Une reprise, inespérée et imprévue, des affaires est venue fort à propos faciliter cette délicate réfutation.

Moins solide, mais aussi efficace, a été leur apologie de Guillaume II. Les pacifistes anglais, non contents de mettre en relief, avec un soin jaloux, le charme conquérant, les aspirations idéalistes et l'éloquence lyrique du Kaiser, ont nié, avec une incroyable ténacité, les visées ambitieuses du neveu de leur roi. M. Victor Bérard raconte-t-il les propos, tenus à nos officiers de marine sur l'éventualité et la nécessité d'une coalition franco-allemande contre l'Angleterre, les radicaux haussent les épaules et formulent des démentis. L. J. Maxse affirme-t-il, dans la *National Review*, que les mêmes menaces ont été exprimées par Guillaume II devant des Américains : la presse démocratique et pacifiste accable d'anathèmes le journaliste atteint « de la folie germanophobe ». *L'Indépendance belge* cite-t-elle un extrait, inédit et exact, du dialogue du Kaiser et de M. Étienne : « Le Maroc m'est absolument indifférent. Ce que je veux, c'est que la France cesse d'être

Digitized by Google

gouvernée par mon oncle Édouard VII. La France et l'Allemagne ont des intérêts communs, doivent s'entendre... — Mais, Sire, il faudrait changer trente-sept ans d'histoire. » Cette preuve nouvelle — d'un effort tenace et qui fut, récemment, singulièrement énergique — pour arracher la France à l'amitié anglaise et provoquer un nouveau groupement de puissances européennes, glisse sur bien des pensées radicales sans les convaincre. Elles continuent à nier le péril allemand, politique et économique.

Elles ont fait plus. Une campagne de presse et de conversations n'était pas suffisante pour enrayer la poussée germanophobe et améliorer les relations diplomatiques. Des échanges de visites et de banquets ont été méthodiquement organisés. Des rencontres entre les Souverains des deux pays ont été imposées et commentées. Un séjour de Guillaume II à Windsor acheva de frapper les imaginations populaires. Qui sait si l'extrême-gauche ne serait point parvenue à imposer des actes plus décisifs à un ministre des Affaires étrangères, moins indépendant et moins clairvoyant que sir Edward Grey ? Le descendant des Grey de Howick avait trop le sens des intérêts nationaux, pour ne pas respecter scrupuleusement les conversations échangées et les pactes souscrits.

*
* *

Mais l'autorité des derniers whigs et des radicaux modérés peut diminuer sous le flot montant des élus de la petite bourgeoisie et de la classe ouvrière. L'hégémonie des idéalistes intransigeants, alliés au *Labour Party* et aux nationalistes irlandais, est une éventualité qu'il faut envisager.

Que deviendront les formules historiques et le culte de l'équilibre continental, les liens diplomatiques et les ententes avec les nations européennes, les traditions coloniales et la politique de concentration et d'expansion? Les cerveaux seront frustes, les mains maladroites et les appétits ardents.

Digitized by Google

La Grande-Bretagne est la terre des adaptations difficiles et des lentes évolutions. Rien ne s'improvise outre-Manche, ni une pelouse, ni une réforme, ni une corporation, — encore moins une diplomatie. Le socialisme anglais ne tuera-t-il pas l'impérialisme britannique ?

Digitized by Google

CHAPITRE II

LE LABOUR PARTY

I. Le quartier général du *Labour Party* : ses caractères. Les effectifs. L'organisation. Quelques publications suggestives : leur esprit.

II. Pourquoi et comment le *Labour Party* se distingue de la *Social Democratic Federation* et de l'*Independent Labour Party*. Sa composition, son objectif et sa méthode. Les deux partis ouvriers, Ecossais et Anglais. Il est possible de découvrir entre eux certaines différences.

III. L'évolution du *Labour Party* à partir de 1906 : le conflit entre socialistes et radicaux. Les deux congrès de 1907 et de 1908 : leurs caractères. L'entrée des *Labour Members* à Westminster. Le contact avec la vie parlementaire : ses effets.

Il y a quelques années, une petite salle dans le modeste appartement, qu'habitait, 3, Lincoln's Inn fields, M. J. Ramsay Macdonald[1], suffisait pour abriter les archives du *Labour Representation Committee*[2]. La femme du Secrétaire général, une économiste de valeur, expédiait à la machine à écrire les documents que lui dictait son mari, tandis que les enfants jouaient au milieu de la pièce. Aujourd'hui le *Labour Party* s'est offert un quartier général plus imposant, 28, Victoria Street. Les Victoria Mansions sont un de ces immeubles, aux rouges

1. Nous tenons à remercier MM. Ramsay-Macdonald M. P., secrétaire général du *Labour Party*, et son collaborateur, M. Middleton, M. Geo Carson, secrétaire général du *Labour Party* (Section Ecossaise), John Burns M. P., président du *Local Board*, sir W. Randal Cremer M. P., Snowden M. P., Will Thorne M. P., H. Vivian M. P., qui ont accepté de nous guider dans l'enquête qu'a bien voulu nous confier le Musée Social.

2. Dans le tome II de l'*Essai sur la Psychologie de l'Angleterre contemporaine*, chap. v, p. 157, nous avons recherché les origines historiques et esquissé les silhouettes principales du *Labour Party*.

Digitized by Google

façades percées de multiples bow-windows, aux nombreux étages, aux escaliers nus et froids, où les associations industrielles et commerciales, politiques et charitables installent leurs bureaux et tiennent leurs réunions. Certes, le parti ouvrier n'a point loué un des luxueux offices, qui donnent sur la rue. Il se contente d'une entrée écartée et d'une cour étroite. Mais les deux grandes salles n'en ont pas moins une certaine apparence. Dans l'une, où les publications du parti sont rangées dans des cases, tout comme les bilans d'une société commerciale, deux employés tapotent sur des machines à écrire. Dans l'autre, qui, par la table massive, par les fauteuils en cuir profonds et confortables, par la masse des documents épars sur les étagères, a toutes les apparences d'un bureau directorial, M. J. Ramsay Macdonald reçoit électeurs et étrangers, avec ce mélange d'autorité et de charme dont il a le secret.

I

Cet aspect solide et aisé, qui caractérise le quartier général du *Labour Party*, s'explique : il n'est plus l'embryon d'un parti politique, mais bien une force électorale, une armée imposante, un organisme administratif.

*
* *

Aux élections parlementaires de 1906, 85 candidats ouvriers ont vu le chiffre de leurs voix passer de 88.000 à 453.000. Sur ces 85 mandataires, 54 ont été nommés : 29 adhérents du *Labour Representation Committee*, 13 ouvriers membres du parti radical, 12 mineurs, qui depuis sont allés grossir les rangs du *Labour Party*, sur l'ordre de leurs syndicats. Aux élections municipales de mars 1907, si le parti ouvrier a perdu 25 sièges à Londres, il en a gagné 27 en province. Ses candidats, ainsi que ceux des groupements purement socialistes, ont recueilli 296.000 votes,

Digitized by Google

tandis que les conservateurs et les libéraux n'en récoltaient que 245.000 et 190.000.

Si la nouvelle organisation politique est intervenue, avec autant d'efficacité, dans les luttes électorales, c'est que le nombre de ses soldats n'a cessé de grandir.

ANNÉES	TRADE-UNIONS Nombre.	TRADE-UNIONS Membres.	BOURSES DU TRAVAIL et associations locales.	SOCIÉTÉS SOCIALISTES Nombre.	SOCIÉTÉS SOCIALISTES Membres.	TOTAUX
1901. .	41	353.070	7	3	22.861	375.931
1902. .	65	455.450	21	2	13.861	469.311
1903. .	127	847.325	49	2	13.835	861.150
1904. .	165	956.015	76	2	13.775	969.800
1905. .	158	885.270	73	2	14.730	900.000
1906. .	158	904.496	73	2	16.784	921.280
1907. .	176	975.182	83	2	20.885	999.338
1908. .	181	1.049.673	92	2	22.267	1.072.413

Il résulte de ce tableau que le *Labour Party* est une fédération. D'ailleurs les articles 1 et 3 de ses statuts, aussi laconiques que concis, le disent expressément. « Le parti ouvrier est une fédération de Trade-Unions, de Bourses du travail, de Sociétés socialistes et de *Local Labour parties*..... Les associations coopératives peuvent faire partie du groupement. » En fait, jusqu'ici les coopérateurs n'ont témoigné que d'un zèle médiocre. Et le nombre de leurs adhésions au *Labour Party* est tombé de 2.271 en 1907 à 473 en 1908.

Cette armée d'un million d'hommes, qui atteindra le chiffre de 2 millions, alors que la population électorale du Royaume-Uni n'est que de 6.730.000, le jour où la section écossaise et les organisations des mineurs auront fusionné, cette armée, dis-je, est administrée d'une façon aussi simple que peu coûteuse.

*
* *

Un comité exécutif de 13 membres joue le rôle d'État-Major, soumis au seul contrôle de l'assemblée générale annuelle. Ces 13 mandats sont répartis comme il suit. L'immense majorité, soit 9, est réservée aux Trade-Unions, aux

Digitized by Google

associations professionnelles. Les bourses du travail et les sociétés socialistes ont droit respectivement à 1 et 3 sièges. Les intellectuels et les politiques sont soumis à la domination des travailleurs annuels.

Le bureau permanent gère les finances. C'est là une tâche importante : la Fédération dispose en effet, pour ses services administratifs, de 25.000 francs de revenus ; pour sa caisse parlementaire de 223.000 francs par an. Le comité choisit les candidats : une trentaine sont déjà à la disposition des circonscriptions. Il envoie des députations aux diverses manifestations ouvrières : congrès annuel et fédération générale des Trade-Unions. Il surveille enfin les impressions. Au cours de 1907, le *Labour Party* a vendu un million de brochures, 320.000 *canvass cards*, 28.000 exemplaires de son rapport annuel.

Si le comité exécutif a pu s'acquitter de ses tâches multiples, en ne tenant que 11 séances par an, c'est qu'il est aidé, dans son œuvre de propagande, par une ligue de femmes, dans son œuvre d'administration, par des fonctionnaires rémunérés. Un secrétaire général, assisté de deux employés, un agent électoral suffisent pour expédier la besogne quotidienne.

*
* *

Toutes ces activités sont concentrées dans les deux salles de Victoria Street. Sur les murs sont collées des affiches. Sur les tablettes traînent des brochures. Jetons-y les yeux.

On y chercherait en vain le résumé d'une doctrine dogmatique, l'exposé d'un programme général. Une fédération d'associations, aussi différentes par leurs origines que par leurs objectifs, ne saurait être liée par les chaînes d'un même credo. Une association, qui se propose d'obtenir sur le terrain politique, par la lutte électorale, la réalisation progressive de revendications corporatives, ne saurait à l'avance énumérer des griefs, qui peuvent varier avec les années et avec les circonstances.

Digitized by Google

Affiches et brochures peuvent être réparties en deux catégories, suivant qu'elles ont une portée générale ou un but précis. Les premières s'efforcent de dissiper tels des préjugés, qui pèsent sur le *Labour Party*.

Voici par exemple, le *leaflet* n° 30, tiré à 250.000 exemplaires : *La religion et le parti ouvrier.*

On accuse le mouvement ouvrier d'être athée. L'est-il ? Les premiers chrétiens n'estimaient guère les richesses matérielles. Ils se sont exprimés sur leur compte en termes singulièrement violents. C'étaient d'ordinaire des pauvres, et ils se préoccupaient davantage de la perfection humaine, que de la fortune. Leurs pensées étaient si bien d'accord avec l'esprit, qui anime l'extrême-gauche du parti ouvrier, qu'ils exprimèrent leur christianisme dans une conception communiste de la propriété. La devise du *Labour Party* est : « Il n'y a pas d'autre richesse que la vie ». C'est là une bonne maxime religieuse...

Et la brochure, après avoir énuméré les principaux pasteurs, qui ont donné leur appui à la cause ouvrière, conclut comme il suit :

Des électeurs intelligents seront indignés de ces honteux efforts de la part des ennemis du travail, pour traîner des choses sacrées dans la poussière des querelles électorales. Ils ont eu l'impertinence de revendiquer l'Empire comme leur chose. Leurs escamotages ayant été dévoilés, ils s'approprient maintenant la Bible, pour défendre les revenus, que leur procurent les maisons insalubres, le *sweating system*, les plus-values foncières. Luttez donc pour le Parti ouvrier et pour de justes conditions de vie.

Le *leaflet* n° 31 s'efforce de démontrer que le *Labour Party*, loin de détruire la famille, en est au contraire le champion tenace.

Nous ne sommes pas responsables d'un état de choses, qui amène les hommes à préférer la lumière du cabaret à leur foyer ; qui, à l'autre bout de la société, fournit des dossiers aux tribunaux chargés des divorces et donne aux prédicateurs, comme le Père Vaughan, de terribles exemples de la décadence

Digitized by Google

de la vie familiale dans les salons élégants. Nous n'avons pas décrété que les pauvres âgés seraient arrachés à leurs maisons et séparés les uns des autres, dans les ailes d'un work-house, s'ils voulaient que la charité publique les empêchât de mourir de faim. Non. Ceux qui se donnent maintenant comme les champions du foyer ont fait tout cela... Pour le Parti ouvrier le foyer est sacré. Pourquoi réclamons-nous des maisons salubres ? Pour purifier la vie familiale. Des salaires meilleurs ? Pour sauver les enfants et les mères...

Il est impossible de respecter davantage les traditions, qui caractérisent la société britannique, expliquent sa force, justifient sa grandeur. La *Labour Party* s'incline devant le sens religieux, qui anime le peuple anglais, et trouve dans ses préoccupations morales un argument de plus, et non des moindres, pour démontrer la nécessité de la poussée ouvrière. Le *Labour Party*, enfin, renonce à combattre l'horreur instinctive des pensées anglaises pour les doctrines rigides. Non seulement ses chefs n'esquissent jamais, dans leurs feuilles de propagande, une théorie abstraite ou un raisonnement *a priori* ; mais encore, s'il leur arrive parfois, comme dans les cas ci-dessus, d'aborder une idée générale, ils ont grand soin d'éclairer, par des faits précis et des caractères gras, leur démonstration, pour la rendre lumineuse et tangible.

Cette méthode concrète assure aux agents du Parti ouvrier une indéniable supériorité, lorsqu'ils abordent, dans leurs brochures, et c'est le cas 75 fois sur 100, une réforme précise. Ils choisissent leurs faits, ils disposent les caractères, de manière à ce que la feuille s'imprime dans le cerveau le plus rudimentaire, avec la même aisance qu'une plaque photographique. Voici, par exemple, comment on démontre la nécessité et la possibilité d'organiser des retraites ouvrières. Nous respectons la disposition typographique.

Sur le recto de la feuille on lit :

Digitized by Google

QUELQUES FAITS IRRÉFUTABLES

REVENU ANNUEL DU CAPITAL NATIONAL (1903) . .	£ 1.750.000.000
ACCROISSEMENT DANS DIX ANS.	£ 200.000.000

Et cependant.
DEUX PERSONNES SUR TROIS
AGÉES DE 65 ANS
SONT PAUVRES !

Le coût net des retraites ouvrières sera de . .	£ 17.000.000 par an
Les dépenses militaires s'élèvent à.	£ 70.000.000 par an
Les propriétaires fonciers coûtent	£ 35.000.000 par an

Et cependant le pays est trop pauvre,
disent quelques-uns,
POUR PAYER AUX TRAVAILLEURS AGÉS
£ 17.000.000 par an.

Sur le verso de la page, l'auteur anonyme invoque, dans une forme différente, des arguments d'un autre ordre. Lord Cross a rempli, pendant sept ans, les fonctions de secrétaire d'État, et a touché une pension de £ 22.760. Le Très Honorable C. P. Villiers a occupé une charge douze ans, et, en échange, touche une retraite de £ 30.810. Pourquoi l'ouvrier, qui ne peut jamais gagner plus de 25 schellings par semaine, qui est usé à quarante ans, serait-il seul à ne pas avoir une retraite, qui ne dépassera pas quelques centaines de francs?

On comprendra sans peine que le *leaflet* n° 6 ait été tiré à 250.000 exemplaires. Il était bien fait pour frapper les imaginations et trouver des lecteurs.

*
* *

Toutes les feuilles de propagande du *Labour Party* sont conçues suivant la même méthode. Ce ne sont point des

Digitized by Google

pages, dogmatiques ou littéraires, extraites d'un évangile, scientifique ou religieux. Ce sont bien plutôt des prospectus lancés par une société commerciale, désireuse de servir les intérêts de ses actionnaires.

Le Parti ouvrier est un syndicat politique, organisé pour assurer, au Parlement et dans les municipalités, la défense d'une profession déterminée.

II

Ces ambitions limitées, cet utilitarisme voulu ont fait le succès du *Labour Party*. En s'interdisant, à la fois, les coups d'ailes vers le rêve et les coups de force dans la rue, il a conquis les pensées solides et les énergies disciplinées. Les ouvriers anglais n'avaient pas attendu jusqu'en 1901, pour s'organiser, en vue des batailles intellectuelles et des luttes électorales. Sans remonter au delà de la poussée socialiste de 1880-1886, la *Social Democratic Federation* et l'*Independent Labour Party* ont vu le jour avant le *Labour Representation Committee*. L'autorité politique et la prospérité matérielle des groupements ont grandi, au fur et à mesure que s'atténue le dogmatisme marxiste, et se précise le caractère professionnel, au cours de ces trois étapes successives.

*
* *

Le groupe collectiviste, la « Fédération socialiste démocratique » constate, depuis 1886, une diminution dans le chiffre de ses adhérents et dans l'étendue de son influence. Elle parvient avec peine à réunir, dans ses congrès, plus de 50 à 60 délégués. Ses ressources annuelles ne dépassent guère 25.000 francs. Et, aux élections générales, en 1895, elle n'a pu grouper autour de quatre malheureux candidats, condamnés d'avance à l'insuccès, que 3.975 électeurs. Depuis, l'association a passé par des heures plus cruelles encore ; et, à plusieurs reprises, en 1898, en 1902, elle a songé à disparaître.

Digitized by Google

L'histoire de cette faillite me fut mélancoliquement contée à Londres, par le fondateur de la « Fédération socialiste démocratique », le disciple de Karl Marx, M. Hyndman. Dans un intérieur plus allemand qu'anglais, tout en tortillant sa longue barbe blonde, il me dit ses espérances et ses désillusions. Ni son ardent apostolat de disciple têtu, ni les raisonnements scientifiques du Dr Aveling et de Mme Marx Aveling, ni les généreuses prédications du poète William Morris n'étaient parvenus à graver dans la pensée anglaise les préceptes de l'évangile marxiste. Par leur matérialisme, m'avouait avec sincérité mon interlocuteur, ils heurtaient les âmes religieuses ; par leur fatalisme, ils froissaient les énergies conscientes de leur force. Et, certain d'être irrémédiablement vaincu, M. Hyndman assistait, sans perdre sa foi, à la débâcle de son parti, à la faillite de ses idées.

Au congrès de 1908, qui se tint le 19 avril à Manchester, il s'efforça, mais en vain, de profiter d'une prospérité inespérée pour imposer à ses disciples l'évolution nécessaire. Grâce à l'extension du chômage et du paupérisme, la *Social Democratic Federation* était parvenue à grouper 12.000 membres. Hyndman prit la parole pour démontrer que l'heure psychologique de la réconciliation avec le *Labour Party* avait sonné. On pouvait espérer, sans rien renier de l'idéal marxiste, convertir progressivement le Parti ouvrier à l'évangile socialiste, tout en profitant de ses forces numériques et de ses ressources financières. Cette tactique opportuniste soulève de véhémentes protestations. Le *Labour Party*, disent les uns, est dirigé par des hommes, Henderson et Ramsay Macdonald, qui sont les adversaires résolus de Karl Marx et les sectateurs dociles des chapelles puritaines. La *Social Democratic Federation*, disent les autres, n'est point une institution électorale : elle ne cherche pas à conquérir des sièges, mais à répandre des idées. Nous nous refusons, conclut Harry Quelch, « à amener le drapeau rouge ». On passe au vote et les intransigeants l'emportent, par 130 voix contre 30. La signification du scrutin est précisée par la discussion des réformes sociales actuelle-

Digitized by Google

ment soumises au Parlement : lois sur les débits de boissons, les maisons ouvrières, le chômage. Toutes ces mesures, affirment les congressistes, ne sont que des palliatifs impuissants. Seule une révolution peut résoudre la question sociale.

Le groupement marxiste, et c'est ce qui explique son impuissance, reste figé dans sa méthode intransigeante et dans son dogmatisme irréductible.

*
* *

L'*Independent Labour Party*, créé en 1892, persiste, lui aussi, dans une tactique et dans un programme, qui lui ont valu des progrès constants.

Au congrès tenu à Huddersfield, au mois d'avril 1908, le conseil d'administration a annoncé qu'en douze mois le nombre de ses sections avait grandi de 40 p. 100, passé de 545 à 765, tandis que ses 20.000 adhérents augmentaient leurs cotisations de 5.900 livres. En dix ans, de 1892 à 1902, ce nouveau groupement a disputé plus de 2.000 mandats municipaux ou autres et fait nommer 800 de ses amis politiques ; pris part à 50 élections législatives, et la moyenne par siège des voix conquises a passé de 1.592 en 1895, à 3.750 en 1900. Dans ces campagnes, il a dépensé £ 45.000 (1.125.000 francs), dans sa propagande £ 200.000 (5 millions de francs) versés par les ouvriers, ses adhérents.

Ses élus sont groupés en un parti homogène et indépendant. Un service d'informations (*Local Government Informations Bureau*) les met au courant de leurs droits et de leurs devoirs. Des congrès annuels facilitent l'élaboration de programmes communs.

Cette différence entre les destinées de la « Fédération socialiste démocratique » et du « Parti ouvrier indépendant » s'explique par la diversité de leurs organisations et de leurs programmes. Fidèles, une fois de plus, aux préceptes de leur maître, les marxistes avaient voulu imposer à leurs adhérents une discipline rigoureuse et une centralisation absolue. Leurs

Digitized by Google

rivaux, dociles aux traditions de leur patrie, font de l'autonomie locale et de la fédération nationale les deux caractères de leur organisation. Elle respecte ainsi les besoins d'indépendance intellectuelle et d'initiative individuelle, gravés, d'une manière indestructible, dans le tempérament anglais. Dans son programme, comme dans sa méthode, l'*Independent Labour Party* a cédé à l'irrésistible impulsion des circonstances ambiantes. Ses chefs ont deviné l'invincible méfiance des travailleurs manuels, conscients de leur force, et assoiffés de réformes immédiates, pour l'idéalisme dogmatique du marxisme révolutionnaire. Ils ont imprimé à leur association des tendances nettement pacifiques. « Le parti ouvrier indépendant ne prêche, ni ne vante la force physique, ni la loi des émeutes (*mob law*). » Ils ont eu soin de lui conserver un caractère professionnel et utilitaire, et se sont toujours refusés à accentuer son rôle de propagande théorique et de groupement politique, en introduisant, dans le titre modifié, l'étiquette de socialiste. Enfin, dans leurs professions de foi, ils relèguent, dans la catégorie de l'idéal, la formule collectiviste, la résument dans trois lignes, et énumèrent dans une demi-page les réformes pratiques dont ils réclament la réalisation immédiate. Par exemple, à Leicester, à Liverpool, à York, les congrès annuels, saisis du problème des logements ouvriers et de la question du travail des enfants, après avoir brièvement rappelé la doctrine intransigeante, ont longuement indiqué des mesures conciliantes, qui figurent sur les programmes des radicaux.

Le « Parti ouvrier indépendant » a grandi, parce qu'il n'était pas, au sens européen du mot, un groupe socialiste. Son développement eût été plus rapide, son influence serait plus profonde, si son caractère intellectuel avait été atténué, ses relations avec les groupements économiques resserrées. En contraignant Trade-Unions et coopératives à intervenir dans les luttes électorales, les Conservateurs ont donné naissance à une forme d'association plus dangereuse, parce qu'elle était plus conforme aux traits distinctifs de l'ouvrier anglais.

Digitized by Google

Ils ont forgé eux-mêmes l'arme, qui sapera les bases de leur longue hégémonie politique.

*
* *

L'histoire et la constitution des deux « Comités anglais et écossais pour la représentation du travail » ne laissent pas de doute sur les origines exclusivement économiques et sur l'activité uniquement parlementaire de ces nouvelles organisations. Leur création fut décidée en 1899, au Congrès annuel des Trade-Unions, saisi pour la première fois des procès en dommages-intérêts, engagés contre les syndicats. Le « Comité anglais » fut fondé à Londres, le 27 février 1900. Sans doute, les délégués des associations professionnelles ont obtenu l'appui des Bourses du travail (*Trades Councils*) et de deux groupes socialistes, les possibilistes du « Parti ouvrier indépendant » et les radicaux de la « Société Fabienne ». Mais leurs mandataires sont noyés sous le nombre des délégués trade-unionistes.

Cette prépondérance, au sein des nouveaux groupements politiques, des associations d'ordre économique, menacées par des campagnes de presse et parfois atteintes dans leurs intérêts, a marqué leurs conceptions parlementaires et leurs opinions sociales d'un utilitarisme pratique et d'une prudence conservatrice.

« Les personnes qui, entraînées par un sentimental idéalisme, pensent que la Chambre légifère dans l'intérêt de la communauté, ne connaissent point la nature humaine et encore moins les parlements présents et passés ». La majorité des Communes est formée de députés intéressés au développement de l'agriculture ou de l'industrie et qui, partant, sont disposés à étudier et à défendre leurs besoins. Les syndicats et coopératives ne seront protégés, que s'il se forme « un groupe ouvrier parlementaire, qui aura ses whips et sa politique particulière sur les problèmes ouvriers », et évitera « absolument de s'identifier avec ou de servir les intérêts de telle ou telle

Digitized by Google

section du parti libéral ou conservateur ». C'est à former ce syndicat de défense et non pas à prêcher une doctrine politique nouvelle, que les deux « Comités pour la représentation du travail » consacreront toute leur activité. Par l'organisation de conférences et la création de comités locaux, ils veulent démontrer aux ouvriers la nécessité de confier au Parlement la protection de leurs intérêts. Par un recrutement sévère des candidats et l'établissement d'une caisse électorale, ils espèrent pouvoir disposer de mandataires à la fois résolus et dociles. A la réalisation de ce programme pratique et limité, sous le contrôle de leurs congrès annuels, les comités exécutifs, gérés par deux secrétaires permanents et rétribués, consacrent, l'un, un budget de 20.000 francs, l'autre 3.000 francs de recettes. Les deux Comités, animés d'un même esprit utilitaire, fidèles à la même tactique électorale, poursuivent un but identique.

Cependant, il est impossible de feuilleter leurs rapports annuels sans découvrir qu'Anglais et Écossais ne sont point complètement d'accord, sur la politique à suivre vis-à-vis des radicaux et des conservateurs. Les uns, plus complètement absorbés par leurs intérêts économiques, maintiennent une indépendance égale, à l'égard de la majorité unioniste et de l'opposition anti-ministérielle. Les autres, plus ouverts aux préoccupations générales, déclarent aux conservateurs une guerre sans pitié, et leur libre isolement n'exclut pas des alliances passagères et restreintes avec les libéraux.

Sans doute, le groupe anglais, dans ses congrès de Manchester (1901) et Birmingham (1902), a protesté contre l'impérialisme militariste et conquérant, condamné la guerre sud-africaine, affirmé, dans les questions scolaires, la nécessité d'un enseignement national, géré par des corps élus. Mais la valeur de ces actes d'opposition anticonservatrice et de politique libérale était singulièrement diminuée par la brièveté de la discussion et la prudence des ordres du jour. Les ouvriers anglais voulaient éviter jusqu'aux apparences d'une intervention entre les deux partis politiques, et conserver à leur grou-

Digitized by Google

pement, d'une manière absolue, son programme distinct. A leur congrès de Newcastle (février 1903), divers délégués s'efforcèrent, mais en vain, d'obtenir des atténuations à cette consigne et de démontrer la nécessité d'alliances temporaires avec les radicaux. Les partisans de l'isolement absolu, pour le justifier, invoquèrent le fait, que de nombreux trade-unionistes étaient tories. Ils eurent gain de cause, par 659.000 voix contre 154.000.

Moins intransigeant, le comité exécutif du groupe écossais reconnaît, dans son rapport au congrès de Dundee (janvier 1903), que des négociations, dans plusieurs circonscriptions, ont été nouées avec les radicaux, tantôt pour lutter contre un adversaire commun, tantôt pour répartir les sièges à pourvoir. Et, malgré certaines protestations, la conduite du bureau fut approuvée. Ces alliances s'expliquent par des raisons historiques et des causes psychologiques. Les liens entre les classes ouvrières et le parti libéral ont été, jadis, beaucoup plus étroits en Écosse qu'en Angleterre. La campagne des conservateurs démocrates (1878-1886), pour gagner à leur parti les voix des travailleurs manuels, moyennant le vote de lois nettement socialistes, s'est arrêtée aux frontières d'Écosse. Enfin l'idéalisme religieux de ces pensées celtiques, formées par les leçons des Ruskin et des Carlyle, dont les noms reviennent toujours sous les plumes et dans les discours, fait de ces ouvriers les ennemis nés de la coalition unioniste. Son indulgence vis à-vis des intérêts matériels, son goût pour les diversions militaires ont été flétris par les congressistes de Glasgow et de Dundee, dans des discours, qui, par leur élévation d'idées et leur vigueur de style, font grand honneur aux ouvriers d'Écosse. La violence de leurs colères politiques, jointe à l'idéalisme de leurs pensées et aux souvenirs du passé, disposent les membres du nouveau groupement électoral à atténuer, plus que leurs collègues anglais, la rigueur de leur isolement et l'utilitarisme de leur programme.

La même nuance, qu'explique la différence des deux tem-

Digitized by Google

péraments nationaux, se retrouve dans leur attitude vis-à-vis du socialisme. Fidèles à l'origine toute économique de leurs associations, éduqués par le maniement de leurs intérêts corporatifs ou coopératifs, Écossais et Anglais sont résolument hostiles à toute utopie révolutionnaire. « Quelqu'un a dit, s'écriait le président du congrès de Glasgow, que la révolution est une manière injuste d'obtenir justice : elle est plus que ça et pire que ça. Elle est un crime, non pas tant contre les lâches, dont l'oppression a acculé les hommes à la dernière ressource du désespoir, mais elle est un crime contre le reste du peuple, la mort de tout progrès et de toutes les forces progressives. Elle donne à la tyrannie un prétexte pour exister, et elle déracine ce que Burns appelait « le bel arbre de la liberté ». Les deux Comités ont rompu avec les marxistes de la « Fédération démocratique sociale » et même combattu plusieurs de leurs candidats. Il n'en est pas moins certain que les deux sections ont un programme légèrement différent. Les ouvriers anglais se sont toujours refusés à imposer un programme général de réformes économiques. La brève énumération de quelques mesures particulières satisfait tous les besoins de leur intelligence et de leur énergie. Les Écossais n'ont pas montré plus d'empressement à ajouter cette épithète au parti nouveau. Dans chacun de leurs congrès annuels, hier encore à Newcastle, par 86 voix contre 35, ils se sont refusés à prendre l'étiquette socialiste et à accepter le dogme de la lutte des classes. Ils ont cependant dressé une liste de réformes sociales : il cédaient ainsi, une fois de plus, à l'impulsion de leurs intelligences celtiques. Et, dans ce programme, à côté de projets de loi acceptés par les radicaux, figurent des mesures d'un tout autre caractère : la nationalisation du sol, par exemple.

Ces légères différences, dans la tactique électorale et les programmes économiques, ne diminuent en rien la profonde homogénéité et l'indéniable puissance de ces deux groupements. Le mouvement est d'autant plus grave, qu'il n'est point un sursaut irrité d'un peuple ignorant et affamé, mais

Digitized by Google

la nouvelle étape d'une armée en marche. Éduqués par le maniement d'associations, qui groupent plus de 2 millions de membres et possèdent plus de 100 millions de francs, formés aux luttes politiques, par trente années de lents progrès, les ouvriers anglais, écartant les utopies, rebelles aux menaces, conscients de leur force, signifient leur volonté d'être représentés, directement, par des travailleurs manuels, dans le Parlement de demain.

III

Avec les élections générales de 1906, s'ouvre une nouvelle période dans l'histoire du *Labour Representation Committee*, devenu le *Labour Party*. Il cesse d'être un organisme électoral, pour devenir un rouage parlementaire. Cette transformation en rend d'autres inévitables. Dès maintenant nous assistons, dans les derniers congrès de 1907 et de 1908, à un conflit, de jour en jour plus aigu, entre les socialistes, partisans d'une indépendance égale vis-à-vis des libéraux et des conservateurs, désireux d'imposer au parti le drapeau rouge et l'étiquette collectiviste ; et, d'autre part, les radicaux enclins aux compromis politiques et hostiles aux programmes abstraits.

*
* *

C'est à Belfast que s'est tenu le congrès de 1907. Dans toutes les délibérations, on sent passer un souffle de colère, contre les songe-creux, qui voudraient compliquer le fonctionnement de la machine par des déclarations de principes, couronner l'édifice, bâti avec tant de peine, par un chapiteau, aussi dangereux qu'inutile.

Dès les premières discussions, perce une certaine méfiance chez les délégués ouvriers. Ils acceptent unanimement d'augmenter les versements au fonds parlementaire et de les porter à 25 centimes par adhérent. Ils hésitent davantage à accroître

Digitized by Google

les appointements des députés ; et la motion n'est adoptée que par une faible majorité, par 449.000 voix contre 443.000. Le projet de choisir et d'entretenir, aux frais du parti, un agent électoral, qui inspectera les circonscriptions, vérifiera les registres électoraux, est rejeté par 626.000 voix contre 323.000 : les congressistes craignent que le Comité central ne se substitue à l'initiative des groupements locaux et ne leur impose des candidatures exotiques. Le même désir d'éviter, à tout prix, que la direction du parti ne soit monopolisée par une poignée d'ambitieux, se trahit dans l'adoption d'un règlement, qui assure le contrôle des électeurs sur les élus. La politique du *Labour Party* sera déterminée souverainement par le Congrès : les députés n'auront que le choix des moyens et des occasions favorables à la réalisation du programme. Tous ces votes, qu'il s'agisse de dépenses nouvelles, de fonctionnaires nouveaux, de politique générale, trahissent le même sentiment : la méfiance des politiciens professionnels.

Les ouvriers anglais l'étendent aux théories dogmatiques. Le 25 janvier, ils ont refusé de s'inféoder au collectivisme marxiste. L'*Union des ouvriers en papiers peints* propose l'adoption de la motion suivante : « La conférence annuelle du *Labour Party* déclare, par les présentes, que ses efforts tendent en dernier lieu à obtenir pour les travailleurs tout le profit de leur labeur, en culbutant l'organisation capitaliste, fondée sur la concurrence, et en lui substituant un système qui assurerait à la collectivité la propriété et le contrôle de toutes les sources de vie. » M. Harry Quelch, un vétéran qui s'est associé à la campagne socialiste de 1886 et à la création de la *Fédération sociale démocratique*, intervient dans la discussion.

L'agitateur londonien, avec sa fougue coutumière, somme les ouvriers de ne pas rester en arrière, loin de leurs camarades de France, d'Allemagne et de Russie. Le *Labour Party* doit inscrire les formules collectivistes sur son drapeau. De sourdes menaces accueillent ces paroles. L'hostilité de la salle est évi-

Digitized by Google

dente. Pour affaiblir la portée du vote, des socialistes habiles, inscrits au groupement « possibiliste » ou évolutionniste de l'*Independent Labour Party*, déclarent qu'ils voteront contre la motion des marxistes. On passe au scrutin. Les doctrinaires sont battus par 835.000 voix contre 98.000. Ils reviennent à la charge. Sous trois formes différentes, ils demandent au Congrès de dresser un programme théorique et général, de rédiger un credo auquel devront souscrire tous les candidats. Cette proposition, successivement atténuée par des marxistes plus ou moins adoucis, est repoussée d'abord par 1.021.000 contre 76.000 voix, puis par 679.000 contre 212.000 votes, enfin par 654.000 contre 240.000 ouvriers. La réaction est si forte, qu'il faut tout le bon sens des travailleurs, pour empêcher le Congrès de décider que, seuls, des syndiqués pourront être délégués, candidats et députés. L'assemblée ne retrouve son unanimité que pour acclamer des réformes inscrites sur le programme radical : revision de la loi sur les débits de boissons, organisation progressive des retraites ouvrières, remaniement de la loi sur le chômage. Les idées étaient oubliées : on revenait aux réalités pratiques.

Le *Labour Party* n'a pas toujours eu cette sagesse. Et il y eut un temps où une déclaration de principes collectivistes souleva moins d'hostilité. Sans doute le second congrès, tenu en 1901, à Manchester, la repoussa à mains levées. L'année suivante, à Newcastle, la motion marxiste n'est rejetée que par 295.000 contre 291.000 voix. En 1904, à Bradford, la majorité reste aussi faible : 413 délégués triomphent, avec peine, des 300 collectivistes. En 1905 et 1906, à Liverpool et Londres, les disciples de Karl Marx l'emportent, à mains levées. Leur victoire a été brève. Ils sont, le 25 janvier 1907, battus par 835.000 voix contre 98.000. Leur minorité était plus élevée en 1903 et 1904. Comment expliquer ce recul de l'idée collectiviste ?

Il faut tenir compte, évidemment, de l'irritation qu'a provoquée, dans certains milieux *Trade-Unionistes*, le président du *Labour Party*, le survivant de la période héroïque de

Digitized by Google

1882-1886, l'Écossais idéaliste, le socialiste religieux, Keir Hardie. Ses attaques violentes contre les députés ouvriers, inscrits aux groupes radicaux, ses diatribes forcenées contre l'expansion coloniale et les dépenses militaires, ses polémiques inopportunes avec des ministres libéraux, ont froissé des susceptibilités légitimes, inquiété des tempéraments conservateurs. Cette hostilité s'est, d'ailleurs, manifestée par le rejet, par 605.000 voix contre 230.000, du projet de loi sur le vote des femmes, déposé sur le bureau des Communes par Keir Hardie. Il ne s'est pas mépris sur la signification de ce vote ; et avant de lever la séance, la dernière du congrès, il a annoncé, avec une visible émotion, qu'il examinerait s'il devait ou non reprendre sa liberté.

Mais ces incidents ne sauraient suffire pour expliquer le recul du marxisme. Il faut invoquer des causes plus générales et plus profondes. Le vote des lois ouvrières par un Parlement docile aux revendications syndicales, la hausse des salaires, favorisée par la prospérité industrielle[1], ont calmé bien des scrupules, apaisé bien des colères. Devant ces avantages immédiats, ces faits précis, les solutions générales et les constructions théoriques ont perdu partiellement leur valeur et leur intérêt. On peut les reléguer dans la pénombre des horizons lointains.

* * *

A première vue, le congrès de 1908 paraît constituer une réaction victorieuse du marxisme. Sans doute, sur la question des retraites ouvrières et du chômage chronique, des ordres du jour modérés sont adoptés à une écrasante majorité. Il n'en est pas moins certain qu'après avoir refusé d'inscrire le credo collectiviste dans les *statuts* du *Labour Party*, les délégués, le lendemain, ont salué la foi nouvelle, comme l'*idéal* vers lequel tendaient leurs efforts.

Le mardi, le Parlement ouvrier est saisi d'un amendement

1. Celle de 1905-7.

Digitized by Google

qui tend à modifier comme il suit l'article II des statuts : « La Fédération a pour but d'organiser et d'entretenir un parti ouvrier parlementaire, qui aura ses whips, et dont l'objectif final (*ultimate object*) sera d'assurer aux travailleurs le produit intégral de leur labeur, en renversant le système actuel capitaliste, fondé sur la concurrence, et en instituant la propriété et le contrôle collectif de toutes les sources de vie. » Cette motion est rejetée par 951.000 voix contre 94.000.

L'amendement avait été soutenu avec éloquence par plusieurs socialistes notoires. Victor Grayson, le député révolutionnaire de Colne-Valley, intervint le premier. Ce jeune homme de vingt-cinq ans attaque avec violence le parti libéral, « composé de capitalistes, de juristes, de fabricants de bière et d'autres exploiteurs de la classe ouvrière. Ils ne craindront pas d'aduler le *Labour Party*, si celui-ci demande seulement une petite concession ici, et une petite tranche là. » Certes, il faut accepter des réformes partielles ; mais il importe de ne point oublier que les grands problèmes, celui du chômage par exemple, ne seront jamais complètement résolus, avant la réalisation intégrale du système collectiviste. Un vétéran, M. Quelch, s'associe aux efforts de son jeune collègue. Il faut que le Parti ouvrier dise ce qu'il est et ce qu'il n'est pas. « Le spectacle d'un certain nombre de personnes qui, dans un même bateau, rament dans un sens différent, peut être amusant, mais n'a rien d'édifiant, ni d'utile. » Parmi les membres du *Labour Party*, il en est qui font l'éloge du gouvernement radical, et affirment qu'il était impossible de réaliser plus de progrès, que ceux obtenus depuis deux ans. « Nous naviguons avec des ordres cachetés ; et si l'équipage savait où on allait, on pourrait craindre qu'il ne se mutine, qu'il ne déserte le bateau ou ne le brise. »

Cette thèse fut vivement combattue par de nombreux délégués. De vieux syndicalistes, comme M. Gill, membre des Communes, vinrent rappeler que le *Labour Party* compte dans ses rangs des centaines de mille d'ouvriers, qui ne sont point des socialistes. En leur imposant une étiquette, dont ils

Digitized by Google

ne veulent pas, on court à une catastrophe. « Les Trade-unionistes ont besoin d'obtenir des résultats immédiats, pour continuer leurs efforts. Ils ne peuvent se payer le luxe d'attendre, jusqu'à ce qu'ils puissent réaliser intégralement le programme, pour lequel lutte l'extrême-gauche. » M. Gill fut soutenu par un autre député, M. Clynes. « Rappelez-vous que beaucoup d'entre nous sont ici en tant qu'hommes politiques. Et, dans la mesure où ils prennent part à la politique, ils doivent veiller à ne pas donner d'armes à leurs adversaires. Si on impose cette déclaration de foi à nos milliers d'adhérents, l'effet sera désastreux. C'est parce que je crois que l'heure n'a pas sonné, que je me refuse à me prononcer en faveur d'un objectif précis. » Ces syndicalistes, prêts à sacrifier les idées générales aux résultats immédiats, trouvèrent des alliés précieux chez plusieurs membres de l'*Independent Labour Party*, le groupement socialiste modéré. MM. Bruce Glasier et Curran rappelèrent que le Labour Party constituait une alliance, loyalement conclue entre les Trade-Unions et les associations socialistes. Il importe que chaque partie respecte scrupuleusement les termes de la convention et la liberté du co-contractant.

Le Congrès, par une écrasante majorité, donne raison à cette interprétation du pacte souscrit. Il refuse d'imposer à ses membres un billet de confession socialiste.

Le lendemain, le mercredi matin, les délégués sont saisis d'une nouvelle motion : « L'heure est arrivée où le Parti ouvrier devrait avoir, comme *objectif précis* (definite object), la nationalisation des moyens de produire, distribuer et échanger les richesses, leur gestion par un État démocratique dans l'intérêt de la collectivité tout entière, l'émancipation complète du travail, affranchi de la domination du capitalisme mobilier et immobilier, la réalisation de l'égalité sociale et économique entre les sexes. »

M. Shackleton, le représentant des tisseurs, le président du Comité exécutif, un des députés ouvriers les plus appréciés aux Communes, en raison de la modération de son esprit et

Digitized by Google

de la sûreté de son jugement, proteste contre le vote de cet ordre du jour :

Il faut savoir où nous sommes. Nous nous rappelons tous, n'est-ce pas, le scrutin d'hier. Je puis me figurer le sourire de satisfaction, qui passera sur la figure de notre ami Quelch, qui va obtenir par cette résolution tout ce qu'il réclame, dans une lutte ardente, depuis cinq ou six ans. Je suis un vieux syndicaliste. Je désire savoir quel est l'objectif du *Labour Party?* (*cris de : aucun*). Est-ce que vous allez décider l'opinion publique à établir une distinction entre l'objectif du parti et les statuts du parti? Quelques-uns d'entre nous savent ce que c'est que de parler à de simples ouvriers. Si vous adoptez cette résolution, si vous la faites imprimer dans le texte de vos délibérations, on demandera à chaque candidat s'il accepte l'objectif du parti, tel qu'il a été défini par la conférence de Hull..... Soyons honnêtes. N'essayez pas d'obtenir un résultat en biaisant. Si vous voulez ne penser à rien d'autre, pensez du moins au succès du *Labour Party*. Si vous votez cette résolution, vous créez un obstacle à ses progrès. Vous briserez le pacte fédéral. Telle est la situation. Je vous demande d'y penser, quand vous prendrez votre décision.

Si on se borne à lire le texte de la motion et le commentaire de Shackleton, on peut être amené à conclure que le vote, qui a rallié autour de cet ordre du jour 514.000 voix contre 469.000, constitue une adhésion à la doctrine collectiviste de la majorité des membres du *Labour Party*. C'est là une interprétation excessive.

Ce ne sont pas en effet des théoriciens, qui viennent demander au congrès d'émettre ce vote, ce sont des syndicalistes appartenant à la corporation la plus intelligente et la plus instruite, celle des ouvriers mécaniciens. Leur argumentation n'est pas celle d'économistes, qui croient avoir trouvé une vérité scientifique. Ils se bornent à exprimer les espérances morales de travailleurs éduqués, que les spectacles des sociétés modernes blessent dans leur conscience. Lisez le discours de M. J. J. Stephenson. Vous y chercherez en vain une argumentation doctrinale. Vous n'y trouverez que de douloureuses descriptions.

Digitized by Google

Examinez les spectacles qui se déroulent dans nos larges cités ; Piccadilly, à Londres, à minuit ; l'East-End, à midi ; les sans-travail à Tower-Hill et sur les berges de la Tamise ; à Hull, Carr Lane, à six heures du soir et les grilles des docks, à six heures du matin. Quelle est la cause de ces spectacles sinon la propriété individuelle des sources de vie ? Les derniers triomphes de l'art des constructions navales et des industries mécaniques ont été la *Lusitania* et la *Mauretania*. Descendez une heure dans les chaufferies et voyez comment les hommes gagnent leur pain. Vous avez là un exemple de la manière dont sont distribuées les richesses. Pour chaque sou que les soutiers gagnent, comme salaire pour leur rude travail, le propriétaire du sol, au-dessous duquel sont creusées les mines de charbon, touche 45 francs..... Il faut que nous ayons un idéal dans notre politique. Cet idéal doit être, en l'espèce, d'arracher loin de nous tout ce qui fait fleurir le crime et le vice.

C'est sur ces paroles qu'a terminé M. J. J. Stephenson et après lui M. T. Kelly, un autre mécanicien, est venu proclamer la nécessité de donner aux travailleurs manuels une raison d'agir et une cause d'espoir.

Cet appel ne pouvait être qu'écouté. Les orateurs demandaient aux ouvriers de laisser parler leurs rancunes professionnelles et leur indignation morale. La victoire est incontestée, mais il convient de ne point l'exagérer. 514.000 travailleurs manuels, sur 1 million de membres du *Labour Party*, ont accepté de pousser un cri de colère. Ils n'ont ni signé un acte de foi dogmatique, ni modifié le programme du parti.

*
* *

Ce qui le prouve, c'est que, depuis le 1er janvier 1908, le *Labour Party*, loin de céder aux conseils des intransigeants, a accentué la modération de sa tactique et la conciliation de son attitude.

Il a désigné comme leader, à la place du doctrinaire Keir Hardie, un syndicaliste des plus modérés, Henderson. Le Comité exécutif a refusé d'accorder son appui officiel à des projets de lois révolutionnaires dus à l'initiative privée. Lors-

Digitized by Google

que Winston Churchill, le ministre du Commerce, sollicite les suffrages de Dundee, le bureau décide qu'il ne soutiendra pas le concurrent socialiste, dont la candidature pourrait faire échouer le député radical. Enfin, tandis que la *Social Democratic Federation* refuse d'adhérer au *Labour Party*, qu'elle considère comme une coalition d'opportunistes dangereux, les mineurs donnent l'ordre à leurs députés, jusqu'ici assis sur les bancs radicaux, d'aller siéger dans les rangs du Parti ouvrier : leur appoint donnera aux modérés une écrasante majorité.

Les *Labour Members* pourront, tôt ou tard, imiter la tactique des Irlandais, mettre aux enchères leurs voix, ouvrir aux unionistes les portes du pouvoir : la coalition des conservateurs protectionnistes et du groupe ouvrier est un fait courant, dans les annales de la politique australienne. Si, au contraire, ils préfèrent suivre l'exemple des travailleurs néo-zélandais, et signer une alliance avec le parti libéral, en assurant la prédominance des éléments radicaux et en imprimant un élan aux réformes hardies, ils prépareront des dissensions intestines, provoqueront des démissions retentissantes et amèneront un nouveau classement des activités parlementaires.

En janvier 1906, la première hypothèse paraissait à la veille de se réaliser. M. J. Ramsay-Macdonald, le Secrétaire général du Parti ouvrier, m'a raconté les espérances qu'il avait brisées, les inquiétudes qu'il avait éveillées, à la veille de la session du nouveau Parlement, chez les *leaders* libéraux. Avec un éclair de malice dans ses yeux bruns et un sourire de confiance sur les lèvres, l'organisateur de la victoire ouvrière, toujours aussi ardent et vigoureux, bien que les responsabilités du pouvoir et les désillusions du succès l'aient prématurément blanchi, m'a conté ses démarches auprès du *Whip*, du *Commissioner of public works*, du *Speaker*. Au *Whip*, qui, en échange de l'appui officieux, donné par les organisations libérales à nombre de candidats du *Labour Party*, comptait sur sa collaboration, J. Ramsay-Mac-

Digitized by Google

donald déclare qu'il est inutile d'enrégimenter ses collègues dans la majorité ministérielle : ils feront bande à part, auront leurs scrutateurs, désigneront leur bureau. Puis, le Secrétaire général va trouver le fonctionnaire des travaux publics, chargé de la conservation du Palais, et lui demande une salle, *a room*, réservée aux réunions du nouveau parti. Débarquant enfin chez le *Speaker*, J. Ramsay-Macdonald annonce au Président que ses amis et lui entendent siéger sur les bancs de l'opposition et prétendent jouir, au point de vue des tours de parole et des dépôts d'amendements, des privilèges réservés par les traditions parlementaires aux chefs des groupes autonomes.

Ces démarches créent dans les couloirs des Communes un vif émoi. Les harangues doctrinales de Keir Hardie, des conflits législatifs avec les libéraux entretiennent l'agitation. Puis tout se calme. « Pendant la première session », écrit dans la *Nation* un observateur perspicace et un sociologue compétent, M. G. Masterman, « le *Labour Party* exerça, en fait, une influence prépondérante, dicta presque les clauses de la législation ouvrière. Pendant la seconde session les mandataires des travailleurs, — en tant que parti organisé, — n'ont presque pas compté du tout. »

Que s'est-il passé? Il faut, d'abord, tenir compte de l'action exercée sur ces ouvriers victorieux par les traditions, le cadre, l'atmosphère même de Westminster. Ce n'est pas impunément que les plus ardents d'entre eux se sont astreints à prêter serment selon les rites consacrés, à faire les révérences prescrites par les usages, à garder leurs chapeaux sur la tête, à ne pas franchir la ligne idéale de démarcation entre les partis. Chacun de ces gestes, qu'ils imposaient à leurs corps frustes et à leurs énergies pressées, effaçait en eux un peu de la rudesse primitive et de la violence antérieure. Ils prenaient conscience de l'importance de leurs personnes et de la valeur de leurs succès. Ils se sentaient attirés vers un milieu différent, élevés d'un degré de plus dans la hiérarchie sociale. En même temps, ces nouveaux

Digitized by Google

venus s'exercent à manier les rouages multiples de la machine parlementaire. Ils constatent la complexité du mécanisme et la lenteur de son fonctionnement. Une idée — avant de se réaliser dans un texte définitif, qui ait force de loi — doit triompher de tant d'objections et de tant d'obstacles, franchir des stages si divers, sortir victorieuse de scrutins si nombreux, que les ouvriers les plus hardis comprennent bien vite, que celles-là, seules, qui sont populaires, simples et claires, peuvent être défendues avec quelques chances de succès. Ils remarquent que le Parlement le plus radical qu'ait connu l'Angleterre, après avoir siégé presque sans interruption de janvier à décembre 1906, n'a pu réaliser que deux réformes sociales : l'une replace les *Trade-Unions* dans la situation juridique. dont, pendant trente ans, elles avaient bénéficié d'un consentement unanime ; l'autre décide que, quand un domestique tombera dans l'escalier et se cassera une jambe, il recevra des dommages-intérêts. Evidemment, si la machine ne fonctionne qu'avec une aussi sage vitesse, il faudra plus d'une session pour résoudre la question ouvrière. Les *Labour Members*, qui avaient reçu le mandat de la trancher, ne s'indignèrent point de la lenteur, de la complexité du mécanisme, dont ils contrôlaient une faible partie. Même s'ils n'avaient pas été des Anglais, c'est-à-dire des politiques passionnément modérés et des conservateurs latents, le cadre de Westminster leur eût appris la nécessité d'être patients, de compter sur la collaboration des années. Ils sentent peser sur leurs épaules le poids des siècles. Les ogives et les vitraux, les perruques et les soutanes, les parchemins et les plumes d'oie, tout leur rappelle l'origine lointaine, l'évolution progressive de l'action parlementaire.

Les contacts des couloirs achèvent de convertir les élus ouvriers. Affranchis de la férule de Keir Hardie, qu'une maladie prolongée et un voyage malencontreux aux Indes tiennent éloigné du Parlement, ils entrent en relations, de jour en jour plus étroites, avec leurs collègues libéraux. Ils constatent bien vite que la seule barrière, qui sépare l'immense

Digitized by Google

majorité des membres du *Labour Party*, des trente trade-unionistes et des jeunes doctrinaires inscrits aux groupes radicaux est celle d'une étiquette et d'une formule : il n'en est pas de plus fragile pour des cerveaux anglais. L'identité des programmes électoraux et des réformes promises rend plus puissant l'attrait exercé par le pouvoir, l'aristocratie et la Couronne. La fortune de John Burns fit battre plus d'un cœur : et bien des élus ouvriers se dirent tout bas le prix qu'ils attachaient au titre de « Très Honorable ». D'autres songent aux chartes d'anoblissement, que confère le gouvernement à deux *Liberal-Labour-men*. Aujourd'hui, un charpentier et un mineur ont droit aux honneurs de la chevalerie. Le jour n'est pas loin où l'Angleterre aura des mécaniciens, dont la carte portera la couronne de baron. On le pense, on le sait, on le dit. Lorsque le Roi, désireux de réveiller le sens monarchique dans l'âme des nouveaux élus, décida, en 1906, d'inviter au garden-party tous les *Labour members*, cette convocation jeta l'émoi dans le Parti. « Nous ne saurions assister à cette fête royale, déclarèrent quelques doctrinaires socialistes, d'origine bourgeoise, sans violer tous nos principes. — Évidemment, répondirent les ouvriers. » Et le lendemain, je les retrouvai tous, arpentant avec dignité les pelouses de Windsor, s'inclinant avec correction devant le cortège impérial. J'ai même constaté que le chapeau mou de Will Crooks éveillait une curiosité aussi attendrie et aussi respectueuse, que la capote vert pâle de Ellen Terry.

Sans doute, la modération du député de Woolwich contraste étrangement avec la violence intransigeante de quelques nouveaux élus. Mais eux aussi évolueront, comme leurs aînés. Leur autorité, au sein du Parlement, variera avec le degré de cette conversion. S'ils restent, comme Will Thorne, des marxistes révolutionnaires, ils seront réduits à l'impuissance, par le dédain de leurs adversaires et l'hostilité de leurs camarades. Mais si le Parti ouvrier n'est pas un danger social pour l'Angleterre, il reste pour les libéraux un péril politique. Plus les liens se multiplient entre les *Labour*

Digitized by Google

members et l'aile radicale, plus ils deviennent dangereux. Un nouveau dilemme se pose : assimiler ou être assimilé. Si les députés du Travail attirent à eux les radicaux, ils détruisent le bloc libéral. S'ils viennent le renforcer, ils décuplent la prépondérance des éléments avancés. Dans les deux cas, le centre est réduit à l'impuissance. Le libéralisme a été, pour la dernière fois, victorieux en 1906. S'il n'est point battu par les conservateurs, lors des prochaines élections générales, il le sera par le groupe radical et le parti ouvrier. L'heure de son triomphe a été celle de sa mort.

Digitized by Google

CHAPITRE III

LE RADICALISME SOCIAL

L'engagement pris par sir H. Campbell-Bannerman a été tenu. L'œuvre législative du radicalisme social a été considérable. Elle a été démocratique dans son esprit et interventionniste dans ses moyens.

I. L'interventionnisme législatif.

§ 1. Le sort des enfants : *la charte des enfants* (1908). Les libertés de la femme. Les invalides, les vieillards et les prisonniers.

§ 2. L'adulte. Réglementation des industries insalubres. Sévérité des lois de l'hygiène. L'assurance obligatoire.

§ 3. Les organes de l'interventionnisme législatif. Les administrations centralisées. Les privilèges syndicaux. La bataille du 30 mars 1906. Le socialisme municipal. Le *Town Planning Act*.

II. Le morcellisme économique.

La législation agraire : ses origines, ses caractères, ses résultats. Premières menaces dirigées contre les grosses fortunes. Deux discours caractéristiques.

III. Les réformes puritaines.

Le seul terrain sur lequel la résistance des Lords soit sans danger. Les traditions religieuses des radicaux anglais.

§ 1. Les lois scolaires. Les objectifs des radicaux. Le *Bill Birrell*. Les modifications apportées par les Lords. La transaction proposée par le Cabinet. Son rejet. Deux lois nouvelles : deux échecs.

§ 2. La limitation des débits de boisson. Où en était la question. La réforme radicale : ses caractères. Elle est rejetée par les Lords.

IV. Trois années de radicalisme social et le réveil des forces conservatrices.

1. Dans le tome I de l'*Essai de Psychologie de l'Angleterre contemporaine*, ch. VII, p. 373, nous avons précisé l'attitude du libéralisme orthodoxe vis-à-vis des réformes ouvrières, et dans le tome II, ch. IV, p. 109, nous avons retracé l'évolution du libéralisme bourgeois vers le radicalisme social.

Digitized by Google

§ 1. Pourquoi les majorités électorales sont fragiles de l'autre côté du détroit : la force des courants d'opinion.
§ 2. Deux élections caractéristiques. John Bull sommeillait. Il se réveilla, quand son porte-monnaie fut en jeu.

Le 21 décembre 1905, à la veille des élections générales, sous la grande verrière d'Albert Hall, sir Henry Campbell-Bannerman se levait, pour donner à ses soldats, avant la bataille, le mot d'ordre et les derniers conseils. Une émotion contenue éclairait ce visage fruste et terne d'officier retraité. Une ardeur religieuse donnait par instants, à cette parole, sans éclat et sans originalité, les accents de la vraie éloquence. « Un plan de construction sociale » se déroulait devant l'auditoire enthousiaste. « Nous désirons faire en sorte que la terre soit moins *a pleasure ground*, un parc d'agrément pour les riches et davantage *a treasure house*, une source de trésors pour les pauvres. » La vie urbaine fait naître « toute une série de problèmes, vraiment effrayants par leur étendue... Quels que soient ceux qui, comme le lévite de l'Écriture, détournent les yeux et changent de route, les libéraux ne peuvent passer leur chemin ».

Dociles à l'appel du premier Ministre, les électeurs ont envoyé, en 1906, à Westminster un personnel d'hommes jeunes et ardents, recruté dans les couches démocratiques et dans les chapelles puritaines, qui n'a point imité le geste du Lévite.

I

Jamais gouvernement britannique n'a accumulé un aussi grand nombre de réformes sociales. Nul n'a été oublié, dans cette avalanche de textes législatifs et de décrets gouvernementaux.

*
* *

L'enfant a été l'objet de légitimes sollicitudes. S'il arrive à l'école, tremblant de froid et de faim, il sera nourri par les

Digitized by Google

nouvelles cantines. Et les parents pauvres ne seront pas tenus de rembourser les dépenses[1] L'inspection médicale de tous les écoliers a été organisée[2]; et une commission permanente, présidée par un spécialiste connu, le Dr G. Newman, veillera à la création de cours spéciaux pour les retardés et pour les infirmes[3]. Une loi capitale, votée au cours de la session 1908[4], combat à la fois tous les vices, dont souffre l'enfance ouvrière : l'exploitation des envois en nourrices (*baby farming*); la rapacité d'orphelinats en apparence charitables; les dangers du vagabondage et l'abus du tabac; les contacts des débits de boisson et des maisons de correction.

Quoi qu'en aient dit les suffragettes, heureuses de dépenser dans des bagarres, souvent grossières et toujours inutiles, cette ardente vitalité, qui est un des caractères de la femme anglaise, les interprètes du néo-radicalisme ont tenu compte des revendications féministes. Non content de protéger le sexe faible contre le danger de mariages avec des étrangers, trop habiles à exploiter les ressources de textes inconnus[5], le législateur a donné à l'épouse le droit de disposer librement de sa fortune personnelle et de la confier à un mandataire juridique (Trustee)[6]. L'ouvrière n'a point été oubliée. Le travail de nuit a été supprimé, conformément aux exigences des conventions internationales[7]. L'inspection des blanchisseries et des orphelinats a été décidée. Et M. Gladstone a étendu, par décret, à des industries, les restrictions imposées, au nom de l'hygiène, au travail à domicile, par un texte antérieur. Si le droit de vote n'a pas été encore accordé ni aux ouvrières, ni aux bourgeoises, du moins, en vertu des deux lois de 1907, les femmes, qui paient des taxes municipales, pourront-elles prendre part aux élections locales, revêtir le manteau de

1. 1907. cap. 43.
2. 1er janvier 1908.
3. 1908, cap. 59.
4. 1908, cap. 67.
5. 1906, cap. 40.
6. 1907 et 1908, cap. 16 et 27.
7. 1907, cap. 10.

Digitized by Google

fourrure et la chaîne d'or de *councillor* ou *d'alderman*[1].

Les vétérans, blanchis sous le rude harnais du labeur manuel, ont vu, depuis le 1er janvier 1908, poser le principe et amorcer l'organisation des retraites ouvrières[2].

Le sort des invalides a été amélioré. Les bénéfices des lois antérieures sur les accidents du travail ont été étendus à tous les salariés, soit à 6 millions de personnes. L'existence de maladies professionnelles a été reconnue. La durée de l'invalidité légale a été réduite. Le taux des indemnités a été relevé[3].

Le prisonnier n'a point été omis. La loi, qui crée la Cour d'appel de droit criminel, introduit en Angleterre le principe de l'assistance judiciaire[4]. Un autre texte de 1907 importe, de l'autre côté du détroit, la loi de sursis ; mais confie à un nouveau corps de fonctionnaires le soin de surveiller, d'encourager et d'aider les détenus relâchés sous bénéfice d'inventaire[5]. Enfin une loi récente[6] prévoit, à la fois, la détention préventive, pour les professionnels du crime encore à l'âge de nuire, qui se refusent à donner des garanties de bonne conduite, et l'envoi dans des instituts de redressement des délinquants, que leur âge, leur tempérament ou leur passé rend susceptibles d'un relèvement rapide.

Ni le Parlement, ni le gouvernement n'ont, depuis trois ans, concentré toute leur activité réformatrice sur le prisonnier, l'invalide, le vieillard, la femme et l'enfant.

*
* *

L'adulte a été également l'objet de leurs préoccupations.

Les usines de produits chimiques n'auront plus le droit de

1. 1907, cap. 33 et 48.

2. J'ai étudié longuement le fonctionnement des Retraites ouvrières, et les deux *Pensions Acts* dans une brochure (*Musée social*, 1911).

3. 1906, cap. 58.

4. 1907, cap 23.

5. 1909, cap. 17.

6. 1908, cap. 59.

Digitized by Google

troubler la pureté de l'air, de masquer la clarté du jour, que réclament les poumons et les yeux également fragiles du citadin[1]. Une loi en 140 articles[2] fixe la largeur de sa rue, détermine le plan de sa maison, règle la disposition de sa fosse, organise l'emplacement de ses sports. S'il est atteint d'une maladie contagieuse, il lui sera interdit, sous peine d'amende, de reprendre un métier, qui donnerait aux microbes la tentation et l'occasion de déménager sans tambours, ni trompettes. Les parents, qui enverront à l'école un enfant malade, sans un certificat du médecin garantissant l'innocuité des contacts, seront rigoureusement châtiés.

C'est également au nom de l'hygiène, que la loi anglaise interviendra dans le travail quotidien de l'ouvrier. Et les radicaux ont poussé aussi loin qu'ils le pouvaient les conséquences du principe.

Les précautions et les restrictions imposées par la législation antérieure aux industries qui présentent, au point de vue soit des accidents, soit des maladies, des dangers spéciaux, ont été étendues à de nouvelles et nombreuses catégories d'usines électriques, textiles, métallurgiques. Onze nouveaux inspecteurs veilleront au respect du règlement fixé, pour chacune de ces professions, par l'Office du travail. La loi sur la marine marchande[3] amorce une étape de plus dans la voie de l'interventionnisme, quand elle impose à l'armateur l'obligation d'assurer à ses marins les services d'un cuisinier diplômé et de leur donner un menu dûment fixé. Le *Coal mines act*[4] fait un second pas, quand il accorde aux ouvriers des mines la journée de huit heures. De nouveaux efforts ont été faits pour l'introduire dans les établissements et entreprises dépendant de l'État. Et, lorsque les ministres imposent à leurs fournisseurs l'obligation de ne pas faire travailler à domicile, ou lorsque M. Gladstone étend le contrôle de son inspection

1. 1906, cap. 14.
2. 1907, cap. 32.
3. 1906, cap. 48.
4. 1908, cap. 57.

Digitized by Google

sur les ouvriers à la façon, victimes de marchandage, il restreint, d'une façon plus rigoureuse encore, la liberté de l'adulte, puisque la loi vient frapper à sa porte et s'installer sous son toit.

Il perd la liberté de s'assurer ou non contre la maladie, l'invalidité et le chômage (1 et 2 Geo. 5, chap. LV). 33 p. 100 de la population totale du Royaume-Uni, 14 ou 15 millions d'adultes, tous ceux qui n'ont pas des salaires annuels supérieurs à 4.000 francs (£ 160) sont embrigadés dans la plus vaste et la plus complexe organisation, qui soit encore sortie du cerveau d'un législateur anglais.

M. Lloyd George a la spécialité des « labyrinthes ». Son budget fameux a la longueur et l'obscurité d'un traité de science financière. L'*Insurance Act* reste fidèle à ces traditions : il comprend 10 chapitres; il exige 115 articles et 60.000 mots; il couvre 140 pages. C'est un nouveau monument, dont il est aussi difficile de saisir les lignes générales que d'analyser les détails complexes. Il est impossible d'examiner, d'une manière approfondie, tous les rouages de cette « réforme sociale ». Mais d'autre part, comme elle sera appelée à jouer un rôle capital au cours des élections prochaines, il est nécessaire d'en préciser les caractères et d'en rechercher les conséquences.

On peut laisser de côté le chapitre qui organise l'assistance contre le chômage. C'est la seule partie de la loi, qui ait été précédée d'une enquête prolongée et minutieuse. En 1909, un *Act* organisa dans le Royaume-Uni des « Bourses du travail », infiniment plus dignes de ce nom que les Bodinières anarchiques et malthusiennes, dont nous sommes gratifiés. Les renseignements fournis par ce service d'État permirent à M. Lloyd George d'introduire dans un certain nombre d'industries, prudemment choisies, l'assurance obligatoire contre le chômage, sans courir à une catastrophe certaine. Les indemnités accordées aux sans-travail sont soumises à des conditions très rigoureuses de durée et de moralité. Les professionnels du chômage seront soigneusement éliminés.

Digitized by Google

Les caisses de l'État seront garanties contre les crises prolongées. Elles ne verseront que des secours temporaires à des individus dûment sélectionnés. Il est possible que cette expérience redoutable échoue. Il est en tout cas certain, grâce aux limites imposées et aux précautions prises, qu'elle ne sera pas ruineuse.

L'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, étendue d'un seul coup à la masse entière des salariés, réalisée sous une forme nouvelle et bien britannique, est au contraire un saut dans l'inconnu.

M. Lloyd George, avec une belle audace de celte gallois, a écarté l'exemple de l'Allemagne. De l'autre côté du Rhin, l'assurance contre la maladie est nettement distincte de l'assurance contre l'invalidité. La première est organisée, sur la base d'une large décentralisation, par des groupements locaux. Seule la seconde, qui s'occupe de ceux que l'âge ou un accident ont rendus incapables de gagner leur vie, est assurée par un service d'État, sous le contrôle d'un département impérial. Ce dualisme a été écarté par M. Lloyd George. Il dote l'Angleterre d'un système plus un, mais aussi plus draconien. Des commissaires d'assurances sont chargés de surveiller le fonctionnement de la machine. Leurs pouvoirs sont presque absolus et leurs décisions à peu près irrévocables. L'Angleterre évolue, mais elle reste fidèle à ses traditions aristocratiques. Le nombre de ces *Commissions*, de ces *Boards*, de ces Comités de Salut Public, qui échappent au contrôle parlementaire, renforcent le pouvoir exécutif et conduisent la machine administrative, se multiplient d'année en année. Nous avions jadis le *Board of Treasury*, le *Board of Admiralty*. Nous avons maintenant les *Pensions officers* et les *Insurance Commissioners*. Ces nouveaux élus dirigent, à la fois, l'assurance contre la maladie et l'assurance contre l'invalidité. Elles sont organisées, soit par l'intermédiaire de *Sociétés de secours mutuels approuvées*, soit, pour les individus isolés, par l'intermédiaire de *Commissions locales d'hygiène*. Les bureaux de poste vendent les timbres, centralisent les cartes et payent les secours.

Digitized by Google

En Allemagne, cotisations et indemnités varient, suivant des échelles dûment fixées. M. Lloyd George a voulu une uniformité absolue. Il prévoit une prime unique, qui garantit, à la fois, le salarié contre la maladie et contre l'invalidité. L'ouvrier paye 4 pence, l'ouvrière 3 pence, le patron 3 pence, l'État 2 pence par tête et par semaine. Les indemnités sont calculées, elles aussi, d'après un taux uniforme. En sus des remèdes et des médecins, assurés gratuitement, l'ouvrier touchera, en cas de maladie, 10 schellings par semaine, l'ouvrière 7 1/2, pendant cent soixante-douze jours consécutifs. En cas d'invalidité, la pension sera la même pour les hommes et pour les femmes : 5 schellings par semaine.

Cette simplicité voulue, cette uniformité financière, cette unité administrative constituent un luxe coûteux. Les sacrifices du Trésor allemand sont strictement limités. L'État verse une somme fixe aux vieillards et aux invalides, paye l'assurance des soldats et des marins, couvre les frais de l'Office impérial. C'est tout. La dépense ne dépasse guère £ 2.700.000. Le chancelier de l'Échiquier, qui donne déjà aux vieillards retraités £ 12.840.000, sera moins bien partagé que son collègue allemand. Rien que les membres des Sociétés de secours mutuels approuvées coûteront à l'État 2 millions de £. Il devra verser immédiatement £ 1.500.000 pour construire des sanatoria. Il lui restera encore à payer le traitement des fonctionnaires, les primes des marins, des soldats et des assurés, qui ne sont affiliés à aucun groupement approuvé. M. Bonar Law a pu déclarer, sans être démenti, que l'organisme en plein fonctionnement, absorberait une somme *supérieure du triple à la charge annuelle de la Dette anglaise*. A lui seul, le budget de l'assurance sera aussi élevé que le budget entier de bien des États, à la seule exception des cinq ou six nations de premier rang.

Les dépenses annuelles, pour *benefits* et frais d'administration, s'élèveront en 1912-13 à 135 millions de francs, et atteindront, en 1932-33, le chiffre maximum de 633 millions de francs : les contributions des employeurs et des assurés devront

Digitized by Google

représenter, en 1912-13, 306 millions et s'élèveront, en 1932-33, à 562 millions. Lloyd George a évalué à 43 millions, pour 1912-13, la part de l'État, ce qui la porterait à 187, en 1932-33.

L'avenir du contribuable anglais se présente sous des couleurs qui n'ont rien de rose. Cette réforme, aristocratique dans son organisation, luxueuse dans son fonctionnement, a été bâclée en quelques mois. Sur 115 articles, 40 n'ont jamais été discutés. Dans une seule séance, les Communes ont émis 470 votes. Sur les 77 premiers articles du projet, 68 ont été corrigés, mais aucun de ces amendements n'a été discuté. Le rapport des actuaires sur les conséquences financières du Bill a été déposé sur le bureau de la Chambre le *matin du jour où elle devait adopter la loi en dernière lecture*. Et le Cabinet n'a laissé que huit jours aux Lords pour reviser cette gigantesque improvisation. On comprend qu'ils se soient refusés à prendre part à cette comédie. Le Parlement britannique, dont les professeurs de droit constitutionnel s'entêtent encore à vanter l'autorité séculaire, n'est plus qu'une Chambre d'enregistrement.

Reste à savoir si l'opinion britannique ratifiera sa dernière décision. Certes, l'assurance est la forme vraiment anglo-saxonne de l'épargne. Encore est-il que pour les ouvriers qui ne gagnent que 18f,75 par semaine, — et ils sont légion, — le prélèvement hebdomadaire et obligatoire par le patron de 0f,50 pour la caisse de maladie et d'invalidité, de 0f,25 pour celle de chômage constituera une lourde charge. Celle des industriels, — elle est exactement la même par tête de salarié, — sera écrasante. Les individus qui, en raison de leur mauvaise santé, de leur moralité suspecte, de leur travail irrégulier, n'ont pu se faire admettre dans le cadre des Sociétés d'Assurance mutuelle, sont soumis à un régime rigoureux et défavorable. Les employés, grassement payés, bénéficient des avantages de la loi. Les petits boutiquiers et les petits propriétaires se les voient refuser. Il est peu probable que ces sacrifices soient accueillis avec sérénité. Des centaines de mille de mutualistes, seize mille patrons ont envoyé à Lord Lansdowne

Digitized by Google

leurs protestations indignées. L'industrie britannique, qui doit déjà faire face à une hausse générale des salaires provoquée par le renchérissement de la vie, pourra-t-elle supporter ce nouveau prélèvement et résister allègrement à la concurrence étrangère ?

*
* *

Pour assurer le fonctionnement de cet organisme, dont la complexité s'accroît, dont les tentacules s'allongent de jour en jour, l'autorité législative et administrative a besoin de collaborateurs. Les radicaux lui en reconnaissent deux, en dehors des fonctionnaires, dont ils accroissent le nombre et élargissent les fonctions[1] : le syndicat ouvrier et la municipalité socialiste.

Les *Trade-Unions* ont trouvé, dans les décisions des ministres et dans les votes des députés, de précieux encouragements. Dès leur arrivée au pouvoir, le secrétaire d'État à la Guerre, le président du Board de l'Amirauté, le maître général des Postes, ont posé comme principe que leurs ouvriers et leurs agents pourraient se faire représenter, auprès du ministre saisi de leurs revendications, par le bureau du syndicat. Et, le 3 septembre 1907, au congrès des *Trade-Unions* tenu à Bath, le président A. H. Gill s'est écrié : « C'est là un privilège (*sic*) pour lequel nous avons lutté depuis de nombreuses années et qui nous avait été refusé, avec intransigeance (*stoutly*) et obstination, par tous les gouvernements qui se sont jusqu'ici succédés au pouvoir. » Quelques mois après, le Cabinet donnait aux *Trade-Unionistes* une nouvelle preuve de ses sympathies, en substituant, au projet de loi ministériel, les amendements du *Labour Party*.

Les lois de 1871 et de 1875, sur les syndicats, n'avaient

1. En vertu du *Labour Exchanges Act* (1909, cap. 7), de l'*Insurance Act*, du *Small Holdings Act*, du *Development and Road Improvement Act*, du *Finance Act* de 1910, 4.100 nouveaux fonctionnaires ont été créés. Le rachat des téléphones ajoutera à cette armée croissante 250.000 agents. Entre 1894 et 1904 le coût de l'administration civile est passé de 19 à 25 millions de £. Le 30 septembre 1911, il était de 42 millions de £.

Digitized by Google

ni précisé l'étendue de leur responsabilité civile, ni défini leur situation par rapport à la loi. Le *Bill*, exposé le 28 mars 1906, par l'attorney général, sir John Lawson Walton, un avocat aux traits fins, au visage pâle et rasé, à l'aspect délicat, prétend combler cette lacune et fournir trois principes pour guider les juges. Tout d'abord, un acte commis par un syndicat sera légitime ou illégal, au point de vue du droit, suivant qu'il eût été légal ou non, s'il avait été commis par un particulier. Aujourd'hui, un travailleur a le droit de dénoncer le contrat de travail, s'il ne lui plaît pas de subir le voisinage de tel ou tel camarade ; mais des syndiqués ne sont point autorisés à se mettre en grève, parce qu'ils se refusent à travailler avec un non syndiqué. Ainsi le décide la législation prétorienne.

Le *Bill* abolit cette première entrave à l'action syndicale. Elle en supprime une seconde, lorsqu'elle reconnaît aux *Trade-Unions* le droit d'organiser des patrouilles, pour persuader pacifiquement aux travailleurs de se mettre en grève. Restait la dernière et la plus solide de toutes les barrières, dont la jurisprudence entourait les *Trade-Unions* : la possibilité de saisir leurs fonds, à la suite d'un procès en dommages-intérêts. Sir John Lawson Walton « se refuse à créer des privilèges pour le prolétariat et à reconnaître aux syndicats des avantages analogues à ceux, dont jouissait antérieurement une partie de la population ». Il décide que les *Trade-Unions* ne seront responsables, sur leurs caisses, que des actes autorisés par le Comité exécutif et de ceux non désavoués, ordonnés par le secrétaire général, dans la limite de ses attributions.

Et aussitôt un *tolle* de protestations indignées s'élève sur les bancs de la majorité, tandis que l'orateur recueille les applaudissements des conservateurs. Par l'organe redoutable d'un spirituel et redoutable juriste, sir E. Carson, député de l'Université de Dublin, ils acceptent la première et la troisième section du *Bill*, repoussent la seconde.

Mais les *Labour members* couvrent de leurs clameurs

Digitized by Google

la voix des orateurs. Les plus modérés d'entre eux, Shackleton et Bell, sont les plus intransigeants dans leur blâme. Dans les couloirs, l'agitation est extrême. Les radicaux rappellent les engagements formels, pris devant leurs électeurs. Un patron, comme M. W. Dobson, un doctrinaire écossais comme M. J. H. Dalziel, un politique comme sir Edwin Cornwall, ex-président du *London County-Council*, se font remarquer par leurs protestations. Sir Charles Dilke affirme que la Chambre des Lords se croira autorisée par le *Bill* gouvernemental à rejeter la loi. Deux jeunes membres du gouvernement, M. Walter Runciman et Captain Cecil Norton, déclarent qu'ils ne peuvent, en conscience, voter la loi. Le bruit court que H. Gladstone, John Morley, sir Edward Grey, disciples fidèles du libéralisme économique, ont fait triompher leurs solutions modérées, malgré l'opposition des radicaux, comme J. Burns, H. Samuel, Lloyd George. Le désordre est à son comble, l'autorité du ministère compromise.

Pour saisir l'origine de ces protestations, il faut tenir compte d'un argument de fait et d'un argument de droit. Les dommages-intérêts, accordés par les tribunaux dans les procès civils intentés contre les *Trade-Unions*, ont toujours été très élevés : ils oscillent autour d'un million de francs. Et, d'autre part, les syndicats anglais consacrent la majeure partie de leurs budgets à des œuvres d'assistance : caisses de maladie, de chômage et de retraite, frais judiciaires, etc. Il semble que l'*attorney general* eût été mieux inspiré en tenant compte de cette situation de fait, en décidant que, seule, la caisse de grève pourrait être rendue responsable des actes illégaux décidés par le bureau du syndicat. Il n'y aurait plus eu qu'à réfuter l'argumentation des radicaux :

Laissons de côté le fait palpable et important, que les fonds d'un syndicat ne représentent pas les versements de riches compagnies, mais les rudes épargnes des pauvres. Posons-nous seulement une question. Quelle solution peut le mieux égaliser les conditions de la guerre industrielle et rendre

Digitized by Google

ces conflits moins fréquents et moins âpres ? Telle est, nous le maintenons, la considération qui doit diriger la collectivité et non point des développements sur les relations des droits et des devoirs. Nous avons à faire face à des faits et non point à une situation idéale. Or si le patron peut demander à un syndicat des dommages-intérêts, il a immédiatement un énorme avantage. Ce procès est soumis à un juge et à un jury qui, inévitablement, regarderont les incidents de la guerre industrielle avec les yeux de leur classe. Et, d'autre part, si le patron a un avantage, il est aussitôt poussé à intenter des actions civiles. Le procès devient, non pas un moyen d'obtenir justice, mais un moyen de faire la guerre. Si un groupe d'industriels désire détruire un syndicat, il n'a qu'à le traîner, sans interruption, devant les tribunaux. Tant que le procès est pendant, les caisses sous séquestre, l'*Union* est paralysée. Par conséquent, rendre les syndicats responsables pécuniairement, c'est accorder à l'une des parties un avantage injuste et la pousser à partir en guerre ; ce n'est pas donner la justice aux classes, entre lesquelles l'Etat doit maintenir la balance égale ; ce n'est pas assurer à la collectivité la paix, mais la guerre. (Le *Speaker*, 31 mars, p. 610.)

Cette argumentation paraissait irrésistible aux radicaux. Ils tinrent bon. Sir Henry Campbell-Bannerman comprit qu'il fallait à tout prix éviter une scission. Et lorsque, le 30 mars 1906, le projet de loi des députés ouvriers, qui déclare insaisissables les fonds des syndicats contre toute demande de dommages-intérêts, revient en seconde lecture devant les Communes, le premier Ministre demande la parole. Après avoir reproduit l'argumentation du *Speaker*, il rappelle qu'il a déjà voté, deux ou trois fois, en faveur de ce *Bill* : « Dois-je renouveler ce vote aujourd'hui ? Je ne vois pas de raison sous le soleil pour ne pas le faire. » Et, au milieu des clameurs des conservateurs indignés, sir Henry annonce que les deux projets de loi sur les syndicats seront conciliés et refondus dans une troisième rédaction. La victoire de l'aile gauche était complète.

Cette loi (1906, cap. 47), sera complétée par une autre, qui reconnaîtra les droits du syndicat à l'action politique et la

Digitized by Google

légitimité des subventions électorales, à la condition que cette action parlementaire, approuvée par un vote secret, facilitée par une comptabilité distincte, n'entraîne, pour les ouvriers dissidents, aucune déchéance syndicale et respecte leurs droits aux avantages mutualistes. L'organisation corporative de la vie ouvrière a été enfin consacrée par les textes, qui accordent à une commission mixte, formée d'employeurs et de syndiqués, les pouvoirs nécessaires, pour fixer les salaires, dans les industries à domicile[1] et dans les mines de charbon[2]. Le trade-unionisme n'a plus seulement droit de cité, mais force de loi.

L'activité industrielle des corps élus constitue —, aux yeux des radicaux —, au même degré que le contrôle corporatif des syndicats ouvriers, une force nécessaire pour organiser la vie économique. On chercherait en vain, dans le discours du Très Honorable H. H. Asquith, ce juriste saxon à l'esprit précis et à la parole brève, dans les professions de foi de sir Edward Grey, ce gentilhomme whig, au jugement sûr et à l'âme droite, la moindre réserve sur la valeur des municipalisations. Ce collectivisme limité et local est accepté par les membres les plus modérés du parti libéral. Et nul n'a été surpris des efforts tentés, par voie législative ou administrative, pour encourager les conseils municipaux et généraux à persévérer dans la méthode, amorcée il y a quelque trente ans. Le *Housing and town planning act*[3] se divise en trois parties. L'une, qui remanie et développe l'inspection médicale des locaux habités, ne présente pas grand intérêt. Il n'en est pas de même des deux autres. La première modifie les lois antérieures sur les maisons ouvrières. La seconde organise l'expansion des villes en mal de croissance.

Les corps élus auront le droit de se procurer, de gré ou de force, la terre nécessaire pour la construction d'immeubles à bon marché. Le délai d'amortissement des emprunts con-

1. 1909, cap. 22.
2. Chapitre XII, § I.
3. 1909, cap. 44.

Digitized by Google

tractés à cet effet est reporté à quatre-vingts ans. Le ministère des Affaires locales, saisi d'une plainte des habitants intéressés, aura le droit de contraindre les Conseils généraux à entreprendre l'édification de maisons ouvrières. Les pouvoirs des autorités locales vis-à-vis des demeures insalubres sont singulièrement élargis, qu'il s'agisse de réparations immédiates ou de fermeture provisoire. Si les remaniements demandés n'ont point été effectués dans les trois mois, elles seront rasées d'office. Un article spécial règle et précise le droit de pénétrer dans les immeubles privés, que pourra revendiquer toute personne désignée par les autorités municipales ou par le gouvernement.

C'est lui qui autorisera les corps élus à dresser, si la nécessité s'en fait sentir, un plan méthodique d'extension urbaine. Les Conseils généraux et municipaux auront la faculté d'acquérir le sol, d'effectuer les démolitions indispensables, pour réserver à la cité des rues spacieuses, des parcs boisés. Les propriétaires lésés « pourront » recevoir des dommages-intérêts. Dans cette seconde partie du texte législatif, comme dans la première, le ministre des Affaires locales peut obliger les municipalités, inactives et indifférentes, à dresser un programme d'agrandissement, à prendre les précautions, à acheter les terrains nécessaires.

Enfin, lorsqu'une crise commerciale, sur laquelle nous aurons à revenir, est venue accroître le chômage chronique, l'ancien ouvrier mécanicien, qui construisit de sa main le premier tramway électrique, J. Burns, en ouvrant largement les cordons de la bourse nationale, a poussé les conseils élus plus avant dans la voie de la socialisation. Pour occuper les sans-travail, ils ont emprunté 25 millions de plus que l'hiver précédent et dépensé une partie de cette somme, à développer leurs tramways, à étendre leurs services d'éclairage, à améliorer leurs laiteries, leurs lavoirs ou leurs bains-douches.

Le Cabinet et le Parlement radical ne se sont point bornés à favoriser les progrès du socialisme municipal, à fortifier l'ac-

Digitized by Google

tion des groupements corporatifs, à accroître le contrôle des lois interventionnistes. Ils ont complété, par une politique agraire et des tendances fiscales, également égalitaires dans leur esprit, le plus énergique effort, qu'ait jamais tenté gouvernement anglais, pour donner satisfaction aux revendications ouvrières.

II

Les conservateurs, désireux jadis d'arracher aux libéraux orthodoxes leur clientèle urbaine, avaient, sous l'impulsion d'un juif de génie, lord Beaconsfield et d'un descendant de Marlborough, lord Randolph Churchill, amorcé l'interventionnisme législatif, exploité les intérêts trade-unionistes, justifié le socialisme municipal, fourbi toutes les armes que leur ont volées les néo-radicaux. De même, lorsque les héritiers des Tories ripostèrent au *Home-Rule*, à l'émancipation politique de l'Ile d'Érin, en affranchissant économiquement le paysan irlandais, et favorisèrent, par leur loi de 1892, la création de petites exploitations rurales, ils préparaient les instruments législatifs à l'aide desquels les disciples, — singulièrement infidèles du libéralisme classique, — tentent aujourd'hui de battre en brèche ce monopole foncier, qui réserve à deux mille personnes la libre possession de la moitié du sol, sur lequel flotte le drapeau anglais.

En donnant au fermier, par l'*Agricultural holdings Act de* 1906[1], pour réparer les bâtiments et varier les cultures, pour obtenir le remboursement des pertes, causées par les chasses gardées ou par « les troubles apportés à sa jouissance », des garanties et des libertés, même si le bail porte des clauses contraires, les Communes radicales ont voulu introduire, en Angleterre, le principe irlandais des deux propriétés superposées, celle du *tenant* et celle du landlord.

1. 1906, cap. 56.

Digitized by Google

Une loi a même étendu à l'usufruitier écossais, tous les avantages accordés aux locataires irlandais.

La Chambre des Lords a pu assurer aux propriétaires fonciers un sursis[1]; mais il lui a été impossible de leur éviter une seconde épée de Damoclès. Le Roi, n'a-t-il pas dû s'incliner devant le zèle radical de lord Carrington? En vertu du *Crown Lands Act*[2] de 1907, le ministre de l'Agriculture a été chargé d'administrer 24.800 hectares, qui constituent l'apanage d'Édouard VII. Le nouveau gérant, avec ou sans le consentement du Souverain, s'est hâté de fractionner ces vastes domaines. Alors que, dans le nombre des fermiers de la Couronne, on ne comptait que 44 petits exploitants, une seule terre, dans le Cambridgeshire, a été divisée entre 75 usufruitiers, une autre, dans le sud du Lincolnshire, a trouvé 87 preneurs. Ce morcellement des terres royales a créé une nouvelle catégorie d'agriculteurs, — jusqu'alors inconnue : — les petits fermiers de l'État, les paysans à vie. Le *Small Holdings and Allotments Act* de 1908[3] en accroît le nombre. Les Conseils généraux devront mettre à la disposition des journaliers, qui le demanderont, des exploitations rurales de 2 (*allotments*) ou de 20 hectares (*holdings*). Si leurs réclamations restent sans réponse, des commissaires, désignés par le Ministre, se substitueront aux corps élus. *Commissioners au County-Councillors*, à l'aide d'emprunts, qui devront être amortis dans quatre-vingts ans, à l'aide aussi de subventions annuelles de l'État, — la première est de 2.500.000 francs, — se procureront de gré ou de force, soit en les louant, soit en les achetant, les terres susceptibles d'être morcelées. Deux dispositions sont caractéristiques. Les petites exploitations ne seront pas vendues, mais affermées. Aux propriétés paysannes, rêvées par J. Stuart Mill, ses lointains héritiers préfèrent des usufruits viagers. Quant aux *Landlords* expropriés, ils ne recevront que la valeur de leurs

1. Le *Small Landowners* (Scotland) *Act* est devenu définitif en 1911.
2. 1906, cap. 28.
3. 1908, cap. 36.

Digitized by Google

terres. Le principe du rachat forcé, sans dommages-intérêts, est posé dans toutes les lois votées ou discutées par les Communes [1]. Les théories de la nationalisation du sol ont mordu sur le parti radical. Et ses décisions législatives en portent l'empreinte.

En dix mois, sous l'impulsion énergique de lord Carrington, 31 Conseils généraux rachètent et fractionnent 5.388 hectares, alors qu'en seize ans, 8 *County-Councils* n'avaient, en vertu de la loi conservatrice de 1892, trouvé le temps ou le moyen que de diviser 320 hectares.

La stupeur des Lords n'eut d'égale que leur inquiétude. Les radicaux leur réservaient d'autres surprises et d'autres angoisses.

La même évolution, qui concentra entre un nombre de mains, d'année en année plus réduit, la propriété foncière, se manifeste aussi pour les valeurs mobilières. Les fortunes supérieures à 2.500.000 francs figuraient, en 1884, dans l'annuité successorale, pour 25 p. 100 ; leur part dépassait 36 p. 100 en 1902.

Renseignés par ces statistiques, les radicaux ont entamé, contre la concentration de l'or, la même lutte pour le morcellement, que contre le monopole de la terre. De même qu'ils rognent les droits ou exproprient les domaines du *Landlord*, au profit du fermier ou de l'État, de même ils confisquent, sur les grosses successions ou les larges revenus, les sommes nécessaires, pour diminuer les impôts indirects ou dégrever les petits salaires. Le budget de 1907-1908 prépare la voie à D. Lloyd George [2].

Il est inique que les revenus du travail et ceux des capitaux paient les mêmes droits. Le chancelier de l'Échiquier décide donc, qu'au-dessous de £ 2.000 de revenus totaux, les contribuables paieront, pour les gains du travail, 9 d. par

1. *Public health amendment Act*, 1907 : *Housing And town planning Act*, 1909 ; *Port of London Act* (1908, cap. 68). Mentionnons les lois irlandaises : *Town Tenants Irish Act* (1906, cap. 54), *Labourers Irish Evicted Act* (1906, cap. 3), *Irish land Act* (1909, cap. 42).

2. Voir le chapitre suivant.

Digitized by Google

£, au lieu de 1 schelling. Soit, par exemple, un revenu de £ 600, fourni par des capitaux, le propriétaire paiera £ 24. Si les £ 600 représentent un traitement, le contribuable ne versera plus que £ 18. Si £ 200 proviennent de ses placements et £ 600 de son travail, il paiera £ 20, 10 schellings. A l'intéressé incombe le fardeau de la preuve. L'Angleterre est dotée d'un impôt sur le revenu progressif ou plutôt dégressif. Elle abandonne le régime du droit proportionnel et fixe. C'est là une première victoire des idées radicales.

Mais on en retrouve une seconde dans le budget de M. Asquith. Pour se procurer les ressources nécessaires aux retraites ouvrières, le chancelier de l'Échiquier relève les *droits successoraux progressifs*, établis par sir William Harcourt. Ainsi sur les successions de :

£ 150 à	250 000	on paiera. . .	7 p. 100	au lieu de	6 1/2
£ 250 à	500 000	—	8	—	7
£ 500 à	750 000	—	9	—	7 1/2
£ 770 à	1 000 000	—	10	—	7 1/2

A partir d'un million, de livres, M. Asquith crée une taxe de superposition.

Pour les successions de :

£, 1 000 000 à 1 500 000	on paiera	10 °/₀ sur 1 million	et 11 °/₀	sur le reste.
£, 1 500 000 à 2 000 000	—		12	—
£, 2 000 000 à 2 500 000	—		13	—
£, 2 500 000 à 3 000 000	—		14	—
£, A partir de 3 000 000	—		15	—

Si le premier budget de M. Asquith avait été un budget de transition, le second, par les avantages qu'il concède aux fortunes moyennes et le poids dont il pèse sur les grosses, — *une succession de* 75 *millions de francs paiera* 10 *millions de droits* —, est un budget petit bourgeois. Le troisième, celui de D. Lloyd George, sera un budget ouvrier.

Les temps sont durs pour les grosses fortunes foncières et mobilières, même dans ces Iles Britanniques, où elles se réfugient volontiers, espérant goûter les quiétudes confortables

Digitized by Google

que leur offre la dernière société, où les hiérarchies aristocratiques soient reconnues par la loi et acceptées par les mœurs. Et ce n'est pas le successeur du Très Honorable H. H. Asquith au portefeuille des finances, D. Lloyd George, qui détendra l'armature fiscale, dont les ressorts enserrent, chaque jour davantage, les heureux de ce monde.

*
* *

Le 1er octobre 1908, ce fils de paysan gallois, élevé au fond d'une échoppe de cordonnier, dans un petit village, au pied des rocs du Snowdon, prenait la parole dans une cité industrielle, à Swansea.

Debout, au milieu d'un auditoire enthousiaste, composé de boutiquiers, de mineurs et de débardeurs, l'ancien clerc d'avoué de Portmadoe dénonce les riches dans des termes, que n'oserait certainement pas employer, à Roubaix par exemple, M. Caillaux lui-même :

Je puis nommer 12 personnes, et vous aussi, — car ce n'est point un secret ministériel, — dont les revenus, pendant les plus mauvais jours de la crise, suffiraient pour maintenir dans l'aisance, pendant tout un mois au moins, 50.000 ouvriers et leurs familles. Pensez-y ! Pensez-y ! 250.000 hommes, femmes et enfants pourraient vivre sur le revenu que ces 12 personnes toucheront, pendant la pire période de la stagnation commerciale, sans jamais l'avoir gagné.

On peut deviner le sort qu'il leur réserve dans son prochain budget. Deux jours plus tard, à l'autre bout des Iles Britanniques, en pleine Écosse, le premier Ministre prononçait un discours, dont l'*imperatoria brevitas* et l'ironie froide contrastaient singulièrement avec les larges périodes et les ardeurs idéalistes de son collègue. Mais H. H. Asquith n'est guère plus rassurant pour la ploutocratie anglaise. Dans un style différent, il formule des menaces aussi redoutables. Il démontre, avec la rigueur du juriste, et l'élégance d'un universitaire, sans qu'une émotion altère la régularité de

Digitized by Google

son profil ni la beauté de son masque, que le morcellement du sol constitue le seul remède pratique contre le paupérisme. Il faut développer le nombre des petites exploitations, en procédant à de larges expropriations. Il importe de relever le sort des tenanciers, en donnant à un tribunal le soin de fixer les fermages. Des violences oratoires du paysan gallois, ou des argumentations serrées du juriste saxon, lesquelles sont plus menaçantes pour les intérêts bourgeois ?

J. A. Balfour, ce gentilhomme philosophe, qui retrouve dans l'opposition ses dons précieux d'ironie pénétrante et de subtile ingéniosité, enveloppe les deux chefs de l'armée libérale dans le même opprobre : « L'activité économique a pour condition la confiance, en vertu de laquelle chaque citoyen croit qu'il pourra jouir des résultats de son fécond labeur. Cette confiance, les ministres actuels, soit par l'imprudence de leurs réformes, soit par l'imprudence de leurs projets ont plus fait, pour la détruire, en trois ans, que tous les démagogues des cinq dernières générations. »

III

Et la bataille commence. La Chambre des Lords, la première, engage les hostilités. Les Pairs ont, sinon joué le rôle d'une seconde Chambre, du moins tenu la place d'une opposition parlementaire. Ils se sont préoccupés, beaucoup moins de compléter l'œuvre législative des Communes, en refaisant des études préparatoires et en corrigeant les textes obscurs, que de gêner le gouvernement radical, en fournissant à l'agitation électorale des arguments et en semant, dans les rangs de la majorité, des germes de division. Les Lords ont accepté des lois improvisées, des réformes hardies, des innovations socialistes, comme celles qui organisent les retraites ouvrières, proclament l'insaisissabilité syndicale, créent, au profit de l'État et aux dépens des *Latifundia*, des propriétés paysannes

Digitized by Google

à vie. Des Bills moins menaçants, ou mieux préparés, ont été tronqués ou repoussés, lorsque les amendements ou le rejet pouvaient, sans compromettre la popularité du parti conservateur, détacher du Cabinet radical quelques adhérents ou l'acculer à des mesures imprudentes.

Le vote des modifications, apportées par la Chambre Haute au texte de la loi sur la journée de huit heures dans les mines, faillit compromettre les relations entre la majorité libérale et le parti ouvrier. Les Lords, dociles, quand il le fallait, aux exigences sociales de leurs adversaires, furent sans pitié pour leurs réformes religieuses. Le programme scolaire et anti-alcoolique, dressé dans les chapelles puritaines, se heurta à un veto absolu. Les Pairs étaient convaincus que, sur ce terrain, ils pouvaient, sans scrupules et sans danger, tirer le déclic de leur guillotine législative.

*
* *

Le radicalisme anglais a, en effet, un caractère nettement religieux. Son histoire, dès les temps lointains de la Commonwealth, est inséparable de celle des églises protestantes. Les grandes victoires du libéralisme ont toujours coïncidé avec un réveil de l'esprit puritain. Les campagnes de 1832 pour l'affranchissement politique et de 1846 pour le libre-échange, la lutte de Gladstone, en 1878, contre Disraëli et celle de sir Henry Campbell-Bannerman, en 1905, contre A. J. Balfour, ont revêtu, dans les manifestations de la foule et dans les discours des chefs, l'allure religieuse d'une croisade chrétienne. Le Parlement, élu en 1906, au milieu des émotions provoquées par le *revival* gallois, par les polémiques théologiques du pasteur Campbell et par les adjurations civiques du Dr Clifford, avait reçu des *dissenters* un mandat formel : abroger les deux lois, par lesquelles les unionistes avaient favorisé le développement des écoles confessionnelles et arrêté la diminution des débits de boisson.

On sait qu'un texte de 1902, dû à la plume du philosophe,

Digitized by Google

qui refuta le positivisme, avait assimilé les écoles privées (*voluntary* ou *non provided schools*) aux écoles municipales (*board* ou *provided schools*) et prélevé sur les taxes locales les fonds nécessaires à leur entretien. On sait également que les protestants s'étaient refusés à propager de leurs deniers une doctrine contraire à leur foi. A la fin de 1905, 64.000 contribuables résistent aux sommations du fisc ; 3.610 laissent vendre leur mobilier ; 281 subissent des peines d'emprisonnement. Et ces protestations véhémentes contribuent à la défaite unioniste.

A peine élus, les radicaux se mettent à l'ouvrage. Ils tentent de réaliser un triple programme. Ils veulent confier intégralement aux autorités locales la direction de toutes les écoles, entretenues à l'aide de taxes municipales. Ils prétendent distinguer radicalement l'instruction morale et la lecture de la Bible, de l'enseignement des catéchismes, qui serait, ou bien restreint, ou bien donné, à des heures spéciales, par des maîtres distincts, que rémunèreront les fidèles. Ils désirent enfin assurer la liberté et la neutralité des instituteurs publics : ils ne seront jamais obligés de signer un acte de foi déterminé ; ils ne pourront faire apprendre le catéchisme, que dans des cas particuliers et avec l'autorisation des comités locaux.

Sur ces trois points, la Chambre des Lords, désireuse d'empêcher la constitution progressive d'un enseignement laïque d'État, fait subir au texte primitif d'importantes modifications.

Elle restreint, au profit de l'administration centrale, les pouvoirs des autorités locales. Elle leur enlève la liberté d'accepter ou de refuser, pour donner aux propriétaires le droit d'offrir ou de conserver les bâtiments scolaires. Si les corps élus ne veulent point les louer, le *Comité des Trois*, prévu par la loi pour trancher les conflits, discutera et signera le contrat. Seul, un appel devant le *Board of Education*, permettra aux autorités locales d'éviter le rachat ou la location d'écoles dégradées ou inutiles. Les Communes avaient décidé que ces contrats seraient remaniés dans cinq ans. Cette revision inquiète les Lords : ils la suppriment. Quant aux écoles

Digitized by Google

libres, créées après l'application de la loi, M. Birrell laissait aux corps élus le choix de les racheter ou non et n'ouvrait point, en cas de refus, un recours devant le *Board of Education*. La Chambre Haute raye cet article et substitue le texte suivant : Le *Board*, le ministère, saisi par les particuliers d'un projet d'école nouvelle, se prononce souverainement sur son utilité. Il pourra imposer aux autorités locales la location de ces bâtiments, où l'instruction confessionnelle jouira des privilèges accordés aux écoles libres, précédemment rachetées. Par ces trois amendements, les Lords multiplient le nombre des classes, où l'enseignement d'un catéchisme jouira de privilèges spéciaux ; ils empêchent leur disparition ; ils assurent leur extension.

Tout en posant le principe de la distinction entre l'instruction publique et l'éducation confessionnelle, les libéraux avaient accordé des avantages particuliers aux catholiques romains, aux israélites, aux anglicans néo-catholiques, aux religions qui exigent, dans leurs écoles, une atmosphère spéciale et caractérisée. Lorsque le propriétaire des bâtiments loués l'aura exigé dans le bail ; quand, dans les villes, les quatre cinquièmes des parents le demanderont, l'enseignement du catéchisme sera donné à l'école publique. Des précautions seront prises pour garantir la liberté des autres croyances. Ces concessions ont paru insuffisantes aux Lords. Non seulement si les propriétaires l'ont imposé, mais dans les districts ruraux, où l'école transférée sera seule ouverte aux enfants, et partout où la majorité des parents l'aura demandé, l'instruction confessionnelle sera organisée dans les bâtiments loués ou rachetés par les corps élus. Elle ne sera pas donnée, deux fois par semaine, en dehors des classes, comme l'avaient décidé les Communes, mais une demi-heure, chaque jour, pendant la classe. La gravité de ces amendements est accrue par le fait, que la Chambre Haute oblige, aujourd'hui et dans l'avenir, les autorités locales à affermer les écoles libres. Non contente d'élargir les concessions des libéraux, elle multiplie les cas où ils auront à les renouveler. Cette seconde série de

Digitized by Google

modifications assure, dans les deux tiers des écoles publiques, le maintien de l'enseignement du catéchisme, laissé à la charge des Églises. Et dans les autres classes, les Lords ont rendu obligatoire une instruction religieuse non confessionnelle. Il est vrai qu'il n'y a en Angleterre que sept classes primaires, dirigées par les *County-Councils*, où elle ne soit pas dès maintenant organisée.

Il n'en reste pas moins certain, que la distinction radicale, qu'avait voulu établir M. Birrell, entre les cours et les catéchismes, est singulièrement atténuée par les Lords. Presque partout, l'enseignement religieux sera donné dans les bâtiments scolaires, pendant les heures de classes, par les mêmes maîtres. Les Communes, en effet, pour poser le principe de la neutralité de l'instituteur public, ne lui avaient permis de diriger l'instruction confessionnelle, que dans les écoles « où elle jouit d'avantages spéciaux », et avec le consentement des autorités locales. La Chambre Haute décide, au contraire, qu' « il devra être autorisé par les corps élus » à enseigner tel catéchisme, « partout où ces leçons seront tolérées par le présent acte », c'est-à-dire dans toutes les écoles libres transférées. Mais il y a plus. Là où des comités de parents existent, ils seront consultés sur les nominations nouvelles ; et les candidats devront justifier qu'ils sont préparés et disposés à donner l'instruction confessionnelle. D'une manière indirecte, les Lords rétablissent pour les instituteurs, dans certains cas, « le billet de confession », supprimé par les Communes. L'opposition entre les deux textes est radicale; le confit entre les deux Chambres, absolu. M. Birrell, au nom du Cabinet libéral, constate, dans un virulent discours, que le texte ainsi remanié constitue une loi nouvelle, formellement contraire aux engagements solennels pris par le gouvernement : il entend leur rester fidèle.

Il n'en esquisse par moins une transaction. Sur les quatre terrains de conflit ci-dessus précisés, le Cabinet libéral, malgré l'intransigeance des radicaux protestants et des députés ouvriers, acceptait d'importants amendements. L'article, qui

Digitized by Google

autorise l'expropriation des écoles libres, sera remanié ; et, seul, le rachat des bâtiments où l'enseignement des catéchismes jouira des facilités spéciales prévues par la loi, pourra être obligatoire. Aux propriétaires de ces écoles — d'un type particulier — qui, dans l'avenir, désireront céder leurs bâtiments aux autorités locales, il sera accordé, en cas de refus, un appel devant la *Commission des Trois Juristes*, qui contrôlera l'application de la loi. Les pouvoirs des corps élus seront limités. D'autre part, la distinction radicale entre l'enseignement public et l'instruction confessionnelle sera atténuée. Le nombre des classes, où la récitation du catéchisme est tolérée, sera multiplié, par l'extension de ce type particulier aux districts ruraux et par une diminution dans la majorité nécessaire, lors du vote des parents, pour l'obtention de ces privilèges. Enfin, le cumul des fonctions d'instituteur public et d'éducateur religieux sera toléré pour les maîtres-adjoints dans les villes. De plus, les *Comités de parents* devront être consultés sur la nomination de nouveaux professeurs. Les enfants seront mis dans l'obligation d'assister aux leçons de catéchisme, quand ils appartiendront à la religion ainsi favorisée. Seule, la question de la décentralisation administrative, et notamment la création d'un *Conseil supérieur de l'enseignement gallois* ne prêtait pas à des transactions conciliantes.

Dociles aux injonctions du *leader* J. A. Balfour, les Lords ont jugé ces concessions insuffisantes. En vain, M. Birrell a-t-il eu des entretiens secrets avec l'auteur de la loi scolaire de 1902. En vain, le duc de Devonshire, un vétéran unanimement respecté, l'ami personnel d'Édouard VII, s'est-il interposé. Les Pairs ont passé outre. Ils entendent maintenir les droits de la Chambre Haute et refusent de s'incliner devant les sommations de la Chambre Basse. Ils veulent diminuer le prestige des libéraux, emprisonnés derrière la barrière constitutionnelle. Ils désirent affaiblir leur popularité en les obligeant à solliciter un renouvellement des mandats, avant d'avoir établi le suffrage universel et réalisé les promesses électorales.

Digitized by Google

*
* *

Si la première loi scolaire due à M. Birrell portait l'empreinte de son âme scrupuleuse et de son esprit confus, la seconde, déposée par M. Mackenna le 24 février 1908, un avocat occupé et un archer connu, était claire et brève. Elle allait, comme une flèche, droit au but. Auront seules le titre d'écoles publiques et le bénéfice des taxes locales, les écoles neutres et laïques, dirigées par les autorités municipales. Les classes libres (*non provided schools*), si elles se trouvent dans un district, où il y a plusieurs cours d'enseignement primaire, recevront de l'État une subvention de 58f,75 par enfant. Si l'école confessionnelle est la seule ouverte, elle deviendra la propriété des autorités locales, qui en réserveront l'accès, à certaines heures, et, deux fois par semaine, aux anciens propriétaires.

M. Mackenna était trop habitué à tirer juste, à trancher net. Les Églises inquiètes ouvrirent des négociations et proposèrent une transaction. Elle fut rédigée par le successeur de M. Mackenna, que sa bouillante ardeur désignait pour le portefeuille de la marine. Il fut remplacé par un *yachtsman* consommé, W. Runciman, qui, en rédigeant la troisième loi scolaire, s'efforça d'éviter les écueils et de bien prendre la vague. Il fit aux partisans de l'instruction confessionnelle deux concessions également importantes. Dans toutes les écoles publiques, si des parents le demandent, le catéchisme sera enseigné, deux fois par semaine, de 9 heures à 9 h. 45, aux frais des fidèles, par des maîtres spéciaux ou par l'instituteur, s'il le demande. Les écoles libres recevront de l'État une subvention, qui sera portée de 58f,75 à 62f,50 par enfant. Les laïques anglicans repoussèrent la transaction rédigée par leur primat, l'archevêque de Canterbury. Et la troisième loi scolaire sombra. Ni un armateur, ni un juriste, ni un moraliste n'étaient parvenus à satisfaire les revendications protestantes, sans léser les intérêts anglicans et catholiques.

Digitized by Google

Cet échec a, évidemment, porté un coup sensible au prestige du Cabinet. Le *Labour Party*, partisan d'une laïcité et d'une neutralité absolues, n'a pas ménagé ses critiques. Les nationalistes irlandais ont, à diverses reprises, voté contre le ministère. Et dans plusieurs circonscriptions, à Chelmsford, à Newcastle, notamment, la défection de catholiques et d'anglicans a entraîné la perte d'un siège. Il convient, cependant, de ne point exagérer l'importance de cette irritation, la portée de ces désertions. Les écoles libres ne progressent pas. De 1901 à 1907, leur nombre est tombé de 14.294 à 13.310, la moyenne journalière des présences de 2.545.000 à 2.317.000, tandis que les classes municipales enregistrent un accroissement moyen de 504.000 enfants. L'Église anglicane traverse une crise. Le nombre des baptêmes baisse de 602.000 à 593.000, celui des communiants de 2.223.000 à 2.053.000. L'effectif des catéchismes recule de 3.009.000 à 2.538.000. Les catholiques romains ne sont pas mieux partagés. De 1879 à 1907, leur nombre a décru de 6 millions à 5.625.000 ; or, si l'on tient compte de l'accroissement de la population, ils devraient être 7.700.000. Soit une diminution de plus de 2 millions.

Les menaces contre les débits de boisson ont exercé une action plus profonde sur le corps électoral, que celles dirigées contre l'enseignement confessionnel.

*
* *

La lutte anti-alcoolique est une des preuves de la vitalité croissante de l'esprit puritain. Toutes les crises de remords social, qui sont l'honneur de l'Angleterre moderne, la croisade contre l'esclavage, la lutte contre l'exploitation de la main-d'œuvre enfantine, le mouvement des *University Settlements* sont inséparablement liées à l'histoire de ce christianisme biblique, de cette religion laïque, qui, parfois vaincue par des réactions temporaires, se réveille brusquement dans des explosions d'un lyrisme mystique et d'une austérité civique.

Digitized by Google

Chaque Anglais paye, pour les services de l'État, 75 francs par tête : mais chaque famille ouvrière verse aux marchands de bière et de *whisky* un impôt annuel de 450 francs. En un demi-siècle, les condamnations pour ivrognerie sont passées de 4 à 6 pour 1.000 habitants. L'alcoolisme, stationnaire chez les hommes, fait d'inquiétants progrès chez les femmes. Sur 1.000 aliénées, 8 en 1876, 9 en 1906 étaient les victimes d'ivresses répétées. En quatre jours, on a enregistré l'entrée dans 23 débits de Londres de 40.000 femmes, accompagnées de 10.000 enfants. Pour enrayer cette gangrène sociale, un seul remède est efficace : la fermeture progressive d'un certain nombre de cabarets. Là, où il y a 24 cafés pour 10.000 habitants, 32 habitants sur 1.000 sont condamnés pour ivrognerie. L'effectif des délinquants n'est plus que de 24, quand le nombre des débits baisse de 24 à 11.

Une loi conservatrice vint assurer la clôture de 837 marchands d'alcool en 1904, de 451 en 1905, et de 584 en 1906. Mais ce texte présente, aux yeux des pionniers de la campagne puritaine, deux graves inconvénients. D'une part, il substitue à la juridiction des *local justices* celle de tribunaux moins expéditifs, plus éloignés et plus coûteux. De l'autre, il accorde aux exploitants des cabarets fermés des dommages-intérêts, prélevés sur une caisse, qu'alimente un impôt versé par leurs collègues. Or, trois siècles de jurisprudence décident que la patente d'un débit de boisson n'est qu'une concession temporaire et révocable d'une propriété collective. La loi de 1904 assure, au contraire, aux cafetiers toutes les garanties d'une expropriation juridique, de jour en jour plus coûteuse.

Le *Bill* radical de 1908, par trois dispositions énergiques, accorde pleine et entière satisfaction aux apôtres de l'anti-alcoolisme. Sur 95.700 tavernes existantes, 32.000 seront fermées d'ici à quatorze ans ; et les électeurs, dans chaque district paroissial, pourront s'opposer à l'ouverture de tout nouveau débit. Les *local justices*, rétablis dans leur autorité primitive, assureront l'exécution de la loi, autoriseront ou refuseront la cession des patentes, régleront l'emploi des sympathiques *bar-*

Digitized by Google

maids, fixeront les heures de fermeture pour le dimanche, pourront interdire l'ouverture des cafés pendant les périodes électorales. Enfin, en 1923, la suppression d'un débit ne donnera plus lieu à aucun dommage-intérêt. D'ici là, les cabaretiers, privés de quatorze années de commerce, recevront une indemnité, prélevée sur les bénéfices de leurs collègues mieux partagés.

Cette loi draconienne, rejetée par les Lords, malgré les concessions consenties par le Gouvernement, devait porter au parti radical, à sa popularité, une grave atteinte. A la campagne comme à la ville, le journalier et l'ouvrier, inquiets à la pensée de voir fermer le café de la place ou du coin et d'être privés, le dimanche, de leur distraction habituelle, écoutent avec sympathie les récriminations des barmaids et les adjurations du débitant. D'éloquentes œillades et des rasades gratuites triomphent des convictions les plus radicales. La bière coule à pleins bords, et ses flots généreux contribuent, plus que les menaces dirigées contre les écoles confessionnelles et les atteintes portées aux grosses fortunes, à assurer le réveil des forces conservatrices.

IV

Ce réveil est un fait. Il se manifeste, au cours des élections partielles, par des gains de sièges et des déplacements de voix également importants — dès les débuts de l'hégémonie radicale, — au moment même où le Parlement démocratique de 1906 accumule les réformes sociales.

La fragilité des majorités parlementaires est un des traits caractéristiques de l'Angleterre contemporaine. Elle s'explique par des causes multiples. La concentration, dans des villes, de 75 p. 100 de la population anglaise crée un milieu homogène et impressionnable, dans lequel les courants d'opinion peuvent étendre leurs ondes vibratoires avec une déconcertante rapidité. Et d'ailleurs, l'Anglais, isolé et social, est infiniment plus sensible à l'action de ces forces psychologiques

Digitized by Google

que le Français sociable et individualiste. Outre-Manche, les pensées, moins préparées de par leur manque d'agilité à manier le sens critique, subissent plus facilement l'action d'un journal et l'influence d'un discours. Les énergies disciplinées, habituées à évoluer dans un cadre précis, obéissent aux impulsions des organisations, dont elles ne sont qu'un rouage. Les consciences religieuses, toujours prêtes à obéir aux lois et à respecter les traditions, sont préparées à céder, devant un courant de l'opinion publique, comme devant une manifestation de la volonté nationale. Le *gentleman* ne se reconnaît-il pas au soin que met un galant homme à ne jamais heurter, par son costume, ses gestes ou ses propos, un usage accepté ou une idée admise ? L'Angleterre est un merveilleux champ d'études pour le psychologue, désireux d'analyser la formation et de suivre le développement de ces mouvements, qui se propagent de pensées en pensées, d'âmes en âmes, avec autant de rapidité, de régularité, que les rides sur la surface de l'eau, troublée par le choc d'un caillou.

Mais, d'autre part, le corps électoral est constitué, de l'autre côté du détroit, de manière à assurer au plus léger courant le maximum d'effet. D'abord, il est relativement peu nombreux. La durée et le point de départ de la résidence légale, la perte du droit de vote, qu'entraînent les secours de l'assistance publique, la nécessité d'avoir un domicile personnel et indépendant suffisent pour interdire l'accès des listes à 5 millions et demi d'adultes. Les bénéficiaires d'un suffrage restreint, dont le nombre est encore réduit par les inscriptions fréquentes d'un même électeur à plusieurs endroits, sont plus sensibles que d'autres aux angoisses des propriétaires fonciers et des contribuables aisés.

Elles peuvent exercer une action d'autant plus rapide et d'autant plus grande, qu'il suffit d'un faible déplacement de voix pour modifier la répartition des mandats législatifs. L'absence d'un second tour de scrutin, surtout depuis l'avènement du *Labour Party*, fausse complètement les résultats de la consultation électorale. Dans les circonscriptions de

Digitized by Google

Manchester (N.-O.), Pudsey, Haggerston, Newcastle, les conservateurs ont enlevé les quatre sièges aux radicaux, qui les détenaient depuis 1906 ; et cependant ils ne pouvaient opposer que 27.591 électeurs aux 23.763 bulletins libéraux et aux 5.524 votes socialistes. Le bloc démocratique, si un second tour lui avait permis de se constituer, aurait disposé d'une majorité de 1.696 voix et conservé 3 des sièges sur 4. Ajoutez encore que la répartition archaïque des mandats parlementaires, en favorisant les petites villes et les centres ruraux, altère la valeur représentative des scrutins, facilite les surprises, au profit, tantôt d'un parti, tantôt d'un autre, mais, d'une manière générale, aux dépens de la classe ouvrière. Une commission, désignée au mois d'août 1905 par le Cabinet A. J. Balfour, a dû constater qu'un remaniement équitable et logique des circonscriptions devrait entraîner la suppression de 21 sièges en Angleterre, 1 dans le pays de Galles, 4 en Écosse et 25 en Irlande, et la création de 41, 2, 7, et 2 nouveaux mandats, dans les quatre grandes provinces du Royaume-Uni.

Pour ces raisons d'ordre administratif, législatif et psychologique, les radicaux, qui n'ont point encore dressé le plan d'une réforme électorale, ont pu constater que la fragilité des majorités grandissait et la fidélité des suffrages diminuait. En trois ans, les Communes, élues en janvier 1906, ont vu les conservateurs gagner 9 sièges, les socialistes enlever 2 mandats, tandis que les libéraux n'enregistraient aucune victoire nouvelle. Si l'on dresse le bilan des voix recueillies au cours des 45 élections, qui donnèrent lieu à un scrutin, il est impossible de ne pas constater l'importance de la réaction conservatrice. L'effectif des unionistes passe de 192.000 à 218.000, gagne 26.000 hommes, tandis que leurs adversaires tombent de 246.500 à 211.500, perdent 35.000 combattants. En 1906, dans les 45 circonscriptions, les radicaux avaient eu une majorité de 28,4 p. 100. Elles donnent aujourd'hui aux conservateurs une avance de 3 p. 100.

Le flux monte avec une force croissante. En 1906, en 1907,

Digitized by Google

en 1908, les unionistes voient leurs effectifs augmenter de 1.240, 2.940, 21.590 hommes. Les désertions libérales se multiplient avec la même régularité : 7.570, 8.030, 19.880.

Un courant d'opposition conservatrice se dessine à cette date. Pour en connaître les origines et en mesurer la puissance, allons assister dans deux circonscriptions, l'une rurale, l'autre urbaine, à une élection partielle.

*
* *

Le comté d'Essex, où s'installèrent les premières colonies saxonnes, touche aux portes de Londres au Nord et longe l'embouchure de la Tamise. Entre des *highlands* boisés, qu'*Epping forest* a rendu célèbres, et des falaises sablonneuses, dans lesquelles la mer du Nord a taillé des estuaires aussi larges que nombreux, s'étend une plaine de sol friable. Les terres à blé alternent avec les gras pâturages. Au temps lointain où l'Angleterre n'était pas encore une agglomération de cités enfumées, coupée de quelques parcs, le comté d'Essex nourrissait, dans des bourgs coquets, une population nombreuse de paysans-saxons, laborieux et batailleurs. Ils sont restés combatifs, — et les violences de la campagne électorale le prouvent surabondamment, — mais ils ne connaissent plus la prospérité d'autrefois. Le petit port d'Harwich n'expédie plus leurs moutons et leurs céréales. Il reçoit, au contraire, les beurres, les œufs et les porcs danois, que des trains spéciaux transportent à Londres, sous les yeux des cultivateurs découragés. Sur la place de Chelmsford, le marché à blé est moins fréquenté que jamais ; et si les coquettes églises des XIVe et XVe siècles, éparses dans la plaine, les ruines de l'abbaye de Waltham, où fut enterré le roi Harold, attirent la curiosité des automobilistes, elles témoignent aussi de la civilisation supérieure et de la prospérité agricole de siècles, où les hommes avaient le goût et trouvaient le temps de ciseler une œuvre d'art, sur la façade d'une chaumière ou sur la place d'un marché.

Digitized by Google

Lorsque M. Rider Haggard parcourut l'Essex, le crayon à la main, pour achever son enquête sur *l'Angleterre rurale*, il recueille les mêmes doléances. Au Nord, sur les bords boisés de la rivière Stour, dont les paysages gracieux ont été immortalisés par Constable, à l'Est, aux abords de la bourgade historique de Chichester, dont les grises maisons ont été chantées par W. Morris, sur le marché de Chelmsford, au centre des terres à blé, partout, journaliers agricoles et fermiers intelligents prônèrent le morcellement des exploitations rurales. Au mois de novembre 1908, un jeune radical vient, dans ce milieu en apparence favorable, justifier le socialisme agraire de son parti. Son concurrent est un *Landlord*, qui défend avec âpreté ses droits et ses intérêts. Il vient de diminuer les salaires de ses journaliers. Il empêche, dit-on, ses tenanciers de fabriquer leur bière. Il modifie, affirment les mauvaises langues, les portes des chaumières, de manière à ce que, sur la route, les yeux de sa femme, lady Beatrice Putyman, ne soient pas offusqués par le spectacle des femmes en châles et en tabliers, bavardant sans trêve, au milieu d'une grouillante marmaille.

Le gros propriétaire n'en sort pas moins vainqueur de la lutte. Les radicaux, partisans des *small holdings*, perdent 874 voix. Les conservateurs, adversaires du socialisme agraire, gagnent 1.237 votes. Leur majorité atteint le chiffre de 2.565. Elle n'était que de 454 bulletins en 1906. Et, au cours de la période électorale, pour bien démontrer l'ardeur de leurs sentiments, des jeunes hommes, trop fidèles aux goûts batailleurs de leur race saxonne, des employés et des commis, envahissent les *meetings* radicaux, lancent des pétards, jouent de la trompe, déchirent les affiches et rossent les conférenciers.

Si la circonscription rurale de Chelmsford a toujours, depuis 1885, élu un député unioniste, la cité industrielle de Pudsey, jusqu'en 1908, est toujours restée fidèle au radicalisme démocratique. Le Yorkshire sportif est aussi saxon que l'Essex batailleur. Dans les deux comtés, les terres à blés, toutes pleines de souvenirs historiques, sont rapidement rongées, là,

Digitized by Google

par la marche incessante de la capitale, assoiffée de terre et de lumière, ici, par le district industriel du West Riding, auquel les vallées montagneuses ne suffisent plus pour abriter ses mines, ses tissages, et ses forges. Du haut des collines, qui, au nord de la cathédrale de York, agenouillée dans sa robe grise, encerclent les vallons où courent la Nidd et l'Ure, le spectacle est saisissant. Tout près, au pied des replis de terrain, sur les bords de la voie romaine, s'étend la « prairie sanglante », bordée de haies d'églantiers roses et blancs, où, en 1461, se livra, entre Édouard VI d'York et Henri VI de Lancastre, une des batailles les plus sanglantes dont fasse mention l'histoire anglaise. Partout, des bourgs historiques : Knaresborough avec les eaux minérales d'Harrogate, Ripon avec son tertre funéraire et sa cathédrale ogivale, Fountains Abbey, avec ses cloîtres en ruines et son cadre de verdure. Mais, quand on regarde vers l'Est et le Sud, par delà la Nidd, l'horizon est barré, le jour, par des nuages de fumée, le soir, par des lignes de flammes.

C'est là, derrière ce rideau, tour à tour opaque et lumineux, que se trouve Pudsey, la rivale d'Huddersfield, la cité de la laine.

Le candidat radical, tout fier des réformes ouvrières, réalisées ou projetées par le Cabinet Asquith, avait le droit de compter sur la gratitude des travailleurs manuels. Comment pouvait-il prévoir que la désertion de 1.291 voix, recueillies par un concurrent socialiste, l'adhésion de 1.903 nouveaux électeurs à la cause conservatrice, donneraient au candidat unioniste une avance de 113 bulletins, alors qu'en 1906 la majorité libérale avait été de 3.502 votes et, depuis 1885, depuis la création de la circonscription, n'avait jamais été inférieure à 470 ?

A Pudsey comme à Chelmsford, dans la cité industrielle du Yorkshire, comme dans la bourgade rurale d'Essex, l'œuvre législative, réalisée au cours de ses trois premières années par le Parlement radical, n'a point exercé, sur la vie quotidienne des ouvriers et journaliers, des employés et des boutiquiers,

Digitized by Google

une action assez profonde pour déterminer un élan de reconnaissance et annihiler les tentatives de surenchères.

*
* *

Le conflit entre les Lords et les Communes ne paraît pas troubler la sérénité de ces spectateurs indifférents. Ils voient, sans frémir, les Pairs arrêter les réformes puritaines, retarder certaines réformes agraires. Un dessin du *Punch* est suggestif. Lord Lansdowne, le leader de la Chambre Haute, bombarde, à coups de projets de loi, le premier Ministre, M. Asquith. Celui-ci, les bras croisés, les sourcils froncés, le chapeau cabossé, témoigne d'une vive irritation : « Prenez garde : je vais faire appel à mon ami, qui assiste à votre manège avec une si visible indignation. » Et il montre John Bull, qui dort à poings fermés. Les Lords crurent qu'ils pouvaient profiter de ce sommeil, pour rejeter un budget qui lésait les intérêts aristocratiques.

Mais, comme son porte-monnaie était en jeu, John Bull se réveilla.

Digitized by Google

CHAPITRE IV

L'ÉCROU FISCAL

Un souvenir d'avril 1909. 1. Les origines politiques du budget 1909-10 : un effort pour poser la question des Lords sur un terrain favorable aux revendications démocratiques. 2. Les origines économiques : nécessité de découvrir des ressources nouvelles pour faire face aux dépenses militaires et sociales. Comment les radicaux sont amenés à faire peser toute la charge fiscale sur une minorité : la répartition du capital mobilier et immobilier en Angleterre. 3. L'évolution des finances britanniques.

I. Le déficit à combler. Solutions proposées par D. Lloyd George. Quelles sont celles qui méritent de retenir notre attention.

§ 1. Les taxes sur le commerce des boissons. Leur origine. Leur portée. Une minorité seule est touchée.

§ 2. Les taxes successorales. Relèvements proposés. Comparaison avec la France. Rapprochement avec les années antérieures. Une minorité seule est atteinte.

§ 3. L'impôt sur le revenu. Relèvements et dégrèvements. Les radicaux et la prime donnée aux classes moyennes.

§ 4. Les trois taxes foncières. Le capital immobilier jouissait d'un régime de faveur. L'adoption d'un principe nouveau. La plus-value sociale et les droits de la collectivité. Un exemple. Les objections de Harold Cox. Une carte de Londres.

Esprit dans lequel fut déposé ce budget. Les discours de Snowden et de D. Lloyd George. Le péril fiscal et la ploutocratie britannique.

II. Première manifestation d'une résistance. Elle paraît devoir être éphémère.

§ 1. La propagande radicale. La manifestation du 24 juillet 1909. Les discours de D. Lloyd George.

§ 2. Les conseils de résistance. Lord Rosebery à Glasgow, 10 septembre 1909. A. Balfour à Glasgow, le 22 septembre. L'élection de Bermondsey et ses conséquences.

Digitized by Google

III. Le vote des Lords.

§ 1. La séance du 22 novembre. La thèse de lord Lansdowne. Les inquiétudes de lord Rosebery et de lord Cromer.

§ 2. Le vote du 30 novembre 1909 était-il constitutionnel ? Les précédents historiques. Les arrêts parlementaires. La formule du lord Chancelier.

Quel sera le jugement du corps électoral ? Les inquiétudes de *Punch*.

Je me trouvais à Oxford, repris par le charme pénétrant de la cité grise et par la douceur attristée de lointains souvenirs, lorsque, à la fin du mois d'avril 1909, D. Lloyd George exposa dans un discours, qui dura cinq heures d'horloge et remplit vingt-deux colonnes du *Times*, son sensationnel budget.

J'étais plongé dans la lecture de cet interminable document, lorsque ma logeuse frappa à la porte. Hôtesse patentée par l'Université et veuve d'un franc-maçon notoire, elle respectait religieusement les idées conservatrices. Pour mieux les afficher, elle hissait, à tout propos et même hors de propos, l'étendard national au sommet de sa maison et elle s'attachait, dans le choix de ses blancs bonnets et dans la coupe de ses robes noires, à copier les modes bien nées. « Quel scandaleux budget, s'écria-t-elle, en levant les yeux, derrière ses lunettes, vers le plafond ! Dans quelle époque désastreuse nous vivons ! Le gouvernement est *perfectly shocking*. Ce ministre est *utterly disgracious*. » Et si elle n'avait point été une protestante convaincue, elle eût attiré sur la tête de Lloyd George les foudres de tous les saints du Paradis. Le soir même, je dînais dans un de ces collèges, dont l'histoire séculaire se résume dans les portraits accrochés aux murs et dans l'argenterie massive éparse sur la nappe. Et le *Bursar*, l'économe, reprit, avec la précision d'un juriste et l'éloquence d'un lettré, l'anathème lancé par l'hôtelière conservatrice contre l'audacieux Gallois, qui, par ses fantaisies financières, venait troubler la quiétude de la ploutocratie britannique.

Lorsque, à quelques jours de là, je passai ma soirée dans un des fumoirs de la *Chambre des Communes*, de jour

Digitized by Google

en jour plus démocratiques, par l'imperfection du service, le laisser-aller des attitudes et le nombre des vestons, les gémissements du *senior Bursar* et de la logeuse patentée me furent amplement expliqués. « Ce budget, déclarait un *Barrister* radical, avec un sourire sceptique, à ses collègues modérés, visiblement inquiets, constitue une merveilleuse manœuvre électorale. Non seulement il ne frappe que dix mille contribuables, mais encore il nous fournit les plus-values indispensables, pour réduire les impôts impopulaires. » Un sourire, d'une expression toute différente, passait sur les lèvres d'un des doctrinaires du *Labour Party*, J. Ramsay-Macdonald, lorsqu'il m'exposait les raisons, pour lesquelles son parti soutiendrait, avec énergie, une loi budgétaire, qui, pour la première fois, porte l'empreinte du socialisme anglais.

La bataille du budget a une double origine, politique et économique. Le dépôt et le vote de cette loi capitale ont été imposés au gouvernement et à sa majorité par des considérations électorales et des arguments financiers.

*
* *

Le budget de 1909-1910 constitue un effort, pour poser la question des Lords sur un terrain favorable à la solution du radicalisme, à la limitation du veto.

A la suite du rejet du *licensing bill* par les Lords, deux tendances différentes se manifestent dans les rangs de la majorité ministérielle. 248 radicaux et ouvriers invitent, par une pétition formelle, le cabinet à saisir les Communes d'une loi limitant le veto des Pairs et à faire appel au pays, dès qu'elle aura été rejetée par la Chambre Haute. Des esprits plus modérés redoutent les conséquences d'une dissolution hâtive, qui serait effectuée en plein hiver et au milieu d'une crise commerciale. Le rédacteur parlementaire du *Times* exprime les convictions du centre gauche, lorsque, après avoir énuméré des réformes, qui ne sauraient soulever, de la part des

Digitized by Google

Lords, une opposition irréductible, il affirme que le gouvernement a assez de pain sur la planche, pour pouvoir durer deux longues années.

A ces deux dates, février 1909 et juillet 1910, à ces deux solutions, l'une temporisatrice, l'autre précipitée, le Très Honorable H. H. Asquith préfère une troisième. Le 11 décembre 1908, le premier Ministre affirme qu'il ne désire ni chercher le conflit, ni éviter la bataille. En bon avocat, habile à manier les affaires autant qu'à connaître les hommes, M. Asquith veut choisir un terrain favorable et une heure propice. Puisque l'attitude hostile de la Chambre Haute l'obligera, tôt ou tard, à saisir le peuple anglais de ce différend constitutionnel, il veut, du moins, faire naître le conflit sur une question, où les Communes puissent compter sur la justification des traditions. Pour combler un déficit de 700 millions de francs, le ministre des Finances cherchera des impôts, qui atteindront ce monopole de la terre et ce commerce de l'alcool, que les radicaux voulaient atteindre par les Bills qu'ont rejetés les Lords. Si les Pairs, repoussent la loi budgétaire, osent jouer cette carte, le Cabinet fera appel au pays : « C'est sur ce budget que nous vaincrons ou échouerons. C'est sur lui que nous serons jugés ou appréciés, par nos contemporains et par la postérité. »

Le budget n'est pas seulement une arme politique, mais encore une nécessité économique. Les ressources actuelles sont insuffisantes pour couvrir, à la fois, les dépenses militaires et les largesses sociales.

Sur 20 schellings, quelle a été la part des divers services jusqu'ici ?

			ARMÉE ET MARINE Sch.	Pence	DETTE PUBLIQUE Sch.	Pence	SERVICES CIVILS Sch.	Pence
Parlement	Libéral . . .	1870-74	7	4	8	6	4	2
—	Conservateur.	75-80	7	9	7	9	4	6
—	Libéral . . .	81-86	7	4	7	2	4	11
—	Conservateur.	87-92	8		6	4	5	8
—	Libéral . . .	93-95	7	10	5	9	6	5
—	Conservateur.	96-02	10	10	3	9	5	5

Digitized by Google

Les besoins de l'armée et de la marine ont augmenté dans des proportions énormes[1].

ANNÉES	ARMÉE	MARINE	TOTAL EN £	TOTAL EN FRANCS
1884-85	£ 16.980.000	11.049.000	27.979.000 =	699 millions.
1894-95	£ 19.256.000	18.078.000	37.326,000 =	933 —
1899-1900	£ 22.155.000	27.742.000	49.897 000 =	1.247 —
1904-1905	£ 33.598.000	42.769.000	76.367.000 =	1.909 —

Depuis 1884, ces sacrifices ont triplé ; depuis 1894, doublé ; depuis 1900, grandi de 54 p. 100. Et, au même moment, le poids de la dette sociale se fait sentir avec une lourdeur croissante. Lorsque M. Asquith exposa les dispositions principales du budget 1908-1909, il évalua à 125 millions de francs le coût des retraites ouvrières. Deux ans plus tard, son successeur devait prévoir 300 millions. L'assurance obligatoire coûtera à l'État 43 millions en 1912 et 1913 et, dans vingt ans, 187 millions de francs.

Où trouver l'argent? Où il est. C'est-à-dire dans les poches d'une minorité. Il n'y a pas de pays au monde, — nous l'avons montré ailleurs[2], — où le capital immobilier et mobilier soit concentré entre un plus petit nombre de mains. Nulle part ailleurs l'assiette fiscale n'est aussi étroite — ni aussi épaisse.

2.500 personnes détiennent plus de la moitié de la superficie du Royaume-Uni, 16 millions d'hectares sur 30 millions. 91 personnes possèdent la sixième partie du sol. L'étendue moyenne dont dispose un seul propriétaire, est de 7 hectares en Belgique, 12 en France, 14 en Italie et en Allemagne, 16 en Autriche, 60 aux États-Unis. Elle est de 390 en Angleterre. Ce qui est vrai de la terre, l'est devenu de l'or. Sur 1.000 décès en plus de quarante ans, les statisticiens relèvent, de l'autre côté du détroit, 186 successions de plus de 2.000 francs et 88 de plus de 10.000 francs, chez nous, 364 et 130. Or, l'annuité successorale est plus élevée là-bas de 20 p. 100. Une personne de quarante ans au moins laisse en moyenne, quand elle meurt : 3.830 francs en Espagne,

1. Dépenses totales, crédits votés, subventions coloniales, emprunts.
2. *Essai d'une Psychologie de l'Angleterre contemporaine*, t. I, ch. II.

Digitized by Google

3.920 en Autriche, 8.020 en Belgique, 16.760 en Hollande et 21.000 francs en Angleterre[1]. Au mois de décembre 1904, la dette britannique n'était répartie qu'entre 142.000 porteurs de rente consolidée, à raison de 106.000 francs de capital en moyenne; alors que la dette française était divisée entre 4.537.000 porteurs : leur capital moyen n'était que de 4.891 francs. Le rapport officiel des *Commissaires du Revenu intérieur* constate, en 1899 (p. 134), que 93 p. 100 du *nombre* des assujettis à la cédule D possèdent seulement 34 p. 100 du revenu *net* imposé et paient 34 p. 100 de l'impôt : 7 p. 100 du *nombre* des assujettis possèdent 66 p. 100 du revenu *net* imposé et paient 66 p. 100 de l'impôt.

La fortune totale des 43 millions d'Anglais a été évaluée à 275 milliards. 182 constituent la part de 120.000 individus. 95 p. 100 du capital national sont entre les mains d'un neuvième de la population.

*
* *

Jadis, l'oligarchie terrienne, devenue, grâce aux *enclosure laws*, la maîtresse du sol, prit à sa charge toutes les dépenses de l'assistance publique, de l'instruction primaire et de l'administration locale. Rien n'est changé. L'autorité a pu se diviser : les capitaux ne se sont point morcelés. L'extension de l'éligibilité n'a point été doublée d'une diffusion de la propriété. Les travailleurs urbains sont aussi disposés, que l'étaient les journaliers agricoles, à laisser peser sur les épaules d'une minorité le poids des dépenses sociales et aussi celui des sacrifices militaires. Malgré l'entraînement du sport et les exercices du sandow, seront-elles assez vigoureuses pour supporter cette charge croissante ?

Depuis 1848-9 jusqu'en 1908-9, les impôts directs ont augmenté de 333 p. 100 et les impôts indirects de 167 p. 100. Les taxes sur les denrées alimentaires représentaient : en 1848, 67, en 1898, 55, en 1908, 47 p. 100 de l'ensemble des recettes.

1. Voir la communication faite par M. Bertillon à l'Académie des sciences morales le 26 février 1910.

Digitized by Google

L'accroissement des droits sur le capital n'est pas dû uniquement au progrès de la fortune. En 1908-9, le produit de l'*income-tax* équivaut à 5,05 p. 100 des revenus imposés, contre 2,16 en 1848-9. L'impôt sur les successions correspond à un prélèvement de 6,6 p. 100 sur les capitaux imposés, au lieu de 3,7 p. 100 en 1868[1].

L'écrou fiscal joue. D. Lloyd George serre la vis de plusieurs crans, d'un seul coup.

I

Il avait à faire face à un déficit de 400 à 450 millions de francs[2]. Pour le combler, le chancelier de l'Échiquier propose les ressources suivantes :

Réduction du fonds d'amortissement. . . .	75	415 millions.
Impôts de consommation.	88	
Impôts directs.	236	
Droits de timbre.	16	

Qu'y a-t-il d'inédit et de menaçant dans ce programme de ressources nouvelles ?

Ce n'est pas le fait de réduire de 28 à 24 millions de £ le fonds d'amortissement. La part, disponible sur la charge permanente de la dette, reste supérieure à ce qu'elle était en 1876, en 1890[3]. Ce n'est point la prépondérance excessive des

1. Nous avons emprunté ces chiffres aux excellentes études de M. Charles Georges-Picot, sur les finances anglaises, qui paraîtront bientôt en volume. Nous avons également suivi de très près sa lumineuse analyse du budget 1909-1910.

2.

Déficit du Budget 1908-9	3.500.000 £
Insuffisance des ressources pour 1909-10	3.000.000 £
Somme exigée pour les Retraites	7.500.000 £
Accroissement des dépenses scolaires et sociales . . .	2.000.000 £
— — navales	3.000.000 £
	£ 19.000.000

3.

ANNÉES	CAPITAL DE LA DETTE Millions de £	INTÉRÊTS DE LA DETTE	CHARGE PERMANENTE	DISPONIBLE
1876 . .	769	23.394.000	28.000.000	4.606.000
1890 . .	689	20.039.000	25.000.000	4.961.000
1904 . .	794	21.517.000	27.000.000	5.483.000
1910 . .	746	19.000.000	24.500.000	5.400.000

Ch. Georges-Picot. *Op. cit.*

Digitized by Google

impôts directs. Les taxes de consommation figurent, pour 29 p. 100, dans les ressources fiscales créées de 1899 à 1909 et pour 27 p. 100, dans celles découvertes par D. Lloyd George. Évidemment, l'évolution continue, mais avec une sage lenteur. D'ailleurs, si l'on considère le relèvement des patentes de débits, comme un droit sur la consommation de l'alcool, la part des impôts indirects monte à 47 p. 100.

La gravité de cette réforme financière est ailleurs. Elle réside dans le fardeau qui pèse sur un groupe d'individus restreint, soit qu'il s'agisse :

Des patentes de débits de boissons. . . .	56	Millions de francs
Ou des droits de succession.	71	
Ou de l'impôt sur le revenu.	87	
Ou des taxes agraires	12	

*
* *

Il est impossible, étant donné leur complexité, d'entrer dans le détail des droits, qui vont atteindre les fabricants et débitants de liqueurs alcooliques. Qu'il nous suffise de dire que le fisc les suivra partout et les frappera partout : à l'usine, où le *brewer* payera proportionnellement au nombre d'hectolitres produits ; au cabaret, où le détaillant acquittera une patente égale au tiers ou à la moitié de la valeur annuelle du débit, suivant qu'il vendra, ou non, uniquement de la bière ; au club, où le gérant acquittera un droit de 20 p. 100 sur les recettes provenant de la vente de boissons alcooliques. Les hôtels et restaurants ne seront pas ménagés. Et quant aux bars, dont les tenanciers sont obligés de se ravitailler, en vertu de leur bail, chez des fabricants déterminés, ils seront soumis à un régime spécial et draconien.

Avant de s'apitoyer sur le sort de ces clients fidèles du parti conservateur, il convient de réfléchir.

Depuis 1880, aucun changement n'avait été apporté aux patentes des débits de boissons. Or, dans les vingt dernières années, malgré l'accroissement de la population, le nombre des cabarets est tombé, dans le Royaume-Uni, de 96.700 à

Digitized by Google

89.493. Il n'y a plus que deux débits, pour mille habitants, au lieu de trois. Et, pendant ce temps, la dépense totale en achat de boissons a augmenté de 21 millions de £. Depuis 1880, à Londres, la valeur des tavernes a sextuplé. L'État est d'autant plus justifié à prélever un tantième sur les bénéfices réalisés, grâce aux lois qui ont réduit le nombre des bars, que les charges fiscales du liquoriste sont moins élevées en Angleterre, qu'aux États-Unis, par exemple.

M. Sherwell, un spécialiste distingué, nous apprend en effet qu'à New-York, le montant moyen de la patente annuelle est de £ 205. A Londres, où il y a un million de plus d'habitants, elle n'est que de £ 38. Sur les bords de la Tamise, les ressources annuelles, provenant de cet impôt, sont de £ 200.000 ; à New-York, de £ 2.200.000. Et, dans les autres centres américains, classés d'après le nombre de leurs habitants, le coût de la patente est toujours trois et parfois sept fois supérieur au chiffre payé par le cabaretier anglais, dans des villes de même importance. M. Sherwell, — étant donné que la valeur annuelle imposable d'un cabaret en Angleterre est de £ 777, — conclut à l'adoption d'un impôt qui sera, en moyenne, de £ 55 (1.375 francs).

Néanmoins, il paraît certain que D. Lloyd George a ménagé les petits et chargé les gros. Quelques chiffres, cités par les orateurs de l'opposition, sont inquiétants.

Sans doute, l'élévation des patentes sur les débits de boisson, fixées à 50 p. 100 de leur valeur imposable et qui seront, en moyenne, de 1.375 francs, frapperont, à des degrés différents, tous les cabarets. Mais un régime spécial est prévu pour les grands hôtels. Carlton paiera au fisc £ 7.500 au lieu de 3.750. La part prélevée, chaque année, sur les bénéfices du Savoy et de Piccadilly Hôtels dépassera £ 12.000 et £ 15.000 : 300.000 et 375.000 francs. Les fabricants de bières et les distillateurs d'alcool seront plus mal partagés. Les usines, les maisons de gros, les tavernes, qu'ils alimentent en vertu de contrats privilégiés (*tied houses*), acquitteront des droits spéciaux. Voici, par exemple, Mrs Whitbread. Pour ces trois catégories d'intérêts, leurs impôts passeront respectivement de £ 1 à £ 9,500 ;

Digitized by Google

de £ 16.000 à £ 37.000 ; et de £ 680 à £ 5.000, soit une augmentation de 875.000 francs. Or, les dividendes distribués entre les actionnaires non privilégiés n'ont été, l'année dernière, que de 712.500 francs.

Ces chiffres donnent à réfléchir. Il paraît certain que, si les propositions de Lloyd George sont adoptées intégralement, le commerce des boissons alcooliques ne pourra plus fournir, avec autant d'aisance que par le passé, à la société britannique des millionnaires nombreux et des lords respectés.

Comme, dans les villages et les faubourgs, les petits cabaretiers ne seront pas sensiblement augmentés, ils resteront parfaitement indifférents aux gémissements de leurs puissants collègues. La même politique caractérise le remaniement des *deaths duties* et de *l'income-tax*.

Les droits qui frappent les grosses fortunes, soit pendant la vie de leurs propriétaires, soit après leur mort, ont été soigneusement revisés par D. Lloyd George, de manière à faire acquitter par une minorité le coût des constructions navales, que réclame et des retraites ouvrières qu'accepte la ploutocratie britannique.

*
* *

Les *Estate duties*, sur les successions inférieures à 125.000 francs, ne subiront pas de modifications. Au-dessus de ce chiffre, l'échelle est resserrée, sans que le maximum de 15 p. 100 soit accru. Mais l'impôt ne frappait que les fortunes supérieures à 75 millions de francs : il pèsera dorénavant sur celles qui dépassent 25 millions.

Cet impôt n'est pas le seul que les capitaux, en Angleterre, ont à acquitter, au moment où disparaissent leurs propriétaires. Suivant qu'ils sont grevés d'une substitution, ou suivant qu'ils passent librement entre les mains d'un parent plus ou moins éloigné, le fisc perçoit un *settlement estate duty* ou un *legacy and succession duty*. Le premier est doublé (2 au lieu de 1 p. 100). Le second est porté de 3 à 10 p. 100, quand le

Digitized by Google

bénéficiaire est un frère ou une sœur, et fixé à 10 au lieu de varier de 5 à 10 p. 100, lorsque l'héritier est un parent plus éloigné. Une succession de plus de 25 millions de francs, substituée et échue à un neveu, paiera 15 + 10 + 2 p. 100 = 27 p. 100, soit 6.750.000 francs, bien près d'un tiers de son total.

M. Ch. Georges-Picot s'est attaché à démontrer que la législation française était plus rigoureuse encore. Son taux maximum (28 et 29 p. 100, au delà du 4e degré, pour les successions de 10 à 50 et au-dessus de 50 millions de francs) est plus élevé que celui fixé par D. Lloyd George : 27 p. 100. Elle est plus dure pour les petites fortunes, parce qu'elle n'admet pas de dégrèvement. Un capital de 7.500 francs ne paiera, sur les bords de la Tamise, que 37 f. 50, et sur les rives de la Seine, 102 à 1.405 francs. Les radicaux britanniques auraient donc encore une large marge pour leurs budgets futurs, s'il existait de l'autre côté du détroit de petites successions.

700.000 personnes meurent en moyenne par an en Angleterre. 85.000 seulement laissent un héritage assez important pour intéresser le fisc. Sur ces 7 milliards et demi de francs, transmis par 80.000 *de cujus*, 5 sont légués par 4.000 personnes, qui possèdent des fortunes de plus de 250.000 francs. En trois ans, leurs charges fiscales ont doublé.

Une succession de :	Payait en 1894	1908	1910
120 à 250.000 £	6 1/2	7	10
250 à 500.000 £	7	8	11
500 à 750.000 £	7 1/2	9	13
750 à 1.000.000 £	7 1/2	10	14
Au-dessus de £ 1 million.	7 1/2	11	15

Ce prélèvement formidable n'a pas été sans inquiéter les financiers de Londres. MM. Rothschild, Baring Brothers, Fruhling and Goschen, G.-F. Morgan, etc., ont adressé à M. Asquith une lettre de protestation, le 14 mai 1909 :

La grande augmentation et la graduation des droits de succession, qui ont déjà été relevés il y a deux ans, et de l'*income tax*, augmenté par l'impôt complémentaire, portera un préju-

Digitized by Google

dice sérieux au commerce et à l'industrie. Les *death duties* sont payés sur le capital. Il y a donc danger que le capital soit réduit au-dessous du point nécessaire au commerce dans lequel il est employé. Nous avons le sentiment que la prospérité de toutes les classes de la société est surtout due au fait, que notre pays a accordé une sécurité indiscutable au capital et nous regretterions profondément que cette conviction pût être affaiblie.

Cette réclamation n'a pas eu plus de succès que la manifestation, tentée deux ans plus tôt, par un député libéral connu pour son énorme fortune, M. Raphaël. Comme attristé par l'exposé budgétaire de M. Asquith, il sortait de la salle des séances, en trahissant une vive mélancolie, des radicaux ironiques lui crièrent, au milieu d'une hilarité inextinguible : « Cheer up, old fellow. » « Allons, du courage, mon pauvre vieux. »

*
* *

« Les dix mille », telle est la formule, qui caractérise désormais les exposés budgétaires d'outre-Manche. 10.000 « de cujus » seront seuls à voir le fisc prélever une dîme croissante sur leur héritage. « 10.000 » contribuables, pas un de plus, verront grossir la quittance de leur *income-tax*.

En effet, si le taux de l'impôt sur le revenu est porté de 1 schelling à 1 schelling 2 pence par £, l'effet de cette augmentation est aussitôt limité par trois dégrèvements. Les revenus du travail au-dessous de £ 2.000 ne paieront que 9 pence, ceux entre 2 et £ 3.000, 50 à 75.000 francs, 1 schelling seulement. Tous les contribuables, disposant de ressources annuelles inférieures à £ 500 soit : 12.500 francs, seront dégrévés de £ 10 par enfant. Un père de famille, qui gagne par son travail 7.500 francs et touche 2.500 francs, grâce à des économies, versait 300 francs à l'*income-tax* : il ne donnera plus que 235 francs. Pour combler le vide ainsi creusé dans les recettes budgétaires, les taxes sur les revenus, autres que ceux du travail, les droits sur ceux supérieurs à

Digitized by Google

125.000 francs, seront augmentés respectivement de 1 et de 2 1/2 p. 100.

J'entends bien que cette surcharge est relativement modérée. Un revenu de 5 millions paiera au fisc anglais 412.000 francs. M. Caillaux, avec son projet, comptait bien prélever 460.000 francs[1]. Mais le taux fixé par D. Lloyd George n'est pas un maximum. L'écrou fiscal a été resserré avec autant de rapidité que de vigueur. Ce riche contribuable, qui verse, en 1910, 412.000 francs, en 1909, ne payait que 250.000 francs. De 1873 à 1898, l'*income-tax* a oscillé entre 2 1/4 et 3 3/4 p. 100. D. Lloyd George le porte à 6 + 2 1/2 p. 100.

Et, en même temps, il dégrève largement les revenus moyens. M. Chiozza-Money, dans le *Daily News* du 4 avril 1902, évalue comme il suit la valeur, les dégrèvements consentis :

Un revenu de	Payait en 1906	Paiera en 1910	Soit un gain de
£ 200. . . .	£ 2 0 0	£ 1 10 0	£ 0 10 0
300. . . .	7 0 0	5 5 0	1 15 0
400. . . .	12 0 0	9 0 0	3 0 0
500. . . .	17 10 0	13 2 6	4 7 6
700. . . .	31 10	23 12 6	7 17 6
800. . . .	40 0 0	30 0 0	10 0 0
1.000. . . .	50 0 0	37 10 0	12 10 0
2.000. . . .	100 0 0	75 0 0	25 0 0

A ces avantages s'ajoutent encore les primes à la natalité. Un père de famille de trois enfants, qui touche 7.500 francs par an, versait au fisc en 1906 : 175 francs. Quatre ans plus tard, il ne versera plus que 103 francs : soit une diminution de 72 francs. Si ses revenus s'élèvent à 12.500 francs, la réduction sera de 125 francs.

700.000 contribuables bénéficieront de ces dégrèvements. 10.000 seulement seront frappés par les augmentations. Même s'ils avaient la valeur des soldats de Xénophon, leurs cris irrités seraient couverts par les clameurs enthousiastes des 700.000 petits bourgeois, disposant d'un revenu de 4 à

1. D'après le projet Caillaux, les revenus supérieurs à £ 4.000 paieront 1 sch. 5 d. par £ : ils paieront en Angleterre 1 sch. 2 pence. En Prusse, les revenus supérieurs à £ 5.000 paieront 2 sch.

Digitized by Google

5.000 francs, qui connaîtront la joie d'une économie inattendue et facile.

*
* *

Si les remaniements de l'*income-taxe*, l'accroissement des *death duties*, les impôts sur le commerce des boissons figurent pour 87, 71 et 65 millions de francs dans les ressources nouvelles, prévues pour le budget de 1909-1910, les trois taxes sur la propriété foncière n'y rentrent que pour 12 millions. Mais la modicité du rendement prévu ne saurait diminuer la gravité des principes posés.

Les Communes ont obligé D. Lloyd George à remanier l'impôt de 1/2 d. par £, qui devait frapper la valeur, en capital, des terres non utilisées et des mines non exploitées [1]. Elles ont laissé subsister le droit de 2,8 p. 100 sur le terrain à bâtir, valant plus de 3.130 francs l'hectare. Mais elles se sont bornées à frapper d'une taxe les redevances payées par les mines aux propriétaires de la surface. Celles-ci payaient déjà l'impôt sur le revenu. Et cette superposition, tout comme le prélèvement sur la valeur croissante d'un terrain nu, constitue un premier pas vers la main-mise partielle de l'Etat sur les plus-values que donnent à la terre la concentration urbaine et l'évolution industrielle. Cette politique fiscale apparaît plus nette encore, dans l'établissement d'un droit de 20 p. 100, sur les plus-values supérieures à 10 p. 100, constatées dans une mutation et d'une taxe de 10 p. 100 sur les bénéfices résultant d'un bail emphytéotique. Un terrain est acheté £ 30 : le propriétaire dépense £ 100 à percer des routes et à creuser des égouts ; il le revend £ 300, soit un bénéfice net de £ 170. L'État prélèvera £ 34, qu'il partagera avec les municipalités.

Certes, D. Lloyd George a démontré que, dès qu'il s'agissait

1. Soit une ferme, dans une région minière, achetée £ 10.000. Le tenancier paye £ 126, qui, capitalisées sur la base du rachat, après trente années d'exploitation, donnent £ 3.600 de valeur agricole. Les 6.400 restant représentent la valeur du minerai non exploité. Le *landlord* aurait versé sur cette somme £ 13 au fisc, qui se seraient ajoutées aux 27 dont il est aujourd'hui imposé ; soit, 1.000 francs. Or sa propriété lui rapporte 3.150 francs.

Digitized by Google

de pressurer le capital foncier, l'écrou fiscal avait d'extraordinaires faiblesses. A Richmond, le Conseil municipal achète, 50.000 francs les 40 ares, un terrain évalué par le fisc à 50 francs. A Greenock, l'Amirauté acquiert, au prix de 680.000 francs, une superficie qui avait été estimée, pour l'impôt, 275 francs. A Woolwich, des terrains, qui ont été achetés £ 14.000, rapportent en loyers, grâce à la plus-value donnée par l'arsenal, £ 14.200 par an. Il est certain que l'oligarchie terrienne était arrivée à faire durer jusqu'au XXe siècle un régime de faveur, un privilège fiscal.

Il n'est pas moins évident, qu'à cette ère succède un régime d'une sévérité spéciale, d'une partialité rigoureuse. Une infime minorité est frappée. Le droit de 20 p. 100 sur les plus-values, constatées à chaque licitation, ne frappe, ni les possesseurs d'une fortune foncière inférieure à 12.500 francs, ni les propriétaires ruraux, « lorsque leur terre n'aura point, en vue de destinations différentes, une valeur supérieure à celle qu'elle a pour l'usage agricole », ni les établissements charitables, scientifiques et universitaires. Ici encore, dix mille landlords urbains seront seuls à subir le prélèvement, au nom des droits de la collectivité sur la plus-value sociale. Et quel prélèvement ! La Société des commissaires-priseurs a cité l'exemple suivant. Un terrain, bâti et non bâti, a été vendu, en mai 1907, 45.000 francs. En 1940, lorsque les immeubles, concédés par le vendeur en vertu d'un bail emphytéotique, deviendront la propriété de l'acheteur, celui-ci payera au fisc 19.150 francs. Or, de 1907 à 1940, le placement ressort à 3 p. 100 seulement. Le propriétaire avait bien le droit d'escompter l'intégralité des bénéfices à toucher en 1940 : 26.000 francs.

Cette rigueur a été critiquée avec beaucoup d'éclat par un député ministériel, l'ancien secrétaire du Cobden Club, M. Harold Cox, un des derniers représentants du libéralisme orthodoxe, de la religion disparue. Taxer les plus-values équivaut à confisquer une partie de la valeur présente. Dans ce que vaut aujourd'hui une pièce de terre, il entre la pré-

Digitized by Google

vision de ce qu'elle vaudra demain. Le sol n'est pas le seul bien qui profite de la richesse de la collectivité. Pourquoi les plus-values du landlord seraient-elles soumises à un régime, qu'ignore le rentier qui possède des consolidés, ou le spéculateur qui joue sur le coton? Les différences intrinsèques et d'ailleurs restreintes, entre la propriété terrienne et les autres, ne sauraient justifier la taxe spéciale, dont on veut frapper son revenu. Un ouvrier, qui a fait des économies, paiera-t-il un taux supérieur, s'il a construit un cottage, au lieu d'avoir acheté des actions? Ce qui prouve bien l'identité fondamentale des richesses diverses, c'est que les unes comme les autres sont soumises aux mêmes fluctuations. Les radicaux semblent croire, que la valeur de la propriété, bâtie ou non bâtie, subit toujours une courbe ascendante, et que la population croissante manque de terres et de maisons. Or, il y a à Glasgow 14.000 cottages qui ne trouvent pas de locataires. Dans le sud de Londres, les commissaires ecclésiastiques ont loti un grand terrain, pour construire des maisons confortables, à loyer peu élevé. 12 p. 100 restent vides. « M. Lloyd George, conclut l'orateur, propose de choisir des individus, et, parce qu'ils ont placé leur argent en terre, de leur courir sus, comme s'ils étaient les ennemis de l'humanité. »

Les feuilles radicales ne se sont point attardées à réfuter, point par point, chacune de ces idées générales. Elles se sont bornées à publier une carte de Londres. Une pieuvre gigantesque étend sur la cité impériale ses bras multiples. Dans un coin on lit : « Les tentacules de cette bête — le *landlord* — couvrent 5 milles carrés de Londres et pompent, en loyers, 20 millions de £ par an. » A côté de chacun des bras figure un nom et des chiffres. Lord Northampton possède, à Clerkenwell, 104 hectares qui lui rapportent 40 millions de francs. Le duc de Norfolk est le propriétaire du Strand, d'où il tire par an 37.500.000 francs. Le comte de Cadogan a trouvé dans les rues, les squares et les terrasses qui portent son nom, un revenu de même importance. Lord Portman, lord Haward de Walden, le duc de Bedford peuvent citer des placements plus

Digitized by Google

fructueux. Leurs 108, 118 et 100 hectares rapportent respectivement 45, 72 et 55 millions. Le duc de Westminster est plus heureux encore. Les 160 hectares, sur lesquels est bâti le quartier qui porte son nom, ont un rendement annuel de plus de 75 millions de francs.

*
* *

Si l'on veut comprendre l'esprit et mesurer l'importance de cette loi budgétaire, il suffit de lire le discours, qu'a prononcé, dans la discussion générale, le 5 mai, le plus doctrinaire des membres du *Labour Party*, l'ancien employé au ministère des Finances, P. Snowden.

Le début est significatif :

L'année dernière, le chancelier de l'Échiquier déclara que les considérations, que je m'étais permis de présenter, seraient un jour utiles pour un ministre des Finances. Je le félicite d'être un élève aussi remarquable.

Deux considérations doivent décider les élus socialistes à approuver le budget et à soutenir son auteur. Pendant les quatre-vingt-quatre premières années du XIXe siècle, les classes ouvrières ont contribué, pour 3.458 millions de £, aux dépenses de l'État, tandis que les gouvernements, qui se sont succédés au pouvoir, ne demandaient que 2.000 millions de £ aux droits de timbre, aux tarifs des postes, aux impôts sur les successions et sur les propriétés, bâties ou non bâties. Il y a dix ans, les taxes sur les douanes et les boissons, c'est-à-dire sur les pauvres, rapportaient 50 millions ; tandis que les impôts sur les revenus et les héritages, c'est-à-dire sur les riches, ne représentaient que 32 millions de £. Depuis dix ans, on s'efforce, avec raison, de modifier cette répartition inique et de déplacer les charges fiscales. M. Lloyd George donne à cette nouvelle conception de la politique financière une impulsion décisive, en apportant au Parlement un budget, où 75 p. 100 des impositions nouvelles pèseront sur la plouto-

Digitized by Google

cratie britannique, et en particulier sur l'oligarchie terrienne.

Les taxes foncières, qui caractérisent la loi financière de 1909, suffiraient, d'ailleurs, à lui assurer l'approbation et à lui gagner les voix du parti ouvrier. Pour la première fois, les plus-values des propriétés bâties et non bâties sont frappées par le fisc :

Qui oserait nier que cet accroissement de valeur soit dû uniquement à l'esprit d'entreprise, au labeur et au nombre de la population ? Et, si cette plus-value de la terre a été créée par la collectivité, n'était-il pas juste qu'elle lui appartînt ? L'opposition semble prête à maintenir qu'un propriétaire foncier a le droit, par tous les moyens, de s'enrichir, souvent par la protection de la loi, grâce au travail de la collectivité. Comment celle-ci n'aurait-elle pas alors le droit de se protéger contre ce vol ?

Et, répondant à une interruption, M. Snowden s'écrie qu'il ne s'agit plus de partir en campagne, comme au cours du conflit sud-africain, pour « faire gagner de l'argent aux financiers juifs », mais de prendre part à une guerre plus juste, « celle qui est engagée contre la pauvreté ».

On trouve la même formule, — et le rapprochement est significatif, — à la fin de l'exposé financier du chancelier de l'Échiquier.

Ce budget est un budget de guerre. Il amorce une lutte implacable contre la pauvreté. Il m'est impossible de ne point espérer, de ne pas croire que, avant que cette génération ait disparu, nous aurons fait un grand pas vers ces temps heureux, où la misère, avec la souffrance, la laideur, la dégénérescence qu'elle traîne après elle, sera aussi loin du peuple anglais que les loups, qui, jadis, infestaient ces forêts.

L'identité des formules révèle la parenté des esprits. Le plus formidable réquisitoire, qu'ait jamais dressé un socialiste anglais, contre l'oligarchie terrienne, se trouve dans ce fameux discours-programme du 29 avril, qui dura cinq heures et remplit vingt-deux colonnes du *Times*. Dans une patiente analyse, M. Lloyd George a opposé l'un à l'autre le propriétaire d'un

Digitized by Google

sol cultivé et le propriétaire d'un fonds urbain. Le premier est obligé de bâtir, d'améliorer, de réparer. Le second, grâce aux baux de quatre-vingt-dix-neuf ans, ignore ces dépenses. Celui-là est lié par des obligations sociales, qu'impose la résidence. Celui-ci ne les connaît pas. « Le pire propriétaire rural est meilleur que le plus parfait des propriétaires urbains. » Le Ministre a repris les définitions des socialistes : « Les plus-values ne sont dues, ni à une dépense de capital, ni à une dépense d'intelligence, mais à l'énergie et à l'esprit d'entreprise de la collectivité. » Il a cité des chiffres que le Parti ouvrier saura exploiter : les carriers de Festiniog ont loué, à raison de £ 50 par *acre*, pour y bâtir des maisons, qui, dans soixante ans, reviendront au propriétaire, un sol marécageux affermé 7 schellings. Est-il injuste de demander à ces heureux landlords de contribuer, par un versement spécial, à la défense militaire du pays et aux besoins sociaux des malheureux, alors que les efforts de la collectivité ont contribué, d'une façon si précise, à créer l'opulence dont ils jouissent aujourd'hui ?

Amené, le 20 mai suivant, à justifier la seconde catégorie d'impôts, dont il propose de frapper le capital, droits de succession, taxe sur le revenu ; D. Lloyd George a retrouvé aussi fidèlement, dans ce nouveau plaidoyer, les idées et les formules de ses collègues socialistes. La fortune de l'Angleterre s'élève à 15.000 millions de £. Les 6 millions qu'il songe à prélever représentent une charge de 9,6 centimes pour 100 francs. « A ce taux-là, il faudra trois mille ans pour dépenser le capital. » Ses titulaires peuvent donc dormir tranquilles.

Les riches sont plus puissants qu'ils n'ont jamais été. Nous n'avons pas d'illusions sur ce point. Ils ont, entre leurs mains, l'autorité sociale et politique, le pouvoir de la presse, la direction des organismes électoraux. Par conséquent, personne n'a lieu de craindre qu'ils puissent être attaqués impunément par aucun gouvernement. D'ailleurs, qu'est-ce que le capital ? Il dépend de la valeur des gens, qui ont à le manier et à l'utiliser. Et, si vous dépensez de l'argent à relever le niveau matériel et moral du peuple, vous donnez une plus-

Digitized by Google

value au capital. Chaque centime, prélevé sur les droits de succession, en vue de l'amélioration sociale, est dépensé à accroître l'efficacité du capital national.

P. Snowden et D. Lloyd George, le doctrinaire du parti ouvrier et le mandataire de l'aile radicale, le soldat d'avant-garde et le ministre au pouvoir, exposent la même doctrine, cisèlent les mêmes images. On comprend les inquiétudes qu'éveille, dans les rangs de la ploutocratie anglaise, cette parenté intellectuelle.

Pour la première fois, depuis 1848, elle a conscience du péril social. Jusqu'ici elle en niait l'existence. Et, en effet, la société anglaise est garantie contre l'idéalisme révolutionnaire par le réalisme instructif des intelligences, contre les explosions anarchiques par la discipline religieuse des consciences, contre le recours à l'émeute par l'origine lointaine des traditions parlementaires. Il n'est pas de pays au monde où les inégalités soient acceptées avec plus d'indifférence et l'ordre maintenu avec plus de vigueur. Et l'aristocratie britannique, renforcée par les industriels heureux, les spéculateurs coloniaux et les israélites allemands, envisageait l'avenir avec sérénité.

Elle n'oubliera pas le réveil de 1909. Elle a compris le péril financier de l'évolution démocratique. Grâce à la concentration excessive de la propriété mobilière et immobilière, il est plus grave, en Angleterre, que partout ailleurs. Et, dans ce pays, dont la vie sociale est dominée par les questions économiques, et la vie intellectuelle par le culte du fait concret, la bataille ouvrière n'aura pas lieu à coups de fusils, ni à coups d'idées, mais à coups d'impôts. C'est l'arme qui convient à un peuple parlementaire et à une race utilitaire. Elle est plus sûre et moins coûteuse que celle des barricades.

II

La *Ligue du Budget*, rapidement organisée par J.-A. Pease et sir H. Norman, est venue, en faisant appel au concours de

Digitized by Google

toutes les bonnes volontés, réveiller le Parti radical, épuisé par son œuvre législative et miné par de sourdes dissensions. Députés ouvriers et libéraux modérés, le dernier des whigs, sir Edward Grey, et le pionnier du socialisme, Keir Hardie, ont fait bloc, derrière le Cabinet, pour assurer, sous une forme nouvelle, la réalisation de ces réformes agraires, inscrites, depuis près d'un siècle, sur l'étendard démocratique. Dans les journaux et dans les meetings, articles, discours et phonographes ont exposé, commenté et justifié les projets financiers de D. Lloyd George. La manifestation du samedi 24 juillet imprime une décisive impulsion à la campagne.

Ce jour-là, les habitués des clubs qui virent défiler, à Piccadilly et à Pall Mall, la longue procession, purent facilement évoquer les heures sombres, qu'avaient connues leurs pères, en 1848. Sur les rouges étendards, qui jalonnent le cortège et se dressent au-dessus des régiments en marche, sont inscrites des devises menaçantes : « *Les terres en friches font les sans-travail.* » — « *Que les impôts pèsent sur les paresseux et non sur les travailleurs.* » — « *Le monopole de la terre est un péril public.* » L'oligarchie terrienne était directement visée. Et les *clubmen,* qui, hier encore, avaient accueilli, avec une sympathie ironique, les confidences des millionnaires français, dont ils se refusaient à partager les angoisses, ne pouvaient, aujourd'hui, en croire leurs yeux, quand ils lisaient sur les bannières : « *Et les Lords, en voilà assez !* » — « *Pairs, ne marchez pas sur l'herbe.* » Voici le drapeau de la *Ligue des Clubs agraires :* Au-dessus d'une chaumière coquette, entourée d'un agréable verger, sont inscrites les lignes suivantes : « 400 *journaliers, qui demandent* 800 *hectares, n'ont rien reçu. Où est la terre promise ?* » Et un peu partout, tandis que la procession, encadrée de bleus policemen, défile gravement, par les quartiers riches, au son des fanfares, sur les étendards, grands ou petits, revient la formule célèbre de sir H. Campbell-Bannerman : « Nous désirons faire en sorte que la terre soit moins une source de joies pour les riches, et davantage une source de richesses pour les pauvres. »

Digitized by Google

Lorsque le cortège eut atteint Hyde Park, quand les milliers d'auditeurs se furent groupés autour des tribunes improvisées, d'ardentes paroles tombèrent sur cette foule, que dominaient les arbres séculaires et les bannières écarlates. Keir Hardie montre du doigt Park Lane, la rue des millionnaires sud-africains, toute proche par delà les grilles, et s'écrie :

Nous voulons deux choses. La terre sera rendue au peuple. Et ceux qui ne travaillent pas ne mangeront point.

Sir John Benn n'est pas moins violent que le *leader* socialiste :

Les riches réclament à grands cris des *Dreadnought*. Ils en veulent huit. Mais ils entendent ne rien payer. Il est temps de découvrir ceux qui aiment vraiment notre cher vieux pays. Quand arrive le moment de demander à ceux qui ont vécu et se sont engraissés aux dépens des classes ouvrières, pendant tant d'années, quelques sous en échange, ils ne veulent pas payer.

« Il y a quelques années, continue l'Honorable Mr Bertrand Russell, la Chambre des Lords paraissait en proie au dernier sommeil. Pour réveiller les Pairs, il a suffi de « fouiller dans leurs poches ». Toutes ces violences, le pasteur puritain, Dr Clifford, les justifie, au nom du christianisme, avec son éloquence coutumière :

Nous nous battons pour le pain quotidien, pour une répartition des impôts conçue de manière à ce qu'ils pèsent sur les épaules les plus capables de les supporter. Ce budget est le budget du pauvre. Voilà d'heureuses nouvelles, pour ceux qui sont enfermés dans les prisons de la pauvreté. Je salue ce budget comme l'un des plus chrétiens, qu'ait enregistrés l'histoire parlementaire.

*
* *

Et, forts de cette approbation religieuse, encouragés par ces manifestations populaires, les ministres prennent part à

Digitized by Google

la campagne. H. Asquith, avocat émérite et universitaire affiné, atténue les choses et adoucit les angles, dissipe les inquiétudes et rassure les modérés. W.-Sp. Churchill maintient le contact avec l'extrême-gauche. L'officier de hussards, le correspondant de guerre retrouve sa verve narquoise et son audace gamine, pour railler son cousin, le duc de Malborough, qui, à la pensée de ne plus pouvoir attendre les mêmes revenus, en dormant dans un fauteuil confortable, songe à sauter par l'une des fenêtres de son château historique. D. Lloyd George, enfin, avec l'habileté d'un prédicateur connu et d'un avoué apprécié, fait alterner les adjurations bibliques et les faits précis.

Les trois discours prononcés le samedi 9 octobre 1909 à Newcastle, par ce petit homme, pâle et nerveux, aux traits prématurément tirés et aux cheveux rapidement blanchis, contiennent tous les arguments, toutes les images nécessaires pour déchaîner, de l'autre côté du détroit, une poussée démocratique. Avec un art consommé, les arguments économiques et les périodes colorées se succèdent, sans laisser à l'auditoire un seul instant d'ennui. Il est toujours tenu en haleine par cette verve oratoire, sans rivale de l'autre côté du détroit.

On nous accuse de ruiner l'industrie par nos projets financiers. Et voici que les statistiques du commerce, les cours de la Bourse se relèvent.

Il n'y a qu'une valeur qui ne va pas. Il y a une grande baisse des Ducs. Ils étaient plutôt haut cotés sur le marché, spécialement sur le marché tory ; et voici que la presse tory a découvert qu'ils étaient de peu de valeur. Un Duc particulièrement coûteux fit un discours ; et tous les journaux conservateurs de s'écrier : « Vraiment, si c'est sur de pareils objets que nous dépensons 5.250.000 francs par an, c'est désolant ! » Car il coûte aussi cher d'entretenir un Duc que deux *Dreadnought*. Les Ducs inspirent autant de crainte, et durent plus longtemps. Tant qu'ils se contentaient d'être de simples idoles et conservaient le silence solennel, qui convient à leur rang et à leur intelligence, tout allait bien. La moyenne des citoyens britanniques avait pour eux de la considération et se disait : « Eh bien ! si notre vieille patrie courait la pire des catastrophes, nous aurions, du moins, les Ducs comme suprême réserve. »

Digitized by Google

Mais vint le budget, et ils descendirent de leurs perchoirs. Ils grognent comme des cochers d'omnibus, parce que ma charrette a fait tomber un des filets d'or de leur vieux carrosse de gala...

C'est toute la verve du gavroche de Paris ! Et D. Lloyd George, après avoir cité les bénéfices réalisés par des propriétaires terriens du Yorkshire, la retrouve, pour décrire les hésitations de l'équipage, qui monte la vieille barque des Lords. La mer est grosse. La navigation est périlleuse. Que faire ? Que faire ? Et les officiers du bord restent les yeux rivés sur le baromètre, attendant la saute du vent.

Mais, pour donner aux Lords un solennel avertissement, le Ministre change le ton de sa voix et le caractère de ses paroles. Voici que les images se lèvent.

Les Pairs peuvent décréter une révolution, que le pays dirigera. S'ils commencent, on posera tout haut des questions, qui sont aujourd'hui humblement murmurées. Qui a ordonné que quelques hommes recevraient, en gratifications, la terre d'Angleterre ? Qui a fait, de 10.000 personnes, les propriétaires du sol, et de nous tous, des vagabonds, sur la terre où nous sommes nés ? Qui est-ce qui est responsable de l'état de choses que voici : Un homme peine, toute sa vie durant, dans un labeur écrasant, gagne simplement juste de quoi vivre, et lorsque, à la fin de ses jours, il réclame de la collectivité, qu'il a servie, une modique pension de 80 centimes, il ne peut l'obtenir que par une révolution ! Un autre homme ne travaille pas et reçoit, chaque heure du jour, chaque heure de la nuit, pendant qu'il dort, plus que ce pauvre voisin ne touche dans une année de labeur ! D'où vient cette table de la loi ? Quelle main l'a gravée ? Telles sont les questions qu'on posera. Les réponses sont pleines de périls, pour l'ordre de choses que représentent les Pairs ; mais elles sont riches en fruits rares et rafraîchissants, pour les lèvres desséchées de la foule, qui a franchi la route poussiéreuse, parcourue par le peuple aux époques sombres, et qui émerge, maintenant, en pleine lumière.

Jamais, un chef de parti, jamais un ministre des Finances n'a prononcé, de l'autre côté du détroit, des paroles aussi enflammées.

Digitized by Google

Les masses populaires sont d'autant plus disposées à les applaudir qu'elles n'ont le choix, pour combler le déficit, qu'entre deux solutions. Radicaux et conservateurs sont d'accord pour rappeler aux auditoires démocratiques qu'il faut, soit resserrer la base des impôts, en frappant le monopole de la terre et la concentration de l'or, soit l'élargir, par la création de guichets douaniers, où la ménagère, chaque matin, devra acheter, à des conditions plus onéreuses, le pain et la viande nécessaires au foyer. Qui faut-il frapper ? Le riche, que les journaliers agricoles et les ouvriers de l'industrie ne connaissent même pas de vue, depuis qu'il passe, à toute vitesse, dans son automobile confortable, et vit isolé derrière les murs de son parc, dans le quartier des villas ? — ou bien, au contraire, le salarié, qui vient de traverser une crise commerciale, à peine enrayée, et ignore encore le jour des rentrées abondantes et des larges dépenses ?

Laquelle des deux têtes doit passer sous la guillotine fiscale ? L'ouvrier, le journalier, l'employé, le boutiquier n'hésitent pas à sauver la leur. Que les riches conservent leurs châteaux et leurs armoiries, leurs titres et leurs pairies ! Qu'ils continuent à gérer les destinées nationales et à occuper les postes administratifs ! Mais, pour Dieu, qu'ils paient !

*
* *

Le discours, prononcé par lord Rosebery à Glasgow, le 10 septembre, imprime une ardeur nouvelle à ces violentes polémiques.

Pour comprendre l'impression produite, il faut se rappeler que lord Rosebery a été, pendant de longues années, un des gentilshommes les plus populaires du Royaume-Uni. Il y a quelque six ou sept ans, un journaliste, singulièrement bien informé, m'affirmait que, si le peuple de Londres était appelé à décider, par un référendum, à quel homme d'État il confierait le plus volontiers le pouvoir, le nom de lord Rosebery sortirait des urnes bon premier. Comment expliquer cet enthou-

Digitized by Google

siasme de l'Angleterre moderne, de jour en jour plus réaliste et plus démocratique, pour cet artiste raffiné et pour ce gentilhomme milliardaire ? Les largesses, qu'a rendues possibles la fortune des Rothschild, ont certainement contribué à conquérir à lord Rosebery, en même temps que les sympathies royales, les faveurs populaires. D'autre part, ce grand seigneur, au port princier, à la taille imposante, au masque romain, éclairé par deux yeux bleus, au regard étrange, a flirté, pendant de longues années, avec les masses ouvrières. Il a présidé des congrès trade-unionistes et inauguré des maisons ouvrières. Il a tenu à diriger les travaux du premier *County-Council*, qui ait étendu à Londres les expériences du socialisme municipal. Dans des discours, d'une forme remarquable, il a parlé, en poète et en moraliste, des problèmes sociaux et de l'évolution démocratique. Mais, en même temps, lord Rosebery, fidèle aux traditions de l'aristocratie whig, se faisait, chaque fois que l'occasion se présentait, l'interprète des passions chauvines, des gestes orgueilleux. Son nom est resté inséparablement lié aux idées de fédération impériale. La Russie et la France n'ont point oublié le ton de ses dépêches ministérielles. Lors de la guerre sud-africaine, il a rompu avec son parti, pour appuyer la politique agressive du Cabinet conservateur : « L'Angleterre serrera les rangs », s'est-il écrié dans un discours célèbre. Lord Rosebery est demeuré, au début du XXe siècle, un des types caractéristiques de cette aristocratie whig, riche et généreuse, libérale et militaire, qui, pendant deux siècles, a fourni à l'Angleterre ses hommes d'État les plus populaires.

Et quand cet homme, vient, dans un discours de deux heures, dénoncer le budget de D. Lloyd George, comme une entreprise révolutionnaire, qui menace les libertés nationales, on comprend que cette intervention produise une vive sensation.

Ce n'est pas, cependant, que cette œuvre oratoire paraisse conçue de manière à exercer une utile impression sur l'opinion populaire. Depuis qu'il a perdu contact avec les masses ouvrières, depuis qu'il vit isolé dans ses nombreux châteaux, également luxueux, au milieu de ses livres et de ses collec-

Digitized by Google

tions, lord Rosebery semble avoir oublié l'art de parler aux pensées britanniques. Quelle différence entre le discours de Limehouse et celui de Glasgow. Là, D. Lloyd George énumère des faits précis, que toute l'Angleterre saura par cœur, dans quelques semaines. Ici, lord Rosebery expose des idées générales qui mordront, moins que jamais, sur les intelligences britanniques.

Le premier défaut de cette condamnation des finances radicales est, en effet, son caractère théorique. Lord Rosebery ne conclut pas. Il ne pouvait pas conclure. Il lui était impossible de préconiser le rejet du budget par la Chambre des Lords. Non seulement il ne lui appartient pas, — simple soldat rallié aux étendards conservateurs, — de dicter aux chefs unionistes la tactique à suivre, mais encore il lui est interdit d'attribuer aux Pairs un pouvoir législatif, en matière financière, qu'il leur a toujours nié, par exemple les 27 octobre et 11 décembre 1894, le 6 juillet 1895. Mais, d'autre part, lord Rosebery pouvait-il esquisser un programme financier, pour remplacer celui de D. Lloyd George? Il l'a essayé, mais en termes vagues, qui trahissent son embarras. Il a parlé d'économies à réaliser ; or, elles sont introuvables. La machine administrative fonctionne, de l'autre côté du détroit, avec un minimum de fonctionnaires, et les dépenses municipales échappent au contrôle parlementaire et gouvernemental. Les seuls crédits, qui aient été sensiblement augmentés, sont consacrés aux réformes sociales et aux armements militaires. Pour rogner les premiers, il faut renoncer à la politique traditionnelle de l'Angleterre et lancer les ouvriers dans la voie révolutionnaire. Pour diminuer les seconds, il est nécessaire d'avoir imposé à l'Allemagne, par la force, la limitation des armements. Lord Rosebery est moins disposé qu'un autre à tenter l'aventure. Il a dû se contenter de proclamer, qu'entre des finances radicales et des finances protectionnistes, sa pensée aristocratique n'hésitera pas longtemps. Son passé de libre-échangiste obstiné lui interdit une formule plus explicite. Toutes les conclusions précises et nettes étant impossibles, la protestation

Digitized by Google

de l'homme d'état n'avait plus qu'un caractère théorique. Il n'en est pas que l'opinion britannique comprenne plus difficilement.

Si encore lord Rosebery, par des exemples concrets et nombreux, démontrait les dangers des innovations financières. Mais il s'est laissé aller à esquisser une réfutation doctrinale, la moins anglaise de toutes. Voici comment il résume son argumentation :

C'est une attaque contre une forme de propriété, conformément à un principe, applicable à presque toutes les formes de propriété; secondement, c'est une attaque contre le Capital, ce qui est un danger national, et troisièmement, — et dans mon for intérieur, c'est peut-être ce que je trouve de plus dangereux, — c'est une attaque contre la Liberté. Et pour tout cela, qui peut avoir des conséquences si considérables, le peuple n'a donné aucun mandat. Selon moi, un grand danger, profond, subtil, insidieux, se dissimule sous ce budget : le danger du socialisme.

Ce sont là des formules bien peu britanniques. Le Capital est une notion abstraite, que les ouvriers comprennent moins que les statistiques, où est mise en lumière l'extraordinaire concentration de la terre et de l'or anglais. La propriété est une idée, qu'ignore le droit d'outre-Manche. Et quant au progrès du socialisme, il date d'un quart de siècle. Lord Rosebery fut un des apôtres d'un mouvement, qui ne saurait plus être enrayé par voie législative.

*
* *

Le 22 septembre, A. J. Balfour fut mieux inspiré.

Un fait capital domine l'Angleterre contemporaine :

La situation du pays n'est plus et ne sera plus ce qu'elle était, aux jours sereins de la suprématie industrielle de la Grande-Bretagne, pendant lesquels prit naissance notre vieille politique financière. En ce temps-là, nous avions l'hégémonie. Nous étions les premiers sur les marchés neutres ; nous étions les premiers sur notre propre marché; nous étions les premiers, même sur les marchés des pays, qui espéraient un jour devenir

Digitized by Google

nos rivaux, dans le domaine de l'activité productrice. Aucun de ceux qui ont étudié, même avec une attention superficielle, les statistiques, qui révèlent l'état du commerce moderne, ne saurait penser qu'il en est de même aujourd'hui, ou que cet état de fait se reproduira. C'est impossible... Il est malheureusement absolument certain que nous ne sommes plus les premiers parmi nos égaux; nous ne sommes même pas les seconds; et, dans une certaine mesure, nous devons nous réjouir d'être les troisièmes, parmi nos rivaux industriels.

Et, en effet, c'est là la cruelle vérité que les radicaux s'obstinent à nier. En vain, les statistiques sont là, pour les éclairer. Ils ferment les yeux et ne veulent pas les voir. Ce sera le grand mérite national du parti unioniste, d'avoir eu le courage de parler au peuple anglais de sa décadence commerciale.

Étant donnée cette crise grandissante, que faut-il à l'Angleterre? s'écrie A. J. Balfour : « Des affaires. »

Dans toute proposition financière, que vous acceptez et approuvez, il faut que vous trouviez des dispositions, qui favorisent vos commandes au dehors, qui donnent de la sécurité à vos usines au dedans, et qui encouragent les capitaux britanniques à s'utiliser sur le sol britannique.

Appliquez maintenant ce critérium au budget de D. Lloyd George.

Quand la Grande-Bretagne était le marché du monde, elle était à l'abri de l'invasion; elle était sûre de jouir de sa prospérité et de ses marchés; elle était garantie contre les concurrences injustes... Sentez-vous que, sous le gouvernement de ces messieurs, vos rivages soient à l'abri de l'invasion? Pensez-vous que vos marchés, soit au dedans, soit au dehors, soient dans le même état de stabilité qu'ils l'étaient autrefois? Croyez-vous qu'à la suite de ce budget, le citoyen, qui placera son argent d'une manière légale, sera aussi sûr de jouir de son bien, que sous le régime meilleur de jadis?

Et cette démonstration, dont nous n'avons pu citer que l'exorde et la conclusion, se déroule dans d'harmonieux développements. Au couplet sur la machine fiscale du libre-échan-

Digitized by Google

gisme, essoufflée, épuisée et rouillée, succède celui sur la méthode financière, ou la politique agraire du parti radical. Le Cabinet choisit un groupement particulier, le dénonce aux colères populaires, le couvre de sarcasmes enflammés et le livre ensuite au bourreau du fisc. Il exproprie les grands domaines, et au lieu de reconstituer la classe des *Yeomen*, des paysans. Il réserve la propriété de la terre à la nation, et crée une nouvelle et étrange catégorie de fonctionnaires — : celle des fermiers de l'État, des agriculteurs à vie.

En face de la thèse socialiste, A. J. Balfour[1] dresse, en philosophe, l'antithèse protectionniste. A la politique radicale, inquisitoriale, administrative et gaspilleuse, il oppose la politique unioniste, qui réalisera la fédération impériale, dressera les murailles douanières et assurera la sécurité nationale. La bataille est engagée à fond.

*
* *

Elle n'est pas sans inquiéter l'arbitre impartial et souverain, le Roi[2]. Édouard VII serait peut-être parvenu à arrêter le conflit, si un son de cloche, les résultats de l'élection de Bermondsey, n'avait réveillé les chimériques espoirs des 10.000 sacrifiés.

*
* *

Une vieille gravure de 1543 nous donne, de Bermondsey, un tableau pittoresque. Sur une éminence entourée de bois et de vergers, au-dessus de vieilles chaumières, se dressent les nefs et la flèche de l'abbaye de Bermondsey. Le couvent fut le premier à disparaître : trois arches seules subsistent, encastrées dans les murs de Sainte-Marie-Madeleine. Les huguenots, chassés de France, qui transportèrent sur les bords de la Tamise l'industrie cévenole et languedocienne de la tannerie, transformèrent les caractères du hameau féodal. Mais

1. Pour une étude plus approfondie voir : *Silhouettes d'outre-Manche*, Hachette et Cie, 1909, p. 200.

2. Voir sur cette intervention nos *Silhouettes royales d'outre-Manche*, 2e édition, 1911, p. 228.

Digitized by Google

ils respectèrent les prés et les arbres. A la fin du XVIIIe siècle, il y avait encore assez de verdure à Bermondsey, pour qu'un spéculateur tentât d'exploiter une source d'eaux minérales, découverte en 1770, et de transformer le bourg industrieux en un Spa britannique. En 1804, l'établissement fut fermé. Et l'évolution démocratique, industrielle de Bermondsey reçut une impulsion décisive. Les derniers arbres furent arrachés. Les prairies, réduites progressivement à l'état de terrains vagues, souillés d'immondices, se défendirent plus longtemps. Elles disparurent définitivement, il y a cinquante ans. Et Bermondsey, aplani, surpeuplé, uniformément recouvert d'un damier de maisonnettes à deux étages et aux lignes monotones, devint un des faubourgs les plus actifs et les plus pauvres de la métropole. L'odeur du cuir suffit à le distinguer de Whitechapel ou de Battersea.

Trente industries différentes se sont établies à côté des premières tanneries, fondés par les huguenots, et bientôt transformées par la disparition des eaux pures et par l'avènement des produits chimiques. Bermondsey est connue par ses fabriques d'équipements militaires. Ici, on pétrit des confitures. Là, on confectionne des cols. Plus loin, sont débitées des boîtes de carton et de fer. Ailleurs, on engraisse des cailles pour le fellah d'Égypte. Toutes les denrées nécessaires à l'alimentation de Londres s'entassent dans d'énormes entrepôts.

Mais les habitants de Bermondsey ne prélèvent sur ces approvisionnements qu'une part minime. Il est peu de faubourgs aussi pauvres, parce qu'il n'en est pas qui aient, pour occuper la main-d'œuvre virile, un aussi petit nombre d'industries scientifiques et stables. Bermondsey est la ville des hommes à la journée. Sur 19.000 maisons, 120 seulement ont des salles de bains. Il n'est pas de villes où les domestiques soient moins nombreux : seuls, les pasteurs, les médecins et quelques marchands de vin s'offrent le luxe d'une bonne. Tous les boutiquiers à leur aise, tous les ouvriers bien payés ont profité des nouvelles lignes de tramways, qui traversent Bermondsey, pour fuir plus loin, loin de la boue noire et de l'odeur du cuir,

Digitized by Google

vers la lumière et le soleil. Avec ses mères assises sur les marches des cabarets, où une loi nouvelle leur interdit d'entrer, avec ses vols de gamins déguenillés, pâles et sales, avec ses ouvrières, coiffées à la mode locale, deux touffes de cheveux sur les deux côtés du front et une courte natte en arrière, avec ses cortèges de chômeurs, sans cols ni bottines, les souliers éculés, la veste relevée, la casquette enfoncée, Bermondsey est un des coins les plus laids et les plus douloureux de l'Angleterre moderne. Où sont les tanneries des huguenots, les cloîtres de l'abbaye ? Mais où sont les neiges d'antan ?

Telle est la ville, qui eut à se prononcer sur le budget radical. Et voici son verdict :

ANNÉES	VOIX libérales.	VOIX conservatrices.	VOIX socialistes.	MAJORITÉS	
1885 . .	3.469	3.386	»	Lib. .	83
1886 . .	2.998	3.356	»	Cons.	358
1892 . .	4.390	3.738	»	Lib. .	58
1895 . .	3.822	4.182	»	Cons.	360
1900 . .	3.717	4.017	»	Cons.	300
1906 . .	4.775	3.016	»	Lib. .	1.759
1909 . .	3.291	4.278	1.435	Cons.	987

J'entends bien que la division des forces démocratiques a facilité la victoire du candidat conservateur. Mais cela ne suffit pas pour l'expliquer. Pourquoi les réformes radicales ne sont-elles pas parvenues à déterminer, dans la masse électorale, un courant de gratitude et d'espérance, qui rende impossibles les surenchères socialistes ? Sauf en 1886, jamais l'effectif des troupes libérales n'est tombé aussi bas. Et cependant la liste des lois ouvrières, votées par le Parlement radical, remplirait plusieurs pages. N'a-t-il pas créé les retraites sur la vieillesse ? organisé la lutte contre le marchandage, par l'établissement d'un salaire minimum ? Pourquoi cette ingratitude et cette indifférence, qui permettent au candidat conservateur de recueillir un nombre de voix, inconnu depuis 1885 ? Voilà la question qu'il faut résoudre.

Digitized by Google

Écartons l'hypothèse d'une désertion des électeurs catholiques et irlandais. Rassurés par les déclarations de M. Spencer Leigh Hughes, un journaliste de talent, ils ont fait bloc derrière l'étendard radical. Sans doute, la personnalité du candidat conservateur, ouvrier tanneur promu à la dignité patronale, une tête à la Dickens, dont les blancs favoris, la démarche solennelle et la voix claironnante sont connus de tout Bermondsey, a pu contribuer au succès unioniste. Mais ce n'est point là une explication suffisante. Dans la circonscription, les femmes jouent un rôle prépondérant. Occupées dans les fabriques de confitures, de cols et de boîtes, elles apportent un précieux appoint aux ressources du foyer, et, en échange, exercent un contrôle sur les votes du mari. Or, les ménagères anglaises, — quand elles ne sont pas directement menacées, ce qui fut le cas en 1906, par une hausse protectionniste des denrées alimentaires, — sont hostiles aux innovations libérales, et sensibles à l'attrait des relations conservatrices. Ajoutez à l'effet produit par cette pression conjugale, et parfois extraconjugale, celle exercée par certains industriels, atteints par la concurrence étrangère, les cuirs américains, les brosses allemandes. Et vous aurez une première explication de ce fait, que le scrutin du 29 octobre enregistre une augmentation de 1.213 bulletins, par rapport aux chiffres totaux de 1906, et un accroissement de 1.262 votes conservateurs.

La vérité, c'est que le malaise de l'Angleterre industrielle grandit régulièrement ; les affaires manquent d'essor ; le chômage devient chronique. « La Grande-Bretagne est malade », écrivait récemment un colonial au *Daily News*. Pour guérir ces misères et enrayer cette crise, les radicaux proposent aux électeurs de marcher à l'assaut du monopole foncier. Mais ils ont beau forcer leurs voix et leurs gestes, arborer la cravate rouge, promener des ânes couronnés, crier : Aux armes ! ils sont toujours handicapés par les socialistes, moins alourdis par leur passé libéral. La loi électorale, qui interdit les seconds tours et refuse le droit de vote à plusieurs millions d'adultes, empêche une coalition, que la *Socialiste Review*, hier encore,

Digitized by Google

rejetait avec mépris. Le radicalisme, par ses audaces nouvelles, ne gagne pas une voix à gauche, et perd les électeurs modérés, boutiquiers et industriels, qu'attirent les promesses dorées des néo-protectionnistes. La menace d'un conflit extérieur, l'accroissement du chômage suffiraient donc pour décider l'opinion britannique à porter au libre-échange, à l'idole pétrie, dans l'argile anglaise, par des mains anglaises, il y a cent ans, à la statue déjà défraîchie et rongée, le coup de grâce ? Les Lords l'ont cru, et ils ont rejeté le budget.

III

Lorsque le lundi 22 novembre, à 4 heures 30, devant une salle comble, où un roi, des princes de sang royal, le corps diplomatique, l'élite des Communes se pressaient pour l'écouter, le marquis de Lansdowne se leva pour parler, il dut sentir l'importance historique de son geste. L'héritier de lord Shelburne, ce disciple illustre de nos encyclopédistes, le fils de Mlle de Flahaut, était appelé à accomplir l'acte le plus grave, dont il soit fait mention dans les annales d'une famille, vieille cependant de sept cent vingt ans.

Il ne chercha point dans son discours, net et clair, mais d'une simplicité, d'une sobriété bien saxonnes, à atténuer, ni à limiter le débat. J'entends bien que la motion déposée par lui, sur le bureau des Lords, est d'une modération toute diplomatique.

La Chambre n'est pas justifiée à donner son assentiment au projet de loi, jusqu'à ce qu'il ait été soumis au jugement du pays.

Cet ordre du jour passe adroitement sous silence la question à débattre, celle des privilèges financiers revendiqués par les Communes. Il ne formule aucune appréciation sur les dangers ou les injustices du budget radical. Il assure aux Lords une porte de sortie, et leur permet de se replier sans périls. Cette

Digitized by Google

motion a même une certaine sonorité démocratique : lord Lansdowne, en sollicitant l'autorisation du peuple, semble préconiser l'innovation du référendum.

Mais, dans son discours, l'ancien ministre des Affaires étrangères s'est interdit de recourir aux atténuations ingénieuses, aux subtilités commodes de la langue diplomatique. Le leader du parti conservateur dans la Chambre Haute a exprimé, avec une précision énergique, son opinion sur les droits des Lords, sur les caractères du budget.

Du moment que toutes les lois, financières ou non, sont promulguées « par Son Excellente Majesté le Roi, sur les conseils et avec le consentement des Lords spirituels et temporels », les Pairs sont autorisés à les rejeter. La motion des Communes, en date de 1861, qui leur refuse la liberté d'amender les bills ouvrant des crédits, leur reconnaît celle de les repousser. Ce droit est d'autant plus nécessaire, continue lord Lansdowne, que, depuis 1894, depuis le budget radical de sir William Harcourt, la loi financière annuelle est devenue une sorte de *omnibus measure*. Comment serait-il possible d'affirmer que le bill, dont ont si péniblement accouché les Communes, est un simple budget ? M. Asquith déclare « qu'il aura de lointaines répercussions politiques et sociales ». M. Winston Churchill proclame qu'il contient « une nouvelle idée saisissante, formidable, pleine de vie ». M. Lloyd George « avoue que son projet renferme plus de nouvelles manières de lever des impôts, qu'on n'en saurait trouver dans un seul projet de loi, depuis quarante-huit ou cinquante ans ». Comment, en présence de cette extension nouvelle des budgets, interdire aux Lords d'user du pouvoir limité dont ils jouissent ?

Abordant ensuite l'examen de la loi financière, lord Lansdowne en fait une analyse critique, dont la valeur est singulièrement éclipsée par la réfutation éloquente de lord Rosebery, et par la dissertation philosophique de M. Balfour. Aussi bien, lord Lansdowne n'a-t-il jamais prétendu aux lauriers de l'artiste, ni à la toge du moraliste. Par des exemples précis, il justifie ses objections. Et il ne trouve quelques accents émus, que pour

Digitized by Google

prouver combien il est inique de faire peser, d'un poids plus lourd la pierre fiscale, sur les propriétés terriennes que sur les capitaux mobiliers. L'héritier de lord Shelburne ne possède-t-il pas, en effet, plus de 57.000 hectares ? Et il résume son argumentation dans la formule suivante, précise, mais inélégante :

Nous condamnons ces impôts : 1° parce qu'ils sont improductifs, étant donné le but qu'on se propose actuellement ; 2° parce qu'ils frappent les gens sur ce qu'ils n'ont pas ; 3° parce qu'ils sont cumulatifs et pèsent sur les mêmes contribuables à plusieurs reprises ; 4° parce qu'ils choisissent, en vue d'un traitement spécial et sévère, une classe qui ne le mérite pas ; 5° parce qu'ils gênent et obstruent le marché foncier ; 6° parce qu'ils reposent sur des erreurs socialistes, d'après lesquelles vous agissez, mais que vous n'osez pas avouer.

La tactique, préconisée par lord Lansdowne, — après des hésitations prolongées, — est-elle conforme aux intérêts du parti unioniste, aux intérêts du peuple anglais ?

Deux hommes éminents, dont le nom est déjà inscrit dans les annales de l'histoire anglaise, lord Cromer et lord Rosebery, ont proclamé tout haut, devant la Chambre des Pairs, leurs hésitations et leurs angoisses.

*
* *

Aucun des deux n'est suspect de partialité démocratique ni d'idéalime radical. L'un fut un des pionniers de l'impérialisme britannique. Et dans deux volumes, où il nous a raconté l'œuvre accomplie sur les bords du Nil, lord Cromer[1] a raillé les scrupules des libéraux gladstoniens et les rêves des nationalistes égyptiens, vanté la supériorité de la loi anglaise et la nécessité de son intervention, célébré la haine séculaire de la pensée saxonne pour l'idée et son culte instinctif pour les réalités tangibles. L'autre est un des enfants gâtés de l'aristocratie d'outre-Manche. Les fées lui ont tout apporté dans son

1. Voir *Silhouettes d'outre-Manche*, *op. cit.*, p. 225.

Digitized by Google

berceau : le verbe de l'orateur et le tact de l'artiste, un titre authentique et une pairie héréditaire, les milliards des Rothschild et une demi-douzaine de châteaux princiers. De même qu'il a tout collectionné : incunables, tabatières, éventails, de même il a connu tous les succès. En quelques années, il est arrivé, sans effort, par le charme de sa personne, le prestige de son talent et l'autorité de sa fortune, à la tête du parti libéral. Les honneurs l'ont vite lassé. Il a déposé la couronne et le sceptre pour goûter les joies de la liberté. Il est trop riche, pour n'être pas paresseux, trop artiste, pour être un politicien. Il a l'esprit trop critique pour devenir un chef de parti, serf d'une doctrine et lié par un programme.

Ni lord Rosebery, ni lord Cromer ne sont disposés à apprécier le lyrisme biblique, à comprendre l'idéalisme social de Lloyd George, ce fils de paysans gallois. Tous les deux ont lutté contre le Cabinet radical, à maintes reprises. L'un et l'autre ont condamné son budget. Mais lord Cromer et lord Rosebery sont d'accord, pour blâmer la tactique, qu'ont imposée à lord Lansdowne les têtes chaudes du parti unioniste.

Lord Cromer invoque trois arguments. La situation européenne est trop tendue, pour que la Grande-Bretagne puisse impunément se plonger dans un conflit durable et acharné, qui absorbera l'attention du public, les forces de la nation et les énergies des politiciens. De plus, la question de la réorganisation de l'armée et de la marine doit primer toutes les autres. Or, on s'expose à compromettre l'œuvre amorcée, si les élections générales ramenaient au pouvoir, avec une autorité accrue et un prestige redoré par la victoire, les interprètes du radicalisme pacifiste, Lloyd George et Winston Churchill. Comment croire au succès ? Ce n'est pas en faisant miroiter, devant les masses populaires, la menace du pain cher, qu'on barrera la route à la poussée socialiste, qui veut faire peser le fardeau des dépenses nouvelles sur dix mille riches. Légitimement inquiet « *des risques formidables* » (*sic*) que court le parti conservateur, lord Cromer se refuse à voter la motion, déposée par lord Lansdowne.

Digitized by Google

Lord Rosebery est aussi net que lord Cromer, quand il condamne le budget. Il croit que la Chambre Haute, bien qu'elle ne l'ait pas revendiqué depuis des années, a conservé le « droit de repousser » une loi financière. Et, ce pouvoir « virtuel », elle est autorisée à l'exercer, en raison du caractère de cette mesure exceptionnelle, par ses conséquences, son esprit et sa longueur. Mais lord Rosebery n'en conclut pas moins qu'il regrette, autant que lord Cromer, la motion de lord Lansdowne. Pour justifier le vote qu'il émettra en faveur du budget, l'ancien premier Ministre invoque deux considérations. Du moment que, malgré ses efforts persévérants, les Lords ont refusé de réorganiser la Chambre Haute, de mettre à la transmission des pairies héréditaires des conditions de capacité et de savoir, d'assurer, par la création de pairies viagères, un renouvellement de la Haute Assemblée, ils ont porté un coup sensible à leur prestige. Ils n'ont ni l'autorité, ni la popularité nécessaires, pour repousser actuellement une réforme dangereuse. Ils risquent de compromette l'existence même de la seconde Chambre. Où s'arrêtera le mouvement que les radicaux travaillent à déchaîner ? Nul ne le sait. Et d'ailleurs, ne vaudrait-il pas mieux laisser aux contribuables le temps d'apprécier — expérimentalement — les innovations socialistes de Lloyd George ? Elles lèsent un si grand nombre d'intérêts, elles frappent si gravement l'industrie financière, celle du bâtiment, le marché foncier, le commerce des boissons, que, dans peu de mois, les conservateurs seraient sûrs de la victoire. Pourquoi préférer un combat incertain à un succès assuré ?

Et, par la voix de lord Rosebery, c'était Édouard VII qui exprimait son opinion et formulait ses conseils.

*
* *

Ils furent rejetés. Le 30 novembre 1909, à l'heure précise où minuit sonnait à la tour historique de Westminster, la Chambre Haute, par 350 voix contre 75, prit la résolution de

Digitized by Google

soumettre le budget radical à l'approbation préalable du peuple anglais.

Avait-elle théoriquement le droit d'imposer ce référendum populaire, cet ajournement provisoire ?

Ce n'est pas la première fois que les Pairs britanniques se trouvent saisis de réformes financières, inquiétantes pour leurs opinions conservatrices et pénibles pour leurs intérêts matériels. Le budget de 1894, qui introduisait dans les taxes successorales le taux progressif, souleva des protestations mais fut contresigné. Lorsqu'en 1853, Gladstone propose de soumettre les propriétés foncières aux impôts sur les successions, il porte le premier coup de l'épée fiscale au monopole terrien : lord Aberdeen et lord Derby interviennent pour calmer les colères. Le *bill* est adopté, en première et en seconde lecture, sans scrutin. Et les deux amendements, déposés au cours du *Report stage*, sont rejetés, comme contraires aux traditions constitutionnelles. En 1846, la Chambre Haute fut saisie, par le cabinet de sir R. Peel, de réformes libre-échangistes, qui, en supprimant les droits sur les blés, compromettaient, plus gravement que les taxes sur les plus-values foncières, préconisées par M. Lloyd George, les intérêts des landlords. A deux reprises différentes, un orateur tory, le duc de Wellington, empêcha les Pairs d'émettre le vote, qui eût précipité l'aristocratie anglaise dans une aventure plus grave que celle dont elle était menacée en 1909. « Vos Seigneuries n'ont pas l'habitude de modifier et ne sauraient retoucher les lois financières. Ce serait violer les règles établies d'une procédure parlementaire, qui existe depuis deux cents ans. » Lorsque, en 1798, Pitt créa l'*income-tax*, lord Grenville avertit ses collègues qu'ils commettraient « une extravagante incorrection » en rejetant les propositions faites par « les gardiens constitutionnels de la bourse nationale ».

Le budget de 1909 est-il plus révolutionnaire —, au point de vue de l'histoire anglaise, — que les *bills* financiers de 1846, 1853, 1894 ? Il est permis d'en douter. J'entends bien que l'élévation des impôts mobiliers, autant que la complexité

Digitized by Google

des taxes foncières, constitue de redoutables atteintes pour la propriété privée. Mais ce n'est point là, de l'autre côté du détroit, une innovation. Il n'est pas de pays plus socialiste que la libre Angleterre. Et D. Lloyd George ne fait que céder à un courant d'opinion, qui a son origine dans des conditions économiques et des traditions juridiques spéciales au Royaume-Uni. Sans doute, son tarif successoral atteint 15 et va jusqu'à 25 p. 100. Mais le ministre peut répondre qu'il s'est borné à porter à 6 1/2 p. 100 la charge fiscale moyenne que sir William Harcourt, dès 1894, avait fixée à 4 1/2. Certes, les impôts sur les plus-values foncières paraissent, aux yeux de l'opinion européenne, un saut redoutable dans l'inconnu. Mais, ici encore, M. Lloyd George a le droit de répondre que ces taxes figurent depuis dix ans, avec l'approbation de sir H. Campbell-Bannerman, de lord Rosebery, de sir William Harcourt et même de Gladstone, dans le programme du parti radical. Ces charges nouvelles sont-elles une menace plus grave pour les *landlords*, que le principe du rachat forcé des terres, posé par les conservateurs eux-mêmes dans leur législation sur l'Irlande, sur les maisons ouvrières et les propriétés paysannes ?

Il est difficile de nier que, en matière financière, les traditions constitutionnelles condamnent l'Angleterre au régime peu enviable de la Chambre unique.

Depuis deux siècles et demi, les Lords ont vu rogner, — sans qu'ils aient protesté d'une manière décisive et efficace, — les droits égaux que leur confiait l'antique constitution. Dès 1628, les Communes décident d'inscrire, en tête des lois ouvrant des crédits, la formule suivante : « Les Communes du Royaume-Uni ont librement et volontairement résolu de donner et accorder à Sa Majesté les droits ci-dessous mentionnés. » Et aujourd'hui encore, ce préambule figure à la place prescrite. En 1671, une résolution, solennellement confirmée en 1861, maintient aux impôts ce caractère « de don fait par les seules Communes » ; réserve aux députés le monopole de l'initiative en matière financière et du choix des res-

Digitized by Google

sources fiscales; interdit aux Lords « de modifier ou d'amender » les concessions bénévoles du bon peuple.

La résolution d'août 1671, qui proclame « que l'impôt ne saurait être modifié par les Lords », n'a, depuis deux siècles et demi, jamais été annulée, abrogée ou modifiée. La Chambre Haute n'a jamais interrompu une prescription deux fois séculaire.

Pitt a déclaré, en 1765, que « l'intervention des Lords et de la Couronne était seulement nécessaire pour revêtir le don volontaire des Communes d'une forme législative ».

Des spécialistes du droit constitutionnel, sir Thomas Erskine May et sir William Anson, considèrent que « la législation, qui a pour objet de puiser dans les caisses publiques et d'imposer des charges aux contribuables, est soumise au seul contrôle de la Chambre des Communes ».

Le lord Chancelier a résumé ce problème juridique, dans une formule d'une obscurité toute anglaise. La motion de lord Lansdowne est « légale, mais anti-constitutionnelle ». Elle est légale, parce que, dans le décret qui promulgue une loi même financière, mention est faite « de l'avis et du consentement des Lords spirituels et temporels » : ils sont donc, en droit, autorisés à imposer leur veto. Mais en fait, des arrêts successifs ont progressivement réduit, depuis deux siècles et demi, leurs attributions financières. Les traditions constitutionnelles réservent aux élus du peuple anglais le privilège exclusif de voter des impôts, — qu'il ne payera pas.

*
* *

Quatre fois seulement, en un siècle, les Pairs de l'Empire britannique ont tenté de barrer la route aux Communes. En 1831, ils rejetèrent, par 41 voix, la réforme électorale réclamée par la bourgeoisie. En 1884, à 59 voix de majorité, les Lords repoussèrent la loi qui assimilait, au point de vue des conditions d'inscription, les électeurs ruraux et urbains. En 1893, par 378 voix, ils condamnèrent le *Home rule bill*. Le 30 no-

Digitized by Google

vembre 1909, la Chambre Haute, à la majorité de 275 votes, prit la résolution de soumettre le budget radical à l'approbation du peuple anglais.

En 1831, les pairs durent céder devant les protestations des classes moyennes. Il y a vingt-cinq ans, ils transigèrent, grâce à l'intervention de la reine Victoria. En 1893, les Lords furent acclamés par la foule reconnaissante : ils avaient sauvé l'intégrité de la patrie. Quel sera, en 1910, le jugement de l'opinion?

Punch est inquiet. *Punch* n'est pas suspect. Il est conservateur. Il est protectionniste. Il est chauvin. En vertu d'une tradition séculaire, ses caricatures ont une autorité incontestée. Elles expriment, aux heures de crise, l'opinion de John Bull, du personnage historique, en frac bleu et culotte blanche, aux formes massives et au jugement prudent, aux émotions rapides et aux colères tenaces, qui incarne quelques-uns des caractères les plus permanents du peuple anglais. *Punch* est un des interprètes les plus sûrs des opinions moyennes. Il a célébré l'*Entente cordiale* et salué Blériot. Il déteste le Kaiser et redoute ses cuirassés. Dans les questions de politique intérieure, il conserve, dans une certaine mesure, l'impartialité qui convient à une séculaire institution. Noblesse oblige. Et si *Punch* félicite M. Balfour d'adopter progressivement toutes les idées de M. J. Chamberlain, il approuve M. Asquith d'avoir donné à l'ouvrier anglais les retraites sur la vieillesse. Bien qu'il soit conservateur, comme il convient à tout Anglais vielli et arrivé, *Punch* n'est pas homme de parti. Et cette indépendance, autant que son patriotisme, donne à ses caricatures une indéniable importance.

Or *Punch* est inquiet. Jadis, il approuvait lord Lansdowne, quand il rejetait ou tronquait les *bills* radicaux. Aujourd'hui, il redoute de voir les Pairs s'engager dans une périlleuse aventure. Le 15 septembre, il exprimait déjà ses angoisses. Sur un rocher escarpé, un lion couronné, symbolisant la Chambre Haute, sommeille à demi. Un chasseur (libéral) pousse vers le redoutable animal un enfant chétif, — le budget. — « Mais s'il

Digitized by Google

me mange ? — Ce sera la plus grande bêtise qu'il puisse faire. Je n'attends qu'une bonne excuse pour le tuer. » Le 6 octobre, *Punch* revient à l'assaut. Sur une route, un taureau formidable —, la majorité, — menace de ses cornes un petit épagneul aristocratique, coiffé de la couronne ducale, qu'excitent des journalistes : « Ils me disent, qu'en sportsman, je devrais barrer le chemin à ce redoutable animal. Mais je ne suis pas du tout sûr que je ne le laisse point passer. »

Les pressentiments de *Punch* se sont-ils réalisés ? Avait-il vu juste ?

Digitized by Google

CHAPITRE V

LA BATAILLE BUDGÉTAIRE

La journée du 21 février 1910. Intérêt qu'elle présentait. Ses caractères. Les élections de 1910 constituent un temps d'arrêt.

I. Les courants d'opinion s'équilibrent. Conflits d'intérêts et de sentiments.

§ 1. Les forces économiques. I. Comment la question du *free trade* est posée par le budget. Les deux budgets en présence. La reprise des affaires et ses limites. II. Les inquiétudes protectionnistes. Quels sont les groupements sociaux disposés à les ressentir en janvier 1910? Les répercussions du budget radical. La crise du chômage. Les deux courants économiques se neutralisent.

§ 2. Sentiments et intérêts politiques. I. Le courant démocratique. Le veto des Lords remplace le veto de la Couronne. Le frein conservateur : il fonctionne mal. La campagne violente contre les Lords. Discours et affiches. II. Le courant conservateur. Ces attaques exercent une impression d'une intensité variable sur les masses radicales : manque d'unité. Les masses rurales du Centre et du Sud : leur irritation.

§ 3. Sentiments et intérêts moraux. I. La vague puritaine. Caractère religieux de la campagne agraire. Manifestes et discours religieux. « Le Christ eût voté le budget. » Le fléchissement dans les forces puritaines : ses causes. II. Le péril allemand. Les articles de Blatchford. Quelques discours sensationnels. Des statistiques. Pourquoi cette campagne n'a pas porté. Une entente anglo-allemande : ses origines et ses manifestations. Réponse des électeurs aux « ligueuses ».

II. Les forces des partis se balancent.

§ 1. Différences dans l'aspect de la salle, dans la composition de la Chambre.

§ 2. Les résultats du scrutin. Comparaison avec le passé. Répartition géographique. Caractères de la carte électorale.

§ 3. Les groupes. Le *Labour Party* et le parti radical. La division des Irlandais. La rivalité d'O'Brien et de Redmond. Ses conséquences.

Digitized by Google

III. Les tactiques se dessinent.

§ 1. La séance des Communes du 21 février. L'échec de M. Asquith. Les exigences de Redmond. La capitulation d'Asquith.

§ 2. La séance des Lords. Un portrait de lord Lansdowne. La tactique conservatrice. L'impopularité du protectionnisme. L'attitude du *Labour Party*. Deux séances significatives.

Le 21 février 1910, Édouard VII, dans son cortège traditionnel, quitte Buckingham Palace pour gagner Westminster. Chaque année, à pareille date, le bon peuple de Londres voit passer les mêmes berlines, rouge et or, le même carrosse, massif et lourd, encadré des mêmes hallebardiers, escorté des mêmes *Life-guards*. Et d'ordinaire, seuls les chômeurs, les oisifs et les femmes trouvent le temps d'aller revoir cette « procession, » dont les officiants sont choisis, et les rites fixés, d'après des règles séculaires. Mais, en 1910, une foule exceptionnellement nombreuse se presse dans les allées du Mall. De bonne heure, les chômeurs, les vagabonds et les pauvres, ces trois classes de la plèbe anglaise, aussi soigneusement hiérarchisée que l'aristocratie, reconnaissables à la propreté décroissante des casquettes, et au rapiécement grandissant des vestons, se serrent, en groupes silencieux, aux abords du palais royal. Ils contemplent, sans mot dire, les allées et venues, derrière les grilles de leur caserne, des *Guards* affairés. Ils examinent, sans desserrer les dents, les gestes minutieux avec lesquels, dans un ordre méthodique, des jardiniers dessinent, nettoient et sablent la route du cortège, — tels ces sacristains, qui, dans un village de France, préparent, avec une activité plus fébrile et un entrain plus bavard, la voie par où passera la procession sacrée. Un peu plus tard, quand sonne l'heure du lunch, les employés d'Oxford Street descendent en rangs pressés. Puis les démolisseurs, les manœuvres et les maçons, occupés aux constructions nouvelles du quartier de Westminster, se groupent sur la *Horse-Guards Parade*. Autour de moi, ni « hauts de forme », ni chapeaux à plumes. Le « melon » lui-même est rare, dans cet océan de casquettes et de canotiers. Sur les terrasses et

Digitized by Google

dans des tribunes, se tassent tous ceux qui peuvent fuir la foule. Sur le *Mall*, le peuple de Londres règne en maître.

Pourquoi la foule est-elle plus nombreuse que de coutume? Cet empressement est-il une répercussion des luttes passionnées, que viennent de déchaîner les élections générales? Cette masse démocratique a-t-elle conscience de la gravité des paroles, qui tomberont des lèvres royales? A-t-elle vaguement le sentiment que l'heure, qui vient de sonner à la grande tour de Westminster, — l'heure fixée pour le départ du Roi, — est vraiment une heure historique? Ces employés, ces ouvriers, ces chômeurs veulent-ils prouver, dans quelques instants, par leurs cris, que le carillon joyeux de l'abbaye, annonçant la mise en marche du cortège, doit être interprété comme le *Te Deum* d'une victoire démocratique, remportée, au nom d'un budget socialiste, sur la pairie héréditaire, désormais condamnée?

Le silence est toujours aussi profond. Le passage des dernières berlines diplomatiques n'excite qu'une vague curiosité. Des réflexions narquoises sont échangées tout bas. Pas un éclat de rire, pas un éclat de voix. Les maniements d'armes résonnent avec une sonorité inattendue. Les pas des chevaux font crier le gravier sous les fers. Le cortège royal avance, sans que la moindre clameur, le moindre brouhaha l'ait annoncé.

Peu à peu les têtes se découvrent. Pas un chapeau qui ne tombe. Et, si un des spectateurs hésite trop à exposer son chef à la bise froide, un voisin, d'un geste, le rappelle aux convenances. On se croirait dans un temple. C'est la même attitude et le même silence, la même tension des visages, la même flamme dans les yeux. On oublie les arbres, d'ailleurs rabougris. On ne voit plus le soleil, si pâle sous un voile gris. Il semble que, dans le cadre de quelque colossale église, un religieux cortège se déroule devant des fidèles recueillis. Soldats et laquais, les traits immobiles, figés dans leurs uniformes archaïques, ont la démarche d'officiants. Les chevaux, sous leurs vieux harnais, dans leur allure aristocratique, ont l'air

Digitized by Google

d'animaux sacrés. Justaucorps et hallebardes, berlines et carrosses transportent le spectateur dans un passé lointain, qui ignorait le veston, le parapluie et l'automobile. Et lorsque, derrière les vitres, drapée d'écarlate, passe la silhouette royale, le Souverain apparaît à cette foule, qui le salue d'une acclamation brève et nette, d'une litanie rapide de *hurrahs*, comme le symbole religieux de l'unité nationale.

Les employés retournent à leurs boutiques. Démolisseurs et maçons reviennent à leurs chantiers. Chômeurs et vagabonds reprennent leur flânerie. Le service est terminé.

Cet acte de piété monarchique est bien suggestif. Il est précieux, au moment où les forces radicales vont tenter le premier assaut vraiment décisif contre la Chambre des Lords. Il éclaire, d'une utile lumière, les dessous de l'âme anglaise et les limites du mouvement démocratique. Il précise, d'une singulière façon, les résultats des élections dernières et la portée des batailles prochaines. Il montre, qu'à l'ardente poussée de 1906, a succédé une légère accalmie, un temps d'arrêt.

Si l'on veut comprendre les traits, qui caractérisent ce lendemain d'élections, il faut analyser d'abord les courants d'opinion : ils s'équilibrent. Il faut étudier ensuite la situation parlementaire : les groupes se balancent. La vie politique du peuple anglais traverse une de ces courtes périodes d'incertitude et d'attente, qui précèdent le retour certain de la marée prochaine.

I

Devons-nous, pour préciser les questions, sur lesquelles le peuple anglais vient d'être appelé à se prononcer, dresser l'une en face de l'autre les silhouettes de H. Asquith et de M. A. J. Balfour? Après avoir dessiné le portrait du bourgeois du Yorkshire, juriste redouté, avocat lumineux, au profil régulier et à la stature solide, après avoir buriné le masque du gentilhomme lettré, philosophe reconnu et musicien appré-

Digitized by Google

cié, au regard de poète et aux gestes d'universitaire, on n'aurait plus qu'à résumer leurs discours de propagande et à citer leurs professions de foi. Cette méthode, à laquelle est habitué le public français, présente, en l'espèce, de graves dangers. Elle tendrait à faire croire au lecteur, que l'opinion britannique a été invitée à choisir, sinon entre deux doctrines politiques, du moins entre deux programmes rigides.

Nous ne saurions laisser supposer un instant, qu'une pareille vision synthétique aurait la moindre ressemblance avec la réalité. Il faut, quand on franchit la Manche pour regarder et observer, renoncer aux lentilles convergentes. Il n'est pas de pays au monde où il soit plus dangereux de généraliser. Les partis n'ont ni unité dogmatique, ni traditions rigoureuses. Ils ne sont que des cadres sociaux. Leurs tendances et leurs programmes varient avec les circonscriptions. Tel projet législatif ne joue pas le même rôle, n'est pas interprété de la même manière, dans un *Borough* ou dans un *County*. La politique anglaise est dominée, par des conflits d'intérêts et de sentiments, variables et divers, qu'il est difficile de faire rentrer dans les mailles de la logique française.

Les élections de 1910 n'ont pas échappé à l'application de cette loi. Leurs résultats ont été déterminés, par le choc de forces économiques, pratiques et morales : ces courants d'opinion n'ont jamais eu partout ni la même forme, ni la même intensité.

*
* *

Voici d'abord les traditions libre-échangistes. Elles ont joué, dans la bataille, un moindre rôle, que dans celle de janvier 1906, où le problème des impôts sur les denrées alimentaires avait été nettement posé, devant les masses ouvrières, par l'établissement d'un droit de statistique sur les importations de blé.

Si le *Free Trade* a, de nouveau, été jeté dans la balance électorale, c'est à cause du budget. Les impôts inédits sur

Digitized by Google

la plus-value des terres, le remaniement des droits de succession et des taxes sur le revenu, l'accroissement des charges sur le commerce des boissons alcooliques, ont été présentés à l'électeur, comme le seul moyen d'échapper aux tarifs douaniers, qui restreindront l'entrée des denrées alimentaires. Un déficit a été creusé par les constructions navales et par les retraites ouvrières. Où prendre l'argent ? Sur la fortune des riches ou sur le budget des travailleurs ? Et, pour éclairer la religion des masses populaires, on publie des tableaux comme celui-ci :

CATÉGORIE sociale.	BUDGET radical.	BUDGET protectionniste.
1. Journalier agricole : 16 sch. par semaine (*salaire*).	paiera en plus 1 penny par semaine pour son tabac.	paiera en plus 10 pence par semaine (*renchér*t *des denrées alimentaires*).
2. Manœuvre : 20 sch. par semaine (*salaire*).	paiera en plus 1 penny par semaine pour son tabac.	paiera en plus 12 pence par semaine (*renchér*t *des denrées alimentaires*).
3. Propriétaire foncier : £ 5.000 de revenu net.	paiera en plus £ 39 par an.	touchera en plus £ 272 par an.
4. Commerçant ou rentier : £ 5.000 de revenu net.	paiera en plus £ 43 par an.	paiera en plus une somme minime (*renchér*t *des denrées alimentaires*).

« Jadis, au XVIIe et au XVIIIe siècle, la *Gentry* prenait à sa charge l'entretien des routes, des écoles et de la police, le coût des services publics : elle payait pour gouverner. Que la ploutocratie subvienne, aujourd'hui, aux frais des constructions navales et des retraites ouvrières. » Tel est l'argument. Il a une force psychologique indéniable chez ce peuple de consommateurs, où la propriété constitue une rare exception, d'ailleurs peu enviée : l'Anglais dépense ce qu'il gagne. Et la perspective d'un prélèvement sur ses salaires, d'un renchérissement

Digitized by Google

de la vie, suffit pour le jeter, sans longue hésitation, dans la voie du socialisme.

C'est ainsi que de l'autre côté du détroit —, sur cette terre des contradictions et des paradoxes, — les traditions du libéralisme orthodoxe conduisent au collectivisme ! Mais, en l'espèce, les intérêts sont plus coupables que les idées.

Le courant libre-échangiste n'est pas seulement déterminé par des préoccupations fiscales : il subit la répercussion des oscillations industrielles.

Si, en janvier 1906, les candidats protectionnistes éprouvèrent un échec écrasant, c'est que le commerce du Royaume-Uni traversait, depuis peu, la période « des vaches grasses ». Cette prospérité dépassait les prévisions les plus optimistes. Les exportations de la Grande-Bretagne atteignent, pour la période triennale (1905-1908), la moyenne annuelle de 368 millions de Livres, battant tous les records antérieurs. Le chiffre des ventes anglaises, calculé par tête d'habitant, qui avait reculé progressivement depuis 1870-1874, (£ 7, sch. 7), monte, presque sans transition, à un niveau inconnu : £ 8, sch. 7 (1905-1908). Les nations rivales sont dépassées, éclipsées, battues. Si l'on évalue à 100, toujours pour les mêmes années 1905-1908, la moyenne annuelle des expéditions d'origine anglaise, les États-Unis restent à 98 et l'Allemagne à 85. Si l'on ne tient compte que des objets ouvrés, l'avance du Royaume-Uni (100) est plus grande encore : l'Empire d'outre-Rhin n'arrive qu'à 51, la République d'outre-Mer qu'à 25. Que sont les 61 tonnes de la flotte yankee, les 24 tonnes de la marine allemande, comparées aux 100 tonnes de vaisseaux marchands sur lesquels flotte le rouge étendard ? Et rassuré, repris par sa terreur instinctive de tout changement, John Bull signifia un congé — provisoire — aux apôtres du protectionnisme.

Mais le courant libre-échangiste n'a plus la même intensité en janvier 1910. La période des « vaches maigres » est revenue, plus tôt qu'on ne l'attendait. Les exportations, qui étaient montées, de 330 millions de livres en 1905, à 375 en 1906, et à 426 en 1907, retombent à 376 en 1908, et à 378 en 1909. La

Digitized by Google

métallurgie est de nouveau atteinte. Les chantiers de constructions navales chôment. Les tissages du Lancashire travaillent à mi-temps. Si ces deux années mauvaises n'ont pas enrayé complètement la force libre-échangiste, c'est que la reprise des affaires s'est dessinée dès juin 1909. Les moins-values ont disparu dans les statistiques mensuelles des exportations. Le signe « plus » a réapparu dans leurs colonnes. Et l'on ne saurait dire de quel poids cette petite croix noire pèse dans la balance électorale. Il faut entrevoir, derrière ces deux traits, les milliards d'or et les millions d'hommes, dont ils résument l'activité et dont ils mesurent les souffrances.

Le courant libre-échangiste, qui, il y a quatre ans, balayait tout devant lui, n'a plus la même intensité en janvier 1910. Les droits sur les denrées alimentaires sont moins près. Les bénéfices des années prospères sont plus loin.

*
* *

Mais les inquiétudes protectionnistes, auxquelles se heurtent ces traditions économiques, cette crainte du pain cher, qui joue, dans les faubourgs anglais, le même rôle que les souvenirs de l' « ancien régime » dans la campagne française, n'ont pas, elles non plus, la vitalité qu'elles ont eue, lors des crises douloureuses et intenses de 1878-79, 1885-86, 1893-94.

Quelles sont les classes de cette société, hiérarchisée de haut en bas, qui, à cette date précise de janvier 1910, dans des circonstances économiques bien déterminées, seront sensibles aux appels des *Tariff Reformers* ?

Les propriétaires fonciers et les gros fermiers ne sont pas seuls, à redouter les taxes agraires et à escompter les primes douanières. L'industrie du fer et de l'acier, cette doyenne des industries anglaises, campée dans les vallons du Midland, aujourd'hui déboisés par les villes et comblés par les scories, n'est plus la seule, qui ne parvienne point à oublier les périls de la concurrence étrangère et les garanties d'une muraille protectionniste. A ces deux grandes catégories qui, aujourd'hui

Digitized by Google

comme hier, forment les troupes les plus fidèles du parti conservateur, il faut ajouter des recrues individuelles, appartenant aux mêmes classes sociales : tisseur du Lancashire, préoccupé du renchérissement des cotons américains ; armateur de l'Est, qu'irrite le cabotage allemand ; fabricant d'automobiles, lésé par la reprise des importations françaises.

Mais les inquiétudes protectionnistes, que réveillent la situation commerciale et les menaces budgétaires, ne sont point limitées à l'aristocratie terrienne et industrielle. Les classes moyennes ne font pas bloc en 1910, comme jadis, derrière l'étendard libre-échangiste. Les boutiques de luxe —, à Londres, par exemple, le commerce des objets d'art, — redoutent l'atteinte, que porteront à la circulation de l'or les prélèvements du fisc. Les débitants de boissons, quand ils ne sont pas touchés directement par l'accroissement des patentes, craignent la répercussion des droits sur la bière et des impôts sur les fabricants. Ces angoisses individuelles ne sont pas compensées par la satisfaction générale, qu'auraient pu éveiller les charges, dont est grevé ce propriétaire urbain, invisible et à peine connu, représenté par un « agent » et un bureau, qui possède une rue, un square, un quartier et parfois une ville. Dans une circonscription de Londres, entièrement bâtie, à South Paddington, le candidat radical, l'éloquent Frédéric D. Henlé, explique l'échec, qu'a subi, en sa personne, le budget, par la crainte qu'ont les électeurs, boutiquiers et employés, de voir les impôts sur la plus-value des fonds urbains provoquer, ultérieurement, une hausse des loyers [1]. Inquiétudes et souffrances élargissent peu à peu le cercle des intérêts économiques, sur lesquels mord la propagande en faveur de la *Tariff Reform*, panacée

1. Et, d'autre part, dans la banlieue nord-est de Londres, le député radical, J.-A. Simon (depuis : Sir) explique sa victoire, par la popularité des taxes agraires : les maisons sont insuffisantes et les loyers chers, parce que les propriétaires fonciers refusent de vendre les terrains non bâtis : ils attendent la hausse. La taxe budgétaire sur l'*undeveloped land* les obligera à bâtir ou à céder. On voit par cet exemple, pris entre mille, combien il est difficile de généraliser, de concilier tous les faits particuliers, souvent contradictoires, dans une de ces vues d'ensemble, que demande le lecteur français.

Digitized by Google

qui doit, à la fois, combler le déficit du Trésor, rendre à la terre sa fécondité disparue et imprimer à l'industrie un nouvel essor.

Ces espérances n'ont pas été sans gagner au parti conservateur des sympathies, jusque dans la classe ouvrière. L'état du marché du travail, à la veille des élections générales, explique ces conversions inattendues. Le chômage a fourni des adeptes à la propagande protectionniste. La natalité débordante des familles pauvres, les progrès insuffisants de l'activité industrielle, la désertion constante des bourgs ruraux donnent à cette plaie sociale un caractère chronique. Elle a été avivée par la crise commerciale, qui a sévi en 1908 et pendant les premiers mois de 1909. L'industrie du fer et de l'acier, les tissages de coton et de laine, les chantiers de constructions navales ont fourni un certain contingent de *out-of-work*. Mais il ne convient pas d'en exagérer le nombre. Sauf dans le Midland, l'ouvrier spécialisé (*skilled*) n'a pas été atteint. Presque seuls, les manœuvres (*unskilled*) ont supporté les conséquences de cette inactivité temporaire. C'est surtout la crise du bâtiment, qui a jeté le désarroi dans le marché du travail. La construction des *trams* et l'ouverture des *tubes* avaient provoqué dans les banlieues une fièvre de construction. Elle est arrêtée. Le nombre croissant d'immeubles vacants, dans le centre des villes, fait réfléchir les propriétaires. On ne bâtit plus. Et le malaise commercial n'a pas contribué à améliorer le sort d'une industrie déjà sujette, de par sa nature, à de douloureuses fluctuations. A la suite de ces causes diverses, le pourcentage moyen des ouvriers syndiqués sans travail est monté progressivement de 3,7 et 3,9 en 1905 et en 1907, à 7,8 et 7,7 en 1908 et 1909. Ces statistiques sont sans précédents, depuis 1886 (9,5) et 1879 (10,7).

Parmi ces ouvriers du bâtiment et ces manœuvres de l'industrie, momentanément réduits au chômage, il s'en est trouvé, à Londres, dans le Midland, à Manchester, qui ont voté pour le candidat protectionniste. « Quoi qu'il advienne, je ne serai pas plus malheureux, et je risque de l'être moins », disait l'un

Digitized by Google

d'entre eux. Et sans grand enthousiasme, sans vraie confiance, le sans-travail, s'il n'appartient pas à l'aristocratie ouvrière embrigadée et éduquée, se résigne à tenter l'aventure.

Tantôt les traditions libre-échangistes, tantôt les inquiétudes protectionnistes l'emportent. En 1910, — ce ne fut pas le cas en 1906, — la force des deux courants s'équilibre presque. Leur conflit caractérise l'Angleterre aujourd'hui. Albert Sorel, pour définir la politique étrangère du Royaume-Uni, a dit que « les Anglais apportent, au gouvernement de leurs intérêts mercantiles, la même âpreté et le même orgueil, qu'un Louis XIV, au gouvernement de ses intérêts dynastiques. Leur économie politique est leur raison d'État ». La même formule peut être appliquée à la politique intérieure de l'Angleterre contemporaine. Les oscillations du pendule commercial règlent les variations de la balance électorale. Les nécessités économiques dominent la vie interne, comme l'activité diplomatique de l'Ile Britannique.

II

Mais, si l'idée est proscrite d'outre-Manche, le sentiment ne l'est pas. Émotions et intérêts sont les deux facteurs psychologiques, qui, parfois concordants, souvent contradictoires, dictent les actes que raconte l'historien. On les retrouve en présence, dans cette question des Lords, qui a joué, dans la bataille électorale de 1910, un rôle presque aussi important, que la vieille querelle entre *Free Trade* et *Tariff Reform*.

*
* *

Depuis que, sous l'action persévérante du Prince Consort et de la reine Victoria, il a été élevé au-dessus des luttes parlementaires dans le domaine sacré de la neutralité constitutionnelle, le Souverain n'exerce plus qu'un contrôle discret sur les affaires : leurs tendances échappent complètement à son

Digitized by Google

influence. Le trône est à l'abri des orages populaires. La Couronne est un placement de père de famille. Mais cette transformation de l'activité royale a privé l'Angleterre d'un contrepoids d'autant plus nécessaire, que l'évolution démocratique devient plus rapide. Du jour où le Monarque a renoncé à toute action sur le pouvoir législatif, le rôle des Lords, seule barrière contre les Communes toutes-puissantes, a grandi. Le pouvoir des Pairs est le dernier frein, dont dispose l'Angleterre, pour ralentir la poussée des forces populaires. La seconde Chambre n'est pas une Cour d'appel parlementaire, qui retouche les textes, précise les passages obscurs, atténue les articles imprudents. C'est un contrepoids social, qui ne fonctionne, que lorsqu'une poussée trop forte risque d'ébranler l'édifice.

Chaque fois qu'un Cabinet conservateur est au pouvoir, le frein n'agit pas : il est inutile. Lorsqu'un ministère radical prend en mains la direction des affaires, les roues sont bloquées ou presque. De 1874 à 1880, de 1886 à 1892, pendant le règne de lord Beaconsfield et de lord Salisbury, les Lords se bornent à rejeter la loi, qui autorise le mariage d'un veuf avec sa belle-sœur. Lorsque Gladstone et lord Rosebery reviennent au pouvoir (1880-86, 1892-95), les *Bills* radicaux sont guillotinés avec une énergie implacable. Et cependant, tel d'entre eux, — notamment celui sur les accidents du travail, — n'avait point un caractère révolutionnaire. De 1895 à 1905, pendant dix longues années, les roues de la machine législative tournent en pleine liberté. Pas une fois le frein n'est mis. Or la loi scolaire conservatrice est aussi inique, pour les églises protestantes, que la loi radicale de 1906 l'est, au point de vue anglican ou romain. En 1906, les tories sont chassés de Westminster : le contrepoids se remet à jouer.

Jamais la poussée n'avait été plus forte. Jamais le frein ne fonctionna avec plus d'énergie. Quatre *Acts*, dus à l'initiative gouvernementale, sont soigneusement tronqués et atténués, neuf *Bills*, qui portent également l'empreinte ministérielle, sont, ou bien rejetés, ou bien annihilés, de manière à amener leur retrait. Lors Lansdowne détient le record de la

Digitized by Google

guillotine législative. Cette responsabilité était d'autant plus lourde à porter, que l'organisation de la Chambre Haute était moins défendable.

Dans cette assemblée de 606 Pairs, un seul parti est représenté. Le Cabinet radical n'a que 90 partisans. Sans doute, depuis 1831, 215 Lords doivent leurs titres à des ministères libéraux ; mais il a suffi d'une ou deux générations, pour que l'ardeur démocratique s'éteignît. Elle ne résiste pas longtemps au prestige des armoiries, à la déférence des hommages, à l'aisance des aristocratiques demeures. Les 90 Pairs radicaux sont insuffisamment nombreux, pour faire face à des débats prolongés. Les discussions de la Haute Assemblée ont une impériale brièveté. Le *Licensing Bill* (1908), qui a occupé 30 séances des Communes, est examiné et rejeté, en trois jours, par les Lords. Non seulement ils vont vite, mais ils travaillent à vide. Sur 606 Pairs, 400 ne viennent presque jamais. On a calculé qu'au cours des quatorze dernières années, il n'y eut que quatorze scrutins, un par an, auxquels plus de 100 Lords aient pris part. Lorsque les Conservateurs sont au pouvoir, les bancs de cuir rouge sont déserts. Ils ne se garnissent, — et encore médiocrement — que lorsque le Sénat doit servir de contrepoids à un Ministère socialisant.

Non seulement il n'y a qu'un parti, mais encore qu'une classe, — celle des propriétaires fonciers, — sur les bancs de la seconde Chambre. J'entends bien qu'elle compte dans ses rangs des soldats, lord Roberts, des fonctionnaires, lord Cromer, des savants, lord Lister, des littérateurs, lord Morley. Les financiers sont nombreux : lord Rothschild, lord Revelstoke, de la maison Baring, lord Wandsworth, de la banque Stern. Les industriels forment un petit groupe. Lord Joicey représente le fer et le charbon, lord Inverclyde, les transports maritimes, lord Holden, les tissages, lord Winterstoke, le tabac. Il n'est pas jusqu'au commerce des boissons, qui n'ait un de ses hommes assis au pied du dais écarlate : lord Iveagh. 40 de ses aristocratiques collègues figurent dans les conseils d'administration des chemins de fer. Un fait n'en reste pas

Digitized by Google

moins indéniable : les 282 Pairs, qui ont repoussé ou plutôt ajourné le budget, possèdent 4.150.000 hectares, soit, à peu près, la cinquième partie de la surface du Royaume-Uni. Ce fait ne diminue ni leur capacité politique, ni leur valeur sociale. Mais il facilite, autant que les discussions courtes et les salles vides, les accusations de partialité et les attaques des démagogues.

Jamais, depuis la campagne contre les droits sur les blés, un pareil déluge de paroles véhémentes, une pareille masse d'affiches violentes ne s'étaient abattues sur le Royaume-Uni. Les ministres ont donné l'exemple : « La terre d'Angleterre n'est pas faite pour les perdrix, mais pour les paysans ! » s'est écrié le chancelier de l'Échiquier (Londres, 31 décembre 1909). M. D. Lloyd George a parlé de ces ménageries de Pairs, qui ont visité presque tous les coins du royaume.

Ils n'ont jamais tant travaillé de leur vie. Ils ne sont pas habitués à un pareil effort, et j'espère qu'ils pourront tenir bon... Mes Seigneurs, vous voulez une modification de notre système fiscal. Bien volontiers. Aujourd'hui, les charges pèsent lourdement sur les commerçants et les ouvriers et ne touchent pas le propriétaire foncier. Vous voulez un changement dans notre organisation financière. Nous allons vous le donner. Ils vont avoir leur tour, et nous allons les mettre, pour un temps, au moulin de discipline. (Londres, 4 janvier 1910.)

M. Winston Churchill, cousin du duc de Marlborough, n'a pas voulu se laisser dépasser par le fils d'un paysan gallois :

La Chambre des Lords n'a été tolérée, ces dernières années, que parce qu'on la croyait dans cet état comateux, qui précède la désagrégation. Elle en est là aujourd'hui. Que cette assemblée, non représentative, non réformée, se mette en avant, réclame le droit de faire et de défaire les gouvernements, allonge une patte gourmande sur les prérogatives du Souverain, et l'autre sur les privilèges anciens et primordiaux des Communes, voilà un spectacle que personne, il y a un an, n'aurait cru voir un jour. Il y a cinquante ans, pas un

Digitized by Google

pair n'eût osé l'envisager. Et il y a deux cents ans, la question n'aurait pas été discutée, d'une manière courtoise, quoique passionnée, au cours d'une campagne électorale : elle eut été réglée par des charges de cavalerie, par la marche irrésistible de piquiers bardés de fer. (*People's Rights*, p. 27.)

Si tel a été le ton des ministres, on peut deviner quel fut celui des orateurs de moindre envergure. Quand les épithètes de « voleurs » et d' « usurpateurs » n'étaient pas proférées, elles se lisaient sur les murs. Ici, sur un tas de charbon, un Pair, d'hermine vêtu, au profil sémite, jongle avec les sacs d'or, que lui rapportent les *mining royalties*, la propriété de la surface, tandis qu'au loin les usines fument, soufflent et peinent. Là, un Lord, couronne en tête, brandit le roc du protectionnisme, au-dessus d'une chaumière paisible, d'où sortent, affolés, vieillards, femmes et enfants. Plus loin, un vieux Pair, édenté et ridé, aux doigts crochus, cache, sous son manteau de gala, des tas d'or : « C'est le travail dont nous ne voulons pas. » Et, dans un coin, un chômeur pâle et maigre crie : « C'est du travail qu'il nous faut ! »

*
* *

Ces gravures, publiées par des journaux modérés, ces paroles, prononcées par des ministres importants, n'ont pas produit tout l'effet escompté. Certes, partout où, faute d'un contact direct, le Lord apparaît comme le membre mystérieux de je ne sais quel « Conseil des Dix », — dans les villes industrielles du Nord-Est et du Nord-Ouest, — cette campagne a déterminé un courant d'hostilité. Encore est-il que, faute d'un mot d'ordre, d'une formule de ralliement, cette irritation s'est manifestée de manières différentes. Les ouvriers, plus pressés, demandent la suppression pure et simple. Les Écossais, fidèles aux traditions du libéralisme, réclament l'abolition de la pairie héréditaire et la réorganisation de la Chambre Haute. Les cadres anglais de l'armée radicale reprennent le programme de sir H. Campbell-Bannerman : dépouillés de leur veto, les

Digitized by Google

Lords ne seront plus qu'une relique du passé féodal, comme le justaucorps de *Black Rod* ou la perruque du *Speaker*.

Ces trois solutions ont laissé parfaitement indifférente une masse électorale, dont les radicaux avaient le droit d'escompter la gratitude. Depuis le jour où, en 1884, ils lui ont donné le bulletin de vote, le journalier agricole, dans les comtés du Centre et du Sud, est resté fidèle au libéralisme démocratique. Il craint le pain cher, qui bouleversera son modeste budget. Il aspire au lopin de terre, qui rendra sa vie moins précaire et plus libre. Il fréquente, avec le boutiquier du village, la petite chapelle méthodiste, pauvre et laide. Il y prie et il y prêche. Depuis quatre ans, sa dette, vis-à-vis des radicaux, s'est accrue. La loi sur les retraites met le journalier agricole à l'abri de la charité privée, parfois indiscrète, et de la charité publique, toujours déshonorante. Un gentilhomme, lord Carrington, s'est attelé au morcellement du sol, avec l'ardeur d'un socialiste. Chargé, en vertu du *Crown Lands Act*, de la gestion des domaines de la Couronne, il a porté, de 390 hectares à 2.400, l'étendue des petites exploitations. Muni de pleins pouvoirs, grâce au *Small Holdings and Allotments Act* il a pu, en quelques mois, amener les conseils généraux à acquérir, soit de gré, soit de force, 41.816 hectares, qui seront ultérieurement divisés en petites fermes et en jardins ouvriers.

Mais les bulletins de vote, escomptés en échange de cette œuvre agraire, ne tombent pas dans l'urne radicale. Les paroles véhémentes, les affiches injurieuses contre les Lords surprennent, blessent, irritent. La campagne anglaise n'est pas mûre pour une Jacquerie, même morale. Pour s'en étonner, il ne faut rien connaître de la vie rurale d'outre-Manche. Pas un de ces villages du Centre ou du Sud, où l'on n'entrevoie, derrière un rideau d'arbres séculaires, par delà des pelouses sereines, une aristocratique demeure. Elle n'a rien d'un château fort rébarbatif : ni tours hautaines, ni fossés inhospitaliers, ni mâchicoulis menaçants. Les murailles sont percées de bow-windows et tapissées de lierre. Les portes s'ouvrent sur de larges perrons et des allées accueillantes. Au dedans, des

Digitized by Google

toiles précieuses et des souvenirs historiques. Au dehors, des fleurs, des prés et des bois. Les grilles du parc ne sont jamais closes. Elles tournent avec une égale aisance, devant l'étranger de passage et devant le paysan de l'endroit. Les sentiers ne sont point interdits au villageois, qui veut couper droit et gagner son champ. Les bosquets et les pelouses leur sont ouverts, le dimanche, pour promener la marmaille ou pour organiser un *match*. Le château n'est pas une forteresse. Le châtelain n'est point un émigré. Les enfants de la maison jouent au *cricket* avec les fermiers. Les femmes organisent la charité et surveillent l'enseignement. Le Lord préside les associations sportives et commande les troupes territoriales. La vieille noblesse anglaise —, et c'est ce qui la distingue des financiers sémites et des millionnaires américains, qui achètent un *seat*, armoiries comprises, pour jouer aux grands seigneurs, — est aussi accueillante que les pelouses de ses parcs et aussi hospitalière que les portes de ses demeures.

Le *parson* tory et le fermier protectionniste, le boutiquier puritain et le journalier radical entourent d'un égal respect le Lord du village. La pensée, que le château fermera ses fenêtres et clora ses portes, ne laisse aucun d'entre eux indifférent. Caricatures outrageuses, épithètes blessantes irritent autant le paysan, au collier de barbe grise, au pantalon de velours, serré par une ficelle de cuir, que le fermier, correctement rasé, et guêtré de *leggins*. Un souffle de colère balaie les candidatures radicales dans les circonscriptions rurales du Centre et du Sud. Le tocsin de la guerre civile n'est pas à la veille de sonner dans la campagne anglaise. Il retentira d'abord, — si la Grande-Bretagne doit revoir les jours sombres de 1819 et de 1848, — dans les villes industrielles.

III

Ces sentiments ne sont pas les seuls, qui aient joué un rôle dans la bataille électorale. Passions puritaines et passions

Digitized by Google

patriotiques se sont heurtées, tout comme les courants démocratique et conservateur, libre-échangiste et protectionniste. Mais des forces morales, plus encore que des forces politiques ou économiques, il est vrai de dire que, faute d'une intensité particulière, elles se sont mutuellement équilibrées.

*
* *

The puritan wave, la poussée puritaine a laissé sur l'Angleterre d'aujourd'hui une empreinte visible. L'alcoolisme recule. A Londres, la prostituée disparaît du trottoir. Le *Music Hall* est épuré. Le nu est proscrit. Les Églises dissidentes retrouvent de l'argent et des fidèles. Les pasteurs conformistes, Dr Clifford, Dr Campbell, Silvester Horne, jouissent d'une indéniable autorité.

L'idéalisme démocratique et le protestantisme puritain sont, outre-Manche, deux termes inséparables. Ces églises laïques, dont le culte ne consiste qu'en réflexions morales, coupées de prières improvisées, de lectures bibliques et d'hymnes religieux, ces chapelles, pauvres et laides, où fréquentent seules la petite bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière, constituent les centres vivants du parti radical. Il leur doit ses caractères les plus nobles et ses orateurs les plus éloquents. Et si la campagne contre les Lords a parfois revêtu une allure révolutionnaire, elle a toujours conservé un caractère religieux.

Le chant de guerre des meetings radicaux est un hymne sacré :

Sonnez du clairon, en l'honneur de la liberté, gars, et qu'il retentisse au loin. — Marchons ensemble à la victoire, car Dieu est avec nous. — La voix de la nature tonne par-dessus la marée qui monte : — Dieu a créé la terre pour le peuple. — La terre ! la terre ! C'est Dieu qui l'a donnée. — La terre ! la terre ! Le sol sur lequel nous nous tenons debout ! — Pourquoi serions-nous des mendiants, avec le bulletin de vote dans la main ? — Dieu a donné la terre au peuple.

Les voix des puritains les plus illustres se sont fait entendre

Digitized by Google

dans les meetings radicaux. Dans la grande réunion organisée à Trafalgar Square, le 4 décembre, le Dr Clifford fut un des orateurs les plus applaudis : « L'armée de Pharaon, s'est-il écrié, a été engloutie dans la mer Rouge : j'espère que la Chambre des Lords va disparaître dans la mer rouge qui monte. » Le 16 décembre, le *Christian World* publie d'innombrables missives de pasteurs non conformistes, engageant leurs ouailles à combattre le bon combat. M. D. Lloyd George, un ancien prédicateur laïque, défend son budget, dans une réunion, à laquelle sont conviés les fidèles des Églises dissidentes. Le *Conseil national des Églises évangéliques libres* lance un manifeste. La *Liberation Society*, dans une lettre aux électeurs, rappelle que les Lords « ont rejeté dix lois, qui mettaient fin aux incapacités, dont étaient frappés les catholiques ; repoussé sept *Bills*, qui admettaient les Juifs à siéger dans le Parlement ; déchiré quatre lois, qui ouvraient les Universités nationales à tous, sans distinction de croyances ; rayé des *Bills*, qui autorisaient les non-conformistes à être mariés dans leurs Églises et enterrés, avec les prières de leurs pasteurs, dans les cimetières de leurs chapelles. » Des affiches, répandues à profusion, ont démontré que le budget est conforme aux préceptes évangéliques, et que « le Christ aurait voté pour les réformes financières ».

Et *Punch*, irrité de cette intervention céleste, de demander gravement que la Constitution soit remaniée, de manière à assimiler la Divinité au Souverain, et à leur imposer une égale neutralité. Cette propagande religieuse est moins efficace qu'en 1906. Les protestants ne sont plus condamnés à la prison, pour refus de payer les taxes scolaires. Le rejet des lois, qui développent l'enseignement laïque et combattent le mouvement alcoolique, date de plusieurs mois. Le flux puritain est stationnaire. Les statistiques trahissent un léger fléchissement. Et la bataille engagée, au son des hymnes bibliques, n'est pas décisive.

Digitized by Google

*
* *

Une autre, livrée au chant des refrains patriotiques, ne l'a pas été davantage. Et, cependant, les passions chauvines constituent le grand levier électoral du parti conservateur. Il a hérité de l'art merveilleux, avec lequel les whigs d'autrefois savaient, à l'heure psychologique, évoquer le spectre de l'invasion. Une des plus écrasantes défaites, qu'ait subie, au cours du XIXe siècle, le parti radical, celle de 1900, lui fut infligée au son des fifres et des tambours. Si Croydon, au mois d'avril 1909, — ce faubourg de Londres, à mi-chemin de Brighton, qui dresse ses cottages flambant neuf, sur les premiers contreforts des Downs, — a brusquement, en quelques semaines, passé d'un camp dans l'autre, battu le porte-drapeau radical, écrasé le candidat socialiste, c'est que l'élection a été faite aux cris de : « Des *Dreadnought !* Nous voulons des *Dreadnought !* »

Au mois de décembre dernier, les conservateurs s'efforcèrent de faire appel aux inquiétudes patriotiques.

Le socialiste Robert Blatchford ouvrit le feu dans le *Daily Mail*. Romancier populaire, pamphlétaire redoutable, philosophe et économiste à ses moments perdus, cet ancien sous-officier est une des physionomies les plus curieuses du socialisme anglais. Son journal, le *Clarion*, tire à 40.000. Ses nouvelles, *Merrie England*, se vendent à des centaines de mille. Ses polémiques contre les théologiens des Églises chrétiennes, contre les partisans du désarmement immédiat, ont un énorme retentissement. Les conservateurs avaient la main heureuse et découvraient un allié précieux. Reprenant, sans les renouveler, ses articles antérieurs, Robert Blatchford profite de l'énorme tirage du *Daily Mail*, pour analyser les ambitions politiques, la puissance commerciale, la force militaire et les rêves maritimes de l'Allemagne « tentaculaire ».

Le seul passage un peu neuf de cette publication est celui, où l'auteur montre que les échanges de dépêches, de visites,

Digitized by Google

de délégations, multipliés par les radicaux pacifistes, depuis qu'ils sont au pouvoir, n'ont pu amener d'entente formelle entre le Foreign Office et la Wilhelmstrasse, et n'ont servi qu'à faciliter la victoire remportée, dans les Balkans, par la politique austro-allemande sur le droit des gens.

La meilleure page, tombée de la plume de R. Blatchford, est encore celle où, ripostant aux attaques dont il a été l'objet, il résume, dans le *Daily Mail* du 6 janvier, les aveux échappés au ministre de la Marine. Nous ne résistons pas au plaisir d'en citer quelques lignes.

Il est exact que l'Allemagne a, dans la mer du Nord, cinq docks capables de contenir des *Dreadnought*.

Il est exact que nous n'en avons qu'un, et qu'un cuirassé géant, avarié ou avec sa pleine charge de charbon, ne pourrait y pénétrer.

Il est exact que, dans deux ans, l'Allemagne aura dix docks pour *Dreadnought* et nous trois.

Il est exact que les cuirassés ne peuvent naviguer sûrement en mer, que s'ils sont protégés par un nombre suffisant de rapides contre-torpilleurs.

Il est exact que les Allemands ont plus de contre-torpilleurs rapides que nous, et qu'ils peuvent les construire plus vite.

Il est exact que les Allemands ont un stock plus large de gros canons que nous, et qu'ils peuvent fabriquer canons et affûts plus rapidement que nous.

Il est exact que l'Allemagne a dix-sept cales, sur lesquelles des *Dreadnought* pourraient être construits, et que, si les circonstances l'y obligeaient, elle pourrait en commencer douze à la fois, et les achever avec une rapidité, dont M. Asquith et M. Mac-Kenna n'ont aucune idée.

Aux articles viennent s'ajouter les discours. Un peu partout, les orateurs tories approuvent et précisent les révélations de Blatchford. Lord Cromer, à Sheffield, le 17 décembre, reprend ses arguments. Lord Cawdor, ancien premier Lord de l'Amirauté, le 18, à Belfast, prévoit le jour, où le port servira de base navale à la flotte allemande. Le 4 janvier, le leader lui-même, M. A. J. Balfour, ne craint pas de prononcer de graves paroles :

Digitized by Google

« Promenez-vous en Europe, à l'heure qu'il est ; consultez les politiques et les diplomates des petits États ; et je suis parfaitement sûr que vous les trouverez absolument unanimes à croire que, tôt ou tard, un conflit entre l'Angleterre et l'Allemagne est inévitable. »

Les affiches entrent en jeu. Ici, on raconte que, pour avoir voulu renseigner l'Amirauté sur l'impulsion donnée, dès l'avènement des radicaux anglais, aux constructions navales d'outre-Rhin, M. Mulliner s'est vu dans l'obligation de résigner les fonctions de directeur de la *Coventry Ordnance Cy*, dont les usines étaient systématiquement boycottées par le ministère. Là, on publie des chiffres inquiétants. Quand les libéraux ont pris le pouvoir, les sommes, allouées pour la construction et l'armement des navires, dépassaient de 5 millions de livres les crédits allemands : ils leur sont aujourd'hui inférieurs de 2 millions. Plus loin, on imprime des statistiques navales :

	En 1906		En 1909	
	Angleterre.	Allemagne.	Angleterre.	Allemagne.
Cuirassés de moins de 20 ans	50	18	45	27
Croiseurs protégés de moins de 20 ans. . .	64	24	39	31
Contre-torpilleurs de moins de 10 ans. . .	101	40	62	84

Affiches, discours et articles sont commentés de porte en porte, au cours des tournées de *canvassers*, par les dames de la *Primrose League* et des associations conservatrices.

Ces belles « ligueuses » n'ont pu allumer des passions patriotiques assez ardentes pour déchaîner le grand courant, qui balaya les circonscriptions, lors de l'*élection Khaki* de 1900. Cette quiétude relative de l'opinion publique s'explique par deux raisons. Tout d'abord, avec une extrême habileté, la Wilhelmstrasse a fait coïncider une détente diplomatique, avec la période électorale. Jamais campagne n'a été plus adroitement menée. Dès le mois d'octobre, les journaux officieux font retentir les plus doux accords.

Industriels, diplomates et soldats allemands sont unanimes.

Digitized by Google

Ils redoutent l'échec du parti, lié, par ses traditions, ses scrupules et ses promesses, au maintien de la porte ouverte, au principe de non-intervention européenne, à la politique des économies militaires. Une victoire radicale, écrasante et durable, est nécessaire à l'empire d'outre-Rhin, pour conserver sa prospérité industrielle, pour assurer son hégémonie politique, pour réaliser ses ambitions maritimes.

Aussi, journalistes et diplomates allemands se sont-ils efforcés d'empêcher les unionistes d'exploiter, contre leurs adversaires, la rivalité industrielle, diplomatique et navale des deux empires.

Les premiers signes de cette campagne se sont manifestés dès l'été. On se rappelle, en effet, les déclarations pacifiques faites, à Vienne, par M. de Bethmann Hollveg, sur les relations anglo-allemandes, et l'accolade fraternelle, échangée à New-York, par les amiraux Seymour et de Koester. Au mois d'octobre, la *Deutsche Revue* publie une enquête, sur les moyens de mettre un terme à la course aux armements. Un peu plus tard, le ministre allemand des Colonies, M. Dernburg, reçoit, de l'autre côté de la Manche, une hospitalité flatteuse. Et le 5 novembre, devant l'*African Society*, le « Messager de paix » insiste sur les résultats, qu'a obtenus et qu'obtiendra, dans l'Afrique méridionale, la coopération des deux administrations. L'accueil courtois fait à M. Dernburg provoque dans la presse d'outre-Rhin une vive satisfaction. Elle aura bientôt des raisons plus importantes de se réjouir.

Le 7 novembre, sir Edward Grey, interrogé par le *National Peace Council*, lui écrit que, si l'on a attendu jusqu'à maintenant pour proroger, pendant une période de cinq ans, le traité d'arbitrage anglo-allemand, c'est que les gouvernements avaient *examiné la possibilité d'ajouter des articles additionnels*. Deux jours plus tard, au banquet annuel du Guild Hall, M. Asquith déclare :

Les ententes et les amitiés, mises à l'épreuve et confirmées au cours des derniers douze mois, ne sont, ni agressives dans leur objet, *ni exclusives dans leur portée*. Si je parle pour un ins-

Digitized by Google

tant de l'Allemagne, c'est seulement pour redire, à nouveau, que je ne connais aucun obstacle, qui barre la route à cette *entente complète et amicale*, qui est, je le crois, l'objectif cher des politiques les plus sages, des forces sociales et morales les meilleures des deux pays.

La conservatrice *Gazette de la Croix* et le radical *Berliner Tageblatt* signalent la chaleur imprévue de cette importante déclaration.

Le 25 novembre M. Kampf, le vice-président du Reichstag, et tous les membres de l'ambassade allemande à Londres, sont solennellement reçus, par la « Chambre de commerce », au restaurant Criterion. Afin de répondre à ce geste, l'*Association anglo-allemande de Berlin* décide d'organiser des soirées, dès la première semaine de décembre, où la colonie britannique et les Allemands anglophiles auront l'occasion de fraterniser. Le bruit court, en même temps, que, devant le Comité fédéral des Affaires étrangères, le chancelier de l'Empire se serait étendu, avec satisfaction, sur l'amélioration des relations entre les deux pays. Des négociations seraient en cours. Elles ne porteraient pas seulement, sur une cession de territoires dans l'Afrique centrale et sur une action commune dans les affaires congolaises, mais sur les moyens de mettre un terme à la rivalité maritime. Et M. Schiemann d'envisager le plan d'un accord économique, dont les chemins de fer du Kouan-Toung et de Bagdad, Walfishbay et le Tanganika, formeraient les principaux articles.

Le 9 décembre, M. de Bethmann-Hollweg, du haut de la tribune du Reichstag, vient apporter à cette détente une solennelle consécration.

Quant à l'état des relations officielles anglo-allemandes, je crois les bien caractériser par la déclaration suivante. Des hommes d'Etat anglais, et, à leur tête, le premier Ministre actuel ont exprimé, dans des discours prononcés récemment, que l'une des plus importantes tâches de leur sage politique est l'établissement de bonnes relations entre l'Allemagne et l'Angleterre, et je ne puis que renouveler à cette tri-

Digitized by Google

bune l'expression profonde et sincère des mêmes intentions et des mêmes sentiments.

Cette formule tant attendue, et dont le *Temps* avait annoncé longtemps à l'avance le retentissement, peut paraître vague et froide. Il n'en est rien cependant. En restant dans le domaine des brèves généralités, M. de Bethmann-Hollweg fait preuve d'un grand sens politique et d'une rare connaissance du peuple anglais. S'il avait insisté avec trop d'effusion sur cette détente, s'il en avait examiné les modalités, prévu les conséquences, il n'eût pas manqué d'éveiller les susceptibilités de l'opinion britannique. La presse conservatrice veille au grain. Elle est à l'affût du moindre incident. Et si le Chancelier allemand avait été trop précis et trop complet, les feuilles unionistes n'eussent pas manqué d'exploiter ces négociations contre le parti radical. Elles auraient eu l'argument nécessaire pour démontrer aux masses, à la veille des élections, les périls diplomatiques de l'hégémonie radicale. M. de Bethmann-Hollweg a été si discret et si concis, qu'on a le droit de se demander, si ce laconisme n'a pas été *dûment conseillé* par qui de droit.

Tout est à la paix. Aucun incident n'éveille la méfiance de l'excellent John Bull. Et, d'autre part, il a le sentiment que les responsabilités du pouvoir, le contact avec les réalités ont assagi les radicaux. Les quatre *Dreadnought* supplémentaires sont commencés. Le choix de sir Arthur Wilson, pour remplacer, à la tête de la marine, sir John Fisher, est l'objet d'une unanime approbation. Les professions de foi, — et c'est ce qui les distingue de celles de 1906, — ne parlent que de la nécessité d'accroître les forces militaires. Les flirts avec la Wilhelmstrasse sont interrompus. Les liens avec la France sont resserrés. Et John Bull, en proie à une douce quiétude, sommeille.

Les belles dames ne parviennent à le réveiller qu'imparfaitement. Certes, les ports militaires culbutent les pacifistes, avec un entrain général. Portsmouth bat la charge. Woolwich et

Digitized by Google

Devonport suivent. Mais ailleurs, même à Londres, le péril maritime laisse les électeurs indifférents. Et, lorsque la charmante et distinguée Mrs Lyttelton cite des chiffres et des faits, l'électeur lui répond : *If they come, We will manage them.* « S'ils viennent, ils trouveront à qui causer. »

*
* *

Qu'il s'agisse des forces morales, politiques et économiques, que les élections de 1910 ont mises en conflit, toutes, à bien voir, ont le même caractère. Aucune n'a une intensité nettement supérieure Chacun de ces courants s'équilibre. Intérêts et émotions se balancent. Le flux libre-échangiste, la poussée démocratique, la vague puritaine, dont la victoire radicale de 1906 nous avait révélé la violence, ont, en quatre ans, perdu une partie de leur élan. Mais, ni les inquiétudes protectionnistes, ni l'instinct conservateur, ni les passions chauvines ne sont encore assez fortes, pour être victorieuses.

1906 rappelait 1832, 1910 rappelle 1835. Aujourd'hui, comme il y a soixante-quinze ans, 514 libéraux sollicitent le renouvellement de leurs mandats : 385, en 1835, 387, en 1910, sont renommés. Quant au nombre des conservateurs élus, il est exactement le même : 273. J'ajoute que, hier comme aujourd'hui, une comète mystérieuse intriguait les savants et préoccupait les enfants

IV

A première vue, les Communes de 1910 ne paraissent pas très différentes de celles qu'elles ont remplacées. Les couloirs sont toujours envahis par une foule, démocratique dans ses vêtements, plébéienne dans ses allures, qui surprend, sous ces voûtes gothiques, éclairées par de pâles vitraux. Les députés, paraissent appartenir, presque tous, à la petite bourgeoisie ou à la classe ouvrière. Les moustaches sont nombreuses et les barbes

Digitized by Google

tolérées. La jaquette est un luxe et le veston est admis. Le « haut de forme » devient un symbole conservateur, que le *policeman* de service est seul à considérer avec déférence. Les tailles sont petites; les corps souvent mal bâtis; les visages, parfois, tendus et nerveux. Et, lorsqu'un aristocratique sportsman vient à passer, rasé, grand, carré, il a l'air d'appartenir à une autre race et à un autre peuple. Ces silhouettes, rares en 1906, sont plus fréquentes en 1910. Et c'est déjà un premier changement.

Il se précise, quand, des couloirs, on passe dans la salle historique où, face à face, séparés par la chaise du *Speaker* et par la table aux ferrures de cuivre, sur laquelle repose la masse dorée, siègent les deux partis. En 1906, les radicaux étaient si nombreux, qu'ils débordaient sur les bancs de leurs adversaires. Les conservateurs —, une poignée, — se serraient, pour faire place à la gauche ouvrière et aux nationalistes irlandais. En 1910, les tories reprennent possession de leurs bancs. Seuls, les Irlandais restent leurs voisins. Ouvriers et radicaux se pressent et s'empilent sur le côté qui leur est réservé.

Ces différences extérieures sont confirmées par les statistiques, par celle des professions d'abord. Les travailleurs manuels ne sont plus que 40, au lieu de 58. Les avocats et les avoués sont moins nombreux : 141 contre 171. La baisse des publicistes est très nette ; ils tombent de 52 à 28. Médecins et professeurs sont en recul. Les négociants se maintiennent. Les industriels augmentent légèrement. Le progrès des financiers est plus sensible : ils passent de 20 à 33. Mais l'accroissement le plus important et le plus caractéristique est celui des propriétaires fonciers et des fils de Pairs. Le petit groupe aristocratique ne comptait que 89 membres, en 1906. Aujourd'hui, il en a 128. C'est la réponse de la campagne anglaise aux attaques contre la *Gentry*.

*
* *

Digitized by Google

Mais cette réponse n'a point été assez unanime pour donner au parti conservateur la majorité. Afin d'apprécier la valeur de ce succès moral, il importe de rappeler que le suffrage restreint et plural, tel qu'il fonctionne outre-Manche, constitue, pour les tories, un précieux avantage. La duré des élections permet à 400.000 personnes environ de voter plus d'une fois, dans des circonscriptions différentes. La complexité de la loi électorale, la longueur de la résidence légale, l'incapacité qui frappe les assistés écartent 5 millions et demi d'adultes mâles sur 12. Malgré ces avantages, qui ne seront point éternels, les conservateurs ne sont pas arrivés à enrayer, en quatre ans, la poussée démocratique de 1906. Comme celle de 1832, elle ne cédera qu'à l'usure du temps et à la lassitude de la victoire.

Dans le Parlement de 1910, les unionistes, avec leurs 273 voix, restent bien au-dessous du niveau atteint, dans les élections générales antérieures. Je ne parle pas des Communes conservatrices de 1900, 1895, 1886 et 1874. Dans les Chambres libérales de 1868 et 1892, les leaders tories disposaient de 279 et de 315 votes. En 1880 et 1885 seulement, lors des derniers succès de Gladstone, les adversaires des réformes démocratiques ont été plus mal partagés : ils n'étaient que 238 et 250.

Après avoir jeté un regard sur le passé, feuilletons les cartes. Laissons de côté celle d'Irlande. Si on teinte de bleu et de rouge, conformément à l'usage, les circonscriptions galloises et écossaises, qui ont élu un conservateur ou un ministériel, soit radical, soit ouvrier, on constate que les provinces celtiques deviennent, de plus en plus, les terres nourricières de l'idéalisme démocratique. Jamais, depuis 1832, sauf en 1880 et en 1906, la principauté de Galles et le royaume d'Écosse n'ont envoyé à Westminster un plus petit nombre de mandataires tories. On peut suivre, sur la carte des régions proprement anglo-saxonnes, le rayonnement de ces ondes, parties de l'Ouest et du Nord. Elles descendent, en suivant l'ossature centrale de l'Ile Britannique, la chaîne Pennine ; mais elles ne

Digitized by Google

peuvent aller plus bas que le Buckinghamshire et le Bedfordshire. Elles sont bientôt rejetées vers la mer du Nord, vers les plages du Norfolk et du Suffolk, refoulées par la vague conservatrice et protectionniste, qui submerge les plaines agricoles du Centre et du Sud. Dans son élan, celle-ci encercle les provinces galloises, limite leur action démocratique à la Cornouailles, remonte vers le Nord, entoure le Lancashire, tout plein du bourdonnement des tissages, et va se perdre dans les montagnes pittoresques du Pays des Lacs.

Pour préciser les données de cette carte électorale, il faut ajouter les cheminées d'usines. Elles hérissent de leurs têtes d'épingles les taches rouges. Les villes du charbon font bloc, derrière le Cabinet radical. Les cinq cités de la laine sont également unanimes. Les industries du cuir ne le sont pas moins. Sur les 20 députés, qu'élisent les métropoles du coton, 15 sont ministériels : les conservateurs ont gagné 5 sièges, mais ils en ont perdu 2. Les ports restent libre-échangistes et radicaux (36) : le nombre des protectionnistes n'est passé que de 14 à 16. Seules, les 3 cités du fer et de l'acier envoient à Westminster 11 tories, sur 14 députés. Les cinq arsenaux sont plus homogènes encore. Le Cabinet perd 5 sièges et ne compte plus que 2 défenseurs. Les ouvriers socialistes des chantiers de constructions navales ne sont partisans ni des économies militaires, ni du radicalisme pacifiste.

Mais ces taches bleues, dans des régions d'ordinaire rouges, n'altèrent pas sensiblement les caractères de la carte électorale. Elles rappellent les résultats de 1832 et de 1868. Aujourd'hui, comme dans toutes les crises démocratiques, la poussée radicale et libre-échangiste, venue du Nord et de l'Ouest, appuyée sur les collines industrielles du Centre, se heurte au flux protectionniste et conservateur, maître des terres saxonnes et des plaines agricoles. Il envahit le Midland et monte vers le Lancashire, mais il se brise, impuissant, contre les pics gallois, la chaîne Pennine et les montagnes écossaises.

Digitized by Google

*
* *

Cette résistance des provinces celtiques et des régions manufacturières ne suffit pas, pour assurer au Cabinet Asquith, dans le Parlement de 1910, une existence facile et durable. La minorité conservatrice de 272 voix est plus homogène que jamais : les dissidents libre-échangistes, à l'exception de deux, ont disparu. La majorité ministérielle, au contraire, reste divisée, en trois groupes indépendants.

J'entends bien que les 40 voix ouvrières seront aussi fidèles au gouvernement, que les 275 bulletins libéraux. Le *Labour Party* est contraint d'évoluer dans l'orbite du radicalisme. L'heure des grandes pensées et des rêves ambitieux est passée. Le Parti Ouvrier ne deviendra pas, de longtemps, le centre du mouvement démocratique. Peloton d'avant-garde, il doit se contenter de pousser, par la crainte d'une défection et par la menace d'une surenchère, les ex-libéraux dans la voie des réformes socialistes. Les résultats des dernières élections ont démontré au *Labour Party* la nécessité de la modestie et la vitalité du radicalisme. Dans 22 circonscriptions sur 26, où trois candidats sollicitaient les suffrages, le porte-drapeau ouvrier est arrivé bon dernier. Dans 33 *divisions*, où les *Labour Members* engageaient la lutte pour la première fois, trois seulement se sont laissées convaincre. Et encore, sur ces trois victoires, la première est due au retrait d'un libéral (Derby), et la seconde (Manchester) est compensée par un échec. En 1906, le *Labour Party* pose 50 candidatures et accroît son effectif de 25 voix. En 1910, il combat dans 78 circonscriptions et perd 5 sièges. S'il ne sort pas plus diminué de la bataille, c'est que le groupe radical-ouvrier, *Liberal Labour*, a disparu. Les 11 députés mineurs sont venus combler les vides, faits dans les rangs. Mais ces recrues nouvelles, qui appartiennent à la corporation la plus modérée de l'aristocratie ouvrière, travailleront à assagir le *Labour Party*. Éclairé par l'échec des candidatures indépendantes, posées par les associations révolution-

Digitized by Google

naires, ligoté par la pénurie de ses ressources, irrité par le nouvel arrêt des Lords, qui interdit aux syndicats de remplir sa caisse, le Parti Ouvrier constitue désormais l'aile gauche de la majorité radicale. Et lorsque ses membres ont dû accepter, faute de place de s'asseoir sur les bancs ministériels, leur décision vint résumer, d'une façon visible, cette évolution politique.

Si les élections de 1910 ont rapproché les *Labour Members* d'un parti, de jour en jour plus socialisant, — c'est en effet le centre, qui a fait tous les frais des défaites électorales, — elles n'ont pas, en revanche, resserré les liens séculaires, qui unissent les représentants de l'île d'Érin aux mandataires de la démocratie anglaise. Des scissions récentes, des ressentiments farouches, dont le groupe irlandais a le secret, ont modifié l'attitude des nationalistes vis-à-vis du Cabinet, à l'heure même où il ne pouvait se passer de leur alliance.

Jusqu'ici, le parti nationaliste, appuyé sur le *Freeman's Journal*, soutenu par les cotisations du clergé catholique, n'avait pas à craindre d'autre concurrence, que celle des patriotes extrémistes, les lecteurs du *Sinn Fein*. Leur boycottage des industries britanniques, leur propagande en faveur du dialecte celtique donnent à ces adversaires de l'action parlementaire une indéniable popularité. Et afin d'empêcher les progrès de ces chauvin d'extrême-gauche, les nationalistes officiels sont obligés, par instant, de rivaliser avec eux en gestes dramatiques et en violences oratoires. Il n'y a pas si longtemps, M. Gwynn, le député redmondiste de Galway City, dépassait les agitateurs du *Sinn Fein*, dénonçait l'armée britannique, recrutée dans la lie de la population irlandaise, « parmi les imprévoyants et les vicieux », et affirmait qu'il saurait détourner ses compatriotes de s'engager sous les plis du drapeau écarlate. La violence de langage, la protection accordée aux paysans, qui « boycottent » et « sabottent » les troupeaux des éleveurs d'origine britannique, la justification des *cattle-drivers* suffisaient pour rassurer M. Redmond et ses amis, contre la surenchère des extré-

Digitized by Google

mistes, indépendants et non cléricaux, de la *Gaelic League* et du *Sinn Fein*.

Mais la formation d'un groupe modéré, partisan de transactions opportunes et hostile à l'influence du clergé, qui dispose de dix députés et s'appuie sur l'Association, récente et déjà prospère, de *Tous pour l'Irlande*, constitue pour le nationalisme officiel une menace plus redoutable.

Qui aurait pu jamais croire qu'un jour viendrait, où John-Edward Redmond défendrait la tactique intransigeante, qui veut tout sacrifier à l'idéal du *home-rule* intégral, contre William O'Brien, devenu le partisan des solutions transactionnelles et des négociations avec les conservateurs? Malgré son nez busqué, Redmond, avec ses joues et son embonpoint de chanoine, a, dans le geste et dans l'attitude, l'onction ecclésiastique. Sa grande taille et sa maigre silhouette, sa longue barbe et ses yeux étincelants donnent, au contraire, à W. O'Brien l'apparence d'un survivant des épopées révolutionnaires. Et, d'ailleurs, quand il parle, son éloquence, tour à tour menaçante et émouvante, prophétique et sentimentale, mais toujours dramatique, sa mimique passionnée, ses gestes véhéments laissent croire à l'auditeur qu'il assiste à une veillée des armes, à un prêche avant l'insurrection, dans une vallée de l'île d'Érin. En vétéran des luttes parlementaires, formé par la culture des lettres et par les usages du barreau, Redmond reste fidèle aux traditions classiques. Il déroule d'harmonieuses périodes. Il noue des dilemmes. Il lance des pointes. Tout, d'ailleurs, semble l'avoir préparé à devenir et à rester un « modéré ». Ancien *clerk* du *veto Office*, attaché à la Présidence, dirions-nous, il s'est formé, de bonne heure, au fonctionnement de la machine parlementaire. Placé plus tard par Parnell au poste de Whip, il achève de connaître, dans tous ses détails, la procédure législative. Sportsman accompli, habitué des allées cavalières de Hyde-Park, propriétaire d'une chasse connue, le *leader* nationaliste n'a rien, dans sa vie privée, d'un doctrinaire intransigeant. Tandis que W. O'Brien, avec son casier judiciaire abondamment garni, porte tous les chevrons d'une

Digitized by Google

vieille barbe révolutionnaire. Il est l'auteur d'un plan pour enlever le château de Dublin. Il est connu des geôliers anglais, sous la garde de qui il passa deux ans, comme l'original qui refusa obstinément de revêtir l'uniforme de prisonnier.

Et, cependant, c'est lui qui, aujourd'hui, reproche à M. Redmond d'avoir repoussé, comme insuffisants, les projets de décentralisation administrative et de se refuser à une entente avec les conservateurs contre les radicaux, sur la base d'avantages douaniers et de concessions agraires ! La vie politique, — même de l'autre côté du détroit, — a de ces surprises.

A vrai dire, le conflit entre ces deux hommes ne date pas d'hier. Sans remonter jusqu'aux rivalités, que provoqua la succession de Parnell, la loi agraire de 1903, la loi Wyndham, entraîna des divisions où se révéla, pour la première fois, l'opposition contre Redmond et les modérés. Et W. O'Brien, qui avait préconisé une application scrupuleuse de la réforme et une entente loyale avec les landlords, se vit chassé de l'*United Irish League*, qu'il avait lui-même fondée en 1898 ! Il démissionne avec éclat, mais Cork le réélit sans concurrent. Au lendemain des élections radicales de janvier 1906, son indépendance et son hostilité, vis-à-vis du nationalisme officiel, grandissent rapidement. Quand sir Henry Campbell-Bannerman adopte les idées décentralisatrices d'un gentilhomme libéral, lord Dunraven, et propose de doter l'Irlande d'une assemblée mi-parlementaire, mi-administrative, W. O'Brien est seul à défendre l'*Irish Council*. Dociles aux instructions de leurs mandataires ecclésiastiques, J.-E. Redmond et ses amis repoussent une institution, qui se substituera, en fait et en droit, au clergé catholique, dans le contrôle de l'instruction publique. Lorsque M. Birrell, pour mettre un terme à la misère des *congested districts*, et aux violences du *cattle-driving*, propose d'exproprier et de morceler, en terres arables, les grands paturages, W. O'Brien se sépare de nouveau de ses collègues irlandais. Il est d'accord avec les conservateurs, et refuse de porter la moindre atteinte à la loi Wyndham, qui,

Digitized by Google

sans recourir au rachat obligatoire, en rapprochant, sur le terrain d'intérêts communs, tenanciers et propriétaires, a, dans certains comtés, fait disparaître tous les germes de guerre civile et doté l'île d'Érin de 58.000 paysans propriétaires. Les lois agraires de 1885, 1888, 1891, 1896, dans un délai infiniment plus long, n'ont créé que 25.000 et 46.000 petites exploitations.

C'est la préoccupation d'améliorer, encore, le sort de ces 129.000 *yeomen*, qui a dicté à W. O'Brien son opposition contre le budget radical. Pour la quatrième fois, il s'est trouvé en désaccord avec ses compatriotes. Il ne veut point sacrifier, à l'éventualité d'un *home rule* intégral, rendu possible grâce à la *deminutio capitis* des Lords, les intérêts du paysan propriétaire et du petit débitant, menacés par les taxes foncières et les droits sur le whisky.

Il faut donc se retourner vers les conservateurs, défenseurs des écoles confessionnelles, partisans des tarifs différentiels. Sur ce terrain, catholiques et paysans irlandais peuvent s'entendre, provisoirement, avec leurs ennemis héréditaires. Et cette tactique, M. T.-M. Healy et M. W. O'Brien, grâce à l'argent des tories anglais, ont déjà pu la faire approuver par dix circonscriptions.

Afin d'enrayer cette scission et de parer à cette menace, M. J.-E. Redmond accentue son indépendance vis-à-vis des radicaux et reprend sa campagne en faveur du *Home Rule*. Maître de la situation, avec ses 71 voix, dans ce Parlement, divisé entre 315 radicaux-ouvriers et 273 conservateurs, auxquels viennent s'ajouter les 11 partisans de MM. T.-M. Healy et W. O'Brien, il entend jouer au dictateur. Et *Punch* nous le représente, drapé d'hermine et couronné d'or, assis dans une chaise gothique. D'une main, il tient un globe, — la Constitution britannique ; — de l'autre, il cache sous sa robe la matraque du paysan irlandais.

* * *

Digitized by Google

Malgré une majorité nominale d'une centaine de voix, M. Asquith est à la merci de la moindre débandade. *Punch* résume ses angoisses et ses difficultés dans un spirituel dessin. Au fond, se dresse le château fort des Lords, que le chevalier Asquith, bardé de fer, voudrait enlever d'assaut. D'un geste mélancolique, il montre sa monture, courte sur pattes et longue de poils : « Je demandais un cheval d'armes, et on me donne un poney. »

V

Les caractères de ces étranges élections, dont tous les partis, sans exception, sortent amoindris, ont été précisés par la première semaine de la nouvelle session. Trois séances ont suffi, pour jeter une vive lumière sur l'avenir prochain.

*
* *

Dès la discussion de l'Adresse par les Communes, la situation du parti radical paraît inextricable.

Devant une salle comble, M. Asquith se lève. Le pouvoir l'a vieilli. La stature est moins droite, les traits plus tirés, les lignes moins pures. Il n'a plus le masque impassible et le profil régulier du *Barrister*. Salué par d'ardentes acclamations, le premier Ministre répond aux critiques de M. A. J. Balfour. Plus il parle, plus l'enthousiasme de la gauche diminue. Les « Hear ! Hear ! » manquent d'ardeur. A plusieurs reprises, les déclarations de M. Asquith soulèvent l'approbation des bancs conservateurs. En face, le silence des radicaux grandit. Il devient impressionnant. Dans cette atmosphère glaciale, les paroles de l'orateur retentissent avec un accent singulier. Surpris par la sonorité de ses paroles, sa gêne grandit. Cet avocat, dont l'impassibilité bouleversait les témoins et dont la clarté émerveillait les juges, hésite et tâtonne. Il termine mal ses phrases. Il trouve difficilement ses mots. Et lorsqu'il

Digitized by Google

se rassoit, aucune acclamation ne vient troubler le silence oppressant de l'Assemblée.

Des bancs conservateurs, un député se lève pour répondre à M. Asquith. Il n'a rien d'un Anglais. Un accent chantonnant atténue les gutturales. Sa voix chaude résonne avec un timbre particulier. Ses gestes sont faciles et souples. Vue d'un peu loin, cette silhouette agréablement rebondie, ce visage rond, aux lignes pleines et aux paupières alourdies, a je ne sais quoi d'ecclésiastique. Le discours, dans le fond et dans la forme, trahit une culture latine. Le plan est rigoureux. Le style est châtié. Ce n'est pas un homme d'affaires, qui, dans une causerie courte et improvisée, expose un ou deux points précis. C'est un orateur : il parle ; il agit ; il joue. Ce réquisitoire logique contre le programme ministériel soulève les acclamations des radicaux. Et lorsque M. J.-E. Redmond, l'ancien *whip* de Parnell, se rassoit, après avoir accentué son ultimatum par une menace de scission, la Chambre est en plein désarroi. Le brouhaha des conversations s'élève. Nul ne demande la parole. Le banc des ministres paraît atterré.

Huit jours de négociations, dans les antichambres ministérielles et dans les couloirs parlementaires, resserrent, tant bien que mal, les liens du bloc démocratique. M. Asquith fait trois concessions à son aile gauche. Bien que l'année financière expire le 31 mars, bien que le déficit, créé par la non-perception des impôts directs, atteigne 28 millions de Livres, la discussion du budget sera ajournée. La bataille contre les Lords sera immédiatement engagée. De plus, les projets de réorganisation de la Chambre Haute, demandés par les représentants de l'Écosse au sein du Cabinet, par sir Edward Grey, M. Haldane, M. Winston Churchill, seront remis à la prochaine session. La méthode préconisée par sir H. Campbell-Bannerman, — la limitation du veto, — les sympathies de l'aile gauche pour le régime de la Chambre, sinon unique, du moins prépondérante, seront respectées. Enfin, une fois les « résolutions » adoptées, grâce à la procédure rapide qu'autorise, en l'espèce, le règlement, les « vœux » seront immédiatement transmis

Digitized by Google

aux Lords. Le gouvernement n'attendra pas de leur donner une forme législative, qui aurait, cependant, l'avantage d'obliger les Pairs à se prononcer sur la décision prise par les Communes.

Ces trois concessions précipitent le conflit entre les deux Chambres, assurent la coopération des groupes démocratiques, laissent, en cas d'échec, au parti conservateur, le soin de liquider un gâchis financier sans précédents. Les radicaux sont satisfaits. M. Asquith l'est moins. Par loyalisme politique, pour éviter le renouvellement des scissions de 1900 et de 1885, il a capitulé. Mais l'avenir montrera que, lorsqu'il se refusait à laisser aux Lords le monopole de la Réforme parlementaire, il était guidé par une vision plus exacte des intérêts de la patrie anglaise et du parti libéral.

Même s'il lui est possible de retarder le choc et de boucler le budget, M. Asquith ne saurait prolonger, que de quelques semaines, l'existence des Communes. Le Parlement radical de 1910 est mort-né, comme ceux de 1886 et de 1892.

* * *

Autant la séance des Communes, le 21 février, fut fébrile et mouvementée, autant celle des Pairs fut sereine et paisible. Et cependant le discours du Trône, lu quelques instants plus tôt, avait provoqué, dans les rangs pourpre, blanc et or, un long mouvement de surprise, vite réprimé. Les manteaux d'hermine sont rependus dans les cases. Les couronnes d'or sont enfermées dans les écrins. Les Pairesses ont regagné les tribunes et revêtu des toilettes de ville. Uniformes et bibelots du moyen âge ont vite disparu. Et, de noir vêtus, les représentants de l'aristocratie britannique viennent écouter la réponse de leur porte-parole aux menaces du radicalisme. Cette réponse n'a rien d'un ultimatum.

Le 30 novembre 1909, lord Lansdowne prenait la parole dans une réunion publique à Portsmouth :

Digitized by Google

Permettez-moi, d'essayer de conquérir les sympathies de mon auditoire, en lui rappelant que le fondateur des fortunes de ma famille était le fils d'un petit boutiquier : il naquit dans un village du Hampshire, peu éloigné de Portsmouth. On raconte que sa première spéculation commerciale fut faite sur des chapeaux. Évidemment, à cette date, mes ancêtres n'avaient point encore commencé à songer à des couronnes.

Je crois bien que ce jour-là le *leader* de la Chambre des Lords a, pour les besoins de la cause, quelque peu exagéré la modestie de ses origines.

La dynastie des marquis de Lansdowne est née de l'alliance d'une Petty avec Thomas Fitzmaurice, comte de Kerry. Certes, la famille des Petty, fixée à Rommey, dans le Hampshire, à la fin du xv° siècle, est de souche paysanne. Elle dut sa fortune au génie inventif de sir William Petty. Ce fils de chapelier, tour à tour marin aventureux, mathématicien précoce, construisit une brouette, dessina un canot automoteur, renouvela l'économie politique, et mit, successivement, au service de Cromwell et de Charles II, la prodigieuse ressource d'une intelligence presque universelle. Mais les Fitzmaurice n'étaient ni des roturiers, ni des intellectuels. Ces gentilshommes irlandais, seigneurs de Kerry et Lixnaw depuis 1181, ne savaient guère que frapper d'estoc et de taille. Et si, après quatre cents ans de batailles et d'assassinats, le seizième lord Kerry mérite de figurer, le premier des siens, dans les dictionnaires anglais de biographie, c'est à cause de sa stature prodigieuse et de sa force herculéenne. Nul ne parvint, après sa mort, à tendre l'arc qu'il maniait avec aisance.

Cette alliance, entre l'héritier d'une lignée de soldats et le fondateur de l'économie politique anglaise, a fourni à la Grande-Bretagne trois générations d'hommes d'État.

Lord Shelburne, premier marquis de Lansdowne, a été donné par Disraéli, dans son roman *Sybil*, comme le type de ces gentilshommes éclairés, qui, en devinant les caractères du siècle nouveau et l'avènement des classes moyennes, permirent à l'Angleterre de faire l'économie d'une révolution.

Digitized by Google

Sans doute, ce grand politique ne fut qu'un précurseur méconnu. Le 2 juin 1779, il interpellait sur la misère navrante de l'île d'Érin : « Je désire que la Chambre se souvienne, que la guerre avec l'Amérique a commencé à la suite de provocations moins graves, que celles accumulées vis-à-vis de l'Irlande. » Le 20 mai 1797, il demandait qu'on entreprit la réforme électorale, « alors qu'elle peut être réalisée progressivement : si on ajourne cette œuvre nécessaire, toutes les barrières sauteront. » Ses conseils ne furent pas suivis, ce jour-là. Il ne parvint pas davantage, de 1766 à 1768, à faire triompher la politique conciliante, qui eût permis à l'Angleterre de conserver plus longtemps ses colonies américaines. Il n'eut que le périlleux honneur de négocier et de signer le traité de Paris. Mais s'il ne réussit pas davantage, malgré des interventions répétées en 1793, 1794, 1797, 1803, à empêcher son pays de déclarer une guerre à mort à la France révolutionnaire, ses luttes pour la liberté commerciale, la réforme administrative, l'affranchissement électoral, ne furent point inutiles. Bowood Park, où le marquis de Lansdowne entassait statues, tableaux et manuscrits, devint le Coppet de l'Angleterre. Bentham y écrivit ses principaux ouvrages. Adam Smith erra sous ses arbres. Les premiers écrivains et les premiers apôtres du libéralisme anglais reçurent dans cette royale demeure une généreuse hospitalité.

Et, si lord Shelburne n'assiste point à la réalisation de ses idées, c'est du moins son fils cadet qui contresigne les chartes politiques et économiques, d'où est sortie, non sans batailles, mais du moins sans révolution, l'Angleterre moderne. Le troisième marquis, en effet, le 9 juillet 1828, défend, devant les Lords, la motion de sir Fr. Burdett sur l'émancipation des catholiques. Il fait partie du Cabinet Grey, qui impose aux Pairs et au Roi la réforme électorale de 1832. Et le libre-échange n'est pas adopté par la Chambre Haute en 1846, avant que le fils de lord Shelburne ait rappelé, que son père a défendu et signé le premier traité de commerce avec la France. Fidèle à toutes les traditions de sa famille, le troisième mar-

Digitized by Google

quis reconstitue les collections de Bowood Park, patronne Sidney Smith, le théoricien du libéralisme whig, et paye les dettes du poète Moore.

Et voici que la même famille, sans que son sang soit encore épuisé, fournit à l'Angleterre, pour faire face à une troisième crise sociale, un nouvel homme d'État, formé à la même méthode et héritier de la même politique.

De bonne heure, Henri-Charles Keith Petty-Fitzmaurice, cinquième marquis de Lansdowne, vingt-sixième baron de Kerry et Lixnaw, se montre digne de porter, sans fléchir, le lourd héritage des gloires familiales. Jowett, ce Boutmy d'outre-Manche, ce maître d'Oxford habile à deviner les talents et à aiguiller les vies, propose à lord Granville, le vétéran de la diplomatie libérale, de prendre son jeune élève au *Foreign Office*. Et peu de mois après, le Ministre écrivait : « Lord Lansdowne a toutes les qualités, un tact qui n'est jamais en défaut, une mémoire qui ne se trompe pas, une égalité d'humeur qu'aucun homme ne parvient à troubler, et une habileté sans rivale pour découvrir des précédents diplomatiques. » Le contact de Gladstone achève son éducation politique. A vingt-quatre ans, lord de la Trésorerie, puis sous-secrétaire d'État à la Guerre, il assiste, sans sourciller, à l'activité démocratique du *Great old man*, à l'établissement du scrutin secret, au rachat des grades dans l'armée, à la laïcisation des grandes universités et à l'organisation de l'enseignement primaire.

Mais les signes avant-coureurs du *Home Rule* l'inquiètent. Sous-secrétaire d'État aux Indes, en 1880, il se démet de ses fonctions et sollicite les grandes charges diplomatiques, auxquelles son nom et sa fortune, — il possède 57.200 hectares, — lui donnent droit. Gouverneur général du Canada, il doit faire face à des difficultés intérieures et extérieures, liquider la rébellion de Louis Riel et résoudre le conflit anglo-américain des pêcheries. Vice-roi des Indes, il noue des relations avec l'Afghanistan, réglemente le travail des enfants, et limite la frappe de l'argent.

Digitized by Google

Après dix ans d'administration impériale, dix ans d'autorité ministérielle. Et dans quelles circonstances ! La gestion du *War Office* pendant la guerre sud-africaine, le portefeuille des Affaires étrangères, quand sonne l'heure de l'Entente cordiale et du conflit marocain. Lorsque, au mois de janvier 1906, lord Lansdowne entreprend de guider la Chambre des Lords dans sa résistance, prudente et mesurée, aux assauts du socialisme démocratique, il agira avec l'expérience d'un vétéran, vieilli sous le harnais, et avec la modération du *whig*, ce conservateur intelligent.

Je crois le revoir, tel qu'il m'apparut dans ce débat historique du 21 février 1910. Sa silhouette, peu anglaise d'aspect, au front tourmenté, au nez busqué, à la moustache française, se détache sur les étoffes rouges du dais impérial. En face des bancs de cuir écarlate, comme devant une réunion d'électeurs, il reste un diplomate. Il cause, plus qu'il ne parle : ni éclats de voix, ni gestes dramatiques. Par instants, une émotion, vite réprimée, altère le timbre de sa parole. Mais, d'ordinaire, une ironie narquoise vient seule animer l'élégance un peu monotone de cette conversation d'hommes d'affaires. Ce gentilhomme authentique s'exprime comme un grand industriel, sans phrases, sans gestes, en brandissant, parfois, son binocle du bout des doigts : il analyse le bilan d'une politique.

La culture française est cependant, chez les Lansdowne, une tradition de famille. Il y a un siècle, les caricaturistes représentaient lord Shelburne, habillé en sans-culotte. Son arrière-petit-fils est condamné par les crayons radicaux à porter la cravate Lavallière, et à coiffer un tube à bords plats. Et ces dessins sont justifiés par les faits. Sir William Petty fit ses études de mathématiques à Caen et à Paris. Le premier marquis de Lansdowne fut le disciple de Morellet et le correspondant de Mirabeau. Le quatrième épousa Mlle de Flahaut. Le cinquième, qui parle et écrit le français aussi correctement que son arrière-grand-père, doit certainement un peu de son intelligence rapide, au sang qui coule dans ses veines.

Mais, en tout cas, ce n'est point sur la terre de France que

Digitized by Google

les Lansdowne ont acquis le sens des concessions opportunes, appris cet art des transactions nécessaires, qui leur ont permis de porter —, avec l'aisance des véritables hommes d'État, — le plus lourd des privilèges politiques, la charge héréditaire de gouverner des hommes.

Sans élever la voix, ni chercher de gestes, le lorgnon au bout des doigts, sur le ton de la conversation, il parle en homme du monde et en vétéran de la « Carrière ». Pas d'épithètes violentes, pas de formules rigides. Il nuance. Il atténue Çà et là, quelques lignes plus nettes surgissent : « Si le Budget passe aux Communes, il passera ici. ». « Il y a une question des Lords. » Et il indique les trois points sur lesquels des modifications sont possibles : mettre à la transmission des pairies des conditions d'assiduité et de capacité ; modifier la répartition des sièges, de manière à assurer une plus équitable représentation des partis politiques et un meilleur fonctionnement de la machine législative ; chercher un moyen d'éviter désormais, entre les deux Chambres, les conflits insolubles. Mais ces concessions, qui, précisées avec la logique française, n'équivaudraient à rien moins, qu'à l'abandon du principe d'hérédité et à l'établissement du référendum, sont exprimées dans une forme, volontairement discrète et vague. Lord Lansdowne ne peut cesser d'être diplomate. A la barre des Lords, comme dans les bureaux du *Foreign Office*, il négocie, il fait des offres, il esquisse des transaction.

Mais, si l'on rapproche les paroles de lord Lansdowne du discours de M. J. A. Balfour, prononcé le 5 mars, la tactique des Conservateurs achève de se dessiner : Il faut opposer la réorganisation des Lords à la limitation du *veto*, les espérances de la *Tarif Reform* aux charges des impôts socialistes, la stabilité de la petite propriété aux dangers des concessions viagères, l'unité de l'Empire aux menaces du *Home Rule*. Ce programme est dangereux pour les radicaux. L'occasion est propice pour les tories. Le suffrage restreint et plural est encore intact. Le *Labour Party* voit, en vertu de l'arrêt des Lords,

Digitized by Google

sa caisse frappée d'interdit. Le parti irlandais est paralysé par des querelles intestines, qu'il sera facile, avec un peu d'argent, d'étendre et d'aviver. Si on laisse aux radicaux le temps de s'user, dans des manifestations forcément impuissantes, et aux conservateurs le temps de remplir leur trésor aujourd'hui vide, si le gâchis financier grandit, si la réforme des Lords est amorcée, le retour des tories au pouvoir paraît probable.

Mais le protectionnisme viendrait-il demain, comme il y a soixante-dix ans, soulever les masses ouvrières?

*
* *

C'est là une formidable inconnue. Elle se présentait, avec une force irrésistible, à l'esprit de tous ceux qui assistaient aux séances des Communes, les 23 et 24 février.

La Chambre discute l'amendement protectionniste à l'Adresse. Les jeunes députés conservateurs, frais émoulus d'Oxford et de Cambridge, étalent leur science économique. M. Austen Chamberlain reprend les arguments classiques de la réforme douanière, avec l'énergique et combative autorité qu'il tient de son père. M. A. J. Balfour les atténue, en disciple fidèle des philosophes sceptiques. M. A. Bonar Law les résume, avec la précision d'un maître de forges. Mais la thèse ne mord pas sur les *Labour Members*. Et ce qu'il y a de plus frappant, ce n'est ni la réfutation savante et claire de M. J. Ramsay Macdonald, le secrétaire général du *Labour Party*, ni l'improvisation ardente et sincère de M. Shackleton, le vétéran tisseur, c'est l'attitude des députés ouvriers.

Les arguments des tories les irritent. Leurs avances les blessent. Ils interrompent, ils réclament, ils murmurent. Un rien suffirait à provoquer quelque fâcheux incident. Si telle est, dans un débat théorique, l'hostilité des chefs de l'armée trade-unioniste, quelle sera celle des soldats incultes et rudes, habitués à dépenser tout ce qu'ils gagnent, pleins du souvenir du pain cher, lorsque des tarifs différentiels auront provoqué une hausse, même légère, des denrées alimentaires? « Nous

Digitized by Google

sommes plus près que nous ne l'avons jamais été, me disait, quelques instants plus tard, un des membres les plus modérés et les plus fins du *Labour Party*, de la bataille dans la rue. »

Le résultat du scrutin est proclamé. Pour la première fois, depuis 1846, le libre-échange n'a que 31 voix de majorité. Le Parlement se vide rapidement. Le phare de la tour de Westminster s'éteint. Les rues sont désertes. Le silence est absolu. Les camelots ne crient pas des éditions spéciales. Les passants marchent vite, sans s'arrêter. Et, sur le pas des portes, mal abrités contre la pluie qui cingle, des chômeurs en haillons offrent une boîte d'allumettes, sans ouvrir la bouche, avec une tristesse résignée.

Digitized by Google

CHAPITRE VI

LA BATAILLE CONSTITUTIONNELLE

Jeudi 10 novembre 1910. Échec de la « Conférence ». Irritation de John Bull.

I. L'apathie publique.

§ 1. Ses causes. 1. L'extraordinaire activité industrielle de 1910. 2. Les armements navals et la rivalité allemande. § 2. Manière dont s'est posée la question des Lords : sur le terrain financier ; sur la limitation du veto. Les violences de Lloyd George, pas plus que les indignations des conservateurs n'émeuvent l'opinion publique.

II. La tactique conservatrice.

Situation défectueuse de l'opposition au mois de novembre 1910. Manque d'unité dans les organismes et d'harmonie entre les chefs.

§ 1. 16-23 novembre. La tactique de lord Lansdowne et de lord Rosebery. Leur double projet. Ses caractères. Il manque de précision dans le fond et dans la forme. Pourquoi ? Un parallèle intéressant. § 2. La solution conservatrice et la solution radicale. L'une est précise, l'autre ne l'est pas. L'une est logique et prévoyante, l'autre ne l'est pas. L'une est révolutionnaire, l'autre ne l'est pas.

III. La consultation électorale.

Analyse des statistiques électorales par régions. Les circonscriptions rurales, urbaines, celtiques. Les résultats du référendum.

IV. La capitulation finale.

Les fêtes du Couronnement et la résistance des Lords. Les dernières cartouches. La menace d'une « fournée » : ses effets décisifs. Socialisme et impérialisme.

Le jeudi soir, 10 novembre 1910, John Bull, en rentrant de son bureau et en s'asseyant à son foyer, ne put retenir un geste de dépit et un mouvement de colère. *Punch* nous le montre, installé devant la table familiale, le couteau d'une

Digitized by Google

main, la fourchette de l'autre, les sourcils froncés, l'œil irrité...

Mais pourquoi les dessinateurs de cette feuille historique s'obstinent-ils à conserver à John Bull les courts favoris, les joues pleines, la vigoureuse corpulence, le frac bleu et les bottes à revers d'un *gentleman farmer?* Ils nous doivent un type nouveau. Et, dans son numéro du 14 décembre, *Punch* esquissait déjà quelques-unes de ces silhouettes d'électeurs radicaux, qu'il faudra fondre en une seule, pour caractériser l'Angleterre urbaine, bourgeoise et démocratique d'aujourd'hui : l'épicier sémite, petit et difforme, en casquette, veston et tablier; le boutiquier puritain, qui, drapé dans une redingote, correctement ganté, les lèvres rasées, porte, avec une dignité austère, de rondes lunettes et une barbe grise; le gratte-papier, long et maigre, coiffé de chapeaux trop larges, et vêtu de jaquettes trop amples, pâli et déformé par l'atmosphère confinée et le labeur insalubre de la vie de bureau; le manœuvre, petit et carré, le pantalon de velours noué aux genoux d'une ficelle de cuir, une musette suspendue à l'épaule, les mains dans les poches, la casquette en arrière, le brûle-gueule à la bouche; l'ouvrier spécialisé, vêtu de serge bleue et coiffé d'un melon noir, silencieux et vigoureux, le visage barré d'une courte moustache. C'est dans les rangs serrés de cette masse démocratique, qu'il faut chercher le nouveau John Bull...

Et lorsque M. Asquith lui apprit, ou plutôt lui fit apprendre, qu'après vingt séances, au cours desquelles les plénipotentiaires avaient passé en revue tous les problèmes, qu'aura à résoudre l'Empire britannique, la Conférence n'était point parvenue à s'entendre sur le nombre de pairs que comprendra la commission mixte, chargée de trancher les conflits entre les deux Chambres, John Bull ne put cacher son dépit.

I

Ce peuple, qui a le culte de la patrie et le sens de la liberté, n'a aucun goût pour les luttes politiques. Il délègue volontiers

Digitized by Google

ses pouvoirs. Il exerce son droit de vote le moins souvent possible. Il ne réclame, qu'à des intervalles très éloignés, 1832, 1868, 1884, 1911, l'élargissement successif des libertés électorales. Pour secouer son apathie, il faut que des associations politiques, riches et nombreuses, multiplient les prospectus, les caricatures, les conférences. Et leur propagande ne s'exerce avec succès, que lorsqu'elle peut faire appel à des intérêts primordiaux et à des sentiments profonds. Seuls, au cours du XIXe et au début du XXe siècles, le libre-échange et la réforme fiscale, les libertés confessionnelles et les menaces étrangères ont pu passionner les foules britanniques.

Comment, à la veille de jouir des vacances de la Noël, John Bull n'aurait-il pas éprouvé un mouvement de mauvaise humeur, à la pensée d'écouter encore des discours politiques, et d'exercer à nouveau ses droits civiques? Le commerce de l'Angleterre progresse, depuis plus d'un an, avec une rapidité, qui masque les périls de la concurrence étrangère. Les constructions navales ont été poussées avec une telle vigueur, qu'elles ajournent le péril allemand.

*
* *

L'année 1910 constitue un record. Jamais le commerce anglais n'a atteint un niveau aussi élevé. Jamais, dans aucun pays, le chiffre des transactions par tête d'habitant n'est arrivé à £ 27. Le gain réalisé, en douze mois, dépasse 108 millions de Livres, approche de 3 milliards de francs.

Les ventes d'objets fabriqués augmentent, par rapport aux chiffres de 1909, de 15 p. 100. Les industries, qui se croyaient le plus atteintes par la concurrence étrangère, la métallurgie, la coutellerie et la quincaillerie, les lainages, les produits chimiques, accroissent leurs expéditions de 12, 18, 22 et 10 p. 100.

En 1910, comme au lendemain des victoires libérales de 1832 et 1846, la poussée démocratique coïncide avec un essor industriel.

Digitized by Google

Mais, si le commerce reste la loi suprême de la politique, aujourd'hui comme il y a deux cents ans, pour cet îlot encombré, qui doit exporter pour ne pas mourir, on aurait tort de conclure que cette « nation de boutiquiers » n'a qu'une religion, celle du porte-monnaie. Elle en a plusieurs. La patrie de l'utilitarisme est aussi celle du sentimentalisme. Le plus réaliste des peuples est également le plus émotif. Et seules les passions patriotiques ou religieuses peuvent déchaîner des courants d'opinions, aussi violents que ceux déterminés par les intérêts matériels.

Le péril allemand reste le plus puissant facteur de ces crises sentimentales. Mais son action psychologique est moins forte aujourd'hui qu'elle ne l'était hier et ne le sera demain. Grâce à un formidable effort financier, le Royaume-Uni est parvenu à regagner une partie de l'avance perdue. Les radicaux n'ont pas craint, depuis cinq ans, de dépenser, pour la marine, 4 millions de Livres de plus que les conservateurs, pendant les cinq dernières années de leur règne : 171 contre 167 millions de Livres. Le « principe du double pavillon » a été respecté, — sur le papier tout au moins.

Sans doute, les spécialistes les moins suspects de pessimisme comme sir William H. White, dans la *XIXth Century Review*, doivent reconnaître, qu'au point de vue des flottilles de contre-torpilleurs et des escadrilles de croiseurs-cuirassés, le Royaume-Uni n'a pas su maintenir son avance. Mais les cuirassés de premier rang, qui battent pavillon écarlate, ont conservé leur supériorité, à peu de chose près. Le 31 mars 1906, au lendemain de l'hégémonie conservatrice, l'amirauté britannique pouvait opposer 53 cuirassés de premier rang, dont 9 en construction, soit un total de 786.000 tonnes, aux 24 navires de haut bord allemands. Le 31 mars 1910, après cinq années de règne radical, les 60 mastodontes anglais, dont 12 sont inachevés, atteignent le formidable total de 995.000 tonnes. Les 33 cuirassés de premier rang, sur lesquels flotte le tricolore d'outre-Rhin, et dont 11 ne sont point encore commissionnés, arrivent avec peine à 487.000 tonnes. Les

Digitized by Google

prévisions pessimistes de l'état-major anglais n'ont pas été confirmées. Les ingénieurs allemands ne sont point parvenus à battre le record de leurs adversaires d'outre-Manche : ceux-ci conservent une avance de sept mois. Un *Dreadnought* anglais entre en service après vingt-six mois de travail. Trente-trois mois sont nécessaires aux chantiers allemands, pour terminer un cuirassé de premier rang.

Cette supériorité technique a consolidé, provisoirement, la supériorité militaire.

Le péril maritime est ajourné de quelques années, de quelques mois peut-être. John Bull peut respirer à l'aise, ménager ses émotions, économiser ses muscles. Et, puisqu'une aubaine inespérée remplit d'or son escarcelle, il se consacre tout entier à ses affaires.

*
* *

Or, voici que des politiques maladroits viennent troubler cette trêve des confiseurs. Et John Bull, qui s'attendait à faire un bon repas, ne cache pas son indignation, lorsque M. Asquith, représenté par *Punch* sous les traits d'un cuisinier, soulève le couvre-plats, sur lequel on lit : « *Conférence* », et montre à son maître une assiette... vide. Les parlementaires conservateurs, qui ont perdu cette occasion de transiger, que leur avait, en disparaissant prématurément, fourni un monarque pacifique et sage, croient-ils donc que la « question des Lords » soit de celles, qui touchent directement les intérêts et les sentiments de l'Angleterre moderne ? L'action psychologique du problème constitutionnel sur les masses anglaises peut-elle être comparée à celle, qu'exercent les préoccupations commerciales et les périls extérieurs ?

L'Angleterre de 1910 n'est plus celle de 1886. Le radicalisme social a remplacé la *tory democracy*. Les mêmes paroles ne soulèvent plus les mêmes échos.

Remarquons, d'abord, que la « question des Lords » ne se pose pas exactement, comme il y a vingt-quatre ans. Lorsque,

Digitized by Google

à la veille de prendre sa retraite, Gladstone affirma, avec solennité, qu'il appartenait à ses héritiers de délimiter, à nouveau, les pouvoirs de la seconde Chambre, le conflit entre les Lords et les Communes avait été provoqué par un problème d'intérêt national. Les Pairs, condamnés pour avoir rejeté un *Home rule*, conçu sous une forme législative, aussi imprudente qu'obscure, apparaissaient au contraire à John Bull comme les gardiens de l'unité nationale. Il était directement intéressé à ce qu'une décentralisation fantaisiste ne vînt ni troubler sa quiétude, ni affaiblir ses forces. Il comprit le péril. Il acclama ses sauveurs.

Il n'en est plus de même aujourd'hui. Sans doute, si le *veto* des Lords est rigoureusement réduit, les Irlandais réclameront en échange de leur collaboration —, ils l'ont déjà annoncé, — l'affranchissement de l'île d'Erin. Mais cette émancipation, dont on ignore d'ailleurs les conditions et les degrés, ne sera réalisée que demain. Or, demain n'a pas de prise sur la pensée réaliste de John Bull. Ce n'est point un songe creux. Il n'est pas l'homme des lointaines prévisions et des sages calculs. Ce citadin, qui dépense tout ce qu'il gagne, et vit au au jour le jour, n'a rien du paysan de France, qui pense plus au jour qui vient, qu'à l'heure qui sonne. Ce salarié, rebelle à l'économie, tranche les difficultés, au fur et à mesure qu'elles surgissent et, une fois terminée la tâche de la journée, s'interdit les rêveries au coin du feu. La réalité tangible, le fait immédiat, l'heure présente sont seuls capables de s'imposer à l'attention de ces pensées somnolentes.

Aujourd'hui, « la question des Lords » est posée sur le terrain financier. Si le pays a été appelé à se prononcer deux fois, au cours de la même année, c'est que les Pairs se sont refusés à contre-signer un budget, dont les taxes foncières portaient un coup droit au monopole agraire de l'aristocratie britannique. Une opération fiscale a déclanché le conflit constitutionnel. Or, dans quelle mesure l'écrou financier, ingénieusement forgé par D. Lloyd George, lèse-t-il les intérêts « de l'homme de la rue », de « l'homme de l'impériale », ces maîtres

Digitized by Google

des destinées anglaises ? Certes, il faut qu'il ait été serré avec une vigoureuse énergie, pour que, dans un seul numéro du *Times*, une agence annonce la vente de 40.000 hectares, d'une douzaine de châteaux historiques.

Mais en quoi cette disparition progressive du monopole foncier touche-t-elle directement les masses populaires ? Seraient-elles disposées à prendre à leur compte, sous la forme d'impôts indirects, le coût des constructions navales et la charge des retraites ouvrières ? Pourquoi regretteraient-elles le morcellement de la terre, qui va fournir de l'espace aux villes encombrées et des champs aux journaliers agricoles ?

Et John Bull, ce John Bull plébéien de 1910, cherche en vain, au moment où il apprend l'échec de la Conférence, dans quelle mesure « la question des Lords » touche à ses intérêts personnels. Est-ce à dire que les droits parlementaires des Pairs éveillent, en revanche, une sympathie sentimentale ? Ces 524 Lords héréditaires, dont 335 détiennent leur couronne depuis moins d'un siècle, et dont 88 seulement peuvent remonter au delà du XVIIIe siècle, cette aristocratie, sans cesse renouvelée par un afflux constant d'or et de talents, est-elle parvenue à gagner le cœur de l'excellent John Bull ? La monarchie, seule, serait-elle arrivée à conquérir les bonnes grâces de cette race imaginative, de ce peuple émotif, de cette société hiérarchisée ?

L'aristocratie, s'écrie D. Lloyd George, le 21 novembre 1910, devant les pauvres diables de l'*East-End*, c'est comme du fromage : plus elle devient vieille, plus elle acquiert de valeur... L'Australie préférerait avoir un Sénat de kangourous, que d'être gouvernée par des hommes comme ça... Les tories s'efforçent de rendre de la vie au vieux cheval de tramway... Ils fixent des fils électriques à sa queue, simplement pour le faire durer quelque temps, et lord Rosebery voudrait lui donner une nouvelle paire de jambes de derrière. Au nom de principes humanitaires, je suis l'adversaire de la cruauté vis-à-vis des animaux, et, volontiers, je renverrais ce vieux débris à quelque pâturage et je transformerais le tram en magasin à concombres.

Digitized by Google

Ces boutades sont d'une lourdeur toute béotienne. La république de D. Lloyd George ne rappellera que de loin le siècle de Périclès. Si du moins la vulgarité de ces plaisanteries était compensée par la profondeur des vues historiques ! Mais cet avoué gallois ne vérifie même pas l'exactitude des faits, qu'il jette en pâture aux frustes intelligences de l'*East End*.

Les Pairs de l'Empire britannique ont, affirme-t-il, une double origine : ils descendent, les uns « d'une poignée de flibustiers » venus des côtes normandes, les autres de quelques liquidateurs de congrégations, au temps de la Réforme, qui furent plus heureux et plus habiles que le sieur Duez. Ces deux assertions sont également fausses. Pas un des 20 comtés créés par Guillaume Ier, pas une des armoiries, dues à la générosité des Henri Ier et II, de Richard Ier, du roi Jean, n'ont aujourd'hui de titulaires. Tous les duchés, d'une date antérieure au règne de Charles II, sont éteints, à l'exception de Norfolk, Somerset et Cornouailles. Il n'y a que deux marquisats, ceux de Winchester et Worcester, qui remontent au delà de George III. Sur 500 pairies, 70 ont eu 20 propriétaires, et 60 seulement de ces couronnes ont été portées par plus de 9 têtes. La Chambre Haute actuelle compte 600 Lords. Depuis 1832, — le 1789 britannique, — 399 créations sont venues combler les vides faits par le temps. Les deux tiers des Pairs, qui provoquent « la grande colère » de M. Lloyd George, sont d'origine récente, tous sont de souche bourgeoise ou paysanne. L'aristocratie anglaise n'a rien d'une noblesse. Renouvelée par de constantes promotions, délimitée par d'insaisissables frontières, elle n'est, à aucun degré, une caste fermée. Le grand seigneur anglais n'a pas la moindre ressemblance avec le grand d'Espagne, dans les veines duquel ne coule plus qu'un mince filet de « sang bleu ».

L'instruction — primaire — de M. Lloyd George est par trop défectueuse. Les passions politiques non seulement déforment ses souvenirs de l'histoire anglaise, mais encore altèrent l'équité de ses jugements.

Le 26 novembre, à Édimbourg, le chancelier de l'Échiquier

Digitized by Google

reprend les attaques, qui avaient eu tant de succès dans les faubourgs de Londres :

On les compte par vingtaines, ces seigneurs qui n'ont jamais gagné leur vie dans un commerce, une profession qui réclame un effort intellectuel... Les Lords, qu'étaient-ils? Ont-ils mangé leur pain à la sueur de leurs fronts? Jamais. Depuis le berceau jusqu'à la tombe, ils n'ont eu qu'à se donner la peine de prendre.

M. Lloyd George ignore-t-il que lord Revelstoke est le chef de la Banque Baring, que lords Hillingdon et Wolverton sont également intéressés dans la grande maison Glyn, Mills and C°, que lords Michelham et Wandsworth dirigent la Banque Stern? Lords Airedale et Joicey ne sont-ils pas des maîtres de forge connus, lords Pirrie et Inverclyde des armateurs de mérite? Lord Holden n'est-il pas un tisseur de marque? Lord Winterstroke ne vend-il pas du tabac et lord Iveagh de la bière? Dans la Chambre Haute, les gouverneurs de colonies se comptent par vingtaines. Les magistrats sont nombreux; l'armée fait bonne figure avec les lords Roberts, Wolseley, Kitchener, Grenfell et Methuen. Ces gentilshommes, de date récente, ont fait, quoi qu'en pense M. Lloyd George, des « efforts intellectuels ». Il ne suffit pas d'avoir droit à une armoirie pour devenir, *ipso facto*, un imbécile.

La popularité du Lord auprès des villages, qu'entourent les arbres de son parc, est indéniable. La brusque volte-face, au mois de janvier 1910, des circonscriptions rurales, écœurées par la grossièreté des caricatures radicales, l'a démontré surabondamment. Et le *Daily News*, le *Daily Chronicle* se sont bien gardés de rééditer, quelques mois plus tard, les mêmes dessins injurieux. Mais l'Angleterre rurale, auprès de laquelle l'aristocratie anglaise s'acquitte de tous ses devoirs sociaux avec une inlassable générosité, est, de moins en moins, une réalité. La population urbaine, d'après les recensements de 1891 et de 1902, représente 65 et 71 p. 100 de la population totale du Royaume-Uni. La proportion est même de 77 p. 100

Digitized by Google

dans l'Angleterre proprement dite et la principauté de Galles. Que représentent les Lords, pour ces millions d'êtres humains, entassés dans les maisonnettes monotones, dans les cases en briques jaunes des villes enfumées? Certes, la plèbe urbaine assiste toujours, avec une joie réelle et une déférence respectueuse, au défilé des robes écarlates bordées d'hermines, des bonnets fourrés cerclés d'or. La reconstitution des pompes médiévales excite son imagination, distrait son ennui, flatte son orgueil. Mais nul ne songe à faire œuvre révolutionnaire, à mettre les couronnes à l'encan, à effacer les armoiries, à déchirer les vêtements de pourpre et les étoles d'hermine. Les cortèges impériaux de juin 1911 conserveront tout leur éclat. Les rites traditionnels seront respectés, et John Bull pourra, en évoquant les fastes de son histoire et en mesurant les splendeurs de sa puissance, oublier le labeur sans variété et la vie sans soleil du citadin, séparé de la verdure par des kilomètres de briques, et de la lumière par des lieues de brouillards.

Les radicaux ne songent pas à interdire ces patriotiques distractions. Ils veulent seulement accroître le pouvoir politique de John Bull. Et, devant les yeux de « l'homme de la rue », ils déploient à nouveau la carte, qui représente une pieuvre étendant sur Londres des pattes innombrables. « L'homme de l'impériale » entend-il laisser à ce Lord, dont il ne connaît que le gérant rébarbatif, la prédominance politique? La richesse ne constitue-t-elle pas un apanage suffisant?

*
* *

Le citadin et plébéien John Bull ne parvient pas à éprouver la moindre émotion, à la pensée que les Communes radicales pourraient limiter le veto des Pairs. Sa sentimentalité ne vibre pas. Ses intérêts ne sont pas directement en jeu. Pourquoi donc les plénipotentiaires viennent-ils, ce 10 novembre, solliciter son intervention et demander son avis? N'auraient-ils pas dû lui éviter cette dépense d'argent et cette perte de temps?

Digitized by Google

Puisque les conservateurs n'ont pas deviné ce qu'il pense de la « question des Lords », il va le leur faire comprendre. *Quos ego...*

II

Cette surprise et cette irritation auraient pu coûter d'autant plus cher aux soldats de M. Balfour et de lord Lansdowne, qu'après quatre années d'opposition, malgré la cruelle leçon de deux défaites, ils n'étaient parvenus ni à réorganiser leurs associations électorales, ni à adopter un programme définitif. Et cependant l'histoire est là, pour rappeler que les victoires, remportées contre Gladstone par lord Beaconsfield et par lord Randolph Churchill, ont été achetées au prix d'un rajeunissement des cadres et d'un remaniement de la doctrine. Ces leçons ont été oubliées.

*
* *

Les organismes foisonnent. A la *Primrose League* et à l'*Antisocialist League*, legs de la *Tory democracy*, sont venues s'ajouter la *Land-Union* et l'*Anti-budget League*, spécialement chargées de combattre la législation agraire et les innovations fiscales du néo-radicalisme, la *Tariff Reform League*, qui organise la propagande contre le libre-échange. Il y a peu de mois, les *Junior Conservative et Unionist Associations* naissaient à la vie pour grouper, autour de l'étendard bleu, les générations nouvelles. Il y a peu de semaines, le *Standard* prenait l'initiative de créer une caisse spéciale, chargée de patronner les candidatures d'ouvriers conservateurs. Non seulement tous ces comités ne sont pas reliés entre eux par une puissante fédération, mais encore les deux organisations électorales des conservateurs et des libéraux-unionistes subsistent côte à côte, sans qu'on les ait soudées en un seul organisme. L'argent est gâché dans d'énormes frais généraux. Les activités sont gaspillées dans des groupements paral-

Digitized by Google

lèles. Et, pendant ce temps, la *Fédération nationale libérale*, constituée sur une base strictement démocratique, délègue à la *Free Trade Union*, à la *Gladstone* et à l'*Anti-Veto League* la propagande libre-échangiste et radicale, mais centralise les fonds, dirige l'imprimerie, désigne les candidats du parti.

Les troupes conservatrices sont, au contraire, condamnées à l'anarchie. A la multiplicité des rouages électoraux viennent s'ajouter les contradictions des programmes politiques. La *Tariff Reform League* n'est pas d'accord avec M. Balfour. Lorsque le *leader* se prononce, le 15 avril 1910, en faveur de la libre entrée des blés d'origine coloniale, il soulève les protestations des protectionnistes intransigeants. A chaque instant, des conflits éclatent entre les soldats d'avant-garde et les vieux grognards du parti. Au mois de septembre 1910, c'est le fougueux et éloquent T. E. Smith, qui les plonge dans une stupeur attristée, en réclamant la création d'une indemnité parlementaire et la suppression de la pairie héréditaire. Au début d'octobre, le *Comité du Réveil* demande un programme systématique, dont un emprunt naval, des tarifs impériaux, l'assurance d'état, le morcellement de la terre devront constituer les principaux articles. Un peu partout, les *Junior Associations* entrent en lutte avec la *Land Union* et l'*Anti-veto League*, qui se refusent à considérer comme définitifs les impôts de D. Lloyd George. Et lorsque le 5 avril, dans son discours d'Édimbourg, A. J. Balfour se dérobe à l'appel de la jeune droite, condamne l'indemnité parlementaire, interdit aux syndicats l'action politique, il soulève dans toute la presse unioniste, à l'exception du *Daily Telegraph*, des criailleries sans fin.

C'est au milieu de ces luttes intestines qu'éclate, comme une bombe, la nouvelle d'un prochain appel au pays. Pas d'organisation, pas de programme, peu d'argent. Tout annonce une déroute prochaine. En huit jours, lord Lansdowne rétablit l'unité et trouve un mot d'ordre.

Digitized by Google

*
* *

S'il s'est certainement trompé, le jour où il refusa à Édouard VII, inquiet de voir la question des Lords se poser sur un mauvais terrain, de sacrifier les intérêts financiers de l'aristocratie britannique au maintien de ses privilèges politiques, lord Lansdowne a définitivement établi sa réputation d'homme d'État, par les discours, des 16, 17, 18, 21 et 23 novembre 1910. Il a vu clairement que la vieille Angleterre est soulevée par une vague de fond irrésistible. La législation sociale étend à l'infini ses ramifications touffues. Les pouvoirs des corps élus reculent, devant l'autorité grandissante des administrations centralisées. Le monopole de la terre, que détient encore l'aristocratie, en pleine ère démocratique, s'effrite rapidement, rongé par des expropriations méthodiques et par des taxes draconiennes. Et voici que la constitution séculaire doit céder, elle aussi, sous cette formidable poussée. Mais, pour éviter qu'elle ne commette d'irréparables dégâts, il faut que la dernière des aristocraties politiques prenne elle-même l'initiative des changements et canalise, ainsi, le mouvement, qu'elle ne peut songer à refouler.

Il est impossible de croire, en écoutant lord Lansdowne, que l'existence de la dernière des aristocraties politiques soit vraiment en jeu, dans le débat qui s'ouvre. Le ton de l'orateur est aussi calme que l'attitude de son auditoire. Il cause, avec la sérénité voulue du *gentleman*, qui sait masquer derrière un visage immobile l'agitation de ses sentiments. Il parle, avec la grave fermeté du *sportsman*, qui entretient ses muscles, pour mieux maîtriser ses nerfs. Ni gestes véhéments, ni phrases sonores. Lord Lansdowne ne s'exprimerait pas avec plus de calme et plus de simplicité, si, assis dans un fauteuil large et profond, auprès de la grille à charbon, il discutait, avec ses collègues de l'*Athenæum Club*, les détails de la dernière promotion nobiliaire. Rarement un accent plus vibrant, vite réprimé, fait légèrement trembler sa voix : il fait appel à la

Digitized by Google

loyauté de ses adversaires ; il réclame pour la Chambre Haute la déférence courtoise, à laquelle lui donnent droit des siècles d'histoire. Mais, le plus souvent, il ne daigne recourir qu'à l'ironie, cette forme aristocratique de l'esprit. Pour préciser les solutions qu'il préconise, il utilise les paroles mêmes de M. Asquith. A l'aide de quelques citations, heureusement remaniées, il raille le timide et timoré lord Crewe, qui, interprète officiel des revendications démocratiques, les a justifiées d'une voix indistincte et dans une forme vraiment primaire. Ce n'était pas un réquisitoire, à peine un chuchotement... Et ce débat silencieux, sur le ton d'un dialogue, dans un club aristocratique du Pall Mall, est bien conforme aux usages de la société anglaise.

De même, quand lord Lansdowne expose, dans une série de révélations discrètement combinées, un programme de réformes constitutionnelles, jadis condamnées par les organes officiels du parti conservateur, il reste fidèle aux traditions du parlementarisme britannique. Le 16, il se borne, pour éviter une dissolution immédiate, à « inviter le gouvernement à soumettre, *sans nouveaux délais*, les articles du projet de loi sur *le Parlement* à l'examen et à *la décision du Parlement* ». Chacun des mots a été mûrement pesé. Chaque terme renferme une allusion, évite une objection, tend un piège. Et, le même jour, lord Rosebery reprend sa motion sur les réformes à introduire dans la Chambre Haute, dont l'examen est continué le lendemain. Le 18, lord Lansdowne, après que lord Crewe eut fait connaître les intentions du Cabinet radical, se contente de protester avec une froide et ironique dignité :

Si vos Seigneuries jettent un coup d'œil sur le projet de loi *sur le Parlement*, elles verront que, d'après la procédure envisagée, la Chambre des Lords aura le droit de rejeter trois fois, à un intervalle d'au moins deux ans, tout *bill*, du caractère le plus ordinaire, qui n'aura trait, par exemple, qu'à des questions d'un intérêt purement domestique, un *bill* sur la vaccination ou toute autre question analogue. Que se passera-t-il pour le *Parliament Bill ?* Il paraît qu'on sera autorisé à le faire voler

Digitized by Google

par-dessus le bureau ; mais ni discussion, ni amendement ne seront tolérés. Les élections auront lieu ensuite. Et si vous obtenez une majorité d'une demi-douzaine de voix, le projet de loi sera imposé à la Chambre des Lords, muselée et impuissante.

Le lundi 21 novembre, jour fixé pour l'examen du *Parliament Bill*, lord Lansdowne, après l'avoir brièvement critiqué, annonce qu'*à la fin de la séance*, il donnera lecture d'une motion, et demandera aussitôt à la Chambre de lever la séance, pour en aborder la discussion le mercredi suivant. Que contiennent ces résolutions, révélées avec un art aussi dramatique, sans que le secret en ait transpiré huit jours plus tôt ? C'est le referendum, que les organes officiels du parti conservateur avaient, quelques mois, quelques semaines auparavant, violemment critiqué [1]. Les Pairs de l'empire britannique, qui détiennent, depuis des siècles, la charge héréditaire de gouverner les hommes, empruntent aux démocraties continentales les plus égalitaires leur solution de la crise constitutionnelle. A la prédominance des députés élus, que la discipline croissante des organisations électorales et l'autorité grandissante du premier Ministre réduisent, de plus en plus, au rôle de bulletins de vote, machinalement déposés dans la même urne, sans que la conscience et la pensée conservent leurs droits de critique, les Lords opposent la prédominance du peuple anglais, directement consulté sur des réformes précises, dans ses comices. Et confirmant cette évolution, d'une rapidité et d'une hardiesse déconcertantes pour l'esprit français, le 29 novembre, J. A. Balfour déclare « qu'il ne voit aucune objection, à soumettre au référendum les principes d'une réforme protectionniste ». M. Asquith ne donnait qu'un coup de canif de plus à la constitution séculaire du Royaume-Uni. Pour sauvegarder quelques lambeaux des pouvoirs de l'aristocratie, lord Lansdowne prend l'initiative de la déchirer. En 1910, tout comme en 1885 et 1876, sans remonter jusqu'aux premières lois inter-

1. *Daily Mail*, 13 octobre 1909 ; *Standard*, 15 octobre 1909 ; *Daily Telegraph ; Daily Express*, 28 février 1910.

Digitized by Google

ventionnistes, les conservateurs se révèlent des réformateurs, plus audacieux que les radicaux eux-mêmes.

Mais cette esquisse d'une constitution nouvelle est singulièrement vague, aux yeux d'un juriste français. Il est inutile d'y chercher ni une déclaration de principes, ni une indication d'articles. Les définitions abstraites et les clartés juridiques sont des choses inconnues, pour ces disciples fidèles de l'opportunisme réaliste d'outre-Manche. Ni lord Rosebery, ni lord Lansdowne n'ont voulu faire plus qu'indiquer, à grands traits, et dans un dessin provisoire, les solutions générales qu'ils préconisent, pour résoudre et la question des Lords et les conflits avec les deux Chambres. Lord Rosebery ne précise rien dans ses résolutions ; ni la proportion exacte de pairs de droit, de pairs nommés, de pairs élus par leurs égaux et par le pays ; ni les conditions exactes, que devront remplir ces diverses catégories ; ni, enfin, les modes de ces nominations, cooptations et élections. Il ne prétend pas réaliser une grande réforme, par un seul texte législatif, avec la rapidité fiévreuse du cerveau français. Il ne définit point, avec une rigueur absolue, les limites des concessions, qu'il propose de faire à l'esprit du siècle. Il esquisse, avec le vague nécessaire pour faciliter des transactions ultérieures, la voie dans laquelle l'aristocratie britannique accepte de s'engager. Lord Lansdowne évite, avec le même soin, tout ce qui pourrait ressembler à une théorie constitutionnelle ou à un arrêt juridique. Quand il ne s'agit, ni d'une loi « proprement financière », ni d'une « question grave », les conflits parlementaires seront résolus par une « assemblée mixte, composée des membres des deux Chambres ». Les « lois proprement financières » seront soumises à la seule autorité des Communes. Les « questions graves » seront tranchées par le referendum populaire. Mais qu'est-ce qu'une « question grave » ? Comment et dans quelle proportion sera constituée « l'assemblée mixte » ? Comment fonctionnera ce référendum ? La motion de lord Lansdowne est muette sur ces trois points. Il importe de réserver l'avenir. Il faut réduire au strict nécessaire les sacrifices consentis. Il convient d'ouvrir la voie à de

Digitized by Google

nouvelles négociations avec le parti adverse, pour gagner du temps et sauver quelques débris. Un terrain de retraite est indispensable. D'autres concessions doivent être envisagées. D'ailleurs, ces motions ne sont pas destinées à être mises sous les yeux ni des professeurs de droit constitutionnel, ni des vétérans de la magistrature anglaise. Elles vont être communiquées au corps électoral, non pas à cent mille citoyens d'élite, mais à sept millions « d'hommes de la rue ». Ils sont aussi incapables de comprendre une doctrine constitutionnelle, qu'une dissertation législative. Seules, des formules évocatrices, « commission mixte », « referendum », peuvent mordre sur ces frustes intelligences. Il faut ne leur demander qu'un effort minime de compréhension, s'adresser seulement à leur bon sens et à leur instinct national.

Punch est satisfait. Devant la porte du *Political reformatory*, du laboratoire de réformes politiques, M. Tariff et M. Lord se font des politesses : « Après vous, Monseigneur : vous avez encore plus besoin de retouches que moi. » Cette tactique paraît excellente à ce grand observateur. Les organes conservateurs acclament cette merveilleuse tactique. Les leaders radicaux éprouvent un frisson d'inquiétude.

*
* *

Et John Bull, plongé dans une infinie perplexité, lit et relit les deux manifestes, entre lesquels, — puisque la question des Lords est seule en jeu, — il est appelé à choisir.

LIMITATION DU VETO ARISTOCRATIQUE	INSTITUTION DU RÉFÉRENDUM POPULAIRE
PROJET DE LOI	MOTION
Attendu qu'il est nécessaire de prendre des mesures pour régler les relations entre les deux Chambres ;	Il est désirable que des mesures soient prises, pour résoudre les conflits, qui peuvent se produire entre la Chambre des Communes et la Chambre des Lords, *réorganisée et réduite en*
Attendu qu'on a l'intention de substituer à la Chambre des	

Digitized by Google

Lords, telle qu'elle existe aujourd'hui, une seconde Chambre, constituée sur une base populaire et non héréditaire, mais que cette substitution ne peut être réalisée immédiatement;

Attendu que des mesures devront alors être prises par le Parlement, pour limiter et définir les pouvoirs de cette nouvelle seconde Chambre, mais qu'il importe de prendre les mesures qui suivent, pour restreindre les pouvoirs actuels de la Chambre des Lords;

Il a été ordonné... ce qui suit.

I

1. Si un *Bill* financier, voté par les Communes et envoyé aux Lords un mois au moins avant la fin de la session, *n'est pas voté par les Lords, sans amendement, un mois après qu'il leur aura été transmis*, ce Bill sera, à moins que les Communes ne décident le contraire, soumis à Sa Majesté, et deviendra loi, après l'assentiment royal, bien que les Lords ne l'aient pas accepté.

2. *Un Bill financier veut dire un Bill, qui, d'après l'opinion du Speaker des Communes, a trait seulement à tout ou à partie des questions suivantes...*

3. Lorsqu'un *Bill*, auquel les Lords n'ont pas donné leur consentement, sera soumis à l'assentiment de Sa Majesté, en tant que *Bill* financier, il devra être accompagné d'un certificat du *Speaker*...

4. Aucun amendement ne pourra être introduit dans un *Bill* financier, qui, d'après l'opinion du *Speaker* des Communes, *nombre, conformément aux récentes résolutions de cette assemblée.*

Pour des projets de loi autres que des projets de loi financiers, ces mesures *pourraient être prises de la manière qui suit.*

Si le désaccord, au sujet d'un *Bill* non financier, entre les deux Chambres se produit au cours de deux sessions successives, et après un intervalle d'un an au moins, *si ce désaccord ne peut être tranché par d'autres moyens*, il sera résolu par une *assemblée mixte, formée de membres des deux Chambres.*

Pourvu que, si le conflit se rapporte à une question d'une *grande gravité*, et qui n'a point *été soumis d'une façon suffisante* au jugement populaire, elle ne soit pas renvoyée à la Commission mixte, mais soumise à la décision des électeurs, par voie de référendum.

Quant aux *Bills* financiers, ces *mesures pourraient être prises de la manière suivante*.

Les Lords sont prêts à renoncer à leur droit constitutionnel, de rejeter et d'amender les projets de loi, d'un caractère exclusivement financier, pourvu que des précautions soient prises contre le « tac-king » et que, si des difficultés sont soulevées, par le fait de savoir si tel *Bill* ou tel article a un caractère exclusivement financier, elles soient soumises à une *Commission mixte* des deux Chambres, présidée par le *Speaker*, qui aura seulement une voix « prépondérante ». Si la commission considère que tel *Bill*, ou tel article, n'a point un caractère exclusivement financier, le projet de

Digitized by Google

empêcherait ce *Bill* de conserver son caractère financier.

II

1. Si un *Bill*, autre qu'un *Bill* financier, *voté par les Communes dans trois sessions successives et envoyé aux Lords, un mois au moins, avant la fin de la session*, est rejeté par les Lords, au cours de chacune de ces sessions, ce *Bill*, après avoir été repoussé une troisième fois par les Lords, sera, à moins que les Communes ne décident le contraire, soumis à Sa Majesté et deviendra loi, après l'assentiment royal, bien que les Lords ne l'aient pas accepté.

2. Un *Bill* sera considéré comme rejeté par les Lords, s'il n'est pas voté sans amendement, ou seulement avec des amendements que les deux Chambres peuvent accepter... loi sera examiné dans une *séance en commun des deux Chambres*.

La durée maximum d'un Parlement, d'après la Loi de 1715, sera réduite de sept à cinq ans.

La première affiche contient une loi, une réalité juridique. La seconde reproduit une motion, une espérance promise. De ces deux textes, l'un est précis comme le tranchant de l'épée. L'autre est vague et nuancé comme une dépêche diplomatique, qui amorce des négociations prochaines. John Bull n'a rien d'un Talleyrand : il apprécie les énergies brutales, respecte les réalités juridiques, dédaigne les lointains espoirs. John Bull est plus sensible à la netteté concise du *barrister* Asquith, qu'à la souple habileté du diplomate Lansdowne...

Peut-être entrevoit-il, dans une vision indistincte, les avantages de la solution conservatrice. Est-il logique, puisque les radicaux reconnaissent eux-mêmes, que l'ère démocratique exige la réorganisation de la Chambre Haute, sur une base nou-

Digitized by Google

velle, de commencer par définir les pouvoirs d'une institution appelée à disparaître? Est-il prudent, quand on est à la veille de doter l'Angleterre du suffrage universel, lorsque la complexité croissante des associations électorales et l'autorité grandissante de chaque parti tendent à substituer, à l'action des volontés populaires et à l'initiative des mandataires élus, celles d'une coterie de politiciens professionnels, est-il prudent de faire coïncider avec ces transformations la *deminutio capitis* des Lords? La démocratie britannique peut-elle, plus qu'une autre, se passer de tout contrepoids social? L'inégalité particulièrement criante des fortunes et des intelligences n'exige-t-elle pas le maintien d'un frein, pour empêcher ces pensées frustes et ces colères douloureuses de trop accélérer la vitesse de la machine législative? La solution, préconisée par les démocrates, pour résoudre la crise constitutionnelle, n'est ni rationnelle, ni prudente. Mais ni la logique, ni la prévoyance ne sont choses anglaises.

Le seul mérite qu'on puisse reconnaître à la limitation du *veto*, c'est que la thèse radicale est moins révolutionnaire que la thèse conservatrice, l'institution du referendum. Les leaders unionistes, pour reprendre la lame, ont donné un coup de barre si violent, qu'ils sont allés plus à gauche que leurs adversaires. Les tories reconstruisent, du fond au comble, la bâtisse séculaire. Ils introduisent, à la fois, dans la Chambre Haute les principes de la cooptation, de la nomination et de l'élection. En droit, sinon en fait, ils condamnent la pairie héréditaire, puisqu'ils mettent à sa transmission des conditions rigoureuses. Pour résoudre les conflits entre les deux chambres, ils prévoient des séances mixtes, de trois ordres différents. Et, après avoir sapé la tradition historique de l'hérédité, ils sacrifient la seconde assise de la constitution britannique, le dogme de la souveraineté des Communes. Ils lui substituent celui de la souveraineté populaire, s'exerçant par la voie du referendum. Les conservateurs déchirent eux-mêmes la grande charte des libertés anglaises. A la coutume orale, legs de siècles lointains, ils substituent un texte improvisé, dont l'encre n'a guère eu

Digitized by Google

le temps de sécher. Les radicaux sont moins audacieux et, partant, plus habiles. Leurs efforts, plus restreints, respectent mieux les habitudes de John Bull. Ils ne bouleversent pas tout à la fois. Ils ne touchent point à la Chambre des Lords. Ils n'introduisent ni des assemblées plénières, ni des commissions mixtes. Ils se bornent à assurer automatiquement, dans des délais déterminés, par une procédure très simple, la suprématie des Communes. Ils ne démolissent rien. Ils limitent les retouches au strict nécessaire. Ils ménagent la déférence profonde, les intérêts conservateurs de John Bull, et celui-ci est sensible à la délicatesse du procédé.

Les radicaux ne poussent-ils pas la prudence, jusqu'à continuer une politique séculaire? Elle consiste à conserver tout le cadre des institutions moyenâgeuses, en se bornant à les adapter intérieurement aux nécessités démocratiques. Le Palais du Parlement, les musées techniques, les écoles professionnelles dressent leurs murs, percés de croisillons, couronnés de créneaux, flanqués de tours. Mais derrière ce décor gothique, la vie moderne bat son plein. Il en est de même sur le terrain du droit constitutionnel. La monarchie conserve tous les bibelots des siècles passés. Les rites de ses pompes n'ont pas été modifiés. Mais son droit de *veto* n'est plus qu'un droit de conseil et de contrôle, temporaire et limité. Il en est de même pour la chambre des Lords. Ils coiffent toujours la toque cerclée d'or. Ils se drapent dans le même manteau écarlate, bordé d'hermine. Ils figurent à la même place, dans les mêmes cortèges monarchiques. Jusqu'à ces dernières années, ils avaient seuls droit aux faveurs du protocole, et le premier Ministre passait après le dernier d'entre eux. Mais ce décor intact ne parvient pas à masquer la diminution de leurs pouvoirs. Le Cabinet s'est substitué aux Pairs, dans leur rôle de conseillers du Roi, et des magistrats professionnels, désignés sur la présentation du lord Chancelier, les ont remplacés dans leurs fonctions judiciaires. Des décisions successives ont assuré aux Communes la prédominance sur le terrain financier. Les Pairs ne peuvent plus renverser un ministère. Le contrôle efficace

Digitized by Google

de tous les services publics leur échappe. Quand M. Asquith propose de limiter leur *veto*, au point de vue de son champ d'action et de la durée de ses arrêts, il se borne à avancer d'un pas, dans une voie amorcée depuis cent cinquante ans. Et John Bull est touché par cette attention déférente.

Les radicaux poussent le tact jusqu'à employer une formule, qui ne surprenne point ses oreilles. « La limitation du veto », mais voilà plus de quinze ans que l' « homme de la rue » en entend parler. John Bright l'a inventée. Gladstone mourant l'a léguée à lord Rosebery. Sir Henry Campbell-Bannerman lui a consacré son dernier discours. Il n'y a pas un premier ministre radical, depuis la bataille du *Home Rule*, qui n'ait brandi la même menace sur la tête des Lords. Et John Bull ne parvient plus à prendre au tragique ce geste classique. A cette formule, d'une sonorité toute anglaise, les conservateurs opposent un mot d'origine étrangère. Ils patronnent une institution, qui porte l'empreinte, toujours suspecte, des cerveaux continentaux. Elle ne fonctionne, avec régularité, que dans une petite république de bourgeois et de paysans, isolée au centre du continent et au pied de ses montagnes. John Bull, méfiant, fronce les sourcils. Si encore il avait le temps de tourner et de retourner cet objet exotique. Mais on veut qu'il apprenne à le manier en huit jours.

Ce sont là des conversions rapides, dont seul, le nerveux et l'intellectuel Froggy est capable. John Bull pense peu. John Bull pense lentement. Comment pourrait-il conserver sa vigoureuse santé et son équilibre moral, si son cerveau, un simple appareil d'enregistrement, n'était arrêté, pendant de longues heures, pour ne pas troubler, par des sonneries intempestives, la quiétude de son heureux propriétaire ?

*
* *

Punch a résumé, dans un spirituel dessin, l'impression produite sur la masse électorale, par la volte-face trop rapide et trop radicale du parti conservateur. Habillé en pâtre des mon-

Digitized by Google

tagnes suisses, plus embarrassé, plus dégingandé que jamais, A. J. Balfour sonne le ranz des vaches, dans une longue corne, sur laquelle est inscrit le mot « Referendum ». Il souffle, il s'époumonne, mais en vain. Là-bas, dans un recoin ombreux, le troupeau ne bouge pas, mange avec sérénité, sommeille avec béatitude : « Peut-être bien que je ne manie pas cet instrument depuis assez longtemps », murmure le pâtre improvisé.

III

Je sais bien que les journaux unionistes ont riposté, en raillant la faible majorité du Cabinet radical. La *Pall Mall Gazette* nous montre la mère poule, M. Asquith ; un coq fendant, Redmond ; des poussins batailleurs, D. Lloyd George et Winston Churchill, contemplant le dernier né de la famille : un infiniment petit, qui s'échappe de sa coque crevée, en boitant et en piaillant.

Les conservateurs ont tort de faire de l'ironie. L'habile, mais tardive tactique de leurs chefs ne les a point empêchés de subir une indéniable défaite. Rester au niveau de janvier 1910, à une unité près, 273 contre 272, est un échec grave. De 1832 à 1906, le peuple anglais a élu 18 Parlements. Dans quatre seulement, 1832 (179), 1880 (238), 1885 (250), 1906 (157), les conservateurs ont été moins nombreux qu'aujourd'hui.

Jetons les yeux sur une carte.

Même en 1832 et 1906, quand une poussée sociale vint bouleverser l'échiquier électoral, le Centre, les comtés de Warwick, d'Oxford et de Buckingham, le Sud-Est, les comtés de Kent, de Surrey et de Sussex, restèrent fidèles aux conservateurs. Ils constituent ces bataillons de la vieille garde, qui résistent aux débandades des armées. La concurrence des jeunes métallurgies d'Europe et d'Amérique a créé un lien indissoluble entre le Midland et les néo-protectionnistes. Des organisations électorales, perfectionnées par trente ans

Digitized by Google

d'usage, — Birmingham est la patrie du *Caucus*, — surveillent les soldats et empêchent les désertions. Quant au Surrey, au Sussex et au Kent, ils forment une banlieue rurale de Londres, où les ports militaires et les casernes alternent avec les bains de mer, et où d'innombrables maisonnettes, éparses dans la campagne, attirent les petits rentiers et les retraités modestes.

Autour de ce noyau, formé par les provinces les plus centrales de la vieille Angleterre, le parti conservateur est parvenu, au mois de décembre dernier, à grouper quelques circonscriptions nouvelles.

Tout d'abord, il a gagné du terrain dans le Lancashire, la patrie du radicalisme libre-échangiste, la métropole de l'industrie cotonnière. Sans doute, il n'a pas encore retrouvé les chiffres de 1900 : 46 sièges. La courbe ne s'en relève pas moins sensiblement. De 13 en 1906, les unionistes passent à 18 en janvier 1910, et à 24 en décembre. Est-ce à dire que ces gains s'expliquent par une sympathie particulière pour la Chambre des Lords ? Il n'en est rien. L'ajournement des menaces protectionnistes, grâce à la promesse de soumettre les principes de la *Tariff Reform* au referendum, a permis aux industriels d'oublier leurs intérêts professionnels, pour écouter leurs inquiétudes sociales. D'autre part, les ouvriers, que le renchérissement du coton a condamnés à un long chômage, et qui ne pardonnent pas au *Labour Party* son hostilité contre l'enseignement confessionnel, se sont vengés de leurs déboires sur le dos des candidats ouvriers.

D'autres victoires ont été remportées dans l'Ouest, où les radicaux ont perdu trois circonscriptions dans le Devonshire et une en Cornouailles. Je revois, par la pensée, ces falaises rouges du Devon, dans lesquelles la mer a taillé des anfractuosités et des baies sans fin. Çà et là se dressent de vieux bourgs, Dartmouth, Totnes, dans lesquels on retrouve les souvenirs militaires et politiques de l'Angleterre d'autrefois. Elle survit encore, d'une façon trop précise, dans la mémoire des hommes et dans le détail des choses, dans le *butter walk*

Digitized by Google

aux frustes arcades et aux toits à pignons, dans la maison commune, édifiée sur les ruines d'un prieuré normand, pour que la poussée sociale des villes industrielles n'inquiète pas ces vieilles terres, qui fournirent à la Grande-Bretagne, au temps de la guerre de Cent Ans, ses meilleurs *yeomen* et ses premiers marins. Les circonscriptions rurales de l'Angleterre proprement dite, malgré les perspectives dorées du morcellisme agraire et les réalités précieuses des retraites ouvrières, marchent à la défense des châteaux. Les menaces protectionnistes ont pu les décider, en janvier 1906, à voter en bloc pour les radicaux. Mais, du moment que le monopole foncier et les privilèges politiques de l'aristocratie sont en jeu, les journaliers agricoles, les petits boutiquiers s'unissent au pasteur anglican et au fermier protectionniste, et se groupent autour du *landlord*. Ni les violences haineuses, ni les intérêts professionnels ne mordent sur ces déférences séculaires et sur ces gratitudes fidèles.

			1900	1906	Janv. 1910	Déc. 1910
Circonscriptions rurales anglaises.	234	Conservat. élus . .	156	60	123	124
		Rad. et ouvr. élus. .	78	174	111	110

Si les unionistes ne sont point encore parvenus à retrouver les chiffres de 1900, c'est que, au nombre des *Counties divisions*, figurent des circonscriptions, déjà gagnées par le flux industriel, ou qu'une ville géante englobe dans sa banlieue croissante. Là, la situation électorale des radicaux, grâce aux lois sociales et aux taxes foncières, est indéracinable, tant qu'une crise commerciale ou une émotion chauvine ne viendront pas changer les données de la lutte politique.

Au mois de décembre dernier, la coalition radicale ouvrière a gagné du terrain, dans deux régions différentes de l'Angleterre proprement dite, dans les quartiers pauvres de la banlieue de Londres, dans les régions industrielles du Nord et de l'Est, Cumberland, Westmoreland et Yorkshire. Quelle prise ont les Lords sur ces populations, qui, à l'heure du terme, maudissent le propriétaire de leurs mornes maisonnettes, n'ont

Digitized by Google

jamais connu l'hospitalité d'un parc aristocratique, ni feuilleté un manuel de droit constitutionnel ? Aucun souvenir, aucune émotion, aucun intérêt ne les lient à la cause de la pairie héréditaire. Au contraire, en particulier dans les *London divisions*, le recul du chômage et du paupérisme, l'activité de l'industrie du bâtiment, que favorisent les réalisations de terrains, rendues nécessaires par les taxes radicales, ont fourni aux candidats du bloc démocratique un précieux appoint de gratitudes électorales.

Et cependant, même dans les circonscriptions urbaines de l'Angleterre proprement dite, l'avance du radicalisme libre-échangiste n'a rien d'écrasant :

			1900	1906	Janv. 1910	Déc. 1910
Circonscriptions urbaines anglaises.	226	Conservat. élus . .	178	62	111	110
		Rad. ouvriers élus .	48	164	115	116

Mais les provinces celtiques, galloises et écossaises fournissent à la coalition démocratique une telle masse de bulletins, que le fléau de la balance indique aussitôt une formidable supériorité.

			1900	1906	Janv. 1910	Déc. 1910
Circonscriptions galloises et écossaises.	100	Conservat. élus . .	40	10	11	12
		Rad. ouvriers élus.	60	90	89	88

Cette avance de 76 sièges suffit, même sans l'appoint de l'Irlande, pour réduire à néant la résistance des campagnes anglo-saxonnes.

La majorité parlementaire des radicaux et des ouvriers est donc de 42 voix. J'entends bien qu'aujourd'hui comme hier, les 76 nationalistes irlandais, sans compter les 8 dissidents O'Brienistes, peuvent, en se portant du côté des conservateurs, annihiler les efforts de M. Asquith. Mais ce n'est pas la première fois, dans l'histoire du Parlement britannique, que les vaincus de l'île d'Erin tiennent entre leurs mains le sort de leurs vainqueurs. En 1847, 1859, 1892, les cabinets libéraux ne disposaient que d'une avance de 2, 39 et 40 voix :

Digitized by Google

ils ne pouvaient se passer de l'appoint que leur fournirent 60, 46 et 81 Irlandais. En 1874, lord Beaconsfield lui-même devait reconnaître, que dans sa majorité conservatrice de 52 voix, figuraient 34 bulletins de Dublin et autres lieux.

D'ailleurs, le fait que le bloc démocratique n'a pu, au mois de décembre 1910, conquérir assez de sièges pour secouer, comme en 1906, le joug irlandais, ne saurait avoir l'importance d'une victoire conservatrice. Pour la dernière fois peut-être, les unionistes avaient l'avantage du suffrage plural et restreint ! Sur 500.000 électeurs ayant droit à plusieurs votes, — M. Runciman a cité un propriétaire qui pouvait prendre part à 51 scrutins, — 400.000 appartiennent au parti conservateur. Le *Liberal Magazine* a calculé que l'introduction du principe, *one man, one vote*, aurait coûté aux tories, au mois de décembre, 30 sièges dans l'Angleterre proprement dite : imitant l'Écosse et la principauté de Galles, elle eût donné la majorité de ses mandats législatifs aux candidats démocratiques.

En déduisant ces 400.000 voix du total des bulletins conservateurs, déposés dans les urnes par les électeurs anglais, écossais et gallois, le referendum, organisé sur la question des Lords, se traduirait par une écrasante victoire de la thèse radicale, la *limitation du veto*. Dès aujourd'hui, sans tenir compte de l'Irlande, avec le suffrage plural et restreint, le programme, esquissé par lord Lansdowne et lord Rosebery, pour sauvegarder le prestige et le pouvoir de la pairie héréditaire, au prix de larges concessions, a été rejeté, d'après le *Times* lui-même, par 2 623 000 votes contre 2 350 000.

	RADICAUX	OUVRIERS	TOTAL	CONSERVATEURS
Angleterre. .	1.885.567	298.671	2.184.238	2.053.276
Galles	82.816	36.621	119.437	60.282
Ecosse . . .	300.953	18.505	319.458	244.872
			2.623.133	2.358.430

La signification du referendum est donc bien nette. Le John Bull, citadin et plébéien, dont nous avons plus haut

Digitized by Google

esquissé la silhouette, a donné raison aux radicaux et tort aux Lords. Il a apposé, de sa lourde main, sa griffe au bas du projet de loi sur la *Limitation du veto de la Pairie héréditaire*.

IV

Le flux démocratique, s'il n'a plus la force irrésistible de la marée de janvier 1906, sans précédent depuis celle de 1832, est encore assez puissant pour actionner, pendant quelques années encore, les rouages parlementaires.

Le vote plural sera supprimé. Les députés anglais seront promus à la dignité de « Quinze Mille ». Les assurances d'État, contre la maladie et le chômage, trouveront, dans les plus-values, fournies par des taxes draconiennes sur le capital mobilier et immobilier, les ressources nécessaires à leur fonctionnement. L'Angleterre, cette terre nourricière des délégations municipales et des initiatives privées, fera un pas de plus dans la voie de la centralisation administrative. Et Parliament Street, déjà bordée de ministères, dont la masse imposante contraste avec le petit cottage de Downning Street, legs du parlementarisme d'autrefois, verra se dresser un autre palais, pour loger le nouveau service d'État. Aux 50.000 hectares, déjà divisés en petites exploitations, viendront s'ajouter quelques milliers, fournis par les expropriations officielles et les ventes volontaires. Lord Rosebery ne croyait certes pas être aussi bon prophète, lorsque, dans son discours contre le budget de M. Lloyd George, il prévoyait que, dans un avenir prochain, les parcs aristocratiques, clos de murs, semés d'arbres séculaires, sous lesquels courent des troupeaux de daims, dominés par les murs d'une demeure historique, pleine des légendes du passé et encombrée d'œuvres d'art, ne seraient plus que de lointains souvenirs. Depuis plus longtemps encore, il avait prédit, qu'en ajournant les réformes nécessaires, que le bon sens, l'équité et l'intérêt lui commandaient de réaliser, la Chambre des Lords serait un jour incapable de lutter contre

Digitized by Google

la poussée démocratique. Définitivement exclus du domaine financier, privés de leurs derniers pouvoirs, réduits à un veto purement suspensif, les Pairs devront se contenter d'être, comme le Monarque lui-même, un symbole de l'unité nationale, les représentants d'un passé séculaire, les officiants des pompes impériales.

Comment les conservateurs pourraient-ils résister, je ne dis pas à l'élargissement du droit de cité, à l'extension du service d'État, au morcellement du monopole agraire, — ils n'y songent plus, — mais à l'effritement de la pairie héréditaire ? S'ils avaient eu le pouvoir, ils auraient pu écarter la limitation du veto, au prix de la création d'une chambre moins aristocratique et de l'institution du referendum populaire. Pour doter leur pays d'une dernière digue contre les crises futures, ils eussent élargi, de leurs propres mains, la brèche énorme faite, depuis quatre ans, dans l'Angleterre d'autrefois. Mais, au sein du Parlement, ils sont en minorité, et, hors de Westminster, ils restent divisés. La personnalité du *leader*, A. J. Balfour, est discutée. La polémique sur les avantages du referendum reprend. La multiplicité des organisations électorales, avec leur gaspillage d'énergie et d'argent, subsiste.

Les Pairs doivent se défendre seuls. Les luttes de la période électorale ont rendu les partis plus intransigeants, les transactions moins faciles. L'heure de la trêve du Roi est passée. Les Lords, livrés à eux-mêmes, se trouvent en face d'un redoutable dilemme.

*
* *

Peu de jours avant le couronnement de George V, deux espoirs du parti conservateur, lord Winterton et M. F. E. Smith, organisèrent un bal masqué à Claridge's Hôtel. Les chefs de partis, M. Balfour et M. Asquith, l'honorèrent de leur présence. Le plus grand succès de la soirée fut remporté par M. Waldorf Astor. Il apparut vêtu du manteau de la Pairie. Il avait négligemment noué, autour de son cou, une cravate

Digitized by Google

écarlate, insigne du socialisme. Sur sa tête, se dressait la couronne habituelle. Mais au bonnet écarlate, cerclé d'étain doré, étaient accrochées deux étiquettes. Sur l'une, on lisait : « N° 499 »[1]; sur l'autre : « A Bas les Lords », et « Encore une vacance. »

Cette allusion à la fournée de Pairs radicaux, auxquels M. Asquith aura peut-être recours, pour forcer la main à la Chambre Haute et imposer le vote du *Parliament Bill*, souleva une vive hilarité, et lorsqu'un grand seigneur —, probablement lord Rosebery, — écrivit au *Times* une lettre anonyme et indignée, où il se plaignait de ce qu'un jeune homme, à la veille d'une date historique, en présence des parlementaires les plus connus, dans un bal organisé par des conservateurs, se fût permis une aussi inconvenante plaisanterie, cette protestation fut fort mal accueillie. « Le pays est excédé du conflit constitutionnel. La question du veto est virtuellement résolue. Les Pairs ne cherchent plus qu'un moyen de capituler avec grâce : ils ont voté le *Parliament Bill* en seconde lecture. Le public a bien le droit de sourire. »

L'heure du Couronnement sonna. Les Pairs sortirent leurs carrosses de gala, leurs berlines à huit ressorts, aux panneaux armoriés et aux caissons mauves, bleus, rouges. Ils poudrèrent leurs laquais et les vêtirent à la mode d'antan. Eux-mêmes, guêtrés de soie blanche, se drapèrent dans la pourpre et dans l'hermine. Et par le Mall, Parliament Sreet, l'aristocratie anglaise commença à défiler. La foule, massée depuis la veille, pour regarder passer les Lords, les contempla avec émotion, avec gratitude, avec respect. Jamais sous les voûtes de Westminster Abbey, noircies par les siècles, ils n'officièrent avec plus de dignité et plus de goût. Ils donnèrent à la cérémonie historique, dont l'Empire suivait les rites avec émotion et l'univers avec curiosité, un incomparable éclat. John Bull ne parvint pas à retenir ses larmes. L'Europe tint à exprimer son admiration.

1. Les radicaux ont songé à créer 500 Pairs.

Digitized by Google

A peine les Lords avaient-ils eu le temps de remiser leurs berlines, d'enfermer leurs couronnes et de passer un veston, qu'un *whip* énergique les invitait à venir assister à la limitation de leur veto héréditaire. Le sacrifice leur parut plus douloureux aujourd'hui qu'hier. A leurs oreilles retentissaient encore les acclamations loyalistes de la plèbe anglaise. Ils n'avaient ni entendu un sifflet, ni lu une injure. Et on leur demandait de courber l'échine. D'un geste de colère, ils firent pleuvoir, sur le bureau de la Chambre Haute, un déluge d'amendements.

On sait que le *Parliament Bill*, précédé d'un préambule qui proclame la nécessité de supprimer la pairie héréditaire, et de créer un Sénat démocratique, assure la prédominance financière des Communes et limite le veto législatif des Lords.

En face de cette double restriction, portée aux droits de la dernière aristocratie politique, lord Lansdowne est resté fidèle à la tactique modérée, transactionnelle, qu'il n'a cessé de préconiser avec la double autorité d'un *whig* authentique et d'un diplomate heureux. Il s'est refusé de porter atteinte au principe même du *Parliament Bill*. Et, lorsque lord Colchester est venu proposer un amendement, qui subordonne à la sanction d'une élection générale, d'un référendum, la mise en exécution d'un Bill, rejeté par les Lords, il a été combattu par lord Lansdowne. Mais les Pairs n'obéissent qu'à regret et sans unanimité. Des amendements judicieux et inutiles ont été discutés et parfois votés. Les scrutins ne réunissent qu'un nombre de votants insuffisamment nombreux. Depuis le jour où lord Lansdowne a proposé aux Lords de se sacrifier sur l'autel de la patrie, pour constituer une Chambre nouvelle, plus moderne et plus représentative, il a perdu l'oreille des derniers féodaux, des *backwoods' men*, des hobereaux de province. Et la discussion n'a pas été concentrée, autant qu'elle aurait dû l'être, sur les modifications proposées officiellement, au nom du parti Conservateur, par lord Cromer et par lord Lansdowne. Elles retouchent, d'une manière grave, les deux dispositions fondamentales du *Parliament Bill*.

Digitized by Google

Ce n'est plus au Président de la chambre élue que sera réservé le droit de décider, sans appel, si un projet de loi a un caractère financier, — un homme est par trop faillible, — mais à une « commission mixte ». Elle sera formée de sept lords et de sept députés, désignés par le lord Chancelier et le Speaker, « de manière à constituer, du mieux qu'ils peuvent, un tribunal impartial ». Le Speaker présidera, avec voix prépondérante, cet aéropage, dont les décisions seront souveraines et ne pourront être « discutées » par les magistrats.

Enfin à la souveraineté des Communes, lord Lansdowne oppose la souveraineté du peuple. Il ne sacrifie l'autorité des Lords qu'à la volonté de la nation.

Tout bill, qui : 1° touche à l'existence de la monarchie ou à la succession protestante ; 2° établit un parlement ou un conseil national en Irlande, en Écosse, dans la principauté de Galles, en Angleterre avec des pouvoirs législatifs ; 3° *a été soumis à la Commission mixte et, d'après l'avis de ses membres, soulève une question d'intérêt capital, sur laquelle l'opinion du pays ne s'est point exprimée* avec une suffisante précision, — ne sera pas présenté à Sa Majesté, pour recevoir l'assentiment royal, jusqu'à ce qu'il ait été soumis aux électeurs et approuvé par eux, dans la manière déterminée par la loi ci-dessous. — La question de savoir si un bill tombe sous le coup du paragraphe ci-dessus, n° 1 et n° 2, sera tranchée par la Commission mixte.

Théoriquement, cette double modification est absolument légitime. Un Parlement ne représente qu'imparfaitement l'opinion publique. Une majorité peut être artificielle ou éphémère. Le recours par devant le peuple, réuni dans ses comices, constitue, pour le droit menacé, la seule garantie qu'autorise l'évolution démocratique. Les amendements, proposés par lord Lansdowne et lord Cromer, recueilleront l'approbation des philosophes politiques.

Mais, outre-Manche, leur autorité ne pèse, dans la balance électorale, que d'un poids infime. La théorie doit céder le pas devant les traditions et devant les faits.

Digitized by Google

Une fois de plus, dans l'histoire britannique, les conservateurs sont plus audacieux que les radicaux. Ils détruisent des coutumes séculaires. Au-dessus du pouvoir exécutif, ils placent une commission inter-parlementaire, qui se prononcera souverainement sur les conflits entre les deux Chambres et sur les caractères des textes législatifs. Au-dessus des Communes toutes-puissantes, en droit sinon en fait, ils placent le référendum, une institution nouvelle, d'origine continentale. Ils atteignent John Bull dans ses convictions les plus chères. Ils le troublent dans ses habitudes les mieux enracinées.

Jamais l'opinion britannique, — les résultats des élections partielles sont là pour le prouver, — n'a été moins disposée à prendre au tragique les protestations des Lords contre la limitation de leur veto. Leur résistance est inutile et peut être dangereuse. Si M. Asquith n'obtient pas du Roi l'autorisation de créer une fournée de Pairs et cède la place à M. Balfour, celui-ci, acculé à une nouvelle dissolution, va droit à un échec écrasant. Si, comme les précédents permettent de l'affirmer, le Cabinet radical, avant les élections de décembre dernier, a obtenu du Monarque les promesses nécessaires, les Lords, en tenant bon jusqu'au bout, s'exposent à voir, à la fois, leur *veto* limité et leur chambre envahie.

Certes, en obligeant le Cabinet radical à créer 400 Pairs, ils lui suscitent de sérieux embarras. Cette fournée aristocratique soulèvera et les railleries et l'indignation de John Bull. *Punch* épluchera, le crayon à la main, la liste des Lords, que les radicaux seront allés chercher sous les péristyles des synagogues, dans des recoins de l'Irlande, sous les auvents des boutiques, et dans les bureaux des syndicats. Ces promotions seront interprétées par John Bull, dont les réserves de déférence et de loyalisme ne sont pas encore épuisées, comme un crime de lèse-monarchie et de lèse-patrie. D'autre part, une Chambre de 700 Pairs ne pourra plus siéger. Les bancs seront insuffisants. Les discussions seront impossibles. Et le ministère sera obligé d'aborder, lui-même, cette réforme de la seconde Chambre, qu'il veut ajourner, pour éviter des discussions intestines et tenir ses promesses

Digitized by Google

électorales. Les radicaux écossais réclament un sénat. Les ouvriers jugent cette institution inutile. Les modérés rêvent de conserver une pairie impuissante, à titre de souvenir. Les Irlandais entendent aborder immédiatement le *Home Rule*. Et, dans ce tumulte discordant, la majorité s'effondrera et le cabinet s'écroulera.

Mais si, pour éviter ce piège dangereux, le cabinet se résigne à laisser la Chambre des Lords, envahie et encombrée, se débattre au milieu d'un inexprimable gâchis, les partisans de la résistance à tout prix risquent d'avoir fait un mauvais calcul. Les Pairs authentiques se seront offerts gratuitement les ennuis d'un contact quotidien avec des gentilshommes fraîchement promus, insuffisamment éduqués et mal habillés. Les leaders conservateurs s'exposeront à voir les nouveaux venus rester fidèles, pendant quelques années, par reconnaissance, à leurs convictions radicales, voter aujourd'hui avec sérénité toutes les mesures démocratiques, y compris le *Home Rule*, et repousser, demain, avec ensemble, les réformes militaires d'un cabinet conservateur.

En présence de ce dilemme redoutable, les Pairs, saisis du *Parliament Bill*, hésitent avant de se prononcer : ils hésitèrent jusqu'à la dernière heure.

*
* *

Pour enrayer la poussée sociale, qui transforme l'Angleterre, il faut des forces plus puissantes qu'une opposition parlementaire.

Un jour viendra, où le flux démocratique se heurtera au courant impérialiste. Si, pour obéir à l'ultimatum irlandais, M. Asquith élargit trop les concessions réparatrices, qu'avait faites à l'île d'Erin sir Henry Campbell-Bannerman, dans son *Irish Council Bill*, sans compromettre l'unité nationale, des démissions retentissantes, des querelles intestines éveilleront les inquiétudes de John Bull. Si la prospérité commerciale des dernières années reste sans lendemain, les partisans des tarifs

Digitized by Google

impériaux retrouveront des auditeurs. Si la prochaine conférence inter-coloniale voit se relâcher les liens administratifs et militaires, que John Bull rêve de nouer entre la mère patrie et ses jeunes filiales, celui-ci rendra les radicaux responsables de cette cruelle désillusion. Si, enfin, le programme naval, qui sera soumis au Reichstag tôt ou tard, des échecs diplomatiques, la pénétration allemande en Asie Mineure imposent au contribuable anglais de nouveaux sacrifices, il ne pardonnera pas aux pacifistes de gauche d'avoir, pendant huit ans, fredonné l'hymne du désarmement et célébré les charmes de l'amitié d'outre-Rhin.

John Bull aura, dans l'avenir, à faire son choix entre la démocratie et l'empire. Le jour où il devra prendre cette décision, redoutable pour l'Angleterre et pour le monde, tardera-t-il à se lever à l'horizon ?

Digitized by Google

LIVRE II

LE PÉRIL IMPÉRIAL

CHAPITRE VII

LE NATIONALISME INDIEN

Le conflit entre le socialisme et l'impérialisme. Il ne s'est pas produit. L'unité politique, la force armée, les traditions diplomatiques ont été scrupuleusement sauvegardées.

§ I. L'agitation nationaliste. 1. Campagne de presse et de meetings. Mises à l'index et boycottages. 2. Le Congrès National indien. Sa session de 1906. Son importance. 3. Les émeutes du 18 avril et du 2 mai 1907. Une année d'attentats anarchistes.

§ II. Les causes de l'agitation. 1. La poussée industrielle et sa double influence. 2. Le triple conflit social, religieux et politique entre les civilisations britannique et hindoue. Sa double influence. 3. Modifications dans le recrutement et dans les mœurs de la société britannique aux Indes. Effets fâcheux.

§ III. La lutte contre le Nationalisme.
1. Le loyalisme mahométan. Ses origines, ses manifestations et son importance. 2. Les mesures répressives. 3. Les réformes de lord Morley. Il introduit un indigène dans les conseils exécutifs. La réforme des conseils législatifs de 1909. Trois points importants. Un embryon de régime parlementaire. 30 mars 1910. La première session du Conseil Législatif Impérial. Ses caractères. Avènement de lord Hardinge.

§ IV. L'accalmie. Les indigènes et le Durbar de Delhi. 12 décembre 1911. « Les largesses impériales. » L'exposé du Vice-Roi. Les discours du Roi. Le retour à Londres. Manifestations et commentaires.

Pour que le conflit, entre les revendications populaires et les traditions historiques, entre la démocratie et l'impérialisme, puisse devenir une réalité, il faudra une transformation dans

Digitized by Google

la vie politique et l'avènement d'un personnel nouveau. Le jour, où 150 députés ouvriers seront, avec la coopération de 50 nationalistes irlandais et de 50 radicaux socialistes, les maîtres de la majorité libérale, il est probable que les problèmes coloniaux et militaires ne seront pas résolus, avec ce réalisme dans la méthode, cette largesse dans les moyens, cette audace dans l'exécution, qui ont fait d'une petite île brumeuse l'héritière de la Rome antique. Mais l'Angleterre radicale, victorieuse au début de 1906, n'a pas connu ce péril démocratique. Les traditions impériales ont été assez fortes, le personnel ministériel assez éduqué pour réduire à l'impuissance, sur le terrain des questions extérieures et militaires, les serviteurs aveugles d'un idéal abstrait.

L'unité coloniale, la suprématie maritime, la permanence diplomatique ont été menacées et attaquées par les ennemis du dedans et du dehors, par des adversaires également résolus de la grandeur anglaise. Leurs efforts ont été réduits à néant. Et si, pendant sept années d'expériences sociales et de paix extérieure, sir Edward Grey et M. Asquith, R. Mackenna et Winston Churchill n'ont voulu, ni pu empêcher les progrès des rivaux, ni étendre les frontières de l'Empire, ils ont, du moins, la satisfaction d'avoir maintenu intactes son unité politique, sa force armée et ses traditions diplomatiques.

*
* *

Depuis les journées sanglantes de 1857, l'Empire Indien a traversé une ère de paix apparente et de prospérité économique. Il n'en a pas moins été troublé par une sourde hostilité, des agitations périodiques, qui préparaient le mouvement indigène d'aujourd'hui. Dès 1884, dans des conférences faites devant les étudiants de Cambridge, sir John Strachey signale à ses auditeurs « les germes nombreux de révolte et de haine, à peine voilés par les manifestations fréquentes et tapageuses de dévouement et de loyalisme ». En 1897, un membre indigène du Conseil législatif de Bombay est compromis dans une

Digitized by Google

affaire de brochures séditieuses. Les Hindous de Oudh et les Maratthes de Bombay s'agitent. Le résident de Poona est assassiné. Les Afridis prennent les armes.

La poussée de 1905-1006 est infiniment plus grave. Son action est, à la fois, diverse et méthodique.

I

« Quel a été l'effet produit par les victoires japonaises sur les habitants des Indes ? » demandait à un notable Hindou un rédacteur de la *National Review*. « La répercussion de ces événements militaires, répondit l'interlocuteur, peut être comparée à celle de la Révolution française sur l'Angleterre et les nations, dont le régime était jusqu'alors stable. Les succès japonais n'ont pas eu et n'auront pas de résultats précis. L'idée qu'ils évoquent est vague. Néanmoins, ils ont produit une certaine agitation. Ils font penser. » Et le correspondant de la *National Review* ajoute que les Anglais, qui reviennent visiter les Indes, après une certaine absence, constatent « un changement dans l'attitude morale » des indigènes. « Ils ont une tendance naturelle à s'opposer aux mesures gouvernementales, bonnes ou mauvaises, pour le simple plaisir de faire de l'opposition. »

Les premiers signes de cet état d'esprit nouveau se sont manifestés dans des campagnes d'articles et de *meetings*. Des événements d'une importance différente, l'évolution constitutionnelle de la Russie et la convocation de la Douma, le partage administratif du Bengale, qui viole des traditions historiques et brise une unité ethnique, la démission de lord Curzon et les commentaires de la presse radicale inspirent, aux journalistes et aux conférenciers indigènes, des réflexions suggestives. En 1906, le discours du prince de Galles au Guildhall, le jugement porté par l'héritier de la Couronne impériale sur sa tournée dans les Indes, sont, dans la presse locale, l'objet d'ardents commentaires. Les passages, dans lesquels le

Digitized by Google

futur George V affirme « que la tâche de gouverner les Indes sera rendue plus facile, si, de notre côté, nous y mettons un plus large élément de sympathie » et déclare « que cet Empire ne saurait être considéré comme un seul pays », ont été reproduits et discutés. Les journaux ont voulu trouver, sur les lèvres du prince de Galles, l'approbation de leurs critiques contre une administration bureaucratique et centralisée, dont les fonctionnaires, absorbés par la rédaction de rapports et liés par la rigueur des règlements, n'ont point les contacts suffisants et manquent de la liberté nécessaire pour comprendre et satisfaire les besoins locaux.

Un peu partout, sous des formes différentes, l'agitation s'organise, sans qu'il soit possible de découvrir, avec certitude, les fils du complot.

Les administrateurs anglais assistèrent d'abord à une mise à l'index des produits de l'industrie britannique. Le *Swadeshi Movement* tend à assurer l'indépendance économique des Indes ; et, pour enrayer l'importation des objets ouvrés, les chefs invoquent des scrupules religieux, ceux-là mêmes qui soulevèrent, jadis, les troupes indigènes. Les manufacturiers occidentaux ne respectent pas, dans leur fabrication, les règles hygiéniques de la loi hindoue. Parallèlement à cet effort pour boycotter les produits britanniques, une campagne de propagande est organisée dans les universités et les collèges du Bengale. La jeunesse indigène apprend à chanter l'hymne national. Des associations secrètes se fondent un peu partout. Plus grave encore que ces deux mouvements est la multiplication des grèves. Des meneurs inconnus ont compris la valeur de cette arme terrible ; et patiemment, autour des usines dirigées par des Européens, ils ont tissé un réseau inextricable de sourdes machinations. Récemment, les chemins de fer des Indes Orientales étaient partiellement désorganisés par une agitation persistante. Dans ce premier essai de grève, qui paralyse une exploitation disciplinée et contrôlée, on retrouve la même influence mystérieuse. Elle tend à compromettre l'essor économique, qui caractérisait l'histoire de ces dernières

Digitized by Google

années. La circulation de feuilles anonymes, colportées par des marchands de village en village, menace, d'une manière plus directe et plus grave, la suprématie anglaise. La haine de l'Angleterre inspire tous les articles. La *National Review* cite quelques extraits caractéristiques :

Les tyrans devraient bien se rappeler que, lorsque les Indiens sortiront victorieux de leur lutte contre le despotisme, ils auront à peine le temps de quitter le pays sains et saufs. Aussi, dans leur intérêt, nous les avertissons qu'ils feront bien de se tenir prêts à partir avec armes et bagages.

*
* *

A la suite de cette campagne par la presse, la grève, l'école et le boycottage, des incidents éclatent bien avant ceux de Lahore et de Comilla.

Trois manifestations, au cours de 1906, éveillèrent l'attention de l'opinion britannique. Dans le Decan, M. Bal Gangadar Tilak, un brahmine de Poona, travaille à réveiller l'esprit national des Maratthes, qui, conduits par Shivaji, furent la dernière race dominante, avant les Européens. Son journal, le *Kesari*, lance le projet d'une fête en l'honneur de Shivaji, le vainqueur des envahisseurs musulmans qui aurait lieu à Calcutta. Dans le Bengale, un autre publiciste, M. Surenda Bath Banerjee, s'efforce de surexciter la passion des Hindous. A Barival, une ville de la nouvelle province d'Est Bengale et Assam, malgré les ordres des administrateurs anglais, la réunion de la *Conférence provinciale de Bengale* et la présence de Surenda B. Banerjee donnent lieu à des manifestations, aux cris de *Bande materam*, que la police disperse avec peine. Enfin, plus récemment, on apprend qu'un appel aux armes circule parmi les indigènes de Calcutta. La police informe et découvre que la brochure a été distribuée par une association secrète, le *Bengale doré*, dont les membres ont juré de vivre libres ou de mourir.

Sous la pression de ces manifestations récentes et de cette

Digitized by Google

agitation prolongée, le *Congrès national indien*, qui se réunit dans les derniers jours de l'année 1906, témoigne de dispositions particulièrement avancées.

Lorsque la presse anglaise apprit que la présidence serait confiée à M. Dadabhai Naoroji, elle considéra le succès du représentant du *Parti modéré*, comme une garantie de prudence et un présage de paix. La candidature de M. Tilak, un jeune politicien, jadis condamné pour crime de sédition, avait été écartée. On lui préférait celle d'un vieillard né en 1825, d'un universitaire de talent, fixé sur le sol britannique, et au courant des choses anglaises. Dès 1855, M. Dadabhai Naoroji est venu défendre, en Angleterre, la cause de son peuple. Il a attaché son nom à des réformes capitales. Il a vécu dans les couloirs des Communes. Il est connu des groupements radicaux et des associations libre-échangistes. Il a été salué à son départ par quelques députés anglais. Ses services, son autorité, son âge lui ont valu le surnom, jadis décerné à Gladstone, *The Great Old Man*.

L'opinion britannique a dû constater, avec effroi, que M. Dadabhai Naoroji méritait aussi l'autre surnom de Gladstone, celui dont l'avait baptisé, dans un accès de colère, lord Randolph Churchill, *an Old man in a hurry*, « un vieillard pressé ». Le doyen des *modérés* a prononcé des paroles, soutenu un programme, que n'auraient pas désavoués les champions des *Extrémistes*, M. Tilak, le député au casier judiciaire, M. Pal, le partisan de la propagande révolutionnaire dans les districts ruraux.

L'exorde de l'allocution présidentielle est caractéristique. Dès 1669, la Charte de la *Compagnie des Indes orientales* proclame que les Indiens seront « des citoyens libres, des sujets naturels, comme s'ils étaient nés et vivaient en Angleterre ». Lorsque la paix eût été signée dans l'Afrique méridionale, sir Henry Campbell-Bannerman salua les Boërs du titre de « concitoyens ». Les Indes n'ont coûté à l'Angleterre ni six milliards, ni quarante mille hommes. Elles lui fournissent des richesses, des soldats. Pourquoi ces sujets loyaux et labo-

Digitized by Google

rieux ne participeraient-ils pas « aux droits des citoyens britanniques » ? Partout, dans le continent asiastique, un mouvement d'émancipation se dessine. Il ébranle les « paysans russes » ; il transforme le Japon ; il éclate en Perse ; il progresse en Chine. Pourquoi les Hindous resteraient-ils en dehors de ce courant universel ? Ils ont le droit de sommer sir Henry Campbell-Bannerman de leur étendre la sympathie témoignée à la *Douma* dans un cri fameux, de leur appliquer sa déclaration du 23 novembre 1905 : « Un bon gouvernement ne sera jamais l'équivalent du gouvernement par le peuple. »

L'audace et l'ardeur de cet exorde permettent de prévoir ce que seront les revendications générales et le programme tactique, soumis par M. Dadabhai Naoriji à l'approbation du *Congrès national indien*. Le représentant des modérés, le doyen des politiques indiens, « le grand vieillard » adopte, purement et simplement, les formules et les idées des « extrémistes ». Le Président réclame pour ses concitoyens « trois des droits qui appartiennent à tout citoyen anglais ». L'administration de « tous les services » devra être confiée aux « habitants des Indes ». Le pouvoir de faire des lois et de lever des impôts sera remis aux « représentants du peuple ». Tout l'argent, payé par les contribuables indigènes, devra être dépensé dans les limites de l'Empire indien. Pour arriver à obtenir ce *self-government*, il faut continuer l'agitation, protester, encore et toujours, contre un « système barbare de despotisme, indigne des instincts, des principes et de la civilisation britanniques ». Le boycottage des marchandises britanniques est « parfaitement légitime ». La campagne contre la division du Bengale est un devoir. Multiplions les conférenciers. Les uns iront en Angleterre exposer nos revendications. Les autres parcourront les villes et villages des Indes pour faire connaître nos droits. Ces efforts coûteront cher. Il faudra lever « un emprunt patriotique » et organiser une caisse centrale. « Tous les Indiens doivent aujourd'hui apprendre la rude leçon du sacrifice : l'heure a sonné. »

Et c'est le professeur de l'*University College* de Londres,

Digitized by Google

le député libéral de Finsbury, le membre du Parlement britannique de 1892, l'administrateur du *Cobden Club* depuis vingt ans, qui tient ce langage, formule ce programme radical, accepte la tactique défendue par des agitateurs professionnels comme MM. Pal et Pilak. Ce coup de théâtre révéla à l'opinion anglaise la signification politique, l'importance sociale du mouvement indigène. Les journaux conservateurs commentèrent cet incident avec une stupeur irritée :

Nous avons conquis les Indes par l'épée, écrit le *Times :* au bout du compte, nous les conservons grâce à l'épée. Et il est heureux pour la minorité bourgeoise et éduquée, qui est seule représentée dans ce Congrès, que le glaive anglais se dresse entre elle et ses ennemis indigènes. Ce fait fondamental domine la situation. Il rend absurde la demande d'un *self-government* intégral.

Et le *Times* salue avec joie la création par les mahométans, d'une ligue politique, qui groupera leurs bataillons loyaux en face des agitateurs hindous. Les feuilles radicales sont moins intransigeantes. La *Tribune* croit qu'il serait possible, par des économies financières et des réformes judiciaires, par la création « d'une instruction primaire, gratuite et obligatoire », par l'accroissement du nombre des fonctionnaires indigènes, de donner satisfaction à M. Dadabhai Naoroji. Il faut faire des concessions. La justice l'exige. L'intérêt l'ordonne.

*
* *

Mais ces bonnes paroles ne suffisent pas à enrayer le mouvement : il s'aggrave.

Le 18 avril 1907, les journaux anglais reproduisaient, avec des commentaires attristés, le récit de l'émeute la plus sérieuse, qui ait éclaté dans les Indes anglaises, depuis les jours sanglants de la « Mutiny », il y a un demi-siècle.

L'incident s'est produit dans une des villes les plus importantes des provinces septentrionales, dans la capitale du

Digitized by Google

Pandjab, à Lahore. La cour suprême, *Chief court*, avait à examiner, en second et dernier ressort, l'appel dont était frappé un jugement, qui condamnait, à deux ans d'emprisonnement et *1.000* roupies d'amende, le propriétaire, et à six mois d'emprisonnement et *200* roupies d'amende, un rédacteur du fameux journal indigène *Punjabi*. Cette feuille avait annoncé, récemment, qu'un agent de police mahométan avait été assassiné par un officier anglais, parce qu'il s'était refusé à rapporter au camp un sanglier, animal impur, tué au cours d'une chasse. Naturellement, le criminel s'était tiré d'affaire, « comme le font d'ordinaire les meurtriers européens d'indigènes, dans ce pays où la justice anglaise, si vantée, n'est qu'un mensonge ». L'enquête officielle avait établi que le gendarme était mort des suites d'un accident de cheval : il avait été désarçonné et traîné par une bête rétive. Le *Chief Judge*, dans son jugement, maintint les considérants et les pénalités des tribunaux inférieurs, transforma l'emprisonnement « rigoureux » en incarcération « ordinaire », mais se refusa à réduire la durée de la peine, parce « que les condamnés n'avaient exprimé aucun regret ».

Quand la foule apprit que l'appel était rejeté, et la décision confirmée, elle couvrit de boue les agents de police, dégagea la voiture cellulaire, qui reconduisait à la prison les journalistes, la couronna de guirlandes de fleurs. Se formant ensuite en colonne, les manifestants envahirent la rue principale de Lahore, rouèrent de coups, accablèrent d'ordures tous les Européens qu'ils rencontrèrent, et ne purent être dispersés qu'avec peine par la troupe. Pour la première fois, depuis de longues années, les Hindous osaient s'attaquer, en plein jour, dans une ville importante, à des hommes de race anglaise.

Le 2 mai, à Rawalpindi, poste militaire du Pandjab, qui, non loin de la frontière afghane, commande le bassin supérieur de l'Indus et le chemin de fer stratégique de Peshawar, une violente bagarre nécessite l'intervention des troupes anglaises. Le tribunal local examinait les poursuites intentées à des avocats indigènes, qui, au cours d'un récent meeting, avaient pro-

Digitized by Google

noncé d'ardentes paroles en faveur du *Swadeshi Movement*, du boycottage des produits d'origine britannique. Irrités par la sévérité du tribunal, les Hindous envahissent le « bazar », cassent les vitres, pillent les magasins, démolissent l'église protestante, maltraitent des Européens. Les hussards dispersent les manifestants, « dont les pertes ne furent pas très sérieuses ».

L'agitation du Pandjab dépasse les limites des frontières. A une autre extrémite des Indes septentrionales, dans le Bengale, sur les confins de la Birmanie, les mêmes bagarres se produisent. Au mois de mars, le chef religieux des mahométans avait organisé, à Comillah, une réunion pour féliciter le gouvernement anglais, d'avoir scindé le Bengale en deux provinces distinctes, et pour proclamer le loyalisme fidèle de ses coreligionnaires. Grâce à l'erreur d'un aiguilleur hindou, le train, qui amenait le nawab de Decca, déraille en arrivant à la gare. La délégation mahométane est accueillie par des injures. Des coups de feu sont même tirés, par des partisans trop ardents de l'unité du Bengale.

A Calcutta, capitale économique du Bengale, la troupe doit intervenir les 7 et 26 août, 9 septembre, 2 et 5 octobre. L'année 1908 n'est pas mieux partagée. Les soldats anglais déchargent leurs fusils sur les insurgés le 13 mars, dans le sud du Decan, à Tuticorin et à Tinnevelly; et dans le nord, à Bombay, ils tiraillent sans interruption du 17 au 29 juillet.

Mais ces émeutes, qui se terminent toujours par une pénible défaite, ne donnent pas satisfaction aux agitateurs. Il faut trouver autre chose. Le *Yugantar* écrit qu' « il fera le service du journal à toute personne, qui apportera une tête d'Européen », et l'on entre dans la voie des attentats anarchistes.

Dès le mois de décembre 1907, des assassins tentent de faire sauter le train où se trouve le gouverneur du Bengale, sir Andrew Fraser. Le 24 septembre, un inconnu tire sur un magistrat anglais, M. Allen, qui attend sur le quai de la gare de Goalundo. Le 1er mai 1908, mistress et miss Kennedy sont

Digitized by Google

tuées, par l'explosion d'une bombe, à Muzaffarpar. Le lendemain, à Calcutta, la police découvre une fabrique d'engins explosifs. Le 15 mai, un projectile éclate dans la rue Grey, à Calcutta. Dans la nuit du 21 juin, dans la banlieue, à Kankanara, des inconnus ferment un disque, arrêtent un train, et bombardent le compartiment occupé par des Anglais. Le 31 août, un agent secret de la police, Gossain, est assassiné, dans la prison, par deux codétenus, sans qu'on parvienne à établir comment ils se sont procuré des revolvers. Le 7 novembre, un indigène tire sur sir Andrew Fraser, en pleine réunion publique, à Calcutta; mais, pour la seconde fois, le gouverneur du Bengale échappe aux coups. Cet échec ne décourage pas les conspirateurs, qui, depuis, par deux fois encore, tentent de mettre fin aux jours de ce vaillant fonctionnaire. Le 9 novembre, un sous-inspecteur indigène de la police de Calcutta est tué à coups de pistolet, en plein jour, dans la rue, et les meurtriers échappent.

Le lendemain, un cortège nombreux accompagnait à sa dernière demeure l'un des auteurs de l'assassinat du 31 août, exécuté la veille.

Le corps était couvert de guirlandes, lisons-nous dans la *National Review*. La bière disparaissait sous des monceaux de fleurs. Une foule de plusieurs milliers de personnes se pressait pour contempler le visage découvert du héros. Un millier d'étudiants, pieds nus, en signe de deuil, se pressaient autour du bûcher funèbre. Des souscriptions avaient été recueillies, pour l'orner avec soin. Des reliques du martyr furent emportées dans des vases d'or et d'argent.

Comment, dès lors, s'étonner que, le 5 décembre 1910, des Chambres de commerce, des syndicats de planteurs aient adressé au secrétaire d'État pour les Indes une pétition où, après avoir rappelé la répercussion de ces attentats sur la prospérité commerciale, ils réclamaient des protections et des garanties.

Digitized by Google

II

Un courant aussi intense a des origines profondes et complexes, des causes économiques et morales, sociales et intellectuelles.

*
* *

Les Indes britanniques naissent à la vie industrielle [1].

La surface consacrée, chaque année, à la culture du coton et de la jute s'étend rapidement. Pendant les cinq années 1895-1900 le nombre moyen d'*acres* réservées au coton était de 13 millions. Il a été de 14,4 et de 15,7 pour les deux campagnes 1901-1902 et 1902-1903. En dix ans, les exportations de coton brut ont doublé, passé de 3 à 6 millions de quintaux (cwts) (1902-1903). Les ventes de jute brute ont grandi dans une moindre proportion. Mais la hausse n'en reste pas moins importante : les expéditions ont passé de 9,8 millions de quintaux (1898-1899), à 12,4 (1900-1901) et 14,7 (1901-1902). Une production aussi abondante de deux matières premières aussi précieuses ne pouvait manquer, tôt ou tard, de donner naissance à deux industries prospères. Le bon marché de la main-d'œuvre, l'économie résultant de la transformation sur place en objets ouvrés, assuraient aux manufactures locales une supériorité immédiate sur les usines britanniques. La découverte de mines de charbon est venue faciliter encore cette évolution économique. Les Indes ne produisaient, en 1887, qu'un million de tonnes. Le deuxième million est atteint en 1890, le troisième en 1895. Les progrès se précipitent. Les mines fournissent à la consommation locale 4 millions de tonnes en 1897, 5 en 1899, 6,6 en 1901, 7,4 en 1902.

1. Pour rédiger cette étude, nous nous sommes surtout inspiré des trois volumes suivants :
1° Rev. John Morrison, *New ideas in India during the XIXth Century.*
2° Sir V. Chirol, *Indian unrest.*
3° J. Ramsay-Macdonald, *Awakening of India.*

Digitized by Google

Rien ne manquait plus à l'industrie indienne. Et elle progresse rapidement.

Le premier tissage de coton est fondé en 1851. En 1902-1903, 201 usines emploient plus de 5 millions de broches, occupent quotidiennement 180.000 ouvriers, disposent d'un capital de 11 millions de £ (275 millions de francs). De 1898 à 1903 leur production annuelle de fils de coton a passé de 453 à 460 millions de livres (poids) ; celle d'étoffes tissées atteint 117 millions de livres (poids). Quant à la jute, en 1903, 36 usines groupaient autour d'elles 108.000 travailleurs et comptaient 350.000 broches.

Cette industrie indienne est assez importante pour qu'il ait paru nécessaire au gouvernement britannique, depuis le 1er janvier 1892, de limiter l'emploi de la main-d'œuvre enfantine et féminine, de veiller à l'hygiène des ateliers. Une loi sur l'utilisation de la « houille blanche » va imprimer aux usines une activité nouvelle. Elles portent déjà une sensible atteinte aux tissages anglais de coton et de jute.

Les Indes non seulement n'achètent plus à l'Angleterre ni fils, ni toiles de jute ; mais elles font plus que suffire à leur propre consommation. Elles exportent ; et leurs ventes sont passées de 3 et 4 millions de £ (chiffres de 1899 et 1900) à 5,8 et 7 en 1902 et 1903. Sans doute les achats d'étoffes de coton à la métropole restent considérables ; mais ils sont stationnaires (18 et 18,2 millions de £ en 1900 et 1901, contre 20 et 18,7 en 1902 et 1903), tandis que la population grandit et que les frontières s'élargissent. Pour les fils de coton, les usines indiennes font aux usines britanniques une concurrence plus redoutable encore.

Les importations sont tombées de 1,7 million de £ en 1899, à 1,6 en 1901 et 1,5 en 1903, tandis que les exportations par voie de mer passaient (de 1899 à 1903) de 4 à 5 millions de £. Pour les fils expédiés par voie de terre, la part de la métropole et des Indes était respectivement, en 1892, de 11.000 et 9.000 quintaux ; en 1902, elle est de 44.000 et 56.000 quintaux (cwts). Aujourd'hui, les Indes et l'Asie cen-

Digitized by Google

trale, le golfe Persique et l'Arabie —, une enquête du *Board of Trade* (*Blue book* c. d. 2281) le démontrait surabondamment, — échappent aux tisseurs du Lancashire. Demain, la presqu'île indo-chinoise s'adressera, elle aussi, aux usines indiennes, jusqu'au jour, encore lointain, où elles lutteront, sur les marchés de la Chine et de l'Afrique, contre les fabriques anglaises.

Lord Morley évoquait ces Indes de demain, lorsqu'il résumait sa force industrielle en quelques chiffres. Dans dix ans, les exportations croissent de 44 p. 100 et les importations de 18 p. 100. Les chemins de fer, qui disposent de 54.000 kilomètres de rails, transportent 250 millions de voyageurs et 56 millions de tonnes de marchandises...

Cette évolution économique, qui constitue la meilleure justification de l'impérialisme britannique, ne pouvait manquer tôt ou tard de le battre en brèche. L'essor industriel a créé un prolétariat et une bourgeoisie indigènes. Cette masse ouvrière, déracinée de fraîche date et encore mal adaptée, est une proie facile pour les agitateurs. Elle les a écoutés d'autant plus docilement que la hausse des prix aggrave l'insuffisance des salaires. Et, d'autre part, les classes moyennes, les vrais bénéficiaires de cette transformation économique, ont senti grandir, avec leur nombre et leurs richesses, leurs besoins et leurs ambitions. Mal éduquées dans des universités médiocres, ligotées par des réglementations douanières, parquées dans des professions déterminées, elles réclament une réforme scolaire, un affranchissement économique et des postes administratifs.

*
* *

Sur ce malaise d'ordre économique s'en est greffé un autre.

L'introduction par les lois, les mœurs et l'école de la civilisation britannique entraîne, au sein de la société hindoue, un triple conflit, social, religieux et politique.

Digitized by Google

*
* *

Dans les Indes, comme dans tous les pays du monde, il naît plus de garçons que de filles. Et cependant, alors qu'ailleurs la mortalité plus grande du sexe masculin rétablit rapidement la balance, il n'en est pas de même dans la colonie britannique. Le recensement de 1901 signale la présence de 963 femmes pour 1.000 hommes. C'est là un phénomème unique. Le sexe féminin, dans cette société qui n'attache de prix qu'aux naissances masculines, est victime des soins insuffisants, des mariages précoces, peut-être même d'infanticides nombreux. Grâce aux réformes législatives, aux mesures administratives et à l'initiative privée, une légère amélioration se dessine dans les statistiques décennales. La proportion des femmes pour 1.000 hommes s'est élevée progressivement de 954 en 1881 à 958 en 1891 et 963 en 1901.

Dès 1829, une loi interdit de brûler les veuves. Une autre, en 1856, abolit les restrictions qui pèsent sur le second mariage des femmes. En 1891, un texte, qui souleva de véhémentes protestations, interdit la cohabitation avant l'âge de douze ans. Depuis de nombreuses années déjà, une association, créée par lady Dufferin, travaille à accroître le nombre des sages-femmes indigènes, qui iront soigner leurs compatriotes dans les zénanas et les harems. Depuis 1905, le gouvernement du Bengale désigne des juristes du sexe féminin, chargées d'aider de leurs conseils les victimes cloîtrées des préjugés hindous. Les musées ouvrent à certains jours leurs portes aux seules habitantes des zénanas. Les théâtres ont des loggias grillées pour les nonnes de l'Extrême-Orient.

Il reste beaucoup à faire. Bien que l'instruction des fillettes ait fait des progrès dans les villes, il y a cependant 14 fois plus d'hommes que de femmes sachant lire et écrire. Malgré l'interdiction de la loi, les mariages précoces se sont plutôt développés. Sur 1.000 enfants hindous de 10 ans et au-dessous, il y a 70 fillettes mariées contre 28 garçons. Le contact de

Digitized by Google

la civilisation anglaise n'empêche pas la polygamie d'exister. 11 maris sur 1.000 ont plus d'une femme. Ils trouvent dans la dot de leur seconde épouse le moyen d'établir leurs filles. Bien que le mariage des veuves soit légal depuis 1856, cette institution anglaise n'a pu s'acclimater, même dans la province hindoue la plus civilisée, dans le Bengale. En 1840, à Calcutta, un babou, désireux de démontrer l'ardeur des convictions de ses coreligionnaires, promit 10.000 roupies à tout Hindou, pauvre ou riche, qui accepterait d'épouser une veuve de sa religion. Pas un ne se présenta. Si, en 1906, un imitateur du babou renouvelait cette offre corruptrice, il ne risquerait pas davantage de perdre son argent.

L'égalité des sexes n'a fait que peu de progrès, malgré les efforts des lois, des administrateurs et des missionnaires dans les milieux hindous, les seuls cependant sur lesquels ait mordu la civilisation britannique. Le féminisme n'est point à la veille de s'acclimater à côté du lotus.

L'idée de caste, en revanche, a subi, dans les classes moyennes, une atteinte plus importante. En 1904, un journal indigène de Calcutta, une feuille importante, écrivait : « Cette notion est en train de perdre son action sur la pensée hindoue. »

La lutte dure depuis longtemps. Dès 1831, un Gouverneur général décide, par décret, qu'aucun indigène ne sera chassé du poste qu'il occupe, pour des raisons de caste ou de croyance ; et que le fait, pour un fils, de renoncer à la religion de son père, ne saurait l'empêcher d'hériter de ses biens. L'évolution économique a fait plus que les lois. Toute une série de carrières nouvelles, le barreau, la médecine, l'industrie, l'enseignement, le journalisme ont ouvert leurs portes aux indigènes. La supériorité de sa caste ne constitue point pour un concurrent un avantage appréciable. Si l'on veut réussir dans une de ces carrières modernes, il importe, et il suffit d'acquérir des connaissances et d'avoir une valeur personnelle. Cette égalité dans la lutte a taillé une brèche dans la hiérarchie rigoureuse, qui imposait à la société hindoue des

Digitized by Google

cloisons étanches. L'école a fait le reste. Ce n'est point impunément qu'un million de *Natives* parlent la langue anglaise, que 535.000 pénètrent dans les écoles d'enseignement secondaire, que 23.000 sont inscrits dans des universités, où les examens ont lieu en anglais. Avec la langue d'outre-Manche, un peu de la pensée anglo-saxonne est entrée dans les cerveaux.

Les traditions, qui assuraient le respect de l'idée de caste, ont subi de nombreuses entorses. Les voyages d'outre-mer étaient interdits par la loi religieuse. Et voici que les indigènes viennent chercher du travail au Transvaal, des diplômes à Cambridge, des bombes à Chicago. Le contact avec les hommes de race inférieure était rigoureusement proscrit ; or, le recensement pour 1901 nous apprend que les parias, contagieux jadis, pour les gens de castes supérieures, à une distance de 72 *pieds*, ne le sont plus qu'à 64. C'est un gain fort appréciable de 8 *pieds*. Les brahmes incarnaient la vie religieuse ; et voici que tous ceux qui se sont faits un nom dans le mouvement religieux des Indes contemporaines, le représentant de la foi hindoue au Parlement des religions, à Chicago, le fondateur de la secte Arya, les chefs de la nouvelle Église théiste, ne sont pas des brahmes, quelquefois même pas des Hindous.

Mais il ne faudrait point en conclure à la disparition de la caste. Certes, en dehors de ses frontières se crée tout un courant de vie sociale et religieuse, qu'il est désormais impossible de faire rentrer dans un cadre hiératique. Sans doute, ces traditions et ces rites perdent leur action sur les avocats, les médecins, les industriels, qui constituent progressivement une nouvelle bourgeoisie hindoue. Mais ce lent travail de désagrégation n'a pu qu'effriter, sans le briser, l'édifice social. Hier encore, deux rejetons d'une famille du Bengale partirent pour l'Europe et, pendant le voyage, violèrent toutes les règles de leur morale sociale. A leur retour, le chef de la *gens* réunit tous les membres de la caste, pour fêter l'heureux retour. Personne ne décline l'invitation. Mais,

Digitized by Google

quelques jours plus tard, une circulaire secrète accuse les jeunes gens d'avoir trahi leur foi, d'avoir mangé de la viande, à bord des paquebots. Le préjudice, causé par cet anathème, fut si fort que la famille intenta un procès aux auteurs de la dénonciation, Ainsi, d'une part, des Hindous cultivés avaient sollicité leur réadmission dans un cadre, dont ils s'étaient affranchis. De l'autre, ils avaient reconnu qu'en les accusant d'être infidèles à la caste, on leur causait un réel préjudice.

Cette anecdote en dit plus long, que tous les développements sur la survivance du passé, même dans les milieux, qui subissent le plus volontiers et le plus longtemps le contact de la civilisation occidentale.

*
* *

Son influence sur la vie politique et religieuse de la bourgeoisie indigène a été plus profonde.

En bas, des superstitions et des préjugés se sont effrités. En haut, des doctrines se sont modifiées.

Le *rapport sur le recensement de* 1901 nous apprend qu'un certain nombre de professions traversent une crise significative. Dans les provinces centrales, les *garpagaris*, qui se vantent de pouvoir écarter les nuages de grêle, ont vu leurs gains baisser, chaque année, avec les progrès de l'instruction et du scepticisme. Dans les environs de Calcutta, le nombre des devins, chargés de fournir aux terres desséchées les eaux du Gange, a également diminué. Les Hindous trouvent plus avantageux et plus sûr d'utiliser les robinets des tuyaux d'irrigation.

Dans les villes, une évolution analogue s'est manifestée par des faits différents. Malgré les traditions religieuses, qui, avec raison, assignent aux débitants de boissons alcooliques une place inférieure, dans la hiérarchie, un certain nombre de *brahmes* n'ont pas craint de se spécialiser dans ce commerce. D'autres sont allés plus loin. Ils figurent au nombre

Digitized by Google

des adjudicataires, qui fournissent aux armées britanniques la viande de bœuf, un animal sacré dont ils devraient respecter les jours. La soif de l'argent, qui caractérise la civilisation occidentale, dite supérieure, triomphe de l'idéalisme hindou.

Le révérend John Morrison s'en félicite. Mais, par un juste retour des choses, il est obligé de signaler, que ce recul « de la superstition » entraîne de redoutables conséquences, au point de vue politique. Les dieux et les *fakirs* ne sont plus responsables des sécheresses, des famines et des pestes. Les *sahibs* anglais ont recueilli ce lourd héritage. Et, dans la disparition des légendes, ardemment souhaitée au nom de l'action civilisatrice, ils trouvent une source nouvelle de difficultés administratives et d'agitation politique.

Chez les classes instruites de la société hindoue, l'évolution religieuse, provoquée par le contact avec la civilisation anglaise, est aussi nette.

Un vieux *brahme* disait à sir Alfred Lyall : « Sous l'influence de l'instruction publique, nous sommes en train rapidement de rompre avec nos anciennes croyances religieuses ». Le *rapport du gouvernement de Bengale* pour 1899, rédigé par un hindou, est plus explicite :

> Cette révolution, dans la foi religieuse des milieux éduqués de la société hindoue, a été provoquée à la fois par la diffusion de la pensée chrétienne, qui est l'œuvre des missionnaires, et par l'étude des livres sacrés de la religion hindoue. L'influence chrétienne est nettement visible, dans un très grand nombre de publications faites par des indigènes au cours de l'année.

S'il faut en croire le révérend John Morrison, cette évolution doctrinale se manifesterait par la diffusion de trois idées. Tout d'abord le monothéisme, la conception Biblique d'une divinité paternelle, est aujourd'hui très largement répandu. D'autre part, la personnalité même du Christ reçoit des hommages nombreux. Enfin, à un degré moindre, la notion chrétienne de l'univers et de l'au-delà gagne du terrain.

Digitized by Google

S'il est impossible de mesurer avec précision la force de ces courants intellectuels, on peut du moins constater la naissance et le développement de sectes nouvelles. *L'Église chrétienne indienne*, la plus ancienne, qui groupe un certain nombre de communautés protestantes, a vu, en dix ans, le nombre de ses adhérents grandir de 30 p. 100 et atteindre le chiffre de deux millions six cent soixante-quatre mille. Le *Brama samaj*, ou association théiste, fondée à Calcutta en 1828, est peu nombreuse. Son action n'en est pas moins profonde. Elle constitue un effort pour renouveler la doctrine hindoue, à l'aide de la métaphysique chrétienne. L'*Arga samaj*, une autre société de propagande théiste, fondée en 1875, a fait des progrès singulièrement significatifs. En dix ans, le nombre de ses adhérents a augmenté de 131 p. 100. Les deux idées directrices de cette intéressante association sont les suivantes. D'une part, elle s'efforce d'épurer la religion hindoue, en condamnant les grossièretés du passé, le polythéisme et les sacrifices, les réglementations de la caste et la réclusion des femmes, et en encourageant, par tous les moyens en son pouvoir, la diffusion du savoir européen. D'autre part, elle travaille à éveiller, dans les âmes de ses coreligionnaires, le sens national.

La crise morale est étroitement liée à la crise politique. Le mouvement nationaliste ne compte pas de partisans plus ardents que ces pionniers d'un néo-christianisme. Et en même temps, la vieille aristocratie des Brahmes, menacée dans ses privilèges sociaux et dans ses traditions religieuses par la civilisation britannique, a organisé la lutte contre cette invasion d'idées étrangères. Elle a travaillé à restaurer le culte du passé et de la race. Elle a justifié les coutumes. Elle a célébré les légendes. Sir V. Chirol démontre sans peine, que dans les trois centres d'agitation, le Décan, le Bengale et le Pandjab, des Brahmes sont à la tête du mouvement.

Le conflit entre les deux civilisations a donc exercé une double influence, également défavorable à l'autorité britannique. D'une part, il provoque une réaction, en lésant des

Digitized by Google

intérêts, en heurtant des habitudes, en détruisant des idées. Et de l'autre, cet effritement du cadre social et religieux brise les disciplines séculaires et éveille des appétits nouveaux.

Ce malaise intellectuel, social, économique, sous l'influence de la *pax britannica*, a tout naturellement pris la forme d'une poussée nationaliste.

*
* *

Le premier caractère de l'œuvre anglaise est l'unité. Les Hindous n'avaient jamais connu l'idée nationale. La notion de caste constitue le fondement de leur vie sociale. Et voici que, sous l'action des conquérants, une conception nouvelle s'impose aux esprits, capables d'observer et de réfléchir. Elle est la conséquence inévitable de l'action administrative, qui s'accomplit sous leurs yeux. Les voies ferrées, les communications postales, les lignes télégraphiques, les fils téléphoniques relient les uns aux autres les petits États. Enchaînés par ces liens multiples, ils constituent une unité tangible. Celle-ci ne s'exprime-t-elle d'ailleurs pas dans les timbres, qui circulent entre les mains des plus modestes, et qui, à quelques exceptions près, sont les mêmes pour tout l'empire indien ? Les administrateurs anglais ont appris aux Hindous qu'ils formaient une nationalité. Ils leur ont montré qu'ils pouvaient être des citoyens.

Ce n'est point impunément que la liberté de réunion et la liberté de la presse ont été acclimatées sous les tropiques. Les discours des meetings et les articles des journaux sont devenus des aliments dont les classes moyennes ne peuvent se passer. La presse périodique et les discussions contradictoires ont fait plus, pour acclimater sur le sol indien quelques-unes des idées et des habitudes d'outre-Manche, que les écoles et les décrets. A partir de 1885, les séances annuelles du *Congrès National indien*, les réunions des municipalités, où les Hindous figurent désormais, ont imprimé une impulsion nouvelle à l'activité politique, qui se

Digitized by Google

manifestait dans les rangs d'une élite. Elle goûta du pouvoir et de la liberté. Sa soif devint insatiable. Et chacun des événements de l'histoire indienne et orientale, l'expédition du Thibet et le partage du Bengale, la révolution russe et les victoires japonaises, accrurent l'ardeur de son hostilité et élargirent le champ de ses ambitions.

Ces dernières ont trouvé des arguments et des prétextes dans les transformations de la société britannique, campée sous les tropiques, qui, plus nombreuse qu'autrefois, est moins bien recrutée. Jadis elle constituait une élite. Aujourd'hui, à côté d'une aristocratie, s'est formée, grâce à l'essor industriel, une demi-plèbe. Les rapports de ces immigrés de basse caste avec la population indigène sont dénués de cordialité. Ils sont méprisants et injurieux. Ils abusent des épithètes désobligeantes, et trop souvent des coups mortels.

D'autre part, chaque année, la distance qui sépare l'empire indien de la mère patrie est abrégée de quelques heures. Fonctionnaires et industriels considèrent de plus en plus leur séjour sous les tropiques comme un exil temporaire. Ils comptent les mois et les jours. Dès qu'ils ont un congé —, ne serait-ce que de six semaines, — au lieu, comme autrefois, de profiter de leur repos, pour parcourir les Indes ou acheter une propriété, ils prennent le bateau et reviennent en Europe. La facilité des communications a décidé les exilés à emmener avec eux leurs femmes et leurs sœurs. Cet afflux féminin, loin de resserrer les liens avec la société indigène, les a détendus. La différence des usages, la contradiction des mœurs se sont révélées avec une précision nouvelle. Les groupements anglais se sont davantage repliés sur eux-mêmes. Chaque jour davantage les pensées et les cœurs se sont tournés vers la patrie absente. Sur les sommets des plateaux, loin des villes surchauffées et des plaines fiévreuses, de véritables cités britanniques sont sorties de terre. Le thé et le flirt, le golf et le polo ont repris leurs droits. Reliés par le téléphone et le télégraphe à leurs bureaux, les fonctionnaires s'isolent dans leurs *hill-stations*, pour mieux étudier, affirment-ils,

Digitized by Google

leurs volumineux dossiers, en réalité pour vivre davantage la vie anglaise. Les Indes sont gouvernées d'après le système de Saint-Moritz. Et tandis que, dans les villes, qui, sous l'impulsion du mouvement industriel, grandissent à vue d'œil, se forme une société indigène nouvelle, dont il faudrait étudier les caractères et satisfaire les besoins, les Anglo-Saxons fuient les contacts et dénouent les liens.

III

Pour barrer la route aux nationalistes hindous du Décan, du Pandjab et du Bengale, ils comptent sur les mahométans.

*
* *

Sans doute, leur effectif n'est que de 53 millions d'âmes, sur une population totale de 231 millions d'habitants. Et cependant, dans les Provinces-Unies, où cette collectivité ne représente que 14 p. 100 des indigènes, le lieutenant-gouverneur, un homme d'une haute valeur et d'une rare expérience, sir Auckland Colvin, déclarait, s'il faut en croire le *Times*, qu'il était indispensable de recruter les fonctionnaires, par portions égales, dans les communautés hindoue et musulmane. La valeur sociale et l'importance politique de cette minorité s'expliquent, en partie, par ses vertus militaires. Elle aime à rappeler, avec orgueil, que « ses ancêtres portaient toujours l'épée : arrachée à la ceinture de leurs enfants, elle reste cependant enfouie dans les replis de l'âme ». Et sous le nom d'Afridis, de Pathaws, de Rangars, la population mahométane fournit à l'armée indienne quelques-unes de ses meilleures troupes. Elle n'est pas qu'une race de soldats. Leur prophète a écrit « que l'encre de l'écolier est plus sacrée que le sang du martyr » ; et la société mahométane reste, dans les Indes, une de celles où l'instruction est le plus répandue. Elle a été facilitée par l'importance des richesses accumulées, à

Digitized by Google

l'époque où les musulmans détenaient la couronne impériale.

Mais cette collectivité n'est pas seulement vaillante, instruite et aisée, elle est aussi profondément homogène. Bien que ses membres soient répartis dans toutes les provinces, ils parlent la même langue, l'*urdu*. Sans doute, le mahométan pauvre et inculte ne connaît guère que le patois de son district ; mais l'élite lit les mêmes livres, achète les mêmes journaux. Cette société dispersée reste unie par l'idiome commun. Les courants d'opinion circulent de province en province et maintiennent, rivés les uns aux autres, les petits groupes autonomes. Les chefs se connaissent et se rencontrent. Et sir V. Chirol a pu affirmer que les *leaders* musulmans, dans le Pandjab, les Provinces-Unies, à Bombay et dans le Bengale, étaient liés par les chaînes d'une amitié personnelle.

Cette étroite solidarité, qui explique de quel poids ces 53 millions d'êtres humains, disséminés dans l'Empire, pèsent dans la balance politique, s'est révélée, aux yeux de tous, par la constance et l'unanimité de leur attitude vis-à-vis du gouvernement anglais. C'est en 1887, à Lucknow, qu'un mahométan, dont le nom restera inscrit dans les annales de l'histoire indienne, sir Syed Ahmad Khan, arracha ses coreligionnaires à la propagande du *Congrès national* et les groupa en un parti indépendant. Après avoir rappelé à ses auditeurs que le Coran affirme que les croyants trouveront leurs meilleurs amis chez les peuples qui disent : « Nous sommes chrétiens », le *leader* proclame les devoirs de loyalisme et d'obéissance. Le prophète a dit : « Si Dieu a placé au-dessus de vous, comme chef, un esclave noir, il faut lui obéir. » Or, les Anglais sont des chrétiens ardents, des hommes libres, et des soldats vaillants. Les musulmans doivent se méfier des agitateurs hindous, et rester fidèles au gouvernement britannique.

Réfléchissez aux actes de vos ancêtres, et ne soyez pas injustes envers le gouvernement britannique, à qui Dieu a donné la couronne des Indes. Regardez avec loyauté, voyez ce qu'il est nécessaire qu'il fasse, pour maintenir son empire et sa main-mise sur

Digitized by Google

le pays. Vous pouvez porter un jugement sur ces problèmes. Ils ne le peuvent, ceux qui n'ont jamais tenu les rênes du pouvoir, ni remporté de victoire.

Depuis près de vingt ans, les mahométans sont restés fidèles à cette politique. A deux reprises différentes, ils eurent quelque mérite à persévérer dans leur loyalisme. Les Hindous tentèrent de faire proscrire l'abatage des vaches, qui constituent, avec les bœufs, la nourriture de leurs rivaux. Plus récemment, en 1897, les Hindous obtinrent du gouverneur des Provinces-Unies, que l'alphabet musulman, dont les caractères vont de droite à gauche, n'eût plus le privilège d'être seul admis, pour les pièces rédigées en *urdu*, devant les Cours de justice. Ils espéraient, en rendant facultatif l'emploi de leur alphabet, où l'on écrit de gauche à droite, nuire à la clientèle des juristes musulmans. Nawab Mohsin ul Mulk, le successeur de sir Syed, sollicité de prendre la tête d'un mouvement de protestation, s'y refusa catégoriquement. Aujourd'hui, se dessine un troisième courant d'inquiétudes. Les mahométans, déjà irrités par la prédominance des agitateurs hindous, craignent que le ministre des Indes ne les considère comme les interprètes autorisés de tous les indigènes. Dans son discours-programme, M. Morley [depuis : Lord] parle avec sympathie du *Congrès national indien*, promet d'élargir le rôle des membres élus du *Conseil législatif*. La minorité redoute d'être sacrifiée à la majorité. Elle s'est décidée à tenter une démarche et à préciser ses revendications.

Dans tous les centres, 36 délégués ont été élus par leurs coreligionnaires. Le 1er octobre 1906 ils ont solennellement remis au vice-roi, lord Minto, une pétition, revêtue de la signature de tous les membres de leur aristocratie, gentilshommes, ministres, propriétaires, commerçants et juristes. Dans ce document est exposée l'idée suivante, à la fois équitable et politique. Par suite de la diversité des races et des croyances, il est impossible de laisser à un scrutin anonyme et anarchique le soin de désigner les mandataires des indigènes. Il convient, pour assurer le respect des minorités, de substituer, au système

Digitized by Google

individualiste des Occidentaux, le régime de la représentation des groupes, nous dirions des intérêts. Les mahométans ne demandent pas seulement, qu'au sein du *Conseil législatif*, leur communauté, qui forme le quart de la population, ait un siège sur quatre. Ils veulent aussi que ce principe soit appliqué dans tous les corps élus, Municipalités, Conseils de districts, Sénats universitaires, Conseils provinciaux. Ces assemblées détermineraient le nombre des mandats, proportionnellement réservés aux musulmans; et ceux-ci choisiraient leurs députés. Il est assez piquant de voir ces délégués indigènes percer à jour l'iniquité foncière, qui forme la base des institutions politiques, dont se contentent les Occidentaux.

Lord Minto a fait à cette intelligente députation, à ces sages revendications, l'accueil le plus bienveillant. Il a rappelé tous les sacrifices, qu'ont demandés les gouverneurs anglais, depuis Warren Hastings, en 1782, et lord Minto, son aïeul, en 1811, pour développer les Universités mahométanes de Madrassah et d'Aligarth.

L'atmosphère politique est pleine de changements. Nous le sentons tous. Ce serait futile que de tenter de nier son existence. Des espérances et des ambitions, nouvelles dans les Indes, se révèlent; nous ne pouvons les ignorer; nous aurions tort de désirer les ignorer.

Quelle est la cause de cette « agitation » (*unrest*)? Elle a son origine dans une éducation trop peu profonde et trop peu répandue des pensées indigènes. L'administration saura corriger cette lacune et satisfaire les revendications.

La largeur de la pensée occidentale, les leçons de la civilisation britannique, la liberté de l'individualisme anglais peuvent faire beaucoup pour le peuple des Indes; mais je reconnais avec vous, que cette influence ne doit point avoir pour corollaire un effort inutile en vue d'imposer certaines méthodes politiques.

Abordant ensuite les revendications précises, formulées par les délégués, lord Minto conclut comme il suit :

Digitized by Google

Tout système de représentation électorale serait condamné à un dangereux échec, s'il visait à accorder un droit de vote personnel, sans tenir compte des croyances et des traditions des communautés, qui forment la population de ce continent. La grande masse du peuple des Indes a une ignorance complète des institutions représentatives. Je suis d'accord avec vous, pour reconnaître que les premiers échelons de l'échelle de la liberté politique sont formés par les Conseils des villes et des districts; et c'est là que nous devons chercher les moyens de faire progressivement l'éducation politique du peuple. En attendant, je puis seulement vous dire, que les mahométans peuvent être assurés que les droits et les intérêts politiques de leur communauté seront sauvegardés, dans toutes les réorganisations administratives, dont je m'occuperai.

*
* *

Même acheté au prix de ces concessions, le loyalisme mahométan ne saurait suffire, pour réduire à l'impuissance les agitateurs hindous. En 1855, en 1871, cette fidélité n'a été ni générale, ni absolue. Il peut en être ainsi demain. Sous l'impulsion des Jeunes-Turcs, les ondes panislamiques risquent de s'étendre jusqu'aux Indes. Il est impossible de se borner aujourd'hui à rééditer la vieille maxime : « Diviser, pour régner. » Le problème nationaliste doit être résolu en lui-même.

Dès le 3 juin 1907, une *Résolution* du gouverneur général et de son conseil donne aux agents locaux le droit de poursuivre les articles séditieux. Et, dans un seul numéro du *Pioneer Mail*, on relève douze procès, intentés en vertu de ce décret. Une *Ordonnance* du 10 mai 1907, prorogée et complétée par l'*Acte VI* de 1907, réglemente et limite la liberté de réunion, dont jouissaient les Indes anglaises. Enfin, deux *Actes* du 8 juin 1908, sur les substances explosives et les journaux, complètent cet arsenal de textes législatifs, hâtivement édifié. L'un punit les fabrications d'engins et de poudre. L'autre donne le droit aux fonctionnaires, lorsqu'un article a provoqué les indigènes à des attentats isolés, de confisquer

Digitized by Google

tous les numéros tirés, ainsi que le matériel d'imprimerie.

Mais comme les crimes anarchistes se multiplient, le gouvernement du Vice-Roi se décide à aller plus loin dans la voie de la répression. Un *Acte* du 12 décembre 1908, analogue à notre « Loi scélérate », soustrait ces délits à la juridiction du jury et à la procédure ordinaire. Ils seront instruits par un magistrat anglais, et jugés par trois membres de la Haute Cour.

Pour justifier cette correctionnalisation, — qu'autorisent les précédents de 1857, — sir Harvey Adamson a révélé au Conseil législatif que le nombre des jeunes gens, enrôlés dans les sociétés de propagande par le fait, n'était point à inférieur à 15.000.

*
* *

Mais, si le gouvernement anglais ne craint pas, lorsqu'il le faut, de taper haut et fort, il sait que, pour moissonner, il ne suffit pas d'arracher l'ivraie, il faut aussi semer le grain. Les répressions farouches sont toujours suivies de concessions libérales. Les méthodes étroitement autoritaires et scrupuleusement conservatrices répugnent aux impérialistes anglais. Ils laissent à leurs collègues d'outre-Rhin le monopole de cette politique, qui espère, en fouettant les écoliers, en emprisonnant les curés, et en déchirant les livres, insuffler à la Pologne slave et à l'Alsace celtique une âme prussienne. La Grande-Bretagne, qui reconnaissait déjà aux Gallois et aux Irlandais le droit de ressusciter leur langue maternelle, va ouvrir à la bougeoisie indienne la porte des institutions représentatives. Si d'une main, elle frappe, pour faire respecter son autorité, de l'autre, elle relève ses sujets, pour les former à la liberté. Elle tente, auprès des Hindous, la même politique, qui lui a réussi auprès des Canadiens français et des Boers hollandais.

Le 1er novembre 1908, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'abrogation des pouvoirs administratifs, concédés par la

Digitized by Google

Couronne britannique à la Compagnie des Indes, l'Empereur et Roi adresse à ses sujets une solennelle proclamation. Dans un style éloquent et classique, où l'on reconnaît une plume littéraire, Édouard VII rappelle l'œuvre accomplie, l'unité réalisée, la prospérité assurée, les frontières respectées, la paix maintenue. Il annonce enfin, en termes, il est vrai, assez vagues, que, pour commémorer le retour des Indes à la Couronne, son gouvernement accordera à ses sujets de nouvelles libertés, conformes aux aspirations bourgeoises et compatibles avec la sécurité anglaise.

C'est ce programme que, le 17 décembre 1908, dans la salle dorée où siègent les Pairs d'Angleterre, lord Morley a exposé, au milieu d'un silence respectueux. Son titre de vicomte a une origine spéciale et porte une date récente. Le secrétaire d'État aux Indes est un gentilhomme de lettres ; et c'est sur des livres de morale, qu'il peut aujourd'hui faire apposer ses jeunes armoiries. Philosophe il fut, philosophe il est resté. Et dans ce discours, — qui constitue une date dans l'histoire des Indes anglaises, — perce la noblesse d'une pensée, habituée à peser la thèse et l'antithèse, et à ne se décider pour une sage synthèse, qu'après de longues recherches et de consciencieuses méditations. Entre la répression à coups de canon et la création d'un Parlement indien, il a choisi une voie intermédiaire, à la fois ferme et libérale, celle que lui imposait un respect, également scrupuleux, des droits et des devoirs du peuple anglais.

S'il n'a point encore complété, par une législation définitive, l'enquête qu'il a fait faire sur la situation des ouvriers et ouvrières dans les tissages, il a du moins étudié les moyens de relever le prestige des indigènes, en les associant plus directement au gouvernement de leur pays.

Le *Conseil de l'Inde*, institué en 1857, pour renseigner et conseiller le ministre chargé de la direction de cet immense Empire, se composait de 12 membres, pris parmi les anciens hauts fonctionnaires —, juges, soldats, administrateurs, — ayant servi là-bas. Une nouvelle loi, due à lord Morley,

Digitized by Google

ramène de 30 à 25.000, le traitement de ces conseillers, et réduit de dix à sept ans la durée de leurs mandats. Mais des dispositions plus importantes donnent à cette réforme une réelle portée. Antérieurement, le Secrétaire d'État n'était point obligé de choisir les membres du *Conseil*, parmi des agents ayant quitté la colonie depuis moins de cinq ans, il le sera aujourd'hui. Lord Morley a pensé, avec raison, qu'ils ne sauraient ni suppléer à l'incompétence technique du ministre, ni fournir des avis utiles, s'ils avaient depuis trop longtemps perdu tout contact avec l'Orient. Enfin, le secrétaire d'État a porté le nombre des conseillers de 12 à 14, et réservé ces deux nouveaux sièges à un hindou et à un musulman. L'un, M. Gupta, est un des rares indigènes, qui ait atteint des fonctions, à peine inférieures à celles de lieutenant-gouverneur, dans la section administrative de l'*Indian Civil service*, où il est entré à la suite du concours, subi à Londres il y a trente-quatre ans. L'autre, M. H. Bilgrami, — dont le frère est maître de conférences de langue marathi à Cambridge, — est, lui aussi, un érudit connu. Tout récemment il était le conseiller le plus écouté du Nizam d'Haïderabad, et spécialisé dans les questions d'enseignement et de doctrine mahométane.

Pour la première fois depuis sa création, des indigènes sont admis dans le *Conseil de l'Inde*, un de ces rouages impériaux, dont l'autorité n'égale que le prestige.

Lord Morley leur ouvre également l'accès des *Conseils exécutifs*, qui assistent le Vice-Roi et les gouverneurs des principales provinces. C'est un avocat du Bengale, S. P. Sinha, qui aura l'honneur de prendre part le premier aux délibérations du pouvoir exécutif Impérial. La signification politique de cette association directe a été précisée, par la création d'un embryon d'institutions parlementaires.

En vertu de l'*Indian Councils Act* de 1892, dont la conception première est due à lord Dufferin, les gouverneurs ou lieutenants-gouverneurs de Bombay, de Madras, du Bengale, des Provinces-Unies, du Pandjab et de Birmanie sont flanqués de *Conseils législatifs*. Leurs membres indigènes,

Digitized by Google

sauf pour le Pandjab et la Birmanie, étaient nommés sur la « recommandation » de groupements divers, universités, municipalités, classes de grands propriétaires, associations de commerçants et industriels. Ces conseillers, non fonctionnaires, « recommandent » au Gouverneur général les noms de la moitié des membres indigènes du *Conseil législatif* du Vice-Roi, soit cinq personnes. On sait que cette assemblée supérieure —, dont les séances sont publiques, — est chargée de l'assister, dans la rédaction des décrets et la préparation du budget.

L'*Indian Councils Act* de 1909 transforme le caractère, modifie le recrutement, élargit le rôle de ces rouages, jusqu'ici rudimentaires. Le nombre des membres élus, dans les *Conseils législatifs provinciaux et impérial*, est porté de 39 à 135. Sauf dans le petit Parlement que préside le Vice-Roi, les fonctionnaires seront désormais en minorité. Le mode d'élection varie avec la région et avec la race, de manière à assurer la représentation des divers intérêts et des principales collectivités. Les pouvoirs des conseillers législatifs ont été étendus. Ils auront le droit de poser au cours des « interpellations » des « questions supplémentaires » et de « proposer », à la suite de « l'exposé financier du gouvernement », « des motions » sur tous les principaux problèmes d'une utilité générale. Certes, ils ne sauraient encore ni voter, ni rejeter le budget, mais ils auront l'occasion de suggérer des réformes fiscales et d'exiger des explications complémentaires. Un journaliste hindou de Madras, M. Rangaswani Iyengar, en commentant ces réformes, écrivait :

Si les pouvoirs confiés aux Conseils sont utilisés avec soin, sagesse, avec les distinctions nécessaires, une jurisprudence et une procédure analogues à celles, qui règlent la Chambre des Communes, pourraient naître progressivement et servir, sinon à contrôler directement le pouvoir exécutif, du moins à diriger sa politique et son action administrative dans une direction correcte et exacte.

Digitized by Google

*
* *

Le 30 mars 1910 s'ouvre à Calcutta la première session du *Conseil législatif impérial*, réorganisé et augmenté. Toutes les catégories de la population, politiciens du Bengale, pathans du Pandjab, pandits des Provinces-Unies, sont représentées dans cette assemblée de 59 membres, dans ce Parlement au petit pied. Les dispositions de la salle ne sont plus les mêmes. La table ronde, autour de laquelle s'asseyaient jadis les 25 conseillers, a disparu. Les 59 députés ont leurs sièges disposés en hémicycle, face au fauteuil présidentiel. Les discussions furent courtoises et pratiques. Les membres indigènes facilitèrent la bonne harmonie des débats, en rédigeant leurs discours à l'avance, parfois même en communiquant le texte aux services compétents. Le célèbre agitateur Gokhale prit la tête du groupe nationaliste, de la gauche avancée. Et le *Times* constate que, « s'il se montra souvent un critique inlassable de l'administration, il adopta, dès le début, un ton de modération et de discussion, sur lequel la plupart de ses amis politiques réglèrent leur propre attitude. Il prit, tout naturellement, le rôle de chef de l'opposition de Sa Majesté, et il s'en acquitta, non seulement avec l'habileté que tout le monde lui connaît, mais encore avec l'urbanité et la réserve d'un homme, conscient de ses responsabilités aussi bien que de ses moyens d'action ».

Mais il ne faudrait pas conclure, du fait que la session du *Conseil Impérial* eût un caractère parlementaire et conserva une allure pacifique, que ces débats n'aient pas révélé des dangers pour l'avenir. Le Nationalisme indien évolue, mais reste menaçant. Aux revendications politiques succèdent des réclamations économiques, qui sont, peut-être, plus graves, pour la paix de la colonie et pour l'unité de l'Empire.

Il est remarquable, écrit le *Times*, de constater combien on a peu parlé, dans cette session, des aspirations politiques de la population, et, au contraire, combien on s'est occupé de

Digitized by Google

ses aspirations économiques. Dans les débats consacrés au budget, à l'enseignement, aux travaux publics, à l'hygiène, on a soulevé, avec insistance, des points, qui affectent, directement ou indirectement, tout le système des relations économiques entre les Indes et l'Angleterre.

Veut-on quelques exemples ? Ils abondent. Le pandit Malaviya accuse l'administration d'avoir, dans le passé, détruit les industries indigènes, sous la pression égoïste des intérêts britanniques et de se refuser, aujourd'hui, obéissant aux mêmes préoccupations, à réveiller une vitalité assoupie. Le Bengali Dadhaboi exprime le regret, que les Indes ne jouissent pas de l'autonomie fiscale, et que le gouvernement n'ait ni les droits, ni les pouvoirs nécessaires, pour les doter d'un régime douanier qui, en protégeant les usines locales, assurerait leur essor. Il signale le fait, qu'en échange du droit de 3 1/2 p. 100 *ad valorem*, que paient les tissus de coton importés, on a frappé d'une patente égale les tissages indiens, pour rétablir l'équilibre au profit des industriels du Lancashire.

Cette tactique nouvelle est singulièrement habile : elle permet aux nationalistes de grouper, derrière eux, tous les éléments de l'activité économique, toutes les catégories de la population indienne. Ce programme s'adresse, avec un succès égal, aux européens et aux indigènes, aux producteurs et aux consommateurs. Il n'en est pas de plus dangereux pour la Grande-Bretagne, puisqu'il peut, tôt ou tard, l'atteindre plus ou moins directement, dans son expansion commerciale. Le jour où le marché des Indes serait partiellement fermé, la métallurgie anglaise recevrait le coup de grâce, et dans les tissages du Lancashire, la plus prospère des industries anglaises, les bobines cesseraient de courir et les machines de souffler.

*
* *

L'héritage de Lord Minto était donc particulièrement lourd à recueillir. Le choix du Cabinet radical ne s'est porté, ni sur un politique, comme lord Gladstone et lord Grey, assuré,

Digitized by Google

par avance, grâce à son nom, des sympathies nationalistes, ni sur un soldat heureux, grandi par l'auréole de la victoire, ni sur un administrateur colonial, habile à défricher les terres vierges, et à résoudre les problèmes économiques. Il désigna, pour occuper le trône du Vice-Roi, un diplomate, rompu aux subtilités des chancelleries européennes et conscient des dangers de l'expansion allemande.

Certes, sir Charles Hardinge n'a pas seulement le visage et l'attitude, la moustache et le regard d'un soldat : le sang d'un héros des guerres napoléonniennes, blessé à Ligny, coule dans ses veines. Ce compagnon de Wellington gouverna les Indes, et son petit-fils ceint, aujourd'hui, la couronne vice-royale. Mais l'héritier de lord Minto a laissé à son frère aîné et à son oncle paternel le soin d'accroître les lauriers militaires de la famille. Diplomate à vingt-deux ans, il débute avec éclat. Quel que soit le poste qu'il occupe, secrétaire de lord Dufferin à Constantinople, chargé d'affaires à Washington, consul général dans les Balkans, ministre à Téhéran, il ne passe jamais inaperçu.

L'amitié d'Édouard VII lui promet de plus glorieuses destinées. Sous-secrétaire d'État permanent, ambassadeur à Saint-Pétersbourg, secrétaire d'État permanent aux Affaires étrangères, il joue un rôle décisif dans les négociations franco-anglaises et dans le rapprochement anglo-russe, il accompagne l'héritier de la reine Victoria, dans chacune de ces entrevues, que le Souverain fit servir à la cause de l'équilibre et de la paix.

Édouard VII réservait à sir Charles Hardinge l'ambassade de Paris.

Le Roi pensait, avec raison, qu'à Paris se trouve le pivot de la diplomatie anglaise. Il voulait que la Grande-Bretagne fût représentée, sur les bords de la Seine, par un agent d'une rare activité et d'une autorité incontestée. Sir Charles Hardinge eût maintenu intacts les liens actuels et préparé des pactes plus formels. Il est allé à Calcutta travailler à l'apaisement et à la réconciliation.

Digitized by Google

IV

L'accalmie est venue. Elle est son œuvre et celle du Roi.

De tous les spectacles, dignes des féeries, qui se déroulèrent du 12 décembre 1911 au 12 janvier 1912, dans les villes historiques de l'Empire indien, celui qui mérite de retenir le plus l'attention, ce n'est ni le Durbar de Delhi, ni le *pageant* de Calcutta, ni les chasses aux tigres, ni les soieries endiamantées des rajahs. La vision qu'il faut ne point oublier est celle qu'ont reproduite les revues illustrées, dans un coin de leurs pages. Elle est petite. Elle paraît terne. Et cependant elle éclaire tout. Le soir du Durbar, après que le cortège impérial eût disparu, la foule indigène se précipita sur les marches du dais, au pied du trône vide. A genoux, courbée sur les tapis de pourpre, le front dans la poussière, elle s'inclina dans un geste muet de religieuse adoration. Cet hommage spontané, imprévu, — le même incident s'est renouvelé à Calcutta, — est le plus précieux, le plus significatif de tous. Il est le seul qui puisse rassurer John Bull sur le loyalisme de ses sujets indiens.

Il y a quelques mois à peine, ce loyalisme parut céder sous la poussée de l'agitation nationaliste. Un souffle de révolte passa sur les Indes. La paix est faite. Le changement est si complet, si soudain qu'il est impossible de ne point éprouver un frisson d'inquiétude[1]. Et cependant, il faut bien en croire les yeux. Le *Congrès national*, hier encore centre de l'agitation, profite de ce que sa session annuelle coïncide avec le voyage impérial, pour multiplier les démonstrations loyalistes.

Le président de la commission d'organisation, l'honorable B.-N. Basu, affirme que le développement du nationalisme dans les Indes-Unies ne sera point hostile à la suprématie britannique. La présence du Souverain a effacé toutes les difficultés, qui avaient creusé un fossé entre la métropole

1. Que justifie en janvier 1913 le réveil de la propagande anarchiste.

Digitized by Google

et sa dépendance ». Le président du Congrès, le pandit B.-N. Dar, après avoir comparé l'attitude conciliante adoptée, vis-à-vis des revendications indigènes, par la Grande-Bretagne, à l'intransigeance brutale de la France, de l'Allemagne et des États-Unis, s'écrie, au milieu des acclamations de l'auditoire :

Delhi est la cité éternelle de l'Hindoustan. Grands et nobles sont les monuments de sa splendeur passée. Et cependant des monuments, plus grands et plus nobles encore, seront édifiés, non pour atténuer, mais pour accroître cette splendeur, en associant la nouvelle capitale, aux bienfaits généreux de l'un des monarques les plus nobles, dont l'histoire indienne fasse mention.

Ces protestations de dévouement, sont précisées, éclairées par le geste des foules, prosternées sur les marches du dais impérial, dans une ruée spontanée, le soir du Durbar de Delhi, le jour du *pageant* de Calcutta.

*
* *

Le 12 décembre 1911 est, en effet, une date. Ce jour-là, dans le cadre d'une féerie, auprès des murs de la capitale des Mogols, en face des représentants de tous les corps, de toutes les races, de toutes les dynasties, en présence des souverains, drapés dans la pourpre et l'hermine britanniques, abrités contre le soleil par les insignes de la monarchie orientale, un héraut d'armes donna lecture du rescrit impérial. Dans une admirable dépêche, datée du 25 août, lord Hardinge avait exposé et justifié les réformes capitales, qui, continuant l'œuvre amorcée par l'*Indian Councils Act* de 1909, orienteront les Indes dans une voie nouvelle. Depuis des mois, les ministres compétents ont examiné, discuté, approuvé. Ces délibérations sont restées enveloppées du plus complet silence. Le secret des résolutions adoptées n'a point été trahi. Sur les bords de la Tamise on ne trafique pas avec les documents confidentiels de l'État, comme on l'a fait sur les bords de la

Digitized by Google

Seine, sans interruption du 4 novembre 1911 au 12 janvier 1912, pour servir des intérêts ou pour assouvir des haines personnelles. L'art dramatique, avec lequel ont été soudainement révélées, au Durbar de Delhi, les largesses impériales, en a décuplé l'effet psychologique et l'importance politique. L'Angleterre durera : elle sait régner.

La manne que George V, conformément à des rites séculaires, a voulu jeter à ses sujets, le jour de son intronisation à Delhi, a été distribuée avec une habile générosité. Nul n'a été oublié, pauvres ou riches, soldats ou fonctionnaires. Les humbles, assaillis par des créanciers, verront, grâce à un remboursement par l'État, s'ouvrir les portes de la prison pour dettes. Les puissants, par suite d'une réorganisation des ordres indiens, pourront prétendre à de nouvelles plaques et à de nouveaux rubans. Les soldats indigènes auront désormais le droit de porter la Croix de Victoria, insigne réservé aux militaires de pure souche britannique. Les petits fonctionnaires toucheront, à titre de gratification, un demi-mois de traitement. Si le héraut d'armes n'avait point eu d'autres largesses à annoncer, que celles que je viens de rappeler, le Durbar de Delhi ne mériterait guère de passer dans l'histoire. Mais deux promesses impériales ont éveillé une émotion aussi profonde, sur les routes de l'Inde, que dans les couloirs des Communes.

J'ai indiqué les prétextes administratifs et les arguments politiques, qui avaient décidé lord Curzon à sectionner la province du Bengale, trop étendue et trop peuplée, de manière à assurer sur les Bengalis, agités et ambitieux, la prédominance des mahométans disciplinés et loyalistes. Cette atteinte, portée à l'unité historique d'un peuple nombreux et intelligent, fut la cause principale de l'agitation nationaliste.

Depuis 1909, écrit lord Hardinge, l'élément représentatif a été singulièrement accru dans les assemblées locales. Or, dans les conseils législatifs des deux provinces du Bengale et du Bengale oriental, les Bengalis se trouvent en minorité... Ils ne peuvent exercer aujourd'hui l'influence, à laquelle ils se consi-

Digitized by Google

dèrent comme ayant le droit de prétendre, en raison de leur nombre, de leur richesse, de leur culture. C'est là un grief fondé et dont l'acuité croîtra, à mesure que grandiront le caractère représentatif de ces assemblées et l'influence qu'elles exercent sur la gestion des affaires.

Et lord Hardinge, sans craindre ni de blâmer indirectement la politique de son prédécesseur, ni de revenir sur une décision solennellement ratifiée, ni de paraître céder à une pression indigène, propose une réorganisation du Bengale qui, tout en respectant les intérêts des races dissidentes, redonne aux Bengalis leur unité nationale.

Pour mettre l'autorité impériale à l'abri de toute apparence de partialité, le siège du gouvernement britannique sera transporté de Calcutta à Delhi. Si Delhi rappelle aux Hindous « des légendes sacrées, qui remontent jusqu'à l'aube de leur histoire », elle reste surtout connue comme la capitale de l'empire mahométan des Mogols. « A travers les Indes, aussi loin que s'étend dans le Sud la religion mahométane, chaque ville fortifiée a sa porte de Delhi ». Moins malsaine et plus centrale que Calcutta, la nouvelle cité impériale est aussi moins éloignée des résidences montagneuses, où doivent se réfugier, pendant l'été, les fonctionnaires anglais. Il vaut mieux enfin qu'une ville ne cumule pas les fonctions de capitale de province et de capitale d'État.

Il est certain, continue lord Hardinge, que, dans l'avenir, il faudra donner satisfaction au légitime désir, qu'expriment les Indiens, d'avoir une part plus grande dans le gouvernement. Le problème consistera à concilier cette « dévolution » d'autorité, avec le maintien du pouvoir suprême du Gouverneur Général, siégeant en son conseil. La seule solution possible de la difficulté, consisterait à donner progressivement aux provinces une plus large autonomie. L'Inde formerait alors un certain nombre d'administrations autonomes dans toutes leurs affaires provinciales, tandis que le gouvernement, maintenu au-dessus d'elles, aurait le pouvoir d'intervenir en cas de fautes, mais limiterait d'ordinaire son action aux questions d'un intérêt impérial. Afin d'arriver à ce but final, il est nécessaire que

Digitized by Google

l'autorité suprême ne soit pas associée à une autorité provinciale, ne cohabite pas sous le même toit.

Une fédération d'États autonomes encerclée par la couronne impériale : telle est la formule hardie, nouvelle, qui, avec l'autorisation du Cabinet radical et en présence de George V, fut transmise à trois cents millions d'hommes.

Le *Sanjvariman* avait raison, c'est bien une ère nouvelle dont l'aube se lève.

*
* *

La révélation de ces largesses financières et de ces réformes administratives eût exercé une action moins grande sans la présence du Roi-empereur, de la Reine-impératrice. L'institution du Durbar ne date pas d'hier. Celui qui avait été organisé par lord Curzon, pour célébrer l'avènement d'Édouard VII, n'éveilla, dans les masses indigènes, ni curiosité, ni sympathie. La venue de George V et de la reine May a galvanisé les pompes impériales et frappé les imaginations populaires. L'effet de la proclamation du Durbar a été décuplé, parce qu'elle a été lue au pied d'un trône, qui n'était plus vide. Il a semblé que ce souverain mystérieux, porté sur un blanc vapeur, débarquant après un long voyage sur des mers inconnues, apportait au peuple indien un message religieux. George V apparut aux yeux de ses sujets indigènes, comme un arbitre providentiel, chargé de se prononcer entre l'autorité des fonctionnaires et les revendications du peuple. Et voici qu'il lui donnait raison.

Déjà, au cours d'un premier voyage, le Roi, qui n'était alors que prince de Galles, avait conquis les sympathies de ses futurs sujets. « J'ai hérité, disait-il le 9 novembre 1905, d'un amour vrai pour l'Inde et les Indiens. Depuis ma jeunesse, j'ai associé le nom des Indes avec des qualités de bonté, de loyauté, de courtoisie et de courage. » Il insistait, dans ses allocutions, sur la nécessité de respecter les traditions et les coutumes, de bâtir des écoles et d'octroyer des libertés.

Digitized by Google

Revenu en Angleterre, devant une assemblée imposante, tenue au Guidhall, le 7 mai 1906, le prince de Galles affirmait, que l'œuvre d'éducation politique et morale entreprise, là-bas, par John Bull, dans un empire immense et divers comme l'Europe, serait plus facile et plus efficace, si « elle était pénétrée d'un plus large élément de sympathie ». Dans le message qu'il adressa aux Indes, le jour de son avènement, George V, après avoir salué « ces royaumes, dont l'histoire fait mention, ces monuments d'une civilisation plus ancienne que la nôtre », promit solennellement « qu'un esprit élevé et bienveillant inspirerait toujours l'autorité impériale ».

Il vient de le prouver. Chacune des paroles qu'il a prononcées à Bombay, à Delhi, à Calcutta, était faite pour frapper des sensibilités, d'une émotivité toute orientale. Avec une insistance voulue, il revient toujours sur l'admiration, sur « l'amour », que lui inspire le joyau de sa couronne. A Delhi, il donne les réformes, solennellement proclamées, comme « preuve de la sincérité de ses sentiments » de bienveillance et d'affection. A Calcutta, après avoir affirmé l'importance qu'il attache au développement de l'instruction indigène, il s'écrie : « Il y a six ans, j'envoyai d'Angleterre aux Indes un message de sympathie. Aujourd'hui, je leur donne comme mot d'ordre : espérance. » Et les délégués des étudiants, des professeurs du Bengale, les soldats de la cause nationaliste, ne peuvent retenir leurs larmes et tombent à genoux.

Par ces paroles, George V a contribué à pacifier les esprits. Cette accalmie ne se serait point produite s'il n'avait imposé son voyage au Cabinet radical. Les ministres invoquaient la tension européenne. Ils redoutaient l'éventualité d'un complot. Les pompes orientales surprenaient un peu leur rigorisme démocratique. Le Roi a maintenu sa décision. Les événements lui ont donné raison. Ce marin, timide et timoré, silencieux et discipliné, qui monta de la passerelle sur le trône, trop vite pour être connu et apprécié, a démontré, par un acte politique d'une réelle portée, que le sceptre de l'Empire était entre de bonnes mains.

Digitized by Google

Le retour de l'Empereur et Roi, — pour prendre la formule française — fut célébré suivant les rites traditionnels.

Dès le lendemain de leur arrivée, le mardi 6 février, les Souverains assistent à un service d'actions de grâces. Il est célébré, — ainsi le veut l'usage, — non pas à Westminster Abbey, la cathédrale de la monarchie médiévale, mais à Saint-Paul's, le temple de l'Angleterre impériale. Tous les peintres qui ont immortalisé l'art moderne, tous les soldats qui ont fondé la grandeur anglaise reposent à l'abri des voûtes édifiées par Wren, en 1710, suivant un plan d'un classicisme tout français, sur les ruines de l'église d'Ethelbert, roi de Kent. Le cercueil de Nelson, taillé dans le mât de *l'Orient*, pris à Aboukir, n'est pas loin du char funèbre de Wellington, dont le bronze a été fourni par les canons de Waterloo. Des monuments, élevés par les régiments à leurs morts, flanqués d'étendards en loques, jalonnent les murs. La chapelle de l'*Ordre de Saint-Michel et de Saint-Georges* porte, sur ses boiseries neuves, les noms de tous les pionniers de l'Empire. C'est à Saint-Paul's que la monarchie britannique a célébré ses dernières pompes. Les portes de la cathédrale s'ouvrirent par deux fois solennellement, devant Victoria, en 1872 et en 1897, au lendemain du rétablissement du prince de Galles, au jour de son jubilé. Édouard VII, le 8 juin 1902, se rendit à Saint-Paul's après avoir signé la paix sud-africaine. Fidèle à ces souvenirs et à ces traditions, George V termine, sous les voûtes du temple de l'impérialisme, sa mission aux Indes.

Le lundi 5, une gelée noire n'a pu empêcher la foule, réunie autour des grilles de Buckingham Palace, d'acclamer les souverains, au chant des vieux hymnes, *Auld Lang Syne*, et des refrains populaires, *For he is a jolly good fellow*. Le mardi 6, des milliers de spectateurs ont cherché à entrevoir les silhouettes royales, parfaitement invisibles derrière les voiles d'un épais brouillard. Jamais le loyalisme britannique n'a été plus chaleureux, plus unanime.

Les feuilles radicales ont eu grand soin de ne pas faire

Digitized by Google

bande à part. Tout comme les organes conservateurs, elles ont consacré au retour du « *King Emperor* » un article de tête, respectueux, enthousiaste. Le *Daily Chronicle* écrit :

Sur toutes ces races différentes, sur ces terres immenses s'étend la paix britannique. D'un bout de l'Empire à l'autre, les ordonnances du Roi font loi ; la justice du Roi est exécutée ; le nom du Roi est l'emblème de l'autorité. Il est vrai de dire que la couronne est le symbole visible de l'unité impériale.

Le *Daily News* est un peu plus roide et un peu plus froid, comme il convient à l'interprète autorisé des chapelles puritaines et des radicaux intransigeants. Le *Daily News* n'en reconnaît pas moins que ce voyage, sans précédent, a été couronné « par un succès complet ». « Le périple du Roi, ses discours ont exercé sur l'état d'esprit aux Indes une influence dont la valeur est inappréciable. »

Et pour le prouver, la presse cite l'extraordinaire message, « au peuple de Grande-Bretagne et d'Irlande », transmis par le Vice-Roi au nom des « princes et des chefs régnants et des membres élus du Conseil législatif », à la suite de réunions publiques organisées à Bombay, à Calcutta, à Madras.

Ils désirent exprimer à la grande nation britannique leurs sentiments cordiaux de bonne volonté et de bonne amitié, l'assurer de leur attachement ardent à l'Empire mondial, dont ils forment une partie et auquel leurs destinées sont indissolublement liées... Leurs Majestés Impériales, par leur gracieux accueil, par leur sympathie constante, par leur profonde sollicitude pour toutes les classes, ont resserré les liens, qui unissent l'Angleterre et les Indes, ont rendu plus profond et plus intense le sentiment traditionnel de loyalisme et de dévouement au trône, et à la personne du souverain.

Ce manifeste confirme, d'une façon éclatante, l'impression qui se dégageait de l'attitude des foules, prosternées au pied du trône et des motions loyalistes, votées par le Congrès nationaliste.

L'opinion britannique reporte sur George V tout le mérite

Digitized by Google

de cette transformation politique. Elle sait qu'il a conçu, qu'il a voulu, qu'il a imposé ce voyage. Le *Daily Chronicle* reconnaît, avec sincérité, que « ce projet nouveau, sans précédents dans l'histoire anglaise, la pensée que le Roi quitterait l'Angleterre pour trois mois, s'exposerait à des dangers vagues, inconnus, sur une terre d'Orient, inspiraient des appréhensions à quelques-uns de ses conseillers. *Les seuls désirs de Sa Majesté furent le facteur décisif* ».

Et voici que, depuis des semaines, les récits des journaux, les photographies des magazines, les représentations des cinémas ont révélé aux masses populaires tous les détails, toutes les splendeurs du périple. L'homme de la rue a *vu* les durbars et les revues, les défilés de rajahs et les chasses aux tigres. Il a passé au pied de Gibraltar et au large d'Alexandrie. Il s'est arrêté à Aden et à Port-Saïd. Il a débarqué à Bombay. Il a parcouru les avenues de Calcutta. Il a assisté au *pageant de* Delhi. Ces pensées frustes et sombres ont soif d'images. Elles ont enregistré toutes ces visions, avec une attention concentrée, passionnée. Le peuple anglais, une fois de plus, a connu les pompes hiératiques, les splendeurs colorées, les émotions orgueilleuses de la religion impérialiste. Des souverains européens ont pu coiffer la tiare de Byzance, ceindre la couronne de Charlemagne, porter la pourpre de Rome. Mais aucun n'est allé, escorté par une chaîne ininterrompue d'escadres, revêtir, dans les murs de la capitale des Mogols, les insignes de l'Empire des Indes.

Cette vision nouvelle et étrange, archaïque et moderne, de la grandeur britannique, les masses anglaises la doivent à George V. Elles ne l'oublieront pas.

Digitized by Google

CHAPITRE VIII

LE NATIONALISME CANADIEN

Comment la presse radicale accueille la nouvelle de la signature d'un traité de réciprocité, entre le Canada et les États-Unis. L'attitude de la presse conservatrice : son embarras.

§ I. Le Canada a été impérialiste.

1. Le jubilé de 1897. Le discours de sir Wilfrid Laurier à Edimbourg. Les libéraux canadiens prennent l'initiative d'un tarif différentiel, favorable à la mère patrie. Ce qui subsiste de l'union politique, en droit. La guerre sud-africaine et la coopération canadienne. Interprétation, donnée par les impérialistes, de la décision prise par le Cabinet Laurier. Un souvenir personnel.
2. La résistance nationale et l'empreinte française. Les protestations contre l'appui, prêté à l'Angleterre dans la guerre sud-africaine.
3. L'évolution de sir Wilfrid Laurier. La dépêche du 3 février 1902 : sa signification et son importance. Son attitude à la Conférence inter-coloniale. La seule proposition qu'il ait faite est d'ordre commercial et prudemment limitée. Son hostilité contre les projets d'*Imperial Council* et du *Corps Impérial de réserve*.
4. Deux incidents contribuent à développer le sens nationaliste : l'affaire de l'Alaska (1903) et le conflit soulevé par lord Macdonald (1904). Le *Militia Act* de 1904 : ses principales dispositions et son esprit.
5. La Conférence inter-coloniale de 1907. Échec de l'impérialisme économique et politique. L'émancipation diplomatique du Dominion. Le traité de 1907. La loi de 1909. Le problème de la coopération navale.
6. La motion du 29 mars 1909. Ses caractères et son esprit. L'organisation d'une marine canadienne. Les protestations nationalistes. La campagne d'H. Bourassa.

§ II. L'agriculteur de l'Ouest. Comment et pourquoi il diffère du yeoman de l'Ontario et du paysan de Québec.

1. Quelques chiffres. La production des céréales. Le nombre des entrepôts. Un problème insoluble ; l'expédition des céréales.

Digitized by Google

Palliatifs envisagés. L'irritation de l'Ouest. Valeur que présente, pour l'industrie canadienne du blé, le marché américain.

2. La campagne libre-échangiste des agriculteurs de l'Ouest. L'enquête douanière de 1905-6. Le voyage de sir Wilfrid Laurier en juillet 1910. Le traité de réciprocité du 21 janvier 1911 : ses principales clauses.

3. Quelles eussent été les conséquences du traité, s'il avait été ratifié. Il rendait impossible l'établissement de tarifs différentiels : la part du Canada dans le ravitaillement des Iles Britanniques. Il accentuait l'atmosphère continentale de l'Ouest, déjà « américanisé » par l'afflux des marchandises, des capitaux et des immigrants yankees. Les villes et la presse. Certes le péril de l'annexion serait resté chimérique. Pourquoi. Le traité de réciprocité est resté lettre morte.

§ III. Un coup de théâtre : les élections du 21 septembre 1911. Pourquoi elles ont été nécessaires. Leurs résultats : la défaite écrasante de sir Wilfrid Laurier.

1. Insuffisance des gains dans l'Ouest. Leur cause : la campagne des industriels protectionnistes. L'alliance de l'impérialisme et du nationalisme.

2. La désertion de Québec, l'alliée fidèle de sir Wilfrid Laurier. La campagne d'H. Bourassa à la veille de la réunion de la Conférence Impériale de 1911. La décision de la Conférence : commentaires des libéraux et des nationalistes. Le vote de Québec. La prudence de Borden.

Une dernière occasion donnée aux impérialistes de réaliser leur programme économique. Ils la doivent, en partie, aux radicaux : leur œuvre impérialiste.

*
* *

Quand fut annoncée la nouvelle qu'un accord douanier avait été conclu entre les États-Unis et le Canada, la presse radicale du Royaume-Uni manifesta une satisfaction unanime. Le *Daily Chronicle* écrivait, à la date du 30 janvier 1911 :

Le développement de ses nations-filles fait la gloire de la Grande-Bretagne. La liberté, dont elles jouissent, n'a point affaibli, mais resserré les liens de la race et de la langue. Elles sont unies, par des chaînes d'acier, à la mère patrie. En négociant un traité de réciprocité avec les États-Unis, le Canada sert la cause de l'Angleterre, car ce pacte, en écartant toute source de difficultés, en favorisant également les intérêts des États-Unis et du Canada, ajoutera un nouveau facteur à ceux,

Digitized by Google

qui donnent déjà aux relations anglo-américaines une parfaite harmonie. Cette convention nous rapproche du jour, où sera réalisé un grand idéal, où sera conclue cette alliance, entre les États-Unis et l'Empire britannique, dans laquelle résident les meilleurs espoirs, pour la paix et le progrès de l'humanité.

Le *Daily News* se félicitait de ce que « les colonies aient découvert, que les tarifs différentiels impériaux porteraient un coup fatal à leur autonomie ». Il nous montrait le *gentleman-farmer*, dans lequel s'incarne la réaction protectionniste, pleurant sur la tombe, fraîchement close, où repose la *Tariff Reform*, tandis qu'un corbeau narquois chante le refrain du poème célèbre d'Edgar Poe : « *Never more* », « Plus jamais. »

*
* *

Cette victoire de la doctrine libre-échangiste aurait probablement éveillé, dans la presse radicale un enthousiasme moins général et moins spirituel, si le traité de réciprocité avait porté un coup direct aux importations anglaises. Or il n'en est rien. John Bull vend, bon an, mal an, au Dominion, pour 20 millions de £ de marchandises. 13 millions d'entre elles bénéficient du tarif préférentiel, concédé par sir Wilfrid Laurier. Un million seulement de ces expéditions britanniques rentre dans les catégories visées par le traité, soumis à l'examen des deux Parlements de Washington et d'Ottawa. Mais ce million de £ n'est pas tout entier compromis. La moitié de ces marchandises britanniques continuera à payer un tarif moins élevé que celui dont sont frappés les objets similaires d'origine américaine. 176.000 £ franchissent déjà, librement, les douanes du Canada. Donc, 316.000 £ seulement d'importations britanniques seront taxées d'un droit égal à celui que doivent acquitter les concurrents yankees. *Il n'y a qu'un demi pour cent des ventes de l'industrie d'outre-Manche, qui soient, sinon touchées, du moins menacées.*

Ce fait précis explique, en partie, la satisfaction qu'a affichée la presse radicale, et les hésitations dont ont fait preuve

Digitized by Google

les feuilles conservatrices. Elles n'ont point été unanimes à proclamer, que l'impérialisme, pour reprendre la formule d'A. Chamberlain, « venait de subir un désastre ». Sans doute, l'avertissement du *Times*, malgré sa modération, reste grave (28 janvier 1911) :

... Quelle que soit l'issue actuelle de l'affaire, ses répercussions virtuelles sont immenses, et ne sauraient être exagérées. Il y a une disposition en Angleterre à considérer les questions douanières comme des mouvements isolés, qui n'influent pas sur les relations internationales et impériales... Les conséquences immédiates du traité peuvent n'être pas grandes, mais le changement, au point de vue des principes, est profond... Le « continentalisme » devient, dans la formation des idées canadiennes, une force de jour en jour plus grande. Nous ne le considérons pas comme un facteur qui puisse, sinon détruire, du moins affaiblir la notion de l'Empire britannique. Mais ce n'en est pas moins un élément, que les impérialistes anglais n'ont pas encore compris.

La *Pall Mall Gazette* essaie de faire de l'esprit. Mais son ironie est triste. Elle nous montre un jeune saumon, — le Canada, — qui profite de ce que sa mère, — l'Angleterre, — sommeille au fond de la rivière, pour courir, avec imprudence, à la poursuite d'un appât dangereux, une mouche volante aux couleurs américaines, lancée par un pêcheur subtil.

Le *Daily Mail* se refuse à partager les tristesses actuelles et les sombres prévisions du *Times*, de la *Pall Mall Gazette* et du *Standard* :

... Sans le Canada, il ne saurait y avoir de tarifs différentiels ; mais le coup, porté à l'armature impériale, n'est pas irréparable. La Fédération impériale ne repose pas uniquement sur des tarifs différentiels, ou tout autre système douanier. Elle est la résultante de forces ethniques, plus vigoureuses et plus durables, que celles auxquelles peuvent donner naissance tous les traités de réciprocité. Ces forces existent encore au Canada, et dans les Iles Britanniques. Notre devoir et notre intérêt nous commandent de les vivifier et de les diriger...

Digitized by Google

Si lord Northcliffe était tout à fait sincère, il ajouterait qu'il est trop heureux que le parti conservateur cesse de passer, aux yeux de l'électeur anglais, pour être le défenseur « du pain cher ». *Punch* nous représente A. J. Balfour, versant quelques larmes correctes sur la tombe de la *Tariff Reform*. Mais il ne parvient pas à cacher, derrière son chapeau cravaté de crêpe, un large sourire de satisfaction. Quelques pages plus loin, l'Élan canadien converse avec l'Aigle américain, sur les débris du mur, qu'ils viennent d'abattre d'un commun effort. Et, avant de regagner la forêt de sapins, qui ferme l'horizon, l'Élan de murmurer, avec un sourire, qui plisse son formidable museau : « C'est très bien, mon vieux copain. Je savais que ce n'était que de la plaisanterie de votre part, quand vous parliez de m'avaler. Et naturellement, je n'ai jamais songé sérieusement, moi non plus, à vous absorber. »

*
* *

Des intérêts électoraux, des considérations commerciales expliquent la diversité de ces commentaires et la résignation de John Bull. Pour apprécier exactement la valeur politique et économique du nouveau lien, qui faillit être noué entre les deux républiques de l'Amérique septentrionale, et pourrait bien l'être demain, il est nécessaire d'avoir d'autres guides que les interprètes officiels de l'opinion britannique[1].

1. Pour rédiger cette étude, nous avons consulté les ouvrages, documents et articles suivants : *Canada and the British rule*, by sir John G. Bourinot, Cambridge, 1900 ; — *Canada in the XXth Century*, by A. G. Bradley, London, 1903 ; — *Studies in colonial Nationalism*, by Richard Jebb, London, 1905 ; — *Sixty years of protection in Canada*, by Edward Porritt, London, 1908 ; — *Statistical abstracts for the United Kingdom and colonial Possesions* ; — les articles de J. L. Garvin, sir A. Mond, sir Roper Lethbridge dans les *Fortnightly*, *English*, *XIXth Century Reviews* du 1er mars 1911. — Le *Times*, le *Morning Post*, le *Daily Telegraph* et le *Standard* ont publié des documents précieux. Les séances des Communes anglaises des 6, 8 et 9 février 1911 sont importantes. Enfin le livre lumineux et impartial d'André Siegfried, *le Canada, les Deux Races*, édition 1906, mérite une mention spéciale, ainsi que les enquêtes du *Daily Mail*, de la *Tariff Reform Commission*, du *Bulletin du Comité France-Amérique* (1er mars 1911).

Digitized by Google

Il faut replacer les négociations à leur date dans l'histoire des relations du Canada avec la mère patrie.

I

Il y eut un temps, — quinze ans seulement nous en séparent, — où l'ami Pierre paraissait, à son maître John Bull et à son voisin Jonathan, le type accompli de l'impérialiste anglais.

*
* *

C'était au jour, — si proche et cependant si lointain, — du jubilé de la reine Victoria. Pour la première fois, les pompes impériales déroulent, dans les rues de Londres, leur cortège de rajahs, de ministres coloniaux, de lanciers australiens. Jamais le défilé des escadres anglaises n'a revêtu un pareil éclat. Ni les souvenirs d'une défaite récente, ni l'ombre d'une menace croissante ne jettent le moindre voile sur ces fêtes. Les soldats, les cuirassés, les princes, les peuples, l'Empire saluent une femme, courbée par les ans et appuyée sur une canne. Le contraste de ces images exalte, à la fois, la sensibilité et l'orgueil de John Bull. Un ardent frémissement passe à travers les Iles Britanniques, et, transmis par les fils des câbles sous-marins, gagne, par delà les océans, sur d'autres hémisphères, sous d'autres étoiles, des terres différentes par leur sol, par leur climat et parfois par leur langue. Ce monde, dispersé à travers les mers, habité par toutes les races, pour la première fois, vibre à l'unisson. Et le 16 juin 1897, à Édimbourg, une voix s'élève et proclame l'avènement d'une ère nouvelle :

Le temps viendra, où les relations, entre la mère patrie et les colonies, ne pourront demeurer ce qu'elles sont actuellement : elles se briseront ou se resserreront. La réponse à ce dilemme appartient à l'Angleterre, à l'Écosse, à l'Irlande, car les colonies seront toujours disposées à cultiver la piété filiale, à l'égard de la Grande-Bretagne, aussi longtemps que celle-ci les soutiendra... A mesure que les idées séparatistes disparais-

Digitized by Google

sent, des sentiments d'union plus étroite prennent leur place. Il existe, aujourd'hui, dans mon pays, un désir de rapprochement avec l'Angleterre... Nous sommes libres certes, dès maintenant ! Mais nous ne sommes que des *coloniaux*, et nous aspirons à être un peu plus que des *coloniaux*. Nous aspirons à jouer un rôle plus grand dans l'Empire britannique... Loin de vouloir reculer, nous ne demandons qu'à marcher de l'avant, et à avoir notre part entière dans l'Empire uni.

Quel est l'homme qui exprime, dans un langage aussi vibrant, cette aspiration fiévreuse vers une union plus étroite ? Ce n'est point un Anglais, pas même un Australien. Pas une goutte de sang anglo-saxon ne coule dans ses veines. Son nom a une sonorité étrangère. Son visage porte l'empreinte d'une autre race. Son verbe abondant, sa pensée souple et rapide, rappellent un peuple, que John Bull n'a jamais compris, qu'il a souvent combattu, et dont il n'a apprécié qu'à de rares intervalles la civilisation humaine et lumineuse. Lorsque le peuple anglais entendit un étranger, un vaincu, un Français, émettre le vœu que des liens nouveaux vinssent « resserrer » les chaînons trop détendus, élever « les coloniaux » à la dignité de citoyens, répartir également les avantages et les responsabilités du pouvoir, réaliser l'unité impériale, il connut toutes les émotions d'un fol orgueil. Il faut en avoir recueilli l'expression, lors du jubilé, sur les lèvres des spectateurs et des témoins, pour en comprendre l'intensité. Je ne crois pas que les grenadiers de la vieille garde, entrant dans Vienne, après la capitulation d'Ulm, ou à Berlin, au lendemain d'Auerstaedt, aient éprouvé une fierté plus profonde, que celle ressentie, lors de ces fêtes, par le dernier des petits bourgeois d'outre-Manche, paisiblement assis au coin de son feu, absorbé dans la lecture du *Standard*. Ce jour-là, le peuple anglais se crut vraiment le peuple élu, investi d'une mission sacrée, maître de ses impériales destinées.

Et le discours de sir Wilfrid Laurier n'est pas un simple geste. Il est accompagné et suivi d'actes décisifs. C'est le Dominion, conquis sur la France, après des luttes acharnées,

Digitized by Google

échappé par miracle à l'annexion américaine, qui pose les premiers rivets de l'armature nouvelle.

Au mois de juin 1893, les libéraux canadiens avaient décidé qu' « un traité de réciprocité, juste et libéral » avec les États-Unis, constituerait le programme économique de l'opposition. En 1896, la minorité devient la majorité. M. Fielding, celui-là même qui devait négocier le pacte commercial de 1911 avec les Yankees, leur donne, le 22 avril 1897, au nom du nouveau Cabinet, un solennel avertissement : « Si nos voisins ne sont pas disposés à traiter avec nous, dans des conditions équitables et raisonnables, nous continuerons néanmoins notre marche en avant, et nous trouverons d'autres marchés, pour aider à l'agrandissement du Canada, indépendamment du peuple américain. » Ces paroles ne soulèvent aucun écho. La main tendue est refusée. Les négociations échouent. Et, jetant par-dessus bord, avec une belle élégance, leurs convictions libre-échangistes, les libéraux canadiens se bornent à remanier les droits protectionnistes, fixés par les conservateurs, et à créer, au-dessus du tarif général, un tarif de réciprocité. La 16e résolution, schédule 0, réserve, sans négociations préalables, une préférence de 12 1/2 p. 100 à l'Angleterre. La fermeture des guichets américains, — et le fait permet d'apprécier l'importance qu'aurait leur réouverture, — décide le Dominion à lever les siens, devant les importations privilégiées du Royaume-Uni. Et sans attendre que la Grande-Bretagne, pour répondre au geste canadien, ait dénoncé les deux traités qui contenaient, en faveur de la Belgique et de l'Allemagne, la clause de la nation la plus favorisée et liaient le Dominion (30 juillet 1897), avant que celui-ci ait porté le tarif différentiel à 25 et 33 1/2 p. 100 (1898 et 1900), le *Times* écrit, dès le 26 avril 1897 :

Dans ces dernières années, il s'est produit peu d'événements plus susceptibles de conduire à des conséquences plus fécondes, que le projet déposé par M. Fielding... C'est le pas le plus décisif qu'on ait encore fait, vers la fédération économique de l'Empire.

Digitized by Google

Une forme d'union nouvelle, — due à l'initiative coloniale, — vient se superposer à l'unité politique, qui, — sinon en fait, du moins en droit, — reste étroite. Le Canada n'est pas une république (*Commonwealth*), c'est un domaine (*Dominion*), dont le roi d'Angleterre est souverain. L'autonomie législative, qui n'est que concédée (*granted*), est soumise au contrôle du Gouverneur, qui signe les lois, et du *Colonial office*, qui les revise. Tous les textes nouveaux sont expédiés au ministère des Colonies, qui, pendant un délai de deux ans, peut les frapper de son *veto* [1]. Et si cette autorité ne s'est jamais exercée, il n'en est pas de même de la suprématie judiciaire. Le Conseil privé de la Couronne anglaise reste la Cour de cassation impériale, et, pour prendre l'heureuse formule de M. André Siegfried, ces appels devant la juridiction suprême « apparaissent comme la preuve tangible d'une suzeraineté qui n'abdique pas ».

Il sera possible de revernir et de resserrer ces chaînes rouillées et détendues. Les tarifs différentiels créeront une solidarité d'intérêts. Les émotions militaires provoqueront la fusion des esprits. Le conflit sud-africain n'aurait pas dégénéré en une guerre sanglante, si les doctrinaires de l'impérialisme n'avaient pas cru, qu'un 1870 anglais cimenterait le nouvel Empire. Les sacrifices collectifs, les émotions communes, les souvenirs identiques rendront facile la réalisation, sur le terrain constitutionnel et politique, de l'unité rêvée. Et lorsque, le 13 octobre 1899, sir Wilfrid Laurier autorise le départ, pour les champs de bataille, des volontaires canadiens, équipés aux frais du Dominion, et leur incorporation dans les rangs de l'armée britannique, l'Angleterre tressaille d'émotion. Les premières défaites furent vite oubliées, devant l'image des soldats anglais, canadiens, australiens, versant leur sang dans les mêmes combats. Des couronnes de lauriers entourent d'un lien indissoluble le faisceau des forces impériales. La barrière des distances est brisée. L'abîme des océans est comblé.

1. *British North America Act*, 1867, art. 9 et 56.

Digitized by Google

La diversité des races et des climats est vaincue. L'Empire constitue une réalité militaire. Grisés par la victoire, les représentants du gouvernement anglais, sur les rives du Saint-Laurent, laissent tomber des paroles dangereuses : « Ce contingent, s'écrie lord Minto, le 30 octobre 1899, est le premier présent, que le Canada fait à la grande cause impériale. C'est une orientation nouvelle. L'avenir est plein de *possibilités...* » Plus imprudent encore, le commandant en chef des milices canadiennes, le général Hutton d'envisager « le jour, où ce ne sera plus 1.000 hommes mais 50.000, mais 100.000, qui pourront être demandés au Dominion, pour défendre l'unité de l'Empire ».

Quelques mois plus tard, j'assistais à un déjeuner intime, que présidait M. Joe Chamberlain. Un sénateur canadien, deux journalistes, un député aux Communes esquissèrent, pour éclairer la religion du voyageur français, le plan de l'Empire un et indivisible. Par un prodige de l'énergie humaine, l'îlot encombré s'est étendu sur les hémisphères, comme un polype géant. Les champs de blé et les troupeaux de moutons, l'Angleterre les relègue, faute de place, au Canada et dans l'Australie. Les champs bruns de l'Oxfordshire, les mottes rouges du Devon ne suffisent plus, pour alimenter 43 millions d'hommes, entassés dans une île, où vivaient, avec peine, jadis, une dizaine de millions d'êtres humains. Les collines, les vallons du Midland et du Yorkshire ont disparu, nivelés par les villes, comblés par les scories. Les terres à froment du Dominion, les centres d'élevage de l'Australie sont reliés aux cités, qu'ils doivent ravitailler, avec autant de sécurité, par les câbles et les steamers, que le sont les comtés ruraux du Sud et de l'Ouest, par les voies ferrées, à l'Est et au Nord, industrieux et enfumé. Les océans, qui coupent de leurs taches bleues l'étendue de cette nation nouvelle, rappellent simplement ces parcs, qui, aujourd'hui encore, dans l'Ile Britannique, entre les villes, serrées au point de se toucher, viennent jeter l'ondulation de leurs prairies. L'Empire unifié n'est que l'Angleterre élargie.

Digitized by Google

*
* *

Et, cependant, il suffit de regarder Québec, pour voir qu'une autre civilisation a laissé sur le Canada une ineffaçable empreinte. Par-dessus les mâts et les pontons, qui masquent la ville basse, s'élèvent des maisons à pignons, des toits élancés, des clochers effilés, des tours, où les regards d'outre-Manche cherchent en vain une ligne britannique. Les cloches des églises et des monastères, qui tintent joyeusement, n'ont pas une sonorité anglaise. Les paysans, qui se pressent sur le marché, au pied d'une basilique, d'un XVIIIe siècle tout français, n'ont rien de saxon. Ils s'obstinent à grouper leurs maisons sur le bord des routes. A la grande stupeur de leurs collègues écossais de l'Ontario et américains du Manitoba, ils n'ont aucun goût pour les chaumières bon marché, auxquelles deux étages et un toit utilitaire donnent une physionomie banale. Par je ne sais quelle hérédité, ils aiment les longs toits pointus et penchés, qui couvrent la maison basse d'une aile protectrice. Un étage leur suffit. Ils ne peuvent se passer d'une lucarne. Ces gens étranges, dont l'économie n'a rien de britannique, font des débauches de couleurs. Ils veulent que la chaumière, blanche ou rose, se détache sur la verdure. Les charpentes brunes, les volets verts ont, à leurs yeux, un attrait particulier. Ils connaissent les machines, mais ils ne dédaignent ni la faux, ni le râteau. Leur coup de chapeau déférent, leur « bonjour » souriant plongent dans la stupeur l'homme de l'Ouest. Rebelles à la fièvre yankee, ces paysans laborieux et économes, satisfaits et résignés, n'aspirent nullement à la vie intense. Quand l'hiver vient, au lieu de s'embaucher à la ville ou dans le Sud, ils préfèrent profiter des longues veillées, dans la chaumière bien close, pour danser et chanter. Et tandis que sur la campagne silencieuse tombe un lourd manteau d'ouate, les échos de *Claire fontaine* et de *Malbrough s'en va t'en guerre* passent à travers les fentes lumineuses des portes, sous l'auvent des toits blanchis.

Digitized by Google

Les gars de Québec refusèrent de quitter leurs villages, leurs maisons blanches aux volets verts, leurs églises au clocher pointu, pour aller se faire tuer, sous le drapeau anglais, dans l'Afrique du Sud. Sur 8.000 Canadiens qui se battirent là-bas, une centaine seulement étaient de souche française. Les cérémonies, organisées à Trois-Rivières et à Montréal, pour fêter la victoire de Mafeking et la délivrance de Ladysmith, furent accueillies par les huées de la foule [1]. Et, au sein du Parlement, une voix ardente et jeune s'éleva :

L'Empire britannique est-il vraiment en péril ? Réclame-t-il nos armes pour le sauver ? Ou bien sommes-nous en face d'une tentative de fédération militaire, projet cher à M. Chamberlain ? Voilà des questions que le peuple canadien a le droit de poser, et d'entendre résoudre nettement, au moment de se laisser entraîner dans une guerre, dont je ne veux apprécier maintenant ni les causes ni la légitimité... Il s'agit de savoir, si le Canada est prêt à renoncer à ses prérogatives de colonie constitutionnelle, à sa liberté parlementaire, au pacte conclu avec la métropole, après soixante-quinze ans de luttes... Je ne consentirai jamais, quant à moi, à appuyer cette politique rétrograde...

Le député Bourassa démissionne le 18 octobre 1899. Il est réélu à une grosse majorité. Une bataille épique s'engage aux Communes d'Ottawa. Les séances des 13 février, 13 mars, 8 juin 1900, 12 et 20 mars 1901 marquent une étape dans l'histoire du Canada. Le nationalisme franco-canadien se dresse contre l'impérialisme britannique : « Nous sommes les sujets loyaux du Roi, que Dieu le protège ! Mais nous ne voulons pas avoir une trop forte dose de Joë Chamberlain », disait-on à l'éminent auteur de *Canada in the XXth Century*. La lutte commence. Elle est rapide et violente. Le nationalisme va-t-il détruire l'œuvre amorcée dès 1879 par sir John Macdonald, reprise en 1897 par sir Wilfrid Laurier et briser les chaînes, que les *jingoes* proposent d'ajouter aux liens juridiques, oubliés et inefficaces, contenus dans un code poussiéreux ?

1. *Canada in the XXth Century*, *op. cit.*, p. 107, 108, 110.

Digitized by Google

*
* *

Formé à l'école de l'opportunisme britannique, sir Wilfrid Laurier arracha lui-même les rivets, qu'il enfonçait, avec une maëstria impérialiste, en 1895.

C'est l'auteur du vibrant discours, prononcé à Édimbourg, le 16 juin 1897, pour saluer le jour prochain, où les coloniaux, promus au rang de citoyens, « auront leur part entière dans l'Empire uni », qui dicte, le 3 février 1902, à la veille de la réunion de la Conférence inter-coloniale, la réponse la plus glaciale qu'ait reçue Joë Chamberlain :

Au sujet des différentes questions, mentionnées dans votre dépêche, il n'en est qu'une qui puisse laisser espérer une utile discussion : c'est celle des relations commerciales entre les différentes parties de l'Empire. Les rapports, qui existent entre les grandes colonies autonomes, notamment le Canada, et la Métropole, sont considérés comme entièrement satisfaisants, à l'exception de quelques détails de minime importance. Les ministres ne prévoient pas, qu'étant donnée la situation des diverses colonies, il puisse être établi un système de défense applicable à toutes...

Joë Chamberlain se frotte les yeux, rajuste son monocle, relit le billet doux de sir Wilfrid Laurier. La guerre a donc été inutile? Les victoires auraient-elles perdu leur vertu unificatrice? Le sang des colonies et de la métropole a-t-il coulé, en vain, sur les mêmes champs de bataille? Il se refuse à croire qu'un pareil échec, qu'une semblable évolution soient possibles. Des préoccupations électorales, des circonstances passagères ont dicté au premier Ministre cette fin de non-recevoir. Son attitude changera, lorsqu'il se retrouvera à Londres, dans le cadre de la cité impériale, sur les bords du fleuve historique, dans les salons de la dernière et de la plus accueillante des aristocraties politiques. Les souvenirs de 1897 retrouveront toute leur fraîcheur ; et les mêmes paroles s'imposeront à sa pensée fidèle. Ces espérances furent cruellement déçues. Sir

Digitized by Google

Wilfrid Laurier resta strictement cantonné dans les limites, posées par la dépêche du 3 février 1902. Les philippiques d'Henri Bourassa, les manifestations de Trois-Rivières et de Montréal avaient laissé, dans sa souple et prudente intelligence, une impression plus profonde que les splendeurs du Jubilé impérial.

Sans doute, sir Wilfrid Laurier suggère l'idée d'établir un traitement de faveur pour les blés canadiens, à l'aide d'une détaxe sur le droit d'importation, établi le 14 avril 1902, et qui sera supprimé le 28 avril 1903, sous la poussée formidable des clameurs populaires. Mais il ne demande et ne propose rien de plus. Le Zollverein est pour lui une formule vide de sens, parce qu'il est sans avenir. La *Canadian Manufacturers' Association* veille au grain. Elle fait savoir, dans ses congrès annuels, que l'industrie naissante n'entend pas faire les frais de la « fédération économique[1] ». Elle veut vivre et grandir. Le Canada ne sera pas « le jardin » de l'Angleterre; mais une nation, qui subviendra à tous ses besoins, et dont les hauts fourneaux seront demain aussi célèbres que ses terres à blé. Qu'il suffise à la mère patrie de pouvoir troquer, grâce à un tarif différentiel, « les produits que nous ne manufacturons pas[2] » contre les céréales et les viandes, les fromages et les fruits, dont les Iles Britanniques ont besoin, pour ne pas mourir de faim.

En refusant, cinq ans avant le Cabinet Asquith, ce pacte restreint, le ministère Balfour renonce au seul lien qu'il pouvait nouer. Le Kriegsverein, qu'il rêve de substituer à un Zollverein irréalisable, est énergiquement écarté par le Canada.

M. Joë Chamberlain de s'écrier, paraphrasant un mot de sir Wilfrid Laurier[3] :

Messieurs, nous avons besoin de votre aide, dans l'administration de ce vaste Empire, qui est le vôtre, comme il est le

1. André Siegfried, *op. cit.*, p. 351, 373, 376.

2. Adresse de M. J. D. Roland à la *Canadian Manufacturers' Association*, 10 août 1903.

3. « Si vous voulez notre aide, appelez-nous dans vos conseils. »

Digitized by Google

nôtre. Le Titan fatigué plie sous le faix trop lourd de son destin. Nous avons porté ce fardeau pendant bien des années, mais nous pensons, aujourd'hui, qu'il est temps que nos enfants nous assistent. Si vous nous en faites la demande, soyez sûrs que nous nous hâterons de vous faire place dans nos conseils (30 juin 1902).

Les « enfants » du Canada gardèrent un religieux silence. La perspective d'un *Imperial Council* ne leur dit rien qui vaille. La vision du Titan, pliant sous le poids de ses destinées, ne leur inspire qu'une médiocre sympathie. Et sir Wilfrid Laurier croit prudent d'oublier une formule, qui lui échappa dans la chaleur communicative d'un banquet.

Mais lorsque la Conférence aborde la discussion du projet, « qui consiste à créer, dans chaque colonie, un corps impérial de réserve, qui pourrait servir, en cas de besoin, en dehors de la colonie où il s'est formé, » il ne fait plus la sourde oreille. Il oppose un *veto* formel :

Les ministres canadiens désirent faire remarquer, que leur opposition ne vient pas de raisons financières. Mais ils ont la ferme conviction, que le projet en question marquerait un dangereux éloignement des principes du *self-government* colonial. Le Canada apprécie trop hautement, pour y renoncer, la part d'indépendance locale, qui lui a été octroyée par les autorités impériales, et qui a produit des résultats si utiles et si bienfaisants, soit au point de vue matériel, soit au point de vue du rapprochement de la colonie et de la mère patrie.

Il est impossible d'être plus adroit et plus poli. Les Canadiens ont gardé quelque chose de la courtoisie de l'ancienne France, et d'autre part, ils restent les descendants de paysans normands. Fidèles à cette double tradition, sir Wilfrid Laurier et ses collègues refusent, au nom de leur attachement à l'Empire, de le cimenter par une union militaire.

*
* *

Depuis la Conférence de 1902, ce lien militaire a été détendu, au point d'annihiler les articles de la charte de 1867,

Digitized by Google

qui limitent, dans une dépendance théorique, les droits de la nation canadienne. De même que les manifestations franco-canadiennes ont dicté à sir Wilfrid Laurier son attitude dans la conférence inter-coloniale, de même l'irritation, qu'éveilla dans tout le Dominion, en octobre 1903, l'affaire de l'Alaska, prépara le gouvernement à adopter, l'opinion à accepter, pour réorganiser la milice et créer une flottille, le solution strictement nationaliste.

Le 20 octobre 1903, un mouvement d'indignation ébranle le Canada tout entier. Le Français de Québec, l'Anglais de l'Ontario éprouvent la même colère, expriment les mêmes protestations. Le représentant de la Grande Bretagne, dans la Commission arbitrale chargée de délimiter les frontières de l'Alaska et d'interpréter la convention anglo-russe de 1825, le lord chief justice, lord Alverstone, a abandonné la solution, préconisée par ses deux collègues canadiens, et s'est rallié à la thèse américaine. Le *World* de Toronto, le *Times* de Peterborough sont plus violents que la *Presse* ou le *Devoir*. Ce n'est pas H. Bourassa, mais un professeur de droit à Toronto, de sang anglais, M. John King, qui s'écrie, le 24 octobre 1903 :

Nous ne pouvons oublier, que cette dernière transaction n'est que la suite de plusieurs autres, qui ont eu le même caractère. Toute l'histoire des négociations et des traités britanniques avec les États-Unis est marquée d'une série de pierres tombales, sous lesquelles on a enterré nos droits.

Et, emporté par ce courant d'opinion, le même jour, devant les députés réunis à Ottawa, sir Wilfrid Laurier laisse tomber ces graves paroles, ce solennel avertissement :

La difficulté, telle que je la conçois, est qu'aussi longtemps que le Canada demeurera une dépendance de la Grande-Bretagne, les pouvoirs, que nous avons actuellement, resteront insuffisants pour la défense de nos droits. Il est important que nous demandions au Parlement britannique des pouvoirs plus étendus, afin que, si nous avons de nouveau à traiter de pareilles affaires, nous puissions le faire librement, selon la

Digitized by Google

méthode que nous choisirons, et d'après les lumières que nous pourrons avoir.

Sir Wilfrid Laurier ne sollicita point cet élargissement des droits nationaux. Il devait s'apercevoir, bientôt, que le Canada pouvait négocier, directement, des pactes commerciaux, avec toute l'aisance d'un peuple affranchi. Mais il profita du premier incident pour donner au Canada une armée autonome.

Cette occasion, lord Macdonald, — le dernier commandant anglais des milices du Dominion, — se charge de la faire naître. En débarquant sur le continent nouveau et dans cette société démocratique, ce gentilhomme authentique, ce soldat vaillant éprouve bien des surprises. La médiocrité militaire des miliciens inquiète son impérialisme. La familiarité de ces soldats-citoyens blesse son orgueil. L'intervention des politiciens froisse son sens militaire. En Angleterre, les députés ne contrôlent point les promotions. En Angleterre, Tommy Atkins parle à son officier, avec la même déférence qu'à son landlord, et les appelle du même mot : « sir ». En Angleterre, fantassins et soldats manœuvrent avec la perfection du professionnel. Et lord Macdonald exprime sa surprise, tout haut, dans des conversations, et bientôt dans des discours. Les Anglo-Canadiens exultent. Les Franco-Canadiens murmurent. Le 14 juin 1904, lord Macdonald, pour avoir blâmé publiquement le ministre de la Guerre, qui avait rayé du tableau d'avancement un officier proposé par le Commandant en chef, est révoqué de ses fonctions.

« C'est là, déclare textuellement sir Wilfrid Laurier, *l'acte d'insubordination d'un étranger*, qui ignore les mœurs des démocraties libres... Nous ne *sommes pas habitués, dans ce pays, à être caporalisés*. Le Général en chef doit apprendre, que le gouvernement de ce pays est un gouvernement responsable, et que, lorsqu'il fait des propositions au Conseil des ministres, c'est le droit strict du ministre de la Guerre de ne pas les accepter. »

Lord Macdonald était venu, au lendemain de la guerre sud-africaine, pour donner à la coopération militaire des colonies

Digitized by Google

une forme définitive : il assiste à la faillite de l'impérialisme militaire. Le *Militia Act de* 1904 supprime le poste de Commandant en chef, crée un Inspecteur général de la milice, « qui peut être un Canadien » et le sera toujours, institue un Conseil de la défense nationale (art. 7, 30, 31). Par cette triple innovation, la loi donne à l'organisation militaire une autonomie absolue. Au lieu de centraliser les forces de l'Empire, elle les décentralise. Au lieu de les fondre dans une armée commune, elle accentue leur individualité. Et le *Militia Act*, pour achever cette nationalisation des milices canadiennes, décide (art. 70 et 71) qu'elles ne pourront être employées, en dehors de la colonie, que s'il s'agit d'une guerre intéressant directement la défense du Dominion [1]. Quinze jours, au plus tard, après la mobilisation des réserves, le Parlement, s'il est en vacances, sera convoqué et se prononcera souverainement. Le Canada réserve sa liberté, et ménage son sang. Le Kriegsverein a vécu. L'union militaire est brisée.

Et, pour préciser, d'un geste dramatique, cette évolution nationale, voici que les garnisons britanniques d'Halifax et d'Esquimault se rembarquent, fifres et tambours en tête. Elles remettent les forts aux soldats canadiens. Ils n'ont besoin ni de conseils, ni de secours. Ils entendent assurer, eux-mêmes, la défense de la patrie. Lord Macdonald n'est pas seulement le dernier général, mais presque [2] le dernier soldat anglais qui ait foulé le sol du Dominion.

*
* *

1. Invoquant cette loi, l'Hon. Fred. Borden, au cours de la Conférence impériale de 1911, s'est refusé à contribuer à la formation d'un « Corps expéditionnaire ». Le ministre de la Défense n'approuva la création d'un État-Major impérial qu'à deux conditions. Ce serait un corps purement consultatif. Les officiers ne relèveraient au Canada que du gouvernement canadien.

2. A la suite de la Conférence de défense impériale, tenue à Londres, au mois de juillet 1909, trois officiers d'état-major anglais furent mis au service du Canada, pour assurer le fonctionnement du Collège royal militaire de Kingston. Mais, en échange, le Canada obtint que la section canadienne de l'*État-Major impérial*, dont la création était décidée, serait composée exclusivement d'officiers originaires du Dominion (*Blue Book*, c. d. 1948).

Digitized by Google

La conférence inter-coloniale de 1907, loin d'arrêter le mouvement, l'accentue.

Sans doute, sir Wilfrid Laurier, renouvelant l'offre de 1902, accepte de nouer, entre les colonies et la métropole, la chaîne durable d'un tarif différentiel. Mais l'initiative, que le Cabinet Balfour n'avait point osé prendre, le ministère Asquith l'écarte résolument. Et les discours, qu'il entendit les 2 et 6 mars 1907, sir Wilfrid Laurier ne les oubliera jamais. En démontrant au représentant du Dominion, avec la rigueur logique des juristes, que l'établissement de droits à l'entrée sur les denrées alimentaires et les matières brutes, pour favoriser les importations coloniales, se heurte à une impossibilité économique et psychologique, M. Asquith et M. Lloyd George préparent la voie aux négociations américo-canadiennes du 21 janvier 1911. En 1907, plus encore qu'il y a dix ans, l'union économique apparaît comme une parfaite utopie. La divergence des intérêts matériels s'accentue d'année en année. Chacun des groupements, qui évoluent dans l'orbite de l'Angleterre, se développe et se transforme, en pleine liberté. L'armature économique reste donc inachevée et provisoire. La création de lignes subventionnées, l'établissement de câbles nouveaux, l'institution d'agents commerciaux ne peuvent remplacer l'action unificatrice des tarifs impériaux.

Les liens politiques ne sont pas plus resserrés en 1907 qu'en 1902. Si les appels devant le Conseil privé restent autorisés, l'institution d'une Cour suprême est abandonnée, et l'établissement de Cours locales de cassation est envisagé. Avant de s'embarquer, sir Wilfrid Laurier s'était prononcé contre l'idée d'un Conseil impérial et avait condamné le projet dressé le 20 avril 1905 par M. Lyttelton, d'après les indications de sir Fred. Pollock[1]. Le Secrétariat permanent des conférences périodiques, dont on décide l'organisation, ne saurait être comparé, au point de vue de l'importance politique et du prestige moral, à la formule rêvée par les apôtres du fédéralisme. Le

1. *Blue Book*. c. d. 2785, p. 114.

Digitized by Google

premier Ministre du Dominion s'est d'ailleurs soigneusement opposé, à ce qu'on affranchît le nouvel organisme du contrôle du ministère des Colonies, pour le transformer en un centre indépendant d'action impériale [1].

Quelques mois plus tard, en novembre 1907, la discussion du traité de commerce franco-canadien provoque des polémiques. Le Canada acquiert, sinon en droit, du moins en fait, la pleine souveraineté diplomatique, le pouvoir de négocier directement d'État à État, sur le pied de la parfaite égalité. Ses deux représentants, l'Honorable W. S. Fielding et l'Honorable L. P. Brodeur, n'ont-ils pas signé le parchemin du 18 septembre 1907? J'entends bien que le paraphe de sir Francis Bertie figure à côté du leur. Les ambassadeurs anglais maintiennent leur contrôle historique et restent les intermédiaires officiels [2]. Il n'en est pas moins certain, que la faculté pour le Dominion d'être représenté par des plénipotentiaires canadiens, posée pour la première fois en 1866 (*Sessional Papers of Canada*, n° 63, 1867-1868), est devenue une tradition juridique. Et lorsqu'en 1909 une loi, adoptée unanimement par le Parlement d'Ottawa, (ch. 8, 9, *Édouard VII*, c. 13), décide la création d'un bureau spécial des Affaires étrangères, confié à M. Joseph Pope, un nouveau pas est accompli. Ce n'est pas l'indépendance, mais à la tutelle politique succède la coopération diplomatique. L'émancipation continue.

En abordant le problème de la contribution des colonies à la défense maritime de l'Empire, la Conférence de 1907 imprime au nationalisme franco-canadien une impulsion nouvelle. Quand le Dr Smartt propose, le 9 mai, de décider, que cette contribution est un devoir, sir Wilfrid Laurier, fidèle à l'engagement, pris le 28 mars devant les Communes canadiennes, refuse de s'associer à cette motion. « Nous ne nous laisserons pas entraîner dans le tourbillon du militarisme euro-

1. R. Jebb, *The Imperial conference*, 1911, t. II, p. 118, 133.

2. Le Très Honorable sir James Bryce, ambassadeur d'Angleterre à Washington, vient régulièrement, s'entretenir avec sir Wilfrid Laurier des questions pendantes entre les États-Unis et le Canada, 27 mars 1907; 19 février 1908, etc.

Digitized by Google

péen. » Mais la question est posée. Il faut la résoudre pratiquement. Il est impossible de rester sur le terrain des principes.

*
* *

Après une année occupée par les élections générales, et par les fêtes du tricentenaire de Québec, quelques mois avant la réunion de la Conférence de défense impériale, le 29 mars 1909, sir Wilfrid Laurier demande au Parlement d'Ottawa de se prononcer. Il fait adopter, à une écrasante majorité, la motion suivante :

La Chambre reconnaît, complètement, que le pays a le devoir, à mesure que grandit sa population et sa richesse, d'assumer, dans une plus large mesure, la responsabilité *de la défense nationale*. La Chambre est d'avis, qu'étant données les relations constitutionnelles, actuellement existantes, le *versement de contributions régulières et périodiques* au Trésor impérial, en vue des dépenses navales et militaires, *ne constitue pas, pour ce qui est du Canada, la solution la plus satisfaisante* du problème de la défense. La Chambre approuvera les crédits nécessaires, pour organiser rapidement *une force navale canadienne, qui coopérera et sera en relations étroites avec la marine impériale,* — et ce, sur les bases suggérées par l'Amirauté au cours de la dernière conférence, — convaincue absolument, que la suprématie maritime de la Grande-Bretagne est essentielle, pour la sécurité du commerce, le salut de l'Empire et la paix du monde. La Chambre exprime la ferme conviction que, chaque fois que le besoin s'en fera sentir, le peuple canadien se montrera prêt et disposé à tous les sacrifices nécessaires, pour donner aux autorités impériales une coopération loyale et sincère, en vue de maintenir l'intégrité et de défendre l'honneur de l'Empire.

Sir Wilfrid Laurier se peint, tout entier, dans cet ordre du jour : il constitue le modèle des transactions opportunistes. Le loyalisme du Canada est exprimé dans des termes qui défient tout soupçon ; et, en même temps, les réserves nécessaires, pour rassurer les susceptibilités nationalistes, sont indiquées d'une façon précise. Pas d'union militaire ; pas de

Digitized by Google

flotte commune; pas de trésor identique. Le Canada fixe lui-même ses crédits, et utilise lui-même son argent. Il aura ses escadres et un service autonome. Il n'accepte qu'une étroite coopération et n'admet pas de tribut obligatoire. Il n'est plus une colonie. Il reste un allié. Un siècle de contact avec la politique anglaise a fait l'éducation parlementaire de ces intelligences françaises. Elles évitent l'intransigeance des doctrines. Elles fuient la logique des systèmes. Un sage utilitarisme a pénétré ces pensées. A la religion de l'idée elles ont substitué le culte des faits. Elles savent concilier et réaliser. Et les opportunistes d'Ottawa n'ont plus rien à apprendre de leurs maîtres d'outre-Manche...

La motion du 29 mars 1909 n'est point restée lettre morte. Au cours de l'année financière, qui expire le 31 mars 1911, une somme de 3.676.000 dollars a été consacrée à organiser les rudiments d'une force navale. Trois croiseurs du type *Bristol*, et 4 contre-torpilleurs ont été commandés. Deux vieux navires, *Apollo* et *Rainbow*, ont été achetés à l'Amirauté britannique, pour servir de vaisseaux-écoles. Des arsenaux et des cales sèches sont à l'étude. Une loi organique a été votée. Les escadres de l'Atlantique et du Pacifique seront soumises au même régime que les milices canadiennes. « En cas de nécessité, a déclaré sir Wilfrid Laurier, le 12 janvier 1910, le Gouverneur, par un décret rendu en Conseil des ministres, peut mobiliser la flotte et la mettre à la disposition de Sa Majesté. Il n'y a qu'une seule restriction : le Parlement doit être immédiatement convoqué. »

Elle n'a point suffi pour satisfaire les nationalistes franco-canadiens. Et si sir Wilfrid est parvenu à rassurer les conservateurs, les Anglais de l'Ontario, partisans, sinon d'un tribut annuel, du moins d'une flotte commune, il n'a point réussi à faire accepter à Henri Bourassa, au petit-fils de Papineau, ni à ses partisans, cette transaction, digne par son élégance d'un whig authentique. Le premier Ministre a été attaqué avec une violence, dont seules quelques citations peuvent donner l'idée.

Digitized by Google

M. Blondin, député de Champlain, s'écrie devant ses électeurs :

Nous ne devons rien à l'Angleterre. L'Angleterre n'a pas pris le Canada par amour, ou pour planter la croix de la religion, comme les Français l'ont fait, mais pour établir des maisons de commerce et gagner de l'argent. Les seules libertés que nous ayons, nous les avons conquises par la force. Et aujourd'hui l'Angleterre essaie de dominer ses colonies, tout comme la Rome impériale d'autrefois... Nous ne devons rien aux Anglais. Ceux qui ont éventré nos pères, dans ces plaines d'Abraham, vous demandent aujourd'hui d'aller vous faire tuer pour eux.

M. Henri Bourassa, qui a dirigé la compagne avec autant de talent que de succès, s'est expliqué devant un rédacteur du *Daily Mail* (13 décembre 1910). Le Canada peut faire l'économie d'une marine. Quels intérêts maritimes le *Dominion* a-t-il à protéger ? Les trois quarts de ses transactions se font avec les États-Unis, par voie de terre ou de rivière : ce transit est à l'abri de tous les canons européens. Le dernier quart est suffisamment garanti par les maximes du droit international. Les seuls dangers, qui pourraient, un jour, menacer le Dominion, laissent l'Angleterre indifférente. Elle serait, d'ailleurs, incapable de les écarter ; et la colonie devrait en supporter tout le poids. Quant aux périls, qui inquiètent le *Foreign Office*, ils ne sauraient exercer la moindre répercussion sur les destinées du Canada.

Admettons, pour un instant, c'est d'ailleurs peut-être vrai, que l'Allemagne soit une menace pour la grandeur du Royaume-Uni, pour son commerce, pour sa puissance maritime. Nous autres Canadiens en sommes-nous responsables ? Avons-nous contribué à diriger la politique, qui a fait de l'Allemagne ce qu'elle est aujourd'hui ?

« Pas de marine », conclut Henri Bourassa. « Pas de marine ! » clament les électeurs de la province de Québec. Et lorsque la circonscription, dans laquelle se trouve la maison de campagne de sir Wilfrid Laurier, Drummond-Arthabasca,

Digitized by Google

est appelée à élire un nouveau député, elle culbute le candidat ministériel et lui préfère son concurrent nationaliste. Une profonde inquiétude vient troubler la paix sereine des chaumières, aux longs auvents et aux volets verts.

La marine est une conspiration des Anglais pour noyer les Canadiens. Laurier a consenti, après avoir trahi les intérêts de notre langue, à constituer les équipages des futurs navires de guerre avec des Franco-Canadiens... Laurier nous a vendus aux Anglais, en échange des honneurs qu'il a reçus, et, dans vingt-cinq ans, il n'y aura plus de Franco-Canadiens.

« Pas de marine », répètent les mères et les femmes. Et, dans un avenir prochain, sir Wilfrid Laurier saura ce qu'il lui en coûte, de n'avoir point suffisamment ménagé, quand il a doté le Canada d'une flotte autonome, les susceptibilités et les méfiances des hommes de sa race et de son sang.

II

Au moment même où, dans l'Est, dans les villages français au clocher pointu, aux toits penchés et aux chaumières colorées, entourés d'un damier de champs et d'une ceinture de prés, se déroulent ces manifestations significatives, voici qu'à l'Ouest prend naissance une force, économique et sociale, qui va exercer une action nouvelle sur les destinées nationales du Canada. Elle ne se forme point dans l'Ontario, sur cette terre jadis recouverte de forêts, et que les colons écossais ont aujourd'hui transformée en une campagne toute anglaise. Ça et là des fermes à deux étages, flanquées de larges écuries, ornées de quelques arbres et parfois de quelques fleurs, dressent leurs silhouettes massives. La vente des fruits, la fabrication du beurre, l'élevage du bétail ont remplacé la culture du blé. Et cette campagne verdoyante, coupée par des réseaux de fils de fer, semée de maisons isolées, a un aspect britannique, singulièrement différent de celui que donnent à la pro-

Digitized by Google

vince de Québec les chaumières de France, groupées sur le bord de la route, autour d'un clocher effilé. Le yeoman de l'Ontario se rend rarement au bourg voisin, vit isolé dans son cottage, lit soigneusement son journal, exécute pieusement ses devoirs civiques, reste une figure intéressante du Canada d'autrefois, mais n'est pas une force de l'avenir, comme le paysan prolifique de l'Est, enraciné au sol dont il a fait une seconde Normandie, ou l'industriel du blé, le maître de l'Ouest.

Son exploitation couvre une étendue inconnue des homesteads de l'Est et du centre : elle n'a pas moins de 80 et souvent 100 hectares. C'est une Beauce immense, semée de quelques bouquets d'arbres, débris de la forêt primitive, encerclée par les cimes neigeuses des montagnes prochaines. Pour exploiter avec fruit ces immenses labours, un capital est nécessaire à l'émigrant. La terre est vaste et le climat rude. L'hiver vient vite et dure longtemps. Il faut semer et moissonner rapidement. Le spectacle d'une demi-douzaine de charrues ou de moissonneuses taillant, à la suite l'une de l'autre, dans la terre brune et dans les herbes d'or, n'a rien d'exceptionnel. La batteuse n'est point un de ces instruments modestes qui, actionnés par une paisible locomobile, devant une foule de gamins recueillis, dépose le grain dans des sacs et rend la paille intacte. L'agriculteur de l'Ouest économise la main-d'œuvre et dédaigne les petits produits. Sa machine géante, à l'aspect difforme, rejette, par une énorme cheminée, dans un nuage de fumée, la paille hachée en morceaux et dépose le blé, par un large tuyau, dans des réservoirs mobiles. Quand ils sont pleins, deux paires de chevaux les conduisent à la ville. Le grain est versé dans un entrepôt et conservé pour le compte du fermier. Ce paysan, propriétaire d'un outillage compliqué et d'un capital important, au courant des procédés de l'agriculture américaine et des fluctuations du marché mondial, est un industriel. Il va à la bourse et vend à terme. Il est actif et entreprenant. Il ignore la patience. Il méprise la résignation. Sa maison à l'aspect citadin, bâtie en briques ou en bois, sans goût et sans amour, confortable et banale, est aussi différente

Digitized by Google

du cottage écossais de l'Ontario que de la chaumière normande de l'Ouest. Sa ville ne rappelle ni Québec, ni Ottawa. Plus de couvents aux toits pointus et aux clochers effilés, plus de palais aux tourelles gothiques et aux fenêtres à croisillons, dressant leurs silhouettes françaises et anglaises sur la colline, au-dessus de la rivière. Des rues à angles droits, des *buildings* carrés et énormes, des réseaux de fils, des rangées d'entrepôts à blés : la fièvre et la saleté, la puissance et la laideur des villes américaines, qui poussent trop vite et pensent trop aux dollars, pour avoir ni le temps, ni le goût d'être jolies.

*
* *

Cette ruée vers l'Ouest, vers des terres à blé, auxquelles des siècles de repos et des hectares de forêts ont donné une fécondité inconnue, d'ailleurs éphémère, transforme les données du nationalisme canadien. Seuls, des chiffres peuvent donner quelque idée de la force économique et sociale, qui naît et grandit là-bas. Depuis neuf ans, la production de blé a triplé : elle est passée de 50 millions de boisseaux, en 1900, à 128 et 163, en 1908 et 1909. Cet essor est dû uniquement à la mise en valeur de la prairie canadienne :

RÉCOLTES DE FROMENT (*millions de boisseaux*).

ANNÉES	ONTARIO	MANITOBA	ALBERTA	SASKATCHEWAN	CANADA
1900 . . .	28	18	0,8	4	59
1902 . . .	26	53	0,8	13	»
1904 . . .	12	39	0,9	15	»
1906 . . .	22	61	3,9	37	»
1908 . . .	18	49	7	50	128
1909 . . .	16	45	7,9	90	163

Québec ne produit qu'un million de boisseaux. Ontario préfère de plus en plus les prés et les vergers. Manitoba est stationnaire. Seuls, les comtés nouveaux, par leur fécondité croissante, transforment le Dominion en une Argentine septentrionale. Tandis que l'Est ne possédait, en 1908, que

Digitized by Google

39 entrepôts à blé, d'une contenance de 20 millions de boisseaux, l'Ouest en comptait, à la même date, 1.354. Le nombre et la capacité de ces magasins, reliés aux diverses voies ferrées du Dominion, ont grandi rapidement, au cours des dernières années, dans les villes qui poussent sur la prairie vaincue, défrichée, dépecée.

ANNÉES	NOMBRE	CAPACITÉ en millions de boisseaux.
—	—	—
1905	1.022	47
1906	1.118	50
1907	1.273	55
1908	1.354	58

Mais ces monceaux de grains ne restent pas longtemps enfermés dans ces entrepôts. Un tiers de la récolte, environ, suffit à la consommation du Dominion. Les deux tiers doivent être exportés.

ANNÉES	RÉCOLTE totale. (En milliers de boisseaux de blé.)	EXPORTATIONS totales. (En milliers de boisseaux de blé.)	ACHATS Anglais.	ACHATS Yankees.
—			—	—
1900	59.581	16.844	15.975	82
1907	93.133	43.654	44.002	114
1908	128.593	49.137	45.891	650
1909	163.402	49.774	46.589	1.856

95 à 99 p. 100 des expéditions de blé sont faites à destination de l'Angleterre. Leur volume s'accroît d'année en année. La moyenne annuelle des exportations de froment, vers la Grande-Bretagne, n'était que de 14 millions de boisseaux pendant la période 1896-1900, de 20 seulement de 1901 à 1905. Elles ont atteint 45 millions en 1909. Elles ont plus que doublé en cinq ans.

L'expédition de ces millions de sacs se heurte à des difficultés croissantes. A moins, — ce qui est impossible, — d'être embarqués à Vancouver et de passer par le cap Horn, ils doivent être acheminés par rail, vers les bords des lacs et les berges du Saint-Laurent. Le ruban d'acier qui court entre Winnipeg et Fort-William, dans une région rocailleuse,

Digitized by Google

recouverte de sapins et semée de lacs, est vite encombré. La rigueur de l'hiver et l'épaisseur des neiges compliquent encore le transport et ralentissent le trafic. 20 p. 100, à peine, de la récolte annuelle peuvent atteindre le bateau, avant les froids. 80 p. 100 restent enfermés dans les entrepôts, jusqu'au printemps prochain, et doivent attendre les premiers soleils. Cette organisation commerciale impose à l'agriculteur de l'Ouest, déjà chargé d'un matériel coûteux, des avances considérables. Frais de manutention, frais d'entrepôts, frais de transport grèvent lourdement un budget, où la colonne des recettes n'est remplie que près d'un an après la moisson.

J'entends bien que pour remédier à cet encombrement des rails, entre Winnipeg et Fort William, qui grandira au fur et à mesure que les champs de blé s'étendront davantage vers le Nord et vers l'Ouest [1], d'importants travaux ont été prévus. On songe à abréger, par un canal, la voie par trop sinueuse des grands lacs au Saint-Laurent. On prévoit un chemin de fer, qui relierait la province du Saskatchewan à Fort Churchill sur la baie d'Hudson [2]. Le trajet de Fort Churchill à Liverpool n'a que 20 milles de plus que celui de Québec au port anglais. Les icebergs n'interdisent le passage, que du 10 novembre au 20 juillet. Les industriels du blé auraient donc trois mois, pour acheminer une partie de leur récolte par la voie nouvelle. La ligne de Winnipeg à Fort William ne serait plus encombrée. 80 p. 100 de la récolte ne resteraient plus entassés dans de coûteux entrepôts.

Mais cette certitude n'est encore qu'une espérance. Le tracé est décidé. Le premier coup de pioche n'a pas été donné. Il faudra laisser passer de longs mois, peut-être plusieurs années [3].

1. Terres concédées ou louées (en milliers d'acres de 40 ares) :

1895	365
1899	1.115
1905	4.962
1909	6.404

2. *Times* (24, 29 septembre 1er, 3, 4 octobre 1910).

3. Une partie de la récolte, par la ligne de Winnipeg à Chicago, gagne les ports américains des grands lacs. Cette perte pour le trafic canadien

Digitized by Google

Un paysan francisé attend. Un industriel américanisé n'attend pas.

Il est d'autant moins disposé à faire preuve de patience, qu'il existe une solution immédiate et pratique. Douze lignes rélient le Canada à la république américaine. Le prix du transport de Winnipeg à Liverpool est de 1 franc par boisseau. Il n'est que de 0f,15 de Winnipeg à Minneapolis, le grand centre de l'industrie meunière des États-Unis. Sur le marché américain, le froment vaut 0f,15 plus cher, par boisseau, que dans les bourgs de l'Ouest canadien. Ses blés durs sont particulièrement recherchés pour des mélanges. De l'autre côté de la frontière, si voisine, les champs de blé ne grandissent plus; le rendement à l'hectare reste inférieur à celui du Canada; la population croît par bonds énormes. Dans un avenir prochain, les États-Unis auront besoin du Dominion, pour parer à l'insuffisance de leur récolte. Déjà les exportations américaines de blé restent stationnaires et la population urbaine proteste contre le coût des denrées alimentaires.

	1895-1899	1900-1904	1905-1909
	—	—	—
Étendue cultivée en blé (acres)	39.000.000	46.000.000	46.000.000
Population	71.000.000	79.000.000	89.000.000
Récolte de blé (boisseaux)	520.000.000	626.000.000	693.000.000
Exportations de blé et de farine (boisseaux)	171.000.000	192.000.000	113.000.000

Il faut saisir cette occasion, économiser les frais de transports et d'entrepôts, vendre plus cher les froments et le bétail du Dominion, acheter meilleur marché les charrues et les moissonneuses, secouer le joug des voies ferrées et des industriels syndiqués du Canada.

est compensée par les expéditions de blé américain, faites par les ports canadiens en 1908 :

Blé canadien, via ports canadiens	25	millions de boisseaux
— — américains	19	—
Blé américain, — canadiens	19	—

(*Standard*, 27 déc. 1910).

Digitized by Google

*
* *

Ce courant d'opinion, déterminé par des forces économiques, dont la puissance grandit d'année en année, ne date pas d'hier.

Lorsque la Commission des douanes, dont faisaient partie MM. Fielding et Brodeur, entreprit, du 7 septembre 1905 au 9 février 1906, sa tournée mémorable dans le Dominion, elle fut assaillie par les délégations des trois grandes associations agricoles : *Dominion grange, Ontario farmers* et *Manitoba graingrowers*. Elles protestèrent contre le projet de surélever le mur des tarifs protecteurs et de prolonger la durée des primes à la métallurgie[1]. L'échec des droits différentiels devant la Conférence inter-coloniale de 1907, la victoire des radicaux libre-échangistes aux élections anglaises de janvier 1910 précipitent le mouvement. L'*Association des producteurs de céréales* étend ses ramifications dans le Manitoba et le Saskatchewan. Et lorsque sir Wilfrid Laurier fait, en train spécial, au mois de juillet 1910, un voyage vraiment présidentiel, dans l'Ouest, il trouve à chaque gare les industriels du blé, groupés en rangs serrés. A Port-Arthur, le 9 juillet, à Winnipeg, le 15, à Yorktown, le 20, à Melville, le 22, les grands électeurs du parti libéral, dont ils apprécient les vagues tendances démocratiques, font entendre les mêmes récriminations : la barrière protectionniste doit être abaissée, pour laisser librement sortir les stocks de blé et librement entrer les machines agricoles. « Un traité de réciprocité avec les États-Unis », voilà la formule qui se trouve dans toutes les pétitions et sur toutes les lèvres.

Sir Wilfrid Laurier écouta et comprit. Il mesura la force du courant d'un regard sûr, et céda, avec une élégance toute britannique. Les libéraux de 1906, qui, après l'échec des négociations commerciales avec les États-Unis, avaient donné un coup de barre et s'étaient lancés dans la politique protection-

1. Voyez leur pétition du 18 décembre 1906 dans *Sixty years of Protection*, *op. cit.*, p. 462.

Digitized by Google

niste, virent de bord, et reviennent au libre-échange. Ils ont, pour les principes de la science économique, le respect qui convient. Les jalons, posés par l'arrangement conclu en mai 1910, afin d'éviter l'application du tarif maximum américain, n'ont point été inutiles. Les conversations reprennent. Elles aboutissent le 21 janvier 1911.

La convention comprend trois dispositions principales. Un premier article classe les importations, qui entreront librement dans les deux pays. Les fermiers de l'Ouest canadien échangent les plaques de tôles, les fils de fer et d'acier, le coke, dont ils ont besoin pour couvrir leurs hangars, réparer leurs chars, entourer leurs terres, chauffer leurs maisons, contre des céréales, des animaux et des fruits. Un second paragraphe énumère les produits, qui seront frappés, quand ils franchiront la frontière, de droits identiques. Sur cette liste, les colons du Manitoba et du Saskatchewan ont fait inscrire, à côté de la farine et des viandes, les automobiles, les montres, les instruments agricoles. Un dernier article réduit, mais dans une proportion différente, les tarifs qui frappent un certain nombre d'importations. Les États-Unis favorisent l'entrée des bois, de l'aluminium et du fer. Le Canada encourage les expéditions de charbon, de ciment, d'arbres fruitiers.

Le Dominion conclut ainsi un pacte doublement avantageux. Dans cette convention, qui porte sur un chiffre égal d'importations américaines et canadiennes, il ne baisse ses tarifs que de £512.000, tandis que Washington accepte une réduction de £969.000. Mais il y a plus. Sans sacrifier intégralement les intérêts de la métallurgie canadienne, sans ouvrir les portes toutes grandes aux industries yankees, sir Wilfrid Laurier facilite l'écoulement des denrées agricoles et des matières brutes, que l'insuffisance des transports grevait d'une lourde charge. En 1866, les États-Unis dénoncèrent le traité de réciprocité, dans l'espoir de décider la colonie anglaise à solliciter son incorporation. En 1896, ils se refusèrent dédaigneusement à négocier. Le 11 janvier 1911, sir Wilfrid Laurier venge ces deux échecs diplomatiques.

Digitized by Google

*
* *

1896, nous l'avons montré, est une date dans l'histoire du Dominion. Les négociations de 1911 auraient pu marquer une nouvelle étape. Bien que les industriels canadiens, qu'inquiète la concurrence américaine, les maraîchers et les agriculteurs de l'Ontario, menacés par les jardins de la Californie, soient parvenus à faire rejeter le pacte de réciprocité, il n'est pas sans intérêt de rechercher quelles en eussent été les répercussions possibles[1]. L'établissement entre les deux États voisins de relations commerciales, sur la base d'une large réciprocité, portait un coup redoutable à l'unité économique de l'Empire, déjà bien compromise.

Si ces liens nouveaux avaient été noués, il devenait impossible à toute Conférence inter-coloniale d'envisager la création de tarifs différentiels. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter les yeux sur le tableau ci-dessous :

IMPORTATIONS DANS LE ROYAUME-UNI DE FROMENT (GRAINS ET FARINES). *Millions de quintaux* (*cwts*).

ANNÉES	TOTALES	RUSSES	ARGENTINES	AMÉRICAINES	COLONIALES	CANADIENNES
1896 . .	99	17	5,9	51	8	6
1897 . .	88	15	0,9	53	7	6
1898 . .	94	6	5	61	17	7
1899 . .	98	2	11	59	20	8
1906 . .	112	15	19	35	35	13
1907 . .	115	10	31	32	21	15
1908 . .	109	4	21	39	26	16
1909 . .	113	17	20	25	44	18

Ces chiffres sont lumineux. Depuis dix ans, la part des colonies, dans les achats de blés faits par le Royaume-Uni, a augmenté régulièrement. Cette hausse compense, et au delà, le recul des importations américaines. Si ce mouvement con-

1. L'abaissement du tarif douanier américain, promis dès avril 1913 par le Président W. Wilson, aboutira aux mêmes résultats que le traité de Réciprocité.

Digitized by Google

tinue, il deviendra possible, sans accroître sensiblement le prix du pain, de réserver aux froments, moissonnés sur la terre impériale, un traitement de faveur. Encore une décade, et l'armature économique pourra être vissée. Mais le rêve de Joë Chamberlain devient impossible à réaliser, si les blés et les farines canadiennes manquent. L'écrasante prépondérance des importations étrangères empêche le fonctionnement des tarifs différentiels. L'Empire ne suffit même plus à ravitailler la Grande-Bretagne. Le Canada avait remplacé le Devonshire et le Wiltshire. S'il se dérobe à son tour, le fédéralisme économique fait banqueroute. Les rivets sautent, avant même qu'un maître ouvrier ait eu le temps de les enfoncer plus avant. La destinée voudrait-elle que John Bull ne puisse jamais moissonner tout son blé sur ses terres? Il était jadis, pour son pain quotidien, tributaire des États-Unis. Deviendra-t-il, bon gré, mal gré, le client de la Russie et de l'Argentine, bien heureux encore, si l'absorption croissante des froments canadiens par les meuniers et par les spéculateurs américains ne l'oblige pas à payer son blé plus cher que son voisin Froggy, dont il raille les indulgences protectionnistes et les champs monotones?

Non seulement le traité de réciprocité eût empêché tout rapprochement économique entre le Canada et la mère patrie, mais il entraînait le Dominion dans l'orbite des États-Unis. Il imprimait une intensité nouvelle au flux de ballots, d'or et d'hommes, que l'oncle Sam déverse dans la prairie canadienne, et qui tendent à y entretenir une atmosphère « continentale » aussi différente de celle rêvée par les impérialistes, que l'atmosphère « française » de Québec et de Montréal.

Il y a dix ans, la part de la Grande-Bretagne et des États-Unis, dans le commerce du Dominion, était sensiblement égale. En 1899 et 1900, sur 63 et 75 millions de £, John Bull revendique 27 et 31 millions, 7 et 9 à l'entrée; Jonathan réclame, pour lui, 28 et 36 millions, dont 19 et 22 importés au Canada. En 1909 et 1910, les échanges du Dominion attei-

Digitized by Google

gnent 114 et 138 millions de £. La part de l'Angleterre n'est plus que de 41 et 49, 14 et 19 millions aux importations. Celle des États-Unis est, au contraire, de 56 et 68, dont 37 et 46 pour les seuls achats du Canada. La moitié exactement du commerce du Dominion a lieu entre l'ami Pierre et son voisin Sam. Dans peu d'années, grâce au traité de réciprocité, au lieu de 50, ne sera-ce pas 60 et 70 p. 100 ? Les trucks, qui vont déverser à Minneapolis les blés du Manitoba et de l'Alberta, ne rentreront pas vides. Sur les douze voies ferrées, qui relient les deux États, la circulation deviendra plus active. Ces échanges croissants créeront une communauté d'intérêts.

Les marchandises ne seront pas seules à franchir la ligne conventionnelle, qui sépare les deux États. Les capitaux et les hommes suivront la même route. Ils ont déjà commencé.

Sans doute le *Times*[1] évalue à 17 milliards les sommes placées au Canada par l'Angleterre au cours des cinq dernières années, et à 7 milliards les capitaux américains, engagés dans le Dominion, pendant la même période. Mais, sur les 17 milliards d'or britannique, 500 millions seulement sont allés à l'industrie proprement dite. Au contraire, sur les 7 milliards d'argent américain, les emprunts d'États et de villes, les obligations de chemins de fer n'ont absorbé que 600 millions. Deux tiers des bois de la Colombie britannique sont déjà des propriétés américaines. Les mines et les forêts de l'Alberta sont également attaquées. Les abattoirs, les fabriques de machines agricoles ont constitué d'excellents placements. Des compagnies foncières yankees sont entrées en concurrence avec le Canadian Pacific Railway, achètent et morcellent la terre.

Elle trouve preneurs parmi le flux des immigrants qui franchissent la frontière. Le nombre des colons, venus des États-Unis, n'était que 17.000 en 1900. Quatre ans plus tard, il est de 45.000. En 1908, il atteint 59.000. En 1909, un nouveau bond porte les chiffres à 103.000. En 1910, grâce à

1. 29 décembre 1910, 2 et 4 janvier 1911.

Digitized by Google

un progrès de 100 p. 100, l'immigration américaine dépasse de 44.000 âmes l'immigration britannique. Cet exode, que le traité de réciprocité n'eût pas contribué à ralentir, s'explique par des raisons précises. Le colon yankee n'est point un débutant. Il a déjà défriché la terre de l'Ouest. La prairie a été sa patrie. Il sait cultiver en grand et manier les instruments américains. Le fermier yankee n'est point un pauvre hère. Le capital moyen dont dispose l'immigrant anglais n'est que de 75 francs. Son collègue des États-Unis n'a pas seulement de l'expérience : il possède aussi des économies. Son avoir n'est pas, en général, inférieur, à 5.600 francs. Il peut attendre la première récolte et acheter ses premiers instruments. Il trouve plus aisément du crédit. Il fait fortune plus vite. Les négociations commerciales font à la prairie canadienne une énorme publicité. Et les immigrants, en nombre croissant, laisseront à d'autres la terre, déjà appauvrie par une culture sans engrais et sans fumier, pour se ruer à l'assaut des concessions dans l'Alberta et le Saskatchewan.

J'entends bien que ces colons ne sont pas tous des Yankees par le sang. Dans ces statistiques figurent des Canadiens, qui reviennent à la terre natale. Les Polonais et les Scandinaves constituent, à eux seuls, la majorité de ces immigrants. Sur ces cerveaux, l'empreinte américaine ne saurait être que superficielle. Elle n'en est pas moins entretenue par les magazines et par les journaux. Pas une ferme où l'on ne trouve, sur les tables, quelques-uns de ces périodiques, dont les industriels yankees ont le secret. Les feuilles quotidiennes sont tributaires des câbles américains. Ces gens de l'Ouest ne voient les choses anglaises qu'à travers l'Amérique. Les nouvelles leur arrivent transformées par l'oncle Sam. Quand elles parviennent jusqu'à ces maisons isolées, elles n'ont plus la moindre sonorité britannique. La ville, où ils vont régler leurs affaires et prendre quelques distractions, n'est pas anglaise d'aspect. « L'accent avec lequel on parle, écrit André Siegfried, l'aspect extérieur des gens, leurs hôtels, leurs bars et leurs théâtres, tout cela laisse croire au visiteur qu'il est

Digitized by Google

chez l'oncle Sam, et non, chez John Bull. » Regina et Vancouver sont aussi loin de Toronto et de Trois-Rivières, que l'est Québec. Et le traité de réciprocité eût contribué à effacer l'empreinte, dont la civilisation continentale, par l'afflux des marchandises, des capitaux et des colons, marque encore la prairie canadienne. L'Ontario, la patrie des fermiers écossais et des industriels anglais, risquait d'être serré entre deux Canadas, l'un francisé, l'autre américanisé, qui auraient bien pu l'étouffer.

Est-ce à dire que la suzeraineté de la Couronne britannique, eût été compromise ? Le simple bon sens suffit à établir que l'annexion restait un péril lointain.

Les immigrants de nationalité américaine ne constituent point des propagandistes dangereux. S'ils étaient des patriotes ardents, ils ne quitteraient pas avec autant d'empressement un pays prospère, et ne signeraient pas avec autant d'entrain le serment de fidélité à George V. Ce flot de colons n'a aucune unité ethnique. Divers par la race et par le sang, ils se laissent facilement incorporer dans le cadre d'une organisation administrative et d'une vie politique, certainement supérieures à celles des États-Unis. Ils ont peu à critiquer et beaucoup à admirer. Leurs libertés sont respectées. Leurs habitudes ne sont point heurtées. La langue reste la même. A peine arrivés, ils sont pris dans le tourbillon d'une féconde activité. La prospérité de la prairie canadienne est la meilleure garantie du loyalisme des immigrants américains. C'est pour eux, et non pour les enfants des vieilles terres européennes, héritiers de siècles lointains, pénétrés d'une vieille culture, qu'a été écrit l'adage : « *Ubi bene, ibi patria.* »

Si d'ailleurs la fidélité des gens de l'Ouest venait à fléchir, les gens de l'Est sauraient les rappeler au devoir. La guerre acharnée, que livrent à la langue française les prêtres irlandais de l'Ontario, les efforts énergiques faits, de l'autre côté de la frontière, par les églises et les écoles américaines, pour assimiler les franco-canadiens, ont éclairé à jamais la religion des nationalistes de Québec. Ils savent ce qui resterait de leur langue et de leur civilisation, le jour où le drapeau

Digitized by Google

étoilé aurait remplacé l'étendard écarlate sur le palais du Parlement, à Ottawa. Les libertés anglaises sont nécessaires pour assurer la vitalité du peuple français de Québec. La suzeraineté britannique est pour lui une question de vie ou de mort.

*
* *

Mais elle risquait de devenir de plus en plus nominale. Le traité de réciprocité portait un dernier coup à l'impérialisme.

Québec a fait échouer le Kriegsverein. Manitoba et Alberta rêvaient de briser à jamais le Zollverein. Henri Bourassa a écrit une brochure pour approuver la convention de réciprocité : elle empêche de resserrer le lien des tarifs différentiels. A Melville, le 22 juillet 1910, les mandataires de la *Grain Growers' Association* ont protesté contre les armements maritimes : ils constituent une dépense inutile et un engagement dangereux. L'impérialisme britannique est un mot aussi vide de sens pour le paysan francisé de l'Est que pour l'industriel américanisé de l'Ouest. Ni l'un, ni l'autre n'entendent sacrifier, au rêve d'une unité irréalisable, ni une liberté, ni un homme, ni un soldat. Alliés peut-être, sujets jamais. Si les politiques d'outre-Manche veulent cultiver le loyalisme canadien, il faudra substituer, à l'idéal d'un monde anglo-saxon, cimenté à la romaine, celui de la collaboration, dans un cercle limité, sur le pied d'une stricte égalité, de nations autonomes, unies par des sentiments, par des souvenirs, par des intérêts. L'utopie de l'impérialisme fédéraliste allait-elle disparaître devant les possibilités d'une alliance impériale, restreinte et conditionnelle ?

Mais le traité de réciprocité est resté lettre morte.

III

Le 21 septembre 1911, le Canada fut appelé à élire un nouveau Parlement. La dissolution, inattendue, était cepen-

Digitized by Google

dant inévitable. Le gouvernement n'avait pas pris de précautions financières. Les caisses étaient vides depuis le 1er août. Et pour les remplir, il aurait fallu recourir à des mesures exceptionnelles. D'autre part, le Congrès américain avait voté le pacte de réciprocité. Les conservateurs protectionnistes organisaient contre le traité une obstruction systématique, dont il était difficile de triompher : le règlement ne permet point d'appliquer quelques-unes de ces clôtures, auxquelles les Cabinets anglais ont recours sans scrupules pour endiguer les flots de l'éloquence parlementaire. Moins heureux, le Ministère canadien n'a d'autre ressource que de congédier les députés récalcitrants et de consulter les comices électoraux.

Le *Daily Mail* écrit le 23 septembre 1911 :

Le résultat des élections canadiennes sera reçu avec satisfaction dans tout l'Empire. Le drapeau britannique a triomphé, avec une écrasante majorité, dans une bataille livrée sur le terrain de la réciprocité... C'est un des plus grands et des plus significatifs événements de notre temps. Il vient à propos pour ranimer le peuple anglais, dans une heure de crise intérieure et de dépression. A Montréal, une foule énorme s'assembla, chanta : *Rule Britannia*, acclama le drapeau, à mesure qu'on lui annonçait de nouvelles défaites, subies par la cause de la réciprocité douanière... Le Canada a envoyé un message d'espoir et d'encouragement au parti impérialiste, en Grande-Bretagne.

La défaite, écrasante et inattendue, subie par le Cabinet de sir Wilfrid Laurier doit-elle être interprétée comme la victoire de l'unité impériale ? Ne consacre-t-elle pas plutôt le triomphe du patriotisme canadien, de l'autonomie nationale, qu'inquiètent autant les théories de Joe Chamberlain que les visées du président Taft ?

*
* *

Il est certain qu'il s'est produit, dans la balance parlementaire un extraordinaire déplacement de forces. Le parti libéral, qui disposait dans les dernières Communes de 135 voix,

Digitized by Google

ne compte plus, sur les bancs de la Chambre nouvelle, que 86 représentants. Les conservateurs passent de 89 à 120. Et affirme le *Daily Mail*, l'unique défenseur du nationalisme franco-canadien devant le défunt Parlement se voit aujourd'hui placé, par les suffrages des électeurs, à la tête d'un groupe de 15 voix.

Si, pour expliquer cette rupture d'équilibre dans la balance électorale, on étudie sur la carte du Dominion la répartition des sièges enlevés aux libéraux, partisans du traité de réciprocité avec les États-Unis, par les conservateurs, défenseurs des tarifs protectionnistes, on fait plusieurs constatations intéressantes. Les espérances, que fondait sir Wilfrid Laurier sur la gratitude des provinces de l'Ouest, des cités du blé désireuses de s'assurer la clientèle américaine, ne se sont point réalisées. Les gains ministériels dans l'Alberta et le Saskatchewan ont été infimes, absolument insuffisants, pour compenser les échecs multiples, infligés aux troupes de sir Wilfrid Laurier par le centre industriel, par la province la plus anglaise du Canada, l'Ontario.

Sur les 35 sièges que détenaient les libéraux, ils en perdent 24. L'avance formidable acquise par les conservateurs, qui enlèvent ainsi 75 des 86 circonscriptions de l'Ontario, est encore accrue par la déroute des soldats de Sir Wilfrid Laurier, dans la province de Québec. La Nouvelle-France constituait la citadelle du parti libéral. En 1908, elle avait élu 12 conservateurs, 1 nationaliste et 52 libéraux. Ces derniers doivent, en 1911, céder 16 de leurs sièges à des concurrents, conservateurs ou nationalistes.

A Québec, la majorité libérale a été battue en brèche. Dans l'Ontario, la minorité ministérielle a été réduite en poussière.

Ces deux provinces, différentes par leurs intérêts, distinctes par leur langue, ont émis un vote semblable. Les nationalistes de l'Est ont donné la main aux impérialistes du Centre. Les uns et les autres ont voulu maintenir intacte l'autonomie canadienne, qu'ils croyaient menacée.

Digitized by Google

*
* *

Malgré l'octroi de tarifs différentiels, la prépondérance des importations américaines ne cesse de s'accroître. Le statisticien anglais, J. Holt Schooling, a calculé qu'en vingt-huit ans la part du commerce yankee, dans les achats du Dominion, est passée de 44 à 60 p. 100. Et voici que sir Wilfrid Laurier, pour favoriser l'écoulement, vers les États-Unis, des blés de l'Ouest, du bétail de l'Ontario, des fruits de la Nouvelle-France, propose d'ouvrir les portes du Canada au trust des machines agricoles, aux fabricants yankees de denrées alimentaires, aux usines américaines d'automobiles et de montres !

Les journaux libéraux avaient beau s'adresser aux producteurs de fraises, aux marchands de foin de la Nouvelle-France, aux éleveurs de l'Ontario, aux cultivateurs de blé de l'Alberta, appelés à conquérir le marché américain, ils étaient bien obligés d'ajouter, — (je cite textuellement l'affiche empruntée au *Canada*) — :

LES AGRICULTEURS BÉNÉFICIERONT DE LA RÉCIPROCITÉ SUR CE QU'ILS ACHÈTENT.

Les droits seront réduits sur les articles suivants : charrettes et tombereaux, réduction de 25 à 22 1/2 p. 100.
Charrues, réduction de 20 à 15 p. 100.
Herses à dents ou à disques, réduction de 20 à 15 p. 100.
Lieuses, réduction de 17 1/2 à 15 p. 100.
Houes, semoirs, de 20 à 15 p. 100.
Faucheuses, de 17 1/2 à 15 p. 100.
Machines à battre, réduction de 20 à 15 p. 100, etc., etc.

L'affiche se termine par un appel aux consommateurs, qui se procureront à meilleur compte les céréales préparées, les biscuits, les jambons, les montres, etc., etc. Mais le *Canada* ne souffle mot, — et pour cause, — des industriels. La métallurgie naissante est sacrifiée au trust américain des instru-

Digitized by Google

ments agricoles. Les minotiers du Dominion ne pourront résister à la concurrence de leurs collègues yankees, formidablement outillés. Les fabriques canadiennes de produits alimentaires seront condamnées à fermer bientôt leurs portes. Les villes, qui vivent du trafic de l'Est à l'Ouest, seront atteintes mortellement. Au courant transcontinental, garantie de l'unité nationale, créé à grands renforts de millions, sera substituée une route nouvelle du Nord au Sud. La vie du Dominion va être bouleversée. Des intérêts multiples seront lésés.

Leur résistance, surtout dans l'Ontario, a été prodigieuse. Dans les usines, des affiches annonçaient aux ouvriers qu'ils allaient être privés de leur gagne-pain. Les industriels, qui savent que sir Wilfrid Laurier songe à se faire pardonner par John Bull le traité de réciprocité, en revisant les tarifs différentiels, versent des flots d'or dans les caisses du parti conservateur. Les propriétaires de terrains, de mágasins, d'entrepôts, dans les villes, placées en bordure du Canadian Pacific, réfléchissent à la baisse de leurs dividendes. Les autonomistes et les impérialistes sont d'accord pour redouter, avec une égale ferveur, l'assimilation que risque de provoquer l'afflux des émigrants, des marchandises et des capitaux yankees. Les mêmes hommes, qui se colletaient, dans les rues de Winnipeg et de Montréal, au temps de la guerre anglo-boer, acclament la dépêche jingo de R. Kipling et chantent *Rule Britannia* d'une voix unanime. La peur des États-Unis est la meilleure garantie, pour John Bull, du loyalisme canadien.

Le bloc de tous ces intérêts, liés à la cause protectionniste, menacés par la réforme douanière, a pesé d'un poids formidable dans la balance électorale. Les espérances des colons de l'Ouest, — un simple fétu de paille, — n'ont pu résister dans l'autre plateau, à cette poussée. L'équilibre s'est rompu avec fracas.

*
* *

Les nationalistes franco-canadiens ont contribué à cette

Digitized by Google

rupture éclatante et imprévue. Laissant de côté la politique fiscale du Cabinet, ils ont concentré toutes leurs forces contre sa politique impériale.

Lorsque le premier Ministre s'embarqua pour Londres, H. Bourassa adressa, le 12 mai 1911, dans le *Devoir*, à sir Wilfrid Laurier, un solennel avertissement.

Que fera-t-il ? Que proposera-t-il ? Quelle attitude prendra-t-il sur les propositions soumises par les autres délégués de l'Empire ? Va-t-il ouvrir ou fermer les portes des conseils de l'Empire ? Se plonger dans le « gouffre du militarisme » ou s'en éloigner avec horreur ?... Emboîtera-t-il le pas à son principal ministre, M. Fielding ? en offrant à l'Angleterre la flotte et le sang du peuple canadien pour toutes les guerres « justes ou injustes » ? Ce serait le moment, pour les journaux à gros tapage, à grand tirage et à faux plumage, d'ouvrir un concours de devinettes. Toutes les réponses auraient chance de gagner un prix.

Quelle est la politique de M. Laurier en matière d'impérialisme ? « Comme en toutes choses, il n'en a qu'une : c'est de n'en avoir aucune, ou plutôt d'être prêt à les avoir toutes, suivant les courants et les besoins du moment. »

En 1897, il ne rêvait que guerre et carnage. Il appelait de ses vœux « les feux des collines » et le « clairon des batailles », afin de donner aux enfants des colonies l'occasion de verser leur sang pour l'Empire. En 1902, il nous mettait en garde contre le gouffre du « militarisme », et refusait de conduire son pays au « crime » et au « suicide » des armements impériaux. En 1907, il rejetait, en termes déjà plus mesurés, les projets de l'état-major impérial et de l'Amirauté. En 1909, par un arrêté ministériel adopté en sourdine, il acceptait exactement les mêmes projets, dans l'ensemble et dans les détails, et il envoyait ses deux hommes de guerre, Borden, Brodeur, nous engager, résolument et sans notre consentement, dans la voie du « crime » et du « suicide ».

Ni les actes passés, ni les paroles récentes du premier Ministre, déclare M. Bourassa, ne peuvent éclairer personne sur ses intentions.

Digitized by Google

S'il est vrai que M. Laurier ne va à Londres, que pour pontifier et parader dans les banquets et les fêtes publiques, s'il n'a nullement l'intention d'entrer plus avant dans la centralisation militaire de l'Empire, pourquoi emmène-t-il avec lui M. Brodeur, ministre de la Marine, et M. Borden, ministre de la Milice, au lieu de M. Fielding, ministre des Finances, et Paterson, ministre des Douanes, ses compagnons de 1902 ?

M. Bourassa se refuse à croire que, si sir Wilfrid « prend avec lui son grand connétable et son grand amiral », c'est « pour résister victorieusement aux assauts de l'impérialisme militaire ». Les conquêtes de M. Borden n'ont été notoires que dans « le Civil ». Quant à M. Brodeur, « il veille aux destinées des bouées du Saint-Laurent ». Ce marin et ce soldat seront bien incapables de tenir tête aux spécialistes d'outre-Manche.

M. Laurier a pris ses ministres de la Marine et de la Milice, afin de leur faire faire la besogne qu'il ne peut pas et qu'il ne veut pas accomplir lui-même... Tandis que le grand comédien opérera sur la scène, exposant, aux regards du public de l'Empire, les ressources prestigieuses de son art et la diversité de ses costumes et de ses grimages, ses deux comparses feront, dans la coulisse, les opérations et les *bedides avvaires*, auxquelles il ne se soucie pas d'associer son nom. A tous ceux, qui ont à cœur le maintien et le progrès de l'autonomie du Canada et le sentiment des vraies traditions britanniques, de suivre d'un œil vigilant les évolutions et les mouvements de notre opportuniste national.

Le 27 juin 1911, le *Canada*, l'organe libéral de Montréal, qu'avait piqué au vif l'article de Henri Bourassa intitulé : « Sur quelle corde dansera t-il ? », reprochait aux nationalistes d'avoir passé sous silence les interventions de sir Wilfrid au cours des débats de la Conférence impériale.

On vient d'assister à des conquêtes splendides de sir Wilfrid Laurier, élargissant sans cesse notre autonomie et la défendant contre les entreprises impérialistes. Ses adversaires n'en ont pas soufflé mot. Sir Wilfrid Laurier a fait rejeter la proposition de sir Joseph Ward, qui eût constitué la Fédération impériale. Le

Digitized by Google

Devoir n'en a pas dit un mot. Sir Wilfrid Laurier a fait rejeter une proposition du gouvernement impérial, tendant à créer un Comité permanent, intervenant dans les relations entre le Dominion et le gouvernement impérial. Pas un mot dans le *Devoir*. Sir Wilfrid Laurier a obtenu du gouvernement impérial la promesse de dégager le Canada des traités de commerce, qui l'ont lié sans son consentement. Pas un mot dans le *Devoir*.

Il est certain qu'aucun de ceux, qui ont lu le Blue-Book 5745, n'affirmera que sir Wilfrid Laurier a, dans cette assemblée, défendu avec chaleur la cause de l'unité impériale. Je le revois encore, assis dans le landau qui précédait les délégations des troupes coloniales, lors du *Royal Progress*, au lendemain du Couronnement. Les acclamations ne parvenaient point à dérider sir Wilfrid et cette pompe impériale, dont il n'était qu'un des figurants, paraissait l'excéder, autant qu'elle réjouissait l'Honorable A. Fisher, le premier Ministre socialiste de la République australienne, qui portait avec élégance le velours, les dentelles et les brillants du costume de cour.

Si la conférence de 1911 constitue un échec pour les théoriciens du fédéralisme, elle n'en est pas moins un succès pour les champions de l'unité anglo-saxonne. Les discussions sur la Cour impériale d'appel, sur l'unification des lois de naturalisation, sur les encouragements à donner à la marine et à l'émigration britanniques contribueront à resserrer les liens impériaux. Et, d'autre part, un pas réel a été fait, dans la voie de la coopération diplomatique et militaire. Au cours d'entretiens confidentiels, sir Edward Grey a mis au courant des secrets du *Foreign Office* ses collègues d'outre-mer. Il les a consultés sur la convention de Londres. Il leur a soumis le nouveau traité d'alliance anglo-japonaise. Des documents (C. D. 5746, 2) communiqués aux membres de la conférence, il résulte que le Kriegsverein tend à devenir une réalité. Le chef d'Etat-major est devenu le chef de l'Etat-major impérial. Des sections permanentes ont été créées, chargées d'assurer

Digitized by Google

la préparation de la guerre, au Canada et en Australie. Six nouveaux officiers brevetés seront mis à la disposition du Dominion. Les écoles militaires auront le même programme. Les rangs de l'armée anglaise seront ouverts, plus largement, aux gradés d'origine coloniale.

La coopération des forces navales, malgré le solennel avertissement donné à sir Wilfrid Laurier par les nationalistes canadiens, a été assurée d'une manière plus étroite. Certes, en cas de guerre, les escadres coloniales ne pourront devenir partie intégrante de la flotte britannique et rester sous le contrôle de l'Amirauté, que si « les navires ont été mis à la disposition du gouvernement impérial, par les autorités du Dominion ». Mais c'est là la seule réserve prévue. Les bateaux canadiens hisseront à la poupe le drapeau de Saint-Georges, et au beaupré seulement, le drapeau de la colonie. « La formation et la discipline des forces navales du Dominion seront généralement conformes à la formation et à la discipline de la flotte du Royaume-Uni ; et les officiers et hommes des dites forces pourront être permutés, avec ceux soumis au contrôle de l'Amirauté britannique. » Quand des unités anglaises et coloniales se rencontreront, l'officier le plus ancien prendra le commandement. En dehors de la zone spécialement réservée au Canada, ses navires seront soumis aux mêmes règlements et aux mêmes ordres, que ceux qui dépendent directement de Londres. Il était impossible d'unifier plus complètement les diverses escadres de l'Empire.

M. H. Bourassa s'exprime comme il suit, dans la préface qu'il a mise en tête de la brochure, où sont réunis ses articles sur la conférence inter-coloniale.

Il y a bientôt dix ans, je donnais du mouvement impérialiste la définition suivante : « Le véritable impérialisme anglais, c'est la contribution des colonies aux guerres de l'Angleterre, en hommes et en deniers, en hommes surtout. » Il ne me semble pas que je me sois beaucoup trompé... Cette politique s'est exprimée, d'une façon brutale et grotesque, dans le traité relatif à l'emploi des vaisseaux canadiens. Le premier article

Digitized by Google

proclame solennellement que « le service naval et les forces du Canada et de l'Australie seront exclusivement sous la direction de leurs gouvernements respectifs ». Mais les seize autres articles tendent tous à écourter cette autorité « exclusive » des gouvernements coloniaux, à tel point que, si une guerre éclatait, au moment où les vaisseaux canadiens seraient à faire du charbon ou des provisions dans un port étranger, ils se trouveraient en état de guerre et sous l'autorité « exclusive » de l'Amirauté impériale, « pendant toute la durée de la guerre », sans qu'il soit même besoin d'un décret du Cabinet d'Ottawa, pour les mettre à la disposition de l'Angleterre.

Si M. Bourassa engage les lecteurs du *Devoir* à approuver le programme du leader conservateur, M. Borden, c'est, écrit-il le 24 juin, « à cause de sa réserve discrète sur le problème de la défense impériale et l'impérialisme en général. »

A Winnipeg, M. Borden a souligné en passant l'attitude du premier Ministre à Londres, acceptant les bienfaits de l'Empire en temps de paix, mais refusant d'en supporter le fardeau en temps de guerre. Il n'a pas insisté. Lui a-t-on fait relire le passage du discours de son prédécesseur, sir Charles Tupper, où le vieux chef conservateur prouvait à l'évidence, que la théorie de la contribution des colonies à la flotte et à l'armée impériale est une doctrine fausse, dangereuse et contraire aux véritables intérêts impériaux ? Je l'ignore. Mais sur ce point encore, que nous sommes loin des tirades patriotiques de 1909-1910 ! Pas un traître mot du péril allemand, de l'urgence d'aider à la mère patrie, du cadeau des *Dreadnought* ou des 20 millions... Nos idées font leur chemin...

Les conservateurs ne sont pas plus dangereux, pour les intérêts des nationalistes, que les libéraux qui viennent de réaliser le *Kriegsverein*.

Un changement de personnel est nécessaire. Dans les circonscriptions, où des candidatures nationalistes n'ont pas chance de réussir, votons pour les adversaires de sir Wilfrid Laurier, « le grand opportuniste national ». Les arguments de H. Bourassa ont porté.

Sir Wilfrid Laurier perd 16 sièges, dans cette province de

Digitized by Google

Québec, qui restait, jusqu'ici, le pivot de sa majorité. La citadelle du parti libéral passe à l'ennemi.

*
* *

Les conséquences de cette défaite seront profondes et lointaines. Elles ne seront point limitées au seul Canada. L'échec de la réciprocité entraîne une hausse rapide des denrées alimentaires, dans la république américaine, qui comptait déjà sur les richesses agricoles de l'Alberta et du Saskatchewan. Le blé augmente de 6 à 8 cents par boisseau ; la farine de 20 cents. La bière coûte sensiblement plus cher. Ce renchérissement de la vie exercera une répercussion certaine, sur la vie intérieure et la politique douanière des États-Unis. Les protestations contre les rigueurs du tarif vont grandir. Le prestige du président Taft est atteint. Une réaction libre échangiste est certaine.

En revanche, les conservateurs anglais exultent. Les terres à blé du Canada restent à la disposition de John Bull. Les tarifs différentiels redeviennent possibles. Le protectionnisme impérialiste renaît. Les tories retrouvent un programme. Ils le doivent à l'échec de sir Wilfrid Laurier et à la collaboration des radicaux. Ces adversaires de l'impérialisme [1] ont modifié le titre, accru le rôle, établi la périodicité des conférences inter-coloniales. Un organisme permanent survit à leurs délibérations passagères. Un lien politique a été noué. Le *Kriegsverein* est une réalité. Les disciples de R. Cobden et de Gladstone ont ouvert aux ministres coloniaux les secrets du Foreign Office et les portes du Comité de Défense, créé un état-major impérial et une inspection permanente, établi l'uniformité des armes et des approvisionnements, signé le pacte naval. Le péril allemand a dessillé leurs yeux.

1. Consulter sur les origines et l'évolution de l'impérialisme, *Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine*, t. I, ch. VIII.

Digitized by Google

CHAPITRE IX

LA MENACE ALLEMANDE

Ce qu'a coûté à l'Angleterre sa neutralité partiale en 1870 : le péril allemand.

§. I. Le péril industriel.

1. L'organisme économique. Les matières premières; les forces motrices; les capitaux disponibles; le capital humain en Angleterre et en Allemagne (1906).
2. Les exportations d'objets ouvrés. Progrès comparés.
3. Les clientèles. Progrès comparés.

§ 2. Le péril maritime.

1. Les origines de la marine allemande. 1848. 1870.
2. Le développement industriel et le développement maritime. Les chantiers de construction. L'accroissement de la flotte marchande. Quelques chiffres.
3. L'effort récent. Le rôle du général de Caprivi. L'œuvre de Guillaume II. Les lois de 1898, 1900 et 1907. La propagande. La *Ligue navale*, allemande et anglaise.
4. Quelle était, en mai 1908, la supériorité exacte de la flotte anglaise? Cuirassés. Contre-torpilleurs. Les effets du temps et de la nature. La concentration allemande et la dispersion anglaise. Les efforts récents de l'Amirauté. Difficultés et obstacles.
5. Les constructions neuves, en Allemagne et en Angleterre, en mai 1908.
6. Comment on peut essayer de mesurer l'effort, qu'aura à fournir l'Angleterre : 1° pour n'être pas dépassée par l'Allemagne, 2° pour avoir une supériorité du double. Contre-torpilleurs. Croiseurs. Cuirassés. Chiffres totaux.

La neutralité partiale, qu'ont imposée, en 1870, à la Grande-Bretagne les scrupules de ses libéraux, les sympathies de sa Souveraine et les rancunes de ses soldats, est un des exemples qui démontrent, que le manque de prévision constitue le vrai défaut de la politique anglaise, discrète et isolée, réaliste et

Digitized by Google

tenace. Un Français, exilé de l'autre côté du détroit, Louis Blanc, a été seul à deviner que la formation, au centre de l'Europe, d'un empire militaire, constituerait pour l'hégémonie britannique, un péril politique plus grave que les victoires éphémères de Napoléon Ier. Personne n'a vu plus loin. Aucune voix n'a signalé l'impulsion formidable, qu'allaient donner à la vie économique du peuple allemand l'unité politique et les conquêtes sur la France. L'organisme nouveau, dont le Prince Consort s'était plu à dessiner les rouages, permit à la nation germaine de supprimer les douanes intérieures, de développer les voies ferrées, d'élever des barrières protectionnistes. L'annexion de l'Alsace-Lorraine, contre laquelle Gladstone fut seul à protester, assura à l'industrie naissante le précieux appoint des minerais phosphoreux de Metz et des tissus réputés de Mulhouse. Le versement de cinq milliards, la dîme prélevée, avec une approbation unanime, sur le bas de laine français fournit les capitaux nécessaires pour exploiter les inventions, précieusement accumulées, depuis un demi-siècle, par la science d'outre-Rhin.

Le péril [1], qui menace directement le Royaume-Uni dans son existence matérielle, est né de la défaite française.

I

Après trente ans d'efforts et de paix, l'Empire allemand, utilisant les fruits de ses conquêtes et les avantages de l'unité, les richesses de son sol et les vertus de son peuple, est parvenu à constituer un outillage économique plus neuf et aussi complet que celui de la Grande-Bretagne.

*
* *

En 1878, l'Angleterre extrayait de ses mines 132 millions

1. Nous avons étudié les origines de la rivalité économique anglo-allemande dans les deux premiers volumes de notre *Essai de Psychologie de l'Angleterre contemporaine*, t. I, ch. IX ; t. II, chap. I, II, III et VII.

Digitized by Google

de tonnes de charbon, tandis que l'Allemagne ne disposait, pour alimenter ses usines, que de 39 millions de tonnes. Par bonds énormes, elle porte sa production à 60 millions en 1887, 91 en 1897 et 143 en 1907. Mais elle ne parvient pas à s'affranchir des envois anglais, ni à suffire à la consommation nationale. Le Royaume-Uni, avec ses 267 millions de tonnes en 1907, conserve toute son avance. Il est certain que cette richesse s'épuisera progressivement. Des ingénieurs ont pu calculer la date, où commencera à reculer la seule industrie anglaise dont les progrès soient constants. Cette heure a déjà sonné pour les mines de fer. En 1878, l'Angleterre fournissait à ses hauts fourneaux 15 millions de tonnes, extraites de son sol; et l'Allemagne atteignait avec peine 5 millions. Mais, tandis qu'elle porte son stock progressivement à 9 millions en 1887, 15 en 1897 et 27 en 1907, la Grande-Bretagne ne parvient plus à dépasser le niveau atteint en 1878. Ses ressources en matières premières s'appauvrissent. Pour alimenter ses usines comme pour nourrir ses habitants, elle est obligée de se ravitailler par delà les mers.

Après avoir dressé, côte à côte, les stocks de matières premières, il faudrait, par des courbes parallèles, déterminer la quantité de force motrice, le nombre de chevaux-vapeur dont disposent les deux industries. L'insuffisance des statistiques anglaises rend impossible cette comparaison. Du moins, le relevé des voies ferrées permet d'apprécier l'avance, qu'avait le Royaume-Uni et la supériorité qu'il a perdue.

	LONGUEUR DES CHEMINS DE FER (MILLES ANGLAIS)					
	1840	1850	1860	1870	1887	1903
Angleterre.	838	6.620	10.430	15.540	19.810	22.152
Allemagne.	340	3.640	6.980	11.730	24.270	32.477

Si l'on pouvait dresser le même bilan pour les forces motrices, il apporterait les mêmes confirmations. Dans la Prusse seule, le nombre des chevaux-vapeur, mis à la disposition des manufactures, est passé de 984.000 en 1879, à 4 millions en 1900 et 6 millions en 1907.

Digitized by Google

J'entends bien que le minerai brut et la force motrice ne suffisent pas, pour constituer l'organisme industriel d'une nation moderne. L'or est aussi nécessaire que la vapeur ou le fer. L'Allemagne le sait. Le statisticien Mulhall évalue comme il suit le *banking Power*, le crédit des deux empires d'outre-Manche et d'outre-Rhin :

	(Millions de livres sterling.)		
	1840	1870	1890
	—	—	—
Angleterre	132	720	910
Allemagne	12	49	231
Différence	120	671	679

De 1892 à 1905, les revenus saisis par le fisc augmentent en Angleterre de 15 et en Prusse de 75 p. 100. Les caisses d'épargne allemandes voient leurs dépôts s'accroître de 170 millions de £, et atteindre 650 millions. Les caisses d'épargne anglaises progressent seulement de 17, et restent au-dessous de 210 millions de £.

	REVENUS SOUMIS A L'IMPÔT (Millions de £)		
ANNÉES	Angleterre.	Prusse seule.	Allemagne.
1892	537	298	»
1905	619	501	750

Tous les bruits qui courent, sur la faiblesse financière de l'Empire d'outre-Rhin, ne seront bientôt que des légendes. Dès aujourd'hui, le capitaliste britannique n'est plus seul à se porter, au dehors, adjudicataire de tramways et de docks, acheteur de mines et d'usines ; de même que l'oisif d'outre-mer, anglais et américain, n'est plus seul à arpenter les boulevards, à parcourir l'Italie et à habiter la Côte d'Azur.

Cette richesse n'est pas constituée par une économie sur les naissances. Pour faire marcher cet organisme industriel, l'Allemagne ne manque ni de cerveaux, ni de bras. Qu'il s'agisse d'hommes ou de minerais, son stock dépasse celui de l'Angleterre. De 1870 à 1905, tandis que la population de l'Empire d'outre-Manche passe de 31 à 43 millions, s'accroît

Digitized by Google

de 32 p. 100, celle de son rival grandit de 40 à 60 millions, augmente de 50 p. 100. En 1906, le nombre des naissances est, en Allemagne, de 33,1 pour 1.000 habitants, et, en Angleterre de 26,9. Ici, l'augmentation annuelle de la population est de 900.000 âmes, là, elle n'est que de 400.000. Encore, ce chiffre est-il réduit, par une émigration de 139.000 citoyens anglais en 1905, 194.000 en 1906 ; tandis que de l'autre côté du Rhin, on n'enregistre le départ que de 28.000 et 31.000 Allemands.

L'organisme industriel de l'Empire prend un tel essor, qu'il peut absorber, chaque année, une main-d'œuvre croissante. Il n'est pas réduit à expédier, vers des terres plus heureuses, comme le fait l'Angleterre, le trop-plein de sa population.

*
* *

Cette usine géante fabrique et exporte. Prenons seulement les objets ouvrés, ceux dont la production consomme la plus grande quantité de capital et de travail. Jetez les yeux sur le tableau suivant :

	EXPORTATION DE PRODUITS OUVRÉS[1] (Millions de £)		
	Angleterre.	Allemagne.	Avance de l'Angleterre.
	—	—	—
1883-87	196	96	100
1888-92	211	102	109
1893-97	194	105	89
1898-1902	215	138	77
1903-07	276	194	82
1908	291	213	78

Il est possible de résumer ce tableau dans une formule saisissante. Prenons les deux périodes 1883-87 et 1903-07. *Les ventes anglaises de produits ouvrés ont, en moyenne, aug-*

1. Nous tenons à remercier les éditeurs King and Son, qui ont bien voulu nous communiquer les remarquables documents publiés par la *Tariff Commission*. La majeure partie des chiffres que nous citons sont empruntés : 1° au *Memorandum* n° 40 ; 2° au volume I du *Report of the Tariff Commission*.

Digitized by Google

menté de 80 *millions de* £, *de* 41 *p.* 100 ; *les expéditions allemandes, de* 98 *millions, de* 102 *p.* 100. Si l'on veut confirmer cette étude des exportations, par l'analyse des importations d'objets fabriqués, on peut dresser le tableau ci-dessous :

	MILLIONS DE £. OBJETS OUVRÉS					
	Angleterre.			Allemagne.		
ANNÉES	Exportations.	Importations.	Plus-value des exportations.	Exportations.	Importations.	Plus-value des exportations.
1883-87 . .	196	64	133	96	43	53
1888-92 . .	211	75	136	102	45	56
1893-97 . .	194	86	108	105	45	60
1898-1902 .	215	109	106	138	54	84
1903-07 . .	276	124	152	194	72	122
1908 . . .	291	121	170	213	78	136

Ici encore, comparons les chiffres des deux périodes 1883-87, 1903-07. Tandis que l'Angleterre augmente, en moyenne, *ses achats de produits manufacturés de* 60 *millions de* £, *de* 94 *p.* 100, *l'Allemagne n'accroît les siens, que de* 29 *millions de* £, 68 *p.* 100. La plus-value des exportations sur les importations ne grandit, outre-Manche, que de 20 millions de £, de 15 p. 100. *La balance est moins défavorable pour l'Empire d'outre-Rhin. Les commandes d'objets ouvrés réalisent, par rapport aux achats, une plus-value qui augmente, bon an, mal an, de* 69 *millions de* £, *de* 130 *p.* 100.

L'industrie anglaise tend à n'être qu'un atelier de montage et une agence de réexportation. L'industrie allemande, qui sait qu'à notre époque le rôle et les bénéfices des intermédiaires ne sont point appelés à grandir, tient à rester un centre de production. Mais elle n'oublie pas pour cela de songer aux débouchés. Le commis voyageur d'outre-Rhin, polyglotte accompli, causeur insinuant, prêteur confiant, porte au commerce anglais des coups plus redoutables encore que son collègue l'ingénieur diplômé, frais émoulu du laboratoire universitaire, fier de son outillage moderne.

Digitized by Google

*
* *

Prenons les feuilles d'expéditions. Classons-les d'après la nationalité des acheteurs.

Il faut d'abord mettre à part les terres sur lesquelles flotte l'étendard britannique. Dans les colonies d'exploitation, tropicales et orientales, l'Angleterre est maîtresse des tarifs. Les possessions émancipées, le Canada depuis 1897, la Nouvelle-Zélande dès 1903, l'Afrique du Sud depuis 1904, l'Australie à partir de 1907, accordent aux importations de la mère patrie des droits de faveur. Aussi le commerce anglais conserve-t-il, sur ces marchés nationaux et privilégiés, une situation prépondérante. Les achats d'objets ouvrés, faits par les colonies, sont passés de 62 (1895) à 121 millions de £ (1907) ; soit un progrès de 59 millions, de 95 p. 100. L'Allemagne a beau accroître ses importations de 135 p. 100, elle n'atteint en 1907 que 10 millions de £. Le drapeau constitue pour les industriels d'outre-Manche, sur le marché impérial, une garantie contre laquelle ne sauraient prévaloir toute la science du fabricant, toute l'ingéniosité du commis voyageur d'outre-Rhin.

Un second groupe de marchés est formé par l'Amérique méridionale et l'Extrême-Orient, par ces pays, dont l'entrée n'est point encore à moitié fermée par des tarifs prohibitifs ou différentiels. Le commerce anglais maintient ses positions. Entre 1895 et 1907, les ventes britanniques d'objets ouvrés augmentent de 52 millions de £, de 100 p. 100. La hausse des importations allemandes est moins élevée : 34 millions de £. Cette plus-value n'en représente pas moins un progrès de 140 p. 100.

Auprès des clientèles sud-américaines, asiatiques et coloniales, le concurrent le plus dangereux n'est pas l'Allemagne, mais les États-Unis. Ils accroissent leurs importations de plus de 300 p. 100.

C'est en Europe, sur ces marchés qui, jadis, de 1854 à

Digitized by Google

1874, par leurs commandes croissantes, ont donné à l'Angleterre ses plus gros bénéfices, que l'industrie d'outre-Rhin porte à sa rivale les coups les plus décisifs.

Prenons, d'abord, les principales nations européennes, celles qui ont hérissé leurs frontières, déjà formidablement armées, de guichets protectionnistes [1]. Les ventes anglaises d'objets ouvrés ont grandi de 37 (1895) à 54 (1907) millions de £, gagné 17 millions. Les exportations allemandes sont passées de 43 à 96 millions, ont progressé de 53 millions de £.

La comparaison est plus pénible encore pour l'industrie britannique, si l'on ne prend que les États, avec lesquels les politiques d'outre-Rhin, continuant l'œuvre amorcée par le chancelier de Caprivi, ont conclu des arrangements commerciaux [2]. Les commandes de tout ordre, faites outre-Rhin, ont, depuis dix-sept ans, augmenté de 49 millions de £, de 109 p. 100, atteint 118 millions de £, tandis que les expéditions britanniques de tout genre gagnaient, avec peine, 12 millions de £, 52 p. 100, et restaient au-dessous de 46 millions de £.

Résumons ces dernières statistiques. Le Royaume-Uni écoulait en 1895, sur les marchés protectionnistes des grandes nations, y compris l'Allemagne et les États-Unis, pour 78 millions de £ d'objets ouvrés, *dépassant de 20 millions les ventes faites par l'industrie d'outre-Rhin. En 1907, c'est celle-ci qui dépasse le Royaume-Uni de 5 millions* (122 *contre* 127), *grâce à un progrès de* 112 p. 100.

*
* *

Pour donner à ces chiffres un peu de vie, il faut, derrière ces signes noirs, entrevoir, dans une rapide vision, les che-

1. La France, l'Autriche-Hongrie, la Suisse, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Russie, la Hollande et la Belgique.

2. Autriche-Hongrie, Suisse, Russie, Belgique, Italie, Roumanie, Serbie et Grèce.

Digitized by Google

minées en briques des hauts fourneaux, les carapaces de verre des tissages. Nous y pénétrerons[1], — si le lecteur veut bien nous suivre, — pour assister, de plus près, à cette bataille industrielle, qui exige autant d'efforts et provoque autant de souffrances que les combats d'autrefois, sans pour cela rendre leur retour impossible à jamais, surtout quand elle se double d'une rivalité navale.

II

Les rêves maritimes de la Prusse et des Hohenzollern ne datent point d'hier. Bien avant le jour où Guillaume II s'est réservé le titre et tracé la tâche d'amiral de l'Atlantique, les ancêtres de sa race et les fondateurs de sa maison avaient, par deux fois, tenté de réaliser les ambitions navales, que semblaient devoir interdire à jamais le tempérament de leur peuple agricole et la configuration de leurs côtes sablonneuses.

*
* *

Dès la fin du XVIIe siècle, le grand électeur Frédéric-Guillaume fut le Pierre le Grand d'outre-Rhin.

Il va en Hollande. Il travaille dans les chantiers. Il monte à bord. Et quand il a terminé son apprentissage, il veut avoir des vaisseaux, sur lesquels puisse flotter son jeune étendard. A un armateur de Hambourg, Raul, Frédéric-Guillaume achète une escadre toute équipée, avec matelots, canons et approvisionnements. A la Hollande, il emprunte un amiral : Tromp. A la ville d'Emden, il loue un port. Et la première flotte prussienne se montre digne de son fondateur. Ses prouesses inquiètent les puissances maritimes; et lorsqu'une trentaine d'années après la mort du Grand Électeur, l'organisme, improvisé de toutes pièces, se disloque, les équipages fondent, les navires pourrissent, l'Angleterre, la France et la Hollande

1. Voir chap. XI, p. 389.

Digitized by Google

apprennent, avec satisfaction, la disparition d'une rivale éventuelle.

Pendant un siècle, les ambitions maritimes sont oubliées. Elles se réveillent, lorsqu'au cours de la guerre de 1848 la flotte danoise peut impunément bloquer tous les ports allemands, de la mer du Nord et de la Baltique. L'opinion s'irrite et s'indigne. Dans des réunions publiques le peuple réclame une flotte et des marins. Les femmes de Prusse, devançant d'un demi-siècle le geste des dames du Flotten Verein, souscrivent la somme nécessaire pour l'achat d'un vaisseau. L'assemblée des États confédérés, réunie à Francfort, amorçant le programme naval d'aujourd'hui, vote un crédit de 6 millions de thalers. Le prince Adalbert de Prusse, formé, comme devait l'être son descendant et continuateur Guillaume II, à l'école de la marine anglaise, prend la tête du mouvement et est chargé de l'organisation. On achète, on loue des steamers, des voiliers, et jusqu'à des galères. On recrute des matelots dans tous les pays étrangers, et même en Amérique. Et la flotte allemande navigue. Elle ne navigue point longtemps. Quatre ans s'étaient à peine écoulés, que l'Angleterre, prenant pour prétexte un acte hostile, commis dans les eaux d'Héligoland, fait savoir qu'elle ignore, sur mer, le pavillon allemand, et traitera comme pirates tous les vaisseaux qui l'arboreront. L'escadre d'outre-Rhin avait vécu. Ses meilleurs bateaux sont rachetés par une Compagnie britannique ; et les autres, au mois de mars 1853, à Hambourg, sont vendus aux enchères, par les soins d'un adjudicataire du nom de Fischer.

Le geste énergique avait réussi. Il sera impossible à l'Angleterre de le renouveler.

*
* *

Comment, d'ailleurs, aurait-elle pu prévoir, il y a trente ans, qu'elle y songerait un jour. En 1870, les vaisseaux, battant pavillon allemand, ne représentaient que 35 p. 100 du tonnage des navires, entrés et déchargés dans les ports d'outre-

Digitized by Google

Rhin. La flotte marchande du nouvel Empire n'atteignait que le chiffre de 982.000 tonnes, tandis que les armateurs anglais disposaient de plus de 7 millions de tonnes. La marine de guerre, considérée comme un appoint des forces de terre, commandée par des généraux, liée par une tactique purement défensive, était restée, au cours de la guerre avec la France, soigneusement blottie dans les ports, abritée derrière des chapelets de mines. Aux yeux de l'opinion britannique, l'Allemagne, enfoncée dans l'intérieur des terres, desservie par ses côtes inhospitalières, devait rester une nation de lourds fantassins et de paysans casaniers.

La révolution industrielle, qui est venue bouleverser la vie matérielle et morale du peuple allemand, transforme toutes les conditions du problème. L'acier remplace le bois, et la vapeur, la voile. Le gabier et le timonier cèdent le pas au mécanicien et à l'électricien. L'instinct du marin professionnel s'incline devant la science du spécialiste diplômé. La connaissance de la mer est moins précieuse que celle des machines. La force des chevaux-vapeur rend inutile la collaboration du vent et des courants, impuissantes les résistances des tempêtes et des marées. Désormais les instituts professionnels d'outre-Rhin peuvent former d'aussi bons marins, que la rude école de la pêche maritime. La discipline et la science de leurs élèves brevetés deviennent des facteurs redoutables de la concurrence navale. Et l'industrie métallurgique d'Allemagne, qui, grâce à ses filons neufs et à ses procédés nouveaux, dépasse, par l'intensité et l'activité de ses hauts fourneaux, son aînée d'outre-Manche, trouve, dans les constructions de navires, un aliment précieux et des commandes rémunératrices.

En 1870, il n'y avait en Allemagne que sept chantiers, pour subvenir aux besoins de la flotte d'outre-Rhin. Leur nombre passe à 39 en 1897. L'effectif de leurs ouvriers monte de 2.800 à 37.750. Aujourd'hui, le jeune Empire dispose de 47 usines de construction navales. Les vingt-huit plus importantes occupent, à elles seules, 41.051 travailleurs, tandis que les arsenaux emploient 16.400 hommes.

Digitized by Google

La production de ces chantiers et les achats des armateurs accroissent rapidement le tonnage de la marine marchande. En 1894, 296 vaisseaux seulement (887.000 tonnes) franchissaient le canal de Suez, pour porter, dans les mers extrême-orientales, les envois de leurs compatriotes germains. En 1907, on enregistre à Port-Saïd l'entrée de 588 bateaux allemands (3.022.000 tonnes). Consultons pour les années 1870, 1880, 1890, 1900 et 1906, les statistiques des navires entrés et déchargés dans les ports d'outre-Rhin. La part du pavillon britannique recule de 39 à 38, 35, 29 et 27 p. 100 ; celle de l'étendard allemand monte de 35 à 39, 43, 47 et 48 p. 100. Le tonnage des vaisseaux d'outre-Rhin, monopolisés pour le commerce national, passe de 982 à 1.181, 1.433, 1.941, 3.725.000 tonnes. Certes, nous sommes loin du chiffre dont s'enorgueillit la Grande-Bretagne : 12.791.000 tonnes[1]. Mais, si l'on ne s'attache qu'aux navires géants, qui datent d'hier, la supériorité de l'Angleterre est moins écrasante. Elle possède 347 bateaux de 3.000 à 4.000 tonnes, soit 1.178.000 tonnes, tandis que l'Empire allemand en avoue 120, soit 411.000 tonnes. Pour les steamers de 4.000 tonnes et au-dessus, les commerçants de Hambourg, avec 254 vapeurs de 1.535.000 tonnes, l'emportent sur leurs rivaux d'outre-Manche, qui ne disposent que de 217 bâtiments, ayant un tonnage total de 1.322.000 tonnes.

Jamais, au cours du XIXe siècle, le Royaume-Uni n'a été serré d'aussi près.

*
* *

Pour garantir, contre des risques éventuels, la plus jeune, mais non la moins florissante de ses industries, celle des transports maritimes, le peuple allemand consent à des sacrifices pécuniaires plus importants, que ceux exigés par les budgets

1. Nous avons emprunté les chiffres cités dans cette étude, soit à des documents officiels anglais, soit au remarquable ouvrage de M. Percival A. Hislam, *The Admiralty of the Atlantic* (Longmans, 1908).

Digitized by Google

anglais. En 1906, il assurait chaque tonne de sa marine marchande au prix de £ 4,77, et chaque mille de ses côtes sablonneuses au taux de £ 2.908, tandis que la Grande-Bretagne payait £ 2,5 par tonne, et £ 741 par mille. Au cours des quatre dernières années, l'Empire d'outre-Rhin accroît les crédits de la marine, d'une somme égale à celle, dont l'Empire d'outre-Manche diminue le budget de la flotte, soit 6 millions et demi de £.

Cet effort date de vingt ans. Le général de Caprivi, reprenant l'œuvre amorcée par le prince Adalbert de Prusse, lui imprima une impulsion nouvelle. Dès le 15 octobre 1888, le *Times* écrivait : « Le Ministre a introduit un système, qui permet à l'Allemagne de commissionner ses navires, en moins de temps qu'aucune autre puissance. Il a créé l'escadre d'entraînement, qui, au point de vue de l'éducation professionnelle du marin, n'a pas d'autre rivale au monde que la nôtre. Il a formé l'escadre de croiseurs, qui permit à sa patrie de rêver d'un empire colonial. Enfin, il poussa si loin le degré de préparation de la flotte allemande, qu'au cours des manœuvres d'été, bien qu'un nombre considérable de vaisseaux de tout ordre prit part à des opérations, qui durèrent près de quatre mois, il n'y eut pas un seul accroc d'aucun genre. » Si le comte de Caprivi a jeté, pour la troisième fois au cours de l'histoire allemande, les bases d'un organisme maritime, c'est Guillaume II qui lui a donné tout son essor. Quand il monta sur le trône en 1888, le budget de la marine impériale ne s'élevait qu'à £ 2.381.000. Il l'a successivement porté à £ 4.430.000 en 1890, 5.753.000 en 1897, 7.600.000 en 1900, 10.048.000 en 1902, 12.335.000 en 1906, 16.950.000 en 1908, 20.145.000 en 1909. Les efforts se précipitent. Les millions s'entassent avec une croissante rapidité.

En 1900, la marine allemande ne pouvait opposer aux 47 cuirassés anglais, que 14 navires de même force. En 1907, elle dispose de 22 cuirassés contre 53. En sept ans, tandis que l'Empire d'outre-Manche augmente son stock de mastodontes de 13 p. 100, le rival d'outre-Rhin accroît le sien de

Digitized by Google

71 p. 100. Le premier programme naval, soumis par l'Empereur à son Parlement en 1898, avait soulevé une vive opposition et n'avait été adopté, qu'à la suite de réductions importantes. Mais la résistance de l'opinion publique diminue, au fur et à mesure que grandissent les sacrifices. Les constructions ajournées sont reprises en 1900. Et, en 1907, un troisième programme naval accroît, sinon les effectifs, du moins la valeur de la flotte, en réduisant de vingt-cinq à vingt ans la vie normale d'un cuirassé. Au lieu de trois, on en mettra quatre en chantier par an, soit le chiffre qu'avait prévu en 1905, deux ans plus tôt, l'Amirauté anglaise, comme nécessaire pour maintenir la supériorité britannique.

Cette conversion du peuple allemand est l'œuvre personnelle de Guillaume II. Il a mis au service de cette tâche, qui fut le rêve de sa jeunesse et l'idée fixe de sa maturité, l'éloquence de son lyrisme biblique, les ressources de sa fébrile activité et son don de la mise en scène. Les torpilleurs ont remonté les fleuves, pour rappeler aux terriens l'existence de la marine. Des graphiques, rédigés par la plume impériale, ont été exposés dans les couloirs parlementaires. Des ligues ont distribué les brochures et organisé les conférences. Elles ont expédié les enfants au bord de la mer, et donné jusqu'à 150.000 représentations cinématographiques par mois. Au mois de juillet 1907, la ligue navale allemande comptait 946.000 adhérents et dépensait annuellement £ 30.000. L'effectif de la ligue navale anglaise n'est que de 50.000 membres ; son budget de £ 2.000.

La chimère impériale est devenue une réalité nationale. « Il faut, s'écriait le Kaiser à Cologne, le 4 avril 1897, que nous prenions le trident dans nos mains. » Onze ans plus tard, l'opinion allemande était convaincue, qu'elle tenait solidement le symbole de la puissance maritime.

*
* *

Cet orgueil de parvenu fait sourire John Bull. Le vieux gentilhomme ne pouvait-il pas opposer, en mai 1908, aux

Digitized by Google

22 cuirassés allemands (260.000 tonnes), 53 cuirassés (765.000 tonnes), aux 8 croiseurs cuirassés (79.030 tonnes), 38 croiseurs cuirassés (468.350 tonnes), aux 29 croiseurs protégés, 75 croiseurs protégés, aux 59 contre-torpilleurs, 147 bateaux de même ordre ? Cette confiance est-elle justifiée ? Cette sérénité est-elle légitime ?

Cette supériorité écrasante n'existe que sur le papier. Pour pouvoir apprécier, avec exactitude, la force de résistance, que pourrait opposer à la marine d'outre-Manche sa rivale d'outre-Rhin, il faut tenir compte de l'âge des navires, de la répartition des escadres, des programmes de constructions.

*
* *

Quand on étudie les différents types de bâtiments, classés d'après leur date de lancement, au double point de vue de l'armement et de la vitesse, on constate que, seuls, les croiseurs anglais, par leur nombre et leur artillerie, défient toute concurrence.

Voici les cuirassés. J'entends bien que, si on ne tient compte, que des vaisseaux âgés de moins de vingt ans, et si on laisse de côté les garde-côtes allemands, dont 8 au moins ne sont point à dédaigner, l'Allemagne ne peut mettre en ligne en mai 1908 que 24 navires et 424 canons contre les 51 bâtiments et les 806 pièces, dont dispose l'Angleterre. Il importe cependant de remarquer d'abord, que pas un des cuirassés, construits dans les chantiers d'outre-Rhin, n'a plus de dix-sept ans d'âge. Ils forment quatre escadres homogènes comprenant cinq vaisseaux, et une, formée de quatre cuirassés. Mais il y a plus. Du 1er janvier 1900 au mois de mai 1908, l'Empire britannique a fait entrer en service 20 de ces forteresses mouvantes. L'Empire allemand, avec 14 nouvelles unités, n'a guère été moins actif. Nous sommes loin de la supériorité de deux pour un, dont s'enorgueillissent les statistiques anglaises : 51 contre 24.

Une analyse comparée des flottilles de contre-torpilleurs

Digitized by Google

fournit les mêmes renseignements, qu'une étude des escadres de cuirassés. La Grande-Bretagne peut opposer aux 82 bâtiments allemands 156 vaisseaux (mai 1908). Ce sont là des chiffres rassurants. La cavalerie légère, tout comme la lourde cavalerie du Royaume-Uni, semble à l'abri des inquiétudes pessimistes. La supériorité est cependant moins nette, si l'on tient compte de la vitesse.

	ALLEMANDS	ANGLAIS
Plus de 30 nœuds	2	16
De 27 à 30 nœuds	73	106
Moins de 27 nœuds	7	34

Les escadrilles britanniques sont surtout riches en unités lentes. Classons maintenant ces légers bâtiments, qui dansent sur la vague, d'après leur âge. La valeur des contre-torpilleurs allemands ressort avec une brutale précision.

	ALLEMANDS	ANGLAIS
Plus de 12 ans	7	18
De 10 à 12 ans	0	57
	7	75
De 5 à 9 ans	27	35
En construction et moins de 5 ans	48	46
	75	81

Ces chiffres sont d'autant plus importants, que la vie de ces bâtiments fragiles et légers est plus brève. Si on ne leur accorde que dix ans d'existence active et utile, on constate que le Royaume-Uni aurait dû lancer chaque année 15 contre-torpilleurs, pour maintenir leur effectif au chiffre actuel de 156. Or de 1905 à 1908 il n'en a construit que 13, et pendant ces trois années, 45 atteignaient l'âge prévu pour la retraite. Les escadrilles ont donc été, en trente-six mois, réduites de 32 unités tandis que, pendant cette même période, l'Empire germain mettait en chantier 30 de ces bâtiments, dont 18 sont actuellement en service.

Qu'il s'agisse des cuirassés ou des contre-torpilleurs, —

Digitized by Google

dont le rôle sera d'autant plus important que la mer du Nord est plus étroite et les côtes moins éloignées, — la marine allemande, — lentement, mais sûrement, — rattrape la distance. Elle diminue visiblement. Le temps travaille pour l'Empire d'outre-Rhin.

*
* *

Et la nature aussi. En 1900, l'amiral Von der Goltz, l'ancien chef d'état-major de la Marine, un des amis de l'Empereur, écrivait : « La supériorité maritime de la Grande-Bretagne, aujourd'hui écrasante, restera considérable dans l'avenir. Elle n'en est pas moins obligée d'éparpiller ses forces à travers les océans. Au cas d'un conflit dans ses eaux territoriales, elle rappellerait, sans aucun doute, la majeure partie de ses escadres lointaines ; mais ce serait une question de temps ; et tous les points d'appui ne pourraient pas être abandonnés. D'autre part, la flotte allemande, quoique moins nombreuse, peut rester concentrée dans les eaux européennes. Avec les renforts qu'elle va recevoir, elle pourra se mesurer avec les forces navales anglaises, ancrées dans les eaux de la mère patrie. Mais il ne faut point oublier, que la question du nombre est bien moins importante sur mer que sur terre. L'infériorité numérique peut être compensée, par le degré de préparation, par la supériorité du *matériel*, par la capacité et la discipline des équipages. Une rapide mobilisation, rendue possible par des préparatifs minutieux, peut assurer une supériorité momentanée. »

Cette opinion a été pieusement recueillie par l'Amirauté anglaise. En 1902, elle a triplé les forces réunies dans les eaux territoriales et concentré, *à portée* de la mer du Nord, 81 p. 100 des cuirassés et 57 p. 100 des croiseurs. Les escadres, chargées de défendre les rives britanniques, voyaient, de 1902 à 1908, leurs effectifs, répartis en trois flottes (*Channel, Atlantic et Home Fleets*), passer de 12 cuirassés à 26, de 0 croiseur-cuirassé à 16. Celles chargées de veiller aux bar-

Digitized by Google

rières de l'Empire étaient, au contraire, réduites de 10 cuirassés et de 26 croiseurs protégés. Pour justifier cette répartition nouvelle des sentinelles vigilantes, qu'entretient l'Empire britannique sur les routes des mers et à l'entrée des ports, M. Edmund Robertson déclarait, qu'il était nécessaire de « garantir les habitants des îles anglo-saxonnes, contre ce qu'il considérait comme l'unique danger, dont ils fussent menacés, — un *raid* imprévu. Le péril, il l'espérait du moins, n'était pas sérieux ».

Il ne semble pas que la réorganisation, à laquelle M. Edmund Robertson a attaché son nom, l'ait fait disparaître d'une manière complète et définitive. La division de la *Home Fleet*, cantonnée dans les ports de la mer du Nord, *Nore division*, est numériquement inférieure, — et de beaucoup, — aux forces dont dispose la marine allemande, dans la même région, étroitement définie et strictement limitée : 16 cuirassés, 4 croiseurs-cuirassés, 6 croiseurs protégés, 54 contre-torpilleurs. A ces vaisseaux, la *Nore division* ne peut opposer, en mai 1908, malgré des réorganisations constantes, que 6 cuirassés, 6 croiseurs-cuirassés, 1 croiseur protégé, 24 contre-torpilleurs et 6 sous-marins.

Sans doute, à Sheerness et à Chatham, de nombreux bâtiments sont en réserve. Encore est-il qu'ils ne sauraient rendre de services, en cas de surprises rapides. Certes, des forces écrasantes, de l'autre côté du détroit du Pas-de-Calais, sont prêtes à se porter au secours de la *Nore division*, et les manœuvres de l'été 1908 ont démontré qu'il était, sinon impossible, du moins difficile d'empêcher la jonction des deux escadres.

Mais quels qu'aient été les efforts faits par l'Amirauté anglaise, à cette date, pour reproduire, dans ces exercices tactiques, les conditions exactes de la guerre, leur caractère n'en reste pas moins artificiel, leurs enseignements n'en sont pas moins limités. Comment apprécier, en temps de paix, l'efficacité d'une ligne de mines flottantes, jetée rapidement à travers le détroit, dès la période de tension diplomatique ?

Digitized by Google

Comment évaluer, en temps de paix, les coups que pourrait porter la flottille de torpilleurs et contre-torpilleurs, créée, à Emden, à 250 milles seulement du port d'attache de la *Home Fleet ?* Un journal, dont l'autorité est indiscutée, *The Économist*, pour décider l'opinion britannique à négocier une limitation réciproque des armements, signalait, hier encore, le danger de ces mines flottantes, que l'Allemagne, lors de la dernière Conférence de La Haye, s'est refusée à proscrire d'une manière définitive. Et, d'autre part, à la veille de prendre sa retraite, l'amiral L'Hon. sir Hedworth Lambton a cru de son devoir de rappeler le rôle, dans les guerres futures, des surprises nocturnes : « Nos canons sont excellents ; mais, pendant la nuit, ils ne peuvent toucher que ce qu'ils voient ; et un torpilleur peut arriver à portée d'un cuirassé, avant d'être vu. Si l'Angleterre croit qu'il lui suffit, pour ne pas courir de dangers, d'être supérieure à ses rivaux en cuirassés seulement, elle se trompe gravement. Cette supériorité pourrait disparaître dans une nuit. »

*
* *

L'Amirauté britannique n'avait point encore admis, en mai 1908, la nécessité de fondre immédiatement les trois flottes : *Atlantic*, *Channel* et *Home Fleets*, en deux, dont l'une, cantonnée dans la mer du Nord, l'ancienne *Nore division* de la *Home Fleet*, serait, par sa supériorité numérique, garantie, à la fois, contre le risque de surprises nocturnes et l'éventualité du détroit bloqué. Du moins, elle a songé à créer, en Écosse, dans le Firth of Forth, un nouveau port militaire, qui assurerait la défense de côtes trop abandonnées, et permettrait l'accroissement de l'escadre de la mer du Nord. Mais les travaux ne sont qu'amorcés et ne seront terminés qu'en 1918, si les budgets du Cabinet radical permettent de dépenser largement et d'aller vite. La réalisation de cette condition n'est rien moins que certaine. D'autre part, voici que M. Percival A. Hislam, dans son *Admiralty of the*

Digitized by Google

Atlantic, après avoir reconnu que le port de Rosyth permet, au point de vue défensif et offensif, de protéger le commerce d'Edimbourg et de fermer l'entrée de la Baltique, affirme qu'il est nécessaire de développer Chatham et Sheerness, les points d'attache actuels de la *Nore division*. A l'entrée de la Tamise, ils gardent le centre vital du commerce britannique. A 50 milles du Pas-de-Calais, ils surveillent le détroit, par où passent 80 p. 100 des ballots allemands. Rosyth au Nord, Chatham et Sheerness au Sud permettront de fermer les deux portes, par où se ravitaille l'Empire d'outre-Rhin. Il convient de ne sacrifier aucun de ces points d'appui, également nécessaires.

Et c'est ainsi que, uniquement pour compenser les avantages, que donne à l'Empire allemand la concentration de ses escadres, simplement pour corriger les inconvénients, qu'entraînent l'étendue de l'Empire et la dispersion des domaines sur lesquels flotte l'étendard britannique, le Royaume-Uni est acculé à une nouvelle organisation administrative et à de nouveaux sacrifices financiers. Plus redoutables encore sont les dépenses qu'exigeront les constructions navales. Cette supériorité, dont on saisit les limites quand, après avoir précisé l'âge des navires, étudié la répartition des escadres, on analyse les programmes en voie d'exécution, ne peut être défendue qu'à coups de milliards ou à coups de canon.

Redoutables dès aujourd'hui, si la disposition des flottes britanniques n'est pas modifiée et leurs points d'appui dans la mer du Nord élargis, les forces de la marine allemande seront menaçantes demain, lorsque, en 1920, entreront en service tous les contre-torpilleurs, croiseurs et cuirassés, dont l'exécution a été décidée par le programme naval de 1907.

*
* *

Pour comprendre l'activité des chantiers d'outre-Rhin, il faut dresser le bilan des navires, dont la silhouette se dessine, en Angleterre et en Allemagne, au-dessus des cales provisoires.

Digitized by Google

A la fin du mois de mai 1908, — soyons précis, — les ouvriers d'outre-Manche travaillaient à la construction de 6 cuirassés (113.700 tonnes), 1 croiseur protégé (3.300 tonnes), 8 contre-torpilleurs (6.000 tonnes). Les ajusteurs-mécaniciens d'outre-Rhin étaient occupés fébrilement à achever : 6 cuirassés (99.720 tonnes), 2 croiseurs cuirassés (33.660 tonnes), 4 croiseurs protégés (15.200 tonnes), 24 contre-torpilleurs (18.000 tonnes). Si on laisse de côté les torpilleurs et les sous-marins, les chantiers allemands avaient sur leurs rivaux une première avance de 43.580 tonnes.

Mais cette statistique ne donne qu'une idée incomplète de leur activité. Au cours de l'année 1908, on amorcera la construction de :

En Angleterre :
Cuirassé, 1 = 19.300 tonnes ;
Croiseur cuirassé, 1 = 17.250 tonnes ;
Croiseurs protégés, 6 de 3.300 tonnes = 19.800 tonnes ;
Contre-torpilleurs, 16 de 750 tonnes = 12.000 tonnes ;

En Allemagne :
Cuirassés, 3 de 18.700 tonnes = 56.100 tonnes ;
Croiseur cuirassé, 1 = 18.900 tonnes ;
Croiseurs protégés, 2 de 3.800 tonnes = 7.600 tonnes ;
Contre-torpilleurs, 12 de 750 tonnes = 9.000 tonnes,

soit une nouvelle supériorité de 23.250 tonnes au profit des ateliers d'outre-Rhin. Leurs chantiers, en 1908, achèveront ou entreprendront 258.180 tonnes de constructions neuves. Leurs rivaux d'outre-Manche ne peuvent déclarer qu'un tonnage de 191.350 tonnes. L'Allemagne a, rien que pour l'année en cours, une avance totale de 66.830 tonnes.

Grâce à cette activité intensive, l'empereur Guillaume II disposera en 1920, — à moins qu'un nouveau programme[1] ne vienne élargir encore les projets retouchés en 1906 et en 1907, — de 38 cuirassés, dont 23 postérieurs au type du *Dreadnought ;* 20 croiseurs cuirassés ; 38 croiseurs protégés ; 144 contre-torpilleurs.

1. C'est ce qui s'est passé, voir chap. x et xiii.

Digitized by Google

*
* *

Pour mesurer la puissance de cette flotte, supposons, pour les nécessités de la démonstration, que la Grande-Bretagne, partageant les convictions pacifistes de l'extrême-gauche, convaincue des intentions bienveillantes du peuple allemand, interdise toute autre construction neuve, que celles prévues par le programme adopté par le Parlement, lors du budget 1908-1909. Quelles seraient, en 1920, les unités des divers types, qu'elle pourrait opposer aux flottilles et aux escadres allemandes ?

Des 171 contre-torpilleurs aujourd'hui en service, ou en construction dans la marine anglaise, si l'on applique le critérium fixé par les autorités navales d'outre-Rhin, si on limite à douze ans la durée de leur existence, 24 seulement seront capables d'un effort militaire en 1920. Soyons moins rigoureux, et en raison de la valeur spéciale qu'on attribue aux vaisseaux des types *Swift, Tribe, River*, lancés à partir de 1903, admettons que 63 de ces unités puissent être de quelque utilité, dix-sept ans plus tard. Afin de n'être pas dépassé par le jeune Empire, le Royaume-Uni devra construire, de 1909 à 1917, 81 contre-torpilleurs, soit 9 par an.

Les croiseurs protégés sont les collaborateurs des contre-torpilleurs. Ils les aident dans leur tâche d'éclaireurs. Ils les couvrent en cas d'attaque. Pour remplir cette double tâche, les marines modernes ont besoin de vaisseaux d'un tonnage faible, d'un armement moyen et d'une vitesse supérieure. Les amiraux allemands disposeront en 1920 de 38 bâtiments, répondant à cette définition. Leurs collègues d'outre-Manche, si le Parlement britannique limite les efforts des contribuables à l'exécution des programmes actuellement approuvés, seront, dans douze ans, singulièrement moins bien partagés. Aujourd'hui, ils peuvent compter sur la collaboration de 69 croiseurs des types les plus divers ; mais en 1920, quand la limite d'âge de vingt ans aura éliminé les vaisseaux gros et lourds, il ne

Digitized by Google

restera, pour jouer le rôle de soutiens d'avant-garde, que 12 navires de 2.500 à 3.500 tonnes, filant de 22 à 25 nœuds. Ici encore, si elle ne veut point être dépassée par la marine allemande, la marine anglaise devra, de 1909 à 1917, faire un effort important, dicter des sacrifices coûteux. Il faudra, en huit ans, — en sus des 81 contre-torpilleurs, — lancer 26 croiseurs protégés. Encore est-il que ces constructions n'assureront pas au Royaume-Uni, sur l'Empire germain, la supériorité d'une seule unité.

J'entends bien que l'Amirauté britannique s'est, au cours des dernières années, exclusivement préoccupée de conserver, dans ses escadres de cuirassés et de croiseurs cuirassés, une avance écrasante. Sans doute, même si l'extrême-gauche parvenait à décider l'opinion publique à ne pas adopter de nouveaux programmes, à rester sur les positions conquises, à attendre les événements, la lourde cavalerie d'outre-Manche serait encore, en 1920, numériquement supérieure à celle d'outre-Rhin. En raison de leur valeur militaire, on peut faire fléchir la loi de la limite d'âge, accepter les cuirassés du type *Majestic* (1894-1895) et les croiseurs cuirassés du modèle *Cressy* (1899). La flotte anglaise pourrait donc opposer en 1920, aux escadres allemandes, à leurs 20 croiseurs cuirassés, à leurs 38 cuirassés, 39 et 48 de ces bâtiments. Soit une avance totale de 29 vaisseaux, au profit de l'Angleterre.

En fait, la supériorité britannique serait moins nette que ne le laissent croire ces chiffres. Sur les 58 mastodontes portant les couleurs de Hohenzollern, 35 seront postérieurs à l'avènement du type *Dreadnought*, qui a révolutionné l'art des constructions navales. Sur les 87 cuirassés et croiseurs cuirassés battant pavillon britannique, 14 seulement dateront de l'apparition du navire géant. On peut présenter le même argument sous une forme différente. Calculée d'après le coefficient fixé par l'annuaire anglais, *Fighting Ships*, la valeur militaire des escadres rivales s'exprime dans les chiffres suivants :

Digitized by Google

	ANGLETERRE		ALLEMAGNE	
	Nombre.	Points.	Nombre.	Points.
Cuirassés	48	3.290	38	3.330
Croiseurs cuirassés.	39	1.720	20	1.368
Totaux.	87	5.010	58	4.698

La supériorité britannique, qui, au point de vue du nombre des unités, est de 50 p. 100, n'est plus, si on tient compte de leur valeur militaire, que de 7 p. 100. Les escadres de cuirassés, sur lesquelles flotte le pavillon écarlate, seraient même inférieures, en 1920, de 40 points.

Pour ce type d'unité, comme pour les contre-torpilleurs et les croiseurs protégés, il est donc impossible au Royaume-Uni d'arrêter ses constructions et de suspendre ses commandes, de compter sur sa supériorité actuelle. Dans douze ans, elle n'existerait plus. Il convient donc d'ajouter 1 *Dreadnought*, aux 81 contre-torpilleurs et aux 26 croiseurs protégés dont l'exécution est nécessaire, d'ici à neuf ans, non pour assurer à la Grande-Bretagne une avance, mais simplement pour éviter une infériorité. Soit un premier sacrifice de £ 20.500.000 [1], de 512.500.000 francs, de plus d'un demi-milliard.

Est-il suffisant pour éviter une défaite et rendre la sécurité ? Certainement non.

*
* *

Tous ces calculs reposent sur l'hypothèse, où l'Allemagne serait incapable de trouver, de par le monde, un allié.

En 1908, l'Angleterre, par un miracle d'habileté diplomatique, est parvenue à se garantir contre cette éventualité. Rassurée par son alliance formelle avec le Japon, son traité secret

1. 81 contre-torpilleurs à 100.000 = £ 8.100.000 ; 26 croiseurs-cuirassés à 400.000 = £ 10.400.000 ; 1 cuirassé à 2.000.000 ; total = £ 20.500.000.
Nous évaluons le coût d'après les chiffres donnés par le *Daily Telegraph*, le 21 août 1908.

Digitized by Google

avec l'Italie, ses conversations avec la France, son *flirt* avec la Russie, ses sympathies pour les États-Unis, elle peut s'offrir le luxe d'économiser sur ses dépenses navales. Elle est garantie contre toute coalition. Mais cette sécurité existera-t-elle demain ? Les amitiés ne sont point à l'abri des nuages. Les ententes peuvent traverser des crises. Les alliances ont besoin d'être révisées. Supposons que le traité, qui lie le vaillant et ambitieux Japon à l'Angleterre n'ait point été renouvelé en 1912. Il y a six ans, le Japon disposait de 6 cuirassés, 2 croiseurs cuirassés, 19 croiseurs protégés et 32 contre-torpilleurs. A cette date, le Royaume-Uni entretenait dans les mers de Chine, un effectif sensiblement égal : 5 cuirassés, 2 croiseurs-cuirassés, 12 croiseurs protégés et 22 contre-torpilleurs et canonnières. Aujourd'hui, cette escadre ne compte plus que 4 croiseurs cuirassés, 2 croiseurs protégés et 7 contre-torpilleurs. L'Empire du Soleil Levant, lui, possède 13 cuirassés, 11 croiseurs cuirassés, 11 croiseurs protégés et 116 contre-torpilleurs, auxquels viendront bientôt s'ajouter 8 *Dreadnought* qui constituent, par leur tonnage et leur armement, des navires formidables.

L'intervention, dans les mers extrême-orientales, d'une puissance militaire et ambitieuse, d'une autre Allemagne, qui, en dix ans, a accru de 400 p. 100 le nombre de ses cuirassés, compliquerait singulièrement les problèmes, auxquels donnent naissance les progrès de la marine allemande.

En 1920, si l'Angleterre n'adopte point de nouveaux programmes, et reste les bras croisés, les forces navales de l'Empire d'outre-Rhin, dont l'infériorité en grands croiseurs sera compensée par la valeur de ses cuirassés et la supériorité de ses escadrilles, pourra tenir tête à la flotte britannique, avec de grandes chances de succès. Il suffirait alors d'une alliée pour rendre la victoire certaine. Or l'Allemagne en a deux.

*
* *

Devant une situation aussi nette, il n'y a que deux solu-

Digitized by Google

tions : détruire ou bâtir, sacrifier des hommes ou verser de l'or.

Puisque l'Angleterre ne peut obtenir, par des négociations diplomatiques, l'abandon de constructions amorcées, l'abrogation de textes législatifs, l'oubli de rêves légitimes, elle n'a le choix qu'entre deux politiques, également grosses de conséquences. Il faut, ou bien imposer, par la force, cette limitation des armements, qu'on ne peut obtenir par la paix, et, écrit Percival A. Hislam, dans *The Admiralty of the Atlantic*, « plus tôt la guerre éclatera, moins elle sera longue, coûteuse et sanglante », ou bien imprimer aux constructions neuves un tel élan, que les ambitions soient découragées et les coalitions impossibles. Mais comment trouver les ressources indispensables pour ce colossal effort, sans irriter les classes ouvrières par l'ajournement des réformes promises, inquiéter les fortunes acquises par des impôts draconiens, troubler l'activité commerciale par des tarifs douaniers ? Comment recruter les équipages, nécessaires pour ces nouveaux navires, sans désorganiser la marine marchande ou imposer le service obligatoire ? Il ne s'agit point, en effet, de quelques millions, ni de quelques bateaux.

Simplement, pour n'être pas dépassée par l'Allemagne, l'Angleterre devra, nous l'avons vu, lancer, avant 1917, 1 *Dreadnought*, 26 croiseurs protégés, 81 contre-torpilleurs, consacrer à la marine 512 millions de francs. Mais, si elle veut être à l'abri de toute inquiétude, et garantie contre une alliance, l'effort devra être plus important et les sacrifices plus considérables. Sans aller jusqu'à exiger de l'Angleterre moderne qu'elle reste fidèle au principe jadis posé par le pacifiste R. Cobden, qu'elle ait une marine égale aux deux flottes les plus puissantes, les écrivains techniques demandent, que ses escadres aient une avance du double sur leurs rivales d'outre-Rhin. La Grande-Bretagne n'aura plus, sur mer, l'hégémonie indiscutée du siècle dernier. Elle aura du moins une supériorité incontestée. Le bilan de ces ambitions réduites se chiffre tout de même par des centaines de millions.

Digitized by Google

En tenant compte des unités, qui conserveront toute leur valeur en 1920, le Royaume-Uni devra lancer, en neuf ans, 225 contre-torpilleurs, 64 croiseurs, 1 croiseur cuirassé, 28 cuirassés [1]. Les contribuables qui, de 1884 à 1904, ont déjà triplé le budget de la marine, accru ses crédits annuels de 400 millions de francs, auront à payer £, 105.900.000, 2.662.500.000 francs. Si l'on ajoute les sommes nécessaires, pour les sous-marins et torpilleurs, pour la solde des équipages, pour la construction des nouveaux ports, on arrive à la moitié de l'indemnité de guerre franco-allemande. Ce geste de paix coûte aussi cher qu'une défaite.

* * *

Et chaque année qui passe rapporte, au contraire, au Kaiser, autant qu'une victoire. L'Empire hétéroclite et disséminé de Napoléon Ier ne reposait que sur le prestige militaire. L'armature, qui soutient l'Empire homogène et concentré de Guillaume II, est avant tout, économique. Napoléon Ier ne pouvait durer qu'à coups de bataille. Guillaume II peut économiser le sang de ses soldats. Grâce au labeur et à la science, à la fécondité et à la discipline d'un peuple, galvanisé par une victoire et conscient de ses destinées, le descendant de Frédéric II a le droit de prétendre à toutes les ambitions, sans avoir besoin de tirer l'épée Prussienne. Chaque année qui finit accroît le nombre de ses usines et le rendement de ses capitaux, les effectifs de son armée et le tonnage de sa flotte. L'Empire, fondé dans la guerre et par la victoire, grandit dans la paix et par la paix.

1

	Unités allemandes en 1920 (progr. 1907).	Chiffres doubles.	Unités anglaises en 1920 (progr. 1908).	A construire.	Coût (millions de £)
Contre-torpilleurs. . .	144	288	63	225	22.500
Croiseurs.	38	76	12	64	25.600
Croiseurs-cuirassés . .	20	40	39	1	1.800
Cuirassés.	38	76	48	28	56.000
					105.900

Digitized by Google

CHAPITRE X

L'IDÉALISME PACIFISTE

Le parti radical et les économies militaires. Limites des réductions opérées sur la marine. Les campagnes des pacifistes pour l'entente allemande.

§ I. Première campagne (décembre 1905-avril 1907).

1. Manifestations germanophiles (décembre 1905). Les deux appels publiés par le *Times*. Les deux déclarations des 6 et 16 mars. 13 mai. Visite des bourgmestres. 20 juin. Visite des journalistes allemands. Concession faite par le gouvernement. Entrevue de Friedrichshof. Voyages ministériels.
2. Incidents qui entretiennent la vigilance diplomatique. L'affaire du Sinaï et les intrigues allemandes. L'incident du *Météore*. Négociations relatives aux chemins de fer d'Anatolie et au télégraphe sans fil.
3. La limitation des armements et la Conférence de La Haye (avril 1907).

§ II. Deuxième campagne (mai 1907-février 1908).

1. Effort maritime et militaire. Concentration des escadres. Entrevue des 8 et 10 avril 1907. 31 août 1907. Accord anglo-russe. Commentaires radicaux.
2. Mai 1907. Visite des journalistes anglais. Séjour du Kaiser en Angleterre. Effet produit. Novembre 1907. Campagne de la presse radicale contre sir Edward Grey. 19 décembre. Sa justification. Son allusion aux armements allemands. Impression produite par la loi navale allemande. Campagne de W. Stead. Février 1908. Incident de lord Tweedmouth. 10 mars. Programme des armements anglais.

§ III. Troisième campagne (juillet 1908-mars 1909).

1. Avril 1908. Accord relatif au *statu quo* dans la mer du Nord. Mai. Voyage du président Fallières. 9 juin. Entrevue de Réval. Commentaire de sir Edward Grey.
2. Nouvel effort pour reposer la question de la limitation des armements. Manifestations diverses. Août 1908. Entrevue de Kronberg. Voyage de D. Lloyd-George à Berlin. Un double échec.
3. Manifestations germanophobes. Octobre 1908. Mars 1909.

Digitized by Google

§ IV. Les campagnes de mars 1911 et de décembre 1912.

1. 13 mars 1911. Discours de sir Edward Grey pour justifier les armements. Ses explications sur les relations anglo-allemandes, et sur l'arbitrage anglo-américain. Emotion produite par ce discours. Campagne des diverses Eglises, en faveur d'une généralisation de l'arbitrage. 30 mars. 2 avril. Réponse négative de l'Allemagne.

2. Le coup d'Agadir et les manifestations germanophiles de Londres. Le péril militaire et la stupeur anglaise. Nouvelle campagne contre sir Edward Grey. Le manifeste du 9 novembre. La motion du 21. Intervention de la Wilhelmstrasse.

3. 27 novembre. Justification de sir Edward Grey. Effet produit par le discours. Le *Daily News* ne désarme pas.

§ V. La mission de lord Haldane et son échec. Pourquoi ces campagnes ont échoué. Armes et ressources dont disposait la coterie germanophile. 1. Les circonstances européennes. 2. La rivalité maritime. 3. L'autorité du *Foreign Office*. 4. Les concessions de sir Edward Grey.

Certes, si R. Cobden venait se rasseoir sur les banquettes des Communes, il ne se trouverait plus, sur tous les points, en communion d'idées avec les radicaux d'aujourd'hui. Leurs convictions libre-échangistes sont beaucoup plus le résultat d'un utilitarisme politique, que d'un idéalisme scientifique. Leurs sympathies ouvrières les entraînent bien loin du libéralisme orthodoxe, vers l'interventionnisme législatif et le socialisme agraire. L'Impérialisme ne les effraie pas. Les idées se sont modifiées. Les problèmes se sont transformés. Et néanmoins, ce parti, qui se recrute toujours dans les mêmes couches sociales, dans les rangs les plus modestes des classes moyennes, conserve, à travers les générations qui se succèdent, quelques-uns de ses caractères. Fidèles à de lointains souvenirs et à des scrupules religieux, des idéalistes rêvent de concentrer toutes les forces morales, toutes les ressources financières, sur le terrain des réformes intérieures, loin des expéditions militaires et des aventures diplomatiques.

De même que R. Cobden, et, après sa mort, J. Bright se sont refusés à partager les craintes, qu'inspiraient à quelques conservateurs, les victoires successives de la Prusse sur le

Digitized by Google

Danemark et le Hanovre, l'Autriche et la France, de même, aujourd'hui, leurs disciples, indifférents à des ambitions pangermanistes, dont ils nient, d'ailleurs, l'efficacité, s'opposent à ce que l'Angleterre écrase à coups de millions la marine naissante d'outre-Rhin, ou contracte avec la France une alliance défensive, pour enrayer des expansions possibles et parer à de lointaines éventualités. Effarés par les menaces d'une intervention en Europe, ils voudraient revenir à la politique du superbe isolement. Inquiets des progrès du *Labour Party*, ils ont besoin des économies, réalisées sur les dépenses militaires, pour acheter les voix ouvrières.

*
* *

Docile aux exigences de cette minorité, le Cabinet radical a commencé par rogner les sommes consacrées aux armements.

Le budget de la guerre s'élevait en 1906, à £ 32.880.000. Il est ramené successivement à 32.050.000, 30.691.000 et 30.390.000. Soit une économie de £ 2.410.000, 60.250.000 francs. Pendant les trois années, qui précédèrent son entrée au pouvoir, la dépense annuelle moyenne, en emprunts à court terme, s'élevait à £ 2.500.000 : lord Haldane a réduit ce chiffre à £ 320.000. L'effectif de l'armée active a diminué de 36.300 hommes : il ne s'élève plus qu'à 185.000. Les approvisionnements de tout ordre, qui coûtaient 3 millions de £ en 1905, n'absorbent plus que £ 1.400.000, dans le budget de 1908.

Mr. Asquith a annoncé que de nouvelles économies seraient réalisées en 1909, grâce à la diminution des effectifs, entretenus aux colonies. La réorganisation de l'armée des Indes, rendue possible par la convention anglo-russe, est à l'étude. Deux régiments seront rappelés de l'Afrique du Sud. D'autres garnisons, dans les colonies, qui peuvent pourvoir à leur défense, seront supprimées. Il importe néanmoins de ne pas exagérer la valeur de ces économies. Elles seront absorbées, et au delà,

Digitized by Google

par le développement des réserves et la création de l'armée territoriale.

On peut donc prévoir qu'on aura atteint, à bref délai, le point de compression extrême, pour le budget de l'armée. Si l'on veut trouver des disponibilités nouvelles, il faut se retourner du côté de la marine.

Les radicaux l'ont essayé. En 1906, on a accordé à la flotte £ 38.300.000. On ne lui attribue que 36.000.000 en 1907; 34.750.000 en 1908, et 34.000.000 en 1909. Soit une économie de £ 4.300.000, de 107 millions de francs. Le chiffre alloué pour les constructions neuves était de £ 9.690.000 en 1906 : il est ramené successivement à £ 8.860.000, 8.100.000 et 7.545.000. Sous le Cabinet conservateur il avait dépassé 11 millions de £, en 1904 et 1905. C'est, en trois ans, sur ce chapitre seul, celui où il est le plus difficile de résister aux poussées des ingénieurs pressés et des patriotes inquiets, un gain de £ 2.135.000, de 53 millions de francs.

Est-il possible d'aller plus loin sans compromettre gravement la sécurité nationale ?

*
* *

L'Allemagne répond à ce geste de paix par un geste de guerre. Chaque fois que John Bull rogne ses crédits, elle augmente les siens. Quand son adversaire ralentit son élan, elle redouble d'efforts, gagnant ainsi deux fois plus de terrain.

Grâce aux économies, subies par l'Amirauté, et aux sacrifices imposés par la Wilhelmstrasse, les deux pays arrivent à consacrer, à la construction et à l'armement des navires neufs, une somme sensiblement égale.

	BUDGET ANGLAIS	BUDGET ALLEMAND
	(Millions de £)	
1905-1906	11.300	4.900
1906-1907	10.800	5.300
1907-1908	9.200	6.200
1908-1909	8.600	8.300

Digitized by Google

Le *statu quo* devient impossible. En présence de ces chiffres, les économies militaires et la paix extérieure constituent un dilemme qu'il est impossible de résoudre. Si les radicaux veulent réserver aux réformes sociales de nouveaux crédits, ils doivent envisager une guerre prochaine. S'ils veulent retarder cette éventualité, ils seront obligés d'imposer aux contribuables de coûteux sacrifices. La paix deviendra aussi chère que la guerre.

Une entente anglo-allemande permet seule d'écarter deux solutions, également contraires aux traditions du libéralisme britannique. Mais ce rapprochement se heurte à de graves difficultés. L'Angleterre a renoncé à la politique « du splendide isolement », qui fut la formule de l'ère libre-échangiste. Doit-elle y revenir ? Afin de garantir le maintien de l'équilibre européen, et de s'assurer le concours d'alliés éventuels plus puissants que le Portugal, elle a contracté, en 1904 et en 1907, pour liquider des conflits coloniaux avec la France et avec la Russie, en 1912, s'il faut en croire la *Nation* du 25 janvier 1913, pour assurer la garde de la Méditerranée, des obligations morales, politiques et peut-être militaires, avec des puissances continentales. La Grande-Bretagne doit-elle les dénoncer ? Sous l'influence de lord Rosebery et de sir Edward Grey, la permanence de l'action diplomatique, l'unité de la politique extérieure est devenue une maxime indiscutée de la vie parlementaire. Le Royaume-Uni doit-il renoncer à cette nouvelle méthode ?

Des groupements radicaux et libre-échangistes n'hésitent pas à le penser. Avec la collaboration discrète, active et généreuse de la Wilhelmstrasse, ils organisent, pour éclairer l'opinion et ébranler le gouvernement, une série de campagnes.

I

La première se dessine, dès l'avènement du Cabinet radical, au lendemain de cet été 1905, au cours duquel l'Angleterre

Digitized by Google

croit entendre le canon gronder dans les eaux de la Manche, tout comme, un siècle plus tôt, au temps de Napoléon Ier. Après cent années, occupées par un labeur industriel, par des réformes politiques, par l'expansion coloniale, John Bull entrevoit, de nouveau, l'éventualité d'une guerre européenne, d'une guerre qui l'atteindrait sur son rivage, dans ses habitudes, dans ses affections et dans son travail. Il éprouve un frisson d'angoisse.

Et aussitôt les adversaires de l'Impérialisme se mettent à l'œuvre.

*
* *

Dès le mois de décembre 1905, un effort est tenté pour diminuer, entre l'Angleterre et l'Allemagne, la tension des rapports diplomatiques. Un meeting est organisé par l'*Anglo-german Conciliation Committee*, avec le concours des principaux orateurs des Églises méthodistes et de plusieurs libéraux : Lord Avebury, Léonard Courtney (depuis : Lord), Herbert Maxwell, M. P. Un banquet est offert à l'ambassadeur d'Allemagneau *Lyceum Club*, par quelques personnalités, l'Earl of Aberdeen, descendant du premier ministre libéral, le lord maire de Londres, le poète William Watson, l'écrivain Arnold White, lord Monkswell.

Ces meetings, tenus à Londres, sont suivis de démonstrations significatives. Le 20 décembre, le *Berliner Tageblatt* affirme que le Chancelier a échangé, lors de l'avènement du nouveau ministère, de cordiales dépêches avec le Premier et sir E. Grey. Le 23, M. de Bulow remercie le comité de Londres. Le 24, le *Neues Wiener Tageblatt* publie les résultats d'une enquête, faite auprès des sommités anglaises, sur les moyens d'améliorer les relations anglo-allemandes. Le 30, lord Avebury et M. Fox remercient le bourgmestre de Berlin, tandis que les Chambres de commerce de Hambourg et de Francfort votent des adresses, en faveur d'une détente. Le mouvement se précipite.

Pendant tout le mois de janvier, la campagne suit son cours

Digitized by Google

Le samedi 6 janvier, tandis qu'à Munich un meeting, auquel assistent le bourgmestre et le ministre anglais, acclame le nouveau rapprochement, en Angleterre, les anciens élèves des universités allemandes, réunis dans leur dîner annuel, décident de présenter une adresse au Kaiser, à l'occasion de ses noces d'argent, et M. Richard Northcott porte un toast ému à l'Empereur allemand.

Le 10, la *Société internationale des sculpteurs, peintres et graveurs* offre, au Savoy hôtel, un *lunch* à l'Ambassadeur d'Allemagne. Le 11, la Chambre de commerce de Crefeld envoie un message de paix. Le 12, le *Times* publie deux appels. Le premier porte les griffes de R. Koch, H. Diehls, E. Fisher, E. Haeckel, A. Harnack, G. Hauptmann, S. Wagner, W. Wundt. Il affirme que « les signataires n'ont jamais entendu sérieusement discuter ou approuver, par un homme ou une fraction du public allemand, dignes d'être signalés, une attaque contre l'Angleterre. Ils n'ont jamais rencontré personne en Allemagne, qui crût que le gouvernement désirât ou préparât une guerre contre l'Angleterre ». L'autre est l'œuvre de personnes, connues pour leurs opinions radicales ou socialistes : lord Avebury, le naturaliste ; W. Crane, l'artiste décorateur ; Georges et H. Darwin, le romancier ; J.-W. Mackail, le poète, gendre de Burne Jones ; William L. Rossetti et Mrs Woods, la romancière.

Après avoir rappelé tout ce que l'Angleterre devait à l'Allemagne, cette seconde lettre se termine comme il suit :

> Une guerre entre ces deux nations serait une calamité mondiale, qu'aucune victoire ne pourrait compenser ; et nous sommes sûrs, — nous le déclarons hautement, — que la légèreté, avec laquelle certains journalistes envisagent, à l'occasion, cette éventualité, révèle leur profonde ignorance des vrais sentiments de la nation.

Le 15 janvier, la Chambre de commerce de Berlin offre un banquet de gala à l'Ambassadeur d'Angleterre, sir Franck Lascelles. Le 17, la Chambre de commerce de Londres publie

Digitized by Google

des messages de sympathie, que lui ont adressés celles de Cologne, Sonneberg, Offenbach-sur-Mein, Magdebourg. Le 21, le *Lyceum Club* offre un banquet au comte Nessler, vice-président du *Künstlerbund*, à l'occasion d'une exposition projetée d'artistes allemands. Le 27, lord Avebury, président du Comité pour l'amitié anglo-allemande, envoie au *Times* la lettre de félicitations, que le chancelier de Bülow écrivit à un de ses collègues, Francis W. Fox, en tournée de conférences à Berlin.

Les manifestations se déroulaient à un moment, où l'horizon européen était loin d'avoir retrouvé sa paix lumineuse. Le 16 janvier 1906, la conférence d'Algésiras se réunit. Son avenir est incertain. Des complications sont possibles. L'Angleterre est liée par un pacte formel.

La campagne n'en continue pas moins avec une ardeur nouvelle. Le 6 mars, les journaux anglais insèrent une longue déclaration, revêtue de 700 griffes, et transmise, au lord maire de Londres, par le bourgmestre de la cité de Munich. Après avoir rappelé les origines communes et les liens intellectuels, évoqué le souvenir de Carlyle, le manifeste s'efforce de justifier l'expansion économique et l'ambition navale de l'Empire germain : l'une est imposée par sa natalité débordante, l'autre par des préoccupations défensives. Le 16 mars, la section allemande du *Comité de l'amitié anglo-germaine* transmet au président anglais, lord Avebury, une adresse signée de 50 membres de l'aristocratie, 200 parlementaires, 200 universitaires, 50 présidents de Chambres de commerce, 30 bourgmestres des principales villes allemandes, 50 dignitaires ecclésiastiques. Le 20 mars, l'Ambassadeur, Comte de Metternich, qui dirige toute cette campagne avec une habileté admirable, préside le banquet annuel de la Chambre de commerce de Bradford, et porte, en anglais, un toast, longuement applaudi, à l'action pacifique de la rivalité économique, à la coopération industrielle et commerciale. Le 21 mars, lord Avebury provoque une réunion de l'*Anglo-german Friendship Committee* pour recevoir M. de Neufville, de Francfort-sur-Mein, le repré-

Digitized by Google

sentant de la branche allemande. Lord Monkswell, lord Kinnaird, lord Lyveden, sir Herbert Maxwell répondent à cet appel.

Le 9 mai, deux *liberal labour Members*, le coopérateur Vivian et le mineur Fenwick, déposent, sur le bureau des Communes, une motion en faveur de la réduction des dépenses militaires et de l'entente pour la limitation des armements. Sir Edward Grey leur demande de retirer la motion : il prend l'engagement de soumettre la question à la Conférence de La Haye. Cette promesse, cette espérance surexcitent le zèle des organisations pacifistes.

Le 13 mai, les bourgmestres de Berlin, Aix-la-Chapelle, Dresde, Cologne, Charlottenbourg visitent solennellement Londres et Birmingham. Le Roi les reçoit. La rédaction de la *Tribune* leur remet une adresse de bienvenue, qu'ont approuvée 4 lords maires d'Angleterre, 27 maires de Londres, 103 maires de comtés, 30 membres du Parlement. Au cours d'un large banquet, des ministres prononcent de chaleureuses allocutions. M. Haldane, depuis : Lord Haldane, proclame que « le Kaiser est le vrai fils de l'esprit du siècle ». Winston Churchill dénonce « les journalistes patriotes et mangeurs de feu, la plupart garantis, par leur âge, contre les obligations militaires, qui sont fort occupés à montrer à quel degré de patriotisme ils peuvent atteindre pour 0f,50 ou même 0f,10 ».

Le 20 juin, les journalistes allemands débarquent à leur tour. 19 feuilles de Berlin, 1 de Francfort, 1 de Cologne, 3 de Munich, 4 de Leipzig, 8 de Dresde, 1 de Breslau, 1 de Brême, 2 de Hanovre, 2 de Hambourg, 1 de Magdebourg, 4 de Stuttgart, 2 de Danztig, 1 de Carlsruhe, 2 de Kœnigsberg sont représentées dans ces fêtes. Des personnages, aussi importants que Dr Th. Barth, Dr Paul Lindau, Julius E. Wolff, Dr Herman Diez ont cru devoir franchir le détroit. La réception de Southampton fut particulièrement réussie. La promenade à travers Londres en automobile eut le plus grand succès. Edouard VII ouvrit les portes de Buckingham aux journalistes allemands. Les conservateurs ne sont pas restés indifférents :

Digitized by Google

le *Daily Telegraph* organise, en l'honneur de ses confrères, une fête brillante, à laquelle assiste J. A. Balfour. Les ministres se sont multipliés. Le secrétaire d'État du *War Office*, le président du *Board of Trade* ont été particulièrement empressés. Au dîner du 21 juin, donné à l'hôtel Métropole, leur collègue le chancelier lord Reid prit la parole. Avec un tact rare, il évoqua des souvenirs passés : « Nous n'avons jamais croisé le fer avec les Allemands. Que dis-je, bien souvent, au cours de l'histoire, nous avons figuré sur la même ligne de bataille. »

L'ambassadeur allemand, le comte de Metternich, insiste aussitôt sur l'importance de ce discours ministériel et relève cette allusion aux défaites françaises des XVIIIe et XIXe siècles.

*
* *

En présence de ces manifestations répétées, il devient nécessaire de donner quelques satisfactions à l'opinion. Edouard VII boucle ses malles et part pour l'Allemagne. Certes, il s'efforce de réduire l'importance de ce voyage à « une visite de famille ». Il évite la capitale et son cadre. Il choisit Friedrichshof. Il préfère l'isolement et l'intimité. Il oublie ses uniformes. Mais la presse radicale veille au grain. Elle veut donner, à cet échange de froides politesses, le caractère d'un geste diplomatique. Elle prend sur elle de faire des offres et d'annoncer une négociation. La *Westminster Gazette* écrit, dans son numéro du 15 août 1906 :

L'objectif des parties en cause est actuellement de détruire le soupçon, que notre arrangement avec la France ou notre prochain arrangement avec la Russie, si nous sommes capables de le faire aboutir, est dirigé contre l'Allemagne ou tend à l'isoler en Europe. Notre arrangement avec la France avait, avant tout, pour but de résoudre certains problèmes de politique coloniale... *S'il a eu des répercussions européennes, ce sont là des accidents secondaires, qui ne faisaient pas partie de nos intentions primitives et que nous n'avons pas recherchés.*

Ce commentaire frappe l'opinion publique. L'entrevue

Digitized by Google

impériale aurait-elle donc une réelle signification ? Faudrait-il y voir un acheminement vers une entente anglo-germanique ?

Cette déduction paraît d'autant plus légitime, que le nombre des missionnaires de paix se multiplie d'une manière extraordinaire. Tandis que le gouvernement anglais se fait représenter, aux manœuvres françaises, par un simple général, un prince de sang royal, le duc de Connaught, dirige lui-même la mission d'études envoyée outre-Rhin. Le ministre de la Guerre, M. Haldane, (depuis : Lord), se transporte à Berlin. Initié à tous les détails de l'organisation militaire allemande, il interroge le chef d'état-major, dîne chez son collègue prussien, assiste à toutes les prises d'armes, cause longuement avec le Kaiser. Le ministre des Colonies, Winston Churchill, sur l'invitation personnelle de l'empereur, suit les manœuvres de Silésie, en uniforme d'officier des hussards d'Oxfordshire, escorté de nombreux officiers, attachés à sa personne. Jamais, depuis l'ère de l'entente anglo-allemande, les cercles officiels, germain et britannique, n'avaient paru aussi empressés à prendre contact. Interwievé, à la fin du mois d'août, par un correspondant du *Daily Mail*, le prince de Bülow était en droit de se montrer souriant et optimiste :

Affirmer que l'Allemagne songe à rivaliser avec l'Angleterre, pour la suprématie maritime, est à peu près aussi fondé que de nous accuser de penser à construire un chemin de fer vers la lune.

Et, comme son interlocuteur lui demandait, s'il était au courant de la campagne de la presse anglaise, sur la rivalité anglo-allemande en Asie Mineure et en Chine, le Chancelier répondit qu'il connaissait ces rumeurs :

Sur quels arguments peut-on se fonder, pour affirmer qu'il y a là autre chose, qu'une concurrence commerciale, qui est à la fois légitime et générale ? Rappelez-vous qu'il y a deux ans, une partie de la presse anglaise a voulu retrouver, derrière la résistance du Thibet, la main de l'Allemagne. Quelle folie ! de même aujourd'hui, cette campagne contre le chemin de fer de Bagdad. Ce projet n'a jamais été et ne pouvait jamais être

Digitized by Google

qu'une entreprise purement commerciale, pour ce qui regarde l'Allemagne. Nous sommes tous des concurrents commerciaux en Turquie et rien de plus.

*
* *

Les cercles officiels sont pleins de sourires. Les journaux officieux sont pleins de prévenances. Le rapprochement sentimental bat son plein ; et, s'il ne tenait qu'à la diplomatie allemande, il prendrait un caractère politique.

Mais les événements permettent au *Foreign Office* de résister à cette pression morale et d'enrayer cette première campagne. Les pactes souscrits, qui restent exécutoires, empêchent les conversations d'aboutir. L'affaire marocaine maintient le contact entre Paris et Londres. Trois mois d'Algésiras (janvier-31 mars 1906) exercent plus d'influence sur la diplomatie britannique, qu'une douzaine de banquets pacifistes. Mais ces discussions dans une bourgade espagnole, autour d'intérêts français, auraient pu fournir un argument insuffisant, pour respecter les engagements pris et rester sur une défensive armée. Des incidents anglo-allemands entretiennent la rivalité latente.

Le premier et le plus important est l'affaire du Sinaï. Certes, cette presqu'île ne semble pas valoir un conflit diplomatique, avec ses rocs nus et ses précipices escarpés, coupés par de longs défilés et des vallées sablonneuses : des buissons de tamaris, des acacias nains, des broussailles épineuses sont la seule végétation. Dans quelques endroits favorisés, on découvre un groupe de palmiers à fruits : et à leur ombre, après les pluies de printemps, poussent, sur le sol maigre, des touffes d'herbe, vite desséchées par le soleil d'été. D'eaux courantes, excepté les ruisseaux éphémères du printemps, il n'y en a pas : seules, des mares saumâtres, au pied d'un roc qui surplombe, ou de rares puits, recouverts par des broussailles, peuvent étancher la soif du voyageur.

Une certaine vie, cependant, commence à animer cette terre biblique, cette marche frontière franchie jadis par des

Digitized by Google

soldats et des pèlerins. Le télégraphe relie Akabah au réseau turc d'Asie Mineure. A quelques journées de marche du golfe se trouve à Maan le point terminus de la voie ferrée, la branche droite des lignes d'Asie Mineure. Par Alep, Beyrouth et Maan, elle atteindra Médine et la Mecque. L'embranchement, qui reliera Akabah à Maan, est presque en voie d'exécution. Le tracé est fait. Les travaux peuvent commencer. Les capitaux allemands sont prêts. Et le réseau, conçu par des ingénieurs d'outre-Rhin, servira à accroître l'autorité politique, à assurer l'hégémonie religieuse du Sultan, non seulement en Palestine, mais en Arabie. Reliée aujourd'hui par le fil télégraphique, demain par la voie ferrée à ces provinces turques, la péninsule du Sinaï sort de son isolement. La marche frontière, tour à tour franchie par les Assyriens et les Perses, les Grecs et les Romains, Bonaparte et Méhémet Ali, échappe, en fait, sinon en droit, au contrôle exclusif de l'Égypte. Les sables et les rocs, qui protègent le canal de Suez, et séparent, par une frontière naturelle, deux continents et deux empires, constituent, désormais, une barrière de plus en plus fragile. Le contact est possible. Aujourd'hui, les courants religieux, les mouvements politiques auront en Égypte une répercussion plus forte. Demain, des forces militaires, au service d'un souverain étranger et de ses alliés, pourront s'avancer à quelques journées de marche de la possession anglaise, de la route des Indes.

Une pareille évolution ne pouvait échapper aux fonctionnaires perspicaces de l'Empire britannique. Dès les débuts de 1905, lord Cromer envoie dans la presqu'île une mission, organise des méharistes, construit des caravansérails. Au début de 1906, au cours de leurs reconnaissances, les troupes anglo-égyptiennes poussent jusqu'à Tabah, le petit groupe de huttes et de palmiers, qui se serrent autour d'un puits, au pied du plateau de Tih, sur les rives du golfe d'Akabah. Les soldats constatent que le point est occupé par 150 fantassins turcs. Sir Edward Grey adresse à la Porte une protestation diplomatique : Tabah fait partie intégrante de la péninsule du

Digitized by Google

Sinaï et est partant soumise à l'administration de l'Égypte. Si un doute existe, une commission mixte pourrait fixer de nouveau la ligne de frontière. Sur cet incident, dont la solution paraissait facile, puisque le gouvernement britannique se déclarait prêt à accepter une délimitation nouvelle, s'en greffe bientôt un second. Le 13 février, lord Cromer annonce que le commandant turc d'Akabah demande l'évacuation de Djeziret el Faroun, l'îlot situé à 8 kilomètres environ au sud de Tabah. Le croiseur anglais *Diana* reçoit l'ordre d'aller protéger la petite garnison égyptienne ; et, en même temps, sir Edward Grey formule de nouvelles protestations. Le 20 février, deux officiers turcs quittent Constantinople, chargés de faire sur place une enquête. Le second incident allait s'aggraver par un essai d'atermoiement. Mais laissons la parole au ministre anglais des Affaires étrangères :

On pouvait espérer que ces commissaires discuteraient la question, ou feraient partie d'une commission mixte de délimitation. Et, cependant, ils quittèrent le Caire, gagnèrent Beyrouth, sans avoir eu de communications, ni avec le gouvernement égyptien, ni avec le Khédive, ni avec lord Cromer. Et, le 21 mars, l'ambassadeur de Turquie, dans une communication, déclare que, du moment ou Tabah est une dépendance d'Akabah, aucune objection ne saurait être formulée contre la présence des troupes turques, et qu'il était par conséquent inutile d'envoyer d'Égypte des fonctionnaires, pour faire une enquête.

Il est impossible de ne pas constater que le second incident, celui de Djeziret el Faroun, et l'ajournement de la délimitation coïncident exactement avec la conférence d'Algésiras. Cette concordance, qui autoriserait bien des hypothèses, décida le *Foreign Office* à faire preuve de patience provisoire, quitte à agir, plus tard, avec énergie.

L'affaire traîne en longueur ; et le Sultan se détermine enfin à autoriser Moukhtar Pacha à traiter avec l'Égypte. Le gouvernement britannique accepte que les négociations aient lieu au Caire. Et aussitôt le problème s'élargit. Avec une audace, que peuvent seuls expliquer des conseils discrets et

Digitized by Google

des promesses vagues, formulés avant et pendant la conférence d'Algésiras par une tierce puissance, le diplomate turc précise, en les étendant démesurément, les revendications de son gouvernement. La frontière, au lieu d'être tracée entre El Arich et Akabah, partira d'El Refah, la bourgade turque qui précède Gaza, pour rejoindre directement Suez. Le Khédive riposte, en proposant un point, situé à 5 kilomètres à l'ouest d'Akabah, comme limite entre les deux États. Une commission mixte réglera les détails du tracé. La situation se complique. Des rumeurs circulent. Et, si le bruit, que des troupes turques nombreuses sont massées aux abords du golfe d'Akabah, n'est pas confirmé, en revanche le croiseur *Minerva* constate que les bornes-frontières, au large d'El Refah, ont été arrachées, entre les 12 et 18 avril, et que l'infanterie ottomane est campée sur le sol égyptien. Un ultimatum est lancé et la flotte mobilisée.

Sir Edward Grey somme la Porte d'ordonner l'évacuation de Tabah et d'accepter le principe d'une frontière, à délimiter ultérieurement, qui, partant d'El Refah, atteindra le sommet du golfe d'Akabah. Elle capitule.

Cet incident éveille les méfiances du *Foreign Office*. Il retrouve, dans cet effort, pour réveiller le fanatisme musulman à l'est du bassin de la Méditerranée, la main qui avait excité les mêmes passions, sur les rives occidentales. Il devine l'action, à Constantinople, d'une influence étrangère et les révélations diplomatiques ont singulièrement confirmé ces intuitions. La naissance et l'aggravation de l'incident anglo-turc coïncident avec la réunion et les débats de la conférence d'Algésiras. Moukhtar Pacha, le commissaire ottoman au Caire, a fait, il y a deux ans, un long séjour à Berlin, et en a rapporté des tendances germanophiles, qui ne sont un secret pour personne. Le 4 mai, la libérale *National Zeitung* et la conservatrice *Kreuz Zeitung* jettent avec soin de l'huile sur le feu. Que valent les protestations courtoises de l'ambassade allemande à Constantinople en présence de tous ces faits concordants ?

Digitized by Google

*
* *

D'ailleurs d'autres incidents entretiennent la vigilance des diplomates professionnels.

Un navire de la Compagnie *Hamburg Amerika*, à neuf heures du matin, le lundi 24 septembre 1906, sans prendre de pilote, par une forte marée, entre à toute vapeur dans le port de Portsmouth, traverse la rade, ouverte aux vaisseaux marchands, et s'amarre au coffre n° 5, réservé aux navires de guerre, et placé en un point d'où l'on aperçoit tous les détails des fortifications britanniques. Le maître du port avertit le capitaine du *Météore* qu'il commet une irrégularité, lui ordonne de lever l'ancre et de rentrer au mouillage des bâtiments de commerce. Le *Météore* obéit, démarre et repart à toute vitesse, pour la pleine mer, après avoir été sur le point d'aborder un vaisseau de la marine britannique, *Spartiat*. Le capitaine du *Météore* télégraphie la nouvelle de l'incident, et ajoute que l'officier anglais a prononcé, devant vingt-quatre personnes, des paroles peu courtoises pour l'Allemagne. La presse pangermaniste s'empare de l'affaire et reprend, malgré les souvenirs des récentes visites, malgré les conseils des journaux importants, le *Tageblatt*, la *National Zeitung*, sa campagne contre l'impolitesse britannique.

Une société chorale britannique, au cours de ses pérégrinations sur les bords du Rhin, peut bien envoyer une dépêche admirative au Kaiser. Les délégués anglais à la *Conférence de droit international* ont beau adresser à Guillaume II un télégramme de félicitations. La diplomatie du Royaume-Uni n'en conserve pas moins toute sa fermeté. Depuis deux ans, l'unique Compagnie anglaise des chemins de fer ottomans (1866), qui exploite 144 kilomètres de voie ferrée entre Smyrne et Aidin, sollicitait une prolongation de 108 kilomètres. Elle se heurtait à l'opposition de l'ambassadeur allemand. Sir Edward Grey a été plus heureux que son prédécesseur. Au début du mois d'octobre, le Sultan signe l'iradé

Digitized by Google

de concession. La société anglaise, qui a su habilement réveiller la prospérité passée de la vallée du Méandre, pourra pousser ses rails jusqu'au lac Egerdir.

Sur un autre terrain, la diplomatie allemande se heurte encore à la résistance britannique. L'Angleterre, grâce, d'une part, à l'esprit d'organisation de la Compagnie Marconi, de l'autre, au nombre de ses stations maritimes, éparses à travers les océans, monopolise, en fait, la télégraphie sans fil. Les postes battent pavillon anglais. Les instruments sont d'origine britannique. Les employés, même à bord des transatlantiques allemands, sont anglais. Les Allemands, tant au point de vue industriel, qu'au point de vue stratégique, désirent battre en brèche ce monopole. Ils voudraient, dans la conférence internationale de Berlin, obtenir que les postes de la Compagnie Marconi soient ouverts aux télégrammes, expédiés à l'aide d'instruments différents des siens. Vers le 12 octobre, le bruit courait à Londres, — et le *Morning Post* s'en inquiétait, — que le gouvernement anglais serait disposé à se montrer conciliant vis-à-vis des revendications allemandes. Il n'en fut rien. Et des dépêches de Berlin plus récentes (24 octobre) apprirent que l'Angleterre, d'accord avec l'Italie, s'était expressément refusée à accepter complètement la proposition allemande d'intercommunication entre tous les postes, quels que fussent les systèmes employés.

*
* *

Le *Foreign Office* tient bon et veille au grain. Mais il doit respecter les traditions du parti et ménager les exigences des idéalistes. Il accepte de tenter une épreuve, de faire un sondage. Il offre, par un geste de paix, à l'Allemagne l'occasion d'éclairer l'opinion britannique, sur les bornes de ses ambitions politiques et sur la sincérité de ses déclarations amoureuses.

Le 9 mai 1906, sir Edward Grey avait pris, devant les Communes, l'engagement de soumettre à la Conférence de La

Digitized by Google

Haye, le problème de la limitation des armements. Le 27 juillet, la Chambre est saisie du budget de la marine. Il est caractérisé par une réduction importante, dans les crédits annuels et les constructions neuves. Sir Henry Campbell-Bannerman souligne l'importance de cet acte de bonne volonté. L'Angleterre a voulu « donner l'exemple » et « préparer la voie ». Quand la date fixée pour la réunion de la Conférence se rapproche, le premier Ministre revient à la charge. Le 2 mars 1907, dans un article que publie la *Nation*, il renouvelle l'offre de paix et le projet de détente. Le 30 avril 1907, M. de Bülow annonce au Reichstag, que l'Allemagne se refusera à discuter, à La Haye, la question de la limitation des armements.

La *Tribune*, l'organe radical, ne cache pas sa surprise et sa mélancolie (1er mai).

Cette réponse porte l'empreinte la plus nette du Yunker Bismarckien. M. de Bülow ne prétend pas raisonner sur le problème. Il évoque le spectre imaginaire d'un danger, que « peut provoquer le contact d'intérêts opposés », mais il ne fait aucun effort, pour définir ce prétendu danger, ce prétendu antagonisme.

II

Cet étonnement et cette indignation ne sont pas partagés par les professionnels, à qui incombe le soin de veiller aux destinées de l'Empire et sur la permanence de sa diplomatie. Sans attendre la réponse prévue de M. de Bülow, ils avaient pris leurs précautions, pour continuer l'œuvre militaire et diplomatique, amorcée par le parti conservateur, cette concentration navale et ces négociations européennes, qui permettent de parer au péril allemand.

*
* *

On sait qu'en novembre 1905, l'Amirauté avait réorganisé les escadres anglaises, de manière à répondre aux nécessités

Digitized by Google

d'une diplomatie nouvelle. L'escadre de la Méditerranée devait comprendre 8 cuirassés, au lieu de 12; celle de l'Atlantique, 8 cuirassés ; celle de la Manche, 17 au lieu de 8. Chacune de ces flottes serait flanquée d'une division de croiseurs cuirassés. Enfin, une escadre de réserve, de 12 cuirassés était fractionnée en trois divisions, attachées aux ports de Sheerness, Portsmouth, Devonport. Le Cabinet libéral a trouvé le moyen de réaliser les économies promises, sans diminuer l'écrasante supériorité des forces anglaises et en accentuant la signification de leur nouvelle répartition. L'escadre de la Manche sera réduite de 17 à 14 cuirassés ; celle de l'Atlantique et de la Méditerranée, de 8 à 6. Les trois divisions de croiseurs cuirassés comprendront 4 navires, au lieu de 6. Pour compenser ces diminutions, les 12 cuirassés de réserve et les 8 cuirassés, enlevés aux escadres actives, constitueront une quatrième escadre, *Home Fleet*, qui aura son quartier général à Sheerness. En cas de conflit dans la mer du Nord, l'Angleterre disposera dorénavant des escadres de la Manche et de l'Atlantique, 20 cuirassés; et de la *Home Fleet*, 20 cuirassés. Jamais une flotte aussi formidable n'a été réunie le long des rives anglaises. Les journaux conservateurs, le *Daily Telegraph* (24 octobre 1906), le *Times* (24 octobre), ont été les premiers à approuver une réorganisation, qui continue et complète l'œuvre entreprise par leur parti.

Les navires veillent. Les diplomates sont aux écoutes. Le premier des ambassadeurs anglais, Edouard VII, continue ses visites et maintient le contact. Le 8 et 10 avril 1907, il débarque à Carthagène et à Gaète. Cette activité surprend et inquiète. Le député national-libéral Basserman, le député radical Müller Sagan sont d'accord pour dénoncer, l'un à Magdebourg, l'autre à Berlin, l'encerclement de l'Allemagne. En septembre, la presse pangermaniste grince des dents : l'œuvre est achevée; l'évolution est consommée. Sir Edward Grey a paraphé, le 31 août, l'accord anglo-russe, liquidé les rivalités passées, délimité les activités prochaines. Au prix de sacrifices, arrachés aux impérialistes intransigeants, il réin-

Digitized by Google

troduit la Russie dans le cercle de l'Europe, l'arrache au mirage de l'extrême-Orient, et jette, dans la balance de l'équilibre, le contrepoids nécessaire.

La signature de la convention est accueillie par l'opinion britannique comme un succès et comme une garantie. On chercherait en vain une note discordante dans les journaux conservateurs de Londres et de la province. Il n'en est point de même des organes du parti libéral.

Sans doute, des feuilles, aussi importantes et aussi autorisées que le *Daily Chronicle* et la *Westminster Gazette*. expriment à sir Edward Grey leurs chaudes félicitations.

Toute autre est l'attitude des organes, qui représentent l'aile gauche de la majorité ministérielle.

Le *Daily News* s'indigne, au nom des grands principes. Les partisans zélés du gouvernement chercheront en vain dans le préambule incohérent du traité, une explication qui puisse le justifier, au nom des principes d'une politique libérale. La *Nation*, dans son numéro du 7 septembre (p. 980), est plus précise :

Alors que l'horizon politique s'est complètement modifié, nous sommes restés accrochés à l'idée fixe d'une entente avec la Russie. Elle n'est plus une menace pour les Indes, et même, si sa faiblesse militaire et financière ne la désarmait pas, il suffit que notre alliance japonaise, remaniée, garantisse les Indes contre une invasion. Le Thibet, et l'Afghanistan ne sont plus des causes d'anxiété. En Perse, où il y avait autrefois une cour dépensière et un ministère corrompu, il y a maintenant une nation réveillée et un Parlement, jaloux de l'indépendance du pays... Rétablir la situation et l'influence de la Russie dans les conseils européens, pour prendre les termes mêmes de sir Edward Grey, était devenu l'objectif de la politique anglaise. A cette condition seulement, nous pouvions espérer profiter complètement de notre entente avec l'alliée de la Russie, la France. Ce but a été probablement atteint grâce à de lourds sacrifices en Asie. Est-ce là un gain net ? L'histoire le dira.

Il est impossible de mieux résumer, que ne le fait cet article, l'attitude des radicaux vis-à-vis de la convention anglo-russe :

Digitized by Google

ils craignent de fortifier le régime absolu, de sacrifier le nationalisme persan et d'inquiéter l'opinion allemande.

*
* *

Les adversaires du *Foreign Office* n'avaient pas d'ailleurs désarmé. Sans se laisser décourager par l'échec de La Haye, ils avaient continué leur campagne de discours, de dépêches, de banquets et de voyages.

La visite des journalistes anglais, au mois de mai 1907, fournit aux partisans du rapprochement, dans les couloirs des Communes et dans les bureaux de Berlin, l'occasion désirée.

Avant que la délégation britannique se mît en route, un publiciste écrivit au *Times*, pour signaler les dangers diplomatiques de cette manifestation intempestive.

Les renseignements, déjà publiés sur le programme, nous montrent assez clairement qu'on donnera à la réception, qui sera faite aux journalistes anglais, un caractère nettement significatif. Il fallait s'y attendre. En Allemagne, le bureau de la presse est une section importante du ministère des Affaires étrangères, soumise au contrôle direct du Secrétaire d'Etat et du Chancelier impérial. Les journalistes ne peuvent, en tant que corporation, se livrer à une action de ce genre, que si celle-ci est conforme à un plan bien arrêté de la politique allemande.

L'auteur anonyme de cette lettre rappelait que, lorsque les publicistes allemands quittèrent Londres, quelques mois auparavant, le directeur d'une des feuilles les plus importantes d'outre-Rhin avait trahi sa satisfaction, en constatant, prétendait-il, que ces fêtes avaient créé en France « un certain sentiment de gêne ».

Cet argument ne décida pas les journalistes libéraux à décliner l'invitation de leurs confrères, et, le 26 mai 1907, une trentaine d'entre eux, auxquels s'étaient joints les représentants de deux ou trois feuilles conservatrices, s'embar-

Digitized by Google

quèrent pour Berlin. Ils firent une tournée triomphale à travers l'Allemagne. Ils reçurent partout un accueil enthousiaste. Commerçants, maires et fonctionnaires s'entendirent pour obéir à la consigne donnée et offrir une large hospitalité. Les deux incidents les plus significatifs de ce voyage diplomatique furent le banquet de Berlin et l'accueil de l'Empereur.

Dans un discours, qui eut un grand succès, le Dr von Muehlberg, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, s'efforça de dissiper tous les nuages, qu'avaient soigneusement amassés les germanophobes anglais. Les armements allemands ne sont qu'une simple mesure de précaution. L'Empire n'a aucune visée d'expansion territoriale. Il trouve, dans son développement industriel, assez de débouchés pour absorber sa population croissante. L'émigration annuelle est tombée de 200.000 à 30.000 têtes. Tout comme l'Angleterre, l'Allemagne désire seulement que les marchés restent libres et les portes ouvertes.

Cette politique vient de remporter son plus grand succès en Égypte. Agissant conformément à cette règle, un éminent homme d'État, lord Cromer, est parvenu, d'une manière merveilleuse, à rendre à la vieille terre des Pharaons une vie et une énergie nouvelles. Mon maître impérial partage cette conception des devoirs et des ambitions, auxquelles devraient prétendre les Etats civilisés. Voilà le pont que nous pouvons franchir ensemble. Voilà le domaine sur lequel nous pouvons unir nos mains, sans nuire ni aux amitiés, ni aux alliances, qui unissent votre Empire à d'autres nations.

Guillaume II, par la bouche de son mandataire, offrait aux partisans du rapprochement avec l'Allemagne une entente sur le terrain économique.

Sans doute, il ne la formula pas lui-même dans les courtes conversations, qu'il eut avec les journalistes anglais, lors de la revue de printemps, à Postdam. Encore est-il qu'il sut donner à son apparition un caractère dramatique, qui impressionna fortement la délégation anglaise. Elle avait vu le *Kaiser* passer, dans son costume de cuirassier blanc, devant le front

Digitized by Google

des troupes de sa garde, coiffées du bonnet qui date de Frédéric le Grand. Celles-ci l'avaient salué du cri réglementaire : « Bonjour, Votre Majesté ! » Puis l'empereur avait disparu. Après un tour dans les jardins de Sans-Souci et un déjeuner à l'Orangerie, les voyageurs étaient rangés sur le perron, lorsqu'une rumeur courut : « l'Empereur vient. » Et il parut, à cheval, escorté de deux ou trois officiers seulement, toujours dans son costume blanc de cuirassier. Il s'approcha du groupe : « Bonjour, messieurs. Soyez les bienvenus dans mon pays. Soyez les bienvenus dans ma maison. » Et, après une courte conversation, le Kaiser, toujours à cheval, se retira lentement. Cette silhouette impériale se grava profondément dans les imaginations des spectateurs. Sa grandeur et son charme accrurent l'effet produit par l'accueil du public et le discours du Ministre. Le directeur de la *Westminster Gazette* résumait comme il suit ses impressions :

Il n'y a pas un des Anglais, ayant pris part à cette tournée, qui ne croie qu'il y ait, chez les classes dirigeantes, en Allemagne, le désir profond et sérieux de faire, de part et d'autre, un effort, pour mettre un terme aux taquineries et aux malentendus, qui ont troublé les relations des deux pays. Elles ne veulent pas d'une querelle qui n'est pas leur œuvre.

*
* *

Fidèle aux souvenirs de cette visite, la presse libérale travaille avec ténacité, chaque fois qu'elle en a l'occasion, à jeter de l'huile sur les flots troublés pour calmer les vagues. Au mois d'août 1907, quand Édouard VII frappe, de nouveau, à la porte de son impérial neveu, les feuilles radicales insistent sur les faits et gestes, qui rendent cette entrevue plus importante que celle de l'année précédente. Le Roi a accepté l'hospitalité du Kaiser. Il a arboré un uniforme allemand. Toutes les légendes, qui ont couru sur la tension des relations entre Édouard et Guillaume, sont tournées en ridicule et démenties avec énergie.

Avec la même unanimité et le même enthousiasme, au len-

Digitized by Google

demain de la signature de l'accord anglo-russe, la presse libre-échangiste souhaite la bienvenue au prince de Bülow, qui accompagnera l'impérial ménage, dans son séjour en Angleterre. Sa présence dissipera les inquiétudes radicales et resserrera le contact diplomatique. Mais le 10 octobre, le *Times* publie une violente harangue contre le Chancelier impérial. La feuille historique le cingle de cruelles ironies. Le Ministre a dû constater que ses efforts, pour brouiller l'Angleterre et la Russie, « ont été singulièrement ébranlés » ; et que « quelques années doivent se passer encore », avant que la flotte allemande puisse détruire les escadres britanniques. Le Prince cherche sans doute à « effacer, autant qu'il le peut, de nos esprits le souvenir des insultes et des calomnies, qu'il a laissé déchaîner contre nous », pendant la guerre sud-africaine.

Cette attaque souleva l'indignation de la presse libérale.

Ses protestations n'empêchèrent point l'article du *Times* de produire l'effet escompté. Le prince de Bülow renonça à accompagner son maître en Angleterre.

Le 11 novembre 1907, Guillaume II, qui s'était refusé, paraît-il, à être accueilli par son oncle, à la campagne, dans l'intimité familiale, est reçu avec la solennité qu'il a exigée. Servi par le charme séduisant de sa personne, par sa merveilleuse connaissance de la langue et des usages d'outre-Manche, par les souvenirs de sa lointaine enfance, le Kaiser travaille à conquérir la foule et les politiques, à imprimer une vie nouvelle au rapprochement anglo-allemand.

Le 12 novembre, au cours du banquet donné à Windsor, le Kaiser rappelle les liens étroits, qui l'unissent à la dynastie anglaise :

Au premier plan de mes souvenirs se dresse la figure de ma grand'mère vénérée, la grande Reine. Son visage restera toujours gravé dans mon cœur... Je désire vivement que l'étroite parenté, qui existe entre nos deux familles, puisse se manifester aussi dans les relations de nos deux pays et contribuer ainsi à assurer la paix du monde, dont le maintien est autant le souci constant de Votre Majesté que le mien.

Digitized by Google

Le lendemain, l'Empereur et l'Impératrice étaient reçus par la cité de Londres. En acceptant des mains de la Corporation une adresse de bienvenue, Guillaume II commente heureusement une devise, qu'il avait lue sur un des arcs de triomphe : « Le sang est plus épais que l'eau. » Il exprime l'espoir qu'on pourra toujours appliquer cette maxime à la Grande-Bretagne et à l'Allemagne. La réponse du Kaiser au toast du Lord-maire produit une profonde impression :

Mon objectif est avant tout le maintien de la paix. L'histoire, j'ose l'espérer, me rendra cette justice, que je l'ai toujours poursuivi sans défaillance. La paix du monde a pour appui, pour fondement principal, la durée des bonnes relations entre nos deux pays. Et je m'efforcerai dorénavant de les resserrer autant que je le pourrai. Les désirs du peuple allemand sont conformes aux miens.

Ces paroles, prononcées avec une éloquente énergie, provoquent une extraordinaire émotion. L'auditoire est conquis. Pour parler aux mandataires de l'Université d'Oxford, aux représentants du *London County Council*, l'Empereur trouve le mot qui porte, évoque les souvenirs qui touchent. De toute sa personne se dégage un charme communicatif. La foule est gagnée. Les journaux sont amadoués. Les parlementaires sont séduits.

Et, dans cette atmosphère de paix et de concorde, au milieu d'un silence recueilli, M. de Schoen laisse tomber de sibyllines paroles :

Nous fondons de grandes espérances sur les résultats de cette heureuse visite. Nous espérons, nous croyons qu'elle provoquera le réveil des relations affectueuses d'autrefois, qui existaient entre nos deux patries.

*
* *

L'heure était propice pour une nouvelle campagne. Les adversaires de la permanence diplomatique et de l'intervention européenne ne la laissent pas échapper.

Digitized by Google

Tandis que le 16 novembre 1907, 136 députés radicaux, dans une pétition remise à sir Henry Campbell-Bannerman, réclament les économies militaires, que rend possibles la situation internationale, les feuilles radicales attaquent sir Edward Grey, et réclament sa démission. Il est le défenseur des traditions diplomatiques et le protecteur d'une caste professionnelle. S'il tombe, l'extrême-gauche s'installera en maîtresse au *Foreign Office*, ouvrira les fenêtres de cette demeure archaïque, laissera entrer la lumière de l'idéalisme.

La *Nation* écrit :

Sir Edward est devenu le plus silencieux et le plus autocrate des ministres des Affaires étrangères de notre temps. Il paraît rarement à la Chambre. Il laisse le soin de répondre aux questions à un sous-ordre, qui n'a pas de place au *Foreign Office*. Des incidents récents, l'ajournement de la publication des documents, relatifs à l'affaire de Denshawai, la signature de la convention anglo-russe, trois jours après la fin de la session du Parlement, nous ont montré combien il est facile, pour un Secrétaire d'Etat, de se soustraire au contrôle des députés.

Les instructions des représentants de l'Angleterre à la Conférence de La Haye n'ont point été soumises à la Chambre. Seul, sans autres conseils que ceux de ses agents diplomatiques, le Ministre règle des questions aussi délicates, que celles relatives à la délimitation des sphères d'influence en Perse, à la réforme judiciaire en Macédoine, à la réorganisation administrative de l'Égypte. Ce régime autocratique, déclare l'organe des radicaux, ne saurait durer. Et il réclame la création d'une commission parlementaire, qui, sous la garantie du secret, aura le droit d'exiger des communications et d'exercer un contrôle.

La *Review of Reviews* entre en jeu à son tour. M. W. Stead approuve la *Nation*, reprend ses arguments, précise ses critiques, et reproche au leader du *Foreign Office*, de s'être laissé dominer par les fonctionnaires de son département, par sir Ch. Hardinge, le sous-Secrétaire permanent, par sir Francis Bertie, l'Ambassadeur à Paris. La « bureaucratie »

Digitized by Google

est responsable de l'échec de la Conférence de La Haye. C'est elle, qui a décidé sir Edward Grey à confier la direction de la délégation britannique à « un juge octogénaire, qui n'était ni un homme d'État, ni un diplomate, ni un parlementaire, ni un homme du monde. Dans une pareille assemblée, le tact du courtisan est cependant plus nécessaire que l'austérité intransigeante du *quaker*. » La « bureaucratie » a donné l'ordre aux représentants de l'Angleterre, de sacrifier une discussion approfondie de la question des armements, qui « aurait eu une action éducative » et exercé une profonde influence, au vote stérile d'un vœu, sans portée. Elle a paralysé les partisans du rapprochement anglo-allemand. Le *Foreign Office*, loin de favoriser les visites entre les municipalités et les journalistes d'outre-Rhin et d'outre-Manche, a tout fait, pour diminuer leur importance et réduire leur signification. C'est à la suite d'une dépêche de sir Francis Bertie, que le Roi a refusé de recevoir les directeurs des journaux allemands. Et W. Stead termine son article, en demandant que l'Ambassadeur à Paris soit rappelé, le ministère des Affaires étrangères « démocratisé ». Il faut que sir Edward Grey se soumette ou se démette.

Sir Edward Grey ne pouvait laisser ces attaques sans réponse. Le 19 décembre, il profite de ce qu'il devait à rendre compte de son mandat à ses électeurs de Berwick on Tweed, pour justifier sa politique. Il ne faut chercher dans ce discours ni vues générales, ni prétentions oratoires. Le gentilhomme whig s'interdit les unes et les autres. Ses allocutions seraient presque d'une simplicité et d'une sobriété excessives, si l'on ne tenait pas compte de l'horreur instinctive de leur auteur, pour tout ce qui n'est pas la sincérité et la modestie. Sir Edward Grey commence par déclarer, « qu'il est essentiel, pour la réputation de son pays, pour son esprit de suite, pour sa ténacité, pour sa bonne foi, que les alliances et les amitiés, contractées lors du précédent Cabinet, soient maintenues fermement et généreusement. » L'orateur affirme qu'il les a respectées, « autant dans leur lettre que dans leur esprit ». Après une brève allusion à l'alliance japonaise, le Ministre s'ex-

Digitized by Google

prime comme il suit, au sujet des conventions franco-anglaises :

La lettre de ces arrangements subsiste intacte ; mais leur portée a été, je crois, étendue, parce que, à la suite de ce règlement, a pris naissance une amitié, qui est extrêmement populaire des deux côtés du détroit. Elle l'est autant aujourd'hui que par le passé. Chaque fois que l'on a eu l'occasion de la mettre à l'épreuve, dans les négociations diplomatiques, les événements ont prouvé qu'elle était vivace et vigoureuse.

Après avoir rappelé que ces pactes n'avaient rien « d'exclusif », et qu'il était prêt à en signer de semblables, pour le règlement d'affaires, dans lesquelles « on aurait des intérêts directs », sir Edward Grey s'est entendu sur la convention anglo-russe et a conclu :

On sait, que le gouvernement allemand s'est embarqué dans un audacieux programme de constructions navales. Je n'ai pas le droit de m'en plaindre. Je mentionne simplement le sujet, parce qu'il est important et sans aucune hostilité. Pour le moment, la situation de notre flotte est parfaitement rassurante, du moins pour une année ou deux. Mais d'autre part, si nos voisins vont largement accroître leurs dépenses maritimes, il ne nous sera pas possible de continuer à réduire les nôtres.

Cet argument dispensait le Secrétaire d'État d'en donner d'autres. Cette allusion valait tous les plaidoyers. Devant ce fait, la revision de la loi navale et l'augmentation des constructions allemandes, les intrigues nouées contre sir Edward Grey font long feu. Les idéalistes enregistrent un échec de plus.

A quelles considérations Guillaume II a-t-il obéi, en laissant annoncer, au lendemain d'un voyage, qui avait triomphalement réussi, un accroissement de 75 millions de francs dans les crédits de la Marine, la construction, en quatre ans, de 11 cuirassés, de 5 croiseurs cuirassés, de 8 croiseurs protégés, de 48 contre-torpilleurs ? A-t-il vraiment cru que de tendres propos, des gestes onctueux, des souvenirs communs suffiraient

Digitized by Google

à masquer, aux yeux du naïf et sentimental John Bull, la reprise de la rivalité maritime ? A-t-il cédé à un dépit, provoqué par l'accueil fait à ses « grands projets », par les limites imposées aux conversations diplomatiques, par l'attachement affiché pour l'Entente cordiale ? nous l'ignorons.

*
* *

Mais ce que l'on sait, c'est que l'impression, produite par le projet de loi navale, dépasse les prévisions allemandes. Ce coup droit provoque, dans les couloirs de la Chambre et dans les salles de rédaction, une émotion telle, que les paroles et les gestes de paix du Kaiser sont totalement oubliés.

Brusquement converti, M. Stead lui-même réclame, dans un article enflammé, l'accroissement immédiat de la marine anglaise. Violemment attaqué par le comité permanent de la *Ligue pour l'arbitrage international*, il se défend dans une lettre, publiée par le *Daily Mail*, le 23 décembre 1907. La question des économies budgétaires est, à ses yeux, désormais réglée, puisque la diplomatie anglaise n'est parvenue, ni en 1899, ni en 1907, à obtenir, par une garantie internationale, la limitation des armements.

Le programme naval des Allemands a pour but, de modifier la situation respective des marines anglaise et germaine, au détriment de la première... En accroissant, au milieu d'une paix profonde, leurs dépenses de 75 millions de francs, nos voisins proclament ouvertement à tout l'univers, qu'ils entendent nous dépouiller de la situation, relativement supérieure, dont nous jouissons. Nous regrettons qu'ils cèdent à la tentation d'une ambition aussi irréalisable. C'est leur affaire, mais c'est aussi la nôtre, de voir que le *statu quo* ne soit point modifié.

Pour cela, il faut et il suffit que, pour chaque nouveau cuirassé du type *Dreadnought*, mis en chantier outre-Rhin, la Grande-Bretagne en construise deux.

Les radicaux tentent d'enrayer la panique de l'opinion. Le Cabinet s'associe à leurs efforts.

Digitized by Google

Le 16 novembre, 136 d'entre eux avaient remis à Sir Henry Campbell-Bannerman une pétition, pour réclamer des économies militaires. Le 21 février, le comité exécutif de la *Fédération nationale libérale*, réuni à Leicester, donne à cette démarche la sanction d'une officielle approbation. En même temps, certaines feuilles radicales proposent d'ouvrir des négociations avec l'Allemagne, et de lui demander, en échange de concessions économiques, la réduction de ses armements militaires. La *Nation* publie dans ce sens, le 29 février 1908, un article capital. Elle somme les libéraux de voter la motion de M. Murray Macdonald, qui demande au gouvernement de rogner les crédits militaires.

Sans doute le Cabinet s'y refuse, le 3 mars ; mais M. Asquith prononce des paroles singulièrement graves :

> Même, s'il n'y a pas de contrat explicite, comme c'est le cas avec l'Allemagne, cependant nous avons les meilleures raisons d'espérer et de croire, que les deux pays se rapprocheront, chaque année davantage, d'une entente réciproque et complète... Notre politique navale est strictement défensive... *Nous voulons faire tout ce qui est en notre pouvoir, pour empêcher une reprise de la course aux armements, entre les grandes puissances maritimes.*

Cette déclaration ouvrait la porte à bien des hypothèses. Deux jours après, le *Times* fait une révélation, qui plonge dans la stupeur l'opinion britannique.

Le 18 février 1908, le Kaiser, prenant pour prétexte une sortie violente de lord Esher, un ami d'Édouard VII, contre les ambitions maritimes de l'Empire allemand, écrit au ministre de la Marine, lord Tweedmouth. Il affirme que les armements de l'Allemagne sont dirigés contre la France, et non contre l'Angleterre. Il démontre la supériorité écrasante de la marine britannique. Le 20, le Ministre, pour n'être point en retard d'amabilité, communique à Guillaume II le budget de l'Amirauté, avant qu'il ait été déposé sur le bureau des Communes. Le geste est significatif. Une conversation est amorcée.

Sans doute l'opinion britannique n'a jamais cru que

Digitized by Google

Guillaume II eût collaboré à la rédaction du budget anglais. La presse a été unanime sur ce point. Mais d'autre part, les principaux organes conservateurs, le *Daily Telegraph* ou le *Standard* (10 mars), des feuilles radicales, le *Daily Chronicle* (7 mars), regrettent le geste de l'Empereur et blâment l'attitude de lord Tweedmouth. Seul, le *Foreign Office* a le devoir et le droit de nouer des conversations avec des souverains étrangers. Des journaux ont rappelé, que le 22 janvier, M. Haldane, le ministre de la Guerre, pour justifier sa réorganisation de l'armée britannique, avait cru devoir citer le jugement de Guillaume II. Aujourd'hui, c'est le ministre de la Marine, qui communique à l'Empereur d'Allemagne ses projets et ses chiffres. Cette intimité est excessive. Et l'opinion manifeste un nervosisme et une irritation, sur lesquels il est impossible de se méprendre.

Certes le Parlement montre plus de calme et de dignité : et cependant, la cohue, qui se presse à la Chambre des Pairs, pour entendre les explications de lord Tweedmouth, est aussi significative, que le blâme, tombé des lèvres de lord Lansdowne. Ces communications entre ministres anglais et souverains étrangers, coupables quand elles entraînent des modifications aux pactes souscrits, ne peuvent être tolérées, que si elles sont rares et discrètes.

Le Cabinet comprend la nécessité d'un geste. Le 10 mars, M. Asquith annonce qu'au cas où l'Allemagne ne modifiera pas son programme naval, l'Angleterre accroîtra ses constructions neuves. Le 20, lord Tweedmouth confirme et aggrave cette révélation.

III

Rassuré du côté de l'Amirauté, à l'abri des interventions radicales, le *Foreign Office* peut reprendre son prudent travail de consolidation.

Digitized by Google

*
* *

Au mois d'avril 1908, est signé l'accord, qui garantit le *statu quo* dans la mer du Nord. Si le sceau de la France figure sur ce parchemin, c'est parce que sir Edward Grey l'a exigé. Pour répondre au projet austro-allemand de voies ferrées balkaniques, il propose l'autonomie macédonienne. Il surveille, avec autant de vigilance, les eaux territoriales et la péninsule orientale, les deux points où peut être rompu l'équilibre européen. Au mois de mai, le président Fallières est reçu officiellement à Londres. Dans les toasts figurent des expressions nouvelles : « Entente permanente » ; « Entente resserrée ». Et la polémique, engagée par André Tardieu dans les colonnes du *Temps*, sur les conditions militaires d'une alliance franco-britannique laisse supposer que les conversations interrompues ont été renouées, que les états-majors ont repris contact.

Le 9 juin, au cours des conversations de Reval, qui font pendant à celles de Londres, le Roi prononce de retentissantes paroles :

Je fais mienne, très sincèrement, chaque parole, qui tomba des lèvres de Votre Majesté, au sujet de la convention récemment conclue entre nos deux gouvernements. Je pense qu'elle servira à resserrer plus intimement les liens, qui unissent les peuples de nos pays ; et je suis certain qu'elle conduira *au règlement satisfaisant*, d'une façon amicale, dans l'avenir, de certaines questions très importantes.

La tristesse du *Daily News* s'accentue. Certes la feuille radicale approuve la solution pacifique des querelles asiatiques et le développement des relations commerciales. Elle souhaite que la coopération des deux diplomaties assure la réalisation des réformes macédoniennes. Mais, continue le *Daily News*, on n'a pas le droit de conclure que :

Parce que nous désirons le maintien de relations correctes et paisibles avec la Russie, nous devions pousser la correction

Digitized by Google

jusqu'à l'affection, jusqu'à la volonté de vivre, non pas seulement en paix, mais sur le pied d'une étroite intimité. La visite du Roi n'est pas une formalité banale... Nous la déplorons, mais nous redoutons surtout les liens plus nombreux avec la classe dirigeante en Russie, liens politiques, mondains et financiers, qu'elle va aider à nouer.

La formule est suggestive. Le voyage d'Édouard VII entraînera une modification, dans les relations entre les personnels politiques qui gèrent les deux Empires. Ils cesseront de se bouder et de s'ignorer. Ils apprendront à se connaître et à s'apprécier. Ils échangeront des renseignements et des opinions. Ils discuteront des hypothèses et envisageront des éventualités. Ces rapports faciliteront les coopérations futures. La Russie trouvera en Angleterre un appui précieux, pour le maintien de son crédit et la reconstitution de ses armements. Le Royaume-Uni trouvera dans l'Empire slave un collaborateur nécessaire, pour la sauvegarde de ses intérêts et la réalisation de ses ambitions. Le *Daily News* ne précise pas. Les feuilles socialistes, le *Labour Leader* notamment, sont moins discrètes. Les unes et les autres blâment une entrevue, qui amorce des conversations et prépare des négociations.

Le discours, prononcé par sir Edward Grey, le 4 juin, le reconnaît implicitement. Lisez plutôt :

On m'a demandé si cette visite avait une signification diplomatique, c'est-à-dire si elle conduirait à une alliance ou à un traité, entre les deux pays, qui n'est pas encore connu du public... Aucune négociation, en vue de la conclusion d'un nouveau traité ou d'une nouvelle convention avec le gouvernement russe, *n'est en train ; et aucune ne sera entamée, au cours de cette visite.*

La restriction est singulièrement limitative. L'avenir est nettement reservé :

Mais il est parfaitement vrai, que ce voyage aura un effet politique, et on désire qu'il l'ait. Je suis en faveur d'un effort, *loyal et réel*, de la part des deux pays, *pour travailler ensemble dans les affaires, où leurs intérêts sont en harmonie.*

Digitized by Google

Et quand sir Edward déclare que « l'*hypothèse d'un emprunt* ne fait pas partie des négociations entre les deux gouvernements », il reconnait qu'elles existent.

La conclusion est bien nette. Aucun pacte ne sera signé à Reval ; mais les conversations amorceront, entre les deux États, « une collaboration » pour la solution des affaires, où ils ont des intérêts communs. De nouvelles conversations constituent donc une éventualité certaine.

John Bull les accueillera avec joie, car ses angoisses sont réelles. Un jour, on lui affirme que des incidents ont été provoqués, dans les comtés au nord de Londres, par des enquêtes indiscrètes d'officiers déguisés, et par les visites inopinées de destroyers allemands. Un peu plus tard, il lit dans le *Times* que, successivement à la Chambre des Lords et à la Chambre des Communes, lord Cromer et M. Austen Chamberlain ont proclamé, au milieu d'un silence recueilli, qu'il était absolument nécessaire d'envisager l'éventualité d'un conflit européen. Et voici que, dans la plus importante des feuilles ouvrières *Clarion*, le 24 juillet, un agitateur socialiste connu, l'auteur de *Merrie England*, Robert Blatchford, démontre aux travailleurs manuels la possibilité d'une attaque allemande et la nécessité de sacrifices militaires.

*
* *

Inquiet de l'effet que peut produire cette argumentation sur les masses ouvrières, le *Labour Party* intervient aussitôt. Son Comité exécutif adopte un ordre du jour, et dénonce l'idée d'une guerre inévitable, flétrit la folie criminelle d'une course aux armements et somme les travailleurs allemands de contribuer à apaiser les flots agités.

Les idéalistes ne restent pas inactifs. Dans les réunions du Congrès de la Paix, de la *Society of Friends*, des groupements libre-échangistes, ils s'agitent, provoquent des discussions, font voter des motions. 144 députés des Communes envoient au premier Ministre une lettre où, après avoir rap-

Digitized by Google

pelé que les dépenses de l'Armée et de la Marine sont, en dix ans, passées de 18 à 29, de 22 à 31 millions de £, ont grandi de 63 et 43 p. 100, ils demandent à M. Asquith de rouvrir, en vue d'arriver à une limitation des armements, les négociations, qui ont échoué à La Haye. Dans un meeting, tenu à Queen's Hall, Lloyd George résume les protestations et les espérances de son parti, dans une véhémente allocution :

Nous achetons pour des dizaines de millions de £ d'objets aux Allemands. Pourquoi nous tueraient-ils ? ils nous achètent pour trente millions de £. Pourquoi devrions-nous les tuer? Ce n'est point là la manière d'accroître notre commerce. Quelle folie ! Quelle stupidité !... Dans les croisades du moyen âge, les princes et les rois oubliaient leurs discussions et abandonnaient leurs querelles, pour entreprendre quelque tâche sacrée. Une plus noble croisade attend les princes et les peuples d'aujourd'hui. Qu'ils jettent de côté les soupçons, les méfiances, les querelles, les discussions ; et vous pourriez arracher l'humanité au marécage, où des millions d'êtres sont embourbés dans la misère et le désespoir.

Le centre gauche, les libéraux modérés n'ont point voulu rester en arrière. Et tandis que leur chef, M. Asquith, apporte au Congrès international de la Paix l'hommage de ses sympathies et l'expression de ses vœux, leur organe, *Economist*, énumère les répercussions désastreuses qu'entraînerait un conflit avec l'Allemagne. La mer du Nord, inondée de mines flottantes, cessera d'être navigable, pendant des mois, après la fin des hostilités. Les usines chômeront et le paupérisme grandira. Les rouages complexes du crédit et de l'assurance seront désorganisés.

Les têtes couronnées pourraient trembler, car la fureur populaire se vengerait sur l'autorité, au fur et à mesure que les riches seraient réduits à la pauvreté et les pauvres au désespoir... Il appartient au premier Ministre d'Angleterre et à ses collègues de détruire, dans l'intérêt de la Grande-Bretagne et du monde, *l'horrible soupçon, qu'ils se préparent pour cette tragédie. S'ils réussissent, d'ici à quelques mois*, la nation entière, sans distinction de partis, se réjouira avec

Digitized by Google

sincérité et les saluera comme ses bienfaiteurs. S'ils échouent et continuent à descendre la pente fatale, leurs succès, sur d'autres terrains, seront inféconds et inutiles.

L'effort est tenté. La démarche a lieu. Deux ambassadeurs sont chargés de demander à l'Empire voisin de reconnaître, par une limitation réciproque des armements, que la supériorité navale du Royaume-Uni est à la fois indélébile et légitime. Le premier est Édouard VII. Mais, comme les idéalistes n'ont en lui qu'une confiance médiocre, ils lui adjoignent Lloyd George. Il part, le 18 août, pour Berlin, sous prétexte d'étudier le fonctionnement des lois d'assurances. Les journalistes radicaux, transformés en diplomates officieux, se chargent de préciser les conséquences et les conditions d'une tractation.

La *Westminster Gazette* menace l'Allemagne, en cas d'échec, d'un emprunt colossal, qui permettra de rendre la supériorité britannique écrasante et de briser les ambitions germaines. Le *Daily News*, le même jour, le 17 août, formule une nouvelle proposition. Il offre à l'Allemagne, en échange d'une limitation des armements maritimes, de renoncer à l'une des maximes les plus chères du droit anglais et de reconnaître, en cas de guerre navale, l'inviolabilité de la propriété privée.

La Wilhelmstrasse, une fois de plus, brisa les espérances des radicaux anglais.

*
* *

Elle n'attend pas l'arrivée de Lloyd George sur les bords de la Sprée. Et, quelques heures seulement avant de prendre le train pour Berlin, le ministre des Finances lut, le 18 août, dans la *Gazette de Magdebourg*, un journal dont les relations avec le prince de Bülow sont connues, les lignes suivantes :

Nous continuerons à rendre nos forces navales, aussi fortes que nous le jugerons nécessaire, et nous avons le moyen de le

Digitized by Google

faire. Nous ne désirons attaquer personne... La manière, dont nous organiserons notre défense, ne regarde que nous et nous ne permettrons à aucun Etat d'avoir voix au chapitre... Nous désirons rester maîtres chez nous; et, par conséquent, il est inutile que les Anglais essaient de fixer avec nous une limitation de nos armements militaires qui, en comparaison des leurs, sont insignifiants.

Et, comme cet article inspiré passait inaperçu de l'autre côté de la Manche, deux jours après, la *Gazette de Voss* publie un long communiqué relatif à l'entrevue de Cronberg.

L'auteur anonyme insiste tellement sur les résultats pacifiques de ces entretiens, qu'il donne, volontairement ou non, à ses lignes le ton d'une ironie railleuse.

Pendant ce séjour a régné une harmonie absolue, la gaieté et un laisser-aller presque familial : ce qui démontre combien les relations personnelles entre les deux Cours ont changé... Malgré les excitations, malgré les désirs possibles de certains groupes hostiles, les deux chefs d'Etat sont aujourd'hui de bons amis, absolument disposés à la paix et sur le pied d'une parenté singulièrement cordiale.

Et ce qui le prouve, c'est qu'à plusieurs reprises, soit en tête-à-tête, soit en présence de sir Charles Hardinge et du baron von Jenisch, ils ont discuté la question brûlante de la rivalité maritime. Ils ont reconnu, — et c'est là ce qui fait l'importance pacifique de l'entrevue, écrit la *Gazette de Voss*, — que le problème était actuellement insoluble. Le programme naval a été voté par le Reichstag et son exécution ne pourrait être suspendue que par une nouvelle loi.

Il est certain que le Cabinet anglais soumettra au Parlement un plan, en vertu duquel, pour chaque navire que mettra en chantier le gouvernement allemand, la Grande-Bretagne en construira deux. Très probablement, l'Amirauté germaine se bornera à répondre, comme elle l'a déjà fait, que son programme, n'étant pas dirigé contre le Royaume-Uni, ne saurait être affecté par le plan des constructions britanniques.

Étant donné, conclut la *Gazette*, « qu'on a pu échanger ces

Digitized by Google

vues, il est hors de doute que les premières difficultés, que présentait une entente définitive, ont été déjà dissipées. »

D. Lloyd George, sans se laisser troubler par ces avertissements, fait annoncer, le 20 août, par son secrétaire, M. Spender, dans le *Berliner Tageblatt*, qu'il discutera, « volontiers et avec joie, tous les sujets qu'on voudra, avec les personnages officiels; s'ils veulent bien lui en donner l'occasion ».

La curiosité du Chancelier de l'Échiquier ne fut pas satisfaite. Les représentants de l'Office du travail furent pleins d'un empressement courtois; mais les mandataires de la Wilhelmstrasse ne desserrèrent pas les lèvres. Ils firent même plus. Ils publièrent, le 23 août, une brève note :

Les entrevues du Ministre anglais, avec les divers hommes d'Etat, n'ont donné lieu à aucune discussion quelconque, relative à une entente anglo-allemande, au sujet des constructions navales. M. D. Lloyd George n'a fait aucune proposition d'aucun genre et encore moins a-t-il été invité du côté allemand à en formuler.

Des paroles impériales, prononcées à Strasbourg, le 30 août, sont venues clore cette série de communiqués. « Fière de la discipline incomparable et de la loyauté de son armée, l'Allemagne est résolue, sans menacer les autres, à la maintenir à sa hauteur et à la perfectionner, comme l'exigent ses propres intérêts. »

Les acclamations enthousiastes qui, dans toute la presse allemande, saluèrent cette fière déclaration, interprétée comme un énergique refus, eurent un profond retentissement dans l'opinion britannique.

*
* *

Le *Daily News* ne put cacher sa surprise attristée :

Nous allons construire deux navires, pour un vaisseau commandé aux chantiers allemands. En attendant, le Roi ira à Berlin; et on nous donne à entendre, que sur ce terrain, où il

Digitized by Google

s'agit de compromettre le crédit et de dissiper le patrimoine de leurs sujets, les deux gouvernements sont les meilleurs amis du monde : « Mon cousin Charles et moi sommes tout à fait d'accord, disait François Ier pendant la guerre d'Italie : nous voulons tous les deux Milan. » L'Angleterre et l'Allemagne sont, elles aussi, parfaitement d'accord : elles ont décidé de se ruiner l'une l'autre.

Cette perspective ne sourit pas à l'opinion britannique. Sa mauvaise humeur est évidente. Elle se manifeste par de petits incidents, comme la conduite de Grenoble que fit la population de Newcastle, le 1er septembre, à l'équipage d'un contre-torpilleur allemand : il avait célébré, par des libations excessives, le désarroi que son arrivée inopinée avait jeté dans des manœuvres navales, entourées du plus grand secret.

Elle se trahit dans l'accueil très frais, que reçoit l'interview du Kaiser, paru, à la fin d'octobre, dans les colonnes du *Daily Telegraph*. Elle perce dans l'approbation énergique, témoignée au gouvernement français, quand éclate, le 4 novembre, l'incident des déserteurs de Casablanca. Elle éclate dans ces séances historiques des 17 et 18 mars 1909, au cours desquelles les Communes stupéfaites entendirent les ministres affolés, réclamer des millions, pour riposter aux armements allemands. « La discussion a pris un ton, s'écrie le député irlandais Dillon, sans précédent dans mes souvenirs, depuis vingt-cinq ans... Tout ce débat n'a été qu'une menace contre l'Allemagne... C'est ainsi qu'on sème des germes de guerre. »

III

Ces trois campagnes décembre 1905-avril 1907, mai 1907-février 1908, juillet 1908-mars 1909, ne furent pas les dernières. Trois fois encore, les libéraux idéalistes tentèrent d'enrayer la rivalité maritime et de nouer des tractations pacifiques. En mars 1911, après la détente diplomatique, qui coïn-

Digitized by Google

cide avec leurs succès électoraux, ils essaient d'étendre à l'Europe le traité arbitral, que sir Edward Grey a signé avec le président Taft. Au lendemain du coup d'Agadir, ils rendent sir Edward responsable du péril, qu'a couru la paix européenne et ils tentent de le sacrifier, — nouveau Delcassé, — aux rancunes de la Wilhelmstrasse. Au mois de mars 1912, en présence de l'échec des conversations, engagées sur le terrain maritime, ils chargent lord Haldane d'aller à Berlin chercher, dans l'ordre économique, une base d'entente.

Le discours, prononcé par sir Edward Grey, le 13 mars 1911, dans la discussion du budget de la marine, eut un énorme retentissement en Angleterre et une mauvaise presse en France. L'émotion, qui s'est manifestée sur les bancs des Communes, gagna l'opinion publique. Les principaux pasteurs des églises non-conformistes écrivirent au *Times*, le 15 mars :

Réunis, hier matin, pour étudier en commun l'évangile de saint Jean, ils ont senti que la lumière surnaturelle, qui peut illuminer tout homme, a illuminé sir Edward Grey, quand il a prononcé son grand discours pacifiste de lundi dernier.

Cet enthousiasme n'est point partagé par le *Temps*.

En France et en Angleterre, écrit André Tardieu, les gouvernements n'ouvrent la bouche, que pour des baisers Lamourette, sur lesquels on se blase à la longue. La carte du Tendre diplomatique est parcourue par eux d'un pas alangui... Nous avons atteint, dans l'Europe occidentale, le fond de la puérilité internationale.

Une fois de plus, la presse parisienne a mal interprété un geste politique d'outre-Manche. Cette allocution ministérielle du 13 mars, où les élans d'un idéalisme religieux sont atténués par les réserves d'un patriotique réalisme, s'explique par une difficulté parlementaire et par une menace internationale. Jamais sir Edward Grey ne s'est montré plus fin tacticien et plus habile diplomate, que le jour où il sut mériter, à la fois, l'enthousiasme des pasteurs anglais et les railleries des journalistes français.

Digitized by Google

*
* *

La publication des crédits, demandés pour la marine, avait produit sur les bancs de l'extrême-gauche une profonde stupeur. Le 10 mars, le *Daily News* s'était fait l'interprète de cette surprise et de cette indignation. Les plus-values budgétaires s'élèvent à 6 millions et demi de £, un chiffre inespéré. Or les services civils exigent un accroissement de dépenses de 4 millions et demi. L'assurance d'État, pendant les trois premiers mois de 1912, coûtera un million et demi de £. L'Amirauté réclame un supplément de près de 4 millions. Les plus-values ne parviendront pas à boucher ce trou de 2 millions de £ (50 millions de francs). « Il est évident que ni aujourd'hui, ni demain, il ne sera possible de faire face à des charges nouvelles, si les crédits annuels de la flotte continuent à grandir dans une aussi extraordinaire proportion. La nation la plus riche du globe, le meilleur système financier du monde ne sauraient résister à un prélèvement aussi insatiable sur ses ressources. »

Et en effet, le cabinet Asquith demande au contribuable anglais un formidable effort. En 1910, il avait déjà augmenté de 125 millions de francs le budget de la marine. Il réclame aujourd'hui un nouveau sacrifice de 100 millions de francs :

ANNÉES	CUIRASSÉS	CROISEURS	DESTROYERS	BUDGET TOTAL de la marine.	CRÉDITS pour constructions neuves.
—	—	—	—	—	—
		commandés.		£	£
1907-08 . .	3	0	5	31 millions.	7 millions.
1908-09 . .	1	7	16	32 —	7 —
1909-10 . .	6	8	20	35 —	9 —
1910-11 . .	4	6	20	40 —	13 —
1911-12 . .	5	4	20	44 —	15 —

Depuis le jour où ils ont pris le pouvoir, les radicaux ont augmenté les ressources de l'Amirauté de 20 millions de £ (500 millions de francs). Et cependant, déclare M. Murray

Digitized by Google

Macdonald, porte-parole de l'extrême-gauche, l'Angleterre peut opposer 1.395.000 tonnes, 274 pièces de gros calibre et 131.000 marins aux 564.000 tonnes, 88 grosses pièces et 57.000 marins, dont dispose Guillaume II : l'accroissement de crédits, demandé pour l'année financière 1911-12, est donc injustifié. Les députés puritains et les représentants ouvriers sont indignés. Un flottement se dessine dans les rangs de la majorité. Or le gouvernement, engagé dans une lutte décisive contre le *veto* des Lords, a besoin de tous ses soldats.

C'est à sir Edward Grey qu'est dévolue la tâche de rassurer ces scrupules, de rallier les dissidents et d'enlever le vote des crédits nouveaux, sans transformer le scrutin en une manifestation belliqueuse. Pour réussir cette manœuvre parlementaire, cet élégant escamotage, sir Edward Grey esquisse un double développement, dans lequel il met toute la noblesse de son esprit, sans oublier les réserves, que dicte son patriotisme vigilant.

Il commence par rassurer la Chambre, sur les relations de l'Angleterre avec les diverses puissances. « Aucune n'est tendue. » Le Ministre passe tous les États en revue et n'oublie point l'Allemagne.

On serait bien surpris, si l'on savait combien il a été facile, au cours des trois dernières années, *je ne dis pas d'arriver à une entente,* mais de discuter avec franchise les divergences, qui se sont élevées entre les deux gouvernements. Nous ne désirons nullement que nos rapports avec un État soient tels, qu'ils rendent impossible toute relation cordiale avec l'Allemagne.

Et, après cette concession faite aux pacifistes de l'extrême-gauche, sir Edward ajoute, pour rassurer les réalistes prudents :

Quand nous contractons des amitiés, nous veillons à ce qu'elles ne puissent nous aliéner les amis, que nous avons déjà... Notre politique consiste à rester fermement loyaux à tous les *engagements, que nous avons souscrits,* mais à faire tout notre possible, pour faire régner partout la bonne humeur.

Digitized by Google

Abordant ensuite le problème des armements croissants, le Ministre n'en cache pas la gravité. Étant donné la paix du monde et les progrès de la civilisation, il y a là « un double paradoxe », sur lequel sir Edward insiste. « Si ces effroyables dépenses, si cette rivalité continuent, elles doivent, au bout du compte, entraîner la chute de la civilisation... Cette charge écrasante disparaîtra, balayée », non par la guerre, mais par la révolution. Mais aussitôt, l'orateur de démontrer que la nation, qui renoncera à la lutte, n'obtiendra d'autre résultat, que de décider ses rivales à un nouvel effort.

Sir Edward a abordé, avec l'Allemagne, la question « d'une réduction mutuelle des dépenses navales ». Mais il s'est bien gardé d'entretenir les illusions de ses auditeurs. « Il est possible que, dans les limites du programme naval allemand, on arrive à retarder quelques dépenses. Il est possible qu'un arrangement établisse, d'une manière certaine, que le programme actuel de l'Allemagne ne recevra pas de nouvelles additions. Tout cela peut être discuté entre les deux gouvernements ; et il serait heureux qu'ils puissent arriver à un arrangement. » Mais sir Edward Grey, non content de multiplier les conditionnels et de répéter le verbe « pouvoir », invite les députés, à ne pas exagérer les « limites, extrêmement étroites », de ces conversations éventuelles.

Comme ces bonnes paroles n'auraient point suffi pour rassurer et rallier l'extrême-gauche, l'orateur saisit au vol l'idée lancée par le président Taft. Il est là sur un terrain solide. Il peut faire aux pacifistes une concession, qui n'aura pour résultat que de parer à un danger possible et d'assurer l'intégrité de l'Empire. Sir Edward est trop fin diplomate pour la laisser échapper :

Le président Taft a exprimé l'opinion, que si les États-Unis pouvaient négocier un engagement positif, en vertu duquel ils accepteraient, ainsi que la nation intéressée, de se soumettre à une décision de la cour arbitrale, quel que fût l'intérêt en jeu, un grand pas serait fait dans la voie de la paix... Si un pareil arrangement nous était proposé, et nous en serions très heureux, le Cabinet demanderait au Parlement de l'approuver.

Digitized by Google

Si l'on dégage cette promesse éventuelle de tous les développements de rigueur, sur l'avènement prochain d'un droit humain et sur l'harmonie croissante des forces nationales, que reste-t-il? John Bull a un intérêt évident à être lié à son cousin Jonathan par un traité d'arbitrage, qui le mette, d'une manière définitive, à l'abri de toute complication éventuelle avec les États-Unis. La République Américaine est aujourd'hui une des premières puissances navales du globe, et son appoint ne serait certes pas à dédaigner. Le Canada rêve de conclure avec la nation voisine un traité commercial de réciprocité. Le seul moyen de décourager à jamais les rêves d'annexion, toujours possibles, n'est-il pas d'entretenir avec les États-Unis des relations d'une cordialité croissante? Enfin et surtout, le bruit court, avec persistance, qu'un conflit entre les États-Unis et le Japon est probable. Des gens bien informés veulent voir, dans l'intervention américaine sur les frontières du Mexique, un avertissement à la République espagnole, coupable d'un flirt trop accentué avec l'Empire du Soleil Levant. Si jamais les États-Unis se trouvaient entraînés dans une guerre avec les Nippons, pardonneraient-ils à l'Angleterre de rester l'alliée de la force japonaise, qu'elle a inventée, éduquée et subventionnée? Ce jour-là les liens d'un traité d'arbitrage ne seront pas inutiles...

Sir Edward Grey a parlé, avec la noblesse d'un philosophe, qu'attristent les laideurs de la civilisation moderne, et avec la vigilance du patriote, qui veut maintenir intacte la force anglaise. Cet intime mélange d'idéalisme et de réalisme caractérise l'œuvre diplomatique de sir Edward. Ce fils de soldat a des yeux de poète.

*
* *

Mais cette première victoire de l'arbitrage obligatoire, — elle ne fut que provisoire, — ne suffit pas pour satisfaire les pacifistes anglais. Ils réclament des négociations avec l'Allemagne. Le Révérend R. V. Campbell envisage l'entrée du

Digitized by Google

Kaiser dans cette « Ligue de la paix ». Dans le *Daily Chronicle* du 18 mars, l'agité W. T. Stead jette les bases d'une campagne monstre, qui se terminera par une démarche solennelle, faite auprès de Guillaume II, lors de son prochain séjour en Angleterre.

Le dimanche 19 mars, se déroule, dans toutes les églises et chapelles anglaises, une manifestation, sans précédents depuis de longues années. Le *Conseil National des Églises libres* invite tous ses adhérents, « non seulement à faire une allusion spéciale aux grands projets actuellement en discussion, qui tendent à assurer la paix, mais encore à insister sur la nécessité, pour l'opinion publique, de s'exprimer dans une action nettement définie ».

La consigne est exécutée. Les paroles attendues tombent du haut de toutes les chaires. Le plus célèbre des orateurs non-conformistes, Dr Clifford, s'écrie à Westbourne Park Chapel :

La semaine qui vient de s'écouler est une des plus importantes, dont fasse mention l'histoire du monde... Rien ne saurait être plus chrétien, plus en harmonie avec l'esprit et les leçons du Christ, qu'un traité d'arbitrage obligatoire. Toutes les forces de la vie civilisée tendent à assurer la disparition de la guerre.

Les puritains n'ont pas été seuls à célébrer cette messe de la paix. Les catholiques, par l'organe du P. Vaughan, les anglicans, par la bouche de l'archevêque d'York et du chanoine Masterman, de Saint-Paul's, s'associent à cette pieuse manifestation.

Le 29 mars 1911, une foule énorme encombre les gradins d'Albert Hall, la salle Wagram de Londres. Un grand seigneur, le marquis de Northampton, préside. Il est entouré des représentants les plus illustres de l'Église anglicane et des sectes puritaines. L'archevêque de Canterbury est assis à côté des pasteurs non-conformistes. Des hommes d'État, des hommes de loi, des hommes d'affaires voisinent. Les citoyens les plus célèbres de l'Angleterre fêtaient le tri-centenaire de

Digitized by Google

la « Version autorisée » de la Bible. Lorsque le Dr Marshall Jackmann lut, dans un exemplaire daté, A°. Dl. 1611, quelques versets du livre sacré, que le peuple d'outre-Manche connaît par cœur, la salle entière vibra sous le coup d'une émotion unanime. Quand M. Whitelaw Reid, l'ambassadeur américain, apporta le salut fraternel de la nation-sœur, qui communie dans la même religion biblique, l'enthousiasme de la foule grandit encore. Il atteignit son apogée, lorsque M. Asquith, associa à cette manifestation religieuse le gouvernement britannique, le parti radical, et termina son discours par les paroles suivantes :

L'une des vérités, que nous avons lentement comprise, mais qui est aujourd'hui, — je le crois, — profondément gravée dans la foi de tous les chrétiens et de toutes les chrétiennes, des deux côtés de l'Atlantique, est qu'une guerre, entre les peuples de langue anglaise, ne serait pas seulement un crime contre la civilisation, mais une violation impardonnable des commandements, enchâssés et incorporés dans le Nouveau Testament. Il ne saurait y avoir un monument, qui commémorerait d'une manière plus digne, plus appropriée, plus splendide, le tricentenaire, que la réalisation du pacte solennel qui mettrait fin, une fois pour toutes, aux éventualités hideuses et inconcevables d'une lutte fratricide.

Les auditeurs, debout, acclament longuement le premier Ministre. Et, entraînée par l'émotion religieuse, qui mord sur leurs âmes puritaines, ils entrevoient, dans cette aube nouvelle, l'extension du pacte aux protestants riverains de la mer du Nord, aux Allemands. Quelques jours plus tard, un autre ministre, M. Birrell exprime cette conviction. La dette contractée par l'Angleterre vis-à-vis de « la Bible de Luther » exige cet élargissement. Un jour viendra, — il faut qu'il vienne, — « où la pensée de tuer un Allemand sera aussi odieuse que celle de tuer un Américain ».

*
* *

Digitized by Google

M. de Bethmann-Hollweg ne s'est point laissé gagner par cette fièvre sentimentale. Il a répondu à l'émotif John Bull avec l'énergique sobriété, la fierté patriotique, le réalisme brutal d'un grand fonctionnaire prussien. Il y eut un temps où les hommes d'État anglais parlaient la même langue. Leur tempérament s'est modifié. Ils sont moins laconiques, moins combatifs, moins utilitaires. Ils se laissent gagner plus facilement par la sentimentalité ambiante : elle joue le même rôle psychologique que le nervosisme français. Elle délie les langues, détend les énergies, affaiblit les jugements.

Calme et solide, sans gestes et sans phrases, le corps immobile et la tête droite, M. de Bethmann-Hollveg a répété les maximes historiques de l'évangile allemand :

Si la puissance générale des nations n'est pas fixée, il est impossible de fixer la force des armées. A une enquête, chaque nation répondra, qu'elle réclame dans le monde la situation, qui répond à son importance économique...

La suppression de la « clause d'honneur » n'implique pas la paix, mais indique seulement, qu'entre les deux nations qui la suppriment, on n'entrevoit pas de raison sérieuse, qui puisse amener la rupture de la paix. Le traité d'arbitrage, sans restriction, ne scelle qu'un état de choses, existant déjà *de facto*. Si les rapports entre les deux nations venaient à se modifier, je voudrais voir le traité d'arbitrage, qui ne s'enflammerait pas comme de l'amadou.

On ne peut pas biffer l'*ultima ratio* de la vie d'une nation : on ne peut qu'essayer d'en reculer le plus possible la date... *La force fait partie de la préparation à la paix. Le vieux dicton : « Le faible est la proie du fort » a toujours la même valeur. Si une nation ne veut plus, ou ne peut plus consacrer autant à son armée qu'elle doit le faire, pour garder son influence dans le monde, elle passe immédiatement au second rang.*

Et pour que John Bull ne se méprenne pas sur son discours du 30 mars, le Chancelier, dans une note officieuse, publiée, le 2 avril, par la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, précise les conséquences pratiques de sa réponse :

Le Chancelier a refusé de soumettre aux grandes puissances

Digitized by Google

un programme pour la limitation des armements. Il ne considère pas comme possible d'élaborer et de discuter un tel programme. Les arguments, cités par lui, n'ont pas été réfutés. La motion, présentée par les progressistes et adoptée par le Reichstag, semble tenir compte des immenses difficultés, qui s'opposent à ce programme. Elle demande simplement que l'Allemagne négocie, sur le programme que pourraient présenter d'autres puissances.

L'Allemagne ne refuse pas de reconnaître l'utilité des tribunaux d'arbitrage, ainsi que l'a dit le Chancelier. Elle a encouragé la conclusion de semblables traités ; elle continuera de le faire et rendra de grands services à la *politique réaliste de la paix, en ne demandant pas aux tribunaux d'arbitrage de décider de l'indépendance, de l'honneur et de l'existence des États, et en bornant leur action à des questions de droit nettement définies.*

Le gouvernement impérial accepte l'idée d'échanges d'informations, sur les constructions navales, proposée par l'Angleterre. C'est une entente sur une question concrète, qui est située dans les limites des relations de confiance, entretenues par les gouvernements des deux pays. *Il n'en résulte pas un engagement, qui restreindrait de quelque manière la liberté de construire. Le gouvernement désire seulement éviter les surprises, qui pourraient provoquer des paniques ou des rivalités affolées d'armements, dans le pays et à l'étranger.*

La presse a le plus souvent pu comprendre les mobiles, qui guidaient le Chancelier et lui rendre hommage. *Une minorité y voit des tendances pacifistes.* Nous n'entreprendrons pas de discuter ce point de vue. *Il est réfuté par la politique, que l'Allemagne a observée depuis quarante ans, et qu'elle continuera d'observer à l'avenir.*

John Bull n'en revient pas. Sir Edward Grey avait parlé, vaguement, « d'une réduction mutuelle des dépenses », avec précision « de l'ajournement de sacrifices nouveaux ». Et voici que ces négociations se résument en une communication éventuelle de documents, qui seront, peu de jours après, déposés sur le bureau des Chambres. John Bull avait rêvé que la signature d'un traité arbitral pourrait coïncider avec l'inauguration du monument de Victoria : or le parchemin, s'il est rédigé, ne sera qu'une formule banale de bonne volonté.

Tandis que la presse conservatrice prend acte de cette

Digitized by Google

leçon discrète, donnée à ses voisins sentimentaux par M. de Bethmann-Hollweg, avec une souveraine politesse, mais avec une indéniable netteté, les feuilles radicales reconnaissent l'importance de cette fin de non-recevoir. Le *Daily Chronicle* (31 mars), un organe modéré, qui exprime, avec autorité, l'opinion des sphères ministérielles, écrit :

L'arbitrage universel est un idéal. C'est une de ces choses vers lesquelles les politiciens tournent les espoirs, comme ces étoiles sur lesquelles ils fixent leurs regards. En attendant, ils restent bien d'aplomb sur la terre ferme... Nous reconnaissons, avec le Chancelier impérial, que tout projet « de désarmement universel » est absolument irréalisable. Il en est de même d'un plan, cependant bien différent, pour un arrêt dans les armements, par consentement unanime. Ce dont a parlé, l'autre jour, sir Edward Grey, est moins ambitieux. Il a suggéré l'idée, que des échanges d'informations, entre des États déterminés, puissent rendre possible une limitation de leur rivalité militaire. Heureusement, en écartant des formules plus larges, le Chancelier impérial ne s'est pas prononcé, de la même manière négative, sur ce projet plus restreint.

Faute de grives, on mange des merles.

V

Quelques semaines plus tard, au mois de mai, le Kaiser débarqua à Londres : il venait essayer d'effacer le souvenir amer laissé par cette cruelle désillusion.

Il fut accueilli, sans grand enthousiasme : il s'était invité de lui-même, désireux de transformer l'inauguration du monument de la reine Victoria, en une manifestation diplomatique. Cette indiscrétion avait été rien moins qu'agréable à George V : le Roi dut envoyer à ses parents de Copenhague, de Moscou et de Madrid, qu'il n'avait point conviés à cette cérémonie, l'explication de son silence et ses excuses pour ce malentendu.

Mais le Kaiser sut faire oublier l'audace de son geste. Il

Digitized by Google

débarque, escorté de sa famille. Il évite avec soin les conversations politiques. Il déploie, dans un excellent anglais, toutes ses grâces. Il sollicite les invitations de grands seigneurs et couvre de fleurs les ministres radicaux. Il discute philosophie avec lord Haldane, et rivalise d'esprit avec D. Lloyd George. Il n'oublie pas d'interroger le dernier fils de M. Asquith, un gamin de dix ans, sur ses progrès en allemand. Il fait inviter le *leader* du Parti Ouvrier, J. Ramsay Macdonald. Il proclame son attachement pour la paix, et son admiration pour John Bull. L'éclat de cette intelligence, le charme de cet esprit, l'affabilité de cet accueil surprennent, attirent, conquièrent. Une fois de plus, Guillaume II reprend en mains son Angleterre.

Afin d'entretenir cette impression favorable, le Kaiser se fait représenter au couronnement de son « bon cousin », non seulement par le prince Henri de Prusse, mais par le Kronprinz, accompagné de sa femme. Celui-ci arrive avant le début des fêtes et ne part, qu'après le réembarquement des ambassades extraordinaires. Il ne quitte pas son uniforme, circule dans Londres en voiture découverte, ne manque pas une des réunions du concours hippique, assiste, sans broncher, aux victoires des officiers français, et n'oublie pas d'aller à Thorncliffe inspecter *son* régiment de hussards, jouer au polo avec *ses* officiers. Le rang et la parenté donnent au Prince héritier la première place. Et chaque fois que la foule londonienne voit passer cette silhouette, petite et menue, que ne parvient point à grandir un casque de dragons, cette figure blonde, rose, inexpressive d'étudiant allemand, la plèbe loyaliste et courtoise ne manque pas d'accueillir, avec des hourrahs chaleureux, le fils de Guillaume II. Il est le seul des envoyés extraordinaires, qui ait éveillé la curiosité et la sympathie des masses populaires. Et certainement, l'écho de ces acclamations est arrivé jusqu'à Berlin.

Tout, d'ailleurs, avait été soigneusement calculé par le Kaiser, pour que l'Allemagne fût présentée à la *coronation* d'une manière retentissante. Dans le *Royal Progress*, qui

Digitized by Google

déroule à travers Londres, le vendredi 23 juin, ses pompes impériales, figurent, à cheval, les délégations des régiments étrangers, dont George V est colonel honoraire. Les Russes sont absents, les Espagnols ridicules, les Autrichiens indifférents. La France n'est pas représentée : ses traditions républicaines interdisent les promotions honorifiques. En revanche, les dragons bleus de la garde prussienne, ceux qui chargèrent à Saint-Privat, les cuirassiers blancs de Poméranie, ceux de Gravelotte, les hussards rouges, sont admirables. Ces officiers hauts de stature, carrés d'épaules, merveilleusement montés, produisent sur la foule une vive impression et recueillent de nombreux *vivats*. A Spithead, le seul des navires étrangers, que les parlementaires, embarqués sur l'*Eskimo*, aient envié pour la flotte anglaise, est le croiseur-cuirassé à grande vitesse, le *von der Tann*. Sa silhouette est originale, son armement remarquable, sa force motrice sans précédent. Le vaisseau allemand se distingue par l'uniforme de ses marins, blanc et noir, comme leur pavillon, par ses canots automobiles, alertes et élégants. Le cuirassé américain n'est qu'un *Dreadnought* déguisé. Le *Danton*, qui a passé quatre ans sur cale, est déjà démodé.

Avec un sens remarquable de la publicité, aussi nécessaire pour une nation que pour une industrie, avec une merveilleuse connaissance de l'âme anglaise, le Kaiser et ses conseillers surent profiter des fêtes du couronnement, conquérir les bonnes grâces et provoquer l'admiration de John Bull. Ils peuvent donc prendre vis-à-vis de cette aristocratique insulaire quelques libertés diplomatiques.

D'ailleurs, l'attention du vieux gentilhomme est absorbée par des difficultés intérieures. Le conflit entre les Lords et les Communes est désormais irrémédiablement engagé. Le dénouement est proche. Il est imminent. Et, devant l'acuité de cette crise redoutable, les problèmes extérieurs s'atténuent, s'effacent, s'oublient.

L'heure n'est-elle point propice pour rejouer la carte de juin 1905 ?

Digitized by Google

*
* *

En mai, la presse pangermaniste avait déjà annoncé qu'une escadre irait croiser au large des côtes du Maroc méridional. La Wilhelmstrasse s'était hâtée de démentir, avec indignation, ce mensonge coupable : le gouvernement ne songeait nullement à sortir de sa réserve amicale. Mais le quai d'Orsay d'outre-Rhin n'ajoutait pas, — et pour cause, — qu'il attendait une occasion plus favorable. Elle s'est présentée le 2 juillet. Il l'a saisie.

Depuis plusieurs jours la presse allemande témoignait, vis-à-vis de la France, une cordialité excessive, que démentaient, d'ailleurs, des informations reçues de source sûre. Certains organes émirent le vœu que M. Delcassé fût chargé de constituer le nouveau cabinet : avec lui on pourra négocier et transiger, liquider l'affaire marocaine. Et quand des Français, bien au courant des choses d'outre-Rhin, affirmaient que l'heure approchait, où la Wilhelmstrasse allait provoquer l'incident nécessaire, et surexciter la fièvre chauvine à la veille d'élections générales, qui s'annoncent comme une victoire démocratique, ils ne trouvaient que des auditeurs sceptiques et indifférents. Le cabinet Caillaux est constitué. A la table du quai d'Orsay, qu'abandonne M. Cruppi, après quatre mois d'initiation, vient s'asseoir un fonctionnaire, intelligent et affiné, qui ne connaît des questions internationales, que ce qu'en peut savoir un membre de l'Institut et un préfet de la Seine. La réforme électorale provoque à la Chambre des luttes intestines et une anarchie croissante. Les partis sont divisés. Les coalitions sont probables. Les cabinets deviennent éphémères. Le ministère de la Guerre change de titulaire tous les semestres. Les déclarations du général Goiran ont provoqué des inquiétudes unanimes. Le 19e corps est engagé au Maroc et sa mobilisation compromise.

Il est impossible de trouver une occasion plus propice, pour recommencer, vis-à-vis de la France, cette politique d'intimi-

Digitized by Google

dation, ce *bluff* du gant d'acier, qui a échoué, en octobre 1908, grâce au sang-froid de M. Clemenceau, mais qui a réussi en juin 1905, grâce au nervosisme de M. Rouvier.

*
* *

L'opinion britannique, qui n'avait jamais pris la crise au tragique, apprit, avec stupeur, qu'elle avait été plusieurs fois à la veille de la guerre. On lui cite des dates précises : 21 juillet, au lendemain du discours de M. Lloyd George ; 17 août, au milieu de la grève des cheminots ; 15 septembre. On évoque des visions saisissantes. Les navires de l'escadre du Nord sont mobilisés, les canons chargés, les filets pare-torpilles placés. Une flottille de contre-torpilleurs, dispersée en éventail, surveille les mouvements de la flotte allemande. Des steamers sont réunis, pour transporter en France, sur la frontière belge, 150.000 hommes.

L'extrême-gauche est plongée dans la stupéfaction. Les piétistes n'en croient pas leurs yeux, ni leurs oreilles. Ils ont failli entendre le son du canon ! L'Angleterre radicale, l'Angleterre démocratique et pacifiste aurait pu être entraînée dans une guerre européenne ! Un concert de récriminations s'élève. Il faut des explications, des sanctions, des représailles.

Dès le 14 octobre, dans un article retentissant, qui lui vaut un flot de lettres admiratives, la *Nation*, l'organe des doctrinaires radicaux, réclame une modification dans la politique étrangère :

L'affaire marocaine est liquidée. John Bull a tenu sa promesse. La France a les mains libres dans l'Empire chérifien, comme l'Angleterre en Egypte. L'objectif étant atteint, le pacte est résolu de plein droit. Aucune occasion, aucune nécessité ne nous oblige à continuer la quasi alliance, qui nous a récemment liés. Notre entrée dans un groupement européen a été une violation soudaine de nos traditions, et nous a entraînés dans des ennuis, qui n'ont eu aucune compensation. Tant que nous persisterons dans cette voie, il ne saurait y avoir de concert européen : la division du continent en deux camps

Digitized by Google

hostiles en est la conséquence inévitable. La fin de l'épisode marocain nous rend notre liberté d'action.

Au début de novembre, l'idée d'une exposition anglo-allemande est lancée. Le 2 et 4 novembre, les députés désireux « de découvrir les moyens d'améliorer les relations des deux Empires » se réunissent pour les rechercher. Le 9, une adresse, signée de nombreux noms, est remise au premier Ministre. Le gouvernement est invité, par des actes précis, « 1° à effacer l'impression dangereuse qui règne en Allemagne, au sujet de l'attitude de la Grande-Bretagne ; 2° à assurer au Cabinet et au peuple allemand, qu'aucun groupement, de quelque poids dans le Royaume-Uni, ne désire refuser à l'Allemagne sa part dans le règlement des grandes questions internationales, ni ne voit avec hostilité ses aspirarations légitimes de grande puissance ».

Le 21 novembre, la *Fédération nationale libérale* se réunit à Bath. Les congressistes, sur l'initiative de sir John Brunner, un industriel anglais, originaire de Zurich, poussent de vigoureux hourrahs en l'honneur du Kaiser. Ils acclament un délégué qui s'écrie : « Nous ne voulons pas de traités, qui nous entraînent dans un conflit continental. » Le 22 novembre, le *Standard* et le *Daily News*, deux organes d'opinions différentes, font courir le bruit, que sir Edward Grey est sur le point de démissionner.

La *Wilhelmstrasse* ne se sent pas d'aise. Elle croit tenir le « grand succès diplomatique ». Après la tête de M. Delcassé, celle de sir Edward Grey. Et le bureau de la presse, qui a communiqué, le 21 novembre, le résumé des conversations entre le Ministre anglais et l'Ambassadeur allemand, au cours de juillet, lance à fond tous les dogues de la presse officieuse. Ce concert d'aboiements surprend John Bull. Il fronce les sourcils. Le sang lui monte aux joues. L'atmosphère des couloirs parlementaires se modifie. Les germanophiles ne trouvent plus les mêmes auditoires. La *Wilhelmstrasse* s'est trompée. Victime, une fois de plus, de son tact insuffisamment

Digitized by Google

affiné et de ses gaucheries imparfaitement dégrossies, elle a forcé la note. Elle le devine. Elle le comprend. Le 26 novembre, la *Panther* quitte Agadir. Les journaux de Berlin se calment, se taisent. Mais trop tard...

Sir Edward Grey se lève pour parler. Plus pâle et plus grave que de coutume, insensible à toutes ces clameurs et à toute cette agitation, il donne le coup de barre, qui maintient l'Angleterre dans la voie, que lui imposent les leçons de l'histoire et les exigences de la réalité.

*
* *

Dans cette silhouette, qui, là, penchée sur la table aux ferrures d'or, entr'ouvre la *despatch-box*, retire des feuillets dactylographiés, s'incarne un peu de la force, qui fit l'Angleterre d'autrefois. Grand, élancé, avec la souple vigueur que donnent la rame et le tennis, le ministre des Affaires étrangères a le masque romain, dont l'aristocratie britannique conserve le type impérial : le front découvert et bombé, le nez légèrement busqué, les lèvres étroites et fines. Des yeux, éclairés par un admirable regard, donnent à ce visage glabre et pâle toute son expression.

Fondée par un soldat héroïque, qui débuta contre Montcalm et fut blessé à Minden, immortalisée par un politique, qui, en 1832, sacrifia les privilèges de l'oligarchie sur l'autel de la Patrie, continuée par un élégant gentilhomme, philanthrope généreux et impérialiste impénitent, la dynastie des Grey de Howick est, avec celle des Lansdowne, une des familles types de l'aristocratie whig. Le petit-neveu du premier ministre, le cousin germain du gouverneur du Canada, sir Edward Grey, élevé dans ces traditions d'opportunisme libéral et de fierté nationale, leur est resté fidèle.

Les revendications ouvrières ne l'effraient point. Il a prononcé contre les Lords et leur veto des discours redoutables. Il approuve l'écrou fiscal forgé par D. Lloyd George. Il collabore, sans scrupules, à un cabinet radical-socialiste. Mais sir

Digitized by Google

Edward reste, dans la limite où le lui permettent les circonstances, le gardien de la force anglaise. A la veille de prendre le pouvoir, le 20 octobre 1905, il affirme que la victoire radicale ne brisera point l'unité de l'action diplomatique : la minorité, devenue la majorité, saura continuer l'œuvre commencée et respecter les engagements pris. Pendant six années, — et quelles années, — il est resté fidèle à cette promesse solennelle. Certes, il lui était impossible, de par son loyalisme politique, d'agir avec un impérialisme fiévreux, de brouiller les cartes, d'intervenir avec brutalité. Il est resté sur la défensive. L'offensive lui était partout interdite, en Europe comme en Chine ou en Égypte. Mais, en revanche, il n'a point dévié de la voie tracée par ses prédécesseurs.

Ce traditionnalisme a valu à Sir Edward quelques attaques, jamais des injures. Un accent particulier, plein d'énergie et d'élévation, de bon sens et de sincérité loyale, caractérise, à la fois, la parole et la politique du ministre des Affaires étrangères. Aucune ombre ne ternit la lumière de son regard. Il se dégage de sa personne une telle impression d'honnêteté vraie et profonde, que les idéalistes de l'extrême-gauche pardonnent à Sir Edward Grey son jugement équilibré, plus sensible aux réalités politiques qu'aux exigences doctrinales.

*
* *

Ils lui pardonneront son discours du 27 septembre 1911, malgré les sommations de la *Germania*, qui déclare « que le conflit anglo-allemand n'est pas réglé, mais semble être devenu, à partir d'aujourd'hui, inévitable » (28 novembre) ; malgré les menaces de la *Deutsche Tages Zeitung :* « C'est à la diplomatie allemande, qu'il appartient maintenant de créer une nouvelle combinaison d'alliances, qui sera moins agréable à l'Angleterre que les alliances actuelles » (28 novembre). La *Wilhelmstrasse* avait fondé de telles espérances sur la cabale des germanophiles, qu'on comprend les désillusions amères de ses organes officieux. Contrairement à leur attente,

Digitized by Google

il n'y a rien de changé dans la politique mondiale : il n'y a qu'un discours de plus, un admirable discours diplomatique.

Pas de violences inutiles, pas de principes sonores, pas de recherches oratoires. Sir Edward Grey n'a fait ni une phrase ni un geste. Appuyé contre la table, une main accrochée à sa redingote ou enfoncée dans son gilet, l'autre appuyée sur ses notes, il a exposé aux Communes, sur le ton de la conversation, avec l'accent d'un grand honnête homme, quelques-unes de ces vérités historiques et morales qui défient, par leur évidence même, toute objection.

Sans insister, sur le ton le plus courtois, en gentilhomme de très vieille souche, il a donné à M. de Kiderlen-Wæchter, une leçon de politesse et d'exactitude. Il lui a rappelé qu' « il était très peu dans les usages diplomatiques de publier des conversations, sans s'entendre au préalable avec l'autre partie ». Son récit des négociations avec l'Ambassadeur allemand est tel, que la *Vossische Zeitung* peut écrire, dans son numéro du 29 novembre :

M. de Kiderlen-Wæchter a déclaré de la façon la plus catégorique à la Commission du budget, qu'il n'y avait eu aucune demande d'explications de l'Angleterre entre le 1er et le 20 juillet, et que l'entretien du 21, auquel l'Allemagne avait répondu le 23, fut le premier entre diplomates anglais et allemands, depuis l'envoi de la *Panther* et de la dépêche circulaire qui l'expliquait. Sir Edward Grey affirme, au contraire, que, le 3 et le 4 juillet, il a eu avec le comte Wolff-Metternich des entretiens importants. Il ajoute que, le 12 juillet, Sir Goschen a, de nouveau, posé une question à M. de Kiderlen-Wæchter lui-même. Il y a là une contradiction... L'opinion publique, en Allemagne, a le droit d'être éclairée.

Que la *Vossische Zeitung* se rassure : toute explication est inutile. Nul ne songe à douter de la parole de sir Edward Grey. Il a démontré, avec une telle évidence, l'obscurité voulue des intentions allemandes, que les Communes radicales et pacifistes acclamèrent longuement sa justification du discours retentissant de M. Lloyd George et son refus d'ex-

Digitized by Google

plications à la demande formulée, le 25 juillet, par l'Ambassadeur allemand, « sur un ton excessivement roide (*stiff*) ». Pour une fois, l'orateur éleva la voix.

Mais il la baissa bien vite, pour parler de l'avenir des relations anglo-allemandes. L'Empire britannique n'est lié contre l'Empire germanique par aucun pacte secret. « La France et la Russie savent que l'opinion publique anglaise, — souveraine maîtresse de la diplomatie britannique, — ne les soutiendrait pas dans une guerre d'agression contre l'Allemagne. *Mutatis mutandis,* ces considérations sont valables pour la France et pour la Russie. » John Bull « ne barre point la route » à Michel. A la condition qu'il ne s'agisse point de territoires « contigus aux possessions britanniques », Sir Edward laisse carte blanche à l'Allemagne en Afrique, mais en Afrique seulement : il ne souffle mot de l'Asie, de l'Asie Mineure. L'Angleterre est prête à traiter l'Allemagne « sur le pied d'une parfaite égalité ». Mais, à plusieurs conditions.

Si la nation, qui a la plus grande armée de l'univers, veut acquérir par surcroît une forte marine, elle doit tout faire pour dissiper les soupçons qui, dans chaque pays, ne peuvent manquer de s'éveiller... Si, vraiment, l'esprit de la politique allemande n'est point agressif, j'espère que toutes les craintes de guerre européenne se seront évanouies, *d'ici deux ou trois ans.*

Et il n'est pas sans esprit, cet appel à la patience des pacifistes, ces vieillards pressés.

Il faut, de plus, qu'on ne demande à l'Angleterre de renoncer ni à ses amitiés, ni à ses ententes.

Le résultat de la politique d'isolement serait de faire entrer toutes les nations européennes, soit de bonne volonté, soit par contrainte, dans une ligue diplomatique d'où nous serions exclus... Nous devrions, au bout de quelques années, construire des cuirassés, non plus pour faire équilibre à une coalition de deux puissances, mais pour faire équilibre à toutes les marines de l'Europe unies contre nous.

Et c'est une parole de bons sens.

Digitized by Google

Ce n'est pas en désertant les vieilles amitiés, que l'on peut en acquérir de nouvelles, tout au moins de nouvelles dignes de ce nom.

Et c'est un mot d'honnête homme. Tout autre commentaire, toute autre citation seraient superflus. Que nos hommes d'État, qui, par des indiscrétions coupables, des communications maladroites, des propos imprudents et par une agitation fébrile, ont trop souvent affaibli le prestige de la diplomatie française, lisent et relisent le discours de Sir Edward Grey.

*
* *

L'impression produite, en France, a été profonde. A-t-elle été aussi unanime de l'autre côté du détroit ? Ce discours a-t-il désarmé les adversaires du ministre des Affaires étrangères ?

Certes, la riposte a porté. Un témoin impartial, le correspondant du journal irlandais, le *Freeman's Journal*, un adversaire résolu de l'Entente cordiale, s'en porte garant (20 novembre). Bien que Sir Edward Grey ait été plus applaudi par les conservateurs que par les radicaux, « le silence des ministériels constituait vraiment un hommage rendu au talent de l'orateur ; car il paraissait les convaincre malgré leur volonté, leur démontrer que ses arguments étaient inattaquables ».

Cet auditeur averti signale les points, qui exercèrent une action profonde sur les députés de l'extrême-gauche, partisans décidés d'une évolution dans la diplomatie anglaise. Les révélations faites par M. de Kiderlen-Wæchter, sans en aviser au préalable son collègue, indisposèrent les députés les plus germanophiles. « L'attitude de Sir Edward donna l'impression *que la situation restait pleine de périls.* » Et des paroles trop cordiales risquaient de gâter les choses, au lieu de les améliorer. « On eut, enfin, le sentiment que le secrétaire d'État *n'avait pas tout révélé et qu'il avait, pour en vouloir*

Digitized by Google

à l'Allemagne, d'autres raisons passées sous silence. » La même indication nous est donnée dans le bulletin politique de la *Socialist Review* (1er décembre).

Cette allusion aux privilèges économiques, contraires à l'acte d'Algésiras, que l'Allemagne s'efforça d'arracher à la France, au début des pourparlers, — et peut-être aussi à des tentatives de rapprochement sur un terrain différent, — ne passa point inapercue. Le discours de Sir Edward Grey est aussi remarquable, par ce qu'il indique avec précision, que par ce qu'il laisse deviner. Ce chef-d'œuvre diplomatique réduit au silence quelques-uns des adversaires du ministre des Affaires étrangères. Le *Daily Chronicle* (28 novembre) proclame qu' « il a convaincu toutes les fractions de l'opinion britannique, — qui peuvent l'être, — que le gouvernement a agi, dans toute la crise, comme il devait le faire, s'il voulait respecter les intérêts et l'honneur du peuple anglais ». Et reprenant, point par point, le commentaire du secrétaire d'État, il en approuve les lignes générales. Cette approbation a son poids. Le *Daily Chronicle* est l'organe des électeurs, que le parti radical recrute dans les milieux intellectuels, sur les bancs des universités, dans les couloirs des tribunaux.

L'adhésion de l'*Economist*, le représentant des industriels et des commerçants, restés fidèles au libre-échange, est un peu moins nette. Cependant il ne réclame plus la tête de Sir Edward Grey.

Mais tous ses adversaires n'ont point désarmé.

Dès le lendemain, le *Daily News*, l'organe officiel des puritains, formule les réserves les plus expresses. La méthode préconisée par Sir Edward Grey, le culte de l'équilibre, aboutit à une alliance, sinon de droit, du moins de fait, avec la France et avec la Russie. Et le *Daily News* renouvelle son excommunication :

Nous ne voyons aucune chance probable d'amélioration, à moins qu'elle ne soit recherchée par un esprit plus audacieux que celui de Sir Edward Grey. Nous croyons que ni le Cabinet, ni le parti ne sont satisfaits de sa politique.

Digitized by Google

Cette idée est reprise, le 2 décembre, par la *Nation*, qui prétend incarner la pure doctrine radicale. Elle s'efforce d'établir que les discours de Sir Edward, de M. Asquith et de lord Morley ne donnent pas la même note. Il n'y a pas accord. Il y a contradiction. Et la *Nation* s'associe à la mise à l'index, prononcée contre le ministre des Affaires étrangères.

Le parti ne peut, ne doit pas accepter sa politique. Nous ne croyons pas qu'elle soit approuvée par un cabinet unanime. Que ses partisans, en haut lieu, soient nombreux ou peu nombreux, peu importe : nous sommes en tout cas convaincus, que si les libéraux ne la détruisent pas, elle les détruira.

Le pacifisme puritain n'est ni découragé par ce cinquième échec, ni éclairé par ces faillites successives. Il reste actif et intransigeant.

V

Au mois de mars 1912, sous la menace d'une reprise de la rivalité maritime et sous la pression de l'opinion radicale, de nouvelles conversations sont engagées, par l'intermédiaire de lord Haldane.

Le Kaiser communique son projet de loi navale et déclare qu'il est disposé, non seulement à renoncer à la création d'une troisième escadre, à la construction d'un *Dreadnought* sur trois, mais encore à reconnaître les intérêts spéciaux de l'Angleterre dans le golfe Persique. Que demande-t-il ? des cessions territoriales en Afrique, déclare la *Pall Mall Gazette* ; l'engagement de ne pas s'associer à l'attaque d'un tiers contre le territoire allemand, écrit la *Nation*.

En échange d'une concession provisoire et toujours révocable, Guillaume II réclame des avantages positifs et définitifs. Le *Daily News* se refuse à apprécier la valeur de ce troc. Mais il affirme que Paris s'attacha à faire échouer la tractation. Le Quai d'Orsay, tenu au courant, fit valoir une objec-

Digitized by Google

tion décisive. Si les crédits économisés sur la marine servent à renforcer les forces allemandes, dirigées contre la France, l'Entente cordiale ne survivra pas au rapprochement anglo-allemand.

Le 1er avril, Sir H. Goschen fut chargé d'annoncer le rejet des offres allemandes. Il est certain qu'il formula, en même temps, des contre-propositions. Lesquelles ? Ajournement des discussions sur les armements maritimes, échange colonial et coopération économique.

Telle est la formule que le baron Marschall devait essayer de faire aboutir.

Il est mort à la tâche. Son successeur va la reprendre, avec la collaboration des mêmes groupements radicaux, libre-échangistes et puritains. Ils sont déjà au travail. Sept années d'efforts, coupées par six échecs retentissants, n'ont épuisé ni leurs ressources matérielles, ni leur ardeur morale.

*
* *

Pour quelles raisons ne sont-ils parvenus ni à dicter la revision des pactes souscrits, ni à imposer le retour au « splendide isolement », ni à empêcher le contact entre les États-Majors français et anglais, ni à réaliser, dans un texte, le rapprochement anglo-allemand ?

Tous les journaux du parti, — sauf, par intermittence, le *Daily Chronicle*, — sont unanimes à encourager cette campagne. Elle est approuvée par tous les membres du *Labour Party* et des groupes irlandais, par la majorité des députés radicaux. Elle a trouvé, dans les rangs mêmes des ministres, des alliés précieux. Les deux chanceliers, lord Reid, lord Haldane, M. L. Harcourt, D. Lloyd George, avant qu'il fût allé à Berlin, Winston Churchill, avant qu'il eût pris pied à l'Amirauté, ont collaboré activement avec lord Courtney, lord Avebury, les lords maires de Londres, tous ces magistrats, philosophes, économistes qui cherchèrent sincèrement, loyalement, pendant sept années, à terminer la rivalité navale

Digitized by Google

par une honorable transaction. Ils ne manquèrent jamais ni d'argent, ni d'auditeurs. L'innombrable colonie allemande disposait toujours d'employés de commerce, de professeurs de langues, de garçons d'hôtels pour remplir toutes les salles de réunions. Les financiers et les industriels d'origine germanique, qui ont trouvé de l'autre côté de la Manche une fortune, un château, des armoiries, Sir Ernest Cassel, Sir John Brunner, sont restés prêts à couvrir les frais des dîners et des voyages. Un comité, fondé au lendemain de la crise européenne de juin 1905, centralise les fonds, contrôle les initiatives, organise les manifestations. Avec un art consommé, il fait alterner les dépêches et les discours, les meetings et les banquets, les délégations municipales et parlementaires, les voyages d'étudiants, d'ouvriers, de pasteurs et de journalistes. Cette commission anonyme peut compter sur la collaboration constante et active de la diplomatie allemande. L'ambassadeur, le comte Wolff de Metternich, est toujours disposé à passer un habit et à prendre le train, à présider un repas ou à prononcer un discours. La *Wilhelmstrasse*, quel que soit son titulaire, maintient le contact, fournit des renseignements, suggère des idées. Elle arrête ou déclanche les manifestations anglaises. Elle assure des circonstances favorables et les coopérations nécessaires. Elle décuple ainsi l'autorité et l'efficacité de cette campagne. Les organisateurs connaissent, à la fois, les avantages des initiatives privées et ceux des appuis officiels. Ils ont à leur disposition le prestige de l'opinion populaire et la science de la diplomatie professionnelle. Ils représentent, aux yeux du Cabinet, les électeurs, dont il craint le vote et une nation, dont il redoute l'hostilité. Ils peuvent lui susciter des difficultés au dedans et des embarras au dehors.

Ils ont échoué jusqu'ici. Pourquoi?

Les circonstances n'ont pas été favorables. Depuis le jour où le parti, qui, de par ses traditions, a le culte de la paix et la religion de l'économie, est entré au Capitole, jamais l'horizon européen n'a été moins lumineux. Rassurés contre l'éventualité d'une intervention anglaise, convaincus que John

Digitized by Google

Bull, absorbé par les conflits constitutionnels et les réformes sociales, ne prête qu'une oreille distraite aux rumeurs continentales, les États ambitieux se sont donnés libre carrière. Par des pressions brutales et répétées, janvier-mars 1906, octobre 1908, juillet 1911, la *Wilhelmstrasse* tente de briser l'Entente cordiale, dont elle se refuse à admettre la solidité. A trois reprises différentes, d'autres gouvernements ont profité de la défaite des conservateurs anglais, gardiens de l'intégrité turque, pour tailler dans le manteau défraîchi du Sultan ottoman. Sur ces conflits d'une importance capitale, se greffent de multiples incidents. Les chancelleries rédigent. Les arsenaux fondent. Les chantiers construisent. Les contribuables paient. Jamais les diplomaties n'ont été plus actives, les armées plus entraînées et les budgets plus gros. Cette atmosphère fiévreuse et martiale n'est guère propice à la liquidation de la querelle anglo-allemande.

Était-elle d'ailleurs possible? Certes, rien n'est plus aisé que de maintenir entre deux peuples des relations extérieures d'une apparente cordialité : il suffit de provoquer, à des intervalles réguliers, des échanges de dépêches, de délégations, de visites. Les radicaux les ont fébrilement multipliés. Mais quel est leur résultat? Empêcher les opinions publiques d'exercer sur le gouvernement une action belliqueuse. C'est là un effet à la fois négatif et restreint. Germanophobie et anglophobie ont été efficacement combattues. Et néanmoins, jamais les deux pays n'ont paru si prêts d'en venir aux mains, que depuis sept ans et à plusieurs reprises. Les causes de rivalité subsistent. Leur action psychologique seule est atténuée. Et encore, cette accalmie a-t-elle été troublée par de soudains réveils de l'hostilité latente. Pour l'étouffer, il faut mettre un terme à la rivalité maritime. Celle-là seule est dangereuse. La concurrence économique ne se fait sentir qu'aux heures de crise. Les luttes politiques ne sont connues que des chancelleries. Mais la formation, aux portes des Iles Britanniques, d'une marine, qui grandit par bonds réguliers, constitue une menace constante et tangible. Les foules en ont

Digitized by Google

conscience. Elle se résume en images. L'histoire l'éclaire. La nature l'aggrave.

Comment enrayer cette rivalité? en donnant l'exemple des économies militaires? Les radicaux l'ont essayé, et aussitôt l'Allemagne a profité de ce que John Bull ralentissait son effort, pour accroître le sien et gagner ainsi deux fois plus de terrain. En achetant un ralentissement dans les constructions navales, par l'abandon de possessions coloniales, une mesure provisoire et révocable par un sacrifice définitif et irréparable? Lord Haldane l'a proposé; mais ses collègues ont hésité, et hésitent encore à signer ce médiocre marché. Existe-t-il un autre moyen de décider cet empire, à sacrifier une flotte bon marché, puisqu'elle ignore les amortissements, les réparations, et embarque des conscrits, à restreindre son besoin d'action et ses rêves de grandeur, à reconnaître comme providentielle et légitime l'hégémonie maritime de John Bull? Serait-il possible d'obtenir une limitation, annuelle et réciproque, des armements au prix d'une intimité diplomatique et de concessions économiques? Les radicaux l'affirment.

Mais les professionnels, qui dirigent la politique extérieure du peuple anglais, redoutent ces marchandages chroniques, et ces pressions périodiques. Ils ne veulent point sacrifier les traditions historiques, le culte de l'équilibre, la crainte de l'hégémonie, à la conclusion d'un pacte naval annuel et revisable. Ces réalistes résistent à la pression démocratique.

Leur autorité est sauvegardée par les institutions et par les usages. Aucune Commission des Affaires étrangères ne contrôle leur gestion. De « brèves questions » ne troublent pas leur activité. Le culte britannique de la discrétion met le *Foreign Office* à l'abri des bavardages. La religion nationale de la monarchie le protège contre les attaques. Couvert par le Roi, aidé par le sous-secrétaire d'État permanent, le ministre des Affaires étrangères conserve, au début du XXe siècle, la puissance d'un autocrate. Campé sur sa dunette, bien au-dessus des agitations de la foule démocratique, le

Digitized by Google

pilote, la main sur la barre, les yeux sur la boussole, guide le navire, en ne prêtant qu'une oreille distraite aux lointaines clameurs des passagers parlementaires, qui, là-bas, pérorent dans l'entre-pont.

Plus d'une fois, ils sont montés à l'assaut, pour tenter de renverser le pilote et de prendre le gouvernail. Ils auraient peut-être réussi, si l'homme qui maintient le vaisseau dans la voie tracée par son prédécesseur, n'était pas Sir Edward Grey. Ses convictions démocratiques sont au-dessus de tout soupçon. Le programme radical socialiste ne l'effraie point. Il approuve les réformes ouvrières, les impôts draconiens, l'affranchissement irlandais. Ce n'est pas un tory, pas même un whig que Sir Henry Campbell-Bannerman a placé au *Foreign Office*. Ce cadet de grande famille partage les convictions de la bourgeoisie radicale. Elle le critique souvent. Elle le respecte toujours. Sa rigidité morale, sa dignité austère, sa loyauté proverbiale lui assurent la sympathie des puritains. Ils aiment sa tenue. Ils goûtent sa parole. Ils acceptent ses affirmations. L'idéalisme de son regard fait pardonner à Sir Edward le réalisme de sa politique.

D'ailleurs il l'atténue souvent, pour ménager les susceptibilités des radicaux méfiants et scrupuleux. Certes, quand on jette un coup d'œil hâtif sur l'activité militaire et diplomatique des Cabinets Balfour et Asquith, il semble qu'il n'y ait pas entre eux de solution de continuité. Les radicaux ont achevé, en 1906, 1908 et 1912, la concentration navale commencée par leurs adversaires en 1903. Les réformes militaires de lord Haldane, la réorganisation du « Corps expéditionnaire », la création d'une armée territoriale constituent, à la fois, la continuation de l'œuvre de M. Brodrick et la préface de celle qu'entreprendra le prochain Cabinet conservateur.

La convention anglo-russe, signée par Sir Edward Grey le 30 août 1907, avait été amorcée, deux ans plus tôt, jour pour jour, par lord Lansdowne, dans une lettre adressée à Sir Charles Hardinge et communiquée au gouvernement russe. Bien que l'unité de la politique anglaise ait été sauvegardée,

Digitized by Google

le secrétaire d'État aux Affaires étrangères n'en a pas moins fait, dans la forme, dans l'esprit, dans le fond, les concessions nécessaires, pour apaiser les clameurs radicales et empêcher ainsi des bouleversements complets.

Il présente la signature de la convention avec la Russie, comme une victoire des idées pacifiques et le maintien de l'entente avec la France, comme un acte de loyauté morale. Sir Edward évite dans ses commentaires tout ce qui pourrait donner à ces actes le caractère, je ne dis pas d'une menace, mais même d'une garantie, vis-à-vis de l'effort allemand. Son esprit est à la fois traditionnaliste et pacifique. Les agents du *Foreign Office* savent qu'il a été formé à la bonne école, qu'il est l'élève de lord Rosebery. La barre est entre de bonnes mains. La direction ne sera pas modifiée. Mais, d'autre part, les adhérents du groupe radical sont convaincus que Sir Edward Grey, loin de chercher le conflit européen, évitera la guerre jusqu'au bout. Ils ne doutent pas un seul instant de ses intentions. Les faits ont démontré l'exactitude de leurs renseignements.

Il eût été facile au secrétaire d'État de déchaîner une crise continentale : mai 1906, octobre 1908, juillet 1911, novembre 1912. Jamais les occasions n'ont été aussi nombreuses et aussi propices. Le Ministre les a résolument écartées. Il a fait plus. Les concessions à l'idéalisme radical ont porté sur le fond même de son activité diplomatique. Il a accepté de chercher une solution à la rivalité maritime anglo-allemande. Il a soumis à la Conférence de La Haye le problème de la limitation des armements. Il a rétabli, entre Édouard VII et Guillaume II, les relations interrompues. Il a autorisé les conversations de Cronberg. Il a approuvé la mission de lord Haldane. Sir Edward s'est refusé à donner à l'Entente cordiale la précision, la résistance d'une alliance écrite, et lui a conservé son caractère de lien moral et de pacte oral. Les conversations militaires interrompues, puis reprises, n'ont pas dépassé de prudentes limites, sauf peut-être sur le terrain naval, quand s'est posé le problème de la

Digitized by Google

Méditerranée. Sir Edward l'avait promis au début de son avènement, le jour où lord Haldane partit pour Berlin afin d'étudier la *Landwehr*. Il acheta à ce prix la neutralité des partisans de l'alliance allemande, au sein du Cabinet. Il eut, à Balmoral, l'occasion de donner à la Triple Entente la solidité de la Triple Alliance. Les conservateurs n'auraient pas hésité à acheter cette garantie, au prix d'un partage de la Perse. L'imminence du conflit balkanique paraissait une circonstance atténuante. Le Ministre, fidèle à la parole donnée, docile aux exigences radicales, laissa échapper cette chance inespérée. La retrouvera-t-on jamais ?

*
* *

Au prix de ces concessions, dont il est difficile de nier la gravité, Sir Edward Grey a obtenu de conserver à la diplomatie anglaise sa permanence, son unité. Cette victoire — partielle — eût-elle été possible avec un autre parlementaire, — moins préparé à comprendre et moins habile à limiter les exigences des pacifistes, — avec une majorité différente ? Lorsque le *Labour Party* disposera de 100 à 120 voix, auxquelles viendront s'ajouter 40 voix irlandaises, quand les derniers whigs auront disparu dans le Parlement de demain, l'héritier de Sir Edward Grey, sommé de consulter la Commission des Affaires étrangères, soumis au contrôle d'une chambre radicale-socialiste, pourra-t-il résister, victorieusement, aux sommations des idéalistes aveugles, aux partisans du « splendide isolement » ?

Digitized by Google

Digitized by Google

LIVRE III

LA CRISE PROCHAINE ET SES FACTEURS

CHAPITRE XI

LA REPRISE INDUSTRIELLE ET LA CONCURRENCE ÉTRANGÈRE

Avec les élections de décembre 1910, commence une nouvelle période : ses caractères. La crise prochaine et ses facteurs.

§ I. La reprise des affaires.

Augmentation, depuis 1904, du commerce britannique. Achats de matières premières et ventes d'objets ouvrés. Importations et exportations depuis 1900. Coup d'œil sur le passé. Exportations britanniques par tête d'habitant 1870-1910. Moyennes quinquennales des importations et exportations 1860-1910. Accroissement des commandes coloniales et étrangères depuis 1904. Bref rapprochement avec la France, l'Allemagne et les États-Unis. Moyennes quinquennales, par tête d'habitant, des exportations totales, des exportations d'objets ouvrés. Avance de l'Angleterre progressivement perdue et partiellement reconquise. Chiffres réels. Gains réalisés par l'Angleterre et ses rivaux en 1909 et 1910.

L'activité des voies ferrées. Traces d'oscillations dans la circulation. Navires entrés et déchargés dans les ports du Royaume-Uni. Faillites de 1905 à 1910. Circulation de l'or. Chambres de compensation. Bénéfices des sociétés anonymes à caractère industriel. Émissions de capital.

§ II. Trois industries libre-échangistes.

1. *Le charbon*. Causes exceptionnelles de l'essor de 1906 et de 1907. Crise en 1910 : ses causes intérieures et extérieures ; les grèves ouvrières ; une évolution dans la clientèle du Royaume-Uni. Comparaison de la production et de la consommation allemande, anglaise et américaine.

2. *Le coton*. La manifestation libre-échangiste de 1904. Statistique d'ensemble. Le *boom* de 1905-1906. Des constructions exces-

Digitized by Google

sives provoquent une surproduction. Des *lock-out* ne parviennent pas à l'enrayer. Crise grave de 1909 et de 1910. Pertes subies. Exportations de cotonnades, consommation du coton en Angleterre, en Allemagne, aux Etats-Unis. Le péril américain.

3. *La mer*. Statistiques des constructions navales et des transports maritimes. Espérances des armateurs : leurs commandes excessives. Double cause de l'accroissement du tonnage de la flotte marchande. La crise de 1908. Reprise médiocre en 1910. L'optimisme de D. Lloyd-George. Part du pavillon étranger dans le commerce britannique.

§ III. Trois industries protectionnistes.

1. *Les produits chimiques*. Le relèvement des exportations britanniques : ses causes et ses limites. Prépondérance de l'Allemagne.
2. *La laine*. Un coup d'œil sur le passé. Comment s'explique, malgré la baisse en quantité des exportations de lainage, la satisfaction des industriels. Transformation de la production anglaise : les tissus de laine et la bonneterie de laine. L'Angleterre reprend son avance sur la France et sur l'Allemagne.
3. *Le fer et l'acier*. Statistique d'ensemble. La reprise en 1904-1906 : ses origines complexes; son importance. Le ralentissement de 1908 est provoqué par l'arrêt des commandes allemandes et surtout américaines. La reprise de 1910 n'est pas suffisante pour accroître les bénéfices de la métallurgie. Prospérité de certaines spécialités. La crise des chemins de fer. Production et consommation du fer et de l'acier en Angleterre, en Allemagne et aux États-Unis. L'avance de l'Angleterre dans les exportations de fer et d'acier et de machines.

Les industries protectionnistes ont plus bénéficié de la reprise que les industries libre-échangistes.

§ IV. L'avenir.

Deux points sombres :

1. *Crise ouvrière*.
2. *La concurrence étrangère*. Elle continue à grandir. Un tableau saisissant. La fragilité de l'organisme économique du Royaume-Uni.

Avec les élections de janvier 1910 s'ouvre une seconde période, dans l'histoire parlementaire du radicalisme victorieux. La première a été caractérisée par la prédominance d'une question politique, vieille d'un demi-siècle, le veto des Lords. Un problème historique, qui n'a pas davantage le mérite de l'inédit, va absorber les forces combatives, — déjà affaiblies, — du bloc démocratique. Le *Home Rule Bill* tout

Digitized by Google

comme le *Parliament Act* sera imposé, à coups de clôtures, après des discussions écourtées et tumultueuses, des essais d'obstruction et des séances prolongées jusqu'à l'aube.

Cette situation identique entraînera les mêmes conséquences. Le parti irlandais reste, aujourd'hui comme hier, maître de la situation. Il est le centre de gravité de l'équilibre parlementaire. Il peut, en se déplaçant, modifier la balance des partis et l'axe du pouvoir. Cette prédominance affaiblit le prestige et diminue l'autorité du Cabinet radical. En 1912, comme en 1910, elle irrite et lasse. Le joug pèse autant à la gauche qu'à la droite. Cette lutte âpre énerve et décourage. Le *Home Rule*, autant que le veto des Lords, provoquera, au sein de la majorité et de l'opposition, des scissions passagères, énergiquement réprimées. Le *Labour Party* emboîte le pas derrière les Irlandais, renâcle et regimbe. Obligé de s'incliner devant la prédominance d'une question politique, et devant l'encombrement de la machine parlementaire, il redoute, plus encore qu'hier, les impatiences ouvrières et les surenchères révolutionnaires.

Mais John Bull est résigné et indifférent. Partisans et adversaires du *Home Rule Bill* ne parviennent pas à éveiller son attention, à émouvoir sa sensibilité, à vaincre son inertie. Ni Glasdtone, ni Joë Chamberlain ne sont là pour incarner les deux thèses. Faute d'un homme d'État populaire pour les vivifier, elles restent, aux yeux du public anglais, mortes comme des idées abstraites, et d'ailleurs rabâchées. La formule est démodée. Son attrait est usé. Si encore il était possible d'empêcher la réalisation de cette réforme, mais la procédure parlementaire et le *Parliament Act* ont donné à l'action législative la régularité d'une machine et la sûreté du déclic. Les ouvriers, attelés à ce rouage, perfectionné et infaillible, n'ont même plus le mérite d'être mal payés. Grassement rétribués, soumis à une discipline, de plus en plus rigide, réduits souvent, par l'application de clôtures diverses et par l'impuissance des initiatives parlementaires, au rôle de bulletins de vote, leurs paroles rares et leurs gestes véhéments

Digitized by Google

provoquent peu de curiosité et peu d'enthousiasme. En 1913, plus encore qu'en 1910, John Bull, indifférent à l'agitation législative, ne songe qu'à profiter d'une aubaine inespérée et à gagner de l'argent.

Est-ce à dire que cette bataille se terminera, comme celle du veto, par une victoire radicale? S'il est impossible de deviner le dénouement de cette crise, il est permis d'en analyser les facteurs.

*
* *

« L'Angleterre est une île marchande : toute sa politique résulte de ce fait... Les Anglais apportent, au gouvernement de leurs intérêts mercantiles, la même âpreté et le même orgueil qu'un Louis XIV, au gouvernement de ses intérêts dynastiques. Leur économie politique est une raison d'État », écrivait A. E. Sorel, en parlant des siècles passés. L'adage est plus vrai encore qu'il y a deux cents ans. Le baromètre commercial, sur lequel s'inscrivent les plus ou moins-values des transactions britanniques, constitue, au point de vue politique, un appareil enregistreur, dont la précision ne se dément jamais [1]. Les fluctuations du corps électoral répondent, avec une régularité absolue, aux oscillations du pendule écono-

1. Pour rédiger cette étude, nous avons utilisé, en dehors des enquêtes spéciales publiées par *L'Economist*, et que nous citerons au cours des pages qui vont suivre :

1° *Commercial History and Review* of 1906, 1907, 1908, 1909, 1910 publiées par *L'Economist*, le vieil organe libre-échangiste, le 15 février de chaque année ;

2° *Finance and Trade in* 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, suppléments publiés chaque année, le 15 janvier, par le *Times*, dont on connaît les opinions protectionnistes ;

3° *Export trade in Manufactures of the U. K., Germany and the United States*, enquête publiée le 16 septembre 1909 par la *Tariff Commission ;*

4° Divers documents officiels parmi lesquels :

1° *Statistical tables and Charts relating to British and Foreign trade and industry*, 1854-1908, *Blue Books*, c. d. 1761 (1903) ; c. d. 2337 (1904) ; c. d. 4954 (1909) ;

2° *Imports and exports at prices of* 1900. *Blue Books*, c. d. 4867 (1909) et 5160 (1910) ;

3° *Annual Statement of the Trade of the U. K.* 1910 *compared with the four preceding years*, *Blue Book*, c. d. 5699.

Digitized by Google

mique. Les statistiques du *Board of Trade* fournissent aux candidats parlementaires leurs arguments préférés. Les deux partis historiques représentent des politiques commerciales différentes. Libre-échange et protectionnisme sont restés, depuis un siècle, les deux pôles de la vie anglaise. Au fur et à mesure que la concentration urbaine se resserre, que l'évolution démocratique se précipite, le peuple anglais devient davantage « une nation de boutiquiers ». John Bull a la religion du bilan.

Si l'hégémonie conservatrice de 1885-1905 et la poussée radicale de janvier 1906 ont coïncidé, l'une, avec la stagnation des ventes britanniques, l'autre, avec un réveil de l'industrie nationale, il n'y a pas là une concordance imprévue. Les indications du baromètre commercial ont dicté — en partie — à John Bull ses décisions électorales. Et, pour apprécier la ferveur, prévoir la durée de ses convictions radicales, il est nécessaire de mesurer, annuellement, le niveau de la prospérité économique.

I

Au cours des derniers mois de l'année 1904, une reprise commence à se dessiner dans les statistiques mensuelles du *Board of Trade*. Son intensité s'accentue, ses répercussions s'étendent, pendant 1905[1]. Les industries libre-échangistes, celles dont l'activité défie encore la concurrence, le coton, le charbon, les chantiers de constructions navales et les agences de transports maritimes, ne sont pas seules à enregistrer d'admirables bénéfices. Celles-là même, dont les angoisses avaient provoqué le réveil des idées protectionnistes, les tissages de laine et de toile, le fer et l'acier, les fonderies de canons et les fabriques de machines, retrouvent des clients et des commandes. Huddersfield et Kidderminster, Birmingham et Sheffield redeviennent confiantes et sereines. Leurs attaques

1. Nous avons étudié cette reprise dans *Essai d'une Psychologie*, t. II, pp. 27 et 200.

Digitized by Google

contre le libre-échange perdent beaucoup d'acrimonie et leurs souscriptions à la *Tariff Commission* baissent dans de notables proportions.

Ni un bel effort des énergies britanniques, ni les premiers résultats de l'instruction professionnelle ne sauraient suffire, pour expliquer ce réveil de l'activité industrielle. Tandis qu'en Angleterre les conséquences de la guerre sud-africaine s'atténuent, le conflit d'Extrême-Orient fournit de multiples commandes aux tissages de coton, laine et toile, aux mines de charbon, aux fabriques de munitions et d'armes. La conclusion de la paix permet de prévoir les nouveaux appels, que la Russie et le Japon vont adresser à John Bull, afin de renouveler leur outillage et de réparer les ruines. Des débouchés se sont ouverts, en même temps, à l'Orient et à l'Occident. D'admirables récoltes ont rempli les greniers des nations américaines. Jonathan, non content de céder à bon compte des stocks de coton, doit, s'il veut faire face aux demandes croissantes du marché intérieur, ralentir la concurrence qu'il faisait à son ami John Bull. Au lieu de vendre, il achète. Les républiques américaines suivent l'exemple des États-Unis et prennent le chemin de Londres. La poche bien remplie, elles vont se ravitailler sur les bords de la Tamise, en cotonnades et en locomotives. Les commandes pleuvent. Les stocks fondent. Les industriels renouvellent et accroissent leur production. L'occasion est propice. L'or abonde. Les capitaux affluent. John Bull est tout à la joie.

L'aiguille du baromètre commercial oscille au-dessus du « beau fixe ». Elle y reste longtemps. Les années se succèdent. Une majorité radicale s'installe à Westminster. Les élections générales se multiplient. La bataille budgétaire s'engage. La crise constitutionnelle sévit. Les Lords capitulent. Le Roi marin succède au Roi diplomate. L'aiguille ne bouge toujours pas — ou presque.

*
* *

Digitized by Google

Si l'on donne un coup d'œil rapide aux statistiques générales, dressées annuellement par le *Board of Trade*, la hausse de 1905 paraît s'être confirmée et accrue, au cours des années qui suivent. Nous relevons, en effet, aux entrées et aux sorties, les plus-values suivantes :

Pourcentages d'augmentation.

ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	RÉEXPORTATIONS	COMMERCE TOTAL
—	—	—	—	—
	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100
1904 . . .	+ 1,6	+ 3,4	+ 1,1	+ 2,1
1905 . . .	+ 2,6	+ 9,7	+ 10,6	+ 5,5
1906 . . .	+ 7,6	+ 13,9	+ 9,5	+ 8,2
1907 . . .	+ 6,2	+ 13,4	+ 8,1	+ 8,9
1908 . . .	— 8,1	— 11,4	— 13,3	— 9,8
1909 . . .	— 5,3	+ 0,3	+ 14,7	+ 4,2
1910 . . .	+ 8,6	+ 13,9	+ 13,6	+ 10,8

Quatre lignes de plus-values formidables, 1906, 1907, 1909, 1910 effacent, annihilent le recul enregistré en 1908[1]. Tournons quelques pages : nous trouvons les renseignements nécessaires, pour dresser un tableau plus probant.

Pourcentages d'augmentation.

ANNÉES	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
	Matières premières.	Objets ouvrés.	Matières premières.	Objets ouvrés.
—	—	—	—	—
	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100
1904	+ 5	+ 0,4	+ 0,8	+ 3,9
1905	+ 3,2	+ 5,4	+ 0,3	+ 10,7
1906	+ 12,4	+ 8,6	+ 19,2	+ 13,6
1907	+ 14,2	— 0,8	+ 27,1	+ 11,9
1908	— 15,6	— 7,3	— 4,7	— 13,1
1909	+ 8,2	+ 3,2	— 0,3	+ 0,1
1910	+ 18,6	+ 6,2	+ 4.2	+ 15,5
Augmentation en 7 ans	+ 46	+ 15,4	+ 43,9	+ 42,6

Les achats de matières premières ont grandi plus que les importations d'objets ouvrés. Les ventes de produits fabriqués

1. Les plus ou moins-values sont celles que constatent les statisticiens du *Board of Trade* dans leurs communications mensuelles ou annuelles.

Digitized by Google

ont suivi, pas à pas, le progrès des entrées de matières brutes.

Mais ces progrès ne sont-ils pas fictifs ? La hausse des prix n'a-t-elle point enflé le volume des transactions britanniques ? Le calcul des valeurs a besoin d'être corrigé par celui des quantités. L'*Economist* nous fournit les renseignements nécessaires :

ANNÉES	VALEUR DES Importations.	VALEUR DES Exportations.	QUANTITÉ DES Importations.	QUANTITÉ DES Exportations.
1900 . . .	100	100	100	100
1901 . . .	99	96	102	101
1902 . . .	101	97	105	109
1903 . . .	103	100	108	110
1904 . . .	105	102	109	112
1905 . . .	108	113	112	124
1906 . . .	116	129	116	134
1907 . . .	123	146	119	142
1908 . . .	113	129	114	132
1909 . . .	119	130	118	138
1910 . . .	129	148	121	152

Le réveil de l'industrie britannique, au début du XXe siècle, est bien une réalité. Quelles qu'aient été les fluctuations des prix, elles ne sauraient suffire pour l'expliquer. La quantité de marchandises, vendues par cet archipel, à la terre pauvre et au climat inclément, mais encombré d'êtres humains et tapissé de cubes gris, a grandi presque régulièrement depuis dix ans. Le temps d'arrêt, indiqué en 1908, est largement compensé par les bonds remarquables et sans précédents de 1905, 1906, 1910.

Pour les apprécier à leur juste valeur, il faut jeter un coup d'œil sur le passé et sur le globe.

*
* *

Pendant vingt ans la moyenne annuelle des exportations de produits britanniques, calculée par tête d'habitant, recule. Elle tombe de 7 liv. st. 7 sch. pour la période 1870-74, à 6 liv. st. 13 sch. (1880-84), 6 liv. st. 3 sch. (1885-1889), 6 liv. st. 2 sch. (1890-1894) et à 5 liv. st. 18 sch. (1895-1899).

Digitized by Google

Mais voici qu'elle remonte à 6 liv. st. 14 sch. pendant les années 1900-1904 et à 8 liv. st. 7 sch. au cours de la période 1904-1908. En 1910, le Royaume-Uni exporte par tête d'habitant 9 liv. st. 10 sch. Tous les records sont battus et de beaucoup.

Seul, ce regard en arrière, permet de mesurer l'intensité de la reprise.

MOYENNES ANNUELLES	MILLIONS DE LIVRES STERLING		
	Importations.	Réexportations.	Exportations.
1860-1864	235	42	138
1865-1869	286	49	181
1870-1874	346	55	235
1875-1879	375	55	202
1880-1884	408	64	234
1885-1889	380	61	226
1890-1894	419	62	234
1895-1899	453	60	238
1900-1904	533	67	289
1905-1908	603	84	377
1909	624	91	378
1910	678	103	430

A la période de l'hégémonie britannique (1860-1874) avaient succédé vingt-cinq années de stagnation. Certes, les importations augmentent, les réexportations grandissent, mais les ventes de produits britanniques restent stationnaires. Elles ne parviennent plus à dépasser le niveau atteint de 1870 à 1874, pendant cette ère de prospérité indéniable et de suprématie reconnue, qui arrache des larmes de regret et des exclamations de colère aux néo-protectionnistes. Il semble que le Royaume-Uni soit condamné à n'être plus qu'une usine de montage et un centre de réexpéditions. Mais voici que les ventes d'objets ouvrés, d'origine vraiment nationale, retrouvent de l'essor. La hausse reprend, régulière, formidable. Et la première décade du XXe siècle n'est point achevée, que les exportations de produits britanniques atteignent un niveau double — ou presque — de celui qu'avait enregistré John Bull, au cours de ces années exceptionnelles, 1870-1874, qu'il avait cru devoir marquer d'un caillou blanc.

Digitized by Google

Et n'allons pas croire que cette reprise soit due, uniquement, aux achats des possessions britanniques.

ANNÉES	ACHATS des possessions britanniques.	ACHATS des nations étrangères.
—	—	—
	En millions de £	
1904	+ 0,7	+ 9
1905	+ 1,6	+ 28
1906	+ 7,8	+ 38
1907	+ 16	+ 34,6
1908	— 11,5	— 37,2
1909	+ 0,4	+ 0,7
1910	+ 20	+ 32,3

Pendant les vingt-cinq années de stagnation, la part croissante des commandes coloniales constituait, pour John Bull, une médiocre consolation, malgré les prosopopées des doctrinaires de l'impérialisme. Et voici que les clients étrangers reviennent frapper aux portes des usines d'outre-Manche.

MOYENNES ANNUELLES	ACHATS des possessions britanniques.	ACHATS des nations étrangères.
—	—	—
	p. 100	p. 100
1860-1864	33,4	66,6
1865-1869	27,6	72,4
1870-1874	25,6	74,4
1875-1879	33,1	66,9
1880-1884	34,5	65,5
1885-1889	35	65
1890-1894	33,5	66,5
1895-1899	34,1	65,9
1900-1904	37,3	62,7
1905-1908	33,4	66,6

Si les deux dernières années, 1909 et 1910, réduisent légèrement, de nouveau, le pourcentage des commandes d'origine étrangère, le recul ne suffit pas, pour affaiblir le caractère très net de la reprise 1905-1908. Elle paraît plus importante encore, si on compare les progrès réalisés par le Royaume-Uni à ceux qu'ont enregistrés ses rivaux industriels.

Digitized by Google

*
* *

Classons d'abord les exportations de produits britanniques, français, allemands et américains. Évaluons les moyennes, calculées par tête d'habitant. Nous obtenons les chiffres suivants :

ANNÉES	ANGLETERRE		FRANCE		ALLEMAGNE		ÉTATS-UNIS	
	£.	Sch.	£.	Sch.	£.	Sch.	£.	Sch.
1870-74 . .	7	7	3	13	2	15	2	5
1875-79 . .	6		3	14	3	15	2	13
1880-84 . .	6	13	3	13	3	7	3	3
1885-89 . .	6	3	3	9	3	8	2	9
1890-94 . .	6	2	3	11	3	0	2	16
1895-99 . .	5	18	3	14	3	7	2	19
1900-04 . .	6	14	4	6	4	1	3	14
1904-08 . .	8	7	5	5	5		4	4
1910. . . .	9	10	6		6		4	15

John Bull, pendant la période de stagnation commerciale, voyait l'avance acquise diminuer progressivement. Pendant la période 1870-1874, au temps de l'hégémonie indiscutée, ses ventes de produits nationaux, évaluées par tête d'habitant, dépassent celles de la France, de l'Allemagne et des États-Unis de 3 liv. 14 sch., 4 liv. 12 sch., 5 liv. 0 sch. En 1895-1899, sa supériorité sur les mêmes pays n'est plus que de 2 liv. 4 sch., 2 liv. 11 sch., 2 liv. 19 sch. Or, il semble que, dans cette course vers la suprématie industrielle, le vétéran soit, depuis le début du siècle, serré de moins près.

ANNÉES	AVANCE SUR LA FRANCE		L'ALLEMAGNE		LES ÉTATS-UNIS	
	£.	Sch.	£.	Sch.	£.	Sch.
1900-04	2	8	2	13	3	0
1905-08	3	2	3	7	4	3
1910	3	10	3	10	4	15

Pour que la comparaison soit plus précise, il vaut mieux ne tenir compte que des ventes d'objets ouvrés. Si les calculs du *Blue Book* c. d. 4. 954 sont exacts, voici quel est, réparti par tête d'habitant, le montant des exportations anglaises, françaises, allemandes et américaines, depuis vingt-huit ans.

Digitized by Google

ANNÉES	ANGLETERRE		FRANCE		ALLEMAGNE		ÉTATS-UNIS	
	£.	Sch.	£.	Sch.	£.	Sch.	£.	Sch.
1880-84 . .	5	17	1	18	2	0	0	11
1885-89 . .	5	7	1	16	2	1	0	10
1890-94 . .	5	4	1	18	1	19	0	11
1895-99 . .	4	19	2	1	2	3	0	17
1900-04 . .	5	7	2	8	2	13	1	5
1904-08 . .	6	14	3	1	3	9	1	14

L'avance de l'Angleterre est donc :

	SUR LA FRANCE		L'ALLEMAGNE		LES ÉTATS-UNIS	
	£.	Sch.	£.	Sch.	£.	Sch.
1880-1884	3	19	3	17	5	6
1885-1889	4	11	3	6	4	17
1890-1894	4	6	3	5	4	13
1895-1899	2	18	2	16	4	2
1900-1904	2	19	2	14	4	2
1904-1908	3	13	3	5	5	0

John Bull regagne du terrain. Il reprend haleine. Il a le temps de respirer.

J'entends bien que ces calculs ont quelque chose d'artificiel. Ils font la part trop belle aux pays à basse natalité. Ils accordent un handicap trop élevé, aux peuples qui économisent avec âpreté sur la vie. Ces chiffres n'en sont pas moins confirmés par des statistiques moins subtiles. Laissons de côté la France, dont la production est complémentaire de celle du Royaume-Uni. Et concentrons notre attention sur les deux pays, qui concurrencent la Grande-Bretagne, sur les divers marchés du globe. Les exportations de produits nationaux, les ventes d'objets ouvrés sont, en Allemagne et aux États-Unis, inférieures aux chiffres anglais, dans la mesure que détermine le tableau suivant.

Exportations de produits nationaux, d'objets ouvrés.

ANNÉES	ALLEMAGNE	ÉTATS-UNIS	ALLEMAGNE	ÉTATS-UNIS
	Millions de £			
1880-1884 . .	82	69	115	176
1885-1889 . .	75	80	98	165
1890-1894 . .	82	50	101	161
1895-1899 . .	56	25	83	138
1900-1904 . .	47	10	70	125
1904-1908 . .	57	9	81	149

Digitized by Google

En 1910, tendant tous ses muscles dans un suprême effort, John Bull a accentué l'avance qui date d'hier. Tandis que la France, les États-Unis, l'Allemagne ont, en douze mois, augmenté leurs ventes de 11, 26 et 42 millions de £, la Grande-Bretagne a accru les siennes de 52. Reportons-nous aux chiffres de 1903. John Bull, dans ses exportations, enregistre une plus-value de 108 millions de £, soit 46 p. 100. Michel doit se contenter de 82 millions, 51 p. 100. Jonathan suit avec 62 millions, c'est-à-dire 64 p. 100. Grenouillard est bon dernier, avec un gain de 40 millions, soit 42 p. 100. Et, si les rivaux de l'Angleterre étaient disposés à se consoler, en invoquant la supériorité de leurs pourcentages, ils devraient auparavant jeter les yeux sur le tableau, où se trouvent résumées les augmentations des importations entre 1903 et 1910.

Importations britanniques .	+ 13 millions de £.	+ 11,3 p. 100
— américaines .	+ 41	—	+ 44	—
— allemandes. .	+ 29	—	+ 49	—
— françaises . .	+ 21	—	+ 64	—

John Bull cesse d'accroître ses achats, plus vite que ses ventes. La balance du commerce, dont l'irrégularité préoccupait à bon droit les néo-protectionnistes, retrouve son équilibre ou plus exactement tend à le retrouver.

Différence entre les exportations de produits nationaux et les importations nettes.

MOYENNES ANNUELLES	ROYAUME-UNI	ALLEMAGNE	FRANCE	ÉTATS-UNIS
1880-84 . .	— 109	+ 1	— 52	+ 25
1885-89 . .	— 92	— 8	— 34	+ 7
1890-94 . .	— 123	— 46	— 32	+ 22
1895-99 . .	— 155	— 51	— 19	+ 67
1900-04 . .	— 177	— 52	— 14	+ 106
1905-08 . .	— 142	— 76	— 15	+ 106

*
* *

Lorsque les feuilles radicales, après avoir cité et commenté quelques-uns de ces chiffres, se hâtent de conclure à une prospérité sans précédents, elles procèdent avec la méthode hâtive

Digitized by Google

et superficielle, qu'exigent la profession et la politique. Avant d'émettre une opinion, il faut procéder à une enquête plus approfondie, étudier l'activité du Royaume-Uni, dans ses manifestations extérieures et dans sa vie interne.

II

Pour arriver à définir, au point de vue commercial, la période, qui s'étend de décembre 1905 à janvier 1911, il importe, avant de pénétrer dans les divers centres de production, d'étudier la circulation des marchandises et de l'or. Quelle en a été l'intensité? S'est-elle accrue régulièrement? Constate-t-on un ralentissement ou des temps d'arrêt?

Le *Blue Book* c. d. 4954 nous apprend que, pendant la période 1905-1908, les voies ferrées ont, en moyenne, transporté 480 millions de tonnes de marchandises, au lieu de 434 (1900-1904), 371 (1895-1899), 308 (1890-1895). En dix-huit ans, le tonnage transporté par tête d'habitant a, pour chacune de ces quatre périodes, passé de 8,06 à 9,28, 10,33, 11,14. La hausse actuelle ne paraît point, à première vue, exceptionnelle. Il convient de préciser.

Si l'on prend les quinze principales compagnies de chemins de fer, on constate que leurs diverses recettes ont varié dans la mesure suivante, de semestre en semestre. Nous empruntons ces chiffres à l'*Economist*.

		VOYAGEURS	MARCHANDISES	MATIÈRES MINÉRALES
		—	—	—
		p. 100	p. 100	p. 100
1906.	1er semestre.	+ 2	+ 9,5	+ 6,7
	2e —	+ 2,40	+ 1,4	+ 3,3
1907.	1er —	+ 1,2	+ 2,9	+ 8,2
	2e —	+ 1,6	+ 3,6	+ 9,4
1908.	1er —	+ 0,3	— 3,7	— 0,2
	2e —	+ 1,5	— 4,7	— 4,8
1909.	1er —	— 0,5	— 0,5	— 1,5
	2e —	— 1,2	+ 2,9	+ 1,9
1910.	1er —	+ 2,7	+ 4,6	+ 1,7
	2e —	+ 3	+ 3,7	+ 2,7

Digitized by Google

Et tout de suite il apparaît, que ces cinq années ne constituent pas une période uniforme, au cours de laquelle la circulation a suivi un cours identique. Une violente poussée a été suivie d'un arrêt très net, pendant deux ans. Il a été assez vif pour exercer une répercussion sur le trafic voyageurs. Et quand la reprise est venue, elle a été moins vive qu'en 1906 et en 1907. De cet flot, coupé en tous sens par des rubans d'acier, passons à la périphérie. Autour des rives britanniques, les vapeurs tourbillonnent aussi empressés, aussi rapides, aussi nombreux que des nuées de mouches. Le tonnage net des navires, entrés et déchargés dans les ports du Royaume-Uni, peut être réparti comme il suit, entre les diverses branches du commerce britannique :

ANNÉES	CABOTAGE	COMMERCE avec les nations étrangères.	POSSESSIONS BRITANNIQUES
—	—	—	—
		Milliers de tonnes	
1890-1894 .	95.014	65.498	10.537
1895-1899 .	106.635	77.582	11.406
1900-1904 .	113.438	88.074	13.309
1906. . . .	120.480	105.647	15.142
1907. . . .	120.480	117.698	15.573
1908. . . .	116.876	116.429	15.017 = 131.446
1909. . . .	120.626	—	133.267
1910. . . .	123.377	—	134.029

Le même fléchissement apparaît, dans les statistiques des gares et des ports du Royaume-Uni. Au même moment, les trains de marchandises et les cargo-boats ont arrêté et repris leur élan, sur les routes d'acier et sur celles des flots.

Mais il est d'autres points, où se mesurent la circulation et son intensité. La circulation n'emprunte pas seulement les voies de fer et celles des mers. Le courant passe par les mille guichets des boutiques et des usines. Les statistiques des faillites constituent un critérium aussi précieux, que les recettes des gares et des registres des ports. Le nombre des faillites qui, à la suite des maigres années de 1902, 1903, avait enflé, tombe de 10.774 (1905) à 9.990 (1906), à 9.606 (1907).

Digitized by Google

Il se relève en 1908 à 10.196 et retombe à 9.389 (1909) et 9.054 (1910). La même crise se manifeste, à la même date, au prétoire des tribunaux, à l'entrée des ports et dans les halls de marchandises. Pour mieux suivre les fluctuations, il faut grouper les faillis par professions, mettre à part les corporations, qui subissent les répercussions du marché intérieur et réunir celles qui vivent du commerce extérieur.

	1905	1906	1907	1908	1909	1910
	—	—	—	—	—	—
Bois de construction .	1.309	1.202	1.216	1.197	964	961
Porcelaines et verreries	83	72	78	74	44	60
Ameublements. . . .	266	226	216	266	195	193
Epiceries	2.422	2.232	2.071	2.239	2.251	2.040
Bijouteries.	486	412	398	467	405	403

L'industrie du bâtiment est la seule dont la reprise soit presque régulière. Certes, toutes les autres professions, qui reflètent l'aisance ambiante, ont vu grandir leurs bénéfices. Mais avant d'empocher les beaux dividendes de 1910, il a fallu lutter et souffrir. La reprise escomptée dès 1905 a été lente et irrégulière.

	1905	1906	1907	1908	1909	1910
	—	—	—	—	—	—
Chimistes, droguistes.	147	162	129	150	170	134
Charbons, mines . . .	226	244	244	256	243	266
Draperies, soies, lainages	1.296	1.276	1.154	1.257	1.174	1.074
Quincailleries	328	372	325	417	352	355
Fer et acier	304	256	256	292	236	233
Négociants et commissionnaires.	403	366	356	404	340	348

Sauf le commerce des étoffes, qui a profité de l'extraordinaire activité des tissages de tout ordre et enregistré une constante amélioration, les autres, depuis le négociant et le commissionnaire jusqu'au quincaillier et au charbonnier, ont connu, entre deux années prospères, toute une série de gradations.

Digitized by Google

La période 1906-1911, qui de loin nous apparaissait comme une reprise générale, se morcelle en une série de hausses et de baisses. Pour pouvoir les préciser, il faut analyser la circulation de l'or.

*
* *

Les chambres de compensation constituent-elles un baromètre infaillible de l'activité commerciale ? Le *Times*, dans son histoire de l'année 1910, exprime la crainte que le développement de la spéculation ne diminue, en enflant les chiffres d'une manière artificielle, la valeur économique de ces statistiques financières. Il vaut donc mieux négliger le *Clearing-House* de Londres, tributaire d'un marché cosmopolite et d'une bourse agitée, pour ne nous attacher qu'aux chambres provinciales de compensation.

chèques de province payables sur :	1903 — p. 100	1904 — p. 100	1905 — p. 100	1906 — p. 100	1907 — p. 100	1908 — p. 100	1909 — p. 100	1910 — p. 100
Londres . . .	+1,6	+ 0,1	+ 5,2	+ 6,4	+8,1	— 0,9	»	»
Manchester .	+1,6	+ 4,1	+ 6	+11,3	+9	— 9,9	— 1,2	+ 8
Liverpool . .	+5,1	+14,1	+ 2,8	— 7,3	+4	— 9,8	+13,2	+10,9
Birmingham.	—1,6	— 3.9	+ 4,4	+ 5,5	+4,9	— 8,6	+ 2,6	+ 5,1
Newcastle . .	—3,5	— 1,2	—19,1	—13,7	+6,6	—20,9	+ 2	+ 2,7
Bristol. . . .	+0,6	— 3.5	+ 2,3	— 0,4	+1	— 0,8	— 1,4	+ 3,3
	+1,6	+ 2,3	+ 3,7	+ 4,4	+7,5	— 4,5	+ 3,6	+ 8,1

Chacune de ces chambres de compensation a été choisie, parce qu'elle centralise les transactions d'une région particulière et d'industries déterminées. Un simple coup d'œil sur ce tableau suffit, pour démontrer que le flux de la prospérité ne s'est étendu sur toute l'Angleterre qu'en 1907 et en 1910. Des plus-values importantes n'ont été réalisées qu'en 1906, 1907 et 1910. Elles ont été très inégalement réparties. Manchester et Liverpool, les cités du coton, ont été infiniment plus favorisées que les autres. Toutes, cependant, ont été atteintes par l'arrêt inopiné de 1908.

Pour en mesurer l'importance, il suffit de consulter le tableau dans lequel l'*Economist*, depuis le 20 février 1909,

Digitized by Google

résume les plus ou moins-values, que constatent les sociétés anonymes, à caractère industriel, dans leurs bénéfices nets.

Le recul de 1908 ne s'est pas arrêté le 31 décembre : il a duré pendant les premiers trimestres de 1909. Et quant au réveil, qui caractérise 1910, il a été plus intense pendant les premiers que pendant les derniers mois :

	1908	1909		1910	
1er semestre.		—12,1 p. 100		+ 5,5 p. 100	
2e —	—5,6 p. 100	— 6,5 —	—7 p. 100	+11,6 —	+11,4 p. 100
3e —		— 7,8 —		+21,7 —	
4e —		+ 2,8 —		+13,5 —	

L'analyse des émissions de capital qui, après avoir reculé de 167 millions de £ en 1905 à 120, remontent à 123 (1907), 192, 182, et finissent par atteindre le chiffre formidable de 267 millions de £ en 1910, constitue un dernier coup de sonde. Laissons de côté les emprunts d'États et de municipalités.

	1906	1907	1908	1909	1910
	Millions de £				
Sociétés d'études	5,5	5,3	6,1	3	18.3
Commerce d'importations et d'exportations	0,3	0,4	0,5	0	0.2
Manufactures	2,8	3,1	6,8	4,3	5
Magasins et entrepôts	0,8	1,2	1,3	1,5	0.3
Compagnies minières	7,6	2,8	5,1	8,1	7.3
Fer, acier et charbon	3,5	2,2	3,5	2,5	5.4
Chemins de fer britanniques	6,9	1,6	12,2	0,4	3.7
— coloniaux	7,0	4,2	19,2	11,2	18
— étrangers	15,5	25.5	45,1	30,8	49.9
Trams et omnibus	2,6	0,1	3,3	10,5	4.7
Automobiles	4,1	1,0	1,5	1,5	0.3
Docks et navigation	7,2	3,7	3,6	1,7	4.6

Ces renseignements sont incomplets. Sans doute certaines catégories de titres, les quatre premières et la dernière, précisent la courbe des oscillations du baromètre commercial : une tendance générale à la hausse, coupée d'arrêts, et une brusque poussée, en 1910, vers le beau fixe. Mais les statistiques de l'*Economist* passent sous silence la majeure partie des industries anglaises. Seule, la métallurgie est représentée

Digitized by Google

et on constate que les premières années du nouveau siècle lui sont favorables.

*
* *

Les conclusions qu'il est possible de tirer d'une analyse de la circulation confirment, sans les éclairer beaucoup, celles qu'on peut déduire d'une lecture rapide des statistiques officielles. Il importe donc de pénétrer plus avant. Il faut, après avoir consulté les registres des banquiers et des tribunaux, les répertoires des capitaines de ports et des chefs de gares, frapper à la porte des industriels.

III

Les industriels britanniques se rangent, tout naturellement, en deux groupes, suivant qu'ils sont ou non restés fidèles aux traditions libre-échangistes du Royaume-Uni. Les mines de charbons, les tissages de coton, les chantiers de constructions navales, les agences de transports maritimes ont, jusqu'ici, supporté allègrement la concurrence étrangère. Et la prospérité de ces ateliers, classés ainsi par ordre d'ancienneté, a constitué le grand argument des feuilles radicales. Les cités de la laine et de la toile, du fer et de l'acier étaient, au contraire, les citadelles du néo-protectionnisme. Le seront-elles demain ?

*
* *

Le charbon reste le nerf de la guerre économique, autant et plus que l'or. Les richesses du sous-sol ont fait, c'est là une vérité banale, la fortune de John Bull. Elles expliquent son avance. Elles alimentent son industrie. Elles lui fournissent un précieux élément d'échange. Tous les cinq ans, le Royaume-Uni augmente sa production de 15 à 20 millions de tonnes. La consommation nationale ne progresse que d'une dizaine. Le stock à vendre grandit donc régulièrement, jusqu'au jour, encore lointain, où les veines s'appauvriront.

Digitized by Google

	1904	1905	1906	1907	1908	1909	1910
Charbon	46,2	44,4	55,5	63,6	62,5	63,0	62,0
Coke.	0,7	0,7	0,8	0,9	1,1	1,1	0,9
Combustibles fabriqués . . .	1,2	1,1	1,3	1,4	1,4	1,4	1,4
Total . . .	48,2	49,3	57,7	66	65,1	65,6	64,5
Prix moyen au 1er janvier (Newcastle) Sch.	9,6	9	9,6	11,9	13	10,6	10,9

Au moment même, où l'aisance générale accroît les demandes du marché national, les achats de l'étranger augmentent dans une proportion inattendue. En 1906, le désastre de Courrières, en 1907, l'essor de la métallurgie allemande provoquent des commandes inespérées, venues d'outre-Manche et d'outre-Rhin. Ces deux années constituent pour les mines anglaises un record. « Il n'y a jamais eu une pareille activité, depuis le fameux *boom* de 1900, bien que les conditions actuelles ne soient nullement comparables à celles obtenues à cette date », écrit l'*Iron and Coal Trades Review*.

En 1908, l'industrie charbonnière se contente de maintenir les positions acquises. La stabilité des exportations lui permet de faire face, sans trop de sacrifices, à la baisse des prix. L'année suivante, la *Loi sur les huit heures* entre en jeu et les compagnies doivent s'estimer heureuses, de pouvoir réaliser les transformations qu'impose le législateur, sans assister à un recul sensible[1] ni dans la production, ni dans les exportations. 1910 est franchement mauvais : le *Times* et l'*Economist* sont d'accord pour le reconnaître. Au dedans, des conflits ouvriers éclatent dans le pays de Galles, dans le Northumberland, dans le Durham. « L'incertitude dans les livraisons attire les acheteurs vers d'autres marchés. Des quantités de commandes passent à l'Allemagne et aux États-Unis. Le travail devient irrégulier. Bénéfices et salaires en souffrent à la fois. Et, au lieu de maintenir leur taux normal d'augmentation, production et exportations déclinèrent à la fois. » (*Times*, 13 janvier 1911, p. 18.) Les expéditions baissent de

1. Sauf dans le pays de Galles.

Digitized by Google

991.000, 461.000, 1.515.000 tonnes, par rapport aux chiffres de 1909, 1908, 1907. Tous les gros clients, l'Espagne, l'Allemagne, la France, l'Autriche-Hongrie diminuent leurs achats de 6 ; 6,9 ; 8 et 15 p. 100.

Ce recul accentue l'évolution assez inquiétante, qui se dessine parmi la clientèle du Royaume-Uni. Les commandes de l'Europe sont stationnaires ou bien baissent. Seuls, les achats des républiques sud-américaines grandissent nettement.

	1905	1906	1907	1908	1909	1910
			Millions de tonnes.			
Russie.	2,5	2,8	2,8	3,4	3,3	3,2
Suède	3,1	3,5	3,7	4,3	3,9	3,9
Norvège	1,4	1,4	1,6	1,9	1,8	1,9
Danemark . . .	2,2	2,5	2,8	2,8	2,8	2,7
Allemagne. . .	7,6	7,6	10,1	9,6	9,6	9
Hollande. . . .	1,9	2,2	3,7	2,1	2,3	2,2
Belgique. . . .	6,6	1,4	1,5	1,7	1,6	1,5
France.	6,7	9,4	10,6	10,4	10,4	9,5
Portugal. . . .	0,9	1,1	1,1	1	1,1	1,1
Espagne	2,3	2,6	2,5	2,5	2,6	2,8
Italie	6,4	7,8	8,3	8,7	9	8,7

A cette stagnation s'opposent les commandes croissantes du Sud-Amérique. Les achats du Brésil passent de 1 million de tonnes à 1,1, 1,3, 1,2, 1,5. Les expéditions vers l'Uruguay montent de 0,3 à 0,6, 0,8, 0,9 et 1 million de tonnes. Les importations de charbon dans l'Argentine progressent de 1,7 à 2,3, 3,2 et se maintiennent à 2,8. John Bull troque les richesses de son sous-sol contre celles des terres à blé. Mais sur le continent européen, qui lui fournissait jusqu'ici ses clients les plus importants, il commence à se heurter à la concurrence de l'Allemagne.

MOYENNES ANNUELLES	PRODUCTION		CONSOMMATION DE CHARBON	
	Angleterre.	Allemagne.	Angleterre.	Allemagne.
		(Millions de tonnes.)		
1890-1894 .	180 = + 15	72 = + 12	140 = + 08	65 = + 11
1895-1899 .	201 = + 13	89 = + 17	153 = + 13	79 = + 14
1900-1904 .	226 = + 25	110 = + 21	165 = + 12	97 = + 18
1905-1908 .	254 = + 28	135 = + 25	175 = + 10	121 = + 24

Digitized by Google

Malgré le développement de la consommation, plus rapide outre-Rhin qu'outre-Manche, les mines allemandes non seulement y font face, mais encore elles disposent d'un excédent, qu'elles commencent à écouler dans le centre de l'Europe et dans le bassin de la Méditerranée. Le *Times* n'hésite pas à expliquer, par cette rivalité naissante, le recul des exportations anglaises en 1910.

Un jour viendra où, sur le marché américain, le charbon anglais se heurtera aux envois des États-Unis.

MOYENNES ANNUELLES	PRODUCTION		CONSOMMATION DE CHARBON	
	Angleterre.	États-Unis.	Angleterre.	États-Unis.
	—	—	—	—
	(Millions de tonnes.)			
1890-1894 .	180 = + 15	153 = + 38	140 = + 08	151 = + 37
1895-1899 .	201 = + 13	189 = + 36	153 = + 13	186 = + 35
1900-1904 .	226 = + 25	281 = + 92	165 = + 12	275 = + 89
1905-1908 .	254 = + 28	380 = + 99	175 = + 10	370 = + 95

Les mines américaines suffisent, désormais, aux besoins du marché intérieur. Les excédents vont servir de monnaie d'échange, et combler les vides prochains de la production agricole. Certes le péril reste lointain. Mais la menace devient réelle.

*
* *

Au mois de juillet 1903, un important meeting, tenu dans le Lancashire, adoptait la motion suivante : « Le Congrès de l'*Association parlementaire des industriels cotonniers*, de l'*Association Unie des travailleurs de l'industrie textile*, fermement convaincu, que la grande industrie britannique du coton doit sa prééminence au libre-échange, et ne peut la conserver qu'avec le libre-échange, s'engage à s'opposer, de toutes ses forces, à l'adoption de tarifs protectionnistes. » Patrons et salariés étaient d'accord, pour proclamer leur dédain de la concurrence étrangère et leur confiance dans la suprématie acquise. Cette conviction a-t-elle été confirmée ou démentie par les résultats commerciaux des années qui suivirent ?

Digitized by Google

On peut résumer l'activité des tissages dans le tableau suivant :

	1904	1905	1906	1907	1908	1909	1910
	—	—	—	—	—	—	—
Prix du coton brut au 1er janvier, 1845-1850 = 100.	110	67	97	91	90	80	130
Exportations de fils (millions de lbs.)	163	205	207	241	214	215	191
Exportat. d'étoffes (millions de yards)	6,261	6,196	6,260	6,297	5,530	5,772	6,018
Exportations (valeur)	»	p. 100 +9,7	p. 100 +8,2	p. 100 +10,9	p. 100 —13,9	p. 100 —1,7	p. 100 +13,3
		£	£	£	£	£	£
Bénéfices moyens.	»	+7,701	+6,555	+13,211	—5,865	—2,720	—3,680
Dividendes moyens	»	7	9 2/3	15 7/8	11 3/4	7 5/8	5 3/5

Grâce au brusque essor des commandes extrême-orientales, 1905 constitue une année record. Pour la quatrième fois en vingt ans, les compagnies peuvent distribuer un dividende moyen de 7 p. 100. Dans le Lancashire, on ne parle que d'agrandissements et de construction. Le flux de prospérité se maintient en 1909. Les ventes des fils restent stationnaires. Mais les commandes croissantes de cotonnades imprimées et coloriées fournissent aux tisseurs de gros bénéfices. La Turquie, l'Égypte, les colonies anglo-saxonnes se montrent particulièrement friandes. La perspective de fructueux dividendes stimule l'activité des capitalistes. La fièvre de constructions et d'améliorations sévit avec rage. En deux ans l'industrie du Lancashire installe 80.000 métiers nouveaux, qui coûtent 2.500.000 £ et exigent 30.000 salariés de plus. 95 tissages, battant neuf, dressent leurs murs rouges leurs carapaces blanches. Le marché des capitaux devra fournir 12.000.000 £ et le marché du travail 20.000 hommes ou femmes.

En 1907, une accalmie se dessine. La poussée acquise reste formidable. Les plus-values, réalisées sur les fils, compensent les moins-values, qui atteignent la vente des étoffes. Les bénéfices moyens, les dividendes moyens, touchés et dis-

Digitized by Google

tribués par cent compagnies atteignent un niveau sans précédent[1]. Mais des nuages gâtent cette belle journée. Les répercussions fâcheuses, que provoque la crise financière traversée par l'Égypte, permettent de deviner celle, qu'entraînera la crise américaine, qui se dessine à partir d'octobre 1907. Le marché va se resserrer au moment où la production a reçu une imprudente impulsion. Deux années de constructions n'ont pas arrêté le zèle des capitalistes et des industriels. En 1907, 2.248.000 bobines nouvelles sont venues accroître les ressources des usines. Et 4.362.000 fonctionneront, d'ici à quelques mois. A ces deux dangers, crise américaine, surproduction nationale, s'en ajoute un troisième. Les ouvriers, qui ont constaté les bénéfices du capital, réclament une part pour le travail. Mais ce péril est moins grand que les autres. Il va fournir aux industriels le moyen de liquider leurs stocks et de limiter leur production.

Les compagnies, atteintes par la hausse des cotons et par la baisse des cotonnades, obligées de produire à perte, n'étaient guère disposées à relever les salaires. Elles réclament, au contraire, une réduction de 5 p. 100 à partir du 19 septembre 1908. On cherche une transaction. Elle est rejetée par une partie des ouvriers. 540 usines sont aussitôt fermées. Mais un *lock-out* de sept semaines ne suffit pas, pour rétablir l'équilibre entre la consommation et la production. On envisage des mesures plus énergiques encore. Les uns, veulent réduire les heures de travail. Les autres, afin de rendre impossibles ces fièvres de constructions, réclament une loi, qui accroîtra la responsabilité des actionnaires. Ces débats n'améliorent pas la situation. « Depuis trois ans, l'industrie du coton n'avait pas touché d'aussi maigres bénéfices », constate l'*Economist*.

1909 fut pire encore. Les dividendes ne purent être payés, qu'en les prélevant sur le fonds de réserve. Les pertes enregistrées sont les plus importantes, dont on fasse mention depuis

1. 65 tissages du Oldham district ont distribué 34 p. c. à leur capital actions (*Times*, suppl. 17 janvier 1908).

Digitized by Google

vingt-cinq ans. Pour cent compagnies du district de Oldham, la perte représente 8 p. 100 du capital versé. La balance n'est pas rétablie entre la production et la consommation. Comment en serait-il autrement? De janvier 1905 à 1909 le nombre des bobines a passé de 49 à 57 millions. La Fédération patronale se décide à une solution rigoureuse. A partir du 10 juillet, le nombre d'heures de travail par semaine sera réduit de 55 à 40. A peine l'effet de cette mesure commence-t-il à se faire sentir, que le prix de la matière première se relève et atteint, en janvier 1910, un prix inconnu depuis de longues années. Les fabricants doivent, ou bien accroître le prix des cotonnades et des fils, — les commandes baisseront, — ou bien vendre à perte. Et dans les deux cas, les bénéfices s'en ressentiront. Les pertes subies furent plus élevées en 1910 qu'en 1909. Pour cent compagnies du district de Oldham, elles atteignirent 10 p. 100 du capital-actions. Si, à partir d'août 1910, le coût du coton n'avait pas baissé, le Lancashire allait droit à une catastrophe.

L'admirable essor de 1905 et 1906 a été suivi par trois années de crise réelle et profonde. Les espérances escomptées n'ont pas été réalisées ; et, si les pertes subies n'ont pas entamé sensiblement les bénéfices des années précédentes, elles n'en restent pas moins les plus élevées, qu'ait éprouvées l'industrie florissante du coton, depuis un quart de siècle.

J'entends bien que la suprématie du Lancashire reste indiscutée. Ses exportations de fils et de cotonnades dépassent encore celles de ses rivaux, dans des proportions énormes.

MOYENNES ANNUELLES	DIFFÉRENCE ENTRE LES EXPORTATIONS BRITANNIQUES ET LES EXPORTATIONS ÉTRANGÈRES		
	françaises.	allemandes.	américaines.
—	—	—	—
		Millions de £.	
1885-89.	+ 65,4	+ 26,7	+ 67,5
1890-94.	+ 64,1	+ 59,9	+ 65,8
1895-99.	+ 60,4	+ 55	+ 62,2
1900-04.	+ 67,2	+ 59,8	+ 69,7
1905-08.	+ 86,6	+ 78,4	+ 91,7

Digitized by Google

Le Lancashire, par un admirable effort, retrouve une supériorité, qu'il n'a connue qu'aux heures les plus ensoleillées de l'hégémonie britannique.

Il convient cependant de serrer les chiffres d'un peu plus près. La reprise est moins nette, si on ne tient compte que des cotonnades. C'est sur elles, en effet, que se concentre la concurrence étrangère.

MOYENNES ANNUELLES	DIFFÉRENCE ENTRE LES EXPORTATIONS BRITANNIQUES ET LES EXPORTATIONS		
	françaises.	allemandes.	américaines.
—	—	—	—
		Millions de £.	
1885-89.	+ 53,8	+ 51,8	+ 55,6
1890-94.	+ 53,9	+ 50,5	+ 55,5
1895-99.	+ 51,1	+ 47,7	+ 53
1900-04.	+ 59,5	+ 53,4	+ 61,8
1905-08.	+ 74,7	+ 67,5	+ 79,2

L'avance du Royaume-Uni reste formidable. Depuis de longues années, elle n'a point été aussi écrasante. Un seul péril la menace. Les États-Unis restent le grand fournisseur du coton, et alimentent les tissages d'outre-Manche.

Quantité de coton importé (milliers de cwts).

	1906	1907	1908	1909	1910
	—	—	—	—	—
Importations totales . .	17.823	21.311	18.399	19.542	17.613
— *Américaines* .	13.289	15.675	14.183	16.647	13.126
— Égyptiennes.	3.241	3.777	3.124	3.672	2.941
— Coloniales. .	689	1.029	703	767	1.048

Or, la consommation américaine a plus que doublé en vingt ans : elle augmente plus vite que la production.

Coton brut (millions de Lbs).

ANNÉES	RÉCOLTE		CONSOMMATION		
	totale.	américaine.	américaine.	britannique.	européenne.
—	—	—	—	—	—
1886-1890 .	4.120	3.170	1.013	1.540	1.566
1891-1895 .	3.746	3.773	1.261	1.579	1.906
1896-1900 .	5.510	4.594	1.572	1.686	2.251
1901-1905 .	6.187	5.115	1.989	1.662	2.535
1906-1908 .	7.084	5.850	2.319	1.887	2.877

Digitized by Google

Les États-Unis, qui font déjà au Lancashire une concurrence efficace, sur les marchés de l'Extrême-Orient, — le recul de ces commandes a été une des origines de la dernière crise [1], — lui porteront, un jour ou l'autre, un coup plus redoutable. Ils peuvent affamer ses usines. Le coton est aussi nécessaire à John Bull que le pain. Malgré l'étendue de son Empire, il reste, pour ses aliments indispensables, le tributaire de l'étranger. Malgré sa charpente musclée et son vigoureux optimisme, il ne peut se défendre parfois, en y songeant, d'un frisson nerveux.

*
* *

L'industrie de la mer est, avec celle du charbon et du coton [2], une spécialité britannique. Dans quelle mesure John Bull a-t-il conservé sa suprématie et résisté à la concurrence ?

MOYENNE	1900-1904	1906	1907	1908	1909	1910
			Milliers de tonnes.			
Nombre de navires lancés dans le Royaume-Uni . .	»	886	841	523	526	500
Tonnage des navires lancés dans le Royaume-Uni . .	1.356	1.828	1.607	929	991	1.143
Part des commandes étrangères. . . .	»	20 p. 100	34 p. 100	40 p. 100	24 p. 100	19 p. 100
Accroissement net de la flotte britannique	»	776	630	161	150	106
Tonnage des navires anglais entrés dans les ports du Royaume-Uni :						
1° Commerce étranger	65.429	70.963	76.465	81.308	77.869	78.000
2° Cabotage	106.968	112.231	113.215	111.940	108.605	109.000

Il suffit de lire, avec un peu de soin, les chiffres ci-dessus, pour constater que l'évolution de l'industrie de la mer, au

1. Voir *Blue Book*, c. d. 5699, pp. 307 et suivantes. — La baisse dans les achats de Haïti, de Cuba, de l'Amérique centrale s'explique, par la même raison. Quant au recul des commandes nipponnes, il est dû à la fin des opérations militaires.

2. On affirme que le climat humide du Lancashire constitue pour les tisseurs de coton un tel avantage, qu'il équivaut à des tarifs et à des primes protectionnistes.

Digitized by Google

cours de ces dernières années, concorde exactement avec celle des tissages de coton. Un effort formidable a été suivi d'une crise, provoquée, en partie, par des espérances démesurées et par une production excessive.

1906 est une année record. Jamais les chantiers de constructions navales n'ont lancé une flotte d'un pareil tonnage. Jamais les escadres pacifiques du Royaume-Uni n'ont été augmentées de 776.000 tonnes en un an. Les armateurs escomptent l'impulsion, que donneront à la circulation maritime la fin des hostilités, les désastres de Valparaiso et de San-Francisco, la reprise générale des affaires. Les commandes pleuvent. Renonçant aux petites unités, imitant l'exemple de l'Allemagne, les *shipowners* réclament des navires géants. Sur les bords de la Tyne, sur les berges de Glasgow et jusque dans les chantiers irlandais, les rouges carcasses dressent leurs formes mystérieuses. Les coups de marteau résonnent en salves ininterrompues. Mais cette fièvre de constructions n'eut qu'un temps.

Au moment même où des armateurs, se fiant aux pronostics du baromètre commercial, lancent de nombreuses commandes, une loi augmente la limite du chargement des vaisseaux. L'*Economist* calcule que, de ce chef, la capacité de la flotte marchande, battant pavillon écarlate, a été accrue d'un million de tonnes. Les industriels de la mer renouvelaient le geste imprudent des tisseurs de coton. Avec un bel optimisme, ils accroissent leurs moyens, sans songer à la clientèle. Une crise était inévitable.

Elle se fait attendre quelques mois. Les extraordinaires plus-values du commerce mondial remplissent les cales qui s'offrent. Les demandes américaines et allemandes compensent la stagnation imprévue du fret, dans les mers d'Extrême-Orient, où la concurrence nipponne grandit victorieusement.

Pendant 1907, la crise est masquée. Les statistiques des constructions navales ne trahissent qu'un léger fléchissement. Mais les chantiers, pour faire face à l'arrêt des commandes

Digitized by Google

britanniques, doivent multiplier les unités de faible tonnage, solliciter les ordres de l'étranger, accepter de travailler à perte. Dans les ports, peu de steamers sont désarmés. Mais cette activité est artificielle. Si le gouvernement américain n'avait pas eu à transporter 200.000 tonnes de charbon, pour ravitailler sa flotte de l'Atlantique dans le Pacifique, si les exportations britanniques n'avaient pas fourni une plus-value sur 1906 de 8 millions de tonnes de charbon, de 584.000 tonnes de fer et d'acier, les sociétés de transports maritimes eussent été gravement atteintes.

Elles le furent en 1908. Sur toutes les routes des mers, le trafic se ralentit. L'*Economist* reconnaît que « le marché du fret est le plus désappointant et le plus déprimé, qu'aucun armateur ait probablement connu ». Les bâtiments neufs subissent une dépression de 10 p. 100. Dans les ports du Royaume-Uni, une flotte de 1.250.000 tonnes reste à l'ancre, inutilisée. Les chantiers de constructions navales s'arrêtent. Leurs marteaux cessent de retentir. Leur production tombe à un niveau, qui n'avait point été atteint depuis quinze ans.

L'industrie de la mer retrouve un peu de quiétude en 1909. Des commandes viennent alimenter les usines de la Wear et de la Clyde. Bien que le secrétaire de l'*Association des propriétaires des steamers de Liverpool* estime, que le tonnage des vapeurs anglais est supérieur de 1 million de tonnes à la capacité nécessaire pour suffire aux demandes, le nombre des bateaux désarmés diminue progressivement.

1910 fut une année d'incertitude. La circulation maritime s'accentue pendant le premier trimestre et se ralentit pendant le second. Le fret se fait aussi rare et aussi peu rémunérateur qu'en 1908. Les deux derniers trimestres avaient été meilleurs. Les achats des pays, atteints par les mauvaises récoltes, favorisaient la reprise. Mais la surproduction du tonnage continue à peser sur l'industrie du transport et sur les chantiers de constructions. Bien qu'ils aient reçu des commandes, plus nombreuses qu'en 1909, leur chiffre d'affaires, pour la flotte marchande, est le plus bas qu'on ait enregistré depuis treize

Digitized by Google

ans. Des grèves répétées, un lock-out de seize semaines accroissent encore la mélancolie patronale.

Le 8 décembre 1906, D. Lloyd George prenait la parole à Liverpool. Il célèbre la prospérité de l'industrie britannique de la mer. En 1850, John Bull possédait un tiers du tonnage mondial. En 1906, il en détient la moitié. « Je n'ai pas peur de l'Allemagne », s'écrie le chancelier de l'Echiquier. En 1900, nous avions une avance de 10 millions de tonnes : elle est aujourd'hui de 13. En 1901, sur 63 vaisseaux de 10.000 tonnes, 24 étaient allemands et 23 anglais. En 1907, sur 104 de ces mastodontes, John Bull en possède 53 et Michel 27. Sur 8 navires de 20.000 tonnes, 4 battent pavillon écarlate et 2, pavillon blanc rouge noir. Le ministre radical fut acclamé. Le serait-il autant en 1910 ?

Il est certain, que par le tonnage de sa flotte et par la puissance de ses chantiers, le Royaume-Uni défie toute comparaison. Les armateurs n'en sentent pas moins le poids de la lutte engagée contre les marines naissantes.

Part du pavillon britannique dans le commerce.

	MOYENNES ANNUELLES					
	des ports britanniques.			des ports		
	Étranger.	Colonial.	Cabotage.	Français.	Allemands.	Américains.
	—	—	—	—	—	—
1880-84 .	68,7	87,1	97,6	40,2	37	51,7
1885-89 .	70,4	88,4	97,8	41,3	35,2	51,5
1890-94 .	69,8	88,6	97,4	45,3	34,3	52,1
1895-99 .	67,9	90,7	96,7	45,3	34,3	55,5
1900-04 .	60,6	90,5	94,3	37,7	27,5	51,8
1905-08 .	57,4	91,9	93,6	36,4	26,9	51,3

Tandis que pour les mêmes périodes, la part du pavillon allemand, dans le trafic du canal de Suez, passe de 2 à 16 p. 100, celle du pavillon britannique recule de 78 à 62.

*
* *

Certes, comme l'a dit D. Lloyd George, l'industrie

Digitized by Google

anglaise de la mer n'est point morte. Elle est aussi vivace que celle du charbon et du coton. La solidité des trois armatures, qui supportent le poids de cette usine insulaire, justifie un vigoureux optimisme. Il n'en est pas moins certain, qu'aucune de ces branches de l'activité nationale n'a retiré tout le bénéfice, qu'elles escomptaient de la reprise des affaires, qui a coïncidé avec l'arrivée au pouvoir des députés radicaux, élus par les ports et par les cités du charbon et du coton. Toutes les trois ont traversé la même crise. Chacune d'entre elles a dû subir les répercussions fâcheuses, qu'ont provoquées les conflits ouvriers, une évidente surproduction et la concurrence étrangère. Aucune n'a été atteinte. Toutes ont été touchées.

IV

En a-t-il été de même dans ces ateliers, dont l'état stationnaire fournissait jusqu'ici aux néo-protectionnistes leurs meilleurs arguments et leurs électeurs les plus dévoués ? C'est ce qu'il nous reste à examiner.

Il ne saurait être question de passer en revue toutes les petites industries, celles du cuir, de la papeterie, de la toile, de la jute, dont les récriminations remplissent l'enquête de la *Tariff Commission*. Nous limiterons notre étude aux usines de produits chimiques, aux tissages de laine, aux ateliers de métallurgie. Ils fournissent aux exportateurs britanniques les ventes les plus importantes. Leur histoire est inséparable de celle de l'Angleterre moderne. C'est par la laine qu'elle s'est initiée à l'activité industrielle. L'avance, qu'elle avait acquise dans la fabrication du fer et de l'acier, assura son hégémonie commerciale, quand s'ouvrit l'ère du libre-échange. Les produits chimiques restèrent pendant un demi-siècle la spécialité d'outre-Manche, jusqu'au jour où l'Allemagne choisit ce terrain, pour engager sa lutte à mort contre John Bull.

Digitized by Google

*
* *

Pendant plusieurs années on a pu croire que la victoire des chimistes d'outre-Rhin serait définitive. De 1890 à 1900, les exportations britanniques restent stationnaires. Et chacun de crier au triomphe de la science germanique. Mais la science britannique ne s'est point avouée vaincue. John Bull a fondé des laboratoires techniques, créé des universités commerciales, fourni un formidable effort. Ces sacrifices, cette énergie n'ont point été inutiles. Depuis dix ans, une hausse se dessine dans les exportations de produits chimiques. Elle s'est même accentuée depuis 1905.

Certes, toutes les catégories n'ont pas profité de ce réveil patiemment acheté : les ventes d'alcali, de produits pour blanchir, de dérivés du charbon ne progressent pas [1]. Mais les expéditions d'engrais chimiques, de produits pharmaceutiques, de couleurs, de peintures, — directement atteintes par la concurrence allemande, — ont sensiblement augmenté, en quantité et en valeur.

Exportations britanniques (millions de Livres).

Moyennes annuelles.	Exportations totales.	Dérivés de soude.	Produits pour blanchir.	Dérivés de charbon.	Engrais.	Produits pharmaceutiques.	Couleurs.
1870-1874 .	6,9	2,2	0,3	0,3	0,5	0,6	1
1875-1879 .	7,6	2,1	0,3	0,4	0,8	0,8	1,1
1880-1884 .	9,6	2,1	0,4	0,7	1,8	0,9	1,2
1885-1889 .	9,4	1,7	0,5	0,8	1,7	0,8	1,3
1890-1894 .	11,5	2	0,5	1,3	2,1	1	1,5
1895-1899 .	11,8	1,2	0,3	1,6	2	1,1	1,6
1900-1904 .	13	1,2	0,2	1,3	2,6	1,3	2
1905-1909 .	16	1,6	0,2	1.4	3,8	1,6	2,3
1910 . . .	18,5	»	»	»	»	»	»

L'accroissement des importations, qui préoccupait vivement John Bull, paraît enrayé : l'ennemi n'est point encore maître du marché britannique. La balance commerciale lui est moins défavorable qu'il y a quinze ans.

1. En valeur et en quantité, *The Economist*, 3 septembre 1910.

Digitized by Google

Produits chimiques (£. 1.000).

	1895-1899	1900-1904	1905-1909
Exportations. . . .	11.821	13.044	16.037
Importations. . . .	6.260	7.211	8.896
	5.561	5.833	7.241

Mais cette hausse ne suffit pas pour regagner l'avance perdue. Il ne faut point oublier que si, entre 1885 et 1907, John Bull a augmenté ses ventes de 8 millions de £, de 90 p. 100, Michel accroît les siennes de 14 millions de £, de 126 p. 100.

Exportations de produits chimiques (*milliers de £.*).

	1895	1905	1907	1910
Royaume-Uni.	11.464	14.537	17.054	18.500
Allemagne	13.568	21.080	24.896	»
Avance de l'Allemagne.	+ 2.104	+ 6.543	+ 7.842	»

Malgré deux années exceptionnelles, 1906 et 1910, malgré vingt ans d'efforts, l'industrie anglaise des produits chimiques n'a pu que résister avec honneur. L'heure des victoires est passée à jamais.

*
* *

L'industrie de la laine, qui contribue pour un chiffre plus important aux exportations du Royaume-Uni, a été mieux partagée. Les efforts ont été plus productifs. La reprise a été plus réelle.

	1905	1906	1907	1908	1909	1910
Prix de la laine 1845-1850 = 100.	124	132	137	122	111	131
Exportations totales (fils et étoffes), millions de £	29	31	34	38	30	37
Importations totales, millions de £. . . .	11	10	9,6	8,3	8,5	8,4
Excédent exportations millions de £. . . .	17,7	20,8	24,4	19,9	22,3	29,4
Exportations d'étoffes 1900-04 = 15. . . .	19,6	20,5	22,1	19,1	20,6	25
Exportations de fils .	—	7,6	8,5	6,6	7,1	9

Digitized by Google

Laissons de côté les ventes de fils, qui ne constituent que la partie la moins importante et la moins rémunératrice. Concentrons notre attention sur les lainages. La moyenne annuelle des exportations d'étoffes de laines de tout ordre, pour la période 1906-1910 (21,5 millions de £), reste au-dessous de celle de 1871-1875 : 25,9. La quantité moyenne de tissus vendus à l'étranger, au cours des cinq dernières années, 173 millions de yards, paraît, à première vue, singulièrement inférieure à celle des autres périodes.

	MILLIONS DE YARDS
1871-1875	319
1876-1880	242
1880-1885	244,8
1886-1890	242,4
1891-1895	188,8
1896-1900	164,6
1901-1905	159,1
1906-1910	173,5

Et néanmoins les fabricants se déclarent satisfaits. La hausse de la matière brute de 1906 à 1907, la baisse soudaine au début de 1909 ont pu gêner leur activité et parfois rogner leurs bénéfices. Sans doute, la diminution progressive des achats américains a été accrue par la crise financière de 1907. Mais ces réserves n'atténuent pas la satisfaction des industriels. La reprise, qu'ont déterminée les achats russes et japonais, au cours de la guerre d'Extrême-Orient, s'est maintenue contre toute espérance. Seules en 1908 Huddersfield et Bradford gémissent quelque peu. En 1906, 1907, 1909 et 1910 ces villes s'unissent au Yorkshire et au Sud de l'Écosse, pour entonner un joyeux Hosanna.

Comment expliquer cette contradiction apparente? La réponse se dégage de deux remarquables enquêtes, publiées par l'*Economist*, le 22 avril et le 27 mai 1911. Si la valeur des ventes anglaises a retrouvé le niveau de la période 1873-1875, — la plus prospère dans l'histoire de l'industrie lainière, — c'est que les fabricants ont transformé leur produc-

Digitized by Google

tion. Ils ont su profiter des leçons de l'étranger et exploiter les caprices de la mode. Ils ne laissent plus à la France la spécialité des étoffes de luxe et à l'Allemagne celle de la bonneterie. Ils retrouvent leur clientèle en Europe et en acquièrent une autre dans l'Amérique méridionale. Le volume de leurs ventes a pu diminuer : la valeur a augmenté. Le tableau ci-dessous le démontre surabondamment.

MOYENNES	TISSUS ET DRAPS DE LAINE		ÉTOFFES DE LAINE	
	Yards.	Livres sterling.	Yards.	Livres sterling.
—	—	—	—	—
		Millions.		
1871-75 . . .	39,5	6,5	289,6	15,3
1876-80 . . .	44,9	6,4	197,1	7,7
1881-85 . . .	49,6	7,6	195,2	7,7
1886-90 . . .	62,5	9,6	179,9	1,7
1891-95 . . .	77,7	10	111,1	4
1890-1900 . .	71,2	8,7	93,4	6,7
1901-05 . . .	74,3	9,5	84,8	3,5
1906-10 . . .	104,6	14,1	68,9	3,2

Si on compare, pour les deux périodes 1900-1904, 1905-1909, les commandes annuelles des nations étrangères et de l'Empire britannique, on constate que les premières sont passées de 17,3 à 22,7 millions de £, ont augmenté de 5.319.000 £, tandis que les autres ne progressaient que de 1.743.000 £ (6,4 contre 8,1 millions de £).

La reprise de la bonneterie en laine s'oppose au recul de la bonneterie en coton.

MOYENNES	MILLIONS DE LIVRES			
	Bonneterie en laine.		Bonneterie en coton.	
	Exportations.	Importations nettes.	Exportations.	Importations nettes.
1871-1875 .	288	»	1.026	»
1876-1880 .	294	»	866	»
1881-1885 .	420	»	1.102	»
1886-1890 .	794	»	768	»
1891-1895 .	759	»	450	»
1896-1900 .	856	»	374	374
1901-1905 .	1.007	1905 = 402	461	741
1906-1910 .	1.415	1910 = 465	493	1.311

Digitized by Google

L'industrie allemande, qui était parvenue à dépasser les ventes britanniques de bonneterie en laine, perd progressivement du terrain. Son avance, qui était de 657.000 £ en 1906, tombe à 308.000 l'annnée suivante, à 232.000 en 1908, à 23.000 en 1909. En 1910, c'est John Bull qui reprend la tête : ses expéditions sont supérieures de 108.000 £ à celles de son voisin.

Les modes de Berlin ne sont point encore à la veille de régner sur le monde féminin.

* * *

Le même effort, qui ranime l'industrie des produits chimiques et galvanise les tissages de laine, se manifeste dans les bilans de la métallurgie. Elle tient dans l'activité économique de la Grande-Bretagne une place prépondérante. Dans les statistiques des exportations anglaises, elle vient bonne première après le coton et les cotonnades. Elle constitue une des ossatures de cet organisme industriel.

	MOYENNES		1906	1907	1908	1909	1910
Prix du fer. . . .	1845-1850 = 100		94	110	88	87	91
Production en millions de tonnes .	1895-99	1900-04					
Fer brut.	8-6	8-6	10,2	10,1	9,1	»	»
Acier.	4-2	4-9	6,5	6,5	5,3	»	»
Exportations en millions de £ :							
Fer et acier brut et ouvré. . . .	25	28	40	47.	38	39	44
Machines de tout ordre	17,3	19,5	26,7	31,7	30,9	28	29,2
Soit p. 100 + ou —	»	»	+14,9	+18,6	— 2,2	— 9,3	+ 4,[illegible]
Autres métaux bruts et ouvrés.	»	»	10,1	11.6	8,8	8,7	10,3
Soit p. 100 + ou —	»	»	+13,5	+15,2	—24,1	— 1,4	+18,9
Coutellerie et quincaillerie	»	»	5,8	6,4	5,4	5,4	6,[illegible]
Soit p. 100 + ou —	»	»	+14,9	+ 9,3	—14,5	— 1,4	+18,6
Appareils électriques, cuivre pour machines et fils	»	»	2,3	2,4	1,9	2,2	4,1
Soit p. 100 + ou —	»	»	—2	+ 4,3	—21,3	+15,3	+84,5

Qu'il y ait eu reprise, cela ressort clairement du tableau

Digitized by Google

ci-dessus. Mais cette hausse n'a point les mêmes caractères que celles dont ont bénéficié les tissages de laine : elle est moins importante; elle est surtout plus irrégulière.

Le réveil a commencé à se dessiner, dès les premiers mois de l'année 1904. Le marché intérieur, en 1905, accroît sa puissance de consommation, au moment même où les commandes de l'étranger commencent à affluer. Le Japon, mobilisé, dépense sans compter. L'Amérique méridionale se substitue à l'Europe, dans la clientèle des fabricants de locomotives et de wagons. Enfin et surtout, l'Allemagne et les États-Unis, au lieu d'écouler sur le marché britannique leur trop-plein de fer et d'acier bruts, se portent acquéreurs. L'activité se maintient, grandit même en 1906 et en 1907.

Cette persistance du beau fixe s'explique par les mêmes causes : accroissement de la consommation interne, progrès des commandes sud-américaines, recul des importations étrangères. Le mouvement n'est pas limité aux seuls hauts fourneaux, mais s'étend à toutes les branches de la métallurgie, depuis les tôles jusqu'aux bicyclettes et machines-outils. Sheffield, la citadelle du protectionnisme avec Birmingham, ne se tient pas de joie : « L'année 1907 a été, pour tous les produits principaux de Sheffield, écrit le *Manchester Guardian*, une année de prospérité sans précédent. Pendant neuf mois sur douze, les fabriques, les martinets, les forges ont marché nuit et jour, pour permettre aux industriels, de faire face au nombre extraordinaire de commandes : certains d'entre eux ont leurs carnets pleins pour six à neuf mois. »

En 1908, un ralentissement se dessine. Il est provoqué, non seulement par l'inactivité du marché intérieur, mais par le recul des achats américains (— 364.000 tonnes) et allemands (— 266.000 tonnes). De l'autre côté de l'Océan, la crise financière paralyse la vie industrielle. Par delà le Rhin, le ralentissement des affaires permet à la métallurgie de subvenir aux commandes. Les hauts fourneaux recommencent à s'éteindre. Les fabriques de machines et machines-outils sont moins touchées. Sheffield est satisfait. Birmingham se lamente.

Digitized by Google

Les commandes de métiers à tisser abondent : celles de wagons et locomotives baissent. En 1909, la crise s'aggrave. Les *Engineering Trades* sont sérieusement atteints. Les hauts fourneaux ne le sont pas moins. Les achats américains, qu'on avait escomptés, ne se produisent pas. Les importations étrangères, que l'on n'avait point prévues, reprennent.

IMPORTATIONS DE :	MILLIERS DE TONNES				
	1906	1907	1908	1909	1910
Fer brut	89	103	67	108	171
Fer et acier bruts et ouvrés.	1.215	935	1.119	1.193	1.367

L'année 1910 est franchement meilleure. Les hauts fourneaux fument. Les usines tapent et taillent. Mais les bénéfices restent médiocres. Dans son numéro du 3 septembre 1910, l'*Economist* étudie les bilans de seize sociétés caractéristiques. Pour les cinq plus importantes, les bénéfices nets, qui avaient été de £ 1.140.000 en 1908-1909, reculent à £ 1.059.000 en 1909-1910. Les autres enregistrent une plus-value de 60.000 £. Voici, pour sept maisons bien connues sur le marché du fer et de l'acier, la courbe de leurs dividendes.

	1905	1906	1907	1908	1909	1910
Cargo fleet iron	5	5	»	»	»	»
Dorman long	0	5	7 1/4	6 1/2	4	5
Fraser and Chalmers .	7	10	10	8	9	7
Millom and Askam Hematite Iron	»	»	»	7	5	7
Richardsons, Westgarth	6	6	4	»	»	»
S. Durham Steel and Iron.	10	12 1/2	10	5	5	5
Weardale Steel	6	6	11	6	6	6

La métallurgie n'a pas connu, en 1910, une reprise aussi forte que d'autres industries. Et l'absence de cette plus-value diminue l'importance du réveil de 1905, 1906, 1907. Tandis que la quantité de fer et d'acier bruts et ouvrés exportée reste stationnaire, — (4,6 (1906); 5,1 ; 4; 4,2; 4,5 millions de tonnes) —, les usines spécialisées connaissent des destinées

Digitized by Google

différentes. Les unes, et souvent les plus récentes, jouissent d'une indéniable prospérité.

	1906	1907	1908	1909	1910
Cycles, nombre (000) . . .	78	102	99	105	129
Automobiles et châssis (000 de £.)	818	1.324	1.258	1.563	2.603
Motocyclettes (000 de £.) .	649	818	536	585	729
Outils (000 de £.)	2.078	2.243	2.028	1.947	2.317
Machines agricoles, nombre	»	»	34.000	36.000	46.000
Machines-outils, nombre .	»	»	8.000	15.000	15.000

Les autres, et souvent les plus anciennes, sont gravement touchées par la concurrence européenne.

Wagons de voyageurs (000 £.)	765	1.183	756	363	556
Wagons de marchandises (000 £.)	2.529	3.166	2.466	2.013	1.584
Locomotives, nombre . .	»	»	47.000	43.000	35.900

Handicapée par l'épuisement de ses minerais et l'ancienneté de son outillage, la métallurgie tend ses muscles pour profiter de la reprise générale. Elle apprend à fabriquer des instruments nouveaux. Elle parvient à inventer des procédés inédits. Et Sheffield doit le réveil de ses ventes à un brevet pour la fabrication de l'acier. Mais John Bull ne peut plus songer à rétablir la prépondérance perdue.

Avance (+) *ou infériorité* (—) *par rapport à celle des autres puissances dans la production de*

MOYENNES ANNUELLES	FER (MILLIONS DE TONNES)			ACIER (MILLIONS DE TONNES)		
	France.	Allemagne.	États-Unis.	France.	Allemagne.	États-Unis.
1880-1884.	+6,2	+4,9	+3,9	+1,4	+1	+0,2
1885-1889.	+6,1	+4,7	+1,7	+2,5	+1,9	+0,2
1890-1894.	+5,3	+2,5	—0,8	+2,4	+0,4	—1,1
1895-1899.	+6,3	+1,9	—2,0	+2,9	—0,9	—3,4
1900-1904.	+6	—0,3	—7,8	+3,2	—2,4	—8,5
1905-1908.	+6,5	—2	—12,7	+3,5	—4,9	—14,2

J'entends bien que le Royaume-Uni conserve le premier

Digitized by Google

rang, au point de vue, sinon de la production, du moins des exportations. Mais il est serré de près.

Avance (+) *de l'Angleterre sur l'Allemagne dans les ventes de :*

	FER ET ACIER BRUTS ET OUVRÉS	MACHINES ET MACHINES-OUTILS
	—	—
	Millions de £.[1]	
1896	+ 8,9	+ 11,7
1897	+ 9,8	+ 10,4
1898	+ 6,3	+ 11,7
1899	+ 9,2	+ 11
1900	+ 11,7	+ 9
1905	+ 12,2	+ 9
1907	+ 15,8	+ 10,1
1908	+ 9,5	+ 8,1
1909	+ 9,9	+ »
1910	+ 9,3	+ »

Certes, la situation est meilleure que pendant les premières années du XXe siècle, où l'avance de John Bull, dans cette course au milliard, n'était plus que 2 ou 3 millions de £ — quelques centimètres. Mais tout le terrain reconquis en 1906 et 1907 n'a point été conservé. La victoire de la métallurgie allemande, alimentée par les minerais d'Alsace, servie par un outillage neuf, aidée par des méthodes nouvelles, n'est plus qu'une question d'années.

*
* *

La reprise, que nous avons constatée dans les trois industries libre-échangistes du charbon, du coton et de la mer, se retrouve dans les trois industries protectionnistes des produits chimiques, de la laine et du fer. Elles ont été mieux partagées que les premières. Dans leurs bilans de 1910, nous cherchons en vain les angoisses, qu'expriment les marchands de charbon, les tisseurs de coton, les constructeurs et les armateurs. Sans doute, la prospérité des fabriques de produits chimiques, des tissages de laine, des laminoirs de fer, a été déterminée

1. Nous avons emprunté les éléments de ce tableau au *Blue Book*, c. d. 4954, p. 80, et à *L'Economist* du 29 juillet 1911.

Digitized by Google

par les mêmes causes que nous avons signalées, en étudiant les bénéfices, qu'ont rapportés à John Bull le charbon, le coton et la mer. La guerre d'Extrême-Orient et la paix de Portsmouth, la catastrophe de San-Francisco et l'accroissement de la consommation yankee, l'essor du Sud-Amérique et ses commandes croissantes ont contribué, par leurs répercussions heureuses, à affaiblir les criailleries protectionnistes. Mais il est d'autre part certain, que le réveil, dont ont bénéficié les industries les plus atteintes par la concurrence étrangère, eût été moins intense, sans l'effort réel tenté pour renouveler des méthodes surannées et profiter des leçons acquises. Sheffield et ses fabricants d'acier pur, Huddersfield et ses tisseurs de laine, Wolwerhampton et ses fabricants de produits pharmaceutiques ont travaillé, cherché et trouvé.

Si la courbe des industries protectionnistes et libre-échangistes n'a pas été concordante, elle est, en tout cas, à peu près parallèle. Le flux de prospérité, qui se dessinait dès 1904, s'est accentué en 1905, a atteint son maximum en 1906 et pendant les premiers mois de 1907. Le recul de 1908 a été très net. Une reprise timide et partielle s'est manifestée en 1910. L'*Economist* analyse dans son numéro du 7 janvier 1911 les bénéfices de deux cents sociétés anonymes, dont l'activité s'exerce dans les diverses branches de la production industrielle. Dans l'année 1910, leurs bénéfices se sont accrus de 11 p. 100 : ceux de 1911 et de 1912 ont été plus importants encore.

*
* *

Quels qu'aient été les brillants résultats, obtenus au cours des huit dernières années par l'industrie britannique, grâce à un admirable effort et aussi à des circonstances fortuites, et malgré une crise ouvrière, qu'il nous reste à étudier, il est impossible, étant données l'insuffisance croissante du marché intérieur, et la part prépondérante des commandes étrangères, que John Bull oublie la concurrence de ses rivaux.

Digitized by Google

On a essayé de résumer, d'une façon précise et claire, la situation respective des trois industries rivales. Les statisticiens protectionnistes de la *Tariff Commission* ont pu démontrer, qu'entre les deux périodes 1883-1887, 1903-1907, le Royaume-Uni, les États-Unis, l'Allemagne avaient augmenté respectivement leurs exportations d'objets ouvrés de 80, 94 et 90 millions de £, de 41,294 et 102 p. 100. Les statisticiens libre-échangistes ont dû constater, qu'entre 1889-1893 et 1904-1908, la Grande-Bretagne avait accru ses ventes de produits nationaux de 120 millions de £, passant de 241 à 361, tandis que l'Empire allemand, élevant son chiffre d'affaires de 154 à 300, réalisait dans ses ventes une plus-value de 145 millions de £. Écrasée en Europe, l'industrie britannique conserve son avance sur les autres marchés [1].

Mais aucune enquête ne vaudra les chiffres ci-dessous. Ils sont d'une précision lumineuse.

MOYENNES ANNUELLES (Angleterre = 100).	ANGLETERRE	ALLEMAGNE	ÉTATS-UNIS	ANGLETERRE	ALLEMAGNE	ÉTATS-UNIS	ANGLETERRE	ALLEMAGNE	ÉTATS-UNIS
	1880-1884			1885-1889			1904-1908		
Population	100	128	149	100	129	160	100	141	194
Tonnage entré et déchargé dans les ports.	100	24	46	100	27	39	100	33	45
Tonnage de la flotte marchande	100	18	19	100	17	14	100	24	8
Consommation coton	100	22	64	100	28	77	100	49	122
— laine	100	65	102	100	72	100	100	79	101
— charbon	100	35	68	100	41	87	100	69	211
Production fer	100	40	52	100	52	78	100	120	230
— acier	100	44	86	100	37	93	100	182	237
Exportations totales	100	65	71	100	67	65	100	60	50
— d'objets ouvrés	100	44	15	100	50	16	100	51	25
Exportations de fer et d'acier	100	42	5	100	42	5	100	51	35
Exportations de machines	100	23	23	100	22	20	100	66	77
Exportations de lainages	100	61	0	100	38	0	100	66	1

Ce tableau, dont nous empruntons les éléments au *Blue*

1. *The Economist.*

Digitized by Google

Boock c. d. 4 594, devrait être affiché dans les écoles primaires, dans les salles de rédaction, dans les couloirs du Parlement. Il éclairerait les enfants, les journalistes et les politiciens, sur la situation exacte de l'industrie britannique. Il leur rappellerait les nécessités de la modestie et les dangers de l'optimisme, l'insuffisance des théories abstraites et le péril des formules simples.

L'organisme économique du Royaume-Uni est un des chefs-d'œuvre de l'ingéniosité humaine. Il est impossible de démonter ses rouages et de mesurer son rendement, sans éprouver une profonde admiration. La nation britannique a bâti là, progressivement, inconsciemment, une œuvre qui, malgré les scories et les fumées, est aussi belle que les créations de l'art. 45 millions d'hommes vivent de leur labeur et rayonnent sur le monde, entassés dans deux îles, dont le sol ne pourrait nourrir que quinze millions d'individus. Mais, d'autre part, cet organisme trouve, dans sa perfection et dans sa complexité même, un péril croissant. Il ne peut ni s'arrêter, ni même se ralentir. Les moindres événements du dehors et du dedans exercent sur son activité une profonde répercussion. Doublement tributaire de l'étranger, il est à la merci d'une imprudence ou d'un événement. On ne peut, sans un frisson d'inquiétude, songer à la fragilité de cet admirable bibelot.

Digitized by Google

CHAPITRE XII

LES GRÈVES RÉVOLUTIONNAIRES ET LA POUSSÉE SOCIALISTE

Un numéro du *Daily Mail* : 11 août 1911.

§ I. La crise révolutionnaire : ses manifestations.

1. Le chômage pendant l'hiver 1907-1908. Désordres et bagarres. Incidents dans deux congrès ouvriers.
2. Quelques grèves caractéristiques. Juillet 1910 et novembre 1910. Grèves sur des voies ferrées. Juillet 1910. Chantiers de constructions navales du Nord-Est. Octobre 1910. Menaces de grève à Manchester. Pourquoi ces incidents sont caractéristiques.
3. La grève des mineurs de la Rhondda. Ses origines. Les désordres sanglants de novembre 1910.
4. L'agitation dans l'industrie des transports. Juin et août 1911.
5. Février 1912. La grève du charbon. Ses causes économiques et morales. Ses étapes et ses conséquences. La solution. La loi sur les salaires dans les mines de charbon. Ses répercussions économiques et sociales.

§ II. La crise révolutionnaire. Ses causes.

1. Une stagnation des salaires coïncide avec l'essor de l'industrie et la hausse des prix. Situation spéciale des ouvriers des transports.
2. Le *hooligan* et sa psychologie.
3. Signes d'une transformation dans la mentalité ouvrière. Quelques dépositions caractéristiques. Un ouvrier susceptible, mécontent et nerveux. La propagande néo-syndicaliste.

§ III. Cette crise aura-t-elle des répercussions politiques durables ?

Le vendredi 11 août 1911, John Bull lut et relut son journal. En tête de la première colonne du *Daily Mail*, des titres, en grosses lettres, attirent ses yeux : *La foule règne en maîtresse dans la capitale. Les troupes sont prêtes. Les soldats*

Digitized by Google

ont touché leurs cartouches. Et au-dessous, les événements de la journée sont résumés en caractères gras.

Les grévistes sont les maîtres partout. Hier, ils ont arrêté le trafic et empêché le ravitaillement. La capitale se trouve dans la situation d'une cité bloquée, dans laquelle une guerre civile, — heureusement peu violente, — bat son plein. Les réserves des approvisionnements baissent d'une manière inquiétante. Le prix de la viande a beaucoup monté. Les fruits sont rares. La glace est devenue introuvable. Il est à peu près impossible de se procurer du pétrole.

Les docks sont silencieux. Dans le quartier des affaires, les rues sont désertes. Les points stratégiques et les barrières sont occupés par les... grévistes. Le chômage des facteurs paralyse le trafic des marchandises. A Liverpool, la situation est plus grave encore. La police s'efforce, mais en vain, depuis quarante-huit heures, d'assurer le ravitaillement de la ville, en dégageant les gares, congestionnées par l'afflux des colis et abandonnées par leurs équipes.

La police n'a pas pris un instant de repos depuis deux jours. Même la nuit a été troublée par des escarmouches avec les patrouilles grévistes. Les hostilités commencèrent de bonne heure, à la station de Lime-Street. Des scènes de violence s'y sont déroulées toute la journée. Des pierres furent jetées par les émeutiers ; la police montée chargea la foule ; les policemen à pied se servirent librement de leurs bâtons... La terreur règne dans le quartier commerçant de la cité, aux environs des gares Central et de Lime-Street. Les femmes n'osent pas s'y engager, et les boutiquiers se plaignent unanimement...

John Bull se frotte les yeux et ajuste ses lunettes. Il ne saurait s'agir que de la France. Mais non, c'est bien à Liverpool, à Londres, que se déroulent ces scènes de désordre. Et John Bull s'inquiète, s'attriste. Les statistiques officielles ne démontraient-elles pas, hier encore, que l'ouvrier anglais, grâce au libre-échange, jouit, par rapport à ses rivaux européens, d'une situation privilégiée ? Et le lecteur du *Daily Mail* réfléchit, songe... Mais voici que dans un coin discret du

Digitized by Google

journal, en tête d'une colonne écartée, il lit, en petits caractères : *Le Parliament Bill est voté par les Lords. 17 voix de majorité.*

John Bull hausse les épaules. En présence du réveil du socialisme révolutionnaire, dont les manifestations étaient inconnues en Angleterre depuis 1886, en face de cette agitation, dont il convient d'analyser les manifestations et de rechercher les origines, la liquidation de la crise constitutionnelle ne présente qu'un intérêt théorique.

I

Aux environs de 1900, l'action parlementaire battait son plein. Le *Comité pour la Représentation du Travail* est fondé. Les Marxistes de la *Social Democratic Federation* acceptent, pendant quelques mois, de faire partie de la ligue électorale. On n'entend plus parler que de réformes législatives et de candidatures parlementaires. Les contrats collectifs se multiplient. Les *slidingscales*[1] s'implantent. L'ouvrier anglais s'embourgeoise. La doctrine socialiste s'atténue. Et lorsqu'en 1906 une majorité écrasante de radicaux et d'ouvriers force les portes de Westminster, un frisson d'espérance passe dans les rangs de la foule, qui acclame les résultats, annoncés par des affiches lumineuses. Il semble qu'une ère nouvelle va se lever à l'horizon, chasser le paupérisme, vaincre la misère.

La désillusion fut cruelle et prompte.

*
* *

Depuis l'année 1900, le marché du travail a été singulièment éprouvé. Sauf une légère reprise, en 1906 et 1907, le chômage a grandi avec une déconcertante régularité.

1. Echelles de salaires variant avec le prix des produits.

Digitized by Google

ANNÉES	POURCENTAGE de syndiqués sans-travail.
1900	2,5
1901	3,3
1902	4,0
1903	4,7
1904	6,0
1905	5,0
1906	3,6
1907	3,7
1908	7,8

Ce pourcentage de 78 chômeurs pour 1.000 syndiqués ne donne qu'une insuffisante idée de la misère des faubourgs ouvriers. A Manchester, 140 p. 1.000 des membres des principales trade-unions sont sans emploi. A Liverpool, le syndicat des ouvriers, occupés aux chantiers de constructions navales, déclare que la moitié de ses adhérents cherche du travail. A Glasgow, où 16.500 maisons et 3.500 boutiques ne trouvent pas de locataires, et où les propriétaires perdent, de ce chef, la coquette somme de 330,000 £, le chômage de 20.000 syndiqués réduit à la misère de 60 à 80.000 personnes.

Au cours de cet hiver 1908-09, les Anglais assistent à des scènes de violence, à des bagarres sanglantes, sans précédents depuis la poussée socialiste de 1886, provoquée, elle aussi, par un brusque arrêt dans l'essor industriel.

Prenons, par exemple, le mois d'octobre 1908, et relevons les principaux incidents, dont fasse mention la presse anglaise. Le 4 octobre, à Manchester, une bande de 60 chômeurs, après avoir brisé ça et là quelques vitres, pénètre dans l'église de la Trinité, à Salford, et somme le prédicateur d'indiquer un remède à leurs souffrances. Le même jour, les « marcheurs affamés », conduits par leur chef Stewart Gray, tout de blanc habillé, se réunissent à Trafalgar Square, à Londres, pour proclamer leur « droit à vivre ». « Jurons, s'écrie l'un des orateurs, que l'hiver ne se passera pas, sans qu'il y ait eu une émeute à Londres. Lord Randolph Churchill disait

Digitized by Google

un jour : « Je ne crois jamais les gens jusqu'à ce qu'ils brisent les fenêtres. Suivez ce conseil. » Lorsque la police veut faire déblayer la place, elle est assaillie. Les manifestants lancent des cailloux et des bouteilles. Les agents roulent leurs pèlerines et s'en servent comme de massues. Force reste à la loi, mais les blessés sont nombreux.

Le 10 octobre, une nouvelle bagarre éclate dans le Strand. Deux jours après, M. Asquith est assailli par une bande de sans-travail, qui le somment de leur donner du pain. A Deptford, pour empêcher les chômeurs d'envahir l'Hôtel de Ville, 200 policemen doivent livrer une bataille en règle contre une foule compacte. Le 19 octobre, un ancien soldat, Wallace Collins est arrêté, pour avoir crié, à Hyde Park, devant un auditoire de 400 personnes : « Nous n'irons pas à la Chambre des Communes seulement avec des bâtons. Nous remplirons nos poches de pierres, de briques et de rasoirs. Nous prendrons des bombes et nous les ferons sauter. » M. Will Thorne, député, président du syndicat des gaziers, conseille aux chômeurs, au lieu de songer à envahir les Communes, « de prendre d'assaut chaque boulangerie ».

Le 18 octobre, à Saint-Pancras, un autre député, Grayson, donne aux sans-travail le même conseil, mais sous une forme plus précise : « Je m'enorgueillis de dire à celui qui a faim, qu'il cesse d'être un homme, s'il est affamé quand il peut voler. » Le 27 octobre, à Poplar town-hall, la conférence du ministre des Postes, S. Buxton, est le prétexte de sanglantes bagarres. Le 20 janvier 1909, le *Times* proteste contre les manifestations violentes, organisées dans les quartiers riches de Piccadilly et de Belgrave Square, par des bandes d'affamés.

* * *

Ces incidents eurent une répercussion immédiate sur les organisations politiques de la classe ouvrière, sur celles du moins qui étaient le plus directement en contact avec les intérêts lésés et les couches atteintes.

Digitized by Google

Si le *Labour Party*, l'*Ancien Comité pour la représentation du travail*, continue à discuter, dans une paix sereine, son programme d'action parlementaire, c'est qu'il est recruté dans une élite d'ouvriers spécialisés et que les extrémistes n'y disposent que d'une infime minorité. En revanche, des polémiques violentes éclatent, au sein de l'*Independent Labour Party*, qui constitue, avec la *Social Democratic Federation*, les seuls groupements anglais de propagande socialiste. Au mois d'avril 1909, l'*Independent Labour Party* tient ses assises annuelles à Edimbourg. V. Grayson, qui a violemment attaqué quatre membres du Conseil national, suspects d'un flirt accentué avec les radicaux, et prôné la formation d'un parti nettement socialiste, distinct du *Labour Party*, trop dominé par les *Trade-Unions*, est acclamé. Le Congrès décide de supprimer le passage du rapport de la Commission exécutive, qui blâme V. Grayson. Et aussitôt, les quatre leaders visés, Keir Hardie, J. Ramsay-Macdonald, P. Snowden, Bruce Glasier se démettent de leurs fonctions.

Quelques semaines plus tard, au mois d'octobre 1909, le Congrès des cheminots se réunit à Leicester. Le secrétaire général, R. Bell, député de Derby, est pris à partie. Il reste inféodé au parti radical. Il a voté contre le projet de loi de l'extrême-gauche, qui proclame le droit au travail. Il a laissé passer des *Bills*, qui autorisent la fusion de plusieurs Compagnies de chemins de fer. Les extrémistes demandent que R. Bell se soumette ou se démette. Celui-ci tient tête à l'orage, réclame une délibération publique, lutte contre ses adversaires, et échappe à la guillotine, mais à la minorité de faveur.

Les polémiques d'Edimbourg et de Leicester étaient un son de cloche. Il ne fut pas entendu.

*
* *

Mais voici que, dans toute une série de corporations, encadrées par des syndicats puissants et assagies par de lointaines traditions, se manifestent une anarchie et une instabilité, que

Digitized by Google

les sociologues croyaient inséparables du nervosisme français.

La première de ces manifestations nouvelles date du mois de juillet 1910. Tout le trafic, sur les lignes du *North Eastern Railway*, entre Newcastle et York, est paralysé à la suite d'un incident sans gravité. Un chef aiguilleur de la gare de triage de Gateshead reçoit l'ordre de passer d'une cabine dans l'autre, à partir du 18 juillet, sans que ce déplacement entraîne la moindre modification ni dans la durée, ni dans la rémunération de son labeur. L'agent proteste et refuse. Le chef de gare promet qu'il sera reçu le 18 au soir, par l'inspecteur, à qui il exposera ses arguments, mais, en attendant, maintient sa décision. Le 18 au matin, l'aiguilleur retourne à son ancienne cabine et, sur le refus de gagner son nouveau poste, est invité à rester au logis. Aussitôt, ses collègues prennent fait et cause pour lui et abandonnent les leviers. Ils sont bientôt suivis par les facteurs de la gare et les mécaniciens du dépôt. Le mouvement gagne avec une déconcertante rapidité. Le 20, 30.000 cheminots étaient en grève. Les ports chôment. Les usines s'arrêtent. Les vivres haussent. Et, sans une intervention énergique du *Labour Party* et du syndicat, qui refusent aux grévistes, coupables d'avoir violé un contrat collectif, tout appui et tout centime, les grévistes n'auraient pas accepté les conditions, d'ailleurs généreuses, de la Compagnie. Cette brusque explosion est inexplicable, si l'on ne tient pas compte de l'irritation soulevée par la Convention arbitrale qui, jusqu'en 1914, réglemente, pour les employés du réseau, la durée et le salaire du travail.

Une autre des décisions judiciaires, rendue par les tribunaux de conciliation, élus à la suite des menaces de grève générale en 1907, faillit, au début de septembre 1910, paralyser, à son tour, le *Great Northern Raiwway*. Un arrêt de lord Macdonald réduit à dix les heures de travail normal. La Compagnie prétend que la durée des repas doit en être déduite. Les cheminots répondent qu'il n'appartient pas à l'administration d'interpréter seule la décision arbitrale, et que d'ailleurs

Digitized by Google

les employés ont toujours été libres de profiter pour « casser la croûte » de la moindre occasion. Sur ce conflit se greffent d'autres revendications. Elles reçoivent, à la suite d'une réunion du tribunal de conciliation et d'une intervention du *Board of Trade*, une solution conforme aux exigences des cheminots. La question de la journée de dix heures et de l'heure des repas restait seule en jeu : d'un commun accord, on décide de la soumettre à l'arbitrage de lord Macdonald. Et le conflit est ajourné.

Si le fonctionnement de cette justice arbitrale et l'exécution de ces décisions collectives soulèvent autant de difficultés, cela tient à des causes diverses. D'abord, les incidents ne se sont produits que sur les réseaux du Nord. Leurs agents se trouvent en contact avec les ouvriers, mieux payés et moins tenus, d'industries plus florissantes. Le temps n'est plus, où les voies ferrées de l'Angleterre voyaient grandir, par bonds énormes, le montant de leurs recettes et l'étendue de leurs rails. Les lignes productrices sont toutes construites. Les trains de banlieue sont concurrencés par les tramways de pénétration. Pour accroître leurs dividendes, les Compagnies fusionnent, afin de réduire leurs frais généraux. Elles ne songent guère ni à multiplier les promotions, ni à accroître les salaires. La crise de l'industrie des transports contribue à expliquer l'agitation de leur personnel ouvrier et la fragilité des décisions arbitrales.

Au moment même où l'Angleterre septentrionale était menacée d'une nouvelle grève des cheminots, un lock-out venait fermer tous les chantiers de constructions navales. Depuis plusieurs années déjà, les conflits se sont multipliés dans cette branche si prospère de l'activité anglaise. Pour y mettre un terme, la Fédération patronale conclut, en 1909, avec les dix-neuf syndicats intéressés, un contrat national. Parmi les signataires figure l'*Association des ouvriers en chaudières*, qui fournit aux ateliers de constructions des travailleurs pour poser les rivets, placer les plaques, dresser les coques et réparer les machines. Les *riveteurs* constituent

Digitized by Google

la plèbe de la corporation et sont payés à la tâche. Ils ont toujours dénoncé deux articles de la convention de 1909. Elle prévoit, en effet, que « toute demande de modification, touchant les salaires, doit être formulée avant l'exécution du travail ». et que « la réclamation sera soumise à trois industriels, étrangers au chantier, qui rendront un arrêt temporaire » Les *riveteurs* affirment qu'ils ne peuvent apprécier la valeur d'un salaire à la tâche, *avant* de l'avoir exécutée, et contestent l'impartialité du tribunal provisoire. Leur sourd mécontentement revêt des formes multiples. Ils protestent contre le ton cassant des patrons. Ils critiquent la forme des certificats délivrés aux ouvriers. Le moindre conflit provoque des grèves partielles et spontanées, contraires à toutes les conventions.

En juillet 1910, les *riveteurs*, occupés par MM. B. et W. Henderson et Cie à réparer le steamer la *Couronne de Castille*, obtiennent, par la grève, une augmentation de salaires. Le 31 août, d'autres ouvriers, employés par la même maison, à bord du *Talavera*, demandent à être payés au même tarif. Et, sur le refus des ingénieurs, quittent le dock. Le 1er septembre, les *riveteurs* de MM. Armstrong, Whitworth et Cie, qui travaillent à Elswick-sur-Tyne, trouvent insuffisante la rémunération prévue pour les vaisseaux construits d'après le procédé Loderwood, jettent les marteaux et quittent l'atelier. Or, deux jours plus tôt, le syndicat avait signé une convention fixant le prix de ce travail précis.

Vingt-quatre heures plus tard, les industriels prononçaient le lock-out. Le blâme, que contient leur manifeste, n'est pas plus énergique que celui formulé, dans sa circulaire aux syndiqués, par le bureau de la *Société des ouvriers en chaudières*. Cette double condamnation ne triomphe pas de l'obstination des *riveteurs*. Consultés par leurs chefs, le 9 septembre, ils se refusent, par 10.324 voix contre 5.431, à « approuver l'attitude prise » par la commission exécutive : elle propose de réprimer, à l'avenir, toute infraction aux contrats par l'application des peines statutaires. Il est vrai qu'une faible

Digitized by Google

majorité, 8.988 voix contre 6.301, autorise le bureau à ouvrir des négociations avec la Fédération patronale. Elles se sont engagées le 21, après dix-huit jours de chômage. Mais les sanctions qu'exigent les industriels contre toute violation des pactes souscrits, amendes importantes et radiations arbitraires, soulèvent d'énormes difficultés.

Le mouvement anarchique ne reste pas confiné dans le Nord-Est, il tend à gagner vers l'Ouest et le Sud. A Manchester, le 1er octobre 1910, le conflit revêt les mêmes caractères qu'à Newcastle. L'agitation est limitée à une catégorie de travailleurs, analogue à celle des *riveteurs*, par son recrutement et par sa situation matérielle et morale. L'incident est provoqué par l'article d'un contrat collectif. Depuis près de quatre mois, les ouvriers de la Fern Mill, à Shaw, près d'Oldham, sont en grève et soutenus par la *Cardroom Workers Federation*, qui groupe les ouvriers, les plus modestes et les moins payés de l'industrie textile, le plus souvent des Irlandais. L'article 7 de la charte Brooklands prévoit, que lorsqu'une « innovation entraînera une modification dans l'organisation et la rémunération du travail, dont les ouvriers ne seraient pas satisfaits, l'industriel aussitôt saisira de l'incident l'Association patronale, qui prendra l'affaire en mains ». A Shaw, on a demandé aux ouvriers des salles de tissage de les nettoyer. Partout, ce travail est fait mécaniquement. Les syndiqués s'y sont refusés. Et les managers de la Fern Mill, au lieu de se conformer à l'article 7, ont flanqué les récalcitrants à la porte. La Fédération patronale répond, que le syndicat n'a pas eu recours à l'arbitrage et a prononcé une mise à l'index. Elle ne saurait admettre que la Trade Union intervienne, à l'intérieur de l'usine, pour réglementer le travail. Le lock-out entraînera le chômage immédiat de 150.000 ouvriers et prochainement de 150.000 autres.

Une transaction intervint. La guerre fut évitée. En revanche elle éclata dans le pays de Galles.

Digitized by Google

*
* *

Il y a sept ans, — pendant les premiers mois de l'année 1905, — une soudaine explosion de foi religieuse venait ébranler les mornes et boueux villages de mineurs, épars dans les petites vallées, qui descendent des contreforts du Plynlimmon et des Beacons [1]. Toute la région, comprise entre le canal de Bristol et la baie de Cardigan, était en proie à une indicible agitation. Les commères, sur le marché, s'entretiennent de la dernière « conversion », d'une « confession publique », d'une « lumineuse vision ». Au fond des puits retentit le vieil hymme celtique : *Dyma gariad fel y moroedd*, « Voici un amour vaste comme l'océan ». Dans les galeries de Cwmamman, — célèbre par l'émeute du 2 novembre 1910, — sur les portes, les gros mots ont été remplacés par des citations bibliques. Pour la première fois, depuis l'établissement du tribunal, à Aberdare, — aujourd'hui un des centres de l'agitation révolutionnaire, — les juges n'ont pas eu de sentences correctionnelles à prononcer et ont reçu, des mains de l'huissier à verge, une paire de gants blancs. Dans toutes les mines, dont est jalonnée la vallée de la Rhondda, cet affluent de la Taff, qui forme l'estuaire de Cardiff, les ingénieurs constatent que jamais les chevaux n'ont été moins brutalisés.

Au mois de novembre 1910, les mêmes hommes ont voulu laisser mourir, asphyxiés ou noyés, ces innocentes bêtes. Dans les villages, les chants révolutionnaires ont remplacé les hymmes bibliques. Sur les marchés, on ne s'entretient plus du dernier sermon d'Evan Roberts, le fondateur du *revival*, mais de la dernière bataille contre la police du Glamorganshire. Les femmes ne portent pas, sous leurs larges et mornes châles, des manuels de cantiques, mais des poignées de cailloux, pour ravitailler les combattants, qui défoncent les casques des *policemen* et les devantures des magasins. Les

1. *Essai d'une Psychologie*, t. II, p. 192.

Digitized by Google

chapelles sont transformées en ambulances. Et, tandis que les mineurs, armés du manche de leurs pics, marchent à l'assaut d'un train, d'un puits ou d'une boutique, les cris de mort et de haine retentissent avec autant de ferveur que le *Dyma gariad fel y moroedd* d'autrefois.

Que s'est-il passé? L'irritation, provoquée par une question de salaires et exploitée par une poignée d'agitateurs, a étouffé tous les scrupules et balayé tous les souvenirs religieux.

La moitié du personnel, employé par les mines galloises, est formée de travailleurs du fond, *hewers* ou *colliers*, payés à la tâche. Le *hewer* détache le charbon, qu'un *boy*, payé par lui, charge dans un wagonnet, après y avoir inscrit un numéro d'ordre. Le wagonnet est poussé jusqu'au fond de la galerie, monté par l'ascenseur, versé dans un tamis, et pesé, sous le contrôle d'un délégué mineur. Mais, dans la plupart des exploitations galloises, seul le minerai en gros blocs est porté au compte du *hewer*. Les petits morceaux et la poussière ne sont pas pesés : d'où une première source de conflits. Lorsque le travailleur du fond est arrêté, par un banc de rochers ou de terre glaise, — ce qui arrive souvent dans la région, — quand il doit interrompre son labeur ordinaire pour placer des supports, il appelle un représentant de la Compagnie, le *foreman*, qui veille à la sécurité de la galerie. Un prix est convenu pour cette tâche supplémentaire. Les pactes oraux sont revisés et souvent retouchés par la direction : d'où une seconde source de conflits. Si l'on veut en apprécier l'importance, il convient de remarquer que les gains du *hewer*, payé d'après le poids de gros charbon extrait, peuvent varier considérablement. L'appoint, accepté par le *foreman*, pour des travaux spéciaux et approuvé par la Compagnie, ne saurait rétablir l'équilibre. D'après des documents, communiqués au professeur H. Stanley Jevons par le directeur de la *Cambrian Combine*, D.-A. Thomas, les salaires, pour un *hewer* adulte, oscillent entre 4f,50 par jour et 20 francs.

Ces difficultés ont été accrues par la loi du 21 décembre 1908, qui, à partir du 1er juillet 1909, a réduit à huit heures la durée

Digitized by Google

du travail dans les mines. Du 1er juillet 1909 au 1er juillet 1910, l'extraction a diminué de 12 p. 100. Les exportations, au lieu de continuer leur hausse régulière, ont reculé de 450.000 tonnes. Et les gains des travailleurs du fonds, payés à la tâche, ont subi une baisse concordante. La *Fédération des mineurs gallois*, dirigée par des syndicalistes de la vieille école, intervint alors. Un contrat collectif fut signé le 8 avril 1910. En échange de certaines concessions, les ouvriers s'engageaient « à ne pas demander d'augmentation de leurs salaires, fixés à 50 p. 100 au-dessus du taux de 1879, tant que le charbon coterait de 14 à 14/9 f. o. b. ». Les prix n'ont pas monté. L'extraction n'a pas augmenté. Les salaires sont restés stationnaires, quand ils n'ont pas reculé.

Et les *hewers* de la vallée d'Aberdare, bientôt suivis par ceux qui travaillent dans le vallon de la Rhondda, autour du bourg de Tonypandy, ont, sur les conseils d'un agitateur révolutionnaire, candidat à la députation, B. Stanton, déchiré le pacte collectif, et rompu avec la fédération syndicale.

Au mois de septembre 1910, elle parvint, pour la dernière fois, à faire respecter son autorité. Les *hewers* de la *Cambrian Combine*, réunis à Tonypandy, le 18 septembre, avaient décidé, malgré les termes exprès du contrat, de soutenir, par une grève de vingt-quatre heures, à la française, les revendications de leurs collègues d'Ely Pity, rejetées par le *general manager* Léonard B. Llewellyn, dont le nom devait devenir célèbre. La promesse de consulter les membres de la corporation sur ces griefs et de soutenir les travailleurs de la *Cambrian Combine*, à partir du 1er octobre, date fixée pour la grève, les décida à reprendre leurs pics. Mais l'incendie couvait sous la cendre. Un simple coup de vent suffit à lui donner une ardeur nouvelle et une extension imprévue.

Le 20 octobre, les mineurs de la vallée d'Aberdare se racontent l'incident, qui vient de se produire à Mountain Ash. La Compagnie Powell-Duffryn ayant affiché, qu'il serait interdit désormais aux *hewers* de rapporter chez eux du bois à brûler, les hommes, malgré les obligations formelles du pacte, ont

Digitized by Google

subitement cessé le travail et dressé une liste de revendications. Les autres puits, appartenant à la même Compagnie, ont suivi le mouvement. M. E. M. Hann, *managing director*, accepte de recevoir le délégué des *hewers*, B. Stanton. Mais les pourparlers sont bientôt rompus. Le 28, M. E. M. Hann envoie à son adversaire le billet suivant :

Je suis rentré de Londres, hier au soir, et je trouve ici une copie du message téléphoné, que vous avez adressé, hier au soir, à M. Georges Hann : « *Je regrette d'apprendre qu'on a extrait du charbon dans un ou deux des puits. Ce fait constitue une violation de la loi, puisqu'on n'a point averti le contrôleur des bascules, d'avoir à se trouver à son poste. De plus, je tiens à vous dire, que s'il va y avoir du jaune dans cette affaire, il y aura du sang. Par Dieu ! j'y suis résolu.* » Comme suite à cette communication, je dois me refuser à toute discussion avec vous, sur cette affaire et toute autre.

L'Hervé du pays de Galles écrivit le jour même :

Je reçois à l'instant votre honorée du 28, dans laquelle vous m'annoncez, qu'à la suite de mon message téléphoné, vous vous refuserez à tout entretien avec moi, sur cette affaire et toute autre. J'ai bien voulu dire ce que j'ai dit, monsieur ; mais, pour votre bien, voulez-vous m'indiquer le nom d'autres personnes, avec qui vous préféreriez négocier ?

Et, en attendant une réponse qui ne vint pas, B. Stanton, aidé de nombreux révolutionnaires, parmi lesquels un Américain, Heywood, une Française, Mme Sorgues, surexcite les esprits. Les grévistes s'efforcent d'arrêter le travail, dans toute la vallée d'Aberdare. Comme le puits de Cwmamman continue à fonctionner, le 2 novembre, les chômeurs se portent à la gare, attaquent le train qui amène les « jaunes », brisent les vitres à l'aide de pierres, mettent les « renégats » en déroute, après les avoir roués de coups. Au retour, la bande saccage les bureaux de la Compagnie Powell-Duffryn. Pas une arrestation n'est opérée.

Le lundi 7 novembre, au matin, les mineurs de la *Cambrian Combine*, dans la vallée de la Rhondda, entrent à leur tour

Digitized by Google

dans la danse. Ils se forment en cortège. En tête marchent deux hommes, la figure barbouillée de suie, en chemise, la corde au cou. Un géant les menace d'une massue, tandis qu'un autre porte un écriteau : « *Avertissement aux jaunes.* » Le cortège, où les femmes sont nombreuses et paraissent excitées, va, de puits en puits, pour faire cesser le travail, dans toutes les exploitations de la *Cambrian Combine*. Chemin faisant, on acclame la révolution, on casse des vitres, on houspille quelques jaunes. Mais le soir, la troupe revient à son point de départ, devant le siège de la Compagnie. Les bureaux sont éclairés. L'électricité fonctionne. Les machines jouent. On entend le halètement de la pompe, qui épuise l'eau et renouvelle l'air dans les galeries, où sont parqués plusieurs centaines de chevaux. Les pierres volent. Les vitres sautent. La lumière s'éteint. La grille est arrachée. Et la foule se rue à l'assaut de la station électrique où le *general manager* Léonard B. Llewellyn, aidé d'une vingtaine d'ouvriers et d'ingénieurs, travaille à empêcher la mine d'être envahie par l'eau et les chevaux asphyxiés faute d'air.

Une bataille acharnée s'engage, entre la police du Glamorganshire et les grévistes. Les *hewers* attaquent à coups de manches de pics. Les femmes font pleuvoir des pierres. Les gendarmes, qui n'ont ni revolvers ni sabres, se défendent avec leurs massues d'ordonnance. Le sang coule. Des blessés tombent. Des charges répétées parviennent à refouler les manifestants. Et, au cours de la nuit, le combat s'arrête... pour reprendre le lendemain.

Le chief constable, le capitaine Lindsay, qui prévoit que la journée du mardi 8 sera décisive, télégraphie au ministère de l'Intérieur, pour demander des troupes. M. Winston Churchill sait qu'on s'est battu toute la journée ; que des émeutes graves se sont produites le 2 novembre ; que, depuis six jours, les désordres sont constants et la police impuissante : pas une arrestation n'a été opérée. Il refuse les deux escadrons et les deux compagnies. Il envoie des policemen de Londres, qui, avant d'intervenir, devront commencer par aller prêter

Digitized by Google

serment devant le juge de paix ! Ils défileront, dans les rues, sous une avalanche de cailloux et d'injures, sans avoir le droit de saisir le délinquant ni de rendre un coup. Ils ne trouveront ni locaux pour les abriter, ni aliments pour les réconforter. Et cependant leur tâche est rude.

La bataille a recommencé, autour de la station électrique, avec d'autant plus d'ardeur, que les insurgés savent que les soldats ne viendront pas. Mais ils ne parviennent pas à triompher de la résistance de la police. A six heures du soir, les grévistes, refoulés, se portent sur Tonypandy. Les magasins brillent. Les rues sont désertes. Pas un policeman à l'horizon. Les pierres volent dans les devantures, dont le contenu est éparpillé sur le trottoir. Les femmes s'emparent des vêtements. Les enfants ramassent les jambons et les biscuits. Les jeunes gens préfèrent les cigares. On essaye d'incendier la boutique du tailleur J. Phillips. La foule s'acharne sur l'épicerie de F. J. Jenkins, le premier ouvrier de la vallée de Rhondda promu à la justice de paix ! Pendant six heures de suite, la ville est livrée au pillage. 125 magasins sont pris d'assaut. Les dégâts dépassent 500.000 francs. Dans les pharmacies, on soigne 225 blessés, dont plusieurs ne survivront pas.

Le mercredi 9, les insurgés tentent, mais en vain, de renouveler les désordres. Un seul magasin est pillé près de Tonypandy. La police de Londres veille. Et B. Stanton croit plus prudent, de se contenter d'organiser un cortège pacifique de 7.000 grévistes. Le 18e hussards arrive, en tenue de campagne. Et les cris de « Blakleg ! Jaunes ! » soulèvent l'hilarité des cavaliers. On essaie bien, le 12, de couper les conduites d'eau qui alimentent les chaudières. Le 13, un dépôt de dynamite est pillé, tandis que B. Stanton constitue, avec les hommes les plus vigoureux, « une brigade de combat ». Mais l'infanterie débarque à son tour. L'occasion est manquée. Le « beau soir » est ajourné.

*
* *

Digitized by Google

Les *hewers* de la Rhondda, les ouvriers en chaudières de Newcastle, les cheminots du Nord-Est, les tisseurs de Manchester appartiennent à des catégories professionnelles et à des districts provinciaux, également dissemblables. Les grèves qui, au cours du second semestre 1910, paralysèrent, pendant des mois, les chantiers de constructions navales et les mines galloises, pendant quelques jours, les tissages de Manchester, pendant quelques heures, les voies ferrées orientales, ont cependant des caractères communs. Elles ont éclaté malgré la signature d'un contrat collectif. Elles ont été provoquées par des désaccords, entre patrons et salariés, sur les clauses d'un traité de paix. Dans chacun de ces conflits, un incident sans grande importance, les intérêts d'une infime minorité, ont décidé la corporation entière au chômage. Dans tous ces conflits, l'autorité des *leaders* a été méconnue, leurs signatures désavouées, leurs conseils rejetés. Un mécontentement latent a décidé les travailleurs à violer la discipline trade-unioniste, à déchirer des pactes formels, à renoncer à une tactique et à une méthode, qui semblaient définitivement entrées dans les mœurs de l'ouvrier anglais.

Après l'accalmie des fêtes du Couronnement, les conflits ont repris avec une intensité croissante et des violences inconnues. L'épidémie fiévreuse, qui a éclaté à la fin de juin, a été de tous points semblable à celle dont nous venons de suivre les épisodes. Elle a éclaté de la même manière. La grève des dockers de Hull, qui veulent augmenter d'un penny des salaires, qui varient de 8 à 11 pence par heure, de 0 f 85 à 1 f,10, a décidé au chômage d'autres catégories et s'est étendue de proche en proche. De Hull, elle a gagné Liverpool, Manchester, Glasgow d'une part, Southampton et Cardiff de l'autre. La grève a été confinée, en juin et en août 1911, aux mêmes corporations, celles de l'industrie des transports. Aujourd'hui comme hier, le conflit a été caractérisé par les mêmes violences. Le 28 juin, à Hull, la foule prend d'assaut l'amidonnerie de M. Reckitt; à Liverpool, on tente d'incendier les steamers *Arabic* et *Canada* de la *White*

Digitized by Google

Star. Le 5 juillet, à Manchester, le *chief constable*, M. Peacock, est attaqué dans son automobile. Le 18, à Cardiff, les meutiers pillent et incendient les magasins de la *Liverpool and Dublin Steamship Company*.

Cette explosion désordonnée de conflits, se propageant et se rallumant comme des feux de bois, sans qu'il soit possible de les prévoir et de les enrayer méthodiquement, n'était que le prodrome d'une crise plus grave.

*
* *

La poussée, qui paralyse pendant six semaines toute l'industrie extractive, condamne au chômage un million et bientôt deux millions d'hommes, a été déterminée par deux causes.

Le mineur, — j'entends par mineur l'ouvrier qui travaille au fond de la mine, le piqueur, — est payé à la tâche, d'après la quantité de charbon, qu'il extrait quotidiennement. Le chantier, dans lequel il travaille, peut être normal ou anormal. Il est anormal, lorsque l'affleurement d'un roc, une poche d'eau ou la dureté du charbon viennent ralentir son travail, diminuer sa production, et partant, son salaire.

Dans les mines françaises du Nord; une solution ingénieuse a été trouvée pour régler cette question. Tous les quinze jours les chantiers sont répartis à nouveau. Lorsqu'un ouvrier a travaillé pendant la quinzaine dans un filon peu rémunérateur, on lui donne la meilleure des tailles normales. Grâce à ce système, les salaires sont égaux. Jusqu'à présent, en Angleterre, la mine était aussi savamment hiérarchisée, que l'est la société britannique ou la domesticité anglaise. Quand un ouvrier est dans une galerie avantageuse, il y reste, et, lorsqu'il se trouve dans un chantier anormal, il y reste également. Cette situation a pour conséquence une extrême variété dans les gains.

Dans le pays de Galles, ce problème avait atteint son maximum d'intensité. En effet, pour des raisons d'ordre géologique, les filons de houille y sont sujets à d'extraordi-

Digitized by Google

naires fluctuations. Le nombre des chantiers anormaux est donc extrêmement élevé. Or, les patrons n'avaient jamais cherché à régler, d'une façon logique et définitive, les griefs de leurs ouvriers. Lorsqu'un mineur, dans le pays de Galles, travaille dans une taille défectueuse, il reçoit une indemnité, une « allowance », une « gratuité ». Mais l'ouvrier n'a aucun droit à cette charité. Un juge, dans une décision célèbre, en 1907, refusa d'obliger un patron à accorder ce pourboire.

La situation a été aggravée, à partir de 1908, par la loi sur la journée de huit heures. En effet, les piqueurs, mal partagés, ont été désormais dans l'impossibilité de compenser les moins-values de leurs budgets en acceptant des tâches ou en travaillant pendant des heures supplémentaires. D'autre part, des ouvriers, qui piochaient dans des tailles normales, ont été, eux aussi, sauf en Northumberland et en Durham, lésés par cette réforme législative. Leur production a diminué. Leur salaire a baissé. Ils ont été amenés à s'intéresser davantage à ceux de leurs camarades, qui peinaient dans des chantiers anormaux, au prolétariat de la mine.

L'action de la cause économique a atteint son maximum d'efficacité dans les provinces celtiques, en Écosse et dans le pays de Galles.

Les organisations socialistes ont saisi cette occasion propice. Pourquoi ? Leur objectif est très net : arriver, en limitant progressivement la journée de travail et en élevant progressivement le minimum de salaire, à rendre les industries improductives, de manière à ce qu'elles tombent entre les mains de l'État ou entre les mains des ouvriers. Cette méthode a été appliquée à l'industrie minière. En 1908, on a réduit le nombre d'heures de travail. Les socialistes décidèrent, en 1911, de procéder à la seconde étape, c'est-à-dire de fixer un minimum de salaire. Il ne resterait plus ensuite qu'à franchir la troisième, lorsque les Compagnies auraient fait faillite.

Les groupements se mirent à l'œuvre. Leur propagande a varié d'intensité, suivant les régions dans lesquelles elle s'est exercée.

Digitized by Google

L'organisation qui a dirigé le mouvement est l'*Independent Labour Party*, cette organisation, qui s'efforce d'adapter la doctrine marxiste, aux exigences particulières de la pensée et de la société anglaises. L'effectif de ses membres a passé de treize à trente mille, en dix ans. Le « Parti ouvrier indépendant » dispose de huit cent soixante conférenciers. Il compte mille sections. Il a fondé un journal hebdomadaire et une revue mensuelle.

Cette association prit en main la question du salaire minimum, et si, dans le Northumberland et le Durham, son action ne fut pas très efficace, elle l'a été, en tout cas, en Écosse. Un de ses membres, Robert Smillie, est devenu président de la Fédération écossaise et ensuite *chairman* de la Fédération nationale des mineurs. Le 22 juillet 1911, il déclare que l'établissement du salaire minimum ne doit être qu'une étape vers la nationalisation des mines. Cette campagne a été encore plus active dans le pays de Galles. Un membre du « Parti ouvrier indépendant », Vernon-Hartshorn, remplace, à la tête de la Fédération provinciale, le modéré Mabon. Voici comment il s'exprimait le 9 janvier 1912, un mois avant la déclaration de la grève.

Peu de personnes comprennent vraiment les tendances révolutionnaires de l'heure présente. Tom Mann l'a dit avec raison : 1912 sera une année de révolution. Adoptons vis-à-vis des employeurs la seule politique rationnelle, une attitude hostile. Que ce soit là notre politique, et transformons la Fédération des mineurs en une organisation révolutionnaire.

A cette action de l'*Independent Labour Party* est venue s'ajouter la propagande d'un groupement révolutionnaire, qui a pris le nom de syndicaliste. Il a été fondé, lui aussi, par un mineur. Le « Parti ouvrier indépendant » a été organisé à Bradford, en 1892, par un *piqueur* écossais, Keir Hardie. Le groupement des syndicalistes anglais doit son existence à Tom Mann, un ex-mineur du Yorkshire, qui, après s'être signalé dans les grèves révolutionnaires de 1885, alla cher-

Digitized by Google

cher fortune en Australie. Tom Mann a démarqué, à l'usage des cerveaux d'outre-Manche, quelques formules bien françaises : l'action directe, la grève perlée et la grève de solidarité.

Tom Mann a été en rapports étroits avec le pays de Galles. En novembre 1910, il écrit dans son journal, *le Syndicaliste industriel*, une série d'articles, datés du petit village de Tonypandy, célèbre par l'émeute de novembre 1910. En février 1911, il publie une brochure, où il déclare que le salaire minimum constitue le seul remède à la question des tailles anormales. Au mois de janvier 1912, les *leaders* du mouvement syndicaliste dans le pays de Galles se groupent et décident de conquérir les unions locales. Ils dressent alors un programme. En voici quelques articles :

Article premier. — Il faut abolir la vieille politique d'identité d'intérêts, entre le patron et l'ouvrier, lui substituer celle d'une hostilité ouverte.

Art. 10. — Les loges, (on appelle ainsi les groupements syndicaux), les loges devront, autant que possible, renoncer à la vieille méthode, qui consistait à se mettre en grève, pour des griefs de peu de valeur ; elles devront adopter l'arme plus scientifique de la grève perlée, c'est-à-dire rester au travail, limiter l'extraction et arriver, par l'attitude générale, à rendre la mine improductive.

Art. 13. — Une agitation permanente sera organisée, de manière à accroître le salaire minimum et à réduire les heures de travail, jusqu'à ce que nous soyons arrivés à annihiler les gains du patron.

Art. 14. — Notre objectif est d'édifier une organisation, qui prendra à son compte l'industrie minière et la gérera dans l'intérêt des travailleurs.

Cet esprit nouveau n'a pas tardé à se manifester. Les patrons du pays de Galles ont constaté, que chaque fois qu'ils payaient un ouvrier à la journée, sa production diminuait immédiatement. Jadis le charbon du pays de Galles, embarqué à bord des steamers, avait un extraordinaire avantage. Il laissait très peu de cendres. Or, malgré l'installation de cri-

Digitized by Google

bles perfectionnés, le reliquat de cendres a, depuis deux ans, doublé et triplé. De plus, on s'est aperçu que, quand les berlines remontaient du fond de la mine sur le carreau, pour en augmenter le poids, des pyrites de fer étaient soigneusement mélangées aux blocs de houille.

Ce qui était vrai de l'origine économique, l'est également de la cause morale de cette agitation minière. La propagande socialiste atteint son maximum d'intensité dans les provinces celtiques, en Écosse, et surtout dans le pays de Galles.

*
* *

Le conflit, a évolué avec une extraordinaire rapidité. Le salaire minimum figure pour la première fois, à la fin de 1909, dans le programme de la Fédération nationale. Il est ratifié l'année suivante. Au début d'octobre 1911, la Fédération se réunit à Southport. A l'unanimité, elle modifie l'article 21, qui n'autorise la grève générale, qu'en vue d'une action défensive. A l'unanimité, elle décide de demander aux fédérations patronales un salaire minimum, pour tous les hommes et gamins travaillant dans les mines, sans différence pour les chantiers anormaux. La date des négociations est reportée du 14 novembre au 20 décembre 1911. Elles n'aboutissent pas. Le 18 janvier 1912, la grève est votée. Elle sera générale après l'expiration du délai-congé d'un mois. La transaction patronale est repoussée le 21 février. La transaction ministérielle est rejetée le 28 février. La grève générale éclate le 1er mars. Elle devait durer six jours. Elle dura six semaines.

Dans une pièce en vers, qui n'a pas eu le succès qu'elle mérite, le poète Ghéon a chanté les affres de la famine et les vertus du pain. On pourrait concevoir un drame, dans lequel un poète dirait les affres de la famine noire et les beautés du charbon. Lorsque les mines ont été fermées, tout le monde a cru qu'une catastrophe était inévitable. On voyait les chemins de fer arrêtés, les lumières électriques éteintes, la société britannique plongée dans le silence, dans l'immobilité, dans l'obs-

Digitized by Google

curité. Ce pessimisme était excessif. Les statisticiens, une fois de plus, se sont complètement trompés. Ils avaient évalué trop bas les stocks de charbon. La grève n'a point été un désastre.

Elle a cependant coûté fort cher, d'abord aux Compagnies de chemins de fer. Le chiffre des moins-values, dans les recettes est passé de 11 millions de francs par semaine, à 19 et 20 millions de francs. Les Compagnies de chemins de fer ont perdu 94 millions de francs en six semaines. A ces chiffres, nous ne pouvons pas ajouter, et pour cause, les pertes qu'ont subies les compagnies de navigation et les sociétés de pêche à vapeur. La circulation s'est arrêtée progressivement. La production s'est également ralentie. Le 24 février, 284 hauts fourneaux fumaient et flambaient. Le 30 mars il n'y en avait plus que 38. Le 24 février, 557 fabriques d'étain et d'acier étaient en pleine activité. Le 30 mars, 76 restent ouvertes. Les tissages de coton et de laine ne travaillent que quatre et six heures par jour. En mars et en avril, on enregistre une baisse de 62 millions de francs, dans les exportations de produits britanniques.

Un statisticien anglais, John Holt Schooling, a essayé d'évaluer les répercussions du conflit. Il a fixé à 400 et à 500 millions, ce qu'il a coûté aux organisations ouvrières, aux industriels. On arriverait au chiffre d'un milliard, pour six semaines de grève.

Comment s'est terminé ce conflit? Par une capitulation au profit des ouvriers. En effet, l'*act* du 29 mars 1912, sur le salaire minimum dans les mines, constitue une victoire morale pour la corporation minière. Je sais bien que le salaire minimum figurait déjà dans la législation britannique. N'existe-t-il pas dans les industries à domicile? Cependant, le fait de l'étendre à la corporation, la plus nombreuse et la mieux payée du Royaume-Uni a son importance. Cette loi de 1912 donne, pour la première fois, à l'État le droit de fixer indirectement les salaires.

En effet, que dit-elle? Si, quinze jours après le vote de la loi,

Digitized by Google

ou à n'importe quel moment, un district se trouve sans commission mixte, élue par les ouvriers et par les patrons, le ministre du Commerce désigne un arbitre, qui est considéré, au point de vue de la loi, comme substitué à la commission mixte. Si, dans un délai de trois semaines, la commission mixte, saisie d'une revendication pour fixer ou pour modifier le salaire minimum, n'arrive pas à s'entendre, c'est l'arbitre, désigné, éventuellement, par l'État, qui fixe le salaire minimum, et ce, sans appel, souverainement. J'ajoute que ce salaire minimum n'est pas déterminé, une fois pour toutes, mais qu'il peut être modifié, revisé, tous les ans.

Les mineurs ont demandé la reconnaissance d'un principe. Ils l'ont obtenue. Ils voulaient également, que les ouvriers, travaillant dans les tailles anormales et ceux touchant des salaires médiocres, fussent augmentés. Ils ont gain de cause. Déjà dans le Northumberland, dans le comté de Staffordshire, le minimum, fixé par les commissions mixtes, approche de bien près celui qu'avaient demandé les ouvriers. Leur victoire morale a donc été doublée d'une victoire matérielle.

Quelles en seront les conséquences?

L'industrie minière est dans une situation assez précaire, d'abord à cause du morcellement et de l'ancienneté des exploitations. De plus, son statut juridique est défectueux. Tandis qu'en France, l'État accorde aux Compagnies minières des concessions perpétuelles et transmissibles, qui purgent, au profit de l'exploitant, tous les droits du propriétaire de la surface, les Compagnies minières anglaises tiennent leurs concessions du propriétaire de la surface. C'est un bail conclu, pour une période qui varie de vingt-cinq à soixante-trois ans, quelquefois pour une seule année, moyennant une indemnité par tonne et le rachat du droit de passage. Lorsque le bail arrive à expiration, les bâtiments reviennent au landlord, sans indemnité. D'après le chancelier de l'Échiquier, d'après Lloyd George, sur 375 millions de francs, produit net de l'industrie minière, les propriétaires de la surface

Digitized by Google

empochent 150 millions. Il ne reste, pour les exploitants, que 225 millions, à charge de rémunérer et d'amortir le capital, soit 1f,20 par tonne. Or, le législateur a ajouté plusieurs taxes nouvelles. Une loi sur l'hygiène des mines, en 1911, impose aux industriels une dépense de 0f,14 par tonne. La loi d'assurances d'État, qui entre en application au mois de juillet 1912, coûtera 0f,07 par tonne. Et voici maintenant que le salaire minimum va augmenter la part du travail, aux dépens de la rémunération du capital.

Lorsque j'ai interrogé les représentants des Compagnies minières, un peu partout, en Angleterre, ils ont été unanimes à déclarer que, si les ouvriers obtenaient un chiffre voisin de celui qu'ils réclament, de nombreuses sociétés cesseraient de distribuer des dividendes.

Je sais bien qu'il y a un remède : accroître les prix. Cette solution n'est pas si simple. Si on relève d'une façon sensible la valeur de la houille, les charges de la production seront accrues d'autant. Le prix de revient va hausser. Or, l'industrie britannique est libre-échangiste : elle n'est protégée, ni contre la concurrence allemande, ni contre la concurrence américaine. De plus, on ne peut impunément augmenter le prix du charbon. 32 p. 100 de la houille extraite est expédiée à l'étranger. Elle figure pour 12 p. 100 dans les ventes de l'Angleterre. Le charbon anglais, qui est déjà beaucoup plus cher que le minerai américain, va, si on en augmente le prix, coûter autant que le combustible allemand : les exportations britanniques risquent d'être atteintes, dans un avenir plus ou moins prochain.

Les ouvriers mineurs ont donné un exemple que d'autres corporations entendent bien suivre. Déjà des syndicats de cheminots ont déclaré qu'ils allaient réclamer un salaire minimum. Les employés de commerce ont formulé la même revendication. Le 27 mars 1912, lorsque la loi sur les mines fut soumise à la Chambre des Lords, lord Lansdowne s'exprima comme il suit :

« Soyez assurés, messeigneurs, que la grève noire de 1912

Digitized by Google

et l'adoption de ce projet de loi marqueront une époque nouvelle, dans l'histoire du pays. »

*
* *

L'étude de la grève noire jette une certaine lumière sur cette crise révolutionnaire.

Tous les vingt ans, les mineurs vont du modérantisme au socialisme. Ces mêmes oscillations se retrouvent dans l'histoire de la classe ouvrière. Elle a été révolutionnaire en 1840. De 1868 à 1874, elle a cru à l'influence du bulletin de vote. De 1882 à 1886, elle est revenue aux grèves violentes. De 1901 à 1905, elle a, au contraire, repris confiance dans l'action parlementaire, et, à partir de 1907-1908, elle a été reconquise par l'idéal révolutionnaire.

Dans la crise du charbon, la cause vitale du conflit, fut une question économique : l'insuffisance des salaires pour les tailles anormales et la réduction des gains, provoquée par la limitation de la journée de travail. Dans la poussée révolutionnaire, la question des salaires est-elle à la base du mouvement?

Dans la grève noire, se révèle l'action d'une cause morale, d'une propagande socialiste. La retrouve-t-on dans l'agitation générale, qui se manifeste de l'autre côté du détroit?

II

Le 24 août 1911, M. Tom Mann, l'organisateur des grèves de Liverpool, déclarait à un reporter du *Daily Mail* :

La Fédération internationale des ouvriers de l'industrie des transports a son quartier général à Berlin : elle a pour président Herr Jochade. Elle a été fondée, il y a quinze ans, pour unifier tous les travailleurs de l'industrie des transports et pour établir l'uniformité des salaires, des journées et des conditions du travail. J'ai été son premier président. Elle a fait de

Digitized by Google

tels progrès, qu'elle exerce son contrôle sur trois cents différents ports. Les Allemands eux-mêmes ont 150.000 adhérents. La Fédération grandit rapidement, et apparaîtra comme la force industrielle la plus formidable du monde. Le président de la Fédération anglaise des transports est Gosling, et le secrétaire Ben Tillett.

Et, pour démontrer l'exactitude de cette révélation, le même jour, les dockers de Brême se refusaient, par esprit de solidarité, à décharger les navires anglais, qui venaient d'un des ports atteints par la grève.

Il n'est pas sans intérêt d'apprendre que la crise ouvrière, qui est venue, si à propos pour la Wilhelmstrasse, paralyser la force britannique, au milieu des négociations marocaines, a été provoquée par une Fédération internationale, dont le quartier général est à Berlin et dont le président en exercice est un Allemand. Les esprits imaginatifs et soupçonneux ne manqueront pas d'enregistrer cet aveu ingénu, et d'en conclure à une intrigue soigneusement ourdie.

Il est possible que la caisse des dockers de Londres, absolument vide à l'heure de la bataille, déclarait Ben Tillett, ait reçu de l'or d'outre-Rhin. Mais quelques centaines de marcks ne sauraient suffire, pour déchaîner un mouvement aussi général et aussi violent. Ses causes sont plus profondes et plus lointaines.

*
* *

Si l'on étudie les statistiques, dans lesquelles se résume, depuis dix ans, la vie matérielle de l'ouvrier anglais, il semble qu'une fatalité ironique se soit attachée à démontrer l'inanité des espérances radicales et des succès électoraux. Jamais gouvernement n'a concédé aux travailleurs organisés autant de chartes législatives. Les retraites sur la vieillesse ont été créées. Les caisses syndicales sont insaisissables. La réglementation du travail a été étendue. Le salaire minimum a été établi dans des industries à domicile. Les *Labour Exchanges* fonctionnent. Sir T.-P. Whitaker a pu calculer,

Digitized by Google

qu'en dix ans, les dépenses en alcool, faites par les ménages ouvriers, avaient été réduites de 45 millions de £.

Et, malgré cet effort, le déchet humain augmente. Le 1er janvier 1910, il y avait 107.000 pauvres de plus à la charge de l'assistance publique, 8.000 mendiants de plus dans les dépôts de mendicité, 21.000 aliénés de plus dans les asiles, qu'il y a dix ans. Le nombre des accidents du travail a passé de 79.000 à 117.000. Ceux, suivis de mort ont augmenté de 50 p. 100. La machine industrielle tourne de plus en plus vite. Mais malgré cette vitesse dangereuse, elle ne parvient pas à absorber les bras disponibles. En dix ans, l'effectif des émigrants a triplé ; et néanmoins, le nombre des trade-unionistes sans emploi a passé de 25 à 47 p. 1.000. Si encore la rémunération du travail avait augmenté, si le coût de la vie avait diminué.

Mais voici les chiffres que je découvre dans le *Blue Book* c. d. 5 458.

ANNÉES	SALAIRES MOYENS	PAIN	JAMBON	SUCRE
1900	100	100	100	100
1901	98,5	94,4	113,3	111,8
1902	96,9	104,4	111,8	100
1903	96,2	109	104,4	104,2
1904	95,5	108,1	108,9	110,1
1905	95,9	109	110,8	130,9
1906	97,6	104,3	121,1	110,4
1907	101,7	104,6	120,1	117
1908	100,9	112,8	113,3	115,6
1909	99,4	119,9	126,2	108,3
1910	99,7	114,8	138,9	124,3

Alors que les trois denrées, qui constituent le fond des repas de l'ouvrier anglais, augmentent de 14, 24 et 38 p. 100, les salaires moyens reculent plus qu'ils ne progressent. Et cependant de 1900 à 1910 la valeur totale des transactions commerciales a augmenté de 232, les revenus bruts soumis à *l'income tax* ont grandi de 101 millions de £ [1], *de* 5.800 *et* 4.525 *millions de francs.*

1. Chiffres pour les années financières 1898-99 et 1906-07 : 763 et 944 millions de £.

Digitized by Google

Certes, la rémunération du travail n'est pas restée stationnaire dans toutes les industries. Hier encore, M. G. R. Askwith, le célèbre enquêteur du *Board of Trade*, nous apprenait que, dans la période 1886-1906, les salaires des ouvriers de la métallurgie ont augmenté de 21 p. 100. Il est certain que les ajusteurs-mécaniciens, les tisseurs, ouvriers spécialisés, attachés, de père en fils, à des industries centenaires, enrégimentés, depuis un siècle, dans des syndicats riches et puissants, ont su arracher au capital une part légitime, dans l'accroissement des bénéfices. Mais tel n'a point été le cas de la catégorie de salariés, sans spécialité déterminée ni éducation professionnelle, qui, occupés par l'industrie la plus sujette aux fluctuations, celle des transports, fournissent déjà au chômage et au paupérisme son plus fort contingent. Je n'ai pu me procurer le salaire moyen des dockers et des charretiers. L'*Economist* ne m'a renseigné que sur les cheminots et les marins, l'aristocratie de cette plèbe.

ANNÉES	CHEMINOTS Par semaine.	MARINS (STEAMERS) Par mois.	CHAUFFEURS ET SOUTIERS Par mois.
—	—	—	—
1900 . .	25 s. 0 3/4 d.	82 s. 5 d.	87 s. 1 d.
1901 . .	25 s. 0 1/4 d.	82 s. 6 d.	87 s. 2 d.
1902 . .	24 s. 11 1/4 d.	81 s. 2 d.	86 s. 10 d.
1903 . .	24 s. 10 1/2 d.	80 s. 1 d.	85 s. 6 d.
1904 . .	25 s. 0 1/2 d.	80 s. 6 d.	85 s. 2 d.
1905 . .	25 s. 3 1/2 d.	80 s. 5 d.	85 s. 1 d.
1906 . .	25 s. 5 1/4 d.	80 s. 7 d.	85 s. 4 d.
1907 . .	25 s. 10 d.	82 s. 3 d.	86 s. 7 d.
1908 . .	25 s.	82 s. 7 d.	88 s. 2 d.
1909 . .	25 s. 4 1/2 d.	80 s. 8 d.	86 s. 8 d.

Alors que les ajusteurs-mécaniciens, les tisseurs voient leurs salaires varier, avec la valeur des produits de leur travail, les cheminots et les marins, l'élite des ouvriers de l'industrie des transports, ne parviennent même pas à obtenir une augmentation de traitements, qui corresponde à l'accroissement du coût de la vie. La plèbe, les dockers et les charretiers, les arrimeurs et les charbonniers, n'ont pas été plus

Digitized by Google

favorisés que cette aristocratie. Et cependant cette masse flottante de manœuvres grossit d'année en année :

	1881	1891	1901
Charretiers et voituriers.	121.860	164.698	264.999
Bateliers et gabarriers .	29.108	30.016	29.344
Dockers	42.379	63.402	99 737
Charbonniers.	13.376	17.998	25.782
Total	206.723	276.114	419.862

La hausse des denrées alimentaires pèse d'autant plus lourdement sur cette corporation croissante, recrutée parmi les fuyards des champs et les déserteurs de l'atelier, qu'elle ne peut compter ni sur les gains fixes, ni sur un travail régulier. Ne paie-t-elle pas tous les frais des oscillations du baromètre commercial ?

La stagnation des salaires dans l'industrie grandissante des transports, — stagnation aggravée par le renchérissement de la vie, — constitue la cause principale de la fièvre gréviste. Mais elle n'eût point été aussi générale et aussi sanglante sans l'action d'autres facteurs.

*
* *

Certes, il existe dans l'Angleterre contemporaine des causes permanentes des troubles ouvriers. Cette société encadrée et hiérarchisée voit grossir, dans les villes géantes, le déchet humain, la tourbe des hors-castes, des dégénérés, des affamés.

Quelques jours après les sanglants conflits de Liverpool, un officier écrivait au *Daily Mail* :

Nous, la garnison envoyée dans la Cité, venons, pendant près d'une quinzaine, de combattre, d'essayer de refouler une lie, telle que Paris n'en a jamais vue dans ses plus mauvaises journées. Ce ne sont pas des grévistes : ces gens n'ont ni occupation ni métier. Ce sont de simples *hooligans*, qui pillèrent, assassinèrent, brûlèrent ou s'insurgèrent sans la moindre provocation.

Digitized by Google

Et dans des dépêches, dont M. Winston Churchill a donné communication aux Communes, le chef de la police de Liverpool a reconnu l'existence, « dans le voisinage du quartier irlandais, de voyous (*roughs*), toujours prêts à saisir une occasion d'attaquer la police ».

Les reporters se sont aussitôt mis en campagne. Et deux journaux d'opinions différentes, le *Daily Mail* et le *Manchester Guardian*, ont publié des enquêtes absolument concordantes, qui sont venues préciser mes souvenirs personnels.

Sans être aussi effroyable que cette rue de Glasgow, où je vis l'eau boueuse de la pluie se déverser dans des taudis en sous-sol, où grouillait une population, qui n'avait rien d'humain, le quartier qui environne Scotland Road, Gerard Street et Great Hower Street laisse au passant une douloureuse impression. Sans doute, les rues n'ont rien qui les distingue d'un faubourg anglais : des cubes de briques sales, percés des mêmes ouvertures, hérissés des mêmes cheminées, s'alignent en deux files parallèles. La chaussée est moins propre. Les trottoirs sont plus défoncés. Aux fenêtres ne pendent pas des rideaux blancs. La boue macule les seuils. Des couloirs se dégage une odeur fétide. Mais le décor n'a rien de caractéristique. Seuls, les habitants distinguent ce quartier d'un autre. Ici des gamins, pieds nus, têtes nues, poursuivent d'injures obscènes une vieille qui titube. Des femmes, sales, dépénaillées, en loques, assises sur le trottoir, les pieds dans le ruisseau, les encouragent de la parole et du geste. Là, dans un coin, des hommes, sordidement vêtus, la casquette sur les yeux, les mains dans les poches, dévisagent avec malveillance le passant indiscret. D'une voix rauque, ils parlent un jargon incompréhensible, où sifflent les « t's » et les « d's ». Petits, la poitrine étroite, ils ont une apparence débile. Ils savent jouer des pieds et lancer des pierres, mais le corps-à-corps leur répugne. Cette populace vit dans la saleté, dans la boue, dans la misère, incapable de tout effort prolongé, à l'affût d'un morceau de pain.

Les enfants vont vendre des allumettes et du papier, au

Digitized by Google

coin des rues achalandées. Les femmes restent adossées au mur et offrent avec lassitude des citrons ou des oignons. Le dimanche, elles parcourent les quartiers ouvriers, avec des paniers remplis de fleurs ou de moules. L'homme tâche de ne rien faire. Quand le labeur de la femme et des enfants ne suffit point à remplir son estomac, il se met en quête d'un gagne-pain, il traîne la charrette d'un marchand ambulant, il porte des paquets. A l'occasion, il va se faire embaucher aux docks. Mais une journée de ce rude labeur suffit pour l'épuiser. Il préfère exploiter, de mille manières, la générosité des marins, fraîchement débarqués, les poches pleines de pièces sonnantes.

Cette plèbe de Liverpool est particulièrement nombreuse, grâce à l'infiltration de la misère irlandaise et à une mauvaise organisation des docks. Sir John Brunner l'affirme dans une lettre saisissante. Mais la même lie se retrouve dans toutes les villes anglaises, dans ces gigantesques cités industrielles ou maritimes, qui ont l'étendue et la population de toute une province. Le *hooligan* constitue une plaie sociale, nullement localisée.

Le *hooligan* n'est point un *apache*. *L'apache* est un paresseux et un débauché. Le *hooligan* est un impuissant et un dégénéré. L'habitant « de la Courtine » est un cabotin du crime. Le client de Gerard Street est un déchet de la vie. L'homme « des fortifs » s'enorgueillit de sa force physique et terrorise le passant isolé. Le *hooligan* n'a rien du lutteur, ni la taille, ni la poitrine, ni les biceps. L'*apache* connaît tous les avantages du célibat. Son collègue d'outre-Manche se reproduit avec une fécondité, qui désespère les sociologues. Le souteneur exploite les prostituées. Le *hooligan* exploite une famille. L'apache a toujours du bagout et parfois de l'esprit. Le *hooligan* n'est qu'une loque humaine.

Cette lèpre sociale s'étend. Elle devient un péril. Rien ne mord sur elle. La répression est impuissante, quand il n'y a pas de délit. L'émigration est inefficace, puisqu'il s'agit d'un déchet, impossible à transplanter dans des terres

Digitized by Google

neuves. Certains sociologues, des femmes connues voudraient que la loi empêchât, d'une manière définitive, la reproduction des dégénérés. Cette solution héroïque n'est pas encore unanimement approuvée. Elle est trop hardie pour ne pas surprendre et inquiéter. Et, en attendant, le danger grandit. Les désordres, qui ont ensanglanté bien des villes anglaises, ont révélé l'étendue du péril.

Le *hooligan* est le résultat de la concentration urbaine, de la sélection aristocratique, qui caractérisent la société britannique. Les usines ne peuvent absorber tous leurs déchets : elles vomissent des fumées, elles entassent des cendres. La vie industrielle produit aussi des scories humaines. Elles sont plus nombreuses en Angleterre, parce que la concurrence y est plus âpre, les crises économiques plus fréquentes, les classifications professionnelles plus rigoureuses. Tous ceux qui ont échoué dans leurs tâches, qui furent les victimes d'un chômage prolongé, qui n'appartiennent plus à un groupe encadré, peuvent devenir des *hooligans*, lorsque la misère et le climat auront ruiné leurs forces physiques et morales.

Dans une société, où toutes les professions et, dans chaque profession, toutes les spécialités sont hiérarchisées, il existe un déchet humain, la lie des hors castes. Aristocratie et plèbe sont deux termes inséparables, deux forces concordantes. Elles jouent, de l'autre côté du détroit, avec une intensité particulière. L'évolution industrielle, la concentration urbaine ont décuplé l'action de ces facteurs sociaux. Et si l'Angleterre ne risquait pas de devenir la terre de l'*hooligan*, elle ne serait pas restée la patrie du *gentleman*.

Cette lèpre, résultat d'une vie sociale trop aristocratique et d'une activité industrielle trop concentrée, grandit, s'étend. L'émigration ne décongestionne pas cette plaie. Un afflux quotidien entretient la purulence. Dès que l'atmosphère se charge, la lie se met à bouillonner.

Or l'atmosphère est plus orageuse qu'autrefois. Les générations nouvelles d'ouvriers ne ressemblent pas à celles de jadis.

Digitized by Google

*
* *

Le 11 octobre 1910, la *Westminster Gazette* signalait déjà, dans un remarquable article, l'avènement, dans les classes ouvrières, d'une nouvelle génération et d'un nouvel esprit.

Les jeunes ouvriers, ceux du moins qui constituent l'élite de leurs contemporains, sont profondément irrités contre les conditions de vie, que leur lot les appelle à subir. Ils ne veulent point vivre dans le milieu, qui parut assez bon à leurs pères. La saleté et la laideur, qui les entourent, leur inspirent un profond malaise, et cependant ils se rendent mal compte de ce qu'ils éprouvent. Au plus profond de leur âme est enraciné un esprit de révolte contre la vie, telle qu'elle leur est apparue.

Quelles sont les origines de cette aspiration passionnée vers une civilisation meilleure, qui contraste avec la résignation des générations précédentes ? Les associations professionnelles sont plus riches. Les lois sociales sont plus nombreuses. Les journées de travail sont moins longues. L'hygiène des villes a progressé. Les moyens de locomotion ont été améliorés. Mais la paix des esprits est moins profonde. Pourquoi ?

Il y a certainement quelque chose de changé outre-Manche. Tel est le sentiment qu'exprimait, le 25 août 1911, dans son journal le *Clarion*, un des vétérans de la presse socialiste, l'ex sous-officier Robert Blatchford. « Je commence à sentir, d'une manière incertaine et obscure, que je ne comprends plus le peuple anglais : il n'est pas celui que j'ai connu. Il est nouveau et étrange. La masse change. Dans les dix dernières années la transformation a été radicale. » Et le journaliste raconte l'impression, que lui causa, après une retraite prolongée, une promenade dans les rues de Londres. Il regarde. Il observe tout en souriant. Mais peu à peu, au fur et à mesure que les visages d'hommes et de femmes se suc-

Digitized by Google

cèdent devant ses yeux, Robert Blatchford cesse de railler : il a compris.

A quoi sert de dire à la femme moderne, que son domaine est le foyer, son lot, la maternité, qu'elle doit s'habiller pour plaire à sa grand'mère et vivre pour être agréable à Luther ou à Moïse ? Elle entend vivre et s'habiller pour elle-même. Elle comprend que Moïse et sa grand'mère sont morts. Elle choisira son propre terrain d'action. Pour le premier Ministre, le Lord Chief Justice, pour l'Archevêque et pour les artilleurs, elle n'a que du mépris. Elle marche dans les rues, avec les épaules en arrière et la tête droite. Elle est propre, elle est froide, elle est capable. Elle sait. Elle est à l'éveil. Elle est bien en vie.

Le collaborateur anonyme de la *Westminster Gazette* est convaincu, que le développement de l'instruction joue un rôle capital dans cette évolution intellectuelle.

Si on avait continué, pendant un demi-siècle, à prêcher l'hygiène, l'amélioration du logement, les bienfaits des espaces libres et de l'air pur, les joies des champs et des jardins ; si l'enseignement obligatoire avait pu fonctionner, depuis quarante ans, sans que pour cela hommes et femmes fussent moins satisfaits de l'ancien ordre de choses, il y aurait eu lieu de se désespérer. L'instruction n'a pas échoué, bien qu'elle ait été lente à porter ses fruits. Le jeune ouvrier ne veut pas accepter l'ambiance d'autrefois. Il ne veut pas introduire sa jeune femme dans les laideurs passées, ni voir ses enfants grandir dans un milieu, qu'il a appris à prendre en dégoût.

Il y a quelque temps, le propriétaire de maisons ouvrières, dans les environs de Newcastle, se refusait à établir dans ses immeubles des cabinets perfectionnés. Les gens ne sauraient pas s'en servir. Voilà le genre d'habitations, dont la nouvelle génération ne veut plus.

L'instruction a modifié les pensées et la conduite de l'ouvrier, lui a donné de l'imagination et un idéal. Il est plus propre dans ses habitudes et dans sa vie familière. Il boit beaucoup moins. Il s'intéresse à infiniment plus de choses.

Pendant des années, le foot-ball a constitué un précieux

Digitized by Google

sédatif. En assistant aux péripéties d'un match de rugby, le travailleur oubliait les laideurs du logis. Et voici que la jeunesse qui vient se passionne moins pour les luttes sportives. En revanche, elle lit beaucoup plus le journal. Elle sait suivre les fluctuations des cours et analyser le bilan d'une usine.

Les polémiques fiscales ont contribué à faire l'éducation économique des salariés. Ils ont cherché à voir clair dans un déluge de statistiques. Les libre-échangistes leur ont démontré, chiffres en main, que le commerce avait progressé à pas de géants, que le capital avait grandi par bonds énormes. Ainsi éclairés sur la prospérité de la nation et sur les ressources de la ploutocratie, ils ont été plus disposés à écouter les orateurs socialistes, qui, imitant la méthode de l'armée du salut, pérorent tous les dimanches soirs au coin des rues. Le journal a achevé l'œuvre d'émancipation commencée par l'école. La lassitude résignée des aînés est inconnue des générations nouvelles.

La transformation sociale, que révèle l'émancipation économique, morale, politique de la femme, n'est pas limitée à un sexe. Qu'on n'aille pas croire que les ouvriers se soient mis en grève, simplement « pour un travail plus court et des salaires plus élevés ».

Ils luttent pour la liberté, pour une vie humaine plus haute, plus propre et plus saine. Les fortifications de l'ancien ordre de choses ne suffiront pas : la pensée nouvelle a tourné leur flanc. Parler de discipline, de moralité, de main de fer, de loi d'airain est aussi fou, que de menacer l'enfant moderne du croquemitaine : ils n'y croient plus.

Les ouvriers et les femmes, conclut R. Blatchford, ont commencé à prendre conscience de leurs forces. Elle se précisera avec les années. « Aujourd'hui, l'appel à la force est presque futile ; bientôt il sera dangereux. »

Ces causes, toutes d'ordre intellectuel, suffisent-elles, pour expliquer le réveil, dans les faubourgs anglais, d'un idéalisme révolutionnaire, qui semblait à jamais vaincu ? Nous ne

Digitized by Google

le croyons pas. Il nous paraît que le rédacteur de la *Westminster Gazette* oublie un facteur capital. Cent années de vie urbaine et d'activité industrielle ont modifié les caractères physiologiques de la race anglaise. Les statistiques, qui démontrent le recul progressif de la mortalité, ne sauraient masquer cette transformation physique. Elle éclate aux yeux de l'observateur le plus superficiel. L'étranger cherche en vain les géants blonds, dont Taine a tracé un portrait célèbre. Il ne les retrouve que dans les rangs de l'armée, sous les cloîtres d'Oxford et sur les terrasses d'un château. Dans les faubourgs, les tailles sont petites, les poitrines étroites, les traits tirés. Les visages trahissent un nervosisme qu'ignore le gentleman. La tuberculose gagne du terrain et frappe à coups redoublés, jusque dans les rangs des *labour members*. Pourquoi n'admettrait-on pas que les générations nouvelles, moins vigoureuses que les anciennes, supportent plus difficilement les malaises de la concentration urbaine ? Pourquoi ces souffrances physiques n'exerceraient-elles pas une répercussion sur l'attitude des jeunes hommes, en face des problèmes sociaux ?

Cet avènement d'une couche d'ouvriers, différente de celle d'autrefois, plus instruits et plus nerveux, plus sobres et moins résignés, lecteurs assidus du journal et moins prêts à l'action parlementaire, est un fait indéniable. Il n'existe pas seulement dans l'imagination des sociologues. Il s'est révélé par des manifestations précises.

Le grand romancier H.-G Wells, dans un article publié par le *Daily Mail*, le 10 octobre 1910, se plaignait de ce qu'on n'ait pas saisi la véritable cause de l'agitation sociale.

Une tâche, qui n'est éclairée ni par le sentiment d'un haut idéal, ni par l'espoir d'un but intrinsèque, qui sera atteint par sa réalisation, ni par la conscience d'une fierté, d'une liberté, d'une initiative personnelle, — une tâche monotone, faite sous une direction donnée, répugne à la masse des êtres humains et continuera de leur répugner, jusqu'à ce qu'il y ait un profond changement dans la nature humaine. Un labeur ordinaire ennuie les gens, et dans l'état moderne industriel, la majeure partie des travaux répond à cette définition. La véritable cause

Digitized by Google

de l'agitation ouvrière ne réside pas dans le fait, que le salarié gagne soixante centimes de moins qu'il ne devrait, ou que son atelier n'est pas convenablement inspecté..... mais dans le fait que l'ouvrier a son travail en horreur.

Ce n'est pas tant le labeur, mais l'usine, la cité, qui inspirent à la génération nouvelle d'ouvriers anglais une invincible répulsion. Cet ennui, cette lassitude, cette irritation se traduisent de bien des manières différentes.

*
* *

L'un des faits les plus curieux de l'Angleterre est la coexistence d'une expansion commerciale, avec une émigration croissante. Elle ne se recrute ni dans la lie des *hooligans*, ni dans la plèbe du paupérisme. C'est une élite qui s'en va. Les dégénérés restent. Un collaborateur de la *Westminster Gazette*, dans un article que nous avons cité, affirme, qu'aux environs de Newcastle, ces émigrants constituent une aristocratie de jeunes hommes et de jeunes femmes laborieux, vaillants et solides. Les organisateurs de la propagande antialcoolique, les professeurs volontaires des écoles du dimanche donnent l'exemple. On nous cite une famille d'ajusteurs-mécaniciens qui, pendant trois générations, avait travaillé dans les chantiers de constructions navales. Ils étaient aussi appréciés par les ingénieurs de l'atelier que par les pasteurs de la chapelle wesleyenne. Tous les fils sont partis. Ils se sont placés soit dans les fermes, soit dans les gares de l'Ouest canadien. Nul n'a songé à rester ouvrier d'usine. Cette jeunesse est excédée du labeur industriel et de la vie urbaine.

Chez ceux qui restent, cette irritation se trahit dans leurs rapports avec leurs patrons. Un industriel de Manchester déclarait, le 20 septembre 1910, à un reporter du *Daily Mail* :

Tout le fond de la question est ceci : l'ouvrier n'est plus ce qu'il était. Les salariés ne mettent plus l'énergie et la bonne volonté qu'ils mettaient dans leur travail. Ils n'essaient même

Digitized by Google

pas de nous donner autant qu'ils peuvent, en échange des salaires qu'ils reçoivent. Ils semblent, au contraire, essayer de nous donner le moins qu'ils peuvent. Les ouvriers sont extraordinairement susceptibles. Toujours prêts à prendre les choses de travers, ils s'envolent comme des moineaux pour un oui ou pour un non.

Et le patron raconte que, par un beau matin ensoleillé, une de ses ouvrières s'écria : « La journée est radieuse, prenons congé. » Ainsi dit, ainsi fait. Après une mise à pied d'un mois, l'industriel reprit les ouvrières et les interrogea : elles n'avaient aucun grief précis à formuler.

M. Hubert Bland signale le même état d'esprit, parmi les ajusteurs-mécaniciens de Newcastle.

L'ouvrier n'est plus ce qu'il était : il est davantage prêt à défendre ce qu'il croit être ses droits. Il en parle plus qu'autrefois. Il est moins docile, moins soumis et surtout moins silencieux. Les choses en sont arrivées au point, qu'il proteste souvent, non seulement contre ce que son patron lui dit, mais encore contre le ton sur lequel, et les termes dans lesquels l'industriel lui fait des observations.

Rien n'est plus nouveau que cette fierté susceptible, que ces irritations impatientes. Ces dépositions, dont on ne saurait contester la sincérité, jettent une lumière précieuse sur l'évolution psychologique de l'Angleterre contemporaine. Les Iles Britanniques cesseraient-elles d'être la terre des résignations plébéiennes ?

*
* *

Un auditoire, recruté dans les jeunes générations, n'écoute pas avec une oreille également bienveillante tous les discours.

Ceux-là seuls savent capter son attention, qui flattent son idéalisme révolutionnaire. Les leaders du mouvement gréviste se recrutent, soit parmi la minorité révolutionnaire, qui n'a cessé de protester contre le modérantisme des parlementaires, soit parmi les survivants de la crise socialiste de 1885-86.

Digitized by Google

Victor Grayson et Lansbury appartiennent au premier de ces deux groupes, Will Thorne, Tom Mann, Ben Tillett font partie du second.

On retrouve, dans les discours et dans les écrits de ces agitateurs, des formules qu'ont mises à la mode les syndicalistes français de la C. G. T.

Tom Mann leur emprunte la *grève de solidarité :* « Nombre d'entre nous pensent, écrit-il dans le *Daily Mail*, que même l'action parlementaire a été inefficace », et il préconise ce qu'il appelle : *Industrial solidarity*. C'est-à-dire « la reconnaissance par l'ouvrier du fait, que chaque section, dans une industrie déterminée, dépend de toutes les autres, et que les progrès de l'industrialisme moderne en ont fait une nécessité absolue ». Aux petits syndicats groupés par spécialités, il faut substituer les larges fédérations professionnelles, qui, seules, peuvent lutter contre les associations patronales, reliées elles-mêmes par des chaînes étroites.

Ben Tillett, l'auteur d'une brochure intitulée : *Le parti ouvrier parlementaire est-il un échec ?*, reprend pour son compte, en l'atténuant légèrement, la formule française de l'*action directe*. Dans le *Clarion* du 18 août 1911, après avoir raconté l'histoire de la grève des dockers et raillé la presse capitaliste, qui vint avec platitude demander aux syndicats l'autorisation de se ravitailler en papier, il écrit :

Les transports furent engorgés. La circulation vivante du commerce fut obstruée. Les rois du capital, réduits à l'impuissance, se mirent à divaguer et à radoter, à parler de soldats et de prisons, de galères et de fusils. C'était l'*action directe* avec la vengeance en plus. Seule la famine chez les pauvres rendit l'entente possible. Quelle leçon en économie politique ! Sa signification devrait être rendue bien claire. Les patrons, pour la première fois, firent des avances à leurs hommes, sans être sollicités. Etrange, mais vrai. La crainte de la démocratie était, dans leur cœur, une crainte plus grande que celle de Dieu.

Victor Grayson, dans le *Clarion* du 1er septembre 1911,

Digitized by Google

se rapproche davantage encore des syndicalistes français. Les grèves partielles n'ont pas réussi. L'action parlementaire « a échoué encore davantage. Nous avons essayé une grève concertée ; et, bien que nous n'ayons pas rallié un dixième de nos bataillons, nous avons planté la terreur de Dieu dans les cœurs de nos maîtres puissants. La grève est donc ce qu'il nous faut. On nous a volé toutes nos autres armes... Nos maîtres ont peur, et avec raison, d'une grève générale et nous, socialistes, ferons bien d'accroître cette appréhension. Ils pensent que l'armée et la marine sont avec eux. Pauvres fous ! Quand l'heure viendra, ils réaliseront soudainement toute leur erreur ». Nous devrions « écrire à tous nos amis, marins ou soldats, pour leur demander de ne pas tirer sur leurs camarades civils, qui ont recours au seul moyen qui leur reste, pour obtenir ce qui est simplement nécessaire à la vie ».

Après la grève de solidarité et d'action directe, la grève générale et le « Sou du Soldat » ! Quant au sabotage, il a fleuri sur une vaste échelle : cheminots, dockers et marins ont « saboté » sans scrupules. Il existe désormais un syndicalisme d'outre-Manche. On pouvait espérer que l'Entente cordiale porterait d'autres fruits.

L'atmosphère politique est surchargée d'électricité. Certes, ni Lloyd George, malgré les sanglants sarcasmes contre « les Ducs », que contenait son discours de Lime-House, ni tel député conservateur, invitant les orangistes à résister, le fusil à la main, au *Home Rule*, ne sauraient être rendus directement responsables des grèves révolutionnaires, qui paralysèrent de nombreuses industries. Néanmoins, le secrétaire du *Labour Party*, J. Ramsay-Macdonald, est d'accord avec le *Daily Mail* du 14 août 1914.

Je me permets de penser, a-t-il dit, le 16, devant les Communes, que si on s'était servi, dans les questions politiques, d'un langage plus réservé, on aurait eu moins d'ennuis (*sic*) dans les conflits industriels Les gens doivent comprendre que, s'ils jouent avec le feu, dans un sens donné, il est probable que les étincelles allumeront un incendie dans d'autres directions.

Digitized by Google

Depuis de longues années, on n'entend parler que *d'attentats à la constitution*, de *victoires révolutionnaires*, de *poussées sociales*. On *culbute la Pairie*. On *décapite les Ducs*. Et, tandis que les avocats des Pairs et des Communes péroraient, les ouvriers écoutaient. Ils méditaient, songeurs, sur le sens des épithètes et la valeur des formules...

III

Ils n'ont pas médité longtemps : ils ont agi. Certes leur effort révolutionnaire ne sera que passager. L'activité du marché du travail, la hausse des salaires, qui s'accentuent dans le second semestre 1912, mettront un terme à la floraison des grèves. Mais les répercussions politiques de cette crise sanglante seront plus durables.

Le *Labour Party*, pour résister à la concurrence du *British Socialist Party*, fondé par les intransigeants du marxisme et les transfuges du modérantisme, accentuera son caractère socialiste et son indépendance électorale. L'indemnité parlementaire et la réforme électorale accroîtront, en les facilitant, ses ambitions. Les candidatures ouvrières vont foisonner. Et le parti radical devra rivaliser d'audaces législatives, pour conserver sa clientèle ouvrière. Dans les circonscriptions, il aura à compter sur des désertions possibles et des surenchères certaines. A Westminster, ses forces ne suffiront plus, pour lui assurer la majorité. Il faudra solliciter des concours et acheter des protections. Le *Labour Party*, avec ses cent voix, sera le maître de la Chambre. Il décidera du sort des cabinets radicaux ou tories. Il héritera des pouvoirs, dont a joui, pendant près d'un demi-siècle, le groupe irlandais. Il saura s'en servir, avec autant d'habileté et de succès.

L'hégémonie à laquelle pouvait prétendre le parti radical, lorsqu'il comptait dans ses rangs les *Liberal Labour Members*, les représentants des cheminots et des mineurs, a vécu. Il ne constitue plus qu'une section, la fraction la plus

Digitized by Google

importante du bloc démocratique. Il est atteint dans son indépendance doctrinale et dans sa dignité politique. Il est réduit matériellement et moralement. Il devra désormais faire une place, dans son programme, aux idées socialistes et dans ses ministères, aux députés ouvriers. Lentement, progressivement, menacés dans leurs intérêts par ces innovations et par ces contacts, des gentilshommes whigs, des industriels libre-échangistes, des boutiquiers puritains quitteront une armée, où lord Rosebery, R. Cobden, Gladstone se seraient sentis isolés et incompris. Le radicalisme connaîtra, à son tour, les désertions et les défaites.

Digitized by Google

CHAPITRE XIII

LA PANIQUE NAVALE DE 1912 ET LE RESSERREMENT DES LIENS IMPÉRIAUX

La panique de 1912 et le fédéralisme militaire. La rivalité anglo-allemande et la faillite de la doctrine libérale.

§ I.

1. La panique de mars 1909. Effort de l'Amirauté britannique. Ses résultats, fin avril 1911.
2. Incidents qui posent le problème de la Méditerranée. Son importance. Bruit d'accords. 10 juillet. Discours de sir Edward Grey.
3. Le débat des 22, 23, 24, et 25 juillet. Les discours conservateurs. Les discours radicaux. Leurs caractères. Impressions d'un témoin.

§ II.

1. Les progrès de la marine allemande. Quelques chiffres. L'effort de 1912. Ses caractères, sa portée. La riposte anglaise : ses caractères, sa portée.
2. Sacrifices plus grands, que doit faire l'Angleterre pour un effort égal. Les progrès de l'émigration. Son péril. Nécessité d'une coopération coloniale.
3. L'effort des colonies après la panique de 1909. Leur effort après la panique de 1912. Promesses fermes et espoirs vagues. L'offre du Canada. Ses conditions. Le *Comité de la défense impériale*. Angoisses de la presse radicale.

La rivalité maritime anglo-allemande a exercé, et exercera une action aussi profonde, que la crise révolutionnaire de l'ouvrier britannique, sur l'évolution doctrinale et sur les succès électoraux du parti radical. Dès aujourd'hui, il a dû renoncer aux dogmes des économies militaires et du « splendide isolement ». Le nouvel effort, imposé aux contribuables allemands, en 1912, par la Wilhelmstrasse, oblige le Cabinet

Digitized by Google

démocratique à solliciter la collaboration des colonies. Elles la feront payer, au prix de la réalisation progressive d'une fédération militaire, dont le *Comité de la Défense impériale* sera le principal rouage. Le libéralisme, attaché aux causes de la décentralisation coloniale et de la suprématie parlementaire, fera les frais de ces nouveaux sacrifices, imposés par la menace allemande.

I

La rivalité anglo-allemande a été fertile en péripéties. En mars 1909, l'opinion britannique était affolée, à la pensée qu'elle ne pourrait opposer, en avril 1911, que 12 *Dreadnought* à 13 de ces mastodontes, battant pavillon d'outre-Rhin. Or, à cette date, neuf seulement sont en service. Quel a été l'effort fourni par l'Amirauté britannique?

Pour essayer de répondre, consultons les statistiques dressées par sir William H. White. L'ancien directeur des constructions navales n'est ni un politicien, ni un pessimiste. Son impartialité et son jugement restent au-dessus de tout soupçon.

A la date d'août 1911, *si l'on ne tient compte que des cuirassés et des croiseurs cuirassés en service*, la prédominance des escadres britanniques est écrasante. Elles comptent 46 navires, 684.000 tonnes, 916.000 chevaux-vapeur et 194 canons géants de plus que leurs rivales allemandes. Même, si l'on fait entrer en ligne de compte l'appoint de l'Italie et de l'Autriche, l'avance de la Grande-Bretagne est considérable: 12 navires, 364.000 tonnes, 355.000 chevaux, 74 grosses pièces. Le patriotisme britannique a fait, à temps, les dépenses nécessaires. John Bull s'est garanti contre toute surprise. Il a maintenu sa supériorité. Il l'a même légèrement accrue.

Pour le démontrer, il convient d'ajouter, aux effectifs actuels de cuirassés et de croiseurs cuirassés, les vaisseaux dont la construction *a été commencée avant le 1er mai* 1911.

Digitized by Google

D'autre part, il importe de rayer les unités qui, d'ici à un avenir prochain, par exemple avant le 1er mai 1915, seront atteintes par la limite d'âge. Elle frappe plus lourdement sur les escadres britanniques que sur la flotte battant neuf de Guillaume II. De mai 1911 à mai 1915, le Royaume-Uni devra reléguer, dans la catégorie des ferrailles bonnes à vendre, 9 cuirassés, 136.000 tonnes, 94.000 chevaux-vapeur, 36 grosses pièces et 108 canons moyens. L'Empire allemand ne perdra que 2 navires, 19.000 tonnes, 18.000 chevaux-vapeur et 12 canons géants. *Malgré ces réductions douloureusement inégales*, si l'on tient compte des navires en construction avant le 1er mai 1911, — *mais de ceux-là seulement*, — l'avance de la Grande-Bretagne reste intacte. Elle a sur l'Allemagne une supériorité de 46 cuirassés, de 807.000 tonnes, de 1.140.000 chevaux-vapeur et 220 grosses pièces. Malgré l'appoint des *Dreadnought* italiens et autrichiens, les forces de la Triplice, comparées à celles de la seule Angleterre, conservent la même infériorité. Les trois monarchies européennes comptent 12 cuirassés, 272.000 tonnes, 465.000 chevaux-vapeur, 17 grosses pièces, de moins que John Bull. Le trident des mers n'est point à la veille de lui échapper.

Mais voici qu'un nouvel effort allemand ébranle cette certitude, froisse cet orgueil, compromet ces résultats.

*
* *

Quand, au mois de mars, l'Amirauté décida de rappeler, de Malte à Gibraltar, les dernières unités cantonnées dans la Méditerranée, l'opinion britannique fut péniblement impressionnée. L'émotion s'accrut encore lorsque, le 10 juin, le bruit courut, qu'à la suite de la conférence tenue à Malte entre MM. Asquith et Winston Churchill, d'une part, lord Kitchener, le général sir Ian Hamilton et l'amiral sir E. Poe, de l'autre, il avait été décidé de s'en remettre à la France, du soin de défendre les intérêts britanniques dans la mer latine. Le *Daily Mail* proteste. Le 17 juin, lord Charles Beresford, le glorieux vétéran,

Digitized by Google

écrit une lettre claironnante. Le 2 juillet, les Lords interpellent. Au nom du Cabinet, lord Crewe se borne à constater, avec un septicisme serein, la fin de l'hégémonie navale, dont s'enorgueillissait l'Angleterre et la nécessité de ces ententes continentales, auxquelles elle était, jusqu'ici, réfractaire.

C'était plutôt une confirmation qu'un démenti.

Pour cet Empire, qui couvre un quart de la superficie du globe et compte 420 millions d'habitants, la Méditerranée constitue le lien nécessaire entre ses domaines épars. C'est la voie impériale. Elle rattache l'Orient à l'Occident. Elle assure la communication entre les Iles Britanniques et les terres extrême-orientales. Des postes militaires, — Gibraltar, Malte, Chypre, Alexandrie, — la jalonnent. Depuis cent ans, la grandeur anglaise est basée sur son hégémonie navale dans la mer latine. Et c'est pendant ce siècle, que la Grande-Bretagne a fondé son Empire, élevé les colonies de peuplement à la dignité de nations autonomes, triplé l'étendue des terres d'exploitation, annexé la moitié de l'Afrique.

Cette voie de l'Empire est celle, que suivent les convois de ravitaillement : sans eux, 40 millions d'Anglais mourraient de faim. Sur 182 millions de *quarters* de céréales, importées outre-Manche, 89 passent par la Méditerranée, 64 viennent de Roumanie et de Russie, 25 des Indes. Gibraltar est le guichet, qui surveille le transit de la moitié du blé nécessaire au Royaume-Uni. Mais Gibraltar ne suffit pas pour assurer la sécurité de la route. La forteresse est plus près de Rosyth, en Ecosse (1.770 milles), que d'Alexandrie (1.784 milles). C'est à Malte, que doivent cantonner les patrouilles de cuirassés, qui gardent la voie de l'Empire et la route du blé.

Et, tandis que le *Daily News*, dans son numéro du 3 juillet, essaye gravement de détruire cette argumentation irréfutable, des rumeurs diplomatiques viennent encore accroître la complexité du problème méditerranéen.

Le 8 juillet, le *Daily Graphic* annonce qu'un accord a été conclu, entre la France, l'Italie et l'Angleterre, pour garantir, éventuellement, le *statu quo* dans la mer latine. Et immédia-

Digitized by Google

tement, la *Vossische Zeitung*, la *Post*, et la *Zeit* crient à la trahison italienne, tandis que la *Pall Mall Gazette*, avec bon sens, se borne à constater, qu'une convention de cet ordre, d'où seraient exclues la Russie, l'Autriche et la Turquie, resterait, au point de vue de la garantie des intérêts britanniques, sans valeur, et ne saurait remplacer une escadre. Les conversations, au cours desquelles, en juin, M. Paul Cambon et Sir Edward Grey envisagèrent l'éventualité d'une convention navale, avaient transpiré. Mal connues, elles avaient été mal interprétées.

Ces potins diplomatiques surprenaient John Bull, sans le rassurer. Il attendait une parole décisive. Il réclamait un geste formel.

Le 4 et le 5 juillet, le *Comité de Défense impériale* est consulté. Le 10, Sir Edward Grey s'explique devant les Communes. Il rappelle à ses auditeurs quelques vérités élémentaires : « Sans une marge suffisante de force navale, la politique étrangère devient impossible ». « Si nous abandonnons complètement la Méditerranée, il y aura une tendance à nous laisser en dehors. Et quoi que nous puissions faire, au point de vue diplomatique, nous ne tarderions pas à constater qne la situation s'est aggravée à nos dépens. » Et Sir Edward prononce la parole attendue : « Nous devons entretenir dans la Méditerranée des forces suffisantes, pour nous permettre, à n'importe quel moment, de compter comme une des puissances méditerranéennes. »

Un débat, plus approfondi, s'engagea les 22, 23, 24 et 25 juillet. Il mérite de retenir l'attention.

*
* *

Jusqu'ici les orateurs de l'opposition conservatrice avaient le monopole des angoisses patriotiques et des violences germanophobes. Il n'en a pas été de même pendant cette semaine de juillet. Certes, les députés unionistes ont commenté, parfois critiqué, souvent approuvé les déclarations de

Digitized by Google

leurs adversaires, qui avaient la responsabilité du pouvoir. Mais ceux-ci ont été plus sincères, plus énergiques, plus pessimistes que les cocardiers de la droite. Cette évolution seule suffirait pour donner, aux débats sur la riposte anglaise aux armements allemands, une gravité historique.

J'entends bien que M. Balfour a reconnu « les difficultés croissantes de la situation européenne », signalé « le nuage de jour en jour plus noir, qui menace l'Angleterre du côté du continent ». L'ex-leader conservateur, après avoir déclaré que la situation était trop grave, pour qu'il fût « ni utile, ni digne de se lancer dans des récriminations ou dans des souvenirs », a été obligé d'avouer, que « la paix moderne lui paraissait à peu près aussi coûteuse qu'une guerre d'autrefois ». Mais c'est là la seule allusion à un conflit possible, qu'on trouve dans le discours de M. Balfour. Avec une insistance voulue, il est revenu sur la nécessité de trouver à la rivalité anglo-allemande une solution pacifique.

Nous ne construisons pas de nouveaux navires par ambition, mais pour assurer la paix et notre sécurité... Si nous pouvons maintenir la paix, même au prix de ces sacrifices, notre génération aura fait une grande œuvre.

Le 25 juillet, M. Bonar-Law a donné la même note que son ancien chef. Certes, il n'a pas caché « qu'il n'avait jamais entendu, et qu'on n'avait probablement jamais entendu aux Communes, un exposé plus grave, que celui qui avait été fait par le premier lord de l'Amirauté... Je le dis nettement : à mon avis, lord Roberts n'a point exagéré quand il a déclaré, l'autre jour, que jamais le pays n'avait été dans une situation plus périlleuse ». Mais le *leader* de l'opposition n'a complété cette constatation, ni par des attaques, ni par des récriminations. Il a été, volontairement, aussi courtois et aussi pacifique que M. J.-A. Balfour. Et ce n'est pas probablement le hasard, qui a voulu que leurs deux discours se terminent par la même formule : il faut voter des crédits nouveaux, pour assurer le maintien de la paix mondiale.

Digitized by Google

Il semble que les porte-parole du parti conservateur aient tenu, au fur et à mesure que se rapproche l'heure probable de leur rentrée au pouvoir, à rassurer l'Angleterre et l'Europe : la guerre ne figure pas dans leur programme.

Certes, elle est encore moins inscrite dans le programme des radicaux. Les allocutions prononcées par les ministres M. Winston Churchill, Mr Asquith, lord Haldane, ne contiennent aucune phrase, aucune formule, aucune épithète, dont les susceptibilités germaniques puissent légitimement se froisser. Il n'en est pas moins certain, que les orateurs ont été d'accord, pour faire de la force allemande, de la rivalité maritime, un exposé tel, qu'il doit exercer sur l'opinion britannique une impression profonde.

Le début de M. Winston Churchill est significatif. « La cause directe des crédits supplémentaires, que nous soumettons maintenant à la Chambre, est la nouvelle loi navale allemande. » On ne saurait être plus sincère. Le ministre de la Marine résume l'effort nouveau de l'Empire allemand, dans des formules qui vont piquer la curiosité, retenir l'attention du méfiant et orgueilleux John Bull.

« Les quatre cinquièmes de la flotte entière seront maintenus en armenent complet..... Cette proportion est, à ma connaissance, sans exemple jusqu'ici dans les usages des puissances navales modernes. » Après avoir énuméré les effectifs dont disposera le Kaiser, « l'aspect et le tonnage de cette flotte sont extrêmement formidables », le premier lord de l'Amirauté rappelle, que tandis qu'il faut des années, pour construire un cuirassé et former un marin, il ne faudra que quelques heures, pour lancer les deux flottes l'une contre l'autre. La mobilisation des armées continentales nécessite plusieurs semaines, donne le temps de réfléchir. La mobilisation maritime est rapide comme l'éclair et dangereuse comme lui.

Certes, M. Asquith n'est point l'homme des violences internationales, ni même des violences parlementaires. Et cependant, quand il insiste sur le caractère défensif des armements

Digitized by Google

anglais, il fournit au chauvinisme britannique un argument redoutable :

Dans cette rivalité maritime, nous sommes, bien malgré nous, des concurrents. Elle n'a point été provoquée par nous. Nous y avons pris part, dans la mesure où nous l'avons fait, au prix de charges énormes pour nos contribuables, non pas librement, mais sous la pression des circonstances.

Le premier Ministre conclut « qu'il faut maintenir la supériorité anglaise et la maintenir d'une manière complète ». Cette résolution est celle du peuple anglais tout entier. Pour la fortifier encore, M. Asquith exprime l'argument décisif, celui de la riposte nécessaire, celui de la défensive légitime, le bon droit.

Quelle que soit la gravité de ces paroles, je me demande si celles, qu'a prononcées lord Haldane, ne sont pas plus significatives encore.

Je pense, a-t il dit le 23 juillet, que le pays est en face d'une des situations navales les plus *trying* (critiques), qui aient existé depuis longtemps. Le gouvernement est convaincu, que la situation nationale dépend de notre force maritime. Nous avons averti le seul pouvoir qui soit notre rival, et cela, dans les termes les plus cordiaux, que tel est notre sentiment et que, quels que soient les efforts qu'ils puissent faire, ils doivent compter que nous en ferons de plus grands encore.

Et c'est le partisan de l'entente allemande, le négociateur de Berlin, qui donne cet avertissement comminatoire.

Après avoir écouté tous ces discours, après avoir entendu M. Winston Churchill envisager comme chose faite la coopération franco-britannique dans la Méditerranée, et M. Asquith, quelques jours après, rendre hommage à la permanence des ententes et des amitiés, le *leader* du Parti ouvrier, J. Ramsay-Macdonald, s'est écrié : « La guerre viendra, que nous le voulions ou non, car, en agissant comme nous le faisons, nous ne l'écartons pas, mais au contraire la rendons inévitable. »

Digitized by Google

II

L'émotion des Communes s'explique par l'importance de la menace germanique et des sacrifices anglais.

Winston Churchill a célébré dans son discours l'efficacité des programmes rationnels, la valeur de l'esprit méthodique, dont la marine d'outre-Rhin a le secret. Les résultats sont, en effet, probants. De 1899 à 1905 inclus, l'Allemagne achève la construction de 14 cuirassés et la Grande-Bretagne celle de 27. Soit une avance de 13 unités, de 93 p. 100. De 1906 à 1912, l'Empire germanique termine 14 et l'Empire britannique 18 *Dreadnought* : sa supériorité n'est plus que de 4 unités, de 29 p. 100. Pendant ces deux périodes, les chantiers livrent au gouvernement de Londres 26 et 14, à celui de Berlin, 6 et 6 croiseurs cuirassés : une avance de 20 navires, de 333 p. 100, est réduite à 8 unités, à 133 p. 100. Au cours des mêmes quatorze années, les ingénieurs maritimes ont achevé, de l'autre côté de la Manche, 28 et 14, sur l'autre rive du Rhin, 18 et 12 croiseurs protégés. Ici encore une supériorité de 9 vaisseaux, de 47 p. 100, tombe à 2 unités, à 16 p. 100. De 1899 à 1905, de 1906 à 1912, les chantiers anglais terminent 81 et 71 destroyers, les chantiers allemands 38 et 71 navires du même type. Une avance de 43 contre-torpilleurs, de 113 p. 100, s'évanouit complètement.

La lutte a été âpre et efficace, elle le sera plus encore demain. La nouvelle loi allemande porte de 38 à 41, de 38 à 40 le nombre des cuirassés et des croiseurs protégés, dont le Kaiser pourra disposer en 1920, laisse à 20 le chiffre des croiseurs cuirassés, mais élève, de 86.500 à 101.500, l'effectif des équipages de sa flotte. Les feuilles pacifistes ont violemment reproché à Winston Churchill d'avoir organisé, pour les députés des Communes, la coûteuse revue de Spithead. La raison, qui a dicté à l'Amirauté cette luxueuse parade, était cependant à la fois habile et sage. Le premier Lord ne songeait

Digitized by Google

nullement à satisfaire la curiosité, ni à exciter l'orgueil parlementaire. Il voulait, au contraire, par une vision inoubliable, éveiller les angoisses et accroître les largesses des Communes.

Lorsque Édouard VII monta sur le trône, il alla à Spithead, dans ce bras de mer encerclé par les collines boisées de Wight et les falaises blanches du Hampshire, par les forts gris de Portsmouth et les villas roses de Cowes, passer en revue les escadres métropolitaines. 101 navires, dont 21 cuirassés, 1 croiseur cuirassé et 24 croiseurs protégés, saluèrent le Roi-Empereur. Quand George V eut, à son tour, ceint à Westminster la couronne des Iles et de l'Empire britanniques, il s'embarqua, lui aussi, à Portsmouth. Il inspecta rapidement 169 vaisseaux, 32 cuirassés, 25 croiseurs cuirassés, 19 croiseurs protégés. Winston Churchill, pour surexciter le patriotisme parlementaire, réunit à Spithead, à la veille des manœuvres annuelles, les escadres métropolitaines. 222 unités, dont 44 cuirassés, 30 croiseurs cuirassés, 21 croiseurs protégés, 106 destroyers, défilèrent devant les Communes britanniques, après que les députés eurent assisté à des reconnaissances d'hydroplanes, à des évolutions de sous-marins, à des attaques de contre-torpilleurs.

Jamais la flotte, concentrée dans les eaux anglaises, n'a été plus puissante, jamais sa suprématie n'a été plus menacée. 106 destroyers ont passé sous les yeux de 300 parlementaires. Dans peu de mois, l'Allemagne en aura 99. Tous les *Dreadnought* anglais figuraient à Spithead. Dans huit ans, Guillaume II pourra inspecter *deux fois plus de Dreadnought*, que ceux qui voguèrent à Spithead. 80.000 marins montaient, hier, cette Armada britannique. 80.000 hommes embarqueront, sous peu, sur les navires battant pavillon tricolore.

Demain l'Allemagne disposera d'une flotte exactement égale à celle que le Ministre anglais, dans un effort sans précédents, avait réunie au pied des forts de Portsmouth et au large des villas de Cowes.

Les quatre cinquièmes de cette armée navale seront

Digitized by Google

toujours mobilisés. Aucune nation ne s'est jusqu'ici offert un pareil luxe. La loi navale de 1912 porte de 17 à 25, de 4 à 8, de 12 à 18, de 66 à 99 le nombre de cuirassés, de croiseurs cuirassés, de croiseurs protégés, de contre-torpilleurs, qui devront être entretenus sur le pied de guerre. Cet effort constitue une augmentation de 53 p. 100. Or, la supériorité des escadres britanniques en armement complet, qui était de 113 p. 100 au printemps de 1906, n'est plus aujourd'hui que de 42 p. 100.

A la fin de l'année, le Kaiser aura, prêts à partir, dans la mer du Nord, 29 cuirassés. En faisant entrer en ligne de compte les 4 cuirassés rappelés de la Méditerranée, — Winston Churchill l'a reconnu le 26 juin, — le nombre total de cuirassés anglais, en armement complet dans les eaux britanniques, ne sera que de 27.

Certes, un essor aussi rapide coûte cher. Les contribuables allemands en savent quelque chose. La loi navale de 1900 double les crédits, fixés en 1898. Si le texte de 1900 n'avait point été modifié en 1906, 1908 et 1912, le budget de la marine serait aujourd'hui de 275 millions de francs. Or il dépasse 575 millions. Mais ces sacrifices furent efficaces. La riposte anglaise le prouve.

*
* *

Les constructions neuves seront augmentées, de manière à assurer cette supériorité de 60 p. 100, que l'Amirauté juge suffisante pour la sécurité britannique. L'Allemagne décide d'ajouter au programme de 1908 3 *Dreadnought* ; l'Angleterre accroît de 5 le nombre des unités géantes, prévues d'ici à six ans. Dès cette année, les chantiers britanniques commenceront 4 grands cuirassés et 8 croiseurs protégés, tandis que les chantiers germaniques n'amorceront que 2 *Dreadnought* et 2 croiseurs protégés. En 1913, 1914, 1915, l'Amirauté disposera de 23, 33, 37 cuirassés et croiseurs du type *Dreadnought*, alors que le drapeau noir, blanc et rouge ne flottera que sur 17, 21, 23 navires du même type. Au cours

Digitized by Google

des dix-huit mois qui viennent, la flotte allemande sera renforcée de 21 contre-torpilleurs, la flotte anglaise de 43. Les effectifs actuels, 133.000 hommes, seront portés à 141.000 en 1913, et 146.000 en 1914. Une réserve spéciale, dite immédiate, a été créée. Elle compte, dès maintenant, 2.000 hommes. Elle sera de 5.000 matelots dans un an. Afin d'accroître les ressources du contingent volontaire, l'alimentation, les salaires et les règlements devront être modifiés. Pour couvrir les frais, imposés par l'accélération des constructions, l'accroissement du programme et l'augmentation des équipages, le budget sera porté à 1.125 millions de francs. L'an prochain il dépassera 1.250 millions.

Pour s'assurer, dans un avenir prochain, une supériorité de 60 p. 100 sur la flotte rivale, l'Amirauté doit, dès maintenant, demander aux contribuables anglais des crédits, plus de deux fois supérieurs à ceux qu'accorde le Reichstag.

Mais il ne suffit pas seulement de songer à 1918 ou à 1920, il faut penser à demain. Et c'est surtout dans l'énumération des mesures, prises pour parer à l'augmentation des escadres allemandes à armement complet, qui sera réalisée dès 1916, que consiste l'intérêt de l'exposé, fait les 24 et 22 juillet par M. Winston Churchill.

Les cuirassés, maintenus sur le pied de guerre et cantonnés dans les eaux territoriales, ont été portés de 16 à 25. Une 4e escadre, formée de 8 cuirassés, du type *Formidable*, ne sort pas de la Manche : elle pourrait prendre la mer sans appeler un seul réserviste. La moitié des équipages est à bord, l'autre moitié est à terre, dans les casernes de Chatham, Devonport et Portsmouth. A ces 33 navires s'ajoutera la 5e escadre, qui sera plus souvent dans la Manche qu'à Gibraltar. 41 cuirassés, — l'Allemagne n'en aura que 25, — seront toujours prêts à obéir sur l'heure au signal, lancé par les antennes, qui se dressent au-dessus de Horse-guards Parade, près de Saint James' Park. Pour boucher les trous et remplacer les invalides, l'Amirauté disposera d'une 7e, 8e et 9e escadre, de 25 cuirassés de réserve. Les escadrilles de

Digitized by Google

croiseurs, les flottilles de destroyers, qui battent la mer du Nord et surveillent l'horizon, seront réorganisées et augmentées. Un accroissement de 14.000 hommes dans les équipages, — un petit corps d'armée, — permettra de réaliser cette extension des forces actives.

La marge est, aujourd'hui, encore assez grande pour que l'Angleterre puisse prévoir, sans angoisses, l'envoi de 4 croiseurs *Dreadnought* à Malte, le renforcement des escadrilles de contre-torpilleurs dans la Méditerranée, la création d'une flottille de sous-marins à Alexandrie. Mais M. Winston Churchill a-t-il été tout à fait sincère, lorsqu'il a envisagé, sans inquiétudes, la construction d'une escadre de cuirassés destinée à la mer latine? Les ressources de l'Angleterre en argent, en hommes, en navires sont-elles donc infinies? Vingt-deux *Dreadnought* sont actuellement en chantier de l'autre côté de la Manche. Pas une seule cale n'est disponible. La main-d'œuvre manque. Des retards sont certains. Que sera-ce demain? La flotte neuve de Guillaume II est encore à l'abri de la limite d'âge. Sa loi rigoureuse impose à l'Amirauté des sacrifices annuels. La marine allemande puise dans les ressources du contingent. Celles des engagements sont plus limitées, et surtout plus coûteuses. De l'autre côté du Rhin, l'émigration est nulle, et la natalité abondante. De l'autre côté de la Manche, les progrès de l'émigration sont tels, qu'ils paraissent devoir absorber l'excédent des naissances sur les décès.

*
* *

A droite et à gauche de Trafalgar Square s'ouvrent deux boutiques, devant lesquelles stationnent toujours de nombreux passants. Leurs devantures sont arrangées avec un sens tout américain de la publicité. Dans des bocaux nagent des fruits énormes, pêches et pommes roses et duvetées. Des grappes géantes pendent avec une voluptueuse lassitude. Derrière les lentilles d'un vérascope, on entrevoit des panoramas, singu-

Digitized by Google

lièrement neufs pour des regards anglais. Dans une plaine immense, à perte de vue, les flots dorés des épis oscillent lentement, sous un ciel éclatant. Et dans cette mer jaune s'enfoncent les rouges éperons des moissonneuses, tandis que leurs bras battent les blés, de gestes rythmiques et saccadés. Ici, c'est une ville, qui égrène des cottages d'une blancheur éclatante, au milieu d'une verdure presque tropicale. Là, des golfes étendent, avec une grâce accueillante, sous un ciel pur, leurs berges sablées, leurs collines boisées, qui enserrent les eaux bleues.

Dans toutes les grandes villes anglaises, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande entretiennent les mêmes devantures, les mêmes agences d'émigration. Dans les bourgs et dans les hameaux, des affiches illustrées remplacent les étalages pittoresques. Les journaux ouvrent, sans distinction d'opinions, leurs colonnes à une publicité, qui n'est point gratuite. Et, à intervalles réguliers, les fêtes impériales viennent ajouter à cette propagande quotidienne, générale et concrète, une aristocratique réclame.

Cet appel a été entendu. L'émigration, qui avait atteint, aux environs de 1878, son niveau maximum, baissait régulièrement. La reprise des affaires, qui a marqué la dernière décade du XIXe siècle, lui avait porté un coup sensible. Le Royaume-Uni ne fournissait plus que 50.000 colons. Mais, depuis le début du siècle nouveau, le nombre des départs ne cesse de grandir. Les statistiques commerciales enregistrent des plus-values importantes. Les protectionnistes ont perdu confiance. Les libre-échangistes exultent. Les rivaux paraissent vaincus et l'avenir semble assuré. Et, cependant, l'effectif des hommes jeunes et valides, qui s'expatrient joyeusement, grossit d'année en année, et presque de mois en mois.

Les journaux anglais insistaient, en septembre 1912, sur le *rush* vers l'Australie. Les bateaux encombrés ne parviennent plus à satisfaire aux demandes des voyageurs. L'honorable W. L. Balliew, interviewé par un représentant de l'agence Reuter, a déclaré qu'en neuf ans le nombre annuel des immi-

Digitized by Google

grants d'origine britannique était monté de 500 à 200.000 : « Cette année, ce chiffre sera certainement dépassé. Nous sommes malheureusement handicapés par le manque de places, à bord des navires. Je ne crois pas me tromper en disant, qu'au cours de 1912 et 1911, nous avons perdu quelque chose comme 1.000 colons par semaine : ils n'ont pu trouver à se caser sur les vaisseaux en partance. » Pendant les sept premiers mois de 1912, la mère patrie a expédié dans ses colonies 196.200 enfants, soit 6.000 environ de plus que l'année dernière, pendant la même période. Et, à ces chiffres, il convient encore d'ajouter les voyageurs attirés par les États-Unis.

L'Angleterre fabrique et vend avec une activité croissante. Les usines poussent. Les villes s'étendent. Et il semble qu'une certaine lassitude s'empare des habitants de cette île encombrée et trépidante. Les riches hivernent. Les pauvres émigrent. Une même nostalgie tourmente les heureux et les miséreux. Les uns rêvent de solitudes neigeuses et de villégiatures méridionales; les autres, de *homesteads* dans la prairie canadienne et de cottages sur les collines australiennes.

Hier encore, l'opinion britannique célébrait avec gratitude ces exils volontaires. L'Angleterre ravitaille l'Empire en hommes. L'émigration décongestionne le marché du travail. Elle limite le coût du paupérisme et maintient le taux de la natalité. Mais, aujourd'hui, John Bull hésite et doute. Il ne peut se défendre d'un frisson d'inquiétude. Si l'on compare les statistiques annuelles, pour les deux périodes décennales, 1891-1900, 1901-1910, on constate que l'étendue moyenne des cultures de blé, de pommes de terre et de houblon ont, dans le Royaume-Uni, diminué respectivement de 80.000, 44.000 et 4.400.000 hectares. Le taux de la natalité recule rapidement. Les chiffres de 1910 constituaient un record. Ceux de 1911, 24,4 p. 1.000, sont pires encore. Ils sont inférieurs de 2,8 p. 1.000 à la moyenne des dix dernières années. Au moment précis, où la superficie des cultures et le nombre

Digitized by Google

des naissances baissent, le chiffre des émigrants grandit avec une rapidité concordante.

En 1911, la population du Royaume-Uni a augmenté de 440.000 âmes. Si on déduit le nombre des exilés volontaires, 260.000, l'accroissement tombe à 180.000, à 0,4 p. 100. Les statistiques de 1912, que commente l'économiste Chiozza-Money, dans un brillant article du *Daily News*, sont plus préoccupantes encore. Pour la première fois, le *Board of Trade* nous donne des chiffres complets. Au cours d'avril, mai et juin 1912, le nombre des émigrants, sans esprit de retour, a dépassé celui des immigrants, venus pour se fixer sur le sol britannique, de 113.365. Il est certain que, pendant ce trimestre, l'excédent des naissances sur les décès n'a pas atteint 100.000. M. Chiozza-Money est donc autorisé à conclure, que si le flux continue à monter avec la même régularité, le Royaume-Uni sera atteint dans ses forces vives.

Hier, l'émigration posait déjà deux graves problèmes. La clientèle des agences coloniales se recrute, uniquement, dans la jeunesse et principalement parmi les hommes. Chacun de ces départs collectifs relève l'âge moyen de la population, et accroît l'inquiétante prépondérance des femmes. Elles sont actuellement 1.400.000 de plus que les hommes. Mais si, demain, l'émigration vient ramener à un taux infime l'accroissement de la population, des questions plus redoutables encore surgiront. Une nation, qui ne grandit pas, doit limiter ses ambitions, restreindre le montant de ses dépenses et le nombre de ses canons. L'augmentation du budget et des armements présuppose l'augmentation des habitants. L'effort d'un individu n'est pas plus illimité, que celui d'un peuple stagnant. Les bornes de l'essor national sont déterminées par le nombre des énergies individuelles. La force anglaise serait-elle donc à la veille d'avoir atteint un niveau, qu'elle ne saurait plus dépasser ?

A elles seules, les Iles Britanniques ne pourront faire face, sans fléchir, à la poussée de la marine allemande. John Bull est dans l'obligation absolue de quémander le concours des

Digitized by Google

colonies autonomes. Il faut obtenir, ici, un croiseur, là, un cuirassé. L'unité impériale devient une question vitale : l'Empire ou la mort.

*
* *

L'histoire de la rivalité maritime anglo-allemande, au cours des sept dernières années, se résume dans deux paniques : celle de février-avril 1909, celle de mai-juillet 1912. Elles ont exercé une influence profonde sur la vie, imprimé une impulsion décisive à l'évolution, resserré d'un lien nouveau l'unité impériales.

Quand, au début de 1909, M. Asquith et sir Edward Grey précisèrent, dans des discours historiques, le péril maritime et dénoncèrent la loi allemande de 1908, leurs paroles éveillèrent, de l'autre côté des océans, de durables échos.

La Nouvelle-Zélande offrit à la mère patrie un *Dreadnought*. Les gouvernements de Victoria et des Nouvelles-Galles du Sud se décidèrent au même geste ; mais la Commonwealth, désireuse de procéder à l'organisation d'une marine nationale, indiqua, que c'était en « faisant de son peuple *a people efficient at sea* » que l'Australasie « pourrait, le plus utilement, assister le Royaume-Uni, fournir des hommes et des navires, qui agiraient de concert avec les autres forces maritimes de l'Empire ». Le Canada, « hostile au versement de contributions, régulières et périodiques, dans les caisses du Trésor britannique », se déclara prêt « à organiser rapidement *a Canadian naval service*, qui coopérerait, et serait en relations étroites, avec la marine impériale ». Une *Conférence pour la défense navale et militaire de l'Empire* fut chargée d'enregistrer, d'utiliser et de concilier ces offres généreuses mais différentes. Elle accoucha d'un programme grandiose. Le croiseur *Dreadnought*, offert par l'Australie, sera le vaisseau-amiral d'une escadre, composée de 3 croiseurs protégés, 6 contre-torpilleurs, 6 sous-marins, cantonnés dans les eaux de la Commonwealth. Le croiseur *Dreadnought*, payé par la

Digitized by Google

Nouvelle-Zélande, portera le guidon d'une seconde escadre, qui parcourra les mers chinoises et se ravitaillera dans les ports néo-zélandais. L'Amirauté organisera aux Indes un troisième groupe. Le quatrième, la patrouille de l'océan Pacifique, sera entretenu par le Canada. Malgré les efforts de la Conférence Impériale de 1911, cette flotte grandiose, cette Armada de l'Orient n'est pas sortie du domaine des limbes.

Certes, les deux *Dreadnought* ont été achevés et, grâce à la mission de l'amiral Henderson, l'escadre australasienne est en voie d'organisation. Le croiseur néo-zélandais a été affecté à la *Home Fleet*. Les groupes des mers de Chine et des Indes n'ont pas vu le jour. Le Canada, sur les conseils de sir Wilfrid Laurier, s'était borné à prévoir la constitution d'une flottille, formée de croiseurs du type *Bristol* et *Boadicée*, de canonnières de rivière et de contre-torpilleurs, qui serait cantonnée sur ses deux rives. Quelques unités seulement ont été achetées et équipées. Elles voguent tant bien que mal[1].

La panique de 1912 est venue galvaniser l'Empire. La flotte impériale est sortie du royaume des rêves. Elle retrouve des marins et des vaisseaux. Elle existe. Elle va naviguer.

Au cours de l'été 1912, M. Borden, vainqueur de sir Wilfrid Laurier, débarque en Angleterre. Il est fêté et choyé. Il est chapitré et confessé. Le *Foreign Office* et l'Amirauté dévoilent leurs secrets et déroulent leurs plans. Pour rafraîchir sa mémoire et éclairer ses concitoyens, on laisse entre ses mains l'extraordinaire document, que les journaux anglais ont publié le 6 décembre 1912.

Ce « Mémorandum sur les besoins de la défense navale, préparé par l'Amirauté pour le gouvernement du Canada », enregistre la faillite de la suprématie navale, dont s'enorgueillissait John Bull.

Tandis qu'aujourd'hui la Grande-Bretagne compte 18 cui-

1. *Times* et *Morning Post*, 27 septembre 1912.

Digitized by Google

cuirassés et croiseurs cuirassés, du type *Dreadnought*, contre 19, possédés par les autres puissances européennes, et en 1913, en comptera 23 contre 21. les chiffres pour 1914 seront 31 contre 33, et pour 1915, 35 contre 51.

Dans deux ans, l'Europe aura vaincu l'Angleterre.

Dans les eaux territoriales, au printemps de 1915, la Grande-Bretagne disposera de 25 cuirassés, du type *Dreadnought* et 2, du type *Nelson* et l'Allemagne de 17 *Dreadnought*. La Grande-Bretagne aura 6 grands croiseurs cuirassés et l'Allemagne 6... Si cette supériorité modérée suffit, c'est que la Grande-Bretagne possède une grande avance en cuirassés et spécialement en croiseurs cuirassés, d'un modèle *Pre-Dreadnought*. Mais cette réserve de forces diminuera régulièrement d'année en année... 4 grands croiseurs et 4 croiseurs cuirassés seront nécessaires, pour défendre les intérêts anglais dans la Méditerranée, en 1913 et 1914. Pendant ces deux années, l'Autriche et l'Italie augmenteront graduellement leurs forces, jusqu'à ce qu'en 1915 elles possèdent chacune une flotte formidable de 4 et 6 *Dreadnought*, avec de bons cuirassés d'un type antérieur et d'autres unités, croiseurs, flottilles, etc. Il est donc évident qu'en 1915 notre escadre de 8 croiseurs cuirassés ne saurait suffire, pour répondre à nos besoins et que toute sa composition devra être remaniée.

Dans deux ans, le Royaume-Uni ne pourra plus, seul, faire face à la Triple Alliance. Il sera à sa merci.

Borden comprit et n'hésita pas. Bien que son geste dût, — il le savait, — provoquer l'hostilité des nationalistes franco-canadiens et des agriculteurs libre-échangistes, réveiller les idées d'autonomie politique et navale, restaurer le prestige et accroître les chances du parti libéral, le premier Ministre conservateur obéit et céda. Il promit 3 *super-Dreadnought*, qui seraient bâtis en Angleterre, aux frais du Canada, et mis à la disposition de l'Amirauté. Bien avant le discours du 5 décembre, prononcé dans la Chambre des Communes d'Ottawa, la nouvelle filtre. Le geste porte. L'émotion gagne. Le branle est donné. Les États malais offrent un *Dreadnought*. Le 22 novembre, une dépêche Reuter annonce que le général Botha,

Digitized by Google

le premier Ministre de l'Afrique du Sud, est en pourparlers avec l'Amirauté afin, soit d'augmenter la subvention annuelle d'un million de £, soit d'organiser une flottille locale. Le 30 novembre, la même agence apprend, qu'à la suite de conversations, engagées à Londres par Shakur Shri Jessrajsinghji Seesodra, pendant le séjour de M. Borden, les princes des Indes offriront à l'Angleterre 3 *Super-Dreadnought* et 9 croiseurs cuirassés de premier rang, qui porteront les noms de leurs États et de leurs capitales. La nouvelle est démentie. L'éventualité reste possible. Gagnée par cette fièvre de générosité, la Nouvelle-Zélande songe à doubler son offrande au denier de l'Empire. L'Australasie approuve et réfléchit.

En parcourant cette liste, — inachevée et provisoire, — des donations coloniales, le politicien radical se frotte les mains. La coopération de l'Empire annihile l'effort de l'Allemagne. Ses ambitions croulent. La lutte est impossible. Le péril disparaît, ou du moins est ajourné aux calendes grecques. Le monde anglo-saxon se suffit à lui-même. Les alliances continentales deviennent inutiles. Le « splendide isolement » reste possible. Et le doctrinaire germanophile se réjouit, à la pensée de dénoncer les liens de l'Entente cordiale et de livrer l'Europe au joug germanique. L'œil ébloui par cette agréable vision, il ne lit que d'un œil distrait le discours de Borden, mais voici qu'une phrase attire son regard. Surpris, il la relit. Et le journal lui tombe des mains...

*
* *

Dans son discours du 5 décembre 1912, le premier Ministre du Canada s'est exprimé comme il suit :

Pendant mon dernier séjour dans les Iles Britanniques, je me suis permis, en public, dans plusieurs occasions, de développer le principe suivant : du moment que les *Great Dominions* participent à la défense de l'Empire sur mer, elles doivent, nécessairement, avoir le droit de s'associer à la responsabilité et au contrôle de la politique étrangère. Aucune de mes décla-

Digitized by Google

rations n'a été applaudie avec plus de chaleur et plus d'enthousiasme.

Ministres radicaux et leaders tories ont été d'accord, pour « reconnaître explicitement ce principe » et pour exprimer la « conviction, que les moyens de le réaliser constitutionnellement devront être recherchés, découverts et utilisés sans délai ».

M. Borden s'est longuement étendu sur le *Comité de la Défense impériale*. Il en a donné une définition, précisé les caractères et analysé les pouvoirs. Il est formé du premier Ministre et des personnes qu'il juge utile de convoquer : membres du Cabinet ; officiers d'état-major ; chefs des grandes administrations.

Certes, ce Comité « ne contrôle pas la politique étrangère et ne saurait le faire, puisqu'il n'est pas responsable devant le Parlement ». En fait, « il est nécessairement et constamment obligé de s'occuper de politique étrangère et des relations extérieures, par la raison évidente que la défense navale est inséparablement liée à ces problèmes ». Et M. Borden propose d'accepter l'offre du Cabinet radical. « Un ministre canadien » résiderait en permanence à Londres.

Il serait convoqué régulièrement à toutes les séances du Comité et pourrait être considéré comme un de ses membres permanents. Aucune décision diplomatique importante ne serait prise sans le consulter. C'est là, étant donnée la position du Canada et celle du Royaume-Uni *a very marked advance*, un progrès très réel.

Cette éventualité, — qui est devenue une réalité, — n'éveille aucun enthousiasme dans les colonnes de la presse radicale. Il est impossible d'y trouver le moindre écho des acclamations qui, le 5 décembre, résonnaient encore aux oreilles de M. Borden.

Le *Daily Chronicle* (6 décembre), l'organe du libéralisme modéré, envisage avec froideur l'avènement « d'une sorte de fédération, en vue de la défense navale et de l'action diplo-

Digitized by Google

matique. » Certes, ce serait là « une page nouvelle et sans précédents, dans l'histoire de la politique humaine ». Sans doute, « le consentement sincère de peuples libres » constitue une précieuse garantie. Il n'en est pas moins certain que le problème « fourmille de difficultés. »

Le *Daily News* ne se borne pas à formuler des réserves. Il est profondément indigné et nettement hostile. Son affolement est tel, qu'il consacre à cette question articles sur articles. Le 6, le 7, le 9, le 10 décembre, il revient à l'assaut. Et H.-W. Massingham, le brillant chroniqueur parlementaire, prête au *Daily News* l'autorité de son nom et le talent de sa plume.

L'interprète de l'idéalisme puritain se demande, dès le 6, comment la présence d'un ministre canadien à Londres, son admission au sein du Comité de Défense, son intervention dans les grands problèmes diplomatiques, comment « cet arrangement peut être concilié, avec le contrôle du Parlement canadien sur son gouvernement et celui du Parlement impérial sur son cabinet. » Le lendemain, le *Daily News* prévoit avec mélancolie que :

L'*Imperial Defence Committee* prendra dans la Constitution britannique la même place, que le Conseil des Anciens au Japon et le Comité fédéral en Allemagne. Le nouvel organisme décidera des questions diplomatiques, de la paix et de la guerre, des choses de l'armée et de la marine. La Chambre des Communes sera jugée assez bonne pour un projet de loi sur les infirmités mentales. Elle ne sera plus qu'une ombre et qu'un nom.

Trois jours après, le *Daily News* insiste encore sur la transformation de l'*Imperial Defence Committee*. Il réfute et condamne le *Times*. Il s'indigne de la légèreté et de l'enthousiasme, avec lesquels la feuille conservatrice envisage ces bouleversements dans les traditions constitutionnelles. « Ce n'est rien moins que l'avenir de l'Empire, qui est en cause dans cette question. Cette proposition n'est pas sortie du cœur de ce libéralisme (*sic*), qui a fait et conservé l'Empire. Elle a les mêmes ori-

Digitized by Google

gines, que les efforts qui tendent à emprisonner la Grande-Bretagne dans les chaînes des taxes alimentaires et des tarifs douaniers. »

Et, afin que nul ne l'ignore, le *Daily News* prend le solennel engagement de lutter contre cette violation et d'empêcher cette faillite de la pure doctrine.

*
* *

On peut se demander, sans ironie, si des puritains rigides et des libéraux orthodoxes réussiront, là où échoueraient le théologien le plus subtil et le casuiste le plus ingénieux. Comment, en effet, concilier cette série de dilemmes contradictoires ? Assurer la sécurité nationale et réaliser des économies budgétaires ; lutter, à coups de milliards, contre une nation plus nombreuse et plus jeune, mieux armée et mieux soutenue, et satisfaire, à coups de millions, les exigences du parti ouvrier, qui dispose d'électeurs nouveaux, d'organismes neufs et d'une autorité indéniable ; maintenir une suprématie disputée, sans déclancher les hostilités ni contracter des alliances ; acheter le concours des colonies, sans leur accorder ni un guichet de douane, ni une parcelle d'autorité. En face des nécessités du temps présent, il est impossible de conserver intacts, sans exception aucune, tous les dogmes de la Bible libérale : désarmement progressif et affranchissement militaire, splendide isolement et décentralisation coloniale. Il faut atténuer, élaguer, couper. Une revision s'impose. La doctrine craque.

Digitized by Google

CHAPITRE XIV

LE HOME RULE BILL DE 1912 ET L'AVENIR ÉLECTORAL DES PARTIS

§ I. La question irlandaise et le *Home Rule Bill*.

1. Les éléments de la question d'Irlande. Quelques chiffres. Les diverses formes d'oppression et leurs conséquences psychologiques. Les caractères de la nation irlandaise. Décadence et réveil.
2. L'œuvre de réparation. L'œuvre des libéraux. L'œuvre des conservateurs. L'œuvre du Parlement de 1906.
3. L'*Irish Council Bill* de 1907. Ses caractères. Ses dispositions. L'opposition nationaliste et ses origines.
4. Pourquoi en 1912, l'atmosphère est favorable au *Home Rule Bill*. Un gâchis administratif et financier. L'expérience d'une décentralisation limitée.
5. Le *Home Rule Bill* de 1912. Le pouvoir exécutif. Le pouvoir législatif. Leur rôle limité et restreint. Contrôle administratif et législatif que conserve Londres. L'organisation financière : ses caractères. Les trois vetos : exécutif, judiciaire, et législatif. L'unité n'est point menacée.
6. Accueil fait par les nationalistes au *Home Rule Bill*. Le congrès irlandais du 23 avril 1912. Le discours de Redmond. Son habileté.

§ II. L'avenir électoral.

Directement et indirectement, la bataille du *Home Rule* donnera lieu à une consultation populaire.

1. Pour s'y préparer, le Cabinet proposait une réforme électorale. Ses caractères. Son échec. Ses conséquences. Le recul du puritanisme. Le réveil du libre-échangisme.
2. Le parti conservateur abandonne les *food-taxes*. Le péril allemand. Deux chances de succès. L'avenir reste sombre pour les tories.

§ III. La poussée sociale et la révolution agraire.

1. Effort accompli par les radicaux. Quelques chiffres. Une enquête

Digitized by Google

du *Times*. Limites de l'effort. L'action de l'impôt. Projets nouveaux.

2. Le programme des conservateurs. Le discours de lord Lansdowne du 25 juillet 1912. La constitution de petites propriétés. Origines et résultats de cette campagne.

Ni le péril naval, qui affaiblit l'armature militaire, ni la poussée révolutionnaire, qui tend l'armature sociale, ni la concurrence étrangère, qui sape l'armature économique, ne sauraient absorber l'attention des Communes radicales, élues en décembre 1910.

Liées par leur programme et par leurs engagements, dominées par le groupe irlandais, qui tient entre ses mains le sort de la majorité, elles doivent, dès leur seconde session, aborder ce *Home Rule Bill*, auquel le *Parliament Act* a ouvert la voie, et dont la limitation du veto des Pairs a permis la réalisation.

I

« Killarney et ses lacs, Kenmare et sa rivière, Glengarift et ses bois parfumés, qui ne sait l'enchantement de ces oasis de verdure et de beauté... On les montre au touriste. Que ne lui montre-t-on ces âpres *highlands*, qui sont la fortification de l'Irlande contre l'Atlantique, le désert montagneux du Connaught, du Dourgal ou du Kerry, bordure de l'Océan, Finistère de l'Europe? A côté de l'Irlande qu'on voit, il faut avoir vu cette Irlande qu'on ne voit pas, avoir parcouru ses routes, visité ses habitants, pour en comprendre la désolation, la tristesse, pour concevoir la misère de cette terre et des hommes sur cette terre[1]. » Et M. L.-Paul Dubois, complétant une belle description « de ces marais noirs, à demi recouverts de bruyères, qui se prolongent à perte de vue, dans le vallonnement d'immenses plateaux toujours pareils », nous montre les habitants de l'île d'Érin, décimés par l'émigration, rongés par le paupé-

1. L.-Paul Dubois, *L'Irlande contemporaine et la question irlandaise* (Perrin).

Digitized by Google

risme et par l'alcoolisme, menacés par le pullulement des infirmes et des idiots, contaminés par la tuberculose. L'île verte agonise.

*
* *

En cent ans, l'Écosse et l'Angleterre triplent leur population, l'île d'Érin voit baisser la sienne de plus d'un sixième. En 1801, elle figurait pour 34 p. 100, dans le recensement du Royaume-Uni ; en 1901, elle ne paraît plus, dans ces statistiques, que pour 10 1/2 p. 100. Une émigration, enrayée depuis quinze ans, lui a enlevé jusqu'à 21 p. 1.000 de sa population en 1883, 34 p. 1.000 en 1851. Et, sur ces millions d'enfants expatriés, l'Irlande constate avec désespoir, que 80 p. 100 ont plus de quinze ans et moins de trente-cinq. « C'est une sélection à rebours dit M. Paul Dubois, qui assure à l'Irlande *the survival of the unfittest*. » Le paupérisme ne recule pas : en 1885, les *workhouses* ont reçu 320.000 assistés. En 1900 et 1901, 363 et 321.000. Il y a vingt-deux ans, 120.000 indigents étaient secourus à domicile. En 1900 et 1901, ces chiffres montent à 122.000 et 110.528. Un Irlandais sur onze vit aujourd hui de la charité officielle. L'alcoolisme suit pas à pas le paupérisme. En 1845, l'Irlande n'avait que 15.000 cabarets, soit 1 pour 550 habitants. Elle en possède aujourd'hui 30.000, soit 1 pour 146 habitants. La race paraît atteinte. L'excédent annuel des naissances sur les décès qui, en Angleterre, atteint 11.7 p. 1.000, et en Écosse, 11,8, n'est, en Irlande, que de 5,5. En 1851, les aliénés et les idiots atteignaient le total de 9.980 malades, soit 1,52 p. 1.000. En 1901, leur effectif est de 25,050, soit 5,61 pour 1.000 habitants, alors qu'il n'est, en Angleterre, que de 4,07 et, en Écosse, de 4,53. L'île d'Érin a 1.135 aveugles par million d'habitants, l'Angleterre 809 et l'Écosse 695. L'Irlande a 715 sourds-muets par million d'âmes, l'Angleterre 489, l'Écosse 528. Et lord Dunraven, complétant ces chiffres par les statistiques de la tuberculose, nous apprend que ses ravages se développent, avec une inquiétante régularité.

Digitized by Google

Quels sont les divers facteurs de ce drame historique ?

Au premier rang, il faut placer l'action profonde d'un long martyre. Après deux cents ans de rapines et de massacres, qui « la broient comme dans un mortier », un nouveau siècle est rempli par l'ère « des plantations anglaises », qui commence avec Cromwell et finit avec le dernier des Stuarts. Au XVIIIe siècle, les lois pénales continuent l'œuvre de l'épée. Elles constituent, comme l'a dit Burke, « un système consistant et cohérent, bien conçu et bien composé, une machine d'une adresse rare et achevée, supérieure, pour l'oppression et l'appauvrissement d'un peuple, pour l'avilissement de la nature humaine, à tout ce qu'a jamais pu concevoir l'imagination pervertie des hommes ». A l'oppression militaire succéda l'oppression fiscale.

A la fin du XVIIIe siècle, lord Clare pouvait écrire : « Il n'y a pas un pays sur terre, qui ait progressé autant en culture, en commerce et en industrie, que l'Irlande durant cette période. » Grâce à des droits à l'entrée et à des primes à la sortie, les manufactures de bottines et de chapeaux, de lainages et de cotonnades, se développent. En dix ans, l'exportation de toiles double. Les ventes de l'île d'Érin à l'Ile Britannique passent de 7 millions, en 1785, à 5 millions de £ en 1799. La population urbaine s'accroît et le bien-être se généralise. L'union douanière et le libre-échange enrayent cette naissante prospérité. Les usines irlandaises, mal desservies au point de vue des communications, difficilement ravitaillées en charbon, sont incapables de résister à leurs concurrentes anglo-saxonnes. En 1800, Dublin avait 93 manufactures de laines ; elle n'en a plus que 12, en 1840. Les tissages de coton de Belfast sont réduits de moitié. Le comté de Wicklow ne possède plus un seul métier pour la flanelle, en 1841 : 1.000 fonctionnaient quarante ans plus tôt. Et, pendant de longues années, le poids des impôts, l'insuffisance des voies de communication, les tarifs des voies ferrées ont rendu le relèvement impossible.

Il y a moins d'un demi-siècle, l'île d'Érin était encore

Digitized by Google

divisée en deux nations, superposées et hostiles. D'une part, les vaincus, qui cultivent, comme tenanciers, la terre dont leurs ancêtres étaient seigneurs. De l'autre, les vainqueurs, les bénéficiaires « des plantations » ou leurs ayants droit, qui détiennent le sol, le pouvoir, les richesses ; et dont l'Église est Église d'État. Ni un enseignement sérieux, ni la liberté politique, ni la vie locale, ni la prospérité économique ne viennent atténuer la terrible empreinte, laissée sur les âmes par les siècles de massacre et les siècles de servitude. « Les échines se sont courbées ; les caractères se sont émoussés. » Du haut en bas de l'échelle, s'il faut en croire M. L.-Paul Dubois, les descendants des vaincus restent insouciants et paresseux, manquent « d'énergie, dans la vie matérielle et de caractère, dans la vie morale ». Les ressorts intimes de la volonté ont été faussés et détruits. Le paysan « recherche ce qui lui donne le moins de mal ; sa masure est sale et mal tenue ; le cochon dort sous le même toit que son maître. » L'ouvrier « fait le lundi, ne travaille dur que sous l'œil du patron, abat en un jour, ce qu'un bon ouvrier américain ferait en une heure ». Chez le bourgeois, point de bonnes ménagères : « la négligence, l'incurie, le gâchage triomphent dans l'économie domestique ». L'Irlandais n'est plus un esclave, mais il conserve quelques-uns des caractères de l'affranchi.

Si l'empreinte, laissée par l'oppression sanglante et légale, a été aussi profonde, c'est que le tempérament n'était pas résistant. Il faudrait analyser ces pensées, rapides et faciles, mais mobiles et excessives, riches en envolées oratoires ou en intuitions imaginatives, mais rebelles à la méthode et à la discipline. Il faudrait dépeindre ces sensibilités, aussi impressionnables, que les cordes les plus fines d'un instrument de musique, passant rapidement de la tristesse à la joie, tourmentées d'un ardent besoin de s'intéresser, incapables de résister à une impression, heureuses de se dépenser, sans compter, dans des improvisations poétiques et des narrations railleuses. « Entre l'homme et le climat, nulle part la correspondance n'est plus frappante, que sous ce ciel, changeant et fuyant,

Digitized by Google

avec des sautes continuelles de temps, des alternances d'effroyables tempêtes, qui noient toutes choses en un moment, et d'admirables coups de soleil, qui remplissent les yeux de joie et les cœurs d'espoir[1]. » Les Irlandais, plus épris de leur milieu que de leur foyer, de leur village que de leur chaumière, accueillants vis-à-vis de l'étranger, facilement méfiants vis-à-vis de leurs compatriotes, sont amoureux d'égalité et indifférents à la liberté, dociles à la discipline des factions et rebelles aux efforts persévérants, prompts à épouser les querelles individuelles, à sacrifier les intérêts du pays aux haines de personnes. Dans l'île d'Érin, — l'histoire nous l'apprend, — la roche Tarpéienne est plus rapprochée du Capitole, qu'elle ne l'est à Rome ou à Paris.

Mais voici qu'un rayon d'espérance éclaire ce long drame. Depuis un quart de siècle, l'île d'Érin renaît lentement à la vie. Çà et là, grâce à des lois agraires et à des réformes administratives, la prospérité agricole réapparaît. Les coopératives se développent. Les industries familiales prennent racine. Des usines se rouvrent. L'émigration décroît. En même temps, la concession progressive des libertés nécessaires tend à faire l'éducation politique des vaincus. Comme disait Grattan : « Non ! je ne désespère pas d'Érin. Je la vois en léthargie, non pas en agonie. Elle n'est pas morte, mais endormie seulement. »

*
* *

Les politiques anglais, sous la pression du suffrage élargi et de la poussée démocratique, ont compris, — un peu tard, — qu'il était de leur intérêt et de leur devoir, de tenter quelque chose en faveur de cette Irlande, agricole et rurale, jadis prospère, à la fin du XVIIIe siècle, au temps du protectionnisme whig et des tarifs différentiels, aujourd'hui sacrifiée, sans vergogne, sur l'autel du libre-échange et de la révolution industrielle.

1. *Id., op. cit.*

Digitized by Google

Les libéraux, qui avaient été les agents de sa ruine, voulurent être les apôtres de sa rénovation. En 1869, Gladstone se décide à frapper cette Église anglicane, que Macaulay avait proclamée, dès 1845, « de toutes les institutions du monde civilisé la plus injustifiable et la plus absurde », puisque 199 de ses paroisses, largement dotées, n'avaient pas un seul paroissien. Le *disestablishment* et le *disendowment* de cette Église d'État, qui était celle d'une minorité, permettent à Gladstone, de consacrer un million de £ au développement de l'enseignement secondaire et d'en confier la gestion à un *Board* ou conseil supérieur. Puis, s'attaquant à la question agraire, par les deux lois de 1870 et 1881, le *great old man* crée, à côté de la nue propriété du *landlord*, une propriété restreinte, mais garantie, au profit du paysan, du tenancier; lui accorde les trois *F*, *Fair sale*, la liberté de vente, *Fixity of tenure*, la fixité de la tenure, *Fair rent*, un juste fermage; lui assure le contrôle et la protection des autorités judiciaires, anciennes et nouvelles. Gladstone voulut aller plus loin, et donner à l'Irlande un parlement autonome. La bataille dura sept ans et se termina, le 8 septembre 1893, par le rejet du *Home Rule Bill*, dont était saisie la Chambre Haute.

Mais la question irlandaise était désormais posée devant l'opinion ; et il était impossible de l'écarter, ou même de l'oublier. Les conservateurs, les adversaires du *Home Rule*, durent céder au courant, et consacrer à l'île d'Érin une bonne partie de leur activité administrative et législative. J.-A. Balfour et lord Wyndham continuent l'œuvre de rénovation et de réparation, que Gladstone aura l'éternel honneur d'avoir amorcée. Tandis que la loi de 1896 définit rigoureusement « le juste fermage », et assure au tenancier la valeur des améliorations, une série de textes, 1885, 1891, 1896, 1903, organisent le rachat des terres, constituent en dix-sept ans 73.917 petites propriétés, tandis que d'autres dispositions législatives permettent aux *Boards of guardians* de construire 20.000 cottages pour les ouvriers agricoles. En même temps, les régions les plus misérables de l'Irlande occidentale, les *congested dis-*

Digitized by Google

tricts, sont dotées d'une organisation spéciale, d'un *Board*, qui s'efforce de développer la pêche maritime, de créer des industries familiales, de réaliser le « remembrement agraire » de cette province trop morcelée. Enfin, un service agricole est chargé de travailler, dans toute l'Irlande, à étendre les associations coopératives et l'enseignement professionnel. Mais toute l'œuvre des parlements conservateurs de 1886, 1895 et 1900 n'a pas été économique. Cédant aux conseils, exprimés à maintes reprises par lord Randolph Churchill et J. Chamberlain, le ministère Salisbury, pour mettre à l'épreuve le sens politique des Irlandais et faire œuvre d'éducation civique, leur accorde, en 1898, la plus importante des libertés. La loi sur le *Gouvernement local* substitue à l'administration de commissions, désignées par les fonctionnaires et recrutées dans l'aristocratie, celle d'assemblées électives, conseils de comtés et conseils de districts, nommées par tous les hommes titulaires du droit de vote, et par certaines catégories de femmes. Tous les mandats des autorités locales, tous les postes de fonctionnaires municipaux passent aux mains de la démocratie irlandaise, du tenancier, du boutiquier et de l'avocat nationalistes.

La tâche, accomplie par les conservateurs, avait été profondément originale : ils avaient remplacé le programme révolutionnaire, l'abrogation de l'acte d'Union, par un plan de réformes économiques et de concessions administratives.

Le Parlement radical, élu en 1906, s'est borné à reprendre l'œuvre, commencée par les conservateurs, au point même où ils l'avaient laissée, et à la couronner par des additions nécessaires.

* * *

Au cours de leur première session, les Communes votèrent et les Lords durent accepter, sur la proposition du grand historien James Bryce, deux lois importantes.

L'une, grâce à des économies budgétaires, permet de

Digitized by Google

doter les paysans d'Irlande de 25.000 chaumières, coquettes et hygiéniques. L'autre applique aux tenanciers de fonds urbains les principes posés par la législation agraire, leur garantit la jouissance paisible de l'immeuble, le remboursement des améliorations faites, la fixation « d'un juste loyer ».

Le mardi 7 mai 1907, le successeur de l'historien James Bryce, ce moraliste délicat qu'est M. Birrell, — un regard profond et religieux brille derrière les lunettes larges et rondes, tandis qu'un sourire fin éclaire ce visage rasé et grave de pasteur méthodiste, — l'auteur de la réforme scolaire de 1906, complète la loi conservatrice de 1898. Le secrétaire d'État, reprenant une idée qu'avait esquissée lord Randolph Churchill et approfondie J. Chamberlain, propose d'accorder aux Irlandais une nouvelle liberté locale, un nouveau pouvoir administratif. Au-dessus des 32 conseils de comté et des 302 conseils de districts, 45 *boards*, ou commissions, dans lesquelles on reconnaît jusqu'à 5 catégories différentes, soumises à des contrôles distincts, munies de droits dissemblables, gèrent les affaires de l'île d'Érin. M. Birrell propose de supprimer non pas tous, mais 8 seulement de ces conseils, ceux qui surveillent les municipalités, organisent l'enseignement, encouragent l'agriculture, inspectent les actes d'état civil. Leurs droits seront confiés à un « Conseil administratif irlandais » de 107 membres, dont 82, nommés par les électeurs politiques et les femmes. Les pouvoirs de ce Conseil général, — au second degré, — sont singulièrement limités. Il ne détient que certains rouages administratifs. Il ne lève pas d'impôts, mais gère une subvention de 66 millions de francs. Toute incursion dans les affaires militaires et douanières, judiciaires et postales, lui est interdite. Il est enfin soumis au droit de *veto* du lord Lieutenant et au contrôle du Parlement impérial.

Le projet de M. Birrell n'avait rien de révolutionnaire. Il ne donnait point à l'Irlande le *Home Rule* et l'affranchissement national, mais une réforme administrative et une liberté locale. Le Ministre, continuant le programme conservateur, faisait

Digitized by Google

œuvre de réorganisation économique et d'éducation politique. Il ne sonnait pas le réveil de l'île d'Érin : il le rendait possible pour un jour prochain.

1893 et 1907 seront deux dates, que l'historien de l'île d'Érin devra, dans l'avenir, rapprocher l'une de l'autre. Elles rappelleront la faillite des mêmes espérances. En 1893, le *Home Rule* politique succombe devant le réveil, sur le sol anglo-saxon, d'un patriotisme impérialiste, plus occupé à resserrer qu'à dénouer les chaînes, qui maintiennent encore, rivées les unes aux autres, les terres, éparses à travers les océans, sur lesquelles flotte le rouge étendard. En 1907, le *Home Rule* administratif disparaît à son tour, sacrifié par les mandataires mêmes du peuple irlandais, sur l'autel des exigences électorales et des surenchères démagogiques. En 1893, des députés anglais refusent à l'île d'Erin l'indépendance parlementaire, que les radicaux d'autrefois jugeaient nécessaire, pour assurer son réveil national. En 1907, des députés irlandais refusent à leur patrie celtique la décentralisation administrative, que les radicaux d'aujourd'hui trouvent indispensable, pour faire son éducation politique et préparer son essor économique. Hier, les Anglais condamnaient une utopie idéaliste, dont les résultats étaient incertains, par crainte de compromettre l'unité de leur patrie et le salut des Iles Britanniques. Aujourd'hui, les mandataires de l'Ile verte rejettent une réforme pratique, susceptible de larges extensions, riche en fécondes possibilités, par peur de n'être point réélus. En 1907, tout comme en 1893, l'île d'Erin porte le deuil d'une espérance, une de celles, ardentes et tenaces, que nourrit un malade, qui ne veut pas mourir.

Pour connaître les origines de cette seconde défaite de l'idée de *Home Rule*, il ne faut point se borner à lire les discours et feuilleter les journaux. Il importe, dans les salons et dans les couloirs, de poser des questions et de faciliter les aveux. Il y a, à Londres, en dehors des grands journaux et des clubs importants, des centres, où l'on discute les événements du jour et où l'on commente les votes du Parlement. Les whigs

Digitized by Google

se réunissent dans le salon de lady Crewe, la fille de lord Rosebery, qui apporte au fils d'un écrivain et d'un politique de valeur, le baron Houghton, le précieux appoint de la fortune et de l'intelligence des Rothschild. Une demeure tapissée de toiles de Reynolds, décorée de bibliothèques précieuses aux reliures rares, des propriétés de 10.000 hectares facilitent l'hospitalité. Les libéraux d'une nuance plus avancée, ceux qui se rattachent aux souvenirs et au programme de Gladstone, sont attirés dans le foyer du très honorable H. H. Asquith, par sa femme, la fille de sir C. Tennant, une de ces Anglaises, qui unissent au charme de la beauté féminine toute la puissance d'un cerveau viril. Dans cet hôtel de Cavendish Square, se sont préparées, parfois avec le concours, toujours au su de la maîtresse du logis, qui est un grand politique, quelques-unes des décisions historiques du parti libéral. Les radicaux n'ont point de demeures aussi princières, de salons aussi cossus. Les jeunes hommes de l'extrême-gauche auraient peut-être les femmes, mais n'ont point encore les logis nécessaires, pour tenir ces séances extraparlementaires. Ce sont dans les salles de rédaction de leurs nouveaux organes, la *Tribune*, le *Speaker*, aujourd'hui la *Nation*, que sont échangées les conversations les plus intéressantes, colportées les nouvelles les plus suggestives.

Il existe cependant, pour l'aile avancée du parti libéral, deux centres de réunion plus intimes, plus féminins. Tous les deux sont à portée de Westminster et sur les bords de la Tamise. Du côté de la Cité, au-dessus des bureaux du grand éditeur Fisher-Unwin, sa femme, qui porte dans ses yeux l'âme idéaliste de son père, R. Cobden, groupe tous ceux qui s'intéressent à la cause de l'émancipation démocratique. Marxistes et radicaux, momentanément réconciliés, fraternisent dans cette hospitalière demeure, où se préparent, en faveur, tantôt des insurgés macédoniens, tantôt des démocrates russes, quelques-unes des manifestations, qui inquiètent les diplomates prudents. C'est aux mêmes causes, avec la même foi religieuse, que travaille, un peu plus haut, en face

Digitized by Google

des usines à gaz de Battersea, Mrs Green, la veuve du grand historien, dont elle est vraiment l'âme attardée.

Avec autant de générosité que de méthode, elle s'est, depuis plusieurs années déjà, consacrée à l'île d'Erin, efforcée de faire à la fois l'éducation de l'opinion britannique et celle de la jeunesse irlandaise. Dans son salon, on rencontre les membres les plus actifs et les plus intelligents du parti nationaliste, entre autres P. Gordon-Swift Mac Neill, ce professeur de droit pénal, à la correcte barbe grise, qui, dans ses discours, notamment dans sa récente attaque contre la Chambre des Lords, paraît avoir conservé quelque chose de la sanglante ironie de son ancêtre, l'auteur des *Voyages de Gulliver*, ou bien encore Hugues A. Law, le fils du lord chancelier d'Irlande : une silhouette affinée de Celte brun et maigre, aux sensations vives, à l'intelligence rapide, au verbe facile. Tout autre est le masque du « préfet de l'Irlande », le sous-secrétaire permanent du lord Lieutenant[1], le très honorable sir Antony Patrick Macdonnell. C'est un vétéran de l' « Indian Civil Service », dont toute la personne, la redingote militaire et la moustache martiale, le visage rude et l'œil bleu d'acier, révèle un de ces tempéraments de pionniers tenaces et méthodiques, intègres et durs, qui ont cimenté, à la romaine, l'Empire britannique. Après avoir organisé la Birmanie, administré les provinces centrales des Indes, sir A.-P. Macdonnell s'est attaqué, depuis cinq ans, au problème irlandais Fidèle aux leçons reçues et à l'œuvre accomplie, ce membre distingué du *Council of India* rêve de détourner l'île d'Erin des rêveries idéalistes vers l'action pratique, de l'agitation électorale vers cette prospérité matérielle, qui facilite les oublis et prépare les réconciliations.

Il faut avoir entrevu ces hommes et passé dans ces groupes, pour comprendre l'importance du *Home Rule administratif*, les négociations qu'il avait exigées, les espérances qu'il éveillait. On avait dû concilier whigs et radicaux, adver-

1. Il l'était en 1907 : il ne l'est plus aujourd'hui.

Digitized by Google

saires et partisans du *Home Rule* politique, tâter le terrain auprès des députés irlandais, pour les détacher des formules intransigeantes, gagner la neutralité de la Chambre des Lords, afin d'éviter une opposition systématique et le réveil des souvenirs de 1886. Les démarches avaient abouti. Les radicaux triomphent de l'opposition des whigs, dressent le plan du *Conseil irlandais*, concentrent son activité sur le domaine administratif et économique, soumettent la création de cet organisme, commode et pratique, à l'approbation du Parlement. M. Redmond se lève, viole ses engagements et rejette la réforme, au nom du parti irlandais.

Certes, les intelligences celtiques n'ont point été embarrassées pour justifier cette volte-face imprévue. Leur souplesse et leur fécondité se sont données libre carrière. Les orateurs nationalistes ont invoqué de multiples arguments. Les circonscriptions, chargées d'élire le Conseil général, avaient été dessinées, de manière à favoriser leurs adversaires. L'existence de membres de droit diminuait la valeur représentative de l'Assemblée, tandis que le *veto* du lord Lieutenant paralyserait, tôt ou tard, son activité législative. Les sommes, mises à la disposition de l'*Irish Council*, étaient insuffisantes pour assurer le fonctionnement des services, dont on lui confiait la gestion : si, faute d'argent, ils ne donnaient point satisfaction à l'opinion, on ne manquerait pas, une fois de plus, de railler « l'incapacité invétérée de la race celtique ». Ce sont là des arguments de détail, qui ne justifient point une opposition systématique, un refus complet. Le *veto* du lord Lieutenant n'était ni plus étendu, ni plus menaçant que celui dont jouit la Couronne britannique. Et quant aux autres critiques, les radicaux répondent qu'il eût été possible d'en tenir compte dans des amendements.

Pour expliquer le rejet par les intéressés du *Home Rule administratif*, ce nouveau succès dans l'histoire de l'Irlande de la politique du tout ou rien, qui est la négation même de la politique, cet art des transactions opportunes, il faut chercher ailleurs que dans les argumentations officielles. Il importe de

Digitized by Google

tenir compte, non seulement de la crainte, qu'éprouvaient les députés de voir leur autorité et leur rôle diminuer, au profit d'un organisme nouveau, mais surtout de l'influence du clergé catholique. Il possède le *Freeman's Journal*. Il alimente la caisse du parti, qui, en échange de l'obligation de ne point accepter d'invitations à dîner, verse aux élus 2 £ par semaine, 200 francs par mois. Les parlementaires, à une époque où leurs compatriotes d'Amérique et d'Australie sont moins généreux, ne peuvent se passer des versements de leurs prêtres, ni, partant, désobéir à leurs grands électeurs. Or, la majorité des évêques s'était prononcée contre la création d'un Conseil, qui gèrerait écoles et collèges, et dont les ministres des cultes seraient exclus. Les députés ont cédé d'autant plus facilement à ce *veto* ecclésiastique, qu'ils craignaient davantage les foudres des intransigeants. Une poussée étrange, le *Sinnfein movement*, ébranle les masses irlandaises, les détourne de l'action parlementaire, concentre toutes les énergies sur le sol de l'île d'Erin, oppose à l'œuvre stérile des élus de Westminster, les résultats économiques et moraux des néo-celtiques, compare aux échecs des députés le bilan des usines créées et des *landlords* ruinés. Plus de concessions et plus de négociations, tout pour l'Irlande, par le boycottage des choses et des hommes, des idées et des mots, des usages et des institutions d'origine anglo-saxonne.

Les parlementaires, par peur de n'être point réélus, se sont inclinés devant un courant, dont les émeutes de Belfast, les attentats isolés et les violences agraires sont une des manifestations. S'ils avaient eu, ce jour-là, le sens des intérêts de leur race, ils auraient accepté le *Bill* en première lecture, formulé des réserves et exposé des amendements. Au cas, peu probable, où l'on n'eût point tenu compte de leurs observations, ils auraient voté contre la loi, quand elle serait revenue devant la Chambre.

Ils ont préféré donner une médiocre idée de leur patriotisme et de leur courage.

Digitized by Google

*
* *

Cinq années passent. Les nationalistes irlandais sonnent le Cabinet radical de reprendre le problème ajourné et la formule gladstonienne. Il ne peut se dérober à cet appel : Redmond tient entre ses mains le sort de la majorité. Le ministère ne saurait invoquer l'opposition des Lords : leur autorité est réduite et leur veto suspensif. Il lui est impossible de plaider les circonstances : elles sont propices.

Les deux mots, *Home Rule*, ont perdu leur sonorité séparatiste.

L'atmosphère n'est plus la même. L'expérience canadienne et sud-africaine a démontré à l'opinion britannique, que la liberté politique est la meilleure école du loyalisme impérial. Westminster apparaît, de plus en plus, à l'opinion britannique comme un Capitole. Communes et Lords doivent se débarrasser des questions d'intérêt local, sous le poids desquelles ils succombent, pour se consacrer entièrement aux problèmes d'intérêt impérial. Trente années de propagande ont acclimaté outre-Manche, sur une terre qui leur est particulièrement propice, les idées de décentralisation et de fédération.

Il est certain que l'organisation administrative, dont est dotée l'Irlande, constitue un formidable défi au bon sens. Si une des innombrables colonies britanniques avait été soumise au même régime, elle serait depuis longtemps en révolte ou en faillite. Le vice-roi réside à Dublin, mais ne gouverne pas. Le secrétaire d'État gouverne, mais n'habite point à Dublin. Il est responsable de sa gestion, non devant les élus irlandais, mais devant ceux de l'Angleterre et de l'Écosse. Les diverses tâches administratives sont réparties entre soixante-sept *boards*, ou commissions. Celles-ci n'ont ni les mêmes pouvoirs, ni les mêmes ressources, ni la même composition. Leurs rôles, mal délimités, empiètent les uns sur les autres. Leurs membres, mal recrutés, ont une valeur singulièrement variable. En Irlande, un habitant sur onze est un fonctionnaire.

Digitized by Google

Mais dans ce paradis administratif, les fonctionnaires n'ont, d'ordinaire, ni statuts, ni concours. En revanche, ils échappent à tout contrôle extra-hiérarchique. Le secrétaire d'État réside à Londres. Les élus restent à Westminster. Ils ne peuvent même pas exercer une surveillance sur le budget d'Erin. En 1910, il a été versé aux 67 *boards*, par le chancelier de l'Échiquier, la somme de 9 millions et demi de £. La moitié seulement de cette somme figure dans des crédits spéciaux de l'Irlande. Les Communes peuvent les discuter, mais les députés irlandais s'en désintéressent. Les 4 autres millions de £ rentrent dans des chapitres communs à toutes les provinces des Iles Britanniques.

Le gâchis financier couronne et complète le gâchis administratif. Si les conservateurs, comme le leur avait conseillé Joë Chamberlain, avaient su et osé profiter de leur hégémonie, pour doter l'île d'Erin d'une organisation rationnelle, décentralisée et libérale, la question du *Home Rule* ne se poserait plus aujourd'hui. Une réforme hardie eût empêché les observateurs impartiaux de constater, que la création à Dublin d'un pouvoir représentatif et exécutif constituera sur le régime actuel, à la fois anarchique et dictatorial, insuffisant et complexe, un immense progrès.

Aucune des objections unionistes ne saurait prévaloir contre cette vérité brutale. Il est exact que, depuis le vote des retraites ouvrières, les recettes du budget irlandais ne parviennent plus à couvrir les dépenses. Mais avant d'interpréter ce fait contre les partisans du *Home Rule*, on devrait ajouter que, depuis un siècle, Erin, (grâce à une taxation supérieure à ses besoins), a versé à John Bull 300 millions de £, dont elle n'a pas touché un penny. Les sceptiques mettent en doute la capacité politique des Celtes et proclament la nécessité de la tutelle saxonne. Le *Local government board* a dû reconnaître, dans ses rapports officiels, que les Conseils généraux s'étaient montrés dignes de la confiance, que leur avaient témoignée les conservateurs, en 1898, en les appelant à la vie. Leur neutralité confessionnelle est absolue. Leur gestion administrative est cor-

Digitized by Google

recte. Les patriotes redoutent de livrer à la majorité catholique et celte la minorité protestante et saxonne de l'Ulster. Le triple veto du Conseil privé, du Parlement impérial, de la Couronne anglaise doit pouvoir garantir les vainqueurs d'hier contre la persécution des vaincus d'autrefois.

Et qu'on ne vienne pas dire qu'une décentralisation, imposée par la nature et par l'histoire, constitue une menace pour l'unité britannique. La liberté réconcilie. La prospérité cimente. Les persécutions divisent. La misère aigrit. Une Irlande affranchie et enrichie sera une Irlande loyale. Et, d'ailleurs, l'armature monarchique, militaire, fiscale et parlementaire ne subsistera-t-elle pas intacte?

*
* *

Le *Home Rule Bill* de 1912, ne constitue pas un affranchissement complet de l'Irlande : il délègue une autorité restreinte. Le projet de loi, tel que les Communes l'ont retouché, ne réalise point la rupture immédiate des écrous : il organise l'éducation progressive de l'île d'Érin. Le Cabinet radical n'a pas choisi une des deux solutions logiques, précises et définitives, que les exemples du passé et du dehors pouvaient imposer. Il a écarté, à la fois, le régime de l'autonomie coloniale et celui d'une décentralisation fédéraliste. Ou plutôt, il a emprunté quelque chose aux deux systèmes. Le *Home Rule Bill* de 1912, plus encore que ceux de 1886 et de 1893, constitue une transaction.

Il ménage les passions. Il concilie les intérêts. Il tourne les difficultés. Mais, d'autre part, ce texte obscur et complexe ne se prête guère aux définitions simples ni aux résumés lumineux.

Le *Home Rule Bill* de 1893 n'accordait aux nationalistes irlandais qu'une « législature », divisée en deux Chambres, un Conseil législatif de 48 conseillers, une Assemblée législative de 104 membres. Pour la première fois, les deux mots « Parlement Irlandais » figurent dans un texte formel. Le projet

Digitized by Google

de 1912 octroie à l'île d'Érin une Chambre des Communes et un Sénat. Les députés, dont le nombre a été porté à 164, pour assurer leur prédominance, en cas de conflit avec la Chambre Haute et de session mixte, sont élus, à raison d'un mandat par 27.000 habitants, pour cinq ans, par les circonscriptions actuelles et par les mêmes électeurs, dans les mêmes formes et aux mêmes conditions. Une représentation des minorités jouera dans les *divisions*, qui ont à désigner trois mandataires. Passé un délai de trois ans, les Communes seront libres de modifier le droit de vote, le mode d'élection, les limites des circonscriptions et la répartition des mandats, pourvu que l'effectif de 164 ne soit pas dépassé et que le principe représentatif soit respecté. Les 40 sénateurs, provisoirement désignés par le Gouvernement impérial, seront, dans un avenir prochain, élus pour huit ans, par les quatre provinces, à la suite d'un scrutin, où fonctionnera une proportionnelle rudimentaire, afin de sauvegarder les droits de la minorité protestante. Si un conflit se produit entre les deux Chambres et se renouvelle, au cours de deux sessions différentes, sur la même loi, sénateurs et députés se réuniront en une seule Assemblée et trancheront le débat. Ce heurt ne saurait se produire au sujet d'une question financière : la prédominance, en cette matière, est expressément reconnue aux Communes irlandaises. Les restrictions du *Parliament Act* ont été étendues à l'île d'Érin. Le *Home Rule Bill* de 1912 est plus sévère que ceux de 1893 et de 1886 pour la seconde Chambre. Il est vrai qu'il ouvre les portes du Parlement aux lords, et reconnaît leur éligibilité. Ils ne seront plus frappés d'une *deminutio capitis*.

« Sa Majesté le Roi continuera à être investi du pouvoir exécutif » (clause 4) ; mais le déléguera à un lord Lieutenant. Désigné pour six ans et révocable, il n'est plus, comme aujourd'hui, un représentant du Cabinet Britannique, dont il partage l'existence parfois éphémère, mais un gouverneur colonial. Cette concession au nationalisme irlandais est aussitôt réduite par une importante restriction. Le lord Lieutenant

Digitized by Google

disposera de pouvoirs, que ne sauraient songer à invoquer ses collègues d'Ottawa, du Cap ou de Melbourne. Dans l'application de son veto, il ne tiendra pas compte seulement des suggestions des ses conseillers irlandais, mais encore des instructions du Ministère impérial. Il pourra déférer au Conseil privé du Royaume-Uni les décisions parlementaires, dont la légalité lui paraîtra douteuse. Tout comme un gouverneur ordinaire, il sera assisté d'un Ministère irlandais, responsable devant les Communes irlandaises et désigné par la majorité politique. Les Affaires locales, les Travaux publics, les Postes et Télégraphes, la Justice et les Prisons, la Police et, — dans six ans, — la Gendarmerie constitueront les principaux portefeuilles. Mais, afin de sauvegarder, jusque dans les mots, l'unité britannique, leurs titulaires porteront le titre de : « Membres de la Commission exécutive du Conseil privé de l'Irlande. »

Les pouvoirs de l'autorité exécutive et législative sont limités par des restrictions, les unes temporaires, les autres définitives.

L'administration des retraites ouvrières, de l'assurance nationale, des Bourses du Travail, qui reste entre les mains du gouvernement impérial, sera transférée au Cabinet irlandais, un an après que les Communes et le Sénat irlandais auront demandé de prendre à leur charge un de ces services réservés. La gestion des Caisses d'épargne et des Sociétés de secours mutuels ne pourra être remise à l'Exécutif de Dublin, que dix ans après un vote favorable de l'autorité législative. L'île d'Érin sera dotée d'un Ministère des Finances, d'un *Exchequer* et d'un *consolidated fund*; mais les impôts, perçus sur l'ordre des Communes impériales ou irlandaises, continueront à être versés dans les caisses britanniques. Pour régler les rapports entre les deux administrations et assurer le contact, il sera créé un *Joint Exchequer Board*, formé de quatre membres, désignés, à raison de deux, par les *Treasuries* impérial et irlandais et présidé par un *chairman*, nommé par le Roi. Le projet de loi, par une série de dispositions minu-

Digitized by Google

tieuses, met, leur vie durant, les fonctionnaires de tout ordre, qui administrent la province celte, à l'abri des révocations, des diminutions de salaires et des déplacements d'office. Un *Civil Service Committee*, formé de trois membres choisis par le *Treasury* Impérial, par le Cabinet irlandais, et par le *lord chief justice* d'Angleterre, veillera au respect de ces garanties.

Le nouveau pouvoir exécutif, qui va être installé à Dublin, n'arrivera que progressivement à l'émancipation. Il devra procéder par étapes. Le nombre de ses services ne grandira que lentement. Et les fantaisies financières lui resteront toujours interdites.

Le pouvoir législatif est soumis au même régime. Il est interdit au Parlement irlandais de légiférer sur les services administratifs, dont la gestion reste confiée au Gouvernement impérial. Cette restriction, temporaire pour quelques-uns, est définitive ou presque, quand il s'agit de la perception des impôts, du rachat des terres et des emprunts actuellement consentis. Toute une série de sujets échappent et échapperont toujours à la compétence de la nouvelle législature : la Couronne et sa transmission ; les affaires étrangères ; les problèmes militaires ; le commerce international ; la législation des brevets ; la frappe de la monnaie ; l'organisation des phares. L'indépendance des Universités est sauvegardée. La neutralité confessionnelle est imposée au Parlement irlandais par un article rigoureux. Il lui est interdit de « faire une loi, qui, soit directement, soit indirectement, établit ou subventionne une religion, empêche son libre exercice, lui donne une préférence, un privilège, ou un avantage, impose une incompatibilité ou une incapacité, en raison d'une foi confessionnelle, ou d'un état ecclésiastique, fait d'une croyance ou d'une cérémonie rituelle la condition de validité d'un mariage. »

Ces restrictions morales ne sont-elles pas compensées par des avantages économiques ? Il semble, en effet, à première vue, que, sur ce terrain financier, le gouvernement anglais ait été plus généreux en 1912, qu'en 1893 et en 1886. Le *Bill* de 1886 prévoyait que l'Irlande contribuerait, dans la propor-

Digitized by Google

tion d'un quinzième, au coût de l'Empire. Le Bill de 1893, fixait à un tiers des « vraies ressources » fournies par les impôts d'État, la participation de l'île d'Érin aux charges du Royaume-Uni. En 1912, au lieu de verser, c'est l'Irlande qui reçoit. Le coût des réformes sociales a brisé l'équilibre du budget irlandais[1]. Les adversaires du *Home Rule* ont juré de refuser le paiement de l'impôt. Le Cabinet anglais en profite, pour maintenir intacte l'unité financière. Le *Joint Exchequer Board* touche les impôts, moins les recettes postales : soit £ 9.485.000. Sur cette somme, il prélève le coût des cinq « services réservés », provisoirement soustraits à la compétence du Cabinet irlandais[2] (£ 5.146.000). Il verse au trésor de Dublin, d'abord le coût des « Services irlandais » (£ 5.600.000), puis une petite subvention de £ 500.000. Les débours du *Joint Exchequer Board* dépasseront donc ses recettes de 2 millions de livres. L'excellent John Bull devra les prendre dans sa poche. Pour se consoler, il escomptera la diminution de la subvention annuelle[3], la réduction de certains services[4], le bénéfice des plus-values.

Quels pouvoirs financiers conservent les Communes irlandaises? Les recettes postales ne suffisent pas pour couvrir les frais d'exploitation. Les nouveaux députés disposeront-ils donc pour toute recette d'une subvention de £ 500.000, d'ailleurs provisoire et déjà entamée? Certes, il leur est interdit de modifier les droits de timbre et de diminuer les droits de douane. Ils pourront cependant accoître de 10 p. 100

1. 1912-1913.

Dépenses faites au compte de l'Irlande	£ 12.350.000
« Vrai » revenu fourni par l'Irlande	10.840.000
Déficit	£ 1.510.000
2. Retraites ouvrières	2.660.000
Assurance nationale	190.000
Rachat des terres	616.000
Gendarmerie	1.380.000
Frais de perception	300.000
	£ 5.146.000

3. La subvention de £ 500.000, d'après le premier projet, était réduite à £ 200.000 par échelons, en six ans.

4. Le rachat des terres et surtout la gendarmerie.

Digitized by Google

le rendement du tarif actuel, ainsi que celui de *l'income tax* et des droits successoraux. S'ils préfèrent les réduire, ils le peuvent ; mais les versements du *Joint Exchequer Board* seront diminués d'autant. Pour les impôts indirects (Excise), les Communes irlandaises ont pleine liberté. Si elles préfèrent découvrir des ressources inédites, leur ingéniosité fiscale peut se donner libre carrière. L'administration impériale percevra ces nouvelles taxes, et en ajoutera le montant aux ressources actuelles du budget irlandais.

Dès que l'île d'Érin pourra suffire à ses besoins, une nouvelle convention sera votée et la participation aux dépenses impériales fixée par le Parlement de Westminster.

Cette organisation financière constituera, entre les deux îles, un lien solide. Et quand on songe, qu'au *Joint Exchequer Board,* s'ajoutent les « Services réservés », les organes de perception, le *Civil Service Committee*, il est facile de mesurer l'importance du contrôle administratif, que se réserve l'autorité impériale. Le contrôle législatif est aussi étroit. Le Parlement irlandais est soumis à un triple veto. Le lord Lieutenant, le Conseil privé, qui décide souverainement, si tel *Bill* ne dépasse pas les attributions constitutionnelles des Communes de Dublin, la Chambre anglaise, qui conserve le droit de légiférer sur les questions irlandaises et dont les décisions priment celles de sa filiale, peuvent briser les arrêts du Parlement irlandais. Dans une certaine mesure il n'y aura aujourd'hui, comme hier à Dublin et à Londres, qu'une seule autorité exécutive et législative. Sur les bancs de Wesminster siégeront 40 députés irlandais. Les deux îles, que séparent la mer, l'histoire et le sang, n'auront qu'une monnaie, qu'un commerce, qu'une diplomatie, qu'une armée, qu'une marine, qu'un drapeau, qu'un Roi.

Certes, le *Home Rule Bill* de 1912 n'est pas à l'abri de toute critique. On peut lui reprocher d'être obscur et compliqué. La coexistence de deux gouvernements, de deux administrations, de deux parlements provoquera des heurts et des froissements. L'Irlande, au point de vue de ses pouvoirs

Digitized by Google

financiers, est soumise au régime délicat du Conseil judiciaire. Des protestations sont possibles. Des difficultés sont certaines. Ces objections paraissent fondées. Mais, en revanche, qu'on ne vienne pas dire, que ce projet de loi compromet l'unité du Royaume-Uni. Elle reste entière. L'armature est intacte.

*
* *

Le 23 avril 1912, se sont écroulées les dernières espérances des conservateurs anglais. Ils avaient escompté, sinon un rejet, du moins des protestations, des querelles et peut-être des scissions. Le clergé catholique hésitera à approuver un bill, qui, en interdisant les subventions directes ou indirectes à une confession religieuse, porte un coup sensible à l'enseignement confessionnel et introduit la formule laïque. Les patriotes exaltés hésiteront à contresigner un projet de loi, qui, en maintenant intacts les liens monarchique, militaire et fiscal, en posant le principe d'une contribution financière et d'un contrôle impérial, sauvegarde l'unité du Royaume-Uni : l'Irlande reste une province autonome et ne devient pas une colonie affranchie.

Ces espoirs ont été frustrés. L'approbation fut unanime. La nation irlandaise est tout entière debout derrière Redmond.

J'ignore s'il s'attendait à être reçu fraîchement et âprement critiqué, mais son discours semble avoir été écrit, pour désarmer les intransigeants. Redmond souligne les concessions libérales, escamote les réserves législatives, avec une égale habileté. Analysé, commenté par lui, le *Home Rule Bill* apparaît comme une charte d'affranchissement. Il ne met pas fin seulement à une organisation administrative, à la fois anarchique et autoritaire, qui constituait un défi au bon sens et une barrière contre le progrès. Il ouvre une ère nouvelle dans la vie nationale de l'île d'Erin. Aux yeux des Irlandais, qui ont écouté cet habile commentaire, Redmond semble vraiment apporter au peuple, jadis vaincu et opprimé, aujourd'hui encore mal administré et insuffisamment instruit, décimé par l'émigration, le prix d'une victoire, la liberté.

Digitized by Google

L'orateur commence par affirmer que « le projet de loi vaut plus pour l'Irlande, que l'abrogation de l'acte d'union », ni plus, ni moins ! Et Redmond le démontre. Au temps où l'île d'Erin avait un parlement indépendant, l'exécutif « était responsable devant la Chambre anglaise ». « Aucune réforme, votée par les mandataires de l'Irlande ne devenait loi, avant d'avoir été contresignée par le Roi et son conseil en Angleterre ». Demain, le ministère ne pourra gouverner, que s'il a la confiance de la Chambre irlandaise. « Au lieu d'avoir certaines affaires qui leur sont déléguées, les pouvoirs législatif et exécutif auront le droit de régler toutes les affaires irlandaises, — à quelques exceptions près. »

Redmond se garde bien de les énumérer immédiatement. Il commence par dresser la liste de tous les services, sur lesquels l'autorité du peuple pourra, par l'intermédiaire de ses élus, s'exercer souverainement : — elle tient près de 50 lignes. Et ce n'est qu'ensuite que l'orateur aborde les questions réservées au gouvernement impérial. Il sera interdit au Parlement de Dublin « d'aborder des questions, qui touchent à la couronne et à sa transmission, à l'armée et à la marine, aux relations diplomatiques, au système monétaire. » Il lui sera également interdit « de promulguer des lois, qui attenteraient aux droits civils ou religieux, ou toucheraient à la propriété d'un individu, en raison de ses convictions religieuses ». Cette réserve est blessante pour l'honneur du peuple irlandais ; « mais, si une seule personne la croit nécessaire, nous sommes prêts à l'insérer dans la Loi ». Et aussitôt l'orateur passe aux services, gendarmerie, retraites ouvrières, assurance d'État, qui retomberont sous l'autorité du futur Parlement, après un certain délai. Il est impossible d'être plus habile.

Il l'est resté jusqu'au bout. Pas une difficulté que Redmond n'ait escamotée, avec une souplesse toute celtique. La liberté financière est restreinte : le Parlement ne pourra modifier que les taxes municipales, les droits de consommation sur la bière et sur l'alcool. C'est vrai. « Mais pas un sou, payé en Irlande, ne sera dépensé ailleurs qu'en Irlande. » La liberté douanière

Digitized by Google

est limitée : le Parlement aura seulement le droit d'accroître de 10 p. 100 le rendement des tarifs. « Vous ne pensiez vraiment pas obtenir d'un gouvernement libre-échangiste le droit d'ériger des barrières protectionnistes contre tout le monde. » Le lien législatif n'est point rompu : des députés irlandais siégeront à Wesminster. « Je suis, quant à moi, heureux que mon peuple ait sa part, dans la gestion de cet empire britannique, qu'il a si largement contribué à fonder. »

Comment être étonné qu'après ce discours, la Convention nationale, par deux votes unanimes, ait approuvé le *Home Rule Bill* et refusé d'exiger des amendements?

Le *Times*, le *Morning Post* n'ont pas su cacher leur surprise. Les délégués du peuple irlandais ont exprimé une confiance absolue, une approbation enthousiaste. Et cependant ce *bill*, plus prudent, moins complexe que celui de Gladstone, sauvegarde, d'une manière plus complète, l'unité politique du Royaume-Uni. Erin s'est assagie.

II

La bataille n'en sera pas moins rude et la résistance acharnée. Le 30 janvier 1913, les Lords ont rejeté le *Home Rule Bill*, par 326 voix contre 69. Il faudra déclancher le couperet du *Parliament Act*.

Or, pour avoir le droit de passer outre au veto des Lords, il est nécessaire que les bills, rejetés par la seconde Chambre, aient été votés par les Communes, au cours de trois sessions consécutives et dans l'espace minimum de deux ans. Mais, pour exiger un pareil effort de discipline dans les scrutins et de laconisme dans la discussion, il est indispensable de pouvoir compter sur la fidélité d'une majorité homogène, il faut même que ce dévouement loyal soit à l'épreuve du temps. Tant que le *Home Rule Bill* et ceux qu'il plaira aux Pairs de rejeter n'auront pas été votés trois fois par les Communes, une crise ministérielle, provoquée par n'importe quel incident, sur

Digitized by Google

n'importe quel sujet, assure l'échec immédiat des réformes antérieures, annihile tous les résultats du labeur passé. La moisson législative de 1912 ne sera mise en grange qu'en 1914. Pendant deux ans, elle doit rester soumise aux intempéries de l'atmosphère politique.

Et dès maintenant, le baromètre n'est pas au beau fixe. Avant les vacances de l'été 1912, la lassitude était générale. La majorité ministérielle, qui était de 220 voix, est tombée à 46 le 4 juillet, à 40 le 18, à 3 le 25 août. Le 11 novembre, en arrêtant inopinément la discussion d'un amendement au *Home Rule*, qui limite à 62 millions de francs les subventions annuelles de la mère patrie à l'Irlande affranchie, l'opposition conservatrice a pu profiter de l'absence de 183 ministériels et battre le Cabinet à 22 voix de majorité. Le Cabinet a refusé de s'incliner devant ce scrutin de surprise, d'accepter comme définitif le vote de l'amendement. Docile à son appel, le bloc reconstitué est revenu sur la décision prise. Mais ce succès tardif ne saurait ni effacer l'impression produite par l'échec du 11, ni mettre le gouvernement à l'abri de nouvelles défaites.

La lutte, acharnée devant les banquettes des Communes, sera portée devant le pays. Le 9 janvier 1913, Mr Bonar Law s'est engagé, si le *Home Rule* est soumis au peuple et approuvé par lui, à ne pas encourager la résistance de l'Ulster. Tôt ou tard, l'offre sera acceptée, le pacte exécuté, et la nation consultée.

*
* *

Pour se préparer à cette éventualité, le Cabinet avait, au cours de la première session, déposé un projet de réforme électorale. Le suffrage cessait, en Angleterre, d'être restreint[1],

1. 31 décembre 1911, sur 13 millions d'adultes mâles, 7.904.000 électeurs inscrits ;
631.000 *owners*, propriétaires :
6.804.000 *occupiers*, occupants ;
365.000 *lodgers*, locataires.

Digitized by Google

censitaire et plural. Le parti radical escomptait la gratitude de 2.500.000 nouveaux électeurs, ouvriers logeant à deux, en garni, travailleurs des industries saisonnières, fils vivants sous le toit de leurs parents [1]. L'opposition conservatrice, affaiblie par la radiation de 500.000 électeurs pluraux [2], redoutait une nouvelle défaite.

Le 27 janvier 1913, M. Asquith dut purement et simplement retirer le projet ministériel de réforme électorale. Sans doute, un texte nouveau sera déposé, au début de la session prochaine, sur le bureau des Communes. Laissant à l'initiative parlementaire le soin de résoudre la question du vote des femmes, le bill établira le suffrage universel, réglementera la procédure d'inscription et de radiation, — et enfin procédera à un remaniement des circonscriptions. La répartition actuelle des mandats constitue un défi au bon sens et un déni de justice. Le problème de la réforme électorale reste donc posé devant l'opinion. Mais, — et c'est là un point capital, — il ne sera pas tranché définitivement, avant le jour prochain, où les comices populaires auront à se prononcer sur l'œuvre législative du Cabinet radical. L'ajournement à la session prochaine ne permet plus de profiter des avantages du *Parliament Act* ni de forcer la main aux Lords. Les radicaux voient leurs calculs s'écrouler et leurs espérances s'évanouir.

Quels sont les faits et les arguments qui ont décidé le Cabinet britannique à prendre une initiative, pénible pour son amour-propre, dangereuse pour son prestige, inquiétante pour son avenir?

Le spirituel discours prononcé, le 24, par M. L. Harcourt,

1. La réforme électorale de :

1832	a créé	500.000	électeurs nouveaux ;
1867	—	916.000	—
1884	—	1.900.000	—
1912	eût créé	2.500.000	—

2. Aux élections de :

1895,	la majorité	conservatrice	a été de	104.000 voix ;
1900	—	—		123.000 —
1906	—	radicale		836.000 —
Janvier 1910		—		488.000 —
Décembre 1910		—		350.000 —

Digitized by Google

Secrétaire d'Etat aux colonies, avait mis le Cabinet dans une situation difficile. L'orateur antisuffragiste traita sans le moindre ménagement ses collègues, partisans du vote des femmes, M. Lloyd George et Sir Edward Grey. Pour la plus grande joie de l'opposition, il releva leurs contradictions et railla leurs scrupules. Le chancelier de l'Echiquier avait jadis affirmé, que cette question n'avait jamais été soumise au corps électoral. Pourquoi s'oppose-t-il aujourd'hui à ce qu'il soit consulté par voie d'un referendum ? Le Ministre des Affaires étrangères n'a pas songé à ouvrir aux femmes la porte de la carrière diplomatique et consulaire. Pourquoi « n'ajoute-t-il pas cet élément de gaîté à la joie des nations » ? Le succès de M. L. Harcourt, qui rappela que les suffragettes avaient mis le feu à sa maison « ou plutôt à l'aile habitée par ses enfants », fut tel, que le sort de la réforme électorale paraissait compromis. Galvanisés par ce discours, les 50 radicaux anti-suffragistes, les nationalistes irlandais iraient, si l'amendement féministe de Sir Edward Grey venait à être accepté, jusqu'à repousser, en troisième lecture, le vote de la réforme électorale. Ils infligeraient au Cabinet un échec grave. Ils provoqueraient une crise ministérielle. Pour éviter le retour au pouvoir des conservateurs, M. Asquith a capitulé.

L'intervention du Speaker l'y aurait d'ailleurs obligé. La transformation de la procédure parlementaire, les progrès de la clôture, le vote du *Parliament Act* tendent, de plus en plus, à faire du Président une sorte de magistrat tout-puissant, qui se prononce, sans appel, sur la légalité des décisions législatives et des propositions ministérielles. Le *Speaker* déclara, le 27 janvier, que l'introduction, dans un *Bill*, d'amendements qui en modifient le caractère et en transforment la portée, équivaut à un rejet et condamne à un retrait. L'honorable G. Lowther a invoqué l'autorité d'un de ses prédécesseurs, le Speaker Peel. Il aurait pu citer l'arrêt qu'il rendit le 16 août 1889 à l'occasion d'un projet de loi sur le recouvrement de la Dime. En 1856, en 1873, en 1878, des *bills*, remaniés au cours de la discussion, modifiés par des amende-

Digitized by Google

ments dirimants, furent retirés. L'honorable G. Lowther considère que la Chambre ne saurait introduire le vote des femmes dans un texte, qui n'a pas pour objet de créer de nouvelles classes d'électeurs, mais simplement de supprimer le vote plural et de réviser la procédure d'inscription, sans tomber sous l'application de cette jurisprudence. De sa propre autorité, le Speaker aurait rayé le projet de loi sur l'ordre du jour. Il eût ainsi souligné la défaite du Cabinet. Pour l'éviter, M. Asquith a dû prendre l'initiative de cette radiation. L'échec moral reste.

Il ne saurait accroître les chances électorales du parti radical. Pour les apprécier avec quelque exactitude, il importe de mesurer l'intensité des traditions morales et économiques, le nombre des groupements puritains et libre-échangistes, qui lui fournissent une doctrine et des soldats.

*
* *

Avec la poussée démocratique de 1905 avait coïncidé un brusque essor des églises libres, des protestants dissidents. Une fois de plus, au cours de l'histoire de l'Angleterre contemporaine apparaissait la concordance des fluctuations religieuses et des oscillations électorales. Depuis sept ans, l'activité puritaine n'a pas fait de nouveaux progrès. Elle n'est pas seulement stationnaire. Elle recule. Elle décroît.

De 1906 à 1912 inclus, les Chapelles Baptistes ont vu régulièrement, année par année, diminuer l'effectif de leurs fidèles. Le nombre de leurs membres, de leurs écoliers du dimanche, de leurs prédicateurs laïques, est tombé de 434 à 416.000, de 590 à 570.000, de 5.748 à 5.451. Pendant la la même période, les méthodistes Wesleyens ont perdu 15.000 adhérents. Et leurs statistiques trahissent également un fléchissement progressif. Rien qu'au cours de l'année 1912, les Congrégationalistes ont enregistré un déchet de 2.220 fidèles de 3.170 écoliers, de 25 pasteurs laïques et de 144 prédicateurs locaux. Des groupements moins importants, les

Digitized by Google

méthodistes primitifs, les méthodistes calvinistes, les méthodistes unis, avouent le même déclin. Les églises puritaines, auxquelles le radicalisme britannique doit sa force religieuse et son autorité morale, ne sont plus aussi vivantes, qu'elles l'étaient au temps, où leurs prédicateurs dénonçaient, du haut des chaires, la législation scolaire, la politique belliqueuse, les visées protectionnistes du cabinet Balfour.

En revanche, les associations libre-échangistes assistent à la faillite — provisoire — de la *Tariff-Reform*. La reprise industrielle, qui avait coïncidé avec la victoire radicale de 1906, après un bref arrêt, s'est accentuée depuis 1909. En quatre ans, les statistiques du *Board of Trade* ont enregistré une augmentation de 6.250 millions de francs, dans le commerce total du Royaume-Uni, dont 525 pour les réexportations et 2.725 pour les ventes de produits britanniques. Rien qu'au cours de l'année 1912, les transactions totales se sont accrues de 2.675 millions de francs, les réexportations ont gagné 225 et les expéditions de marchandises anglaises 825 millions de francs.

Peu importe que le commerce allemand[1] ait réalisé des progrès plus importants. John Bull n'a cure, pour l'instant, de ces statistiques comparées. De toutes parts arrivent au *Daily Mail*, l'organe protectionniste devenu l'interprète de la satisfaction générale, des bulletins de victoires. Le chômage disparaît. Les salaires haussent. Les bénéfices grandissent. Le libre-échange retrouve, jusque dans les industries protectionnistes, celles de la métallurgie, de la laine, des produits chimiques, des partisans et des admirateurs.

Le parti radical serait sûr d'exploiter avec profit, ces gratitudes, si, au lieu d'escompter le retour certain d'une crise

1. De 1900 à 1911 inclus les exportations de produits allemands passent de £ 227 à £ 398, augmentent de £ 171 millions, de 75 p. 100, et les ventes de produits britanniques passent de £ 291 à £ 454, grandissent de £ 163 millions, de 56 p. 100. Pour les neuf premiers mois de 1912, le gain de l'Allemagne est de £ 24 et celui de l'Angleterre £ 23 millions. Chiozza-Money dans *Daily News*, 2 janvier 1913.

Digitized by Google

économique, le parti conservateur n'avait eu soin d'atténuer et d'élaguer son programme protectionniste.

Cette révision opportune et opportuniste n'est pas l'œuvre des *Leaders*. Le 14 novembre 1912, lord Lansdowne retirait, en leur nom, l'engagement, pris le 29 novembre 1910, par M. Balfour de soumettre la question fiscale à un referendum populaire; et, le 16 décembre, M. Bonar-Law n'accepte d'écarter les droits sur les denrées alimentaires, que si « les colonies ne les considèrent pas comme essentiels au régime préférentiel. » Le *Times* et le *Daily Mail* dénoncent vivement la maladresse de cette tactique. Des polémiques s'engagent. Des démentis se croisent. Les députés conservateurs interviennent. Ils signent unanimement un manifeste. Lors des prochaines élections, le pays sera invité à se prononcer uniquement sur l'œuvre législative du parti radical. S'il ouvre à ses adversaires les portes du pouvoir, ceux-ci ne se croiront pas autorisés à établir des taxes alimentaires nouvelles, avant une seconde consultation populaire. Le 24 janvier 1913, à Edimbourg, M. Bonar-Law s'est incliné devant cette sommation et a accepté ces projets. L'ajournement de la réforme fiscale, sous sa forme intégrale, accroît les chances de l'opposition conservatrice. Elle n'a jamais été un parti de doctrinaires. Elle doit, elle devra encore ses plus brillantes victoires à ce mépris de l'idée, autant qu'au culte de la cocarde.

Certes les *leaders* tories se sont montrés, depuis les élections dernières, extrêmement prudents dans leurs commentaires sur le péril allemand. Ils ont évité les discours incendiaires. Ils ont assisté aux banquets anglo-germaniques. Ils redoutent les souvenirs qu'ont laissés les Salisbury, les Chamberlain, les Disraëli. Ils craignent de passer pour le parti de la guerre. Mais ces scrupules s'atténueront, quand s'ouvrira la période électorale. Les orateurs reprendront leurs thèmes préférés. Ils feront vibrer la corde patriotique avec un art consommé. Les occasions ne manqueront pas. Les promenades nocturnes du *Zeppelin*, la coopération militaire des Dominions, l'équilibre

Digitized by Google

naval dans la Méditerranée, la crise des effectifs dans l'armée territoriale, — tous ces faits mettront à l'ordre du jour le problème de la sécurité britannique.

Ce sera là pour le parti conservateur une chance de plus de succès. Il en doit d'autres aux hasards des circonstances et aux accidents législatifs. Les candidatures du *British Socialist Party*, multipliées par la perspective d'une indemnité parlementaire, seront d'autant plus dangereuses pour le parti radical, qu'il n'existe point de second tour et que la réforme électorale n'aura point été réalisée. Elles faciliteront la division du bloc démocratique et la victoire de la minorité tory. L'établissement du Home Rule entraîne une réduction dans le nombre des députés irlandais : il tombe de 102 à 40. La majorité ministérielle est, *ipso facto*, diminuée de 60 voix. Quelques gains conservateurs, et elle s'écroule. L'effort à donner est restreint. L'efficacité d'un succès partiel est décuplée.

Mais, malgré ces chances, dont quelques-unes sont provisoires et artificielles, l'avenir électoral de l'opposition reste sombre. L'ère de la *Tory democracy* est bien close. Il y a quelque quarante ans, grâce à l'impulsion de Lord Beaconsfield et de Lord Randolph Churchill, les forces conservatrices, en face du libéralisme bourgeois, représentaient le parti des réformes ouvrières. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Le *Labour Party* est une réalité parlementaire. Les radicaux ont une doctrine sociale. Les audaces législatives du bloc démocratique défient toute concurrence et toute surenchère. Les tories ont moins d'initiatives à prendre que d'attaques à repousser. Acculés à la défensive, ils doivent protéger les intérêts acquis et enrayer les poussées sociales. Ce rôle est ingrat et peu rémunéré. Et ce n'est pas la perspective du service militaire, la menace d'une réforme douanière ou le rétablissement du veto aristocratique qui galvaniseront les masses populaires. Les formules de 1874, de 1886, sont usées. La tactique de la *tory democracy* est démodée. Les leaders populaires ont disparu.

Digitized by Google

Plus les années se succèdent, plus il apparaît que 1906, dans l'histoire anglaise est un second 1832, le point de départ d'une poussée sociale, profonde, intense, durable, coupée par des reflux éphémères, « à moins que..... », comme disait l'abbé Wetterlé.

III

Les transformations, qu'elle apporte dans la vie politique et sociale du Royaume-Uni, en général, sont impossibles à saisir d'un regard rapide, pour le voyageur pressé. Le veto des Pairs a été strictement limité ; mais les Lords siègent toujours aux mêmes heures, dans la même salle, avec les mêmes costumes. Le contrôle des administrations centralisées a été étendu et les applications de l'interventionnisme législatif ont été multipliées, mais, pour apprécier l'importance de cette évolution sociale, il faut parcourir des débats parlementaires et feuilleter des documents législatifs Il est cependant probable, que, dans un avenir prochain, l'observateur le plus superficiel pourra découvrir, dans le décor de la campagne anglaise, les signes d'une révolution agraire.

Elle est visible, dès maintenant, de l'autre côté du canal de Saint-Georges. En Irlande, les *latifundia* se morcellent. Les cultures se modifient. Les fermes se multiplient. Un texte récent (1 et 2 Geo. V ch. XLIX) étend en 1911 à l'Ecosse la législation irlandaise, le principe de la superposition des deux propriétés, celle du *Landowner* et celle du *tenant*, les garanties de stabilité dans l'exploitation et de modicité dans les fermages accordés aux petits exploitants. Depuis quatre ans fonctionne, en Angleterre et dans le pays de Galles, une loi plus rigoureuse (8 Edw. VII. ch. XXXVI). Stimulés et contrôlés par des commissaires spéciaux, répartis dans huit grandes circonscriptions, les Conseils élus, paroissiaux, municipaux et généraux, qu'ils soient ruraux ou urbains, doivent fournir dans un délai déterminé, des fermes (*holdings*) ou des jar-

Digitized by Google

dinets (*allotments*) aux journaliers agricoles et aux ouvriers industriels, qui en font la demande dans des formes prescrites.

*
* *

Des documents permettent de mesurer l'effort accompli, au cours des quatre premières années, 1908, 1909, 1910, 1911.

Le 31 décembre 1911, les Conseils généraux Anglais et Gallois s'étaient procurés 49.800 hectares. Sur ce chiffre total, 31.520 hectares ont été, non pas loués, mais achetés au prix de 62 millions de francs. Cette superficie a été répartie comme il suit. 74 hectares seulement, ont été revendus à 13 petits propriétaires. 35.303 hectares ont été alloués à 7.077 tenanciers, promus au rang de fermiers de l'État. 39 associations coopératives se sont partagées 1.630 hectares. Si l'on ajoute que 2.600 candidats aux petites exploitations ont, grâce à l'intermédiaire des Conseils, obtenu, de gré à gré, des propriétaires, le morcellement de 12.800 hectares, on constate que 12.500 Anglais et Gallois ont pu, depuis quatre ans, réaliser leur rêve : obtenir, en location, pour leur vie durant, un lopin de terre d'une superficie moyenne de 560 ares, au milieu desquels se dressent une chaumière et une écurie.

Ils ont été si reconnaissants, qu'ils n'ont point oublié jusqu'ici de payer leur terme. Et, cependant, la tentation a dû être grande. Les foudres d'un Conseil général, radical-socialiste, d'un propriétaire collectif et élu, sont moins redoutables *a priori*, que celles du *landlord* ou de son gérant. Dans 7 comtés gallois sur 12, pas un seul des fermiers n'est en retard. Il en est de même dans le Buckshire, le Cheshire, le Warwickshire, l'Est et Nord Riding. Les Conseils généraux des comtés de Cambridge, de l'île d'Ély, de Hunts, Lindsey et Holland touchent 654.250 francs, versés annuellement par leurs petits exploitants : 2.750 francs seulement, moins de 1/2 p. 100, n'ont pas été payés. Ces fermiers de l'État, ces paysans à vie résisteront-ils au terrible été de 1912 ? On l'ignore

Digitized by Google

encore. Jusqu'ici ils se sont montrés travailleurs, tenaces et bons payeurs.

Un collaborateur du *Times* a dépouillé les rapports annuels, publiés par les *County-Councils*. L'impression du journaliste conservateur est nettement favorable. Il reconnaît, qu'autour de certaines grandes villes, Northampton, Leicester, Birmingham, notamment, la loi de 1908 a provoqué un véritable élan vers le travail des champs. Les ouvriers ont fondé des Sociétés coopératives, obtenu des petites exploitations, morcelé des superficies importantes. La législation nouvelle a favorisé l'essor des cultures fruitières et maraîchères à Sandy, Wisbech et Wye, le développement de l'industrie laitière et fromagère dans le Westmorland et le Cheshire. « Une classe d'hommes vraiment admirable, écrit le *Times*, naît à la vie sociale. Le journalier agricole, supérieur par son énergie et sa capacité, commence à comprendre qu'il lui est possible de réaliser son ambition latente, de devenir fermier. » Répondant à cet appel, certains Conseils généraux, ceux du Cheshire, du Lincolnshire, n'ont pas craint d'imiter l'exemple du Canada. Ils ont fractionné de vastes étendues, bâti des groupes d'habitations, créé de petites colonies. Jusqu'ici, constate le *Times*, qui n'est point suspect de sympathies radicales, ces *homesteads* ont pris racine.

Mais la médaille a son revers. Certes l'acquisition, par achat ou bail, de 49.800 hectares constitue un effort appréciable. Néanmoins, les résultats n'ont pas été en rapport avec les demandes. Ce n'est pas 49.800 hectares, mais 233.920, dont la concession par parcelles avait été réclamée de 1908 à fin 1911. Je sais bien que, sur ces 35.187 candidats-fermiers, beaucoup ont été légitimement écartés : ils n'offraient ni les garanties morales, ni les compétences professionnelles indispensables. Un fait reste certain. A la fin de 1910, 8.160 individus et 7 associations, qui sollicitaient 50.880 hectares, — et dont la requête avait, après enquête, été approuvée par les autorités compétentes, — n'avaient pu recevoir satisfaction. Le 31 décembre 1911, ce formidable

Digitized by Google

arriéré avait encore grandi : 8.540 journaliers agricoles et Sociétés coopératives n'ont pu recevoir les 53.840 hectares, dont la concession avait été admise en principe. La machine est encrassée. Le rendement est insuffisant. Et cependant les *County-Councils* n'ont pas craint de recourir à l'arme redoutable de l'expropriation : 440 hectares en 1908, 4.480 en 1909, 2.760 en 1910, 4.500 en 1911 ont été arrachés, par voie légale, à leurs légitimes propriétaires.

Si encore cette procédure révolutionnaire avait des effets durables. Chaque année, les *Small Holdings Commissioners* morcellent quelques centaines d'hectares. Chaque année, les cités industrielles, en élargissant leurs fumeuses enceintes, absorbent d'importantes étendues, rasent des petites fermes. En quatre ans, le *Board of Agriculture* a pu créer, en Angleterre et dans le pays de Galles, 12.500 petits fermiers. Mais il ne s'en suit pas, que le nombre des petites exploitations se soit accru de 12.500 unités. Jusqu'en 1909, les holdings de 40 à 2.000 acres diminuaient régulièrement. Pour la première fois, à la fin de 1910, on constate une augmentation de 809 unités. La baisse a été enrayée. Les *Small Holdings Commissioners* n'ont pu jusqu'ici faire plus.

D. Lloyd George est venu, fort à propos, leur prêter un appui précieux. L'écrou fiscal a été plus efficace que l'expropriation judiciaire. L'accroissement de l'*income-tax* et des impôts successoraux a obligé les propriétaires fonciers à liquider une partie de leur capital immobilier : le rendement était insuffisant. Une seule agence d'affaires, la maison Knight, Franck et Rutley, a eu à vendre pendant l'été 1911, 28.400 hectares. Et ce ne sont pas seulement des terres inconnues, qui ont été mises aux enchères par les commissaires-priseurs : c'est Westerhall et ses 8.000 hectares, que les Johnstone s'étaient transmis de père en fils depuis 1200 ; c'est le château de Ballikinrain, construit sur les ruines de la demeure de Rob Roy, le héros de Walter Scott. Le richissime duc de Sutherland a vendu 3.700.000 francs ses domaines du Staffordshire et du Shropshire. Le duc de Bedford a cédé, moyen-

Digitized by Google

nant 12.500.000 francs, une bonne partie de ses propriétés, à ses tenanciers. Ces acquisitions ne figurent pas sur les statistiques des *Small Holdings Commissioners*. Elles en décupleraient les chiffres.

Ces résultats ont excité la verve de D. Lloyd George. Il étudie des impôts nouveaux. Il veut frapper, plus directement, le monopole de fait, que détient encore une minorité de propriétaires fonciers. Il veut le briser à jamais. Il rêve d'attacher son nom à ce socialisme agraire. Il escompte la gratitude populaire. Il prévoit des victoires électorales. Et voici que les conservateurs eux-mêmes, comme s'ils jugeaient la résistance impossible, célèbrent le morcellisme économique et formulent une politique agraire.

*
* *

Lorsqu'aux environs de 1880, les radicaux de Birmingham, commandés par Joë Chamberlain, partirent en guerre contre le monopole foncier, et s'ébranlèrent aux cris de : « un hectare et une vache », les tories comprirent qu'il était nécessaire de jeter du lest. Deux lois de 1886 et de 1892, qui, d'ailleurs, sont restées inefficaces, eurent pour objet de faciliter la création de petites propriétés. Les conservateurs sont passés maîtres dans l'art de tempérer les dangers politiques d'une tactique défensive, par les audaces d'une sage offensive.

Ils sont restés fidèles, en 1912, à la même méthode, dont l'expérience électorale leur a démontré l'excellence. A la constitution de domaines nationaux, morcelés entre des usufruitiers viagers, aux applications croissantes de l'expropriation par voie judiciaire, à la menace de taxes draconiennes sur les plus-values foncières, ils répondent par un nouvel appel en faveur de la diffusion de la propriété privée.

Mais ce programme, tel qu'il a été exposé le 25 juillet 1912, par Lord Lansdowne, au meeting annuel de la *Rural League*, diffère singulièrement, par son esprit et par sa portée, de la timide législation de 1892. C'est bien un socialisme agraire

Digitized by Google

que le *leader* de la résistance aristocratique, oppose au système, préconisé par Winston Churchill et D. Lloyd George.

Lord Lansdowne reconnaît qu'il y a quelque chose de changé dans la vie rurale de l'Angleterre contemporaine.

Il y a des développements récents, dont il faut tenir compte. Il y a des aspirations nouvelles, avec lesquelles il faut compter. Nous sommes au fond de nous-mêmes, je le crois, convaincus que l'heure est venue, où nous ne pouvons plus dire que l'ancienne organisation agricole, en contact avec laquelle nous avons été élevés, suffit entièrement aux besoins de la communauté.

Certes, l'ancien état de choses avait du bon. Lord Lansdowne a analysé l'argument économique : le *landowner* se contente d'un revenu médiocre et d'un léger contrôle. Le *leader* des Lords pouvait, moins qu'un autre, insister sur l'argument social, sur la générosité du *Squire* et sur la fidélité du *tenant*, sur ces relations cordiales et héréditaires, qui constituaient un des caractères les plus heureux de la vie rurale d'outre-Manche. Mais ce « système séculaire » est fortement attaqué.

Un grand nombre de propriétaires fonciers ne sont plus capables de supporter les lourds sacrifices et les responsabilités, qui sont inséparables de la possession de la terre. Les fermages, comme vous le savez, ont baissé.

Et, en même temps, les impôts de tout ordre ont augmenté. « Au lieu de chercher, comme autrefois, à accumuler le capital immobilier, on tend à le disperser. » Les locations remplissent les colonnes des journaux et les ventes encombrent les agences d'affaires. Avec cette liquidation progressive coïncide le développement des petites propriétés.

C'est là un mouvement que nous devons tous, je le crois, accueillir avec le plus chaleureux enthousiasme. Si les conditions sont ce qu'elles doivent être, si on place l'homme qu'il faut sur la terre qui convient et dans la situation nécessaire, l'introduction de ce nouvel élément dans notre communauté

Digitized by Google

agricole est un bien pour l'homme, un bien pour la terre qu'il cultive et pour la société à laquelle il appartient.

Mais il importe de préciser. Ce n'est pas tant le morcellement des exploitations, que le morcellement du capital qui constitue un progrès social et économique. A la constitution d'un genre nouveau de fonctionnaires, les fermiers du Conseil général, les usufruitiers des domaines nationaux, lord Lansdowne oppose la création d'une classe nouvelle de citoyens, celle des paysans-propriétaires.

Aucune tenure ne peut donner au cultivateur du sol le même sentiment de complète sécurité, le même attachement ardent pour la terre qu'il cultive, le même sentiment de responsabilité et de dignité qu'inspire la possession complète d'un champ ou deux.

L'orateur se refuse à croire que le tenancier puisse préférer au contrôle d'un landlord, en chair et en os, celui « de toute une hiérarchie administrative, qui commence avec une espèce d'inspecteur, au bas de l'échelle, pour s'élever jusqu'à des Commissions et des Commissaires, qui ont derrière eux » un ministre magnifiquement logé à Whitehall, un politicien qui change tous les six mois et les Lords du Trésor, gardiens inflexibles de l'équilibre budgétaire.

Le gouvernement radical s'est obstinément refusé à entrer dans la voie préconisée par les Tories. En vain, les Chambres d'Agriculture ont-elles unanimement conclu à la nécessité de la création de petites propriétés. Elles n'ont pas eu plus de succès que cette Commission extra-parlementaire, qui avait demandé à ce que l'État encourageât en Angleterre, comme il l'avait fait en Irlande, le rachat de leurs exploitations par les fermiers, par le *sitting tenant*.

Les ministres sont entre les mains de gens, dont l'idée première est de mettre un terme à la propriété privée de la terre. Nous pouvons, dès lors, comprendre pourquoi le gouvernement est hostile à la création d'un corps de rudes *yeomen*, cultivant leurs propres terres, et qui constitueraient un sérieux obstacle pour ces folles utopies.

Digitized by Google

Et lord Lansdowne, au nom du parti conservateur, donne une approbation officielle au projet de loi de M. Collings, en vertu duquel une somme de trois cent millions de francs serait consacrée, à donner à des milliers d'hommes « la joie de la libre propriété ».

Nous sommes, quant à nous, profondément convaincus qu'on ne pourrait pas faire un meilleur usage du crédit national, que de s'en servir pour établir sur la terre anglaise des hommes, qui seraient « les rois du sol qu'ils cultivent », que leurs champs aient une superficie de 40 ares, de 4, de 40 ou de 400 hectares.

La formule est trouvée. L'engagement est pris. La constitution d'une classe de paysans propriétaires, l'extension à l'Angleterre de la législation irlandaise, le rachat progressif du sol par les tenanciers, grâce à des avances de l'État, constitue désormais un des articles les plus importants du programme conservateur.

Aura-t-il un profond retentissement? Eveillera-t-il chez ce peuple de consommateurs et de salariés un élan durable vers la libre possession du sol? Depuis le jour où la loi de 1908, sur les *small Holdings*, a été appliquée, depuis quatre ans, 2 p. 100 seulement des candidats aux petites exploitations ont exprimé le désir d'en devenir propriétaires. En sera-t-il différemment demain? La notion romaine du droit de propriété est inconnue de la loi anglaise. Pourquoi figurerait-elle, dans des textes nouveaux? Comment le développement de la vie corporative et de l'action collective réveillerait-il cet individualisme farouche du *yeoman*, sacrifié, il y a deux siècles, à la cupidité des grands propriétaires et des premiers manufacturiers? Comment le contact de la ville industrielle et l'habitude des gros salaires prépareraient-ils des ouvriers anglais à l'existence du petit propriétaire, qui ignore les repos fixes et les paiements réguliers, qui connaît les isolements farouches et les sacrifices quotidiens? On peut supprimer une classe sociale. Est-il possible de la reconstituer,

Digitized by Google

deux cents ans plus tard, par voie légale, à coups de subventions gouvernementales ?

*
* *

L'avenir de l'effort conservateur est incertain. En tout cas, loin de contribuer à enrayer la campagne radicale, il tend, au contraire, sous une forme différente, à encourager l'expropriation progressive de l'aristocratie anglaise. Il y a peu d'années, dans un discours qui fit sensation, Lord Rosebery prédit, que dans un avenir prochain, la physionomie de la campagne anglaise serait bouleversée. Aurait-il vu juste ? Allons, pendant qu'il en est temps encore, revoir une dernière fois, les parcs immenses, clos de murs, semés d'arbres centenaires, habités par les troupeaux de daims, et qui étendent leurs pelouses unies, jusqu'au pied d'une demeure, sans donjons ni ponts-levis, tapissée de lierre et ornée de fleurs, riche en œuvres d'art et pleine de souvenirs historiques. Les chênes tomberont sous la hache et les murs sous la pioche. La charrue défoncera les pelouses stériles. Mais puissent les démolisseurs respecter la maison ! Si les *seats* venaient à se fermer, si leurs propriétaires préféraient un jour à la demeure familiale les caravansérails d'Europe ou d'Égypte, cette émigration porterait à la vie rurale de la Grande-Bretagne un coup irréparable. Elle perdrait beaucoup de ce qui fait son charme et sa valeur. Pour ceux qui ont connu et aimé l'Angleterre d'autrefois, il est aussi impossible de concevoir un village d'outre-Manche sans *Squire*, qu'un village de France sans clocher.

Digitized by Google

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE . . . . . I-VII

LIVRE PREMIER

LA POUSSÉE SOCIALE

CHAPITRE PREMIER

UN PARLEMENT DÉMOCRATIQUE

Les couloirs des Communes, au mois de juin 1907. Une transformation dans l'aspect des couloirs et de la salle. Les modifications du recrutement parlementaire 1

I. Les *Dissenters*. D. Lloyd George, J. Massie, J.-A. Simon. Les caractères de leurs convictions politiques et de leur foi religieuse. La chapelle du Dr Clifford 5

II. Les doctrinaires. Deux générations, qui diffèrent par leurs maîtres, leurs méthodes et leurs conclusions. Quelques noms. 8

III. Les *Liberal-Labour members* : Sir Randal Cremer ; John Burns ; Ch. Fenwick ; Vivian. 12

IV. Les politiques. Winston Churchill. Une conversation avec Winston Churchill. Sir Edward Grey. Ses luttes contre l'idéalisme radical. L'attitude de l'extrême-gauche vis-à-vis de la rivalité allemande. Une menace pour l'avenir 17

CHAPITRE II

LE LABOUR PARTY

I. Le quartier général du *Labour Party* : ses caractères. Les effectifs. L'organisation. Quelques publications suggestives : leur esprit. 27

II. Pourquoi et comment le *Labour Party* se distingue de la *Social Democratic Federation* et de l'*Independent Labour Party*. Sa composition, son objectif et sa méthode. Les deux partis ouvriers, Ecossais et Anglais. Il est possible de découvrir entre eux certaines différences. 34

Digitized by Google

III. L'évolution du *Labour Party* à partir de 1906 : le conflit entre socialistes et radicaux. Les deux congrès de 1907 et de 1908 : leurs caractères. L'entrée des *Labour Members* à Westminster. Le contact avec la vie parlementaire : ses effets 42

CHAPITRE III

LE RADICALISME SOCIAL

L'engagement pris par Sir H. Campbell-Bannerman a été tenu. L'œuvre législative du radicalisme social a été considérable. Elle a été démocratique dans son esprit et interventionniste dans ses moyens 56

I. L'interventionnisme législatif . . . . . .
§ 1. Le sort des enfants : *la Charte des enfants* (1908). Les libertés de la femme. Les invalides et les prisonniers 57
§ 2. L'adulte. Réglementation des industries insalubres. Sévérité des lois de l'hygiène. L'assurance obligatoire 58
§ 3. Les organes de l'interventionnisme législatif. Les administrations centralisées. Les privilèges syndicaux. La bataille du 30 mars 1906. Le socialisme municipal. Le *Town Planning Act* 64

II. Le morcellisme économique . . . . . .
La législation agraire : ses origines, ses caractères, ses résultats. Premières menaces dirigées contre les grosses fortunes. Deux discours caractéristiques 70

III. Les réformes puritaines . . . . . .
Le seul terrain sur lequel la résistance des Lords soit sans dangers. Les traditions religieuses des radicaux anglais 75
§ 1. Les lois scolaires. Les objectifs des radicaux. Le *Bill Birrell*. Les modifications apportées par les Lords. La transaction proposée par le Cabinet. Son rejet. Deux lois nouvelles : deux échecs . . . 76
§ 2. La limitation des débits de boisson. Où en était la question. La réforme radicale : ses caractères. Elle est rejetée par les Lords . . 82

IV. Trois années de radicalisme social et le réveil des forces conservatrices 84
§ 1. Pourquoi les majorités électorales sont fragiles de l'autre côté du détroit : la force des courants d'opinion 85
§ 2. Deux élections caractéristiques. John Bull sommeillait. Il se réveilla quand son porte-monnaie fut en jeu 87

CHAPITRE IV

L'ÉCROU FISCAL

Un souvenir d'avril 1909. 1. Les origines politiques du budget 1909-10 : un effort pour poser la question des Lords sur un terrain favorable aux revendications démocratiques. 2. Les origines économiques : nécessité de découvrir des ressources nouvelles pour faire face aux dépenses militaires et sociales. Comment les radicaux sont amenés à faire peser toute la charge fiscale sur une minorité : la répartition du capital mobilier et immobilier en Angleterre. 3. L'évolution des finances britanniques 92

Digitized by Google

I. Le déficit à couvrir. Solutions proposées par D. Lloyd George. Quelles sont celles qui méritent de retenir notre attention. 97
§ 1. Les taxes sur le commerce des boissons. Leur origine. Leur portée. Une minorité seule est touchée. 98
§ 2. Les taxes successorales. Relèvements proposés. Comparaison avec la France. Rapprochement avec les années antérieures. Une minorité seule est atteinte 100
§ 3. L'impôt sur le revenu. Relèvements et dégrèvements. Les radicaux et la prime donnée aux classes moyennes. 102
§ 4. Les trois taxes foncières. Le capital immobilier jouissait d'un régime de faveur. L'adoption d'un principe nouveau. La plus-value sociale et les droits de la collectivité. Un exemple. Les objections de Harold Cox. Une carte de Londres 104
Esprit dans lequel fut déposé ce budget. Les discours de Snowden et de D. Lloyd George. Le péril fiscal et la ploutocratie britannique.

II. Première manifestation d'une résistance. Elle paraît encore bien éphémère 110
§ 1. La propagande radicale. La manifestation du 24 juillet 1909. Les discours de D. Lloyd George 111
§ 2. Les conseils de résistance. Lord Rosebery, 10 septembre 1909 ; J. A. Balfour, le 22 septembre. L'élection de Bermondsey et ses conséquences 115

III. Le vote des Lords. . . . . .
§ 1. La séance du 22 novembre. La thèse de lord Lansdowne. Les inquiétudes de lord Rosebery et de lord Cromer.. 124
§ 2. Le vote du 30 novembre 1909 était-il constitutionnel ? Les précédents historiques. Les arrêts parlementaires. La formule du lord Chancelier. 128
Quel sera le jugement du corps électoral. Les inquiétudes de *Punch*.

CHAPITRE V

LA BATAILLE BUDGÉTAIRE

La journée du 21 février 1910. Intérêt qu'elle présentait. Ses caractères. Les élections de 1910 constituent un temps d'arrêt 135

I. Les courants d'opinion s'équilibrent. Conflits d'intérêts et de sentiments 137
§ 1. Les forces économiques. I. Comment la question du *free trade* est posée par le budget. Les deux budgets en présence. La reprise des affaires et ses limites. II. Les inquiétudes protectionnistes. Quels sont les groupements sociaux disposés à les ressentir en janvier 1910 ? Les répercussions du budget radical. La crise du chômage. Les deux courants économiques se neutralisent. 138
§ 2. Sentiments et intérêts politiques. I. Le courant démocratique. Le veto des Lords remplace le veto de la Couronne. Le frein conservateur : il fonctionne mal. La campagne violente contre les Lords. Discours et affiches. II. Le courant conservateur. Ces attaques exercent une impression d'une intensité variable sur les masses radicales : manque d'unité. Les masses rurales du Centre et du Sud : leur irritation 144
§ 3. Sentiments et intérêts moraux. I. La vague puritaine. Caractère religieux de la campagne agraire. Manifestes et discours religieux. « Le Christ eût voté le budget. » Le fléchissement dans les forces puritaines : ses causes. II. Le péril allemand. Les articles de Blatch-

Digitized by Google

ford. Quelques discours sensationnels. Des statistiques. Pourquoi cette campagne n'a pas porté. Une entente anglo-allemande : ses origines et ses manifestations. Réponse des électeurs aux « ligueuses ». 159

II. Les forces des partis se balancent. 159
§ 1. Différences dans l'aspect de la salle, dans la composition de la Chambre. 160
§ 2. Les résultats du scrutin. Comparaison avec le passé. Répartition géographique. Caractères de la carte électorale. 161
§ 3. Les groupes. Le *Labour Party* et le parti radical. La division des Irlandais. La rivalité d'O Brien et de Redmond. Ses conséquences.

III. Les tactiques se dessinent. 168
§ 1. La séance des Communes du 21 février. L'échec de M. Asquith. Les exigences de Redmond. La capitulation d'Asquith. 169
§ 2. La séance des Lords. Un portrait de lord Lansdowne. La tactique conservatrice. L'impopularité du protectionnisme. L'attitude du *Labour Party*. Deux séances significatives 171

CHAPITRE VI

LA BATAILLE CONSTITUTIONNELLE

Jeudi 10 novembre 1910. Echec de la « Conférence ». Irritation de John Bull 178

I. L'apathie publique 180
§ 1. Ses causes. 1. L'extraordinaire activité industrielle de 1910. 2. Les armements navals et la rivalité allemande. 181
§ 2. Manière dont s'est posée la question des Lords : sur le terrain financier ; sur la limitation du veto. Les violences de Lloyd George, pas plus que les indignations des conservateurs, n'émeuvent l'opinion publique. 182

II. La tactique conservatrice. 188
Situation défectueuse de l'opposition au mois de novembre 1910. Manque d'unité dans les organismes et d'harmonie entre les chefs.
§ 1. 16-23 novembre. La tactique de lord Lansdowne et de lord Rosebery. Leur double projet. Ses caractères. Il manque de précision dans le fond et dans la forme. Pourquoi ? Un parallèle intéressant 190
§ 2. La solution conservatrice et la solution radicale. L'une est précise, l'autre ne l'est pas. L'une est logique et prévoyante, l'autre ne l'est pas. L'une est révolutionnaire, l'autre ne l'est pas 196

III. La consultation électorale 200
Analyse des statistiques électorales par régions. Les circonscriptions rurales, urbaines, celtiques. Les résultats du référendum. 201

IV. La capitulation finale. 206
Les fêtes du Couronnement et la résistance des Lords. Les dernières cartouches. La menace d'une « fournée » : ses effets décisifs. Socialisme et Impérialisme. 208

Digitized by Google

LIVRE II

LE PÉRIL IMPÉRIAL

CHAPITRE VII

LE NATIONALISME INDIEN

Le conflit entre le Socialisme et l'Impérialisme. Il ne s'est pas produit. L'unité politique, la force armée, les traditions diplomatiques ont été scrupuleusement sauvegardées 213

§ I. L'agitation nationaliste. 1. Campagne de presse et de meetings. Mises à l'index et boycottages. 2. Le Congrès National indien. Sa session de 1906. Son importance. 3. Les émeutes du 18 avril et du 2 mai 1907. Une année d'attentats anarchistes 215

§ II. Les causes de l'agitation. 1. La poussée industrielle et sa double influence. 2. Le triple conflit social, religieux et politique entre les civilisations britannique et hindoue. Sa double influence. 3. Modifications dans le recrutement et dans les mœurs de la société britannique aux Indes. Effets fâcheux. 224

§ III. La lutte contre le Nationalisme 235

1. Le loyalisme mahométan. Ses origines, ses manifestations et son importance. 2. Les mesures répressives. 3. Les réformes de lord Morley. Il introduit un indigène dans les conseils exécutifs. La réforme des conseils législatifs de 1909. Trois points importants. Un embryon de régime parlementaire : 30 mars 1910. La première session du Conseil Législatif Impérial. Ses caractères. Avènement de lord Hardinge 236

§ IV. L'accalmie. Les indigènes et le Durbar de Delhi. 12 décembre 1911. « Les largesses impériales. » L'exposé du Vice-Roi. Les discours du Roi. Le retour à Londres. Manifestations et commentaires.

CHAPITRE VIII

LE NATIONALISME CANADIEN

Comment la presse radicale accueille la nouvelle de la signature d'un traité de réciprocité, entre le Canada et les Etats-Unis. L'attitude de la presse conservatrice : son embarras. 257

§ I. Le Canada a été impérialiste. 261

1. Le jubilé de 1897. Le discours de sir Wilfrid Laurier à Edimbourg. Les libéraux canadiens prennent l'initiative d'un tarif différentiel, favorable à la mère patrie. Ce qui subsiste de l'union politique, en droit. La guerre sud-africaine et la coopération canadienne. Interprétation donnée, par les impérialistes, de la décision prise par le Cabinet Laurier. Un souvenir personnel 262

2. La résistance nationale et l'empreinte française. Les protestations contre l'appui prêté à l'Angleterre dans la guerre sud-africaine. . 266

3. L'évolution de sir Wilfrid Laurier. La dépêche du 3 février 1902 : sa signification et son importance. Son attitude à la Conférence inter-coloniale. La seule proposition qu'il ait faite est d'ordre

Digitized by Google

commercial et prudemment limitée. Son hostilité contre les projets d'*Imperial Council* et du *Corps Impérial de réserve* 268
4. Deux incidents contribuent à développer le sens nationaliste : l'affaire de l'Alaska (1903) et le conflit soulevé par lord Macdonald (1904). Le *Militia Act* de 1904 : ses principales dispositions et son esprit 271
5. La Conférence inter-coloniale de 1907. Echec de l'impérialisme économique et politique. L'émancipation diplomatique du Dominion. Le traité de 1907. La loi de 1909. Le problème de la coopération navale 274
6. La motion du 29 mars 1909. Ses caractères et son esprit. L'organisation d'une marine canadienne. Les protestations nationalistes. La campagne d'H. Bourassa 276

II. L'agriculteur de l'Ouest. Comment et pourquoi il diffère du yeoman de l'Ontario et du paysan de Québec. 279
1. Quelques chiffres. La production des céréales. Le nombre des entrepôts. Un problème insoluble : l'expédition des céréales. Palliatifs envisagés. L'irritation de l'Ouest. Valeur que présente pour l'industrie canadienne du blé le marché américain 281
2. La campagne libre-échangiste des agriculteurs de l'Ouest. L'enquête douanière de 1905-6. Le voyage de sir Wilfrid Laurier en juillet 1910. Le traité de réciprocité du 21 janvier 1911 : ses principales clauses. 285
3. Quelles eussent été les conséquences du traité, s'il avait été ratifié. Il rendait impossible l'établissement de tarifs différentiels : la part du Canada dans le ravitaillement des Iles Britanniques. Il accentuait l'atmosphère continentale de l'Ouest déjà « américanisé » par l'afflux des marchandises, des capitaux et des immigrants yankees. Les villes et la presse. Certes, le péril de l'annexion serait resté chimérique. Pourquoi. Le traité de réciprocité est resté lettre morte 287

§ III. Un coup de théâtre : les élections du 21 septembre 1911. Leurs résultats : la défaite écrasante de sir Wilfrid Laurier. 292
1. Insuffisance des gains dans l'Ouest. Leur cause : la campagne des industriels protectionnistes. L'alliance de l'Impérialisme et du Nationalisme 292
2. La désertion de Québec, l'alliée fidèle de sir Wilfrid Laurier. La campagne d'H. Bourassa à la veille de la réunion de la Conférence Impériale de 1911. La décision de la Conférence : commentaires des libéraux et des nationalistes. Le vote de Québec. La prudence de Borden. 296
Une dernière occasion donnée aux impérialistes de réaliser leur programme économique. Ils la doivent, en partie, aux radicaux : leur œuvre impérialiste. 302

CHAPITRE IX

LA MENACE ALLEMANDE

Ce qu'a coûté à l'Angleterre sa neutralité partiale en 1870 : le péril allemand 303

§ I. Le péril industriel. 304
1. L'organisme économique. Les matières premières ; les forces motrices ; les capitaux disponibles ; le capital humain en Angleterre et en Allemagne (1906) 305

Digitized by Google

2. Les exportations d'objets ouvrés. Progrès comparés 307
3. Les clientèles. Progrès comparés. 309

§ 2. Le péril maritime 311
1. Les origines de la marine allemande, 1848. 1870 312
2. Le développement industriel et le développement maritime. Les chantiers de construction. L'accroissement de la flotte marchande. Quelques chiffres. 313
3. L'effort récent. Le rôle du général de Caprivi. L'œuvre de Guillaume II. Les lois de 1898, 1900 et 1907. La propagande. La ligue navale, allemande et anglaise. 314
4. Quelle était en mai 1908 la supériorité exacte de la flotte anglaise. Cuirassés. Contre-torpilleurs. L'effet du temps et de la nature. La concentration allemande et la dispersion anglaise. Les efforts récents de l'Amirauté. Difficultés et obstacles. 316
5. Les constructions neuves en Allemagne et en Angleterre en mai 1908. 322
6. Comment on peut essayer de mesurer l'effort qu'aura à fournir l'Angleterre : 1° pour n'être pas dépassée par l'Allemagne, 2° pour avoir une supériorité du double. Contre-torpilleurs. Croiseurs. Cuirassés. Chiffres totaux. 324

CHAPITRE X

L'IDÉALISME PACIFISTE

Le parti radical et les économies militaires. Limites des réductions opérées sur la marine. Les campagnes des pacifistes pour l'entente allemande. 331

§ I. Première campagne (décembre 1905-avril 1907) 334
1. Manifestations germanophiles (décembre 1905). Les deux appels publiés par le *Times*. Les deux déclarations des 6 et 16 mars. 13 mai. Visite des bourgmestres. 20 juin. Visite des journalistes allemands. Concession faite par le gouvernement. Entrevue de Friedrichshof. Voyages ministériels. 335
2. Incidents qui entretiennent la vigilance diplomatique. L'affaire du Sinaï et les intrigues allemandes. L'incident du *Météore*. Négociations relatives aux chemins de fer d'Anatolie et au télégraphe sans fil 341
3. La limitation des armements et la Conférence de La Haye (avril 1907). 346

§ II. Deuxième campagne (mai 1907-février 1908) 347
1. Effort maritime et militaire. Concentration des escadres. Entrevue des 8 et 10 avril 1907. 31 août 1907. Accord anglo-russe. Commentaires radicaux 348
2. Mai 1907. Visite des journalistes anglais. Séjour du Kaiser en Angleterre. Effet produit. Novembre 1907. Campagne de la presse radicale contre Sir Edward Grey. 19 décembre. Sa justification. Son allusion aux armements allemands. Impression produite par la loi navale allemande. Campagne de W. Stead. Février 1908. Incident de lord Tweedmouth. 10 mars. Programme des armements anglais.

§ III. Troisième campagne (juillet 1908-mars 1909). 360
1. Avril 1908. Accord relatif au *statu quo* dans la mer du Nord. Mai. Voyage du président Fallières. Entrevue de Reval. Commentaire de Sir Edward Grey 361
2. Nouvel effort pour reposer la question de la limitation des arme-

Digitized by Google

ments. Manifestations diverses. Août 1908. Entrevue de Kronberg. Voyage de D. Lloyd George à Berlin. Un double échec. . . . . [illegible]
3. Manifestations germanophobes. Octobre 1908. Mars 1909 . . . . . [illegible]

§ IV. Les campagnes de mars 1911 et de décembre 1912 . . . . . [illegible]
1. 13 mars 1911. Discours de sir Edward Grey pour justifier les armements. Ses explications sur les relations anglo-allemandes et sur l'arbitrage anglo-américain Emotion produite par ce discours. Campagne de diverses Églises en faveur d'une généralisation de l'arbitrage. 30 mars. 2 avril. Réponse négative de l'Allemagne . . [illegible]
2. Le coup d'Agadir et les manifestations germanophiles de Londres. Le péril militaire et la stupeur anglaise. Nouvelle campagne contre sir Edward Grey. Le manifeste du 9 novembre. La motion du 21. Intervention de la Wilhelmstrasse . . . . . [illegible]
3. 27 novembre. Justification de sir Edward Grey. Effet produit par le discours. Le *Daily News* ne désarme pas. . . . . [illegible]

§ V. La mission de Lord Haldane et son échec. Pourquoi ces campagnes ont échoué. Armes et ressources dont disposait la coterie germanophile. 1. Les circonstances européennes. 2. La rivalité maritime. 3. L'autorité du *Foreign Office*. 4. Les concessions de sir Edward Grey. . . . . [illegible]

LIVRE III

LA CRISE PROCHAINE ET SES FACTEURS

CHAPITRE XI

LA REPRISE INDUSTRIELLE ET LA CONCURRENCE ÉTRANGÈRE

Avec les élections de décembre 1910, commence une nouvelle période : ses caractères. La crise prochaine et ses facteurs 400

§ I. La reprise des affaires. Augmentation depuis 1904 du commerce britannique. Achats de matières premières et ventes d'objets ouvrés. Importations et exportations depuis 1900. Coup d'œil sur le passé. Exportations britanniques par tête d'habitant 1870-1910. Moyennes quinquennales des importations et exportations de 1860-1910. Accroissement des commandes coloniales et étrangères depuis 1904. Bref rapprochement avec la France, l'Allemagne et les Etats-Unis. Moyennes quinquennales, par tête d'habitant, des exportations totales, des exportations d'objets ouvrés. Avance de l'Angleterre progressivement perdue et partiellement reconquise. Chiffres réels. Gains réalisés par l'Angleterre et ses rivaux en 1909 et 1910.
L'activité des voies ferrées. Traces d'oscillations dans la circulation. Navires entrés et déchargés dans les ports du Royaume-Uni. Faillites de 1905 à 1910. Circulation de l'or. Chambres de compensation. Bénéfices des sociétés anonymes à caractère industriel. Emissions de capital 403

§ II. Trois industries libre-échangistes. 1° *Le charbon*. — Causes exceptionnelles de l'essor de 1906 et de 1907. Crise en 1910 : ses causes intérieures et extérieures ; les grèves ouvrières ; une évolution dans la clientèle du Royaume-Uni. Comparaison de la production et de la consommation allemande, anglaise et américaine. 417

Digitized by Google

1° *Le coton.* — La manifestation libre-échangiste de 1904. Statistique d'ensemble. *Le Boom* de 1905-1906. Des constructions excessives provoquent une surproduction. Des *lock-out* ne parviennent pas à l'enrayer. Crise grave de 1909 et de 1910. Pertes subies. Exportations de cotonnades, consommation du coton en Angleterre, en Allemagne, aux Etats-Unis ; le péril américain 420

3° *La mer.* — Statistiques des constructions navales et des transports maritimes. Espérances des armateurs : leurs commandes excessives. Double cause de l'accroissement du tonnage de la flotte marchande. La crise de 1908. Reprise médiocre en 1910. L'optimisme de D. Lloyd-George. Part du pavillon étranger dans le commerce britannique 425

§ III. Trois industries protectionnistes. 1° *Les produits chimiques.* — Le relèvement des exportations britanniques : ses causes et ses limites. Prépondérance de l'Allemagne. 429

2° *La laine.* — Un coup d'œil sur le passé. Comment s'explique, malgré la baisse en quantité des exportations de lainage, la satisfaction des industriels. Transformation de la production anglaise : les tissus de laine et la bonneterie de laine. L'Angleterre reprend son avance sur la France et sur l'Allemagne. 431

3° *Le fer et l'acier.* — Statistique d'ensemble. La reprise de 1904-1906 : ses origines complexes ; son importance. Le ralentissement de 1908 est provoqué par l'arrêt des commandes allemandes et surtout américaines. La reprise de 1910 n'est pas suffisante pour accroître les bénéfices de la métallurgie. Prospérité de certaines spécialités. La crise des chemins de fer. Production et consommation du fer et de l'acier en Angleterre, en Allemagne et aux Etats-Unis. L'avance de l'Angleterre dans les exportations de fer et d'acier et de machines. 434

Les industries protectionnistes ont plus bénéficié de la reprise que les industries libre-échangistes. 438

§ IV. L'avenir. Deux points sombres 439

1° *Crise ouvrière* . . . . . .

2° *La concurrence étrangère.* — Elle continue à grandir. Un tableau saisissant. La fragilité de l'organisme économique du Royaume-Uni.

CHAPITRE XII

LES GRÈVES RÉVOLUTIONNAIRES ET LA POUSSÉE SOCIALISTE

Un numéro du *Daily Mail* : 11 août 1911 442

§ I. La crise révolutionnaire : ses manifestations 443

1. Le chômage pendant l'hiver 1907-1908. Désordres et bagarres. Incidents dans deux congrès ouvriers 444

2. Quelques grèves caractéristiques. Juillet 1910 et novembre 1910. Grèves de voies ferrées. Juillet 1910. Chantiers de constructions navales du Nord-Est. Octobre 1910. Menaces de grève à Manchester. Pourquoi ces incidents sont caractéristiques 447

3. La grève des mineurs de la Rhondda. Ses origines. Les désordres sanglants de novembre 1910. 452

4. L'agitation dans l'industrie des transports. Juin et août 1911 . . . 458

5. Février 1912. La grève du charbon. Ses causes économiques et morales. Ses étapes et ses conséquences. La solution. La loi sur

Digitized by Google

les salaires dans les mines de charbon. Ses répercussions économiques et sociales 459

§ II. La crise révolutionnaire. Ses causes: 467
1. Une stagnation des salaires coïncide avec l'essor de l'industrie et la hausse des prix. Situation spéciale des ouvriers des transports.
2. Le *hooligan* et sa psychologie. 471
3. Signes d'une transformation dans la mentalité ouvrière. Quelques dépositions caractéristiques. Un ouvrier susceptible, mécontent et nerveux. La propagande néo-syndicaliste 475

§ III. Cette crise aura-t-elle des répercussions politiques durables ? . 483

CHAPITRE XIII

LA PANIQUE NAVALE ET LE RESSERREMENT DES LIENS IMPÉRIAUX

La panique de 1912 et le fédéralisme militaire. — La rivalité anglo-allemande et la faillite de la doctrine radicale 485

§ I. 1. La panique de mars 1909. Effort de l'Amirauté britannique. Ses résultats. Fin avril 1911 486
2. Incidents qui posent le problème de la Méditerranée. Son importance. Bruits d'accords. 10 juillet. Discours de sir Edward Grey . . 487
3. Le débat des 22, 23, 24 et 25 juillet. Les discours conservateurs. Les discours radicaux. Leurs caractères. Discours d'un témoin 489

§ II. 1. Les progrès de la marine allemande. Quelques chiffres. L'effort de 1912 : ses caractères, sa portée. La riposte anglaise : ses caractères, sa portée 493
2. Sacrifices plus grands que doit faire l'Angleterre pour un effort égal. Les progrès de l'émigration. Son péril. Nécessité d'une coopération coloniale 495
3. L'effort des colonies après la panique de 1909. Leur effort après la panique de 1912. Promesses fermes et espoirs vagues. L'offre du Canada. Ses conditions. Le Comité de la Défense impériale. Angoisses de la presse radicale. 501

CHAPITRE XIV

LE HOME RULE BILL ET L'AVENIR ÉLECTORAL DES PARTIS

§ I. La question irlandaise et le Home-Rule Bill. 509
1. Les éléments de la question d'Irlande. Quelques chiffres. Les diverses formes d'oppression et leurs conséquences psychologiques. Les caractères de la nation irlandaise. Décadence et réveil . 510
2. L'œuvre de réparation. L'œuvre des libéraux. L'œuvre des conservateurs. L'œuvre du Parlement de 1906. 513
3. L'Irish Council Bill de 1907. Ses caractères. Ses dispositions. L'opposition nationaliste et ses origines 516
4. Pourquoi, en 1912, l'atmosphère est favorable au Home Rule Bill. Un gâchis administratif et financier. L'expérience d'une décentralisation limitée. 522
5. Le Home-Rule Bill de 1912. Le pouvoir exécutif. Le pouvoir législatif. Leur pouvoir limité et restreint. Contrôle administratif et légis-

Digitized by Google

latif que conserve Londres. L'organisation financière : ses caractères. Les trois vetos exécutif, judiciaire et législatif. L'unité n'est point menacée. . . . . .
6. Accueil fait par les nationalistes au Home Rule Bill. Le congrès irlandais du 23 avril 1912. Le discours de Redmond. Son habileté . 524

§ II. L'avenir électoral 532
Directement et indirectement, la bataille du Home Rule donnera lieu à une consultation populaire. 533
1. Pour s'y préparer, le Cabinet proposait une réforme électorale. Ses caractères. Son échec. Ses conséquences. Le recul du puritanisme. Le réveil du libre-échangisme. 534
2. Le parti conservateur abandonne les food-taxes. Le péril allemand. Deux chances de succès. L'avenir reste sombre pour les tories 538

§ III. La poussée sociale et la révolution agraire 540
1. Effort accompli par les radicaux. Quelques chiffres. Une enquête du *Times*. Limites de l'effort. L'action de l'impôt. Projets nouveaux. 541
2. Le programme des conservateurs. Le discours de Lord Lanadowne du 25 juillet 1912. La constitution de petites propriétés. Origines, programme, et résultats de cette campagne. 544

Digitized by Google

ÉVREUX, IMPRIMERIE CH. HÉRISSEY, PAUL HÉRISSEY, SUCC^r

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

YC 09055

280953

Bourbon

JN231
B2

UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY

Digitized by Google

Digitized by Google